

Tilburg University

Godfried Danneels: Biographie

Schelkens, K.; Mettepenningen, Jürgen

Publication date:
2015

Document Version
Version created as part of publication process; publisher's layout; not normally made publicly available

[Link to publication in Tilburg University Research Portal](#)

Citation for published version (APA):
Schelkens, K., & Mettepenningen, J. (2015). *Godfried Danneels: Biographie*. Uitgeverij Polis.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Godfried Danneels
Biographic

UITGEVERIJ POLIS

GODFRIED DANNEELS

BIOGRAPHIE

JÜRGEN METTEPENNINGEN & KARIM SCHELKENS

7 Avant-propos

Partie I

**PRIMUS
PERPETUUS**
(1933–1959)

CHAPITRE 1

13 Un garçon de Kanegem

CHAPITRE 2

31 Les années de Collège

CHAPITRE 3

43 Prêtre-étudiant
à Louvain et à Rome

Partie II

**DU PROFESSORAT
À L'ÉPISCOPAT**
(1959–1979)

CHAPITRE 4

77 Bruges et le Concile

CHAPITRE 5

97 Entre science et pastorale

CHAPITRE 6

115 Evêque au bord de l'Escaut

Partie III

**LE TEMPS
DES OBEISSANCES**
(1979–1993)

INTRODUCTION

143 Le siège du cardinal Mercier

CHAPITRE 7

159 L'année des deux synodes

CHAPITRE 8

177 Autour de la théologie
de la libération

CHAPITRE 9

193 Visite du Pape et livre
de la foi

CHAPITRE 10

205 Vingt années postconciliaires

CHAPITRE 11

225 Un couvent à Auschwitz

CHAPITRE 12

237 Une université
«confessante»?

CHAPITRE 13

257 L'année des laïcs

CHAPITRE 14

273 Aux frontières de la vie

CHAPITRE 15

293 Une Europe en plein
effritement

CHAPITRE 16

305 Contestation
dans l'archidiocèse

Partie IV

**LE TEMPS DES
ENGAGEMENTS**

(1993–2010)

	INTRODUCTION
317	A propos d’un revirement
	CHAPITRE 17
321	Une décennie d’engagement pour la paix
	CHAPITRE 18
355	Entre Laeken et Kinshasa
	CHAPITRE 19
369	L’éthique catholique sous la pression libérale
	CHAPITRE 20
393	Des prêtres qui font scandale
	CHAPITRE 21
407	Chef d’orchestre de grands moments de fête
	CHAPITRE 22
423	Le dialogue interreligieux à l’échelle mondiale
	CHAPITRE 23
433	Danneels en Chine
	CHAPITRE 24
447	Le groupe de Saint-Gall
	CONCLUSION
461	La fin d’un épiscopat

Partie V

**CRISE
ET ESPOIR**

(2010–2013)

	CHAPITRE 25
467	Annus horribilis
	CHAPITRE 26
481	Nouvel espoir
	Epilogue.
491	Un humaniste chrétien
	Chronologie
495	
501	Glossaire
505	Sigles
509	Avertissement et sources
509	1. Avertissement
510	2. Archives
512	3. Publications
524	4. Entretiens
526	5. Correspondance
527	Remerciements
529	Index

‘Wie ist es möglich zu leben,
wenn doch die Elemente dieses Lebens
uns völlig unfasslich sind?
Wenn wir immerfort im Lieben unzulänglich,
im Entschliessen unsicher
und dem Tode gegenüber unfähig sind,
wie ist es möglich, da zu sein?’

R.M. Rilke, *Über Gott*

AVANT-PROPOS

«Il n’y a que deux personnes que je n’appelle pas par leur prénom, le roi et le cardinal», affirmait un journaliste belge aguerri. Le cardinal: en Belgique, c’est presque une expression stéréotypée pour désigner Godfried Danneels. Apprécié en tant qu’intellectuel et communicateur habile, décrié dans les médias peu après la fin de sa carrière d’archevêque, puis à nouveau jugé – prudemment – plus positivement, l’homme qui se cache derrière ce titre reste une énigme. Qui est finalement le cardinal Danneels? Aucun livre ne pourra jamais saisir une personne ni en percer les secrets, mais un parcours biographique peut au moins offrir une ébauche de réponse.

Dans le présent ouvrage, nous reconstituons celui de Godfried Danneels. En tant qu’auteurs, nous avons d’ailleurs été quelque peu étonnés de voir que ce chemin nous mène de Genève à Nimègue en passant par Paris, Washington DC, Louvain et la cité du Vatican. Nous avons aussi fait halte à Anvers, Bruges, Bruxelles, Louvain-la-Neuve, Malines et, bien entendu... Kanegem. Mais le travail de recherche accompli en vue de la rédaction de cette biographie ne s’est pas limité à des voyages. Ces dernières années, nous avons aussi cherché les traces de Danneels dans une forêt d’archives, d’écrits et d’entretiens. La possibilité de consulter à titre exceptionnel certains documents en principe inaccessibles fut inestimable. C’est également le cas des quarante heures d’entretien que le cardinal nous a accordées dans sa belle demeure malinoise et des interviews d’une cinquantaine de personnes qui l’ont à un moment de sa vie, accompagné, croisé ou affronté.

Nous suivons le développement d'un fils d'instituteur originaire de Flandre-Occidentale, premier de sa classe. Après l'école à Kanegem et le collège à Tielt, il part comme séminariste du diocèse de Bruges pour Louvain afin d'y étudier la philosophie pendant trois ans. Il est ensuite envoyé à Rome pour y poursuivre ses études. En 1957 il est ordonné prêtre, et sans être jamais passé par le Grand Séminaire de Bruges, il y est, en 1959, nommé professeur et directeur spirituel. Il enseigne pendant près de vingt ans, à la fois à Bruges puis, à partir de 1969, à l'Université catholique de Louvain. La liturgie est à la fois sa spécialité et sa passion. Fidèle à la réputation des natifs de Flandre-Occidentale, il travaille dur, quitte parfois à dépasser ses propres limites. En 1977, il est nommé évêque d'Anvers et, deux ans plus tard, il succède au cardinal Léon-Joseph Suenens à la tête de l'archidiocèse de Malines-Bruxelles. Il se fait un nom à l'étranger grâce à des missions et à des prises de position remarquées, mais fait aussi parler de lui en dehors de l'Église institutionnelle, par exemple en tant que président de Pax Christi International dans les années 1990. Pendant trente ans, il va gagner les cœurs dans un rôle de pasteur intimement attaché à la Bible et à la liturgie, mais aussi d'écrivain et d'orateur. Mais il n'échappe pas aux critiques. Il traverse même une période noire lors de la démission de Roger Vangheluwe, évêque de Bruges, et de l'opération Calice, toutes deux survenues en 2010 et lourdes d'implications. Il faut ensuite attendre mars 2013 et l'élection de Jorge Mario Bergoglio comme pontife pour que le ciel de Godfried Danneels s'éclaircisse à nouveau.

Les chapitres du présent ouvrage parcourent les étapes de la vie du cardinal jusqu'en 2013, année de son quatre-vingtième anniversaire. Au fil de ces huit décennies, on voit se dessiner le portrait d'un jeune villageois devenu citoyen, d'un amateur de liturgie contraint de s'occuper de management, d'un homme dont chaque journée est placée sous le signe de la prière, mais qui ne peut se séparer de son portable, d'un cardinal dégageant

une certaine autorité en public, mais préférant exercer la diplomatie de cabinet, qui trouve des mots émouvants pour décrire la souffrance humaine mais fait parfois montre d'une certaine maladresse vis-à-vis des souffrants, d'un sphinx plus sensible que ce que l'on a souvent pensé.

Cette biographie se base sur de nombreuses sources: archives, livres et entretiens. Le fait que nous ayons choisi de n'ajouter de notes ni en bas de page ni en fin d'ouvrage ne signifie pas que nous n'ayons pas traité ces documents dans le respect des règles académiques. La rédaction de ce livre a en outre été soutenue par les avis d'un comité d'experts. Le cardinal en personne a relu le texte et nous a fait part de ses remarques et des nuances qu'il souhaitait apporter. La responsabilité de ce qui suit nous incombe toutefois entièrement. Le lecteur désireux de s'informer sur notre façon de travailler trouvera à la fin de l'ouvrage des explications plus précises ainsi que l'inventaire des sources. Un court glossaire explicatif a également été ajouté à l'intention de ceux qui sont moins familiers du jargon ecclésiastique.

Il nous reste à remercier chaleureusement le cardinal Danneels. Il est remarquable qu'un prélat de ce rang permette à deux jeunes chercheurs de consulter sans réserve la totalité de ses archives et accepte de répondre à toutes leurs questions. Sans cette aide, ce livre ne serait pas tel que vous le tenez aujourd'hui entre vos mains.

Karim Schelkens et Jürgen Mettepenningen

1^{er} juillet 2015

Partie I

PRIMUS
PERPETUUS

(1933-1959)

Chapitre 1

UN GARÇON DE KANEGEM

«Il m'arrive parfois, au retour d'une réunion de famille à Bruges, de faire un détour par Kanegem», avoue le cardinal Danneels, songeur. «Je m'arrête rarement, car cela m'obligerait à aller saluer les uns et les autres, mais il y a un lieu où je descends volontiers de la voiture, c'est la grotte». Le cardinal fait allusion à une réplique de la grotte de Lourdes, construite juste derrière la petite école des «sœurs de la Foi». La mère de Godfried Danneels emmenait autrefois ses enfants, au mois de mai ou le dimanche, jusqu'à cet endroit où trône la statue de la Vierge. La grotte de Lourdes n'était qu'à un jet de pierre de la maison familiale.

La maison où Godfried Danneels a vu le jour et a grandi existe encore. Une plaque en cuivre apposée sur la façade du 199 de la Kanegemstraat le confirme désormais: «Maison natale du cardinal Danneels»; l'année de naissance, 1933, n'est pas mentionnée. C'est une ancienne maison à portail qui, au début des années 1930, jouxtait la maison du boulanger du village, mais qui avait été transformée de telle façon que les deux immeubles communiquaient au niveau du premier étage. Le mur mitoyen avait été percé afin que les enfants de Madeleine, la fille du boulanger, connue dans les environs comme «Leintje», puissent passer directement de la maison parentale à celle de leurs grands-parents. Quand la famille s'est agrandie et que les lieux sont devenus trop exigus, les sœurs de Godfried ont eu une chambre au-dessus de la boulangerie. Godfried et ses frères dormaient dans la chambre attenante, chez leurs parents.

Bien qu'ils aient eu six enfants, les parents de Godfried ne provenaient pas d'une famille nombreuse. Sa grand-mère du côté paternel, Maria Maeckelbergh, était originaire du village de Dudzele, entre Bruges et la côte. C'est là qu'elle avait rencontré Jules Danneels, son futur époux. Les Danneels étaient implantés dans ce village depuis le début du XIX^e siècle. La vie des grands-parents paternels du futur cardinal n'a pas toujours été rose. Elle débute dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec un certain Constant Delaetere. Maçon de son état et né à Dudzele en 1845, Constant épousa à 25 ans une fille de son village, Sophie Deveaux. C'est par elle, de quatre ans la cadette de son mari, que la lignée Danneels entre dans la préhistoire de Godfried. La mère de Sophie était en effet venue au monde sous le nom de Françoise Danneels. Son père descendait quant à lui d'une famille catholique issue du nord de la France. Sophie avait fait un bref séjour au couvent avant de revenir sur sa décision et de se marier.

Après vingt ans de vie conjugale dans le pauvre village qu'est Dudzele au XIX^e siècle, le sort les frappe. Alors que Sophie attend son dixième enfant, en 1891, son mari meurt d'un accident de travail à Heist-sur-Mer. L'existence d'une veuve est pénible, tant psychologiquement que matériellement. Les conditions de vie précaires de la famille ne s'améliorent que lorsque Sophie se remarie, trois ans plus tard. Elle épouse un certain Leopold Danneels, lui-même veuf et père de sept enfants, dont le métier consiste à entretenir les nombreux canaux et fossés de cette région de polders.

Comme souvent à l'époque, le curé du village a fait en sorte de réunir deux personnes seules. Une fois marié, le couple Danneels-Deveaux se retrouve face à un gigantesque défi, à savoir l'éducation de ses dix-sept enfants. Sophie, alors âgée de 45 ans, et son mari s'installent à Dudzele, dans l'une de ces maisons ouvrières où vivent bien souvent des familles nombreuses. Malgré une existence rude, la famille ne connaîtra pas la misère,

car à l'époque, la région connaît un besoin croissant de main-d'œuvre. Le tourisme côtier, s'adressant à un public de bourgeois aisés, est en plein essor. L'industrie de la construction est donc florissante. Vers 1900, de nombreuses villas sont construites entre Bruges et le littoral. C'est cette demande de «bras» qui va permettre de nourrir les nombreux enfants de la famille. Parmi eux, il y a Jules Danneels, futur grand-père que Godfried n'aura jamais connu.

Jules, né à Dudzele le 11 avril 1879, est l'un des sept enfants du premier mariage de Leopold. Étant donné la situation familiale, il est obligé d'aller travailler très tôt. Lui aussi bénéficie de la demande de main-d'œuvre dans la région et devient peintre en bâtiment. Dans son village natal, il fait la connaissance de Maria Maeckelbergh. Jules et Maria se marient et s'établissent dans l'une des maisons mitoyennes au cœur du village. Le 17 mai 1903, leur fils unique, Henri Danneels, voit le jour. Henri se révèle être un enfant doué. Le cardinal Danneels dit de son père que, s'il avait vécu de nos jours, il serait devenu médecin ou ingénieur. À l'âge requis, Henri entre à l'école communale, située sur la chaussée menant à Damme, et il y attire l'attention de Leopold Bogaert, instituteur principal depuis 1890. Henri admire comme bien des écoliers le «maître», qui leur parle du père Amaat Vyncke et de ses aventures en Afrique centrale. Il décide de suivre l'exemple de Leopold Bogaert et de devenir lui aussi enseignant.

Le rêve se concrétise. Petit à petit, Henri – qui insiste pour qu'on l'appelle par la version flamande de son prénom, Hendrik – grimpe à l'échelle sociale, dont les barreaux sont au tournant du siècle encore très espacés. Après le collège, il est encouragé par le vicaire de son village à entamer des études d'instituteur à l'école normale épiscopale de Torhout. Là, il est très impressionné par la figure d'Alberic Decoene, philosophe et théologien érudit, aussi flamingant que bon pédagogue. Peu après la grande guerre, Hendrik Danneels décroche son diplôme. Il

débute ensuite sa carrière dans le petit village insignifiant de Kanegem, dont le curé, Hector Claeys, a demandé au diocèse de lui envoyer un nouvel instituteur. À son arrivée à l'été 1922, Hendrik n'y connaît personne.

La place d'instituteur à l'école communale de Kanegem favorise toutefois les contacts. Avec le bourgmestre et le curé, l'instituteur de village fait partie dans l'entre-deux-guerres de l'élite locale. Ces métiers valent considération et respect à ceux qui les exercent. Il ne faut donc pas longtemps avant que le «maître Danneels» ne devienne une figure familière de l'endroit. L'instituteur principal, Oscar Leupe, et lui sont d'ailleurs des éléments de renouveau dans un village qui a lourdement souffert de la Première Guerre mondiale. De nombreux jeunes hommes sont morts et les cours ont dû être interrompus. L'école rouvre en 1919 lors de l'arrivée de Leupe. Danneels le rejoint trois ans plus tard, lui aussi marqué par la guerre. Le 1^{er} janvier 1917, son père, Jules, a en effet perdu la vie à Dudzele, victime, comme le mentionne son faire-part de décès, des «tristes circonstances actuelles». Seule la mère et deux sœurs d'Hendrik vivent encore à Dudzele. Le déménagement vers Kanegem signe donc en un certain sens le début d'une nouvelle vie pour le jeune intellectuel. Bien que son village natal ne soit qu'à une trentaine de kilomètres, cette distance paraît plus importante qu'aujourd'hui, vu les moyens de transport de l'époque. Kanegem devient donc son village d'adoption. Hendrik Danneels y occupe une chambre au-dessus de la boucherie. À 50 mètres à peine, il y a la maison du boulanger, Adiel Stofferis. C'est là qu'il rencontre Madeleine Stofferis.

Le nom de Stofferis n'est pas fréquent dans cette région. Pourtant, Madeleine n'est pas une nouvelle arrivante dans le paisible village agricole de Kanegem. Elle est née le jour de l'Immaculée Conception, le 8 décembre 1906, et elle est connue dans son village comme la fille unique du boulanger, dont la

femme, Augusta Van Wanseele, tient le magasin. Après ses années de classes primaires chez les sœurs de la Foi, elle a passé deux ans au pensionnat de la ville toute proche de Tielt. Elle est ensuite rentrée chez elle et travaille depuis lors à la boulangerie. Madeleine n'apprend pas seulement à connaître Hendrik comme le «maître qui habite au-dessus de chez le boucher», mais aussi comme le jeune célibataire qui accepte de participer à la soirée théâtrale annuelle de Kanegem, le soi-disant «concert». Celui-ci a lieu à la salle paroissiale selon un programme établi: un grand drame, suivi d'une courte comédie. La fille du boulanger a été remarquée par l'instituteur, qui est évidemment considéré comme un «bon parti». Le mariage est célébré le 17 août 1932 par l'abbé Claeys. Les tourteraux emménagent dans la maison adjacente à la boulangerie dont l'étage donne, comme nous l'avons dit dans le logement des boulangers. En bons catholiques, ils se rendent en voyage de noces à Lourdes.

Naissance d'un 'enfant de Lourdes'

Neuf mois après le voyage en question, le dimanche 4 juin 1933, Kanegem célèbre la Pentecôte. Ce qui représente une importante fête religieuse pour la communauté villageoise correspond pour le jeune couple à un événement bien plus mémorable encore. Vers 9 heures du matin, leur premier fils vient au monde. «Je suis né à l'heure où l'Église célèbre l'office de tierce», souligne le cardinal Danneels. Comme sa mère, il a donc vu le jour lors d'une grande fête chrétienne, avec l'assistance d'une sage-femme. Hendrik et Madeleine choisissent pour leur premier enfant un prénom rare: Godfried, qui signifie «la paix de Dieu» ou «en paix avec Dieu». Que ce soit à l'école ou par la suite, Danneels ne sera jamais appelé autrement et sera toujours le seul de sa classe à porter ce prénom.

Dans ces années-là, il est de coutume de faire baptiser les enfants le plus rapidement possible après la naissance. Cet

usage est fondé sur la conviction courante à l'époque selon laquelle un enfant mort avant d'avoir reçu le baptême est privé du ciel. À Kanegem, le baptême est généralement célébré l'après-midi qui suit le jour de la naissance, en toute simplicité, par le vicaire. Godfried Maria Jules Danneels est donc baptisé sans délai, le lundi de Pentecôte. La marraine est sa grand-mère paternelle, Maria Maeckelbergh, qui voue une dévotion particulière à la Vierge Marie, et le parrain est Adiel Stofferis, le boulanger. Le sacrement est administré par le vicaire August Vermeren à l'église Saint-Bavon, à quelques pas de la maison familiale, en présence du bedeau, du père de Godfried, du parrain et de la marraine. Le baptême n'est suivi d'aucune festivité particulière.

Un élève modèle

Les enfants vont se suivre à un rythme rapide dans la famille Danneels. Godfried aura deux sœurs et trois frères. Deux ans après la naissance de Godfried, une première sœur, Godelieve Danneels, vient au monde. Aujourd'hui veuve et institutrice maternelle retraitée, elle habite à Bruges. La deuxième fille arrive en 1937 et est prénommée Lutgard. Elle aussi vit en Flandre-Occidentale. Il faut attendre 1938 pour que Godfried ait un frère, Herman, qui suivra les pas de son père, deviendra enseignant et épousera une institutrice maternelle. En 1940, Eric voit le jour. Il travaillera plus tard à l'imprimerie Lannoo de Tielt. Enfin, le petit dernier naît après la guerre et sera baptisé Hendrik. Après des études de droit, il entrera dans la magistrature et deviendra président du tribunal de première instance de Bruges.

Dans la famille Danneels, l'obéissance et le sens des responsabilités sont primordiaux, surtout en ce qui concerne le fils aîné qui doit, selon le père, servir d'exemple aux autres enfants. Cela vaut aussi en dehors de la maison parentale, au sein de la

communauté villageoise, où les Danneels se montrent conscients de la considération attachée au «maitre d'école». Il s'agit évidemment aussi de bien se comporter en classe. Comme le jeune Danneels apprend facilement, son père l'envoie à l'école avec un an d'avance.

À Kanegem, l'enseignement primaire est, dans les années 1930, dispensé à deux endroits. D'abord, il y a l'école catholique pour filles, ou «école des Sœurs». Situé au centre du village, ce petit établissement a été fondé par la congrégation des sœurs de la Foi. Il comprend d'une part l'école maternelle et de l'autre les premières années du primaire, qui réunissent les garçons et les filles. Les religieuses veillent soigneusement à ce que les deux groupes ne se mélangent pas dans la cour de récréation; pour être sûres, elles ont tracé une ligne sur le sol. Jusqu'en troisième année, Danneels fréquente donc l'école des Sœurs en compagnie des filles.

En première année, Danneels est dans la classe de mademoiselle Alice, en deuxième et en troisième années, dans celle de mademoiselle Antoinette. Les archives ne fournissent guère d'informations sur cette époque, si ce n'est que, dans la mémoire collective du village, ces deux enseignantes, célibataires comme c'était alors la règle dans les écoles catholiques, étaient d'excellentes institutrices. Le passage à l'école des garçons, pour les années supérieures, représente un plus grand défi.

À partir de la quatrième année, les garçons du village fréquentent l'école primaire communale pour garçons, où enseignent messieurs Leupe et Danneels. Ce dernier s'occupe des quatrième et cinquième années, Oscar Leupe de la sixième et de la septième. Leupe va jouer un rôle important dans la formation du futur cardinal, notamment en lui enseignant les rudiments du français à l'occasion d'heures supplémentaires qu'il réserve aux élèves les plus doués. C'est ainsi que sont jetées les bases du bilinguisme de Danneels, qu'il améliorera plus tard

au collège et à l'université. Le jeune Danneels semble avoir une nette prédisposition pour les langues et les leçons d'Oscar Leupe constituent une agréable stimulation intellectuelle puisqu'elles ne réunissent que les meilleurs.

Le parcours scolaire de Godfried se passe pratiquement sans accrocs: il n'a aucun mal à briller dans des matières comme la géographie et le néerlandais et semble entre autres suffisamment malin pour repérer les bonnes places dans la salle de classe pendant les sombres mois d'hiver. La pièce est en effet chauffée par un poêle à charbon placé à l'avant si bien que la première rangée a chaud, tandis que ceux qui sont assis à l'arrière ont froid. Pour le reste, il respecte l'autorité des instituteurs et il est très rarement puni. Danneels devient – un peu sous la pression de son père – *primus perpetuus* de son année, même si toutes les matières ne lui plaisent pas autant. Les mathématiques lui inspireront toute sa vie une aversion.

L'école communale de Kanegem comprend une huitième année pour les garçons qui ne poursuivent pas d'études et commencent à travailler directement après leurs primaires. Ce n'est pas la voie que va suivre Godfried. Après sa septième, celui-ci entre, en 1945, au collège Saint-Joseph de Tielt.

«Ce que j'ai cru devoir dire...»

Étant donné sa position de premier de classe, Danneels se fait moins facilement des amis que les autres enfants. Cela tient parfois à l'attitude de rejet de ses compagnons, mais aussi à sa nature plutôt réservée et au fait qu'il est un an plus jeune que les autres. Il se lie toutefois pour plusieurs années à Jozef Vandemoortele, un condisciple qui habite à côté de chez lui et le met au défi en obtenant de meilleurs résultats que lui... en mathématiques.

À l'époque, une journée se déroule comme suit: on se lève tôt, on se lave, on déjeune et on part pour l'école. On la quitte

dès 16 heures et on a alors tout le temps de jouer. Les devoirs à faire n'existent pas à ce niveau. Comme Hendrik Danneels rentre un peu plus tard que son fils, celui-ci en profite pour lire la petite bande dessinée du quotidien auquel son père est abonné. Cela ne plaît pas à Hendrik qui souhaite être le premier à ouvrir son journal – en cette fin des années 1930, il s'agit de *Volk en Staat*, un quotidien anti-belge, édité par le «Vlaams Nationaal Verbond» (Ligue nationale flamande – VNV), représentant la droite radicale du mouvement nationaliste.

Les soirées suivent également un schéma fixe. À 18 heures, le repas du soir est servi par la mère. Le père mange une heure plus tôt, soi-disant en raison de ses problèmes gastriques. C'est certainement aussi pour pouvoir se consacrer à son hobby. Heureux propriétaire d'une machine à écrire, Hendrik écrit des livres sur l'élevage des poules et ses finesses. Le premier paraît juste avant la guerre, en 1939, chez Vonksteen, maison d'édition résolument flamingante du village de Langemark. Le livre compte un peu plus de 130 pages et porte ce titre à rallonge: *Ce que j'ai entendu et cru devoir dire sur la sélection des poussins pour les engraisseurs, les éleveurs, les agriculteurs, les professeurs d'agriculture, les élèves des écoles d'agriculture, les marchands d'aliments pour animaux et les détaillants*. Après la Seconde guerre mondiale, il sera suivi de manuels pratiques comme *Les poussins et leurs soins* et *Plus d'œufs de nos poules*. Le premier de ces livres, qui est aussi le plus volumineux, est une sorte de vademecum pour éleveurs de poules, accordant une attention particulière à la sélection des pondeuses. La rédaction de ces livres participe à une volonté d'assister et de faire progresser la population rurale à laquelle il a affaire en tant qu'enseignant. Hendrik signe d'ailleurs ses manuels en qualité de «conférencier de l'État», un titre qui implique la tenue d'exposés pour les paysans de Kanegem et des alentours le dimanche après-midi.

Outre la machine à écrire, la famille possède un autre appareil extraordinaire, qui rassemble tous ses membres: une radio.

Le maître Danneels y écoute les informations chaque jour et, le samedi, enfants et parents se regroupent pour écouter Radio Hilversum. C'est le seul jour de la semaine où l'on est autorisé à rester debout après 19 heures. L'éducation prodiguée par les parents de Godfried forme les enfants dans divers domaines. Si Madeleine Stofferis est d'un caractère doux, et très attachée à la prière personnelle, leur père leur transmet une saine curiosité intellectuelle et certaines dispositions pédagogiques, le sens de la formule exacte et un intérêt pour les langues. La bibliothèque de la maison (une exception pour Kanegem à l'époque), principalement composée d'ouvrages distribués par l'association culturelle Davidsfonds – fondée en 1875 au sein du mouvement flamand comme contrepartie de fonds libéraux et socialistes – comprend surtout de la littérature pédagogique. Le jeune Danneels ne s'intéresse pas encore aux livres. Cela changera quand il entrera au collège. Mais pour l'heure, il n'y a ni culture de la lecture à l'école primaire, ni ouvrages pour enfants à la maison.

Une enfance sans soucis

Le temps n'est pas à la lecture, mais au jeu. Pour les enfants de Kanegem, la vie se partage entre maison, école, église et champs. Toutes les distances sont parcourues à pied. Du printemps à l'automne, les Danneels – qui parfois aident à cuire des biscuits dans la boulangerie du grand-père – passent le plus clair de leur temps à jouer dehors et selon des schémas classiques: les filles réalisent de petits ouvrages manuels et jouent à la poupée, les garçons courent l'aventure dans les prés et les champs. Comme tous les enfants du coin, Godfried va aussi pêcher, dénicher des oiseaux ou nourrir les poulets. Il apprécie particulièrement une activité populaire dans cette région qui compte de nombreuses «associations de pinsonniers». L'exercice consiste à écouter en silence le chant du pinson; lorsque l'oiseau exécute un trille complet, on trace un trait à la craie sur une

planchette. Le gagnant est celui qui totalise le plus grand nombre de traits en un temps donné. Un oiseau qui ne termine pas son chant est surnommé... wallon.

La vie à la campagne a ses rythmes, quotidiens ou hebdomadaires. Le dimanche, les habitants souvent pauvres du village se réunissent. Ce jour-là, les rues sont animées par d'autres bruits. Le grincement des charrettes fait place au son des cloches. Et si pendant la semaine, c'est la famille, la maison ou la ferme qui priment, le dimanche est jour de rencontre avec le reste du village, que ce soit à l'église ou dans l'une des auberges qui font aussi office de local colombophile. Le téléphone est encore rare à l'époque mais le père Danneels doit être le premier du village à posséder un tel appareil, dont les voisins font régulièrement usage. Téléphoner est toute une entreprise puisqu'il faut demander à un opérateur de vous mettre en contact avec telle ou telle personne. Lequel opérateur interrompt la communication quand il estime que la conversation est terminée, que cela coïncide ou non avec les intentions des interlocuteurs. Souvent, le voisin peintre est furieux, parce qu'il doit renouveler son appel. Dans ces moments, la maison de l'instituteur sert en quelque sorte de prolongement à l'espace public.

La dévotion pratiquée dans la famille Danneels n'a rien de particulier. Comme dans beaucoup de foyers de l'époque, il est naturel de dire une prière avant chaque repas et on récite une «partie du rosaire» chaque soir avant d'aller se coucher. L'essentiel de ce que l'on demande à Dieu est affiché au-dessus du poêle sur un parchemin noirci par la suie: «Reste auprès de nous, Seigneur». Le mois de mai est particulièrement propice aux dévotions. Et, bien entendu, le dimanche est jour de prière par excellence. Toute la famille assiste à la messe, dont la teneur et la signification échappent à beaucoup. Malgré les efforts de mademoiselle Alice pour expliquer en classe l'importance de la cérémonie, l'eucharistie reste un événement avant tout visuel:

en dehors du sermon, le curé ne parle qu'en latin et tourne le dos à l'assemblée, ainsi que le prévoit le missel romain. On ne comprend presque pas le latin, mais on sent, et on est convaincu, que là-bas devant, le prêtre fait quelque chose d'important. Comme les enfants vont aussi à l'école le samedi, les dimanches après-midi constituent le seul moment libre que l'on passe en famille. Lorsque Madeleine emmène ses enfants en promenade, la grotte de Lourdes, déjà mentionnée, est sa destination favorite. Parfois, Godfried est autorisé à accompagner son père au marché de Bruges, le samedi. Ils prennent alors le tram à Tielt et s'assoient à l'avant, car le fils souffre du mal des transports. Pour le jeune villageois, ces trajets sont des moments très instructifs.

Le chemin de Gerard Walschap

Le fait que Hendrik ait mis son fils aîné à l'école un an avant l'âge prévu a une conséquence particulière: Godfried va également faire sa première communion, puis sa communion solennelle et sa confirmation, avec un an d'avance. Cela ne sera d'ailleurs pas sans créer quelques difficultés. En 1939, le curé Renaat Leleu – qui a quitté la paroisse de Jonkershove pour celle de Kanegem en décembre 1937 – n'émet aucune objection à l'idée de donner la première communion au fils de l'instituteur, âgé de six ans, alors que l'âge prévu est de sept ans. L'événement se passe sans heurts, si ce n'est que le cardinal regrette aujourd'hui encore la date choisie par le prêtre, à savoir la Toussaint. Après la messe de 7 heures du matin, le bedeau agite la cloche, le curé ouvre le tabernacle et lui donne la communion, sans solennité ni démonstration particulières.

L'expérience de la confirmation se révèle pénible, tant en raison des relations tendues entre le curé et le père de Godfried. Kanegem est une paroisse rurale modeste. Le genre de paroisse où l'on envoie volontiers les prêtres qui ont eu des problèmes

avec leur communauté dans d'autres localités. Leleu, qui a alors 37 ans, entre dans cette catégorie. Le jeune Godfried va être victime d'une rancœur tenace du curé vis-à-vis du maître d'école, qui n'est pas homme à se laisser intimider. Hendrik Danneels a décliné l'offre faite par le curé d'engager Godfried comme enfant de chœur. Selon lui, son fils est encore trop jeune et physiquement trop faible pour se lever chaque jour si tôt. Le prêtre n'a pas digéré ce refus.

Les choses tournent au vinaigre pendant les deux années de préparation à la confirmation. Les futurs communiant du village se réunissent chaque samedi pour le catéchisme: la leçon de première année est donnée à 8 h 30, avant les cours, à la salle paroissiale, tandis que, pour les élèves de deuxième année, le cours a lieu dans l'église. Les garçons et les filles y sont à nouveau séparés et la matière est enseignée selon la formule des questions-réponses. Godfried, qui n'a pas de mal à les mémoriser, s'ennuie bien souvent. Au cours de la deuxième année, qui a lieu en pleine période de guerre, Leleu annonce au jeune Danneels que seul l'évêque peut décider si la confirmation peut lui être administrée avant l'âge requis. Cela le place dans une situation inconfortable puisqu'il doit sans cesse demander au curé si l'évêque a déjà donné sa réponse. Le curé fait durer ce petit jeu jusqu'à la cérémonie elle-même: il explique à Godfried que le jour dit, il devra se placer tout au fond de l'église. Le prêtre lui fera alors part du verdict à l'oreille. Quand Hendrik apprend cela, il téléphone, indigné, à l'évêché et apprend que son fils figure comme les autres sur la liste des confirmands de Kanegem. L'incident marque le jeune Danneels à tel point que, des années plus tard, il continuera à raconter que l'attitude du curé aurait très bien pu lui inspirer les sentiments anticléricaux qui ont imprégné, par exemple, l'écrivain flamand Gerard Walschap. Tout pénible qu'il soit, l'épisode va toutefois apprendre à Godfried que l'Église ne se limite pas à un seul prêtre.

La communion solennelle de Godfried a lieu par un jeudi ensoleillé de mai 1945, jour de la fête du Saint Sacrement, peu avant qu'il ne fête ses 12 ans. La «grande communion» est l'un des moments les plus festifs de la vie villageoise: les enfants entrent dans l'église en deux longue files, les filles à gauche, les garçons à droite: les unes portent une robe blanche, les autres un costume avec un nœud blanc autour du bras. Godfried reçoit un missel relié en cuir dans lequel il pourra désormais suivre la messe en deux langues: le latin de l'officiant et, à côté, la traduction néerlandaise.

Mai 1940

Si les parents de Godfried ont vécu au cours de leur adolescence l'épreuve de la Première guerre mondiale, ils en parlent rarement. Du point de vue matériel, Kanegem a relativement peu souffert de ce premier conflit. Un des anciens moulins du XIX^e siècle a subi des dommages et les troupes allemandes avaient installé une piste d'atterrissage à proximité du village, mais les maisons sont sorties pratiquement intactes des événements. Cela s'explique par la présence du quartier général de la quatrième armée allemande dans la ville toute proche de Tielt. La guerre a néanmoins fait des victimes dans cette région où l'occupant s'est approprié tout ce qu'il pouvait comme denrées alimentaires. Les garçons et les hommes appelés sous les drapeaux ont rejoint les tranchées et plusieurs ne sont jamais revenus. Parmi ceux qui étaient restés au village, beaucoup sont morts en raison de la pénurie alimentaire. La famille Danneels a subi des pertes elle aussi. Le grand-père de Godfried en fait partie, tout comme le frère de sa grand-mère, Maria Maeckelbergh, qui a été touché lors d'une attaque au gaz sur le front. Pendant l'entre-deux-guerres, on a travaillé en silence à la reconstruction, mais les proches ont souffert du traumatisme encouru. Les rares fois où les personnes âgées de Kanegem

parlent de la guerre, même si elles ne disent rien des combats, les enfants Danneels ressentent le poids des souvenirs.

Puis survient mai 1940: après seulement deux décennies de paix, une nouvelle guerre éclate dans toute sa violence. Malgré la résistance de l'armée belge, les troupes allemandes atteignent Tielt le 27 mai. La région où Godfried grandit est occupée par le Troisième Reich après un pilonnage terrestre et aérien. Lors des alertes, les parents Danneels et leurs cinq enfants se réfugient dans les caves, où ils attendent dans l'angoisse, tandis que le boulanger et sa femme préfèrent sortir dans le jardin. Au cours de ce mois de mai, un obus allemand détruit la partie orientale de l'église. Plus tard, durant le conflit, on remarque surtout les avions américains qui survolent la zone à haute altitude en route vers l'Allemagne, en jetant des rubans métalliques pour brouiller les radars allemands. Après leur passage, Kanegem est couverte d'un mince tapis de bandelettes scintillantes.

Une fois la région conquise et occupée, la période de guerre se passe dans un calme relatif pour les habitants de Kanegem; généralement, Godfried peut continuer à jouer dans les champs comme il en a l'habitude et l'école, où l'on parle le moins possible de la guerre, ne ferme pas ses portes. Le sort des millions de gens envoyés dans les camps de concentration reste longtemps ignoré et, lorsque les adultes en apprennent davantage, ils épargnent les enfants. La guerre a toutefois des conséquences très tangibles. Comme bien des familles, les Danneels sont à plusieurs reprises obligés d'héberger des officiers allemands, le plus souvent en transit vers l'«Ortskommandantur» de Tielt. Godfried se souvient du bruit de leurs bottes le soir dans l'escalier. Il se souvient aussi d'une frayeur le jour où des soldats allemands en armes étaient venus exiger du pain à la boulangerie pendant que les aînés des petits-enfants du boulanger se cachaient derrière le comptoir. Et, comme au cours de la grande guerre, la faim sévit. La nourriture se fait de plus en plus rare,

à part le pain, mais qui est à peine cuit. Le beurre est strictement rationné et devient si difficile à trouver qu'Adiel Stofferis est obligé d'utiliser de la cassonade comme ingrédient. Cette alimentation déséquilibrée pèse sur l'état de santé des habitants. Les Danneels souffrent également de la disette et de ses conséquences, même s'ils s'en sortent mieux que les familles pauvres, où la faim affaiblit visiblement les enfants.

Le goût de la libération

L'été 1944 est porteur d'un revirement pour la population de la région. En juin, les troupes alliées débarquent en Normandie et entament leur progression en direction du Westhoek belge. Le 8 septembre 1944, le fracas des combats est audible jusqu'à Kanegem. La première division blindée polonaise approche de Tielt et réussit sous la direction du général Stanislaw Maczek à chasser les troupes allemandes. Deux chars polonais entrent à Kanegem et sont acclamés sur la place. Pourtant, la joie a un goût amer: la retraite des troupes allemandes a de graves conséquences. À Ruiselede, elle s'accompagne de violents affrontements. Le malheur frappe également Kanegem. Les enfants de la famille Arickx, partis voir les troupes allemandes en fuite sur la Tielsteseenweg, sont touchés par des tirs. L'un d'eux, Achiel, meurt sur place, les deux autres sont enfermés dans la cave d'une ferme proche. La situation se détériore aux environs de seize heures, quand l'une des colonnes allemandes s'arrête juste en dehors du village, à hauteur des maisons des familles Lippens et Mervillie. Effrayés par les avions alliés volant à basse altitude, les soldats allemands font feu sur la maison et entrent chez Polidoor Lippens. Ce dernier perd la vie, victime d'un acte de représailles, de même que sa femme Martha Coen, leurs enfants Julien et Roger, alors qu'un visiteur de passage. Omer Lippens, compagnon de classe de Danneels, est légèrement blessé. Seul enfant de la famille à survivre, il sera recueilli par

ses grands-parents. Le jeune Danneels, entretemps devenu enfant de chœur, est devant l'autel lorsque quatre cercueils sont amenés dans l'église Saint-Bavon de Kanegem.

La fin de la guerre amène d'autres drames: dans une région devenue un terrain privilégié pour les sentiments flamingants, la sympathie pour la cause allemande n'est jamais bien loin, même si la collaboration n'est souvent évoquée qu'à demi-mots. Le petit village de Kanegem n'échappe pas à la règle. La libération ayant exacerbé les tensions, l'épuration se met en route et une série de villageois sont arrêtés pour interrogatoire, accusés de s'être montrés trop amicaux avec l'occupant. Jean Van Oost est condamné pour faits de collaboration, tandis qu'une série d'autres (André et Maurice Vandevoorde, Frans Claeys et Maurice Van Oost) sont interrogés, puis relâchés. Hendrik Danneels, qui a participé à des distributions de soupe dans le cadre du Secours d'hiver – fondé en 1940 par l'occupant sur le modèle du «Winterhilfswerk» allemand – est dénoncé par un habitant du village et interrogé à la caserne de Sint-Kruis, près de Bruges. Après une nuit, il est libéré sans autres suites.

L'église au milieu du village

L'épisode de la confirmation de Godfried montre bien la place centrale qu'occupe l'Église, au propre comme au figuré, dans un village comme Kanegem. L'église Saint-Bavon date de la fin du XIX^e siècle, mais a été bâtie sur les fondations d'une tour bien plus ancienne. C'est Gustave Lemaître, nommé curé du village en 1890, qui l'a fait construire et, bien qu'il ait puisé dans le capital familial pour financer les travaux, il n'a jamais vu l'édifice achevé. Lemaître s'est noyé juste avant la fin des travaux, en 1910, et a été enterré contre le mur extérieur de la sacristie.

Au-delà des saisons et du travail aux champs, la vie est rythmée par les horaires de l'école et de l'église. Les fêtes religieuses

constituent les jalons du calendrier annuel. Pâques, les quarante jours du carême et la Semaine Sainte sont les événements les plus fédérateurs du village. L'Église catholique ne célèbre pas, à cette époque, la vigile pascale la veille au soir du jour de Pâques, mais bien le samedi matin tôt. À Kanegem, l'office a lieu à 4 h 30. Malgré l'opposition de Hendrik Danneels, son fils y participe à l'occasion, grâce à l'intervention de sa mère. Le rituel le touche, même si dans ses jeunes années, c'est la fête de Noël que Godfried préfère.

À Kanegem, il n'y a pas de messe de minuit, mais une première célébration a lieu le matin de Noël à 5 heures, suivie trois heures plus tard de la «messe des bergers», puis, à 10 heures, de la grand-messe. L'office du matin étant le plus solennel, tout le village y assiste. Munis de lanternes, les villageois quittent leur maison ou leur ferme dans le noir formant une impressionnante procession nocturne. Alors que la messe du dimanche est rehaussée de chants grégoriens, seul un sobre *Douce nuit* résonne dans l'église pendant la nuit de Noël. Chaque année, Godfried a l'honneur de le chanter en solo depuis le jubé, accompagné à l'orgue par Leupe, le maître d'école. Le lien étroit existant entre l'église et l'école dans un village rural comme Kanegem se manifeste par le fait que lorsqu'un enterrement est célébré un jour de semaine, l'instituteur interrompt les leçons – même s'il s'agit en l'occurrence d'une école communale – pour aller jouer de l'orgue à Saint-Bavon. Le catholicisme de l'enfance de Godfried Danneels est donc à la fois omniprésent et évident.

Chapitre 2

LES ANNÉES DE COLLÈGE

Un an après l'arrivée des tanks polonais à Kanegem, Danneels termine sa septième année à l'école communale. Âgé de 12 ans, il s'apprête ensuite à entamer ses humanités au collège Saint-Joseph de Tielt, établissement dirigé par Karel Duforret et, plus tard, par Leo Devloo, assisté d'un corps enseignant de prêtres.

À l'époque, étudier est un privilège. Les parents de famille nombreuse peinent à rassembler chaque trimestre l'argent nécessaire pour payer les frais de scolarité. Même si elle bénéficie d'un revenu fixe, la famille de Hendrik Danneels n'appartient pas à la classe économique supérieure. L'unique possibilité réside donc dans l'obtention d'une bourse. Concrètement, celle-ci est octroyée par le Fonds des mieux-doués, créé en 1921. Partant de l'idée qu'étudier ne doit pas être un privilège social, celui-ci offre une bourse d'études de 800 francs environ aux élèves les moins nantis mais les plus méritants. Pour la décrocher, les candidats sont soumis à des examens oraux et écrits deux jours durant. Une fois accordée, l'allocation est renouvelée automatiquement pendant six ans. Malgré la pression qui pèse sur ses jeunes épaules, Godfried réussit parfaitement le test. C'était indispensable car, en quelques années, tous les enfants Danneels sauf le cadet vont quitter la maison pour poursuivre leurs études, filles comprises.

En qualité de collège diocésain, Saint-Joseph de Tielt diffère légèrement d'un Petit Séminaire comme celui de Roulers. Alors que ce dernier prépare à un avenir de prêtre – et offre donc aussi un cursus philosophique –, cette vocation est moins explicite à

Tielt. Danneels s'engage dans une formation qui prépare à d'autres professions intellectuelles puisque, parmi les trois options du collège – agriculture, langues modernes et latin-grec – il choisit la dernière. Ce choix ouvre plusieurs portes, y compris celle de la prêtrise. Pour Godfried, le changement de vie est radical, car, à l'époque, se déplacer de Kanegem à Tielt n'a rien d'évident. Après une demi-heure de marche (et l'hiver, de glissade) chargé de valises pour atteindre l'arrêt de tram le plus proche, il y a le trajet lui-même. Godfried fait le voyage au début de l'année scolaire, mais aussi à la Toussaint, à Noël, le mercredi des Cendres, à Pâques, à la Pentecôte et à la fin de l'année scolaire. Le reste du temps, il vit à l'internat.

La vie à l'internat

En passant de l'école primaire à l'école secondaire, Godfried ne change pas seulement d'établissement, mais aussi de vie, du fait de son entrée à l'internat. Il quitte son village familial pour aborder un monde qui impose d'autres formes de contacts sociaux et d'autres exigences intellectuelles. Tout est différent dans ce vieil institut dont les origines remontent à l'ancienne école latine fondée par les franciscains en 1686. Les bâtiments datent du XIX^e siècle et la vie quotidienne, plutôt spartiate, n'y a guère changé depuis lors. Les collégiens dorment dans des chambrettes exiguës et non chauffées, où, certains matins d'hiver, ils trouvent des cristaux de glace sur la fenêtre et dans l'eau de leur lavabo. Le rythme habituel de Godfried est bouleversé : ici, on se lève à 6 h 30, puis, après s'être lavé et habillé en hâte, on assiste avec le surveillant à la messe, dans la grande chapelle. Le petit déjeuner est suivi d'une récréation, puis de trois heures de cours. Ensuite, on mange au réfectoire. Après une autre brève récréation et une étude, on repart pour trois heures de cours, suivies d'un goûter. De 17 à 19 heures, on se consacre aux devoirs et à l'étude. La dernière demi-heure peut être consacrée

à la lecture d'un livre de son choix pour peu que celui-ci soit validé par le maître d'étude, Jozef De Jonghe. Enfin, il y a le repas du soir et une récréation plus longue, dont les internes profitent pour jouer aux cartes, aux dames ou aux échecs. La journée est clôturée par la prière du soir, et vers 8 h 30 les lumières s'éteignent et le silence tombe.

Ce rythme détermine la vie des collégiens du lundi au samedi. Le mardi et le jeudi après-midi, les adolescents sont libres: ils peuvent quitter les murs de l'établissement pour une promenade accompagnée. C'est un moment très attendu, surtout pour ceux qui, comme Godfried, restent au collège le dimanche et ne rentrent chez eux que tous les mois et demi ou deux mois.

Les dimanches à l'internat sont parfois pesants. Le «jour du Seigneur», Godfried se rend avec les autres internes à la messe de sept heures – nommée «messe de communion», car à cette heure-là, ils sont encore à jeun, comme il sied pour recevoir le corps du Christ. À dix heures, ils assistent à la grand-messe, célébrée par le jeune principal du collège, Leo Devloo. Avant et après le repas de midi, une plage est réservée à l'étude ou à une conférence. À 15 heures, on célèbre les vêpres et le salut du saint sacrement. Les heures suivantes sont pour Godfried les plus difficiles de la semaine. Le surveillant du collège tente de compenser l'absence de chaleur familiale en initiant les internes à la musique classique avec sa collection de 78 tours. Chaque mois, la mère de Godfried lui rend une courte visite vers 13 heures. Elle en profite pour amener des vêtements propres et emmener le linge sale. Parfois, la mère et le fils se rendent à la pâtisserie Java, tout près de l'école. La séparation est généralement mal vécue. Pourtant, la vie du collège réserve aussi des moments agréables. Le cardinal évoquera ses souvenirs bien plus tard, lors d'une conférence donnée pour le Davidsfonds d'Anvers.

Pendant mes humanités au collège de Tielt, les soirées du Davidsfonds étaient un véritable événement. Les élèves des classes supérieures avaient le droit d'y assister... s'il n'y avait pas trop de monde. De ce fait, nous ne pouvions pas toujours voir les meilleurs orateurs, mais cela ne nous empêchait pas d'être parfois très impressionnés par des personnalités riches du monde de la littérature, de l'art ou de la culture; c'était tout autre chose que de lire leur écrits sur les pages jaunies de notre manuel de néerlandais *Zuid en Noord*.

Au collège, on fait bien entendu aussi des bêtises. Les élèves, en particulier les internes comme Godfried, sont formés à l'obéissance, notamment par le préfet Aegidius Coucke, un trentenaire dont l'autorité n'est pas à mettre en doute. Mais il arrive tout de même que ses nerfs soient mis à l'épreuve. Une nuit, par exemple, les garçons barricadent la porte de leur dortoir et enferment le préfet à l'extérieur. Godfried reste un peu en retrait, mais se réjouit intérieurement lorsque ce genre d'événements se produit.

Une formation catholique intégrale

À Saint-Joseph, pratiquement tout le corps enseignant de l'après-guerre est composé de prêtres. Comme souvent à l'époque, ce sont de jeunes prêtres dont on attend un engagement inconditionnel au service de leurs pupilles. Godfried a beau être un élève modèle, certaines branches, comme la gymnastique, le dessin ou la musique, ne l'inspirent guère. Cela vaut aussi pour les cours de géographie plutôt poussiéreux dispensés à Tielt, qui se concentrent sur des questions ineptes comme: «combien y a-t-il de moutons en Australie?» Mais dans l'ensemble, le niveau intellectuel de la formation est très honnête: les enseignants qui marquent le plus Godfried sont ceux des

années supérieures, quoique ceux des premières années exercent parfois une tout aussi forte influence. Les professeurs de poésie et de rhétorique ont souvent obtenu un diplôme universitaire et cela transparaît dans leur enseignement.

La formation du collège vise à offrir un bagage très étendu. Au-delà de la notion évidente de respect de l'autorité, l'accent est mis sur le développement spirituel, intellectuel et culturel. Dans cette perspective, l'étude de l'Antiquité classique est tenue en haute estime. Les cours de latin et de grec que Godfried reçoit dans les années supérieures du prêtre philologue Roger Lesage sont d'un excellent niveau. Au-delà de la maîtrise technique des langues, ils sont centrés sur des classiques comme l'Iliade et l'Odyssée, qui sont lus et commentés. Godfried en retire pour la littérature classique un enthousiasme qu'il conservera toute sa vie. De plus, les très bons résultats qu'il obtient dans des matières importantes comme le grec et le latin compensent les notes plus faibles en gymnastique, voire en mathématiques. Il bénéficie du fait que, dans les humanités classiques, ces branches comptent de toute façon moins que les langues.

Danneels développe également un intérêt pour la littérature moderne. Jozef Moerman, un théologien louvaniste, donne le cours le samedi en dernière heure. Moerman, qui provient d'une famille francophone aisée et sera plus tard nommé responsable de l'enseignement catholique au Congo, prend le temps de lire à haute voix de la littérature française. Godfried dévore *Le grand Meaulnes*, écrit par Alain Fournier en 1913. Le collège va faire de lui un passionné de culture.

Godfried est toujours premier de sa classe. Il appartient à la crème des élèves de sa promotion avec des garçons comme Frans Claeys, Werner Haesaert, Frans Landuyt, Roger Vercruysse et Gillis Verkest. Le fils de l'instituteur se distingue et chaque année, ses parents assistent fièrement à la proclamation des résultats. À la fin de son cursus, l'été 1951, le *primus perpetuus* est récompensé à la fois à Tielst – où il reçoit la médaille d'or de

la ville – et à Kanegem, dont le livre d’or fait mention de la réception du jeune Danneels, 18 ans, à l’hôtel de ville. Il a terminé premier d’une classe de 24 élèves avec 3074 points sur 3500 (autrement dit, 88 %). Avec un tel résultat, poursuivre ses études semble aller de soi.

L’Action catholique des étudiants

Pour comprendre le choix d’études de Godfried, nous devons évoquer un autre aspect de cette période. Au cours de ses dernières années passées au collège, il ne se contente pas d’approfondir sa conscience historique et culturelle, mais il se joint aussi à un élan vers lequel la vie au collège tend largement à l’époque. Les idéaux élevés et l’engagement social catholique, très vivant depuis le XIX^e siècle, sont encore fortement cultivés après les deux guerres mondiales. Un facteur déterminant intervient dans le cas de Godfried: le directeur du collège, Leo Devloo, un esprit littéraire, le pousse à s’inscrire à la «Katholieke Studentenactie» (l’Action catholique des étudiants – KSA). Au sein du district Flandre-Occidentale-Mer-du-Nord de la KSA, qui tient farouchement à son autonomie, Tielt possède sa propre section, nommée «Watewijk». Godfried en devient membre, mais étonnamment tard, car il n’a pas participé aux activités du mouvement destinées aux plus jeunes. La formation reçue au cours de ces deux années de collège jouera néanmoins un rôle important pour son avenir.

La ligue du collège de Tielt, ancêtre de la KSA, a été fondée en 1876. Dans les années où Danneels fréquente cette dernière, son accompagnement spirituel est confié à l’aumônier de la ligue *Soli Deo*, l’abbé Jozef Goethals. Lesage, qui enseigne au collège, y occupe également une fonction clé puisqu’il en est le responsable. C’est lui qui dirige les réunions auxquelles Godfried assiste à partir du 23 septembre 1949, au début de l’année qui précède sa rhétorique. Il restera fidèle aux réunions jusqu’à

l'été 1951, faisant preuve d'un engagement croissant. C'est un milieu intellectuel stimulant, en particulier pour Godfried, qui entre dans le corps des chevaliers de la KSA. Les chevaliers poursuivent les objectifs traditionnels du mouvement, qui consistent à renouveler la Flandre dans le Christ, à développer la fidélité au Christ et... l'esprit de la chevalerie.

Le corps des chevaliers de Tielt représente une élite idéaliste, principalement tournée vers l'approfondissement chrétien. Il produira d'ailleurs plus d'un candidat à la prêtrise. Les aspirants chevaliers sont chargés de préparer une quinzaine de textes ou «épreuves» (courtes rédactions) couronnées, à la fin, par une véritable «étude de chevalerie». Ces petits essais permettent de reconstituer la préhistoire du mouvement, qui a dû naviguer à travers l'évolution complexe du mouvement flamand et qui a, dans l'entre-deux-guerres, mis une grande partie de ses membres en garde contre la tentation de l'«ordre nouveau» et de la collaboration. Chez Godfried également, la KSA aiguise la conscience de ce passé récent, sujet brûlant dans une région où des mouvements dissidents comme la VNV et le «Verdinaso» (l'Union des national-solidaristes thiois), parti politique anti-démocratique fondé par l'homme politique et anti-sémite Joris Van Severen, exercèrent une influence considérable. Les membres de la KSA d'après-guerre aiment à souligner le fait qu'ils n'adhèrent pas aux sentiments anti-belges de l'aile droite radicale du mouvement flamand.

Même si cette tendance a été cultivée chez Godfried, les sentiments nationalistes de son père n'ont jamais été virulents et l'expérience de la guerre les a encore atténués. Lorsque dans les années 1950, le jeune Danneels consacre une étude au poète et romancier catholique du XIX^e siècle, Albrecht Rodenbach, le rejet des fractions radicales de droite présentes dans le mouvement flamand des années 1930 y est explicitement formulé. Godfried se rallie ainsi à la position de l'évêque de Bruges, monseigneur Henri Lamiroy, qui condamne fermement l'orien-

tation idéologique prise dans l'avant-guerre par le flamingantisme radical. Godfried adopte aussi la position de la hiérarchie catholique. Il partage la conviction très répandue selon laquelle la KSA est la «continuation véritable de la 'blauwvoeterij'», c'est-à-dire du mouvement étudiantin flamingant romantique initié par Rodenbach, qui défend un sentiment flamand dépourvu d'anti-belgicisme. Mieux encore: c'est précisément cette mouvance qui, selon Danneels, a «ramené les étudiants vers l'Église».Voici ce qu'il écrit à ce propos dans le texte qu'il consacre à Rodenbach.

Notre attitude [par rapport à la situation belge] se caractérise par une acceptation positive de la réalité. La réalité belge dépasse l'État. Ce qui nous distingue d'un membre de la Ligue nationale flamande, c'est que nous y voyons plus qu'une simple machine administrative. C'est une nation. Nous sommes liés historiquement depuis des siècles, depuis le Moyen Âge, ce qui fait de nous une communauté. Notre attitude est faite de fidélité et de patriotisme, acquis à travers la connaissance de notre passé; la commémoration des fêtes belges; la fierté de notre patrimoine national; le développement du sens de l'État; le fait d'honorer les symboles de la Belgique.

Si Godfried lit les classiques français sous la direction de Moerman, c'est grâce à la KSA qu'il enrichit sa bibliothèque d'ouvrages flamands comme *Twintig Vlaamse Koppen* (Vingt figures flamandes) du prêtre-écrivain Hugo Verriest, ou l'inévitable *De leeuw van Vlaanderen* (Le Lion des Flandres) d'Hendrik Conscience. Plus loin dans la liste, on trouve aussi le fameux *Jezus* de Cyriel Verschaeve, adepte de Rodenbach, dont un buste orne à l'époque le jardin du collège.

Verschaeve et Godefroid de Bouillon

Le jeune Danneels remplit des pages admiratives sur l'ouvrage sur le Christ du curé Verschaeve, ancien professeur au Collège de Tielt et figure importante de l'extrême droite catholique en Flandre, collaborateur durant la guerre. Si l'étudiant ne partage pas les idées politiques de Verschaeve, son livre offre un point de repère pour comprendre sa spiritualité naissante. Ce n'est pas le seul ouvrage qu'il possède sur le sujet: il a également acquis la traduction néerlandaise, parue en 1947, de *La Vie et l'enseignement de Jésus Christ notre Seigneur*, de Jules Lebreton. Toutefois, c'est la vie et l'œuvre du militaire et converti français Ernest Psichari, petit-fils d'Ernest Renan, historien controversé du XIX^e siècle, qui constitue une source d'inspiration.

Sous l'égide de Leo Devloo, il rédige même sur cet homme une longue étude qu'il dédie à «Marie sa mère céleste et à son saint patron, Godefroid de Bouillon». La ferveur missionnaire de Psichari a su l'enthousiasmer par sa synthèse entre l'époque moderne et la chrétienté. Il en étudie les antécédents et tombe sous le charme d'auteurs comme Charles Péguy et des fondateurs de l'humanisme chrétien comme Jacques Maritain, qui ont tous deux influencé Psichari. L'étude de chevalerie de Godefroid, une rédaction obligatoire sur Psichari, traduit les principaux aspects qui le caractérisent en cette période précédant son entrée au séminaire: une attirance pour l'étude et la vie intellectuelle, les grands idéaux, une aspiration à l'approfondissement spirituel et à la conversion personnelle en tant que résultat et accomplissement de la quête du sens de la vie. La description que Danneels donne de Psichari nous semble révélatrice à cet égard.

Nul autre philosophie ou courant de pensée que le catholicisme ne peut le satisfaire. La vérité se trouve devant lui, mais il hésite. Il connaît les difficultés de tout converti, le

saut est un saut dans l'obscurité, mais c'est un saut sans danger. Si l'on croit, c'est comme un saut dans une profondeur inconnue, mais on est certain que de l'autre côté, on atterrit dans les bras du père.

Le 31 août 1951, Danneels reçoit à Wielsbeke son titre de chevalier, ainsi que la devise: «Als ich can» (De tout mon possible). Celle-ci révèle un adolescent dont la spiritualité est en plein épanouissement. Pour lui, les années de collège correspondent également à une période d'évolution religieuse. Il bénéficie bien entendu des moments de prière qui forment avec les heures de sommeil, de repas et d'étude la trame des jours et des semaines, mais surtout de l'influence d'un jeune prêtre-enseignant avec lequel il noue un lien étroit: Daniel Billiet.

Fils spirituel de Daniel Billiet

Billiet est une figure illustre du collège Saint-Joseph. Originaire comme Godfried de Kanegem, il a été arrêté et fait prisonnier par les nazis pendant la guerre. Les privations endurées en captivité ont gravement altéré sa santé. Tombé malade à trente ans à peine – il est né en 1916 –, il ne se rétablira jamais. Billiet a été ordonné prêtre le 20 août 1942. Si dans le diocèse de Bruges, l'événement se déroulait à l'époque encore dans la cathédrale, Godfried a eu l'occasion d'assister à sa première messe à Kanegem. Arrivé en quatrième année, il le retrouve en tant que professeur de latin-grec. Billiet étant déjà très atteint par la maladie de Parkinson, l'année 1947-1948 sera sa dernière année d'enseignement. Mais il continuera à vivre au collège sous la protection du principal Leo Devloo, qui voit en lui un conseiller indispensable pour beaucoup d'élèves. Billiet devient ainsi le guide spirituel de Godfried, avec qui il a de fréquentes discussions. Ils parlent notamment de la spiritualité de Thérèse de Lisieux et surtout d'Edward Poppe, un personnage important pour

Billiet. En 1950, Danneels note pour lui-même les trois piliers de la spiritualité de Poppe: «Marie: Jésus est l'hostie, Marie l'ostensoir – hiérarchie: se soumettre à l'autorité – eucharistie: communier souvent et bien». Il omet l'importance de la souffrance, qui détermine aussi la pensée du futur bienheureux. Le dernier point, à savoir la valeur de la vie sacramentelle, lui semble en revanche important.

La dimension sacramentelle est également au cœur de la pédagogie religieuse de Billiet: dans le cadre des contacts de Godfried avec le prêtre-enseignant, elle va au-delà de la conversation puisque la pratique sacramentelle devient un apprentissage en soi. Danneels devient l'acolyte personnel de Billiet et il est à terme dispensé de la messe destinée aux internes. Derrière l'autel de la petite chapelle de l'école utilisée par les sœurs, Godfried va, d'une façon privilégiée, apprendre à connaître et à vivre les rituels et les moments de la prière liturgique en communauté.

Billiet va exercer sur le jeune Danneels une influence non négligeable, qui s'étendra sur plusieurs années. En 1951, il lui suggère d'envisager la prêtrise comme piste pour son avenir. Godfried est d'abord hésitant, en particulier sur la façon d'annoncer la nouvelle chez lui. Sur les insistances de Billiet, il écrit à ses parents pour leur faire part de son désir de devenir prêtre. C'est avec soulagement que le jeune homme de 18 ans apprend qu'ils n'y sont pas opposés. Trois ans plus tard, Daniel Billiet décède. Godfried, alors étudiant à Rome, n'est pas présent aux funérailles.

Chapitre 3

PRÊTRE-ÉTUDIANT À LOUVAIN ET À ROME

Le 1^{er} novembre 1950, alors que Danneels vient d'entamer sa dernière année de collège, le pape Pie XII proclame le dogme de l'Assomption de la Vierge. C'est la première fois depuis le concile Vatican I, en 1870, qu'un pape proclame un dogme en faisant appel à son infaillibilité. La décision est contestée en dehors de l'Église, où elle est perçue comme une manifestation de triomphalisme ecclésiastique. Godfried a alors dix-sept ans. Il ne mesure pas encore la portée d'une telle décision. Mais il connaît ce pape, celui de sa jeunesse et de ses années d'études, par des images et des photos montrant un pontife noble et hiératique. Tout cela est loin de son monde, de son style et de sa propre vocation sacerdotale. L'été suivant, le chemin de la vocation le mène, avec le soutien de Billiet, à Bruges. Godfried veut lui aussi devenir prêtre-enseignant: la dimension intellectuelle, conjugée à la prière et à la liturgie, l'attire davantage que l'aspect social de la vie de prêtre. De plus, le contexte du diocèse de Bruges facilite considérablement le choix de la prêtrise diocésaine par rapport à celui de la vie religieuse régulière. Le protectionnisme délibéré des évêques de Bruges a en effet fortement restreint l'offre d'écoles dirigées par des congrégations. De ce fait, les possibilités de connaître la vie religieuse sont peu nombreuses; l'option qui le tente le plus, celle de la Compagnie de Jésus, n'en fait pas partie.

Il entame donc une préparation à la prêtrise, ce qui, compte tenu de ses résultats scolaires, signifie concrètement des études universitaires. Avant de parler de ce parcours qui se déroule à

la fois à l'Université catholique de Louvain et à la Grégorienne de Rome, il nous faut évoquer le tout premier pas posé sur le chemin de cette vocation sacerdotale. Danneels ne sera pas gêné par certaines étapes intermédiaires imposées aux autres étudiants car, en qualité d'aîné de six enfants, il est dispensé du service militaire.

La première démarche concrète émane en fait du principal du collège de Tiel. Il appartient en effet à Leo Devloo d'écrire à la fin de chaque année scolaire à l'évêché pour énumérer les noms et les qualités des candidats à la prêtrise. Dans le cas de Godfried, il souligne sa fidélité à Billiet et son excellent cursus scolaire. Ensuite, c'est le diocèse qui prend l'initiative. Le 16 juin 1951, Godfried est, comme tous les «candidats», attendu au Petit Séminaire de Roulers, où il rencontre pour la première fois l'évêque de Bruges, Mgr Lamiroy. Très impressionné, l'adolescent est présenté au prélat, qui est entouré d'un groupe de chanoines. L'examen lui-même ne lui semble pas très difficile: il se compose de la traduction d'un texte latin et d'un court entretien sur ses motivations personnelles. La décision tombe dès le lendemain: le supérieur de Roulers écrit au président du séminaire Léon XIII, à Louvain, pour l'avertir que «son excellence a désigné les candidats suivants pour son établissement [...] Parmi les candidats de première année: André Callewaert, Robert Claey, Godfried Danneels, André Vanhoutte».

L'Alma Mater à Louvain

Le cursus de formation de Godfried est donc décidé pour lui. Toujours en juin 1951, il reçoit de Roulers une lettre l'informant qu'il ne doit *pas* s'inscrire au Petit Séminaire à la fin de l'été, mais bien faire ses valises pour Louvain. Malgré ce que certains recueils d'entretiens au sujet du cardinal laissent entendre, cette procédure n'est pas exceptionnelle. Le diocèse de Bruges a coutume d'envoyer les aspirants prêtres les plus doués à l'université

de Louvain, où une formation de trois ans en philosophie les prépare à de futures études de théologie. C'est ce qui se passe dans le cas du jeune Danneels, qui s'adresse l'été 1951 au président du séminaire: «Il y a quelques jours, j'ai été informé par le Petit Séminaire que j'avais été désigné par Son Excellence pour entamer au cours de l'année qui vient des études à l'Institut supérieur de philosophie de Louvain».

L'université de Louvain, encore unitaire à l'époque, est, bien plus que Tielt, une terre inconnue. Godfried est le premier de sa famille à y entrer; il sera suivi plus tard par son frère Hendrik. Pour le père, c'est un sujet de fierté. Mais pour le futur étudiant, c'est un fameux changement de cadre. Louvain est une zone franche de réflexion intellectuelle qui est à des années-lumière de son paisible village natal. L'Institut supérieur de philosophie, où Godfried va suivre les cours, se trouve au cœur de la vieille ville. Cet imposant bâtiment néogothique est un héritage intellectuel du cardinal Désiré Joseph Mercier, qui s'était donné pour mission, sous l'impulsion de l'encyclique *Aeterni Patris*, promulguée en 1879 par le pape Léon XIII, de promouvoir le néothomisme en tant que philosophie catholique. Suivant une ligne toute personnelle, Mercier est parvenu à créer une variante belge, ouverte, de la philosophie ecclésiastique officielle et à la diffuser au sein du clergé belge et international. Les manuels thomistes de Louvain sont largement utilisés par les étudiants d'autres séminaires.

Séminariste dans un milieu privilégié

En septembre 1951, Danneels s'inscrit à Louvain. L'Institut de philosophie de Mercier est alors internationalement renommé. Il est fidèle à la pensée thomiste de son fondateur et inclut dans son programme des cours consacrés à l'œuvre du penseur médiéval Thomas d'Aquin. Mais le temps ne s'y est pas arrêté. Depuis les années 1940, le corps académique assimile également

les influences de la «philosophie moderne» de l'époque. Ce dynamisme est notamment dû à l'impulsion du prêtre et professeur Herman Leo Van Breda. Peu avant que la guerre n'éclate, en octobre 1938, ce philosophe franciscain a entamé (avec le soutien du ministre Paul-Henri Spaak) des négociations diplomatiques destinées à sauver les archives privées d'Edmund Husserl, fondateur allemand de la phénoménologie, menacées de destruction en raison des origines juives de leur auteur. Les archives ont effectivement abouti dans la cité universitaire flamande, où elles vont considérablement stimuler la philosophie louvaniste d'après-guerre. La faculté où étudie Godfried est d'un niveau tel qu'elle attire des penseurs comme Maurice Merleau-Ponty, Emmanuel Lévinas et Paul Ricœur.

Alors que les étudiants ordinaires vivent en «kot», les candidats à la prêtrise logent dans la Rue de Tirlemont, dans les élégants bâtiments du séminaire Léon XIII, que les flamands surnomment le «Leoetje». Cette résidence fait partie du même ensemble néogothique que l'Institut supérieur et a été inauguré un demi-siècle plus tôt par Mercier comme pendant de l'Institut supérieur de philosophie. Les étudiants qui cohabitent au séminaire constituent en quelque sorte les troupes d'élite de la spiritualité catholique. La barre y est volontairement placée plus haut, d'un point de vue intellectuel, que dans la moyenne des séminaires diocésains.

Ceux qui vivent ici ont été sélectionnés par un diocèse belge ou envoyés de l'étranger. Ils forment donc d'emblée un véritable réseau. Cela implique notamment que les étudiants évoluent en milieu bilingue. Lorsque Danneels y arrive à l'automne 1951, il se joint à une génération de candidats prêtres qui sera plus tard d'une grande importance pour l'Église belge et internationale. Elle compte dans ses rangs le philosophe Jean Van der Veken ou encore Gustavo Gutiérrez, l'un des futurs fondateurs de la théologie de la libération latino-américaine, ainsi que de nombreux autres prêtres qui croiseront à nouveau le chemin de

Danneels plus tard, comme le professeur Robrecht Michiels et Ghislain Pinckers, mais aussi Louis De Belder et le futur évêque Paul Van den Berghe.

Financièrement aussi, Danneels bénéficie d'un régime privilégié. Ses parents n'auraient pas été à même de supporter le coût de ces études, mais l'imbrication des systèmes universitaire et ecclésiastique offre une chance aux étudiants issus de familles moins aisées. Les frais de pension du séminariste sont payés par ses parents, tandis que le diocèse de Bruges finance le reste. Les résultats obtenus par Godfried durant ses dernières années au collège lui ont aussi permis de décrocher une bourse de la Fondation universitaire.

Le régime du séminaire Léon XIII

Le régime du séminaire est plus ouvert que la vie au collège de Tielt. Comme les résidents suivent des cours à l'extérieur, ils sont moins contrôlés et plus libres, même si c'est dans un cadre bien délimité. De plus, le groupe est réellement interfacultaire dans la mesure où les séminaristes sont inscrits dans diverses facultés allant des études d'ingénieur à la philologie germanique ou classique, où ils sont préparés à la profession d'enseignant dans le secondaire catholique. La philosophie est obligatoire pour ceux qui ambitionnent d'obtenir un diplôme de théologie – qui, en l'occurrence, sera souvent un doctorat.

La diversité des programmes et des intérêts individuels crée un climat intellectuel ouvert et stimulant, bien éloigné de l'image que l'on a généralement du catholicisme étriqué des années 1950. L'expérience de Danneels est exactement à l'opposé. Grâce à l'ouverture de l'esprit académique, il se sent pleinement à l'aise au séminaire. Cela n'empêche pas la vie d'y être réglée de façon stricte, comme le veut le nouveau règlement intérieur introduit en 1951. Du lundi au vendredi, le réveil sonne à 5 h 20. Alors que les étudiants vivant en kot dorment sur leurs

deux oreilles, les résidents sont censés «élever leur cœur vers Dieu et Lui consacrer le début de la journée». Une demi-heure plus tard, la communauté toute entière célèbre la messe et récite les primes dans la chapelle néogothique. Vient ensuite ce que l'on appelle au Léon XIII le régime de confiance: trente minutes de méditation individuelle, passée par chacun dans sa chambre, la B29 dans le cas de Godfried. Le président du séminaire, le philosophe Gerard Verbeke, part du principe que les résidents n'utiliseront pas cette demi-heure pour une autre activité. Après la méditation, un angélus est dit en commun. Puis, à 7 h 20, on déjeune.

Les cours, principalement organisés le matin dans ces années-là, débutent à huit heures. À 13 heures, les séminaristes se rassemblent à nouveau pour un examen de conscience et le repas de midi. Pour certains, les après-midis sont à nouveau occupés par des cours qui ont parfois lieu le samedi et peuvent durer jusqu'à 19 heures. C'est également à 19 heures que l'on récite le rosaire, qui est suivi par le repas du soir. Après celui-ci, les séminaristes ont droit à un court moment de détente, puis la journée se termine par un examen de conscience et la prière du soir. Les résidents rejoignent ensuite leur chambre, où l'extinction des feux a lieu à 21 heures. En ce qui concerne les contacts avec sa famille, la vie de Godfried ne diffère pas beaucoup de ce qu'elle était à l'époque de l'internat. Il ne rentre à Kanegem que toutes les six ou huit semaines, au rythme des fêtes religieuses. Seule différence, le trajet est plus long et se fait en partie à bord du «Palmyre», un train à vapeur qui assure la liaison entre le village côtier d'Adinkerke et la cité universitaire brabançonne. Les visites maternelles du dimanche ne sont évidemment plus à l'ordre du jour. Quant aux contacts téléphoniques, ils sont encore rares à l'époque.

Sur plusieurs points, le règlement du séminaire correspond aux décrets votés pour ce type d'établissement lors du concile de Trente au XVI^e siècle. Dans ce domaine, Danneels est donc

«façonné» par l'Église préconciliaire. Les loisirs modernes ne sont néanmoins pas exclus puisque les séminaristes disposent d'une série de soirées libres par trimestre. Cela permet à Godfried de suivre des cycles de conférences à l'extérieur, notamment les exposés d'orateurs illustres et talentueux comme le chargé de cours Charles Moeller, sur le thème «littérature contemporaine et christianisme». Certaines soirées sont également consacrées au cinéma. En dehors de cela, la règle est claire.

Les séminaristes ne peuvent pas quitter le séminaire sauf pour se rendre directement aux cours ou effectuer les sorties prescrites [...] Dès que les cours sont terminés, ils rentrent au séminaire. Il leur est interdit de se rendre en ville, d'entrer dans un magasin ou d'acheter un journal sans autorisation.

Dans un tel carcan, les soirées cinéma occasionnelles – qui ont lieu non pas dans une salle ordinaire, mais chez les pères josphites – sont évidemment très appréciées, même si les moments de détente prennent d'office une tournure plus intellectuelle.

Gerard Verbeke, président du séminaire et professeur de philosophie de l'Antiquité, offre à travers les nombreuses conférences qu'il organise un regard large sur l'esprit du temps. En octobre 1952, le séminaire reçoit par exemple la visite de Gaston Eyskens, ancien premier ministre, qui entretient les futurs prêtres des «problèmes de la vie politique contemporaine en Belgique». En mars de la même année, Theo Lefèvre donne un exposé sur l'«intellectuel et la politique». Les étudiants peuvent ainsi se familiariser avec les débats de l'époque, du moins à travers le prisme démocrate chrétien. Dès décembre 1951, le prémontré Werenfried Van Straaten donne une conférence sur la situation de l'Église derrière le rideau de fer. En janvier 1953, c'est au tour du chanoine gantois Jules-Victor Daem, responsable de l'ensei-

gnement catholique secondaire à la rue Guimard bruxelloise, siège central de l'enseignement catholique belge, d'informer ces messieurs les étudiants sur les «problèmes de l'enseignement moyen libre en Belgique». Les résidents de cette année-là se souviendront longtemps de l'une de leurs représentations théâtrales bisannuelles, dans laquelle Danneels jouait le rôle d'un prince éclairé qui quittait sa patrie pour enrichir ses connaissances de par le monde.

Formation spirituelle

Même pour un prince, l'illumination ne vient pas sans travail. Godfried n'épargne pas sa peine pour obtenir d'excellentes notes. Et il y parvient: chacune de ses années d'études de philosophie se termine par un *summa cum laude*. Cela fait de lui un membre de la future élite intellectuelle catholique de son temps. Mais le développement d'un séminariste n'est pas déterminé uniquement par l'étude. Il y a aussi le caractère, qui doit être forgé à travers une combinaison de formation académique, culturelle et spirituelle.

Cette dernière formation est assurée par les «conférences spirituelles» du samedi soir, au cours desquelles l'évangile du lendemain fait l'objet d'un exposé. Danneels doit principalement au philosophe Georges Van Riet, directeur spirituel au séminaire Léon XIII, l'affinement de sa sensibilité liturgique à un niveau universitaire. Van Riet dirige en outre les vigiles du samedi, un moment de prière au cours duquel on prépare la liturgie du dimanche par des prières et une lecture commentée de la Bible. Il va aussi devenir le guide spirituel et le confesseur personnel de Danneels, qui bénéficiera ainsi du soutien d'un accompagnateur extrêmement intelligent et polyvalent. L'accompagnement de Van Riet se fonde sur la conversation philosophique, elle-même étayée par la lecture d'écrits de la tradition spirituelle, comme l'*Histoire d'une âme* de Thérèse de Lisieux,

carmélite du XIX^e siècle, ou les œuvres du théologien allemand Romano Guardini. À l'époque, Danneels étudie également en détail *Au cœur des masses*, de René Voillaume. Cela participe chez lui d'une vraie passion pour les livres, qui prend des proportions telles qu'il s'occupera pendant plusieurs années de la bibliothèque du séminaire en tant que bénévole.

Ces lectures ne sont pas sans conséquences. Romano Guardini entraîne chez Danneels un approfondissement de la sensibilité liturgique qui avait ému Daniel Billiet. À Guardini s'ajoutent les écrits liturgiques du bénédictin Columba Marmion. Les deux écrivains sensibilisent progressivement le séminariste à une tradition bénédictine axée depuis le début du XX^e siècle sur le renouveau liturgique. Sa vie liturgique dépasse les temps de prière quotidiens et hebdomadaires au séminaire Léon XIII, où il devient en septembre 1953 *magister cantus*. Il se rend presque chaque semaine à l'abbaye bénédictine du Mont-César, à la périphérie de la ville, pour y assister aux vêpres de 15 heures.

Van Riet est épaulé dans sa tâche par Verbeke qui enseigne l'«introduction à la métaphysique» à l'université. Habitué à s'adresser à de grands groupes, il sait aussi diriger avec fermeté son équipe de séminaristes, un art que tous les professeurs de l'Institut supérieur de philosophie ne maîtrisent pas. Les cours dispensés par le théologien moraliste Arthur Janssen, par exemple, sont jugés inintéressants, datés et peu structurés par les étudiants. Ceux-ci passent donc plus de temps à lancer des petits avions de papier en direction des coiffes des religieuses, assises au premier rang de l'auditoire, qu'à s'initier aux principes de la morale.

Découverte de la philosophie existentielle

La formation philosophique de Danneels comprend aussi des cours de biologie, de physique et de mathématiques. Fait caractéristique de l'époque, on attache aussi de l'importance à la

psychologie, qui est enseignée par le professeur Joseph Remi Nuttin. Nuttin base son analyse du psychisme humain sur trois niveaux d'interaction fondamentaux entre l'homme et le monde: le biologique, le social et le spirituel. Ses conceptions sont apparentées à la phénoménologie et vont influencer des générations de futurs prêtres dans le domaine du fonctionnement religieux et psychosocial de l'homme. C'est notamment le cas de Danneels, qui intégrera ces principes dans son mémoire de licence.

Le mémoire en question compte parmi les étapes importantes des études de philosophie. Alphonse De Waelhens joue à ce stade un rôle important dans le parcours intellectuel de Danneels. De Waelhens est une figure charnière de la philosophie louvaniste: familier de l'œuvre de philosophes allemands modernes comme Kant et Hegel, il sait relier celle-ci aux penseurs existentialistes «modernes», comme Martin Heidegger, et aux psychanalystes comme Jacques Lacan. Il transmettra cette faculté de réunir et de combiner des visions divergentes à des étudiants tels que Samuel IJsseling et Antoine Vergote, qui le loueront plus tard pour «la liberté et la simplicité qui le caractérisent, le sens du sérieux avec lequel il étudie la destinée humaine et des grands textes qui en étudient les enjeux».

Sous la direction de De Waelhens, Danneels se penche lui aussi sur l'un de ces «grands textes». Il se plonge en effet dans l'œuvre de l'un plus des virulents critiques de la religion qu'ait connu le XIX^e siècle: Ludwig Feuerbach. Le jeune Danneels, qui se montrera l'héritier de son maître en ce qui concerne le rejet du positivisme, étudie la théorie de la projection développée par le philosophe dans *L'Essence du christianisme*, un ouvrage qui a influencé jusqu'à Karl Marx. Ce type d'étude est moins évident qu'on ne pourrait le penser dans la mesure où une part importante de la littérature athée est interdite aux catholiques. Jusqu'en 1966, l'«Index» des livres prohibés exclut l'accès à une série d'écrits aux candidats au sacerdoce, même si les «autori-

sations spéciales» ménagent toujours une issue. L'étude de Danneels doit faire l'objet d'une autorisation rectorale. Danneels et une poignée d'autres séminaristes sont ainsi autorisés «pour la durée de leur séjour au séminaire Léon XIII, à lire les livres mis à l'Index, dont Monsieur le Président du séminaire ou un professeur de l'Institut supérieur de philosophie prendra la responsabilité de leur déclarer, dans chaque cas, que la lecture est utile pour leurs études universitaires et opportune pour eux».

Dans le cas de Danneels, ce «professeur de l'Institut supérieur» se trouve être De Waelhens, qui l'accompagne dans l'étude de la vision de l'existence humaine présentée par Feuerbach: en résumé, le genre humain compense ses limites en projetant une image de la perfection. Une projection qu'il finit par nommer Dieu mais à laquelle, selon Feuerbach, ne correspond aucune réalité: Dieu est le rêve et la projection de nos désirs humains.

Le jeune séminariste est la fois choqué et fasciné par cette analyse psychologique et anthropologique de la religiosité, à laquelle il oppose comme principal argument que la «projection pure est inexistante». Il donne comme exemple le cas d'un chasseur qui pense tirer sur un lièvre alors qu'en réalité il n'y a rien. Ce qu'il vise n'est autre qu'une pierre mais, argumente Danneels, cela n'empêche pas qu'il y ait quelque chose du lièvre dans l'objet, si peu tangible cela soit-il. De Waelhens devient peu à peu un maître d'étude important pour Danneels, dont il attire l'attention sur l'intérêt de l'analyse de l'existence humaine pour la pensée chrétienne. Cette influence est d'autant plus forte que, même en dehors de l'accompagnement de son mémoire, il suit tous les cours de cet Anverso au sens critique développé. Parmi ceux-ci, il y a l'«histoire de la philosophie moderne» et les séminaires consacrés à Heidegger, fondés sur un ouvrage intitulé *La philosophie de Martin Heidegger*.

Les cours magistraux sur Emmanuel Kant et René Descartes, dont l'importance n'est pas seulement fondamentale pour la

philosophie et la théologie catholique classique, sont suivis avec grande attention. Une étude de De Waelhens parue en 1945, *Existence et subjectivité*, introduit Danneels à l'un des jalons fondamentaux de la pensée occidentale, qui touche également en profondeur la philosophie catholique et constitue un sujet crucial dans un institut à l'origine thomiste: le réalisme objectif qui régnait jusque-là ne convient pas à Danneels, qui prend très vite ses distances vis-à-vis de la néoscholastique classique telle qu'elle est encore enseignée dans les institutions pontificales et de nombreux séminaires diocésains. Ce cadre de réflexion classique s'est greffé sur les systématisations de l'œuvre de Thomas d'Aquin réalisées au XVI^e siècle et a connu un nouveau déploiement à la fin du XIX^e. Le thomisme a été encouragé par des papes comme Léon XIII et Pie X au point de devenir le cadre par excellence de la théologie et de la philosophie catholiques. Mais il s'est atrophié au cours de la première moitié du XX^e siècle, si bien qu'il n'est plus qu'un système quasi mathématique de déductions, une théologie de la conclusion laissant fort peu de place à la réalité de la vie de foi personnelle.

Danneels étudie précisément à une époque où le néothomisme est remis en question, même si cette orientation louvaniste reste importante dans bien des domaines. Elle laissera en lui une empreinte durable, en particulier en logique. On verra ainsi Danneels évoquer, des décennies plus tard, à l'occasion d'une série d'entretiens animés par le professeur gantois Peter Schmidt, l'aptitude d'un pasteur à ne pas parler trop vite et de façon trop restrictive, un art qui lui a été insufflé lors de ses nombreuses conversations avec De Waelhens. À de multiples reprises, son professeur insiste sur le fait que pour déclarer un point de vue impossible, il faut au préalable exclure de manière logique un nombre infini de facteurs. Et comme il s'agit d'une tâche irréalisable en pratique, il juge dans bien des cas plus sage de se taire plutôt que d'interdire aux autres de parler.

L'Universitas et son milieu

Un autre professeur compte au moins autant pour la formation du jeune Danneels à cette période. Il s'agit d'Albert Dondeyne. Originaire du diocèse de Bruges, Dondeyne enseigne l'anthropologie philosophique à Louvain et il est, en tant qu'aumônier de l'Union des étudiants catholiques flamands d'après-guerre, engagé dans l'Action catholique estudiantine qui constitue en quelque sorte le prolongement de ce que Danneels a connu au sein de la KSA. La revue bimensuelle *Universitas* est l'organe de toute une génération d'étudiants catholiques qui se sont réunis au début des années 1950 autour de Dondeyne, instigateur du mouvement «Universitas», un forum où les croyants de niveau universitaire réfléchissent sur le problème social et le rapport entre la foi et le monde. Durant les années de formation de Danneels, ce lien est mis à mal et menace de se transformer en faille profonde. L'encyclique *Humani generis* de 1950 fixe aux scientifiques catholiques des frontières strictes: Pie XII s'en tient obstinément au vieil axiome selon lequel la raison est la «servante de la foi». Le Vatican vise notamment la philosophie existentialiste.

Comme De Waelhens, Dondeyne prend ses distances par rapport au discours restrictif d'*Humani generis*. Le sujet est pleinement d'actualité pour Danneels, qui entame ses études de philosophie l'année même de la parution de *Foi chrétienne et pensée contemporaine*, réponse de Dondeyne à l'encyclique. Cet ouvrage, qui influencera dans la seconde moitié de la décennie d'autres élèves de Dondeyne, comme Wilfried Martens et Roger Dillemans, occupe une place importante dans la bibliothèque de Danneels. Le sous-titre – *Les problèmes philosophiques soulevés par l'encyclique Humani generis* – en trahit les points névralgiques. L'approche de Dondeyne va offrir un ballon d'oxygène à la génération d'étudiants prêtres qui comme Danneels s'intéressent à la philosophie existentialiste et sont perplexes face à

des autorités religieuses qui rejettent cette voie en se revendiquant d'une vision extrêmement classique de l'essence de l'existence humaine.

Dondeyne offre aussi une issue à de jeunes prêtres philosophes comme Jean Van der Veken, qui se sentent déchirés entre le choix de la liberté académique et la stricte obéissance au magistère. Puisant à maintes reprises dans les écrits de Husserl et de Merleau-Ponty, il s'inspire largement des études de De Waelhens sur ces philosophes. Dondeyne propose une voie médiane, prudente combinaison entre la phénoménologie existentielle, le cadre de pensée humaniste thomiste dans la ligne du philosophe français Étienne Gilson, et un intérêt pour les sources de la foi chrétienne. Rome ne condamne l'existentialisme que dans la mesure où il nie l'essentialisme chrétien, explique Dondeyne. Mais en tant que mode de pensée pour la philosophie contemporaine, il peut être utile aux intellectuels catholiques.

Tout cela montre que Danneels est formé dans un climat spirituel et intellectuel qui promeut certes la loyauté ecclésiastique, mais n'est pas pour autant exempt de sens critique. Des philosophes comme De Waelhens, Dondeyne et Van Riet affinent le discernement de leurs étudiants et apprennent à Danneels à éviter le simplisme, à ne pas prétendre trop vite que les choses sont absolument vraies ou absolument fausses. Au cours de ses études, le catholicisme flamand de Kanegem est soumis à un examen à travers lequel il perd de son évidence. La vision de Danneels sur la vérité dans les affaires religieuses en sort donc en quelque sorte désenchantée, mais aussi plus nuancée: à Louvain, le candidat au sacerdoce n'apprend pas tant à devenir croyant qu'à le rester dans le respect d'une réciprocité au sein de laquelle science et foi ne s'excluent pas, mais s'interpellent. Le contexte social concret et les principes de la psychologie humaine y sont pris en considération. Danneels va à présent découvrir dans un tout autre cadre qu'il peut y avoir des dissonances entre le terreau universitaire louvaniste et d'autres milieux ecclésiastiques.

Séjour au Collège pontifical belge

Le déménagement pour Rome arrive par surprise. Lorsqu'il a été envoyé à Louvain, Danneels n'a pas envisagé l'éventualité d'un séjour d'étude à l'étranger. Dans un rapport de juin 1954, Verbeke le mentionne encore, ainsi que trois autres Brugeois de son année, sous l'intitulé «entrés au Grand Séminaire de Bruges». Mais le nouvel évêque de Bruges, Emiel-Jozef De Smedt, va interférer dans cette décision au cours de l'été 1954. C'est à nouveau une lettre, cette fois signée par Maurits De Keyzer, président du Grand Séminaire, qui informe Danneels de la décision de l'évêque de l'envoyer à Rome.

Dans la famille Danneels, la nouvelle est accueillie avec des sentiments mêlés : d'un côté la fierté, de l'autre la conscience que le fils aîné séjournera très loin pendant les cinq années à venir, qu'il ne passera désormais plus les vacances de Noël et de Pâques à Kanegem. Au cours de l'été, Danneels a (sans le savoir) ses derniers entretiens avec Daniel Billiet. En octobre il entreprend son premier voyage à Rome. Il ne part pas seul : Danneels est accompagné de Daniël Soenens, lui aussi originaire de Flandre-Occidentale et candidat à la prêtrise, qui étudie depuis deux ans déjà dans la Ville Éternelle. Tous deux font escale à Ravenne pour l'un de ces «détours touristiques» qui deviendront habituels lors des déplacements annuels entre Kanegem et Rome – lesquels représentent à l'époque un trajet en train de dix-sept heures. Ils sont d'ailleurs encouragés par le Collège pontifical belge. Celui-ci met à disposition un guide avec la liste des curiosités religieuses et culturelles à visiter ainsi que des adresses d'hébergement possibles, comme des séminaires et des couvents. Ces endroits sont quelquefois charmants, mais il arrive aussi que l'on tombe sur des chambres froides et humides, qui font du séjour une expérience parfois pénible.

À Rome, Danneels séjourne dans l'ancien Collège belge – institution qui existe encore, mais qui, depuis 1972, ne se trouve

plus au même emplacement. Le Collège était une résidence modeste où les candidats à la prêtrise et les prêtres séjournaient pendant leurs études dans une université pontificale. Il était établi au cœur de la cité, face au Quirinal, près du palais présidentiel, qui fut autrefois une résidence papale. Cet ancien carmel, dont les caves abritent encore les tombes de zouaves pontificaux du XIX^e siècle, était au milieu des années 1950 en voie de délabrement. Comme les sœurs cloîtrées de jadis, les pensionnaires du Collège belge vivaient dans l'austérité – le chauffage, notamment, n'y était allumé qu'en plein cœur de l'hiver.

Danneels, qui est à présent dans la vingtaine, entame un nouveau cursus. Les années académiques romaines courent de la mi-octobre à la fin juin et sont interrompues par les vacances de Noël et de Pâques. Comme les autres pensionnaires, il s'offre des petits voyages culturels, variant selon la saison. Pendant la période de Pâques, les étudiants recherchent plutôt la chaleur du sud et apprennent à apprécier l'Italie populaire dans des lieux comme Naples et Capri, tandis que les vacances de Noël sont passées dans des endroits comme Assise. Cette vie implique aussi l'étude d'une nouvelle langue, ce à quoi le collège pourvoit dès les premiers mois. Comme tous les nouveaux arrivants, Danneels suit les cours d'italien quasi quotidiens du recteur, Joseph Devroede. Grâce à sa bonne connaissance du français et du latin, il s'en sort très bien.

La vie en communauté

De l'automne 1954 à l'été 1959, moment où Danneels retournera définitivement en Belgique, le Collège héberge en moyenne une vingtaine de résidents. La vie communautaire y est déterminante pour la formation, mais aussi pour les contacts futurs de Danneels. Plusieurs pensionnaires dont il fait la connaissance à Rome croiseront son chemin plus tard. Ici aussi, ils sont originaires des différents diocèses, de sorte que la fréquentation

du Collège permet, plus que dans d'autres séminaires, de créer des liens dans le milieu ecclésiastique belge. Danneels rencontre des étudiants comme Ghislain Pinckers et Michel Van Bostraeten, ainsi qu'évidemment d'autres Brugeois, comme Soenens, Leo Declerck, Eugene Laridon et Wilfried Dumon. Trois «sœurs de la Providence et de l'Immaculée conception» venues du couvent de Champion près de Namur et un employé qui réside sur place, Luigi, complètent les effectifs du collège. Il y a aussi un Italien, Gabriele, qui y travaille, mais vit en ville avec son épouse.

Ce petit monde est placé sous l'autorité du recteur, Devroede, responsable de la résidence de la Via del Quirinale. Ce prélat polyvalent et cultivé qui se nomme lui même ironiquement *Monsignore... ma non troppo*, en référence à Don Camillo, vit en permanence au collège et est entièrement dévoué à ses résidents. Parallèlement, il donne des recollections aux congrégations de sœurs italiennes et suit les fouilles archéologiques qui ont lieu sous la basilique Saint-Pierre à l'époque. Par son entremise, Danneels et les autres pensionnaires pourront visiter à plusieurs reprises le chantier. Fasciné par ce dernier, Devroede en a réalisé une maquette en sable qu'il a baptisée «trackodrome» avec un brin d'ironie. Son célèbre sens de l'humour fait des repas des moments très appréciés des étudiants. Devroede leur fait aussi profiter de ses connaissances dans de nombreux domaines et s'efforce avec patience d'aider les séminaristes plus timides à prendre de l'assurance ou d'encourager les étudiants démoralisés. Il aide aussi Danneels, qui connaît un passage à vide au printemps 1959, à la fin de son séjour romain, et à qui il propose avec tact de venir voir les opéras filmés à la télévision chez lui, pour se changer les idées.

Le rythme du collège belge est comparable à celui du séminaire Léon XIII. Le petit déjeuner est pris en commun après la messe et la récitation de prime. À Rome, les cours débutent vers 8 h 30

et une partie de l'après-midi est réservée à la sieste. Les jeudis sont libres. Devroede encourage ses étudiants à quitter le collège pour explorer la Rome historique: le forum et les catacombes, les églises et les musées, les places et les parcs. Le repas du soir est suivi, à 20 h 45, par le *silentium magnum*. Les dimanches ont leur programme propre. On se lève un peu plus tard, on assiste à la messe solennelle et, l'après-midi, on se promène dans la ville jusqu'au «five o'clock»: à l'heure du thé, le recteur ou un étudiant présente un exposé. Danneels va en préparer plusieurs, allant de l'exposé sur la valeur des negro spirituals à la présentation d'œuvres d'art religieuses. Il est touché par l'édition du *Miserere* de Georges Rouault, un cycle de 58 lithographies accompagnées chacune d'une légende adaptée, qui occupera désormais une place de choix dans sa collection, de plus en plus riche, de livres d'art.

Un directeur spirituel suspecté

À Louvain, Danneels avait principalement progressé dans le domaine d'une philosophie universitaire. Cette dimension ne disparaît pas tout à fait à Rome, mais elle s'y efface quelque peu au profit de branches comme la liturgie. Danneels fait partie, avec Ghislain Pinckers, d'un petit groupe de séminaristes qui se livrent à des expérimentations. Très concrètement, un autel portatif neuf, en bois, est placé au cours de l'année académique 1956-1957 dans la chapelle du Collège belge. Il ne s'agit pas d'une simple modification de mobilier. Alors que la liturgie tridentine appliquée à l'époque, composée de règles et de rubriques détaillées, prévoit clairement que le prêtre tourne le dos à l'assistance et célèbre toute l'eucharistie en latin, désormais, les messes sont dites avec le visage face aux fidèles. Le changement a une valeur symbolique: il traduit le fait que l'assemblée et l'officiant célèbrent *ensemble* la messe, alors que, dans la liturgie tridentine, ce dernier se trouve en dehors et, d'une

certaine façon, au-dessus de la communauté. Cela signifie en outre que la table autour de laquelle le rituel de l'eucharistie s'accomplissait se trouve à présent effectivement au milieu de la communauté des séminaristes.

Ces choix liturgiques, de même que la prière à heures fixes, sont d'une grande importance pour Danneels. Provisoirement, le Collège anticipe ainsi sur l'usage que l'Église catholique n'adoptera officiellement qu'après le concile Vatican II (1962–1965). Provisoirement seulement, car cette innovation ne fait pas l'unanimité. Certains condisciples (comme Eugene Lardon) n'aiment pas les nouveautés. L'opposition se renforce le 19 mars à la saint Joseph, date à laquelle certains résidents belges de Rome sont invités à assister à une célébration au Collège. L'innovation liturgique choque un des religieux présents. Peu après, le cardinal-archevêque Jozef-Ernest Van Roey en informe le recteur et l'autel est retiré.

Comme au séminaire Léon XIII, Danneels a un directeur spirituel. Les séminaristes sont libres de leur choix, mais sont tenus de transmettre au recteur le nom de leur directeur, qui fait aussi office de confesseur. En tant qu'étudiant à l'Université jésuite de Rome, Danneels a choisi un membre de la Compagnie, Stanislas Lyonnet, un Français qui enseigne à l'Institut biblique pontifical, le «Biblique», situé en face de la Grégorienne. Frappé par la profondeur de l'une de ses conférences, il a demandé à ce spécialiste de la Bible de l'accompagner. Cependant, Lyonnet est un personnage controversé: dans la seconde moitié des années 1950, des professeurs du séminaire du Latran à Rome, s'impliquent dans une longue controverse sur le type d'études menées au Biblique. Ce débat est fondamental dès lors qu'il touche l'une des sources mêmes de la foi chrétienne: la Bible.

La controverse qui a lieu à l'époque est en fait une répétition de la crise moderniste qui s'est déroulée cinquante ans plus tôt. Au début du siècle, une violente querelle a agité les milieux

universitaires catholiques sur la possibilité de soumettre les textes de la Bible à une étude des sources historico-critique. Alfred Loisy et d'autres représentaient la tendance historiciste, tandis que des exégètes comme le dominicain français Marie-Joseph Lagrange défendaient une position plus modérée, élaborant des méthodes conciliant examen critique et lecture croyante de la Bible. Ce sont les conceptions de Lagrange qui ont été adoptées à la fin des années 1930 à l'Institut biblique, sous le rectorat du futur cardinal Augustin Bea, et que le confesseur de Danneels applique dans les années 1950. Cette approche va de pair avec l'encouragement à la recherche linguistique sur le Proche-Orient ancien, à l'archéologie, à l'étude des milieux hellénistiques, etc. Parallèlement, le modernisme a déclenché un combat émancipateur philosophico-théologique remettant en question le cadre de pensée néothomiste. Dans la première décennie du XX^e siècle, plusieurs exégètes «modernistes» ont été frappés, sous le pontificat de Pie X, d'une interdiction d'enseigner. Leurs écrits ont été mis à l'Index et certains auteurs ont même été excommuniés. La situation s'est ensuite apaisée, mais les tensions entre écoles n'ont pas disparu, comme la parution de l'encyclique *Humani generis* l'a bien montré. Le conflit qui oppose le Biblique et le séminaire du Latran à l'époque des études de Danneels en est une autre preuve.

Saint Augustin et le péché originel

Stanislas Lyonnet et un autre exégète jésuite, Maximilian Zerwick, sont au cœur de la controverse. Se réclamant de l'encyclique *Divino afflante Spiritu*, publiée par Pie XII en 1943, Lyonnet s'est tourné vers l'étude de la Bible et a appliqué des méthodes scientifiques aux lettres de saint Paul. Cela lui a valu des commentaires enflammés de professeurs comme Francesco Spadafora et Antonino Romeo. L'examen de Lyonnet met en cause la tradition de la pensée augustinienne au sujet de la

culpabilité humaine: cette tradition associe l'idée de péché originel propre à saint Paul et la vision biblique de la création de l'humanité, formulée dans le livre de la Genèse. Lyonnet a démontré de façon scientifique que la lecture d'Augustin posait problème: le père de l'Église s'était fondé sur une traduction contestable du texte grec original de l'épître aux Romains de Paul (Rom V, 12). Alors que le nouveau testament latin de saint Jérôme durcissait le texte grec, Lyonnet suivait à présent la voie inverse. Il ne niait pas la valeur de la doctrine du péché originel ni celle du récit de la création, mais assouplissait le lien strict établi par Augustin entre elles et la Bible, avec, à la clé, une image plus optimiste de l'homme.

Les idées de Lyonnet influencent le jeune Danneels qui, quatre décennies plus tard, défendra encore (dans un entretien avec le généticien Jean-Jacques Cassiman) le point de vue de son ancien maître à penser lorsqu'il décrira le péché originel comme un exemple de garde-fou, une vérité à protéger, mais lui associera en même temps une suspicion. «Est-il pour autant impossible d'adopter un autre schéma de pensée que: 'Tous ont péché en Adam'?», se demandera-t-il. «Cette vérité ne peut-elle admettre une autre représentation? Le péché originel signifie à mes yeux que l'homme est un être de révolte qui s'oppose à Dieu. Le fait que cela ait commencé avec un couple ou avec plusieurs importe peu». Ce genre de déclaration porte en elle les traces concrètes de la formation de Danneels à la fois chez les philosophes de Louvain («être de révolte») et chez les jésuites. Elle illustre aussi la façon dont il s'est, très tôt, détourné d'un augustinisme trop strict dans sa pensée théologique.

La théologie chez les jésuites

Dans la Rome des années 1950, Lyonnet est donc un homme critiqué. Des revues thomistes comme *Divinitas* le traitent d'«hérétique» et de «moderniste». L'affaire prend des proportions telles qu'en 1960, le cardinal Alfredo Ottaviani, à l'époque secrétaire de la Congrégation du Saint-Office, inflige à l'accompagnateur de Danneels une interdiction d'enseigner qui ne sera levée que sous le règne de Jean XXIII. Le jeune séminariste est impressionné par la sérénité avec laquelle son confesseur vit l'événement, en se consolant à l'idée que s'il enseigne moins, il aura plus de temps à consacrer à l'étude.

L'étude est également le mot d'ordre de Danneels. Son petit livret d'étudiant indique qu'il se présente pour la première fois à la Grégorienne, sur la Piazza della Pilotta, une petite place du centre de Rome, le 25 octobre 1954. Cette ancienne université porte le nom de Grégoire XIII, qui était pape lors de sa fondation par Ignace de Loyola en 1551. Bien que renommée, le niveau des cours y atteint rarement celui de Louvain, car les professeurs y sont d'un niveau plus inégal. Danneels appartient quoi qu'il en soit aux meilleurs étudiants de sa génération et cherche activement les perles que l'on peut trouver dans ce type d'enseignement. Le cursus théologique des deux premières années offre une formation de base aux futurs prêtres. Il se compose annuellement de cinq cours d'introduction, tous donnés en latin : *Theologia Fundamental* et *Introductio in Sacram Scripturam* (Théologie fondamentale et introduction aux saintes écritures); *Theologia Moralis* (Théologie morale); *Institutiones Iuris Canonici* (Institutions de droit canonique); *Historia Ecclesiastica, Patrologia, Archaeologia Christiana* (Histoire de l'Eglise, patrologie et archéologie chrétienne). Ses études se déroulent sans difficultés, et les archives de la Grégorienne montrent une constante dans les résultats d'examen de Danneels lors des sessions comprises entre février et juin 1955 : il obtient dans chaque branche la note maximale, 10/10.

L'année académique suivante se passe aussi bien à une petite exception près: il n'obtient que 9/10 en droit canonique; ce n'est pas important en soi, si ce n'est que ce résultat trahit un certain désintérêt pour les subtilités canoniques, qui ne se démentira jamais par la suite. Les excellents résultats de plus d'un étudiant, dont Danneels, cachent néanmoins une frustration vis-à-vis de certains cours, comme l'étude de l'Ancien Testament, où les séminaristes doivent plancher sur des questions qui sont à mille lieues de leurs intérêts et de l'exégèse enseignée de l'autre côté de la place, au Biblique. À cette époque, la critique historique n'a pas encore réellement cours à la Grégorienne, où certains préfèrent se pencher sur des questions aussi cruciales que la valeur du livre de Jonas, avec analyse en profondeur de la façon dont le prophète a pu survivre trois jours durant dans le ventre de la baleine. Le style teinté d'apologétique d'un Sebastian Tromp n'est pas plus passionnant. Ce jésuite néerlandais, un personnage influent qui a participé à la préparation des encycliques *Mystici corporis Christi* et *Humani generis*, gâche l'excellent latin de ses exposés par une approche très rigide et étroite et une théologie directement inspirée de l'héritage de la contre-réforme. Bien que les antécédents louvanistes de Danneels l'aient déjà rendu critique face à ce genre de pensée, cette expérience lui permettra de découvrir de l'intérieur la méthode et l'approche de cette théologie «classique».

La deuxième année d'études offre davantage de défis intellectuels à Danneels. Certaines nouvelles branches, comme la théologie dogmatique, sont une révélation pour lui. Les traités sur Dieu comme créateur et comme trinité reçoivent dans le cours *De Deo Uno, Trino, Creatore* une interprétation neuve. Le jésuite canadien Bernard Lonergan propose une approche très philosophique des données fondamentales du christianisme, qui se dégage du carcan du néothomisme strict de certains de ses collègues, comme Tromp. Lonergan entraîne ses étudiants dans

une étude de l'influence d'Aristote sur la pensée proto-chrétienne. Danneels, qui a assimilé les cours de philosophie antique de Verbeke à Louvain, apprécie cette approche plus historique du dogme. Il obtient à nouveau le maximum dans chaque branche en fin d'année. Pourvu de la signature du secrétaire de l'université, Leo Rudin, son livret d'étudiant atteste l'obtention, en juin 1956, du titre de *Baccalaureus in Sacra Theologia* avec la plus grande distinction.

Le baccalauréat est suivi de deux années de licence en théologie, que Danneels ne termine *qu'avec* une grande distinction. Ce léger recul est dû à l'examen qu'il a passé le 29 janvier 1958 sur les *Institutiones systematico-historicae liturgicae*. Étant donné l'expérience liturgique acquise au Collège, la liturgie telle qu'enseignée à la Grégorienne ne le passionne pas, d'autant qu'elle s'apparente étroitement au droit canonique et implique la mémorisation des nombreuses rubriques de la liturgie tridentine. Mais Danneels trouve une compensation dans d'autres thèmes qu'il étudie avec davantage de plaisir. Les cours magistraux du Hongrois Zsoltan Alszeghy au sujet de la confession le captivent et lui seront utiles lorsqu'il enseignera lui-même plus tard.

L'été 1958, Danneels achève sa maîtrise de théologie avec brio, d'abord par un examen écrit portant sur l'ensemble de la matière, puis, un mois plus tard, par l'habituelle épreuve orale *de universa*. Lors de celle-ci, les étudiants doivent passer successivement devant quatre professeurs, postés dans les quatre angles de l'un des auditoriums de la Grégorienne, qui les interrogent sur divers sujets théologiques et évaluent leurs qualités rhétoriques. C'est une sorte d'examen de maturité, qui teste dans quelle mesure les jeunes prêtres maîtrisent la complexité de la pensée chrétienne.

Ordination

En juillet 1957, Danneels est de passage en Flandre-Occidentale, où il se présente devant l'évêque de Bruges, Emiel-Jozef De Smedt, à la demande de ce dernier. La conversation porte sur le choix d'une date d'ordination. Danneels saisit sa chance et suggère le 17 août, jour du vingt-cinquième anniversaire de mariage de ses parents, qui tombe en plus à un samedi. De Smedt accepte. La cérémonie aura lieu à l'église Saint-Bavon de Kanegem, où Billiet a autrefois célébré sa première messe.

L'ordination elle-même est précédée de ce que l'on appelle les «ordres mineurs». Danneels a déjà été ordonné lecteur, portier, exorciste et enfin acolyte à Rome. Puis il y a ce que l'on appelle les ordres majeurs; le 16 septembre 1956, Godfried est devenu sous-diacre en même temps que Wilfried Dumon; la cérémonie a eu lieu un dimanche matin comme les autres, dans la chapelle de l'hospice pour malades mentaux de Sint-Michiels-Bruges, où sa sœur Lutgarde travaillait à l'époque. L'été est jalonné de préparations auxquelles toute la communauté villageoise de Kanegem participe. C'est qu'il s'agit du fils de l'instituteur Danneels!

Dans la première moitié d'août, l'aspirant prêtre part en retraite à Dadizele. N'échappant pas à certaines incertitudes au sujet du choix irréversible qu'il s'apprête à poser, Danneels écrit à Stanislas Lyonnet une petite lettre dans laquelle il lui explique qu'il ne se sent pas entièrement prêt. À son retour à la maison, une réponse amicale et rassurante l'attend. Lyonnet promet de prier pour lui au moment de l'ordination et ajoute: «On ne se sent jamais prêt à recevoir le sacerdoce – laissez-vous faire seulement par le Seigneur». Le 17 août vers seize heures, Mgr De Smedt impose les mains à Danneels.

Puis viennent les festivités. Alors que l'évêque se joint après la messe et la bénédiction de la maison communale, qui vient juste d'être inaugurée, au banquet organisé par les autorités, la

famille Danneels se contente de petits pains et de café. Une grande fête est en effet prévue pour le lendemain. Le dimanche 18 août, Danneels se rend à dix heures dans l'église saint-Bavon pleine à craquer. Pour l'occasion, la sœur de Daniel Billiet lui remet le calice avec lequel il disait la messe ainsi qu'une lettre personnelle de la famille concernant le lien particulier unissant les deux prêtres.

Personne ne me contredira si je dis que tu as été des élèves de Daniel le plus cher. Et pas seulement parce que tu étais de Kanegem, mais parce qu'il a trouvé en toi tant de docilité et de compréhension. [...] Tu as été son acolyte quand il était encore en bonne santé, tu l'as surtout été quand il était malade, tant qu'il a pu dire la messe. Car il est venu un moment où il ne pouvait plus rien faire d'autre que prononcer les mots, si bien qu'un autre devait l'aider à manipuler la Sainte Hostie et le Saint Sang. [...] Tu as rédigé sa correspondance, tu lui as fait la lecture, vous avez été l'un pour l'autre un père et un fils spirituel.

Périple au Moyen-Orient

Retour en juillet 1958: l'ordination, qui a eu lieu un an auparavant, n'a pas changé radicalement la vie de Danneels. Alors que la plupart des séminaristes sont nommés prêtres en paroisse aussitôt après l'ordination, il n'aura jamais à passer par cette étape. Il reste avant tout étudiant, même si un nouveau rituel rythme son quotidien: il dit à présent chaque jour sa messe en latin sur l'un des autels latéraux de l'une des nombreuses églises romaines. Il fait aussi ses premiers pas dans la pastorale. Toutes les deux semaines, il se rend à six heures du matin dans le quartier de Quadraro, ancien bastion de l'antifascisme italien, pour y confesser et y célébrer l'eucharistie.

Après avoir obtenu sa licence en juin, Danneels entame ses dernières vacances «scolaires», avec cette fois une destination de voyage particulière au programme. Danneels et le jeune prêtre liégeois Laurent Van de Schoor ne rentrent pas en Belgique, mais partent pour l'Égypte. Via le désert du Sinaï, les deux hommes se rendront ensuite en Jordanie, en Israël, au Liban, à Athènes et à Brindisi, avant de terminer leur périple, le 14 août, à Kanegem. L'idée de cette tournée a notamment muri sous l'influence de Lyonnet, dont la passion pour le Proche-Orient ancien est contagieuse.

Le recteur Devroede a autorisé cette entreprise à condition que les deux hommes portent leur soutane en signe de leur condition de prêtre. Cette soutane s'avère un accessoire bien utile pour trouver facilement un lieu où loger et gagner la confiance des gens. Le recteur leur a préparé une liste d'adresses, qui prévoit notamment qu'ils soient hébergés par les pères blancs au Caire et à Jérusalem. Munis de deux passeports, un pour les pays arabes l'autre pour le tout jeune État d'Israël, et d'une dizaine de milliers de francs belges pour leurs déplacement en train, en bateau ou en avion, les deux voyageurs partent à la découverte.

En dépit de quelques problèmes, comme une perte de connaissance de Danneels, due à la fatigue, dans le désert du Sinaï, ce voyage sera une première et passionnante rencontre avec une culture non européenne, mais aussi avec le berceau et les fondements de la tradition chrétienne. L'expérience est contrastée, car elle permet aussi de se rendre compte des tensions entourant la cohabitation des différentes traditions religieuses. À Hébron, où ils visitent la tombe des patriarches, Danneels et Van de Schoor ont affaire à une population musulmane franchement inhospitalière. À Corinthe, lors du voyage de retour, ils ne trouvent qu'avec grand peine un lieu d'hébergement, qui leur laissera une impression rien moins qu'agréable.

«Entre les tours de Bruges et Gand»

Après le long voyage au Proche-Orient, le séjour de Danneels à Kanegem est de courte durée. Sur le peu de temps qu'il passe en Belgique, il visite néanmoins l'Exposition universelle de Bruxelles, où le pavillon du Congo lui donne pour la première fois une idée du colonialisme belge, alors en pleine phase de déliquescence. Mais la colonie est bien loin et Danneels retourne comme d'habitude à Rome. Ses résultats l'ont engagé sur la voie d'une nouvelle étape, celle du doctorat en théologie.

Au début de l'année académique 1958-1959, Danneels arrive dans une ville de Rome en plein émoi. Pie XII est décédé le 9 octobre après un pontificat d'environ vingt ans. Le conclave paralyse la vie ecclésiastique jusqu'à ce que, le 28 octobre, le cardinal vénitien Angelo Giuseppe Roncalli apparaisse à la loggia de la basilique Saint-Pierre. Dans la foule, il y a Danneels, impressionné par le personnage de Jean XXIII, si différent en apparence de son prédécesseur à l'allure hautaine et impériale. Au cours de cette année académique faite d'étude et de lectures, Mgr De Smedt effectue un séjour à Rome. Danneels est l'un des quatre fiers étudiants brugeois (à côté de Leo Declerck, de Willem Doise et de Frans Wittouck) à être reçu en audience avec l'évêque chez le nouveau pape, le 18 avril. Les salutations du pontife – «Ah, les quatre vertus cardinales» – sont un moment qu'il n'oubliera pas de si tôt.

Cette année diffère des années précédentes. D'un côté, les doctorants ont la possibilité d'assister à des cours spécialisés et centrés sur le sujet de leur thèse, de l'autre, ils doivent évidemment rédiger cette dernière: celle de Danneels est accompagnée par le professeur espagnol Juan Alfaro. Ce brillant théologien appartient à la jeune génération des professeurs de la Grégorienne. Alfaro a étudié le thomisme, mais il ne le voit pas avant tout comme un système. Il s'intéresse plutôt aux fondements de la scolastique médiévale, afin de resituer la pensée de Thomas

d'Aquin et de ses contemporains dans leur contexte historique. Il se rallie ainsi, prudemment, au ressourcement initié par des jésuites français comme Henri de Lubac. Alfaro envisage les problèmes contemporains de la théologie sur la base d'une analyse approfondie de la voix de la tradition. C'est aussi le cas du cours spécialisé que Danneels suit auprès de lui sur la signification du terme «foi» dans les écrits de l'évangéliste saint Jean. Ce cours vient parfaitement à point pour un doctorant qui va consacrer sa thèse à l'acte de foi.

À nouveau, Danneels est confronté aux différences d'approche entre enseignants. Un professeur comme Édouard Dhanis se montre, dans son cours tout neuf intitulé *Testimonium Jesu de seipso*, tout sauf enthousiaste à propos des développements intervenus en France depuis les années 1940. Dhanis est un Belge francophone qui a enseigné à la faculté de théologie jésuite d'Egenhoven, près de Louvain. En 1949, Jean-Baptiste Janssens, ancien collègue de Dhanis devenu le général de la Compagnie, l'a chargé d'une évaluation critique de la formation théologique des jésuites à Lyon, qui a abouti à la révocation de professeurs comme de Lubac. Dhanis a été récompensé par une chaire à la Grégorienne.

Par ailleurs, Danneels suit à nouveau les cours de Zsoltan Alszeghy, cette fois sur la théologie médiévale. En combinant celle-ci avec l'accent mis sur l'analyse de l'acte de foi par Alfaro, nous obtenons le sujet de thèse de Danneels: *La foi dans la doctrine d'Henri de Gand*. En 1958, Henri de Gand était encore un illustre inconnu pour lui. Ce thème lui a été inspiré par Alfaro, l'idée sous-jacente étant d'étudier ce théologien en tant que précurseur de Thomas d'Aquin. Il cadre bien avec l'esprit du temps: un nombre croissant d'écrivains se penchent sur les bases historiques du thomisme et l'objectif de Danneels consiste à découvrir dans quelle mesure Henri de Gand avait développé une théorie originale sur la foi.

De l'automne 1959 au printemps 1961, Danneels se plonge dans les centaines de pages des éditions des XVI^e et XVII^e siècles dans lesquelles figurent les écrits du célèbre penseur. C'est, si l'on peut dire, un travail de bénédictin avec lequel le doctorant épiluche ces vieux textes et la littérature qui les concerne. Il a au passage recours à des auteurs récents et assez novateurs comme l'historien de l'Église Roger Aubert, belge, et le théologien dominicain français Marie-Dominique Chenu. Mais leur influence est limitée, car elle ne va pas au-delà des études se rapportant directement à la thèse. Le temps manque pour une étude plus approfondie des courants innovants de la théologie francophone.

Un exercice d'équilibre intellectuel

La thèse de Danneels comprend deux parties : l'une dans laquelle la foi est envisagée sous l'angle de la philosophie et de la théorie de la connaissance, l'autre où il entreprend l'étude «psychologique» de la pensée relative à l'acte de foi. Dans l'ensemble, il s'agit d'un ouvrage technique et difficile d'accès, dont la principale caractéristique est l'aisance de l'auteur à évoluer dans le monde conceptuel raffiné du Moyen Âge. Son côté le plus passionnant est la façon dont Danneels cherche à travers sa thèse et le cadre conceptuel de la scholastique un équilibre – qu'il ne trouve pas – entre ce qu'il perçoit comme les paradoxes essentiels de la tradition de la pensée chrétienne. Henri de Gand l'amène avant tout à comprendre la faille qui sépare la pensée aristotélicienne de la pensée augustinienne ainsi que la tension entre immanence et transcendance. Danneels lui-même plaide à l'aide de son «objet d'étude» pour la réunion des deux concepts dans une synthèse supérieure, qui n'est cependant pas approfondie d'un point de vue théologique.

Danneels est confronté à un certain stress lorsqu'il se voit obligé de concilier l'achèvement de sa thèse et la nouvelle tâche

qui lui est impartie à l'été 1959, celle de professeur et directeur spirituel au Grand Séminaire de Bruges. Une fois installé dans les majestueux bâtiments du ierei, il consacre son temps libre à son doctorat. Au printemps 1961, il part pour Rome pour l'épreuve finale. Le 31 mai, il est admis à la pré-soutenance. La soutenance proprement dite a lieu cinq jours plus tard. C'est finalement le 7 juillet que lui est accordé le titre officiel de *Sacrae Theologiae Doctor*, entériné par un document sur lequel le jugement du jury figure dans les *Observationes in dissertatione ad lauream in facultate theologica R.D. Danneels Godephridi*.

L'évaluation de la thèse de Danneels souligne, dans un latin impeccable, qu'il a excellé en ce qui concerne l'ordre et la clarté de l'exposé, et plus encore la solidité de celui-ci. L'ouvrage présente toutefois une lacune au niveau du «contexte historique», notamment dans la comparaison de la doctrine d'Henri de Gand avec celle des théologiens médiévaux antérieurs en vue de déterminer l'originalité de sa contribution concernant «la relation entre foi et théologie». Ses professeurs souhaitent que Danneels approfondisse ce point. Alfaro semble satisfait de son étudiant. Il émet le souhait de le voir se consacrer à une grande monographie sur Henri de Gand et peut-être aussi à une édition critique de ses écrits. Pour Danneels, ce genre de travail appartient toutefois au passé.

Partie II

DU
PROFESSORAT
À L'ÉPISCOPAT
(1959-1979)

Chapitre 4

BRUGES ET LE CONCILE

Lors de sa nomination en tant que directeur spirituel au Grand Séminaire de Bruges, Danneels a le sentiment que Mgr De Smedt prend un certain risque en lui confiant cette tâche. On ignore si, en juin 1959, c'est aussi l'avis du décideur lui-même. Il est en tout cas remarquable que l'évêque choisisse un prêtre de 26 ans, qui n'a de surcroît jamais étudié dans cet établissement, pour une charge d'une telle ampleur.

En arrivant à Bruges, cet été là, le nouveau directeur spirituel manifeste une certaine perplexité: il se perd dans le dédale de vieux couloirs et il est alors obligé de s'enquérir de son chemin auprès des séminaristes, et l'un d'entre eux lui demande en quelle année d'étude il est! Sa chambre est en revanche assez facile à repérer. Celle du président du séminaire, Maurits De Keyzer, se trouve dans le bâtiment principal et donne sur le vaste jardin situé côté rue. La chambre voisine est réservée au directeur spirituel. Dans le diocèse de Bruges, cette fonction n'a été créée qu'en 1937, par Mgr Lamiroy, et elle était occupée jusque-là par Armand Vandenbunder. Tandis que De Keyzer est responsable de l'organisation, du fonctionnement et de la direction générale de l'établissement, Danneels devient le responsable principal de l'accompagnement spirituel.

Il faut aussi noter que la nomination de Danneels n'a pas été entièrement décidée par Mgr De Smedt. Comme la coutume le veut pour les futurs prêtres qui étudient à Rome, Danneels s'est rendu au début de l'été à l'évêché, dans la Heilige Geeststraat, pour un entretien. Alors qu'il était engagé sur la voie du doc-

torat romain, l'évêque l'a placé devant un choix difficile: soit il acceptait l'accompagnement spirituel du séminaire de son diocèse, soit il retournait à Louvain pour y décrocher le plus haut grade académique existant en théologie, le degré de «Magister Sacrae Theologiae». Après un temps de réflexion, il prit une décision dans laquelle le souvenir de Daniel Billiet et sa vision de la prêtrise en tant que service ont largement joué. C'est cet élément, ainsi qu'une modeste remarque de sa mère selon laquelle il n'était pas devenu prêtre pour s'enterrer dans l'étude, qui l'ont incité à prendre la direction de Bruges.

Directeur spirituel

Le Grand Séminaire de Bruges se trouve entre la Dampoort et l'église Sainte-Anne, qui suit les méandres des canaux brugeois. C'est l'un des plus beaux séminaires du pays. À l'origine, il y avait là l'ancienne abbaye des Dunes, qui avait été fermée après la Révolution française et dont les bâtiments ont reçu plusieurs affectations avant que le Grand Séminaire, refondé en 1834, ne s'y établisse définitivement. Dans un tel site historique, il règne toujours une atmosphère un peu particulière. Le séminaire de Bruges a longtemps été considéré comme un établissement extrêmement «classique», où le respect des traditions passait avant l'innovation. Un lieu comptant de très nombreux étudiants et organisé de façon très stricte. Lorsque Danneels y entre, les journées des séminaristes s'y déroulent en bonne partie selon le rythme qu'il a connu au séminaire Léon XIII. Les professeurs jouissent certes d'un régime beaucoup plus souple, mais il ne leur reste guère de temps libre après le travail et, de plus, Danneels passe tout son temps dans la bibliothèque ou dans sa chambre: il a une thèse à terminer.

Pour lui, l'étude est donc bien souvent une activité nocturne, car l'accompagnement des futurs prêtres exige énormément de travail. Danneels a été ordonné quelques années plus tôt, et le

diocèse atteint alors un pic: jamais, au XX^e siècle, il n'avait connu – ni ne connaîtrait à l'avenir – un tel nombre de candidats au sacerdoce. Le retour de balancier s'amorce dès la fin des années 1950, mais ne se fera réellement ressentir que plus tard. En septembre 1959, Danneels entame sa première année académique avec 109 séminaristes à accompagner, sans compter une trentaine d'étudiants accomplissant leur service obligatoire en tant que brancardiers militaires. Il est censé avoir un entretien avec chacun d'eux au moins une fois par trimestre, une charge qui va lui permettre de développer une grande familiarité avec le caractère intime de la conversation individuelle. Son rôle consiste à superviser le processus d'accompagnement que chaque séminariste accomplit avec un des professeurs de l'établissement et à démêler les problèmes éventuels entre accompagnateurs spirituels et étudiants. Concrètement, cela représente pour le tout jeune enseignant plusieurs centaines d'entretiens par an rien qu'en lien avec l'accompagnement spirituel. En sa qualité de directeur spirituel, il entend aussi la confession, deux après-midis par semaine, dans l'église du séminaire, où, l'hiver, il règne un froid glacial et pénétrant. Enfin, s'inspirant de la pratique introduite par Van Riet à l'époque où lui-même était séminariste à Louvain, il donne régulièrement des conférences en soirée et assure également, le samedi soir, les vigiles, un office qui introduit à la liturgie dominicale.

Aux sources de la liturgie

La fonction de directeur spirituel étant étroitement liée aux questions liturgiques, Danneels est également chargé du cours de «Liturgie et spiritualité». En septembre 1959, il entame son enseignement, au rythme d'une heure par semaine. Ses notes sont extrêmement claires, structurées et classiques. Le jeune professeur cherche à initier les séminaristes à la «nature de la liturgie». Quoiqu'il ne rejette pas les réalisations du mouvement

liturgique du début du XX^e siècle, son cours n'outrepasse jamais les lignes directrices exposées en 1950 par Pie XII à propos de la «messe dialoguée». Mieux encore, Danneels ne montre dans les premiers temps pratiquement aucun intérêt pour le rôle de la communauté dans la messe, pourtant très populaire dans les cercles de liturgistes à l'époque. Selon lui, «ce n'est pas la participation du peuple à la célébration qui compte le plus, mais la forme objective de la messe solennelle en tant que norme et exemple. Ce type de célébrations privilégiant la prière commune ne peut pas prendre la place du sacrifice solennel de la messe. Ce sacrifice, même accompli en la seule présence du ministre, revêt en raison de la majesté de ses rites et de l'apparat cérémoniel une dignité particulière».

On ne trouve donc guère de traces de l'importance de la communauté dans le discours de Danneels. Son cours «Liturgie de la Sainte Messe», de 1961, contient en revanche un commentaire détaillé de toutes les rubriques de la messe, soigneusement énumérées dans la table des matières (*Praefatio, Sanctus, Te igitur, Memento, Communicantes, Hanc igitur, Oblationem et Quam oblationem, consécration, Unde et memores, Supra quae...*). Cette liste qui peut déconcerter aujourd'hui montre qu'à Bruges comme ailleurs, l'étude de la liturgie est à l'époque de Danneels liée à celle du droit canonique et articulée selon des rubriques. Mais en dépit de ces fondements traditionnels, les séminaristes de Bruges saluent chez Danneels un progrès par rapport à son prédécesseur, Baudouin Janssens de Bisthoven, qui, en plus d'exiger la mémorisation des rubriques, donne sur le baptême des leçons pratiques lors desquelles les étudiants doivent baptiser une poupée en guise d'exercice. Depuis l'arrivée de Danneels, la poupée en question a été reléguée au fond d'une armoire.

Ce prudent pas en avant ne se limite d'ailleurs pas à la mise au placard d'une poupée. Grâce à ses visites aux bénédictins du Mont-César à Louvain dans les années 1950 et aux expériences qu'il a menées à Rome, Danneels connaît les aspirations

du mouvement liturgique au remplacement du latin par la langue vernaculaire pendant la messe et à une plus grande participation des fidèles durant la célébration. Ces tendances sont petit à petit intégrées dans ses cours de liturgie. À Bruges, Danneels est le premier à s'intéresser à l'analyse des actes et des paroles symboliques en lien avec l'histoire de la liturgie. Il redécouvre une bonne partie de la littérature qu'il a appréciée à Louvain: il retrouve *L'Esprit de la liturgie* de Romano Guardini et lit les écrits d'importants spécialistes comme Andreas-Joseph Jungmann et Pius Parsch. Soudain, un discours faisant la part belle au rôle des symboles et des rituels se fait entendre dans les salles de cours: on y parle du «régime des signes», qui fait la distinction entre le mot-signe, le geste-signe et l'objet-signe.

Année après année, ces deux innovations – accent mis sur la symbolique et sur les sources historiques – gagnent en importance dans le contenu des cours. La raison de ce développement progressif est double: les études romaines de Danneels offrent peu d'impulsion à l'enseignement de l'approche liturgique contemporaine et l'étude d'une «autre» approche liturgique exige du temps, ce dont Danneels, dans sa période de préparation de thèse, ne dispose pas. Cela s'améliore dans la première moitié des années 1960 et, par ailleurs, les progrès du concile entraînent une plus grande ouverture d'esprit au niveau des cours, qui s'appuient de plus en plus sur des bases historiques. Un ouvrage comme *L'Église en prière* d'Aimé-Georges Martimort, professeur à Toulouse, animateur du Centre de pastorale liturgique à Paris et acteur important du renouveau liturgique conciliaire, s'avère d'une aide précieuse. Danneels innove surtout dans les domaines où le concile le permet. Il est également encouragé à se distancer de sa formation romaine: la génération de professeurs brugeois qui entoure le prudent enseignant le stimule à évoluer intellectuellement.

Une génération forte

L'intérêt pour la pensée historique et l'étude des sources comme fondements du renouveau dans l'Église touche tout le corps enseignant. Depuis le début des années 1950, le séminaire baigne dans un climat intellectuel tendant vers l'élévation constante du niveau scientifique. Il n'est pas rare que les professeurs poursuivent leur carrière à l'université de Louvain. Parmi eux, on peut citer l'exégète Maurits Sabbe, scientifique d'excellente réputation, disposant d'un large réseau de relations. Un amateur d'art et de livres, aussi, avec qui Danneels s'entend bien. Benjamin Willaert enseigne quant à lui la théologie dogmatique d'une façon novatrice: plutôt que de procurer aux étudiants une matière prémâchée, ses cours se présentent comme un processus de quête de la vérité. Pendant plusieurs années, Willaert sera en outre l'économe de service du séminaire, c'est-à-dire celui qui distribue aux professeurs leur salaire mensuel. Il y a aussi Paul Declerck, qui enseigne l'histoire des conciles, et Wilfried Dumon, responsable des cours consacrés à la conscience et au droit canon.

À l'époque de Danneels, le premier Brugeois à quitter le séminaire pour intégrer le monde académique est Frans Neirynck. Cet homme qui sera plus tard connu pour son travail philologique extrêmement technique sur les sources néotestamentaires, donne à Bruges le cours intitulé «Église et sacrement», et ce, jusqu'à sa nomination à la faculté de théologie de Louvain, en décembre 1960. L'évêque désigne ensuite Danneels comme titulaire de son cours: le jeune professeur reprend alors les notes de son collègue, qui lui sont très utiles. Le syllabus en question accorde une grande attention aux sources historiques de la doctrine sacramentelle et contient une bonne dose d'exégèse critique. Il confronte Danneels à la doctrine sacramentelle, innovante pour l'époque, développée par le dominicain belge Edward Schillebeeckx dans un ouvrage paru en 1952, *L'économie*

sacramentelle du salut. La lecture des premiers travaux de Schillebeeckx est une véritable révélation pour Danneels, qui apprend désormais à ses séminaristes que «la doctrine sacramentelle générale systématique est née de la proto-scholastique, a été développée par la haute scolastique (véritable traité de saint Thomas), entérinée par le concile de Trente et rafraîchie au XX^e siècle grâce à un retour à la tradition biblico-patristique (chez Odon Casel) et à la doctrine authentique de saint Thomas (chez Schillebeeckx).»

Cette découverte intellectuelle est encouragée par un corps professoral dont Danneels est le benjamin. Les débats sont monnaie courante, notamment au réfectoire, où les livres et l'actualité sont à l'époque intensément commentés. Les professeurs tiennent leur réunion hebdomadaire le lundi, dans un nuage de fumée de cigarette, de cigare et de pipe. Le soir, ceux qui habitent sur place regardent volontiers la télévision. Dans les années où il achève sa thèse, Danneels devient lui aussi un fervent adepte du petit écran, devant lequel il passe de nombreuses soirées avec des collègues comme Wilfried Dumon, Benjamin Willaert ou Daniel Quartier. Le 11 octobre 1962, ils suivent en direct l'ouverture du Deuxième concile du Vatican.

Concile et liturgie

Les années conciliaires, 1962–1965, constituent pour l'ensemble de l'Église catholique une période d'ouverture, de débat et d'attentes. Cette atmosphère gagne rapidement le diocèse de Bruges, notamment du fait que Mgr De Smedt joue un rôle clé à Rome et se signale par quelques interventions remarquées, souvent provocatrices, qui lui valent d'être surnommé l'«enfant terrible du concile» par les journalistes. La première est relevée par les médias dès le 19 novembre 1962; De Smedt a critiqué le schéma préparatoire officiel sur les Écritures et la tradition, il a plaidé pour une plus grande ouverture œcuménique de l'Église

catholique, il a enfin prôné un langage plus compréhensible pour les non-catholiques (ce langage, selon lui, devait prendre ses distances vis-vis du thomisme et s'inspirer des premières sources de la chrétienté). De quoi faire vaciller le débat théologique de Vatican II, surtout lorsque Jean XXIII décide de tenir compte de la critique et de demander la révision du texte préparatoire.

L'implication directe augmente également: De Smedt s'appuie en ce qui concerne la révision du texte sur les avis de professeurs comme Sabbe et Willaert. Début décembre 1962, cette aide s'avère nécessaire quand Ernesto Ruffini, cardinal de Palerme et homme de tendance conservatrice, diffuse à Rome une lettre de protestation importante (elle est en effet signée par dix-neuf de ses pairs), qui met notamment en cause le travail de Frans Neirynck.

Au fil des années conciliaires, le rôle de la Belgique dans les débats et donc aussi dans l'Église universelle va susciter une fierté croissante. Le cardinal Suenens se révèle en tant que meneur, ne cessant de marteler l'importance d'une Église moins centraliste et de l'apport que les évêques peuvent fournir à son gouvernement à l'échelle universelle. Soutenu par des théologiens louvanistes comme Gerard Philips et Gustave Thils, Suenens contribue à introduire l'idée de collégialité épiscopale dans les débats de Vatican II. Très tôt, les nouveautés conciliaires conquièrent aussi la génération de séminaristes que Danneels a sous sa houlette. Dans son accompagnement quotidien, celui-ci sent grandir chez certains l'espoir d'un profond changement dans la conception de leur sacerdoce. L'espoir d'une suppression du célibat des prêtres est exprimée de manière de plus en plus explicite, surtout après la rapide mise en chantier de la réforme liturgique.

Pour Danneels, cette réforme constitue l'un des débats les plus cruciaux: pendant la troisième semaine d'octobre 1962, il suit depuis Bruges l'avancement des discussions sur la liturgie,

premier sujet abordé par les pères du concile. Il constate non sans déplaisir que l'évêque belge élu au sein de la commission liturgique est Mgr Karel-Justinus Calewaert, de Gand, qui a à peine participé à la l'élaboration de la réforme. Mais l'attitude de Calewaert ne suffit pas à renverser la vapeur, puisque le 4 décembre 1963, le pape Paul VI promulgue solennellement le premier texte conciliaire: *Sacrosanctum concilium*, ou Constitution sur la sainte liturgie. Cette proclamation amorce un revirement qui touchera le grand public avec une rapidité stupéfiante dans les célébrations dominicales: désormais, la messe ne doit plus être dite en latin et les règles strictes constituant son aspect juridique cessent d'être primordiales. Les prêtres ne sont plus tenus de célébrer la messe individuellement; la concélébration de la messe célébrée par plusieurs prêtres, est à présent autorisée et l'officiant peut faire face à l'assistance plutôt que de lui tourner le dos. Cela traduit une autre manière de concevoir l'Église: non plus hiérarchique avant tout, mais en soulignant l'importance de la célébration communautaire.

La Commission interdiocésaine de liturgie

Le fait que le concile s'ouvre par les débats consacrés à la liturgie ne surprend pas Danneels: il connaît la littérature et les attentes cultivées dans ce domaine. En revanche, il est surpris, comme beaucoup, par ses implications. Sans en être totalement conscients, les pères conciliaires suscitent des mouvements et des champs de force insoupçonnés dont les effets se font ressentir avant même que les débats ne soient clos. Cette dissonance s'explique par le fait qu'en décembre 1963, aucune directive officielle n'a encore été publiée en vue de concrétiser ces réformes. Cependant, au niveau local, de nombreux croyants et prêtres n'attendent pas cette officialisation pour se montrer créatifs. Sa double position de directeur spirituel et de professeur de liturgie et de doctrine sacramentelle fait de Danneels

un témoin et un acteur de la vague de changements du début des années 1960. Sa contribution à l'application des innovations conciliaires ne tarde pas à être sollicitée par divers organes, de sorte que le travail s'accumule systématiquement.

En Belgique, les évêques anticipent en partie sur les évolutions liturgiques en donnant en février 1963 une nouvelle impulsion à la Commission interdiocésaine de pastorale liturgique (CIPL). Créée en 1958, la Commission est appelée à jouer le rôle principal dans la mise en œuvre des décisions conciliaires. Des experts y sont mandatés officiellement depuis les différents diocèses afin de réorganiser la pastorale liturgique dans le pays. Dirigée à l'origine par le vicaire général malinois Paul Theeuws, la Commission est ensuite présidée, côté flamand, par l'évêque auxiliaire gantois Leo De Kesel. Mais son fonctionnement quotidien repose sur le dominicain Peter D'Haese, qui va peu à peu devenir un ami proche de Danneels.

Avec D'Haese, Danneels entre en contact avec d'éminents liturgistes comme Sylveer De Smet, Ambroos Verheul et Egidius Van der Donck. La tâche de ce groupe est impressionnante : il doit adapter non seulement les livres en usage pour la messe, mais aussi les textes destinés aux autres sacrements. De plus, étant donné la décision conciliaire d'introduire la langue vernaculaire, tout doit être disponible en néerlandais. Ce travail exige des compétences en théologie, en liturgie, une bonne connaissance du latin et la maîtrise du néerlandais dans ses finesses. Toutes qualités dont Danneels peut se flatter. Plus d'une fois, il fournit à l'équipe désormais élargie de la CIPL des introductions sur des sujets comme la concélébration ou le rite des funérailles. Pour ce dernier, il rédige aussi, dans le courant d'octobre 1965, des modèles de sermons proposés aux prêtres et aux agents pastoraux dans les rituels.

La CIPL ne travaille pas de façon isolée. Ses activités se déroulent en parallèle avec d'autres initiatives découlant également du concile, dont certaines concernent les pays limitrophes.

Dans le domaine néerlandophone, une collaboration renforcée se met en place au milieu des années 1960 avec la «Nederlandse Commissie voor Liturgie» (Commission néerlandaise pour la liturgie – NCL), impliquant des rencontres de spécialistes flamands et néerlandais à Breda. À dates régulières, Danneels y est témoin de discussions très pointues sur les traductions d'instructions et de prières. Pour le trentenaire qu'il est alors, il est intéressant de voir comment la réforme de la liturgie est abordée aux Pays-Bas: de façon souvent bien plus radicale, avec une rapidité et parfois une liberté qui suscitent chez lui quelques réserves.

Le Groupe de travail sur la liturgie d'Affligem

L'«Affligemse Werkgroep Liturgie» (Groupe de travail sur la liturgie d'Affligem – AWL) se montre moins radical. Bien qu'il soit moins connu, c'est sans doute lui qui aura sur Danneels le plus gros impact en raison de ses affinités avec l'approche bénédictine du renouveau liturgique et son grand respect pour les enseignements d'Ambroos Verheul. Verheul est le fondateur de ce groupe qui se réunit comme son nom l'indique à l'abbaye d'Affligem. Respecté pour sa connaissance de l'Antiquité chrétienne et des sources de la liturgie, il introduit toujours les réunions en exposant les balises théologiques de la réforme: le renouveau, certes, mais sans précipitation et en accord avec les anciennes sources de la tradition.

Danneels va devenir l'héritier de cette personnalité avisée. Verheul confie d'ailleurs au jeune liturgiste des tâches concrètes. En novembre 1963, avant que le concile ne promulgue *Sacro-sanctum concilium*, il l'implique dans une initiative visant à la préparation d'un «essai de modèle de messe», élaboré par les membres du groupe de travail. Dès le début, celui-ci comprend à la fois des Flamands et des Néerlandais: les textes d'homélies sont fournis par le jésuite néerlandais Jan Van Kilsdonk, aumô-

nier de la «Studentenekklesia» d'Amsterdam (Eglise amstello-damoise des étudiants catholiques), qui voit mettre à sa disposition le matériel biblique et exégétique nécessaire. Le bénédictin néerlandais Pius Drijvers est chargé de l'introduction aux psaumes, Jozef Keet, recteur de la Huize Sint-Bernardus à Amsterdam, rédige une introduction aux chants de l'office. Le rédemptoriste Marcel Weemaes et le pédagogue musical gantois Ignace De Sutter se penchent sur les chants eux-mêmes.

Le rôle de Danneels dans la réforme liturgique s'affirme lorsqu'à la fin 1963, il crée à partir de l'AWL un groupe de travail plus restreint chargé de préparer l'édition néerlandophone du livre de l'office, dont l'importance n'est pas à sous-estimer. Le contrat signé à la saint Nicolas avec la maison d'édition Patmos prévoit un premier tirage de 2000 exemplaires du *Liturgisch Dienstboek* (le Missel). Outre Danneels, le groupe comprend De Sutter et Keet, nommés plus haut, ainsi que l'incontournable Ambroos Verheul. Il entame ses activités dans le courant de 1964 et le rapport de réunion du 25 avril signale que Danneels est responsable des modèles de propositions de sermons.

Le groupe a, à l'unanimité, donné la préférence à des suggestions d'homélies développant des thèmes bibliques. Le Prof. Danneels élaborera ses modèles dans cet esprit. L'étincelle charismatique qui doit si possible être présente dans l'homélie ne peut naturellement pas être intégrée dans les modèles.

En 1965, l'AWL lance entre autres un projet de réédition des psaumes et un autre de publication des vêpres. Plusieurs membres quitteront le groupe au fil du temps et de nombreuses tensions internes se feront jour au sujet des limites du renouveau et de la réforme, jusqu'à la réorganisation complète du groupe, en juin 1967.

Réforme au séminaire

Alors que, dans beaucoup de paroisses, dans les groupes de travail de laïcs et à l'université, des évolutions d'une créativité surprenante ont lieu en dehors du contrôle de la hiérarchie ecclésiastique, Danneels évolue en règle générale dans les limites des réformes sanctionnées par l'Église. Son travail consiste à retraduire minutieusement les rituels et les offices. Il effectue le même travail au sein du séminaire de Bruges: à la demande de l'évêque De Smedt, Danneels implique en 1965 plusieurs collègues du corps professoral dans la traduction d'offices, ce qui donne lieu l'année suivante à la publication de ses *Nocturnen: Getijden naar de zondag toe* (Nocturnes: Offices pour conduire au dimanche). Le 15 janvier de la même année, un bon mois après la cérémonie de clôture solennelle de Vatican II, le nonce apostolique, Silvio Oddi, envoie à tous les évêques de Belgique une *Instructio de sacrorum alumnorum liturgica institutione*. Cette instruction émanant du Conseil pour l'application de la constitution sur la liturgie, dirigé par le cardinal bolognais Giacomo Lercaro et son secrétaire Annibale Bugnini, porte sur la formation des séminaristes en matière de liturgie. Mgr De Smedt peut à nouveau compter sur son professeur de liturgie brugeois pour sa mise en oeuvre au séminaire.

Danneels s'est fait remarquer dès 1964 en élaborant avec Wilfried Dumon un nouveau règlement pour le séminaire. Ce texte – premier règlement brugeois écrit non pas en latin, mais en néerlandais – est empreint d'un autre esprit que les précédents, qui, depuis le début du XIX^e siècle, constituaient surtout des amendements aux règles antérieures. Le règlement Dumon-Danneels fait table rase et se fonde sur la vision conciliaire de l'Église et des séminaires telle qu'elle sera aussi formulée dans le décret *Optatam totius* d'octobre 1965. Des sujets jamais abordés de façon explicite auparavant (la formation personnelle et psychologique du prêtre, voire la vie spirituelle au séminaire)

y occupent une place centrale à côté des aspects traditionnels comme l'obéissance et l'importance des ordinations.

Un bon accueil ayant été réservé au nouveau règlement, Danneels se lance dans l'application *intra muros* de la réforme liturgique. Dans ce domaine aussi, il fait bouger les choses. Il crée onze groupes de discussion sur le thème de la «liturgie au séminaire». Tant les professeurs que les séminaristes ont leur mot à dire, ce qui développe un esprit de participation. Lui-même prend la tête des opérations et veille à ce que chaque modification se fasse dans la modération; ou, pour emprunter ses mots, «dans le respect de la tension entre statisme et créativité». S'il réussit à maintenir cet équilibre à Bruges, cela va s'avérer nettement plus compliqué dans un autre contexte.

Un liturgiste sous pression

En bonne partie grâce à son rôle dans les groupes de travail liturgiques, Danneels se fait remarquer par les cercles académiques. Le concile a un impact immédiat sur le large réseau des congrès et des revues scientifiques, un milieu dans lequel les relations avec les évêques et avec Rome sont beaucoup plus sensibles que ce à quoi Danneels a été habitué. On lui demande de plus en plus souvent de s'exprimer, oralement ou par écrit, sur les questions liturgiques. Dans les premières années de la décennie, il le fait surtout dans les *Collationes Brugenses et Gandavenses*, la revue des séminaires brugeois et gantois, dans laquelle les professeurs sont censés publier régulièrement.

Ces premières publications sont assez classiques et reflètent en fait l'évolution des cours de Danneels: après quelques articles traditionnels sur le *memento vivorum* et le *memento defunctorum* post-tridentins, il s'affirme en tant que liturgiste en abordant des thèmes comme la «communion des laïcs au calice» ou le «célébrant dans la liturgie renouvelée». Ses textes les plus remarquables sont ceux, nombreux, qu'il publie dans le *Liturgisch*

Woordenboek, paru en deux tomes, en 1958 et en 1968. Le ton dominant est celui du calme et du pragmatisme: ouverture à un renouveau progressif, pas de révolutions liturgiques.

C'est dans le premier article d'une série de six, publiés dans la revue spécialisée *Feu nouveau* en 1966 et 1967, que Danneels livre son étude la plus approfondie de la problématique du renouveau dans l'Église. Ce texte traite d'une question essentielle à ses yeux: la réforme liturgique du concile est-elle un «couronnement du passé» ou plutôt une «ouverture vers l'avenir»? La réponse de Danneels, qui cherche toujours à concilier les extrêmes, est: les deux. À cet égard, son étude de 1968 sur le baptême des enfants, profondément ancrée dans la pensée et la théologie de l'Église primitive, renferme un passage caractéristique.

Une politique baptismale se doit d'être réaliste: cela signifie qu'elle doit tenir compte de la situation existante et s'appuyer sur une bonne information; elle doit aussi opter pour des solutions et des renouvellements possibles aujourd'hui. Cette obligation au réalisme vaut aussi pour le théologien qui veut rendre service dans ce domaine.

Crise de l'obéissance

La mise en exergue par Danneels de la «mise au service» du théologien ne fait pas l'unanimité, ainsi qu'il le remarque lorsqu'il s'engage dans *Paroisse et liturgie*. Cette revue présente un profil résolument international et scientifique et se veut, moins encore que *Collationes*, une revue épiscopale. Au printemps 1965, Danneels devient membre de son nouveau comité de direction avec le liturgiste Jean Frisque et Thierry Maertens, bénédictin passionné de l'abbaye Saint-André de Bruges.

Pour Danneels, c'est un changement à deux égards. D'abord, son ouverture internationale cesse d'être centrée sur les Pays-

Bas dans la mesure où *Paroisse et liturgie* est lue en Belgique, en France, en Suisse et au Canada. Ensuite, la participation à cet organe le force à travailler sur la liturgie en dehors du milieu ecclésiastique officiel. Pour citer le rapport de la réunion de rédaction de 1965: «Godfried Danneels apportera dorénavant toute sa compétence fraternelle à la lecture des numéros. Il est bien entendu que Godfried n'est en rien le délégué de l'épiscopat et n'exerce aucune censure directe ou indirecte».

Cette autonomie est mise en cause à l'occasion d'une controverse au printemps 1965. Dans son article intitulé *De l'obéissance en matière liturgique*, publié au début de l'année, Thierry Maertens a tenu un ardent plaidoyer en faveur de la liberté des initiatives locales dans le domaine liturgique et affirmé que beaucoup d'évêques n'avaient dans ce domaine pratiquement pas de compétences. Ses propos ont déplu. Y compris à Rome où, à la fin février 1965, les évêques belges sont reçus en audience chez Paul VI lorsque Jozef Cardijn est créé cardinal. On lit dans le journal de l'évêque de Namur, André-Marie Charue, que le pape a attiré son attention sur certains «problèmes d'obéissance» en Belgique. L'affaire arrive aux oreilles du cardinal Suenens et Maertens ne tarde pas à entrer dans le collimateur de l'Église.

Il se fait que le cardinal Lercaro a été irrité par l'attitude selon lui arrogante des liturgistes belges et s'en est ouvert dans le journal *L'Avvenire d'Italia*. Deux choses sont reprochées à Maertens: sa mise en doute de la compétence épiscopale en matière de nouveau liturgique et sa position selon laquelle l'obéissance dans ce domaine se limite à l'acceptation de la mission de renouvellement – avec l'idée sous-jacente que celui qui reçoit une mission est ensuite libre de l'accomplir comme il veut. Le 11 mars, Maertens envoie une lettre inquiète à son ami Danneels. Il se dit injustement traité parce que Lercaro s'est fondé non pas sur son texte, mais sur un résumé italien mal traduit. Au cours de la réunion de rédaction de la revue, qui se tient une

semaine plus tard, le père abbé de l'abbaye Saint-André parvient à calmer le jeu. Thierry Maertens subit une réprimande de la part du cardinal Suenens, mais conserve le soutien de Danneels, avec qui il publiera deux ans plus tard une étude détaillée sur les sources et le renouvellement de la prière eucharistique.

Au milieu des années 1960, Danneels sent que le vent commence à tourner à Rome. L'atmosphère du concile a disparu et les autorités sont préoccupées par les expériences souvent radicales faites aux Pays-Bas sous l'influence de la pensée du dominicain Edward Schillebeeckx et du jésuite Piet Schoonenberg. Le rôle novateur joué par un étudiant du père Van Kilsdonk à Amsterdam, Huub Oosterhuis, éveille également la méfiance et, petit à petit, les liturgistes belges commencent eux aussi à se sentir visés. En septembre 1965, l'encyclique *Mysterium fidei* rappelle les principes traditionnels de la liturgie et impose des limites au comportement expérimental.

La pression exercée pour placer les revues liturgiques sous le contrôle de l'épiscopat va croissante. Fin 1966, Danneels est à nouveau témoin d'une crise quand le nonce Oddi envoie une lettre virulente au père abbé de l'abbaye Saint-André. La missive vient à nouveau de Lercaro et concerne cette fois un article du rédemptoriste néerlandais Henk Manders, qui participe aux réunions de la CIPL et de la NCL. Cet article, intitulé *Réflexions sur l'orientation de l'expérimentation aux Pays-Bas*, a déjà été publié auparavant dans la revue *Theologie en Zielzorg* ainsi que dans le septième numéro de *Paroisse et liturgie*, avec l'approbation de Maertens et de Danneels. Lercaro déplore qu'en Belgique la revue ne soit toujours pas placée sous le contrôle des évêques. La réaction de Mgr De Smedt témoigne de sa confiance à l'égard de son équipe professorale puisqu'il fait rédiger par Danneels le brouillon de réponse suivant au cardinal Lercaro.

Je demande avec insistance que vous portiez une attention bienveillante à la situation en nos régions. Nous vivons dans un pays voisin de la Hollande et qui parle en partie la même langue. Tout le monde sait ici ce qui se passe au-delà de la frontière et des textes liturgiques expérimentaux circulent librement. En plus, tous savent que l'*experimentum* liturgique est pratiqué en Hollande sous l'œil de l'épiscopat, qui, du moins ouvertement, ne l'a jamais reprouvé. Plusieurs de nos pasteurs pleins de bon sens et d'un authentique sens religieux, liturgique et pastoral insistent auprès de nous pour pouvoir pratiquer cette liturgie vivante.

Les évêques se retrouvent dans une situation délicate. Alors que Rome n'a encore promulgué aucun rituel pour la messe, les expériences vont déjà bon train au niveau local. Danneels est également conscient de cette discordance. Il poursuit son travail avec ardeur, donne des conférences çà et là à l'occasion de congrès liturgiques, prêche des retraites et cumule les fonctions. À partir de 1966, il assure chaque samedi soir une émission sur la chaîne de radio de Flandre-Occidentale, une demi-heure mariale pendant laquelle il propose de courtes méditations.

La même année, Ambroos Verheul fait entrer Danneels dans le comité scientifique de la revue bilingue *Questions liturgiques*. Là non plus, il n'échappe pas à la problématique de la liberté de recherche théologique. En 1966, Verheul le consulte à propos d'un article du Néerlandais Kees Dekkers, qui enseigne au Grand Séminaire de Hoeven, dans le diocèse de Breda. Dekkers évoque la possibilité pour les prêtres de communier désormais *more fidelium*, autrement dit comme des laïcs. La réponse de Danneels trahit l'impact de la controverse née autour de Thierry Maertens. D'un point de vue dogmatique, il est d'accord, mais il s'interroge sur l'«opportunité pastorale» de la publication de l'article et sur ses conséquences pour la liberté de l'étude scien-

tifique de la liturgie. Conscient des derniers événements survenus en France, où l'autonomie scientifique des revues liturgiques a été court-circuitée (Danneels pense aux *Notes de pastorale liturgique*, devenues l'organe liturgique officiel de la hiérarchie française et regrette également que *La Maison-Dieu* ne puisse plus s'occuper que de questions théoriques), il développe sa pensée :

Tous mes collègues s'inquiètent dans une certaine mesure. Cet article fera certainement sensation s'il est lu par le public moyen. Il s'agit en effet d'une question importante. Bien entendu, cela remontera immédiatement jusqu'à l'épiscopat et il n'en faudra pas plus pour susciter de vives réactions. Les événements liés à *Paroisse et liturgie* en témoignent. [...] On a clairement signifié à Maertens que *Paroisse et liturgie* devait aussi être placée sous le contrôle de la hiérarchie. Vous pouvez imaginer où cela va nous mener. *Paroisse et liturgie* deviendrait alors une sorte de *Monita* liturgiques ou de *Pastoralia*. Selon moi, ce serait une grande perte. Car non seulement la science, mais aussi la pastorale liturgique, doivent pouvoir effectuer des recherches de façon libre et autonome et ne peuvent devenir les simples organes de la hiérarchie.

Chapitre 5

ENTRE SCIENCE ET PASTORALE

En juillet 1968, un petit groupe de professeurs du séminaire de Bruges (Godfried Danneels, Etienne Vanden Avenne, Leo Declerck et Wilfried Dumon) effectue, sans signes extérieurs de leur état clérical, un voyage culturel et touristique en Italie. La détente se change soudainement en tension lors de la parution, le 25, de l'encyclique *Humanae vitae*, qui traite de la régulation des naissances et, notamment, de l'interdiction de la pilule contraceptive. Le timing malheureux de cette interdiction – énoncée au moment même où, à Paris, les étudiants écrivent le slogan «Interdit d'interdire» sur les murs de la ville – explique la réaction, très majoritairement négative, de l'opinion catholique internationale. Leo Declerck, qui est à l'époque secrétaire de la conférence épiscopale belge, quitte les autres vacanciers et s'empresse, depuis Sienne, de rejoindre Rome afin d'y prendre le premier vol pour Bruxelles.

Declerck a pour mission de recueillir les réactions indignées du public et de préparer la réponse des évêques. Le cardinal Suenens prend la tête des opérations et charge l'un des plus éminents théologiens conciliaires belges, Gerard Philips, de rédiger une note. L'explication qui y est donnée est aussitôt diffusée à l'échelle internationale et sera le plus souvent reçue positivement. Les évêques prennent leurs distances vis-à-vis de l'interdiction pontificale. Ils la perçoivent en effet comme une intervention non collégiale du pape, qui n'a tenu compte ni de l'avis des participants au concile, ni de la commission pontificale compétente. Ils avancent deux arguments: primo, ils se

réclament – dans la ligne conciliaire – du droit de chaque catholique à écouter sa conscience après avoir été informé en profondeur, *secundo*, ils affirment que des laïcs compétents mais sans être spécialistes en théologie, comme les médecins, ont aussi le droit de ne pas être du même avis que l'Église s'agissant de points non fondamentaux de la doctrine. Le renvoi des évêques belges à la conscience va jouer un rôle crucial, y compris pour beaucoup de prêtres et de fidèles. Danneels, qui est bien informé sur les raisons de l'attitude des évêques belges, ne manque pas de remarquer que l'épisode augmente la crédibilité de Suenens auprès de larges couches de la population, même s'il compromet par ailleurs les bonnes relations que le prélat entretenait jusque-là avec Paul VI. La situation s'aggrave encore en raison des interviews retentissantes et très critiques que Suenens accorde en 1969 au mensuel français *Informations catholiques internationales*. Incontestablement, la question *Humanae vitae* constitue pour Danneels une première leçon dans l'approche des questions éthiques, un point auquel il n'a guère été confronté auparavant: l'appel à la conscience est ancré dans la doctrine ecclésiale du document conciliaire *Gaudium et spes* et offre un point de convergence avec la société contemporaine. Dans ce domaine, Danneels apprendra beaucoup au cours de la décennie suivante, à travers la fréquentation d'une société au sein de laquelle l'Église au sens large est en crise; crise du ministère, mais aussi du mariage chrétien et de l'engagement religieux sous toutes ses formes.

«Leuven Vlaams»

Pour la Belgique ecclésiastique, 1968 représente aussi une année clé à un autre égard: elle est marquée par l'apparition d'une tension entre le cardinal et l'évêque de Bruges, qui contraste avec l'action quasi unanime de l'épiscopat belge en lien avec *Humanae vitae*. Au printemps, les révoltes étudiantes culminent:

à Paris, elles se présentent comme une lutte d'émancipation, tandis qu'à Louvain, où elles ont commencé plus tôt, elles prennent une tournure politico-communautaire, touchant les communautés linguistiques du pays. À l'origine, les tensions sont nées à l'occasion d'un mandement des évêques belges remontant au 13 mai 1966. Dans ce texte, ils réaffirmaient malgré les protestations croissantes leur attachement à une université louvaniste unitaire. Alors que ce mandement se voulait une expression de l'autorité de la hiérarchie ecclésiastique dans le pouvoir organisateur, il avait eu l'effet inverse, à savoir une perte d'autorité auprès des catholiques flamands et le renforcement des critiques envers l'autorité de l'Église et le cléricalisme. Cela se manifeste très tôt dans les milieux étudiants, dont les leaders organisent la résistance à partir de l'Union des étudiants catholiques flamands – qui compte dans ses rangs des gens comme Paul Goossens, Walter de Bock et Ludo Martens. L'université que Danneels a connue dans les années 1950, fervent bastion catholique et fidèle à l'autorité, est en train de changer radicalement.

Les tensions suscitées par le principe d'une université située en territoire néerlandophone et où la langue véhiculaire reste bien souvent le français – en dépit de la scission en deux sections linguistiques survenue dans les années 1930 – s'exacerbent à propos de la possibilité d'exception, en vertu de laquelle les enfants de professeurs francophones peuvent effectuer leur scolarité dans leur langue maternelle dans la région de Louvain. Un nombre croissant de professeurs et d'étudiants flamands ressentent la situation comme une atteinte à leurs droits. En 1966, le cardinal Suenens a déjà eu affaire à des manifestations devant la porte du palais archiépiscopal et, au printemps 1968, c'est une véritable révolte qui éclate, menée par des slogans comme «Leuven Vlaams» et «Walen buiten» («Louvain flamande» et «Les Wallons dehors»).

Danneels ne se trouve pas à Louvain à l'époque et n'a pas encore conscience des conséquences que ces événements auront sur sa future carrière. Mais il suit l'évolution de la situation au jour le jour. Il a grandi en même temps que le Mouvement flamand et entend l'avis d'amis brugeois sur le sujet, que ce soit ceux des professeurs qui enseignent à Louvain ou celui de Leo Declerck au sein de la conférence épiscopale. Impressionné par la démission du philosophe Paul Ricœur à Nanterre à la suite du soulèvement étudiant, il estime, comme plus d'un de ses collègues du séminaire, que la position unitariste immuable de Suenens concernant la question universitaire est «maladroite». La *communis opinio* régnant à la Potterierei montre un corps enseignant brugeois qui soutient son évêque: le rôle de Mgr De Smedt n'est pas contesté, d'autant qu'il a mis l'épiscopat belge au pied du mur en se prononçant clairement en faveur du transfert de la partie francophone de Louvain. De Smedt a fait cette déclaration le 2 février 1968 à Courtrai lors d'un exposé donné pour le «Boerinnenbond» (Ligue des fermières). Malgré un accord informel pris par les évêques néerlandophones quelques jours auparavant, il se démarquait ainsi de la position adoptée par la conférence épiscopale en mai 1966. Face à ce désaccord, Suenens n'a plus d'autre choix que de capituler et d'accepter la création d'une nouvelle université francophone à Ottignies: Louvain-la-Neuve.

Enfant d'une université scindée

Suite à la scission, les deux nouveaux recteurs – Pieter De Somer et Édouard Massaux – vont devoir travailler chacun à un jet de pierre de la frontière linguistique et s'éviter autant que possible. L'événement a également des répercussions sur la faculté de théologie, qui, durant l'année académique 1968-1969, devient à Louvain une faculté néerlandophone dotée d'une section anglophone. Elle est désormais dirigée par le prédécesseur

brugerois de Danneels, Frans Neirynck. Chargé de réorganiser son corps enseignant, celui-ci songe à nommer Danneels.

Le choix est évident: au cours de la seconde partie de sa carrière professorale, Danneels est devenu un liturgiste de niveau plus scientifique. Sa place dans la revue *Paroisse et liturgie* et ses contacts étroits avec l'abbaye du Mont-César font de lui «la bonne personne au bon endroit». En 1969, la faculté de théologie et l'abbaye en question fondent précisément un nouvel institut liturgique réunissant la crème des spécialistes flamands, parmi lesquels Ambroos Verheul, Sylveer De Smet, Eligius Dekkers et Anselm Robeyns. Neirynck fait savoir à Danneels qu'un programme de cours plus diversifié est prévu en plus de cet institut liturgique. «Je voulais vous demander votre avis à ce sujet» poursuit-il, «et vous proposer également de vous charger d'un ou deux cours». Le programme dont il est question est la nouvelle filière en sciences morales et religieuses.

Danneels accepte la proposition sans hésiter, revenant d'une certaine façon sur le choix qu'il avait fait une dizaine d'années auparavant lorsqu'il avait refusé pour des raisons pastorales l'offre du professorat et la carrière universitaire allant de pair. La vie académique l'attire, tout autant que l'idée de côtoyer des professeurs comme Neirynck, Willaert et Sabbe. Le 2 mai 1969, Neirynck écrit à Danneels pour lui confirmer qu'il a été nommé dans son Alma Mater louvaniste. Puis, le 8 juillet 1969, Pieter De Somer contresigne la lettre de nomination par laquelle Danneels devient chargé de cours pour deux ans. La première conséquence, et la plus sensible, de cet engagement sera l'augmentation considérable de la charge de travail. La fin des années 1960 sera une période extrêmement intense pour Danneels, qui ne refuse que rarement, voire jamais, les nouvelles missions, qu'elles lui soient proposées par son doyen de la faculté ou par son évêque.

Entre deux mondes

Parmi les nombreux engagements de Danneels à partir de 1969, son rôle dans la revue *Collationes* n'est pas des moindres. Le monde des revues ne lui est pas étranger. Au début, Danneels siège pour le diocèse de Bruges dans ce qui s'appelle encore les *Collationes Brugenses et Gandavenses*. À partir de 1971, la revue change de nom et de profil. Son sous-titre devient: *Tijdschrift voor Theologie en Pastoraal* (Revue de Théologie et de Pastorale), périodique trimestriel, qui représente dorénavant tous les diocèses flamands, l'ancien «Centrum voor kerkelijke studies» (Centre d'études ecclésiales – CKS) et la faculté de théologie de Louvain, et la revue adopte un niveau et des objectifs plus académiques. Pendant leurs deux premières décennies, les nouvelles *Collationes* seront gérées par trois secrétaires de rédaction. Jusqu'en 1978, Danneels sera membre de ce comité avec le professeur gantois Paul Van den Berghe et le professeur louvaniste Jozef Bulckens. Danneels s'occupe des rapports de réunions, des rentrées financières, de la correction ponctuelle et attentive des épreuves et des contacts avec l'imprimeur.

Le travail pour les *Collationes* est à mi-chemin entre le monde universitaire et la pastorale. La nomination académique de Danneels n'empêche pas De Smedt de l'impliquer dans des missions pastorales au niveau du diocèse. L'une d'elle consiste à organiser et à accompagner le diaconat permanent rétabli par le concile: il n'était auparavant guère plus qu'une étape sur la voie de la prêtrise, il est à présent restauré en tant qu'état permanent, conformément à la tradition de l'Église primitive. Danneels est la personne adéquate: auteur dès 1964 d'un «rituel expérimental d'ordination», il peut à présent le mettre en pratique, dès lors que les évêques belges ont, le 11 décembre 1967, reçu de Rome l'autorisation d'accompagner vers l'ordination des *virī probati*, c'est-à-dire des candidats masculins mariés de plus de trente-cinq ans. Deux commissions interdiocésaines, une fran-

cophone et une néerlandophone, ont été fondées avec un représentant par diocèse. Bruges délègue Danneels.

Le «travail de terrain», effectué à Bruges et dans les environs, s'appuie sur une note soumise par Danneels à Mgr De Smedt, contenant le résumé des trois missions auxquelles il est selon lui possible de préparer les diacres: cela va du service de l'eucharistie aux tâches caritatives en passant par le ministère de la Parole. Danneels développe ses idées dans un article qu'il publie en 1969 dans les *Collationes* sous le titre: «Wat is een diaken?» – Qu'est-ce qu'un diacre? Le texte engage à approfondir la réflexion sur le thème de la problématique du ministère sacerdotal. Les fondements de tout ministère tiennent à l'importance du sacrement d'ordination, et c'est précisément sur base de ces fondements, que l'auteur insiste sur la nécessité d'exclure toute confusion possible entre diacres et prêtres. Il sera à nouveau question plus tard de ces mêmes bases sacramentelles, qui touchent selon Danneels à l'ordre ontologique lui-même. Les modalités d'accompagnement concrètes de la première promotion de diacres – ordonnés en présence de Danneels dans la chapelle de l'abbaye de Male le 20 juillet 1970 – lui donnent l'occasion de rencontrer des catholiques mariés dans le cadre familial. Les séances ont généralement lieu chez les candidats au diaconat et en présence de leur épouse.

Crise personnelle

Les allers et retours continuels entres Bruges et Louvain ne tardent pas à devenir pesants. En 1969, Danneels organise un colloque liturgique avec le père abbé de Steenbrugge, dom Eligius Dekkers, et il assiste bien entendu à la réunion de fondation de la «Vlaams Genootschap voor Liturgiestudie» (l'Association flamande pour l'étude de la liturgie, pendant de l'Institut liturgique francophone) en compagnie de proches comme Verheul, Dekkers et D'Haese. À ce moment, il a entamé depuis deux mois

ses cours ex cathedra à Louvain, qui impliquent de prendre le train chaque lundi matin à 7 h pour rejoindre la ville universitaire, dont il ne revient que le soir. Malgré une charge universitaire réduite, les missions ne cessent d'affluer, d'autant qu'en mai 1970, Neiryneck lui propose un avenir de professeur à temps plein. La perspective est tentante, mais elle est assortie de conditions. La première étape dans cette voie consiste à reprendre les cours de sacramentaire du jésuite Piet Fransen.

La coupe menace de déborder. L'été 1967, Mgr De Smedt a certes libéré Danneels de sa tâche d'accompagnateur spirituel – reprise le 24 juillet par Werner Quintens – mais il l'a aussitôt nommé responsable de la formation permanente du clergé brugeois. Son éthique de travail et cette existence nomade ne sont pas sans conséquences. Danneels souffre de maux de tête récurrents, auxquels s'ajoute bientôt un herpès oculaire. Au printemps 1971, il est au bord de la dépression. À sa grande indignation, sa famille, inquiète, prend l'initiative de parler à Mgr De Smedt... qui le somme immédiatement de choisir entre un long voyage ou une période de repos dans la maison parentale. Épuisé, Danneels se réfugie à Kanegem où il pourra se promener, méditer et se rétablir de l'opération aux yeux qu'il a récemment subie. Une quinzaine pendant laquelle il doit vaincre cet épisode dépressif. Après Pâques, il se sent suffisamment bien pour se remettre progressivement au travail. Il reprend ses cours à Louvain et arrête définitivement de fumer. Il surmontera complètement cette crise au cours de la première moitié des années 1970.

Le malaise des prêtres

La charnière entre les années 1960 et 1970 représente un moment de crise à un niveau bien plus profond. Comme professeur au séminaire et a fortiori comme accompagnateur de candidats au sacerdoce, Danneels assiste en première ligne aux débuts de la sécularisation et surtout à son effet sur la prêtrise; il est confronté

à cette crise à la fois au sein de la pastorale brugeoise et dans son entourage louvaniste. Lui-même a opté pour la prêtrise presque naturellement, mais pour la génération qu'il a en charge, cette évidence est en train de s'effriter.

Au niveau de l'organisation de l'Église et de la pastorale, Danneels est à la fin des années 1960 étroitement impliqué dans la problématique du ministère au sens large. Nous avons déjà signalé qu'il participait à l'accompagnement de diacres mariés. Son engagement au niveau du clergé à Bruges et dans l'Église belge va toutefois plus loin puisqu'il a pour horizon la profonde crise qui touche les Pays-Bas. Cette crise se fait ressentir de façon très concrète dans l'organisation du «Concile pastoral de la province ecclésiastique néerlandaise», entre janvier 1968 et avril 1970 (préparé par quinze commissions d'étude depuis 1966). Il s'agit d'une rencontre à grande échelle destinée à remettre l'Église néerlandaise à jour après le concile, sous la direction du sociologue franciscain Walter Goddijn – qui dirige aussi l'Institut pastoral de la province ecclésiastique néerlandaise.

Goddijn insiste énergiquement sur le besoin de démocratie dans le processus décisionnel de l'Église, un thème qui sert de toile de fond à une diversité de sujets allant de l'éthique de la paix à l'œcuménisme en passant par les relations judéo-chrétiennes, la liturgie, le sacerdoce et l'exercice de l'autorité ecclésiastique. À une époque de régression radicale des vocations, la vision d'Edward Schillebeeckx est d'une importance fondamentale. Schillebeeckx insiste sur le fait que les communautés chrétiennes ont droit à un célébrant et que l'identification traditionnelle entre le sacerdoce et le célibat n'est pas une nécessité. Dans la foulée du concile, de nombreux séminaristes espèrent que les lois sur le célibat seront adaptées et qu'il sera possible de vivre la prêtrise en étant marié – et continuent de l'espérer après que l'encyclique *Sacerdotalis caelibatus* du 24 juin 1967 ait une nouvelle fois réaffirmé la règle en la matière.

Le Concile pastoral de Noordwijkerhout ignore l'encyclique: le débat sur le sujet se poursuit et agite aussi les esprits en Belgique. Danneels y est principalement confronté dans le cadre de ses fonctions pastorales, en 1969, à l'occasion de la préparation par l'évêque De Smedt de l'élection du deuxième Conseil presbytéral de Bruges d'après-concile. Le premier Conseil a été élu en 1967 à l'occasion du motu proprio *Ecclesiae sanctae* de Paul VI et, à cette occasion déjà, Danneels était devenu membre de l'un de ses groupes de travail, aux côtés de son ancien professeur Dondeyne. Danneels n'est pas loin d'être élu en tant que représentant de son diocèse, aux côtés du cardinal Suenens, à l'assemblée de la Congrégation romaine pour le clergé d'octobre 1969. Mais il lui manque quelques voix. Cette assemblée se tient en marge du Synode des évêques (consacré à la collégialité épiscopale) et elle est, d'après un rapport brugeois datant de cette année, entièrement placée sous le signe du «malaise du prêtre et de sa difficulté à se situer dans le monde».

De fait, le synode des évêques de 1969 sera en quelque sorte une réponse institutionnelle à l'assemblée qui a lieu du 7 au 10 juillet 1969 à Coire. Là, en Suisse, le cardinal Suenens joue un rôle de pointe en plaidant pour une image pluriforme du presbyterium en évoquant la possibilité de la cohabitation d'un clergé célibataire et d'un clergé marié, de prêtres avec ou sans fonction «séculière» sur le marché du travail classique, etc. Danneels est lui-même intervenu dans la préparation de cette assemblée puisqu'en 1968, Suenens avait demandé à un petit groupe de prêtres – membres de la Commission doctrinale de la Conférence épiscopale belge – de travailler à un ouvrage sur la prêtrise qui traduirait le point de vue de l'Église belge. Dirigé par Albert Descamps, ce groupe de théologiens se composait entre autres de Gerard Philips, Albert Houssiau, Philippe Delhay et Godfried Danneels. Fin février 1969, ils ont rassemblé leurs idées et conceptions sur le sujet et, au printemps suivant, ils ont rédigé leurs premiers textes. Le groupe de travail «Sacerdoce»

se réunit à nouveau sous la direction de Descamps le 1^{er} juillet, à la veille du départ de Suenens pour Coire, afin de lui présenter son travail.

Suite à cette entreprise, le nom de Danneels figure avec celui de ses coauteurs Paul Van den Berghe, Jean Giblet et Albert Descamps dans un ouvrage paru en 1970 – *Le prêtre: foi et contestation* – qui sera abondamment lu. Sa participation consiste en une analyse approfondie de la problématique contemporaine du ministère et en un plaidoyer pour une approche prudente, dans laquelle tant l'aspect sacramentel ontologique que l'aspect fonctionnel du ministère sont pris en compte. On remarque immédiatement en lisant ces lignes que, dans la crise liée à la théologie du ministère, Danneels est nettement plus réservé et plus traditionnel que Suenens – qui ne cache pas sa sympathie pour les évolutions observées aux Pays-Bas. La distance entre la pensée du cardinal malinois et le professeur brugeois apparaît dans un document que le second écrit en préparation au synode d'octobre 1971 avec l'évêque de Hasselt, Jozef Maria Heuschen. Ce texte nuancé, rédigé à la demande de Suenens, se rallie en bonne partie au *status quo* officiel de l'Église. Pendant le synode, le cardinal ne tiendra toutefois guère compte des notes de Danneels et de Heuschen, préférant exprimer son propre point de vue, qu'il présente avec une précision choquante pour ses pairs sous l'axiome: «Pierre était un homme marié».

Le Conseil presbytéral de Bruges

Quelle que soit la prudence qu'il met à l'aborder, la problématique de la prêtrise continue à occuper Danneels à la fois à Louvain et à Bruges. Le 15 janvier 1970, De Smedt réunit l'ensemble des prêtres brugeois – aussi bien les diocésains que ceux qui appartiennent aux ordres religieux – en vue de l'élection d'un nouveau Conseil presbytéral. Danneels est élu avec un grand nombre de voix. Mieux encore, il est choisi comme modé-

rateur en remplacement du prêtre Joris Van Eeghem. S'il a été sélectionné, c'est pour sa capacité d'écoute et son refus de se positionner trop nettement dans les affaires sacerdotales, que ce soit vers la gauche ou vers la droite. Danneels exercera cette fonction pendant deux mandats complets et restera ainsi extrêmement bien informé de la situation «sur le terrain».

L'aversion de Danneels pour les avis tranchés ne l'empêche pas de prendre des initiatives. Lorsqu'en avril 1970, le cardinal John J. Wright, récemment nommé préfet de la Congrégation pour le clergé, envoie à la conférence épiscopale des instructions relatives à l'organisation des conseils presbytéraux, il saisit l'occasion pour lancer le débat sur l'identité et le rôle d'un tel Conseil au sein d'un diocèse. Comme base de discussion, il présente un document de travail élaboré en Allemagne, qui insiste sur le rôle social du prêtre, son ancrage dans la communauté et... le droit des communautés à un célébrant. Son timing ne doit rien au hasard: lors de son assemblée du 7 janvier 1970, le Concile pastoral hollandais a approuvé contre l'avis du cardinal néerlandais Bernard Jan Alfrink des résolutions lourdes de conséquences. Le sacerdoce doit s'ouvrir aux hommes mariés et dans certains cas, des prêtres défroqués doivent être autorisés par une dispense à poursuivre une activité sacerdotale. Pour Danneels, cette approche est «trop horizontale, trop humaniste».

Le Conseil presbytéral charge un prêtre de 34 ans, Roger Vangheluwe, professeur au Grand Séminaire, de rédiger un projet de texte dans lequel la nature sacramentelle du sacerdoce et la «solidarité du prêtre» avec la communauté bénéficient de la même attention. Ce point de vue sera défendu par un représentant du Conseil lors d'une conférence européenne, à Genève, en 1971. Le délégué en question est élu à la majorité des voix: Danneels en reçoit dix-neuf sur vingt-sept.

Les discussions menées au sein du Conseil presbytéral se poursuivent l'année suivante, abordant un grand nombre de

thèmes allant de la relation des prêtres avec les religieuses – question cruciale à une époque où il n'est pas rare que des «couples» se forment et abandonnent l'état ecclésiastique – à la valeur de l'absolution collective et de la confession. Parmi les principaux résultats obtenus par Danneels à ce niveau, on compte la mise sur pied d'une formation continue pour les prêtres brugeois et la création d'un groupe de travail sur la situation des prêtres et des aumôniers dans les organisations et mouvement sociaux.

Cours et pastorale

Dans son cours de sacramentaire, Danneels décrit en détail les différents modèles du ministère presbytéral en cours et commente avec les étudiants les positions de théologiens comme le jésuite allemand Karl Rahner, Schillebeeckx ou le professeur Walter Kasper. La base de son approche est toutefois déjà fixée en 1970: elle consiste à aborder la crise du ministère dans une double perspective. D'un côté, Danneels part d'une conception purement fonctionnelle du ministère, avec comme position extrême la conviction que n'importe qui est à même de l'exercer, quels que soient son sexe ou son état civil; la balance pèse dans ce cas du côté de la communauté et de son «droit à un célébrant». À l'opposé du spectre, il place l'ontologisme, qui insiste sur la position élevée du consacré et dont les tenants vont parfois jusqu'à défendre le principe d'une séparation très nette entre le prêtre et le reste de la communauté.

Si cette dernière position lui paraît trop radicale, ses préférences vont néanmoins toujours à la mise en avant de l'aspect ontologique. Cet aspect est fondé sur la tradition et les textes conciliaires, sur la base desquels Danneels affirme que le sacerdoce relève, en tant que sacrement, de l'ordre ontologique. Son activité de plus d'une décennie dans l'enseignement et ses études sur les sacrements ont laissé des traces... Bien que cette

préférence pour les racines de la pensée du ministère dans le christianisme primitif le rendent également attentif à l'importance de la communauté, la frontière critique est selon lui déterminée par le concile, qui confirme dans *Lumen gentium* (numéro 10) la différence ontologique entre le sacerdoce de prêtres et celui des laïcs.

Un autre thème sur lequel Danneels s'exprime est celui du rôle du mariage chrétien en tant que sacrement. Ses cours semblent dans ce domaine moins traditionnels que lorsqu'il traite du ministère presbytéral, même si son point de départ – la pensée sacramentelle – reste identique. Mais on note par ailleurs une grande attention portée à l'analyse anthropologique. Les sacrements de l'Église catholique romaine, émanent de Dieu tout en étant profondément humains. Danneels redécouvre les fondements de ses études de philosophie, mais est chargé de les reformuler dans un discours théologico-sacramentel. Pour peu qu'il ne s'enferme dans les subtilités juridico-théologiques classiques, ce cadre théorique permet à son sens d'envisager pertinemment la religion chrétienne comme lieu d'humanisation par excellence.

Dans la ville de Bruges de 1970, l'adjectif «humaniste» semble encore trop péjoratif à Danneels, tout comme d'ailleurs celui d'«horizontaliste». Il n'est pas le seul à dénoncer à cette époque le danger d'un trop grand horizontalisme dans l'engagement, en particulier chez les chrétiens progressistes de gauche, qui se réclament volontiers de l'«humanisme». Louvain est également devenue, à la charnière entre les golden sixties et la décennie suivante, un centre d'activisme de tendance gauchiste (la Louvain «rouge»), séduisant un grand nombre. Face à cela, certains, plus proches de la pensée de Danneels, appellent à la modération: dans le mensuel *De Maand*, Jan Grootaers affirme que la chrétienté ne peut être «réduite à une éthique sociale ou à une pure valeur historique». Le chanoine Herman Servotte – professeur de littérature anglaise, et Dondeyne estiment également

qu'il ne faut pas créer une version trop horizontale de l'humanisme chrétien. Danneels se rallie à la ligne «classique». Vers le milieu de la décennie, il inclut de plus en plus souvent les écrits et les avis de ses anciens maîtres dans son discours. Au danger d'un «humanisme exclusif», il souhaite opposer la «profondeur de l'*humanum*» dans la mesure où celui-ci se rattache à la «figure du Christ comme sacrement de l'existence humaine» et se sait appelé par le Christ. Cette imbrication du théologique et de l'*humanum* devient le cheval de bataille de Danneels.

Les cours sur le mariage donnés plus tard dans les années 1970 sont l'occasion de concrétiser cette vision théologico-anthropologique. La problématique du mariage est très actuelle, y compris pour les théologiens. Une diminution spectaculaire du nombre de mariage religieux est constatée depuis quelques années. Le phénomène est analysé par des sociologues comme Karel Dobbelaere, abordé dans les cours du théologien moraliste Victor Heylen, collègue louvaniste de Danneels, et pris pour sujet de discussion dans la paroisse universitaire, dirigée par Seppe Yperman. Danneels se penche également sur la question, faisant passer dans son cours l'analyse anthropologique du couple humain avant l'analyse théologique qui en forme, il est vrai, la pierre d'angle. Ses cours abordent des auteurs existentialistes et «moins évidents» du point de vue de la religion, comme Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Il puise aussi largement dans l'*Anthropologie sexuelle* d'Abel Jeannière, philosophe social à l'Institut Catholique de Paris. De telles sources d'inspiration conduisent Danneels à définir le mariage chrétien comme un «acte symbolique» consistant en l'union essentielle d'une «réalité terrestre avec un mystère du salut». Pour Danneels, le mariage chrétien est l'élévation du mariage «profane» à l'ordre du salut.

Humanisme et sécularisation

La redécouverte de la philosophie existentialiste et de l'humanisme chrétien est, sinon révolutionnaire, du moins déterminante pour la pensée et les actes futurs de Danneels. De plus en plus fréquemment, il relie les thèmes sociaux du moment aux fondements classiques comme la Bible, la tradition ecclésiale et la vie sacramentelle de l'Église. Une pensée qui atteint aussi le grand public à travers une brochure qu'il écrit en 1974 à la demande du diocèse de Bruges, intitulée «Le mariage comme sacrement chrétien». On peut situer dans la même ligne celles qu'il édite entre 1973 et 1975 à l'initiative de la conférence épiscopale belge sur la confession (*Appelés à faire la paix avec Dieu et avec les autres*), le sacrement des malades (*Y'a-t-il un malade parmi vous?*) et le mariage chrétien (*Ce que Dieu a uni*). Grâce à leur langage et à leur approche accessibles, ces brochures vont remporter un vif succès: celle qui est consacrée à la confession sera imprimée à 50 000 exemplaires.

La mise en exergue de la force humanisante de la religion ne se limite pas à la pastorale sacramentelle: progressivement, c'est aussi par ce biais que Danneels cherche une position appropriée concernant la sécularisation croissante, qui constitue en fin de compte la trame d'une série de problématiques (ministère, mariage, contraception). On peut être tenté par les réactions radicales, par exemple face au problème de la diminution du nombre de pratiquants: certaines paroisses choisissent de réduire le nombre de célébrations durant les temps forts de l'année liturgique (les temps de Pâques et de Noël), dans l'espoir que les offices restants laissent une impression d'églises remplies. Danneels s'oppose à la pensée du désespoir et relève dans la pastorale trois attitudes suspectes. D'abord, il rejette les réflexes purement conservateurs. Le maintien de tous les anciens usages n'est pas une solution, le ressourcement et le renouveau sont toujours nécessaires. Réduire le nombre de célébrations

pendant les périodes chargées dans l'espoir de voir les églises se remplir ne sert à rien non plus. Enfin, l'attitude que Danneels juge la plus dommageable consiste à renoncer à l'Église comme facteur social et institutionnel pour se concentrer exclusivement sur les croyants individuels et fortement engagés, bref, à opter pour une Église élitiste.

Danneels juge ce clivage absurde: la religion doit être à la fois ancrée institutionnellement et vécue au niveau individuel. L'Église est tout aussi responsable des chrétiens non pratiquants que des fidèles qui ont une foi simple et populaire – sur ce point, il est inspiré par *Le catholicisme populaire*, de Robert Pannet (1974) – et de l'élite intellectuelle. Voilà qui semble un programme idéal pour un évêque.

Chapitre 6

ÉVÊQUE AU BORD DE L'ESCAUT

Le 16 novembre 1977, Danneels envoie une lettre à Pieter De Somer, recteur de Louvain, pour démissionner de son poste de professeur d'université, mettant ainsi définitivement fin à sa carrière académique. Il s'excuse d'une certaine façon de ce que cette démission survienne «en dehors de ses attentes et de ses intentions», mais ajoute qu'il espère être «utile d'une autre façon à l'université à partir de sa nouvelle position. Je vous assure», dit-il encore, «que je l'ai toujours profondément aimée – à la fois comme étudiant et comme professeur – et qu'il en sera toujours ainsi».

La «nouvelle position» de Danneels est le diocèse d'Anvers. Celui-ci a été fondé en 1559 dans la foulée du concile de Trente; il s'agit donc d'un vieux diocèse. Pourtant, à l'arrivée de Danneels, c'est aussi l'un des plus jeunes diocèses belges avec celui de Hasselt, qui date de 1967. Anvers a en effet été supprimé après la Révolution française. Son territoire ressortait pour une bonne part de l'archidiocèse de Malines jusqu'à ce qu'en 1961, le cardinal Suenens le refonde et y nomme comme premier évêque le gantois Jules-Victor Daem. D'un seul coup, Daem devenait à la fois père conciliaire et organisateur d'un diocèse, cela dans une période de pleine réforme pour l'Église. Bien qu'il ait fait montre de talents d'organisateur, il eut le plus grand mal à trouver et à conserver un groupe de prêtres enseignants suffisamment qualifiés pour son nouveau séminaire. En 1977, Daem prend congé de l'un des diocèses les plus progressistes du pays en ayant le sentiment de ne pas avoir disposé,

en tant qu'évêque, du bagage théologique suffisant pour poser des balises claires en ces temps tourmentés. Ce réflexe autocritique de l'évêque aura une influence sur la recherche de son successeur.

Au début novembre 1977, le secrétaire du nonce Igino Cardinale a appelé Danneels au Grand Séminaire de Bruges en lui demandant de venir à Bruxelles. Là, on lui a annoncé que le pape le priait d'accepter la nomination d'évêque d'Anvers. Même s'il s'en doutait, il a hésité. Il avait beau avoir lu et relu le célèbre roman de Bernanos, il n'avait jamais été un «curé de campagne» et le fait de ne jamais avoir eu la charge d'une paroisse et de n'avoir, malgré de nombreuses heures d'accompagnement spirituel, que rarement administré les sacrements le faisait douter de ses capacités. Pourrait-il diriger efficacement un corps sacerdotal plongé dans cette pratique au quotidien? Danneels a discrètement contacté quelques personnes: Mgr De Smedt, mais aussi un prêtre plus âgé qui lui a dit que seuls de sérieux problèmes physiques ou psychiques pouvaient constituer un motif de refus. Peu après, il s'est engagé. Il s'est ensuite rendu à l'évêché d'Anvers, dont il a dû demander la route en chemin. Le même jour, il a rendu visite à Daem chez lui, à proximité du parc du Middelheim. La rencontre entre l'évêque et son successeur s'est déroulée de façon cordiale. Mais rien ne pourrait mieux esquisser les contours de l'avenir de Danneels que le coup de fil que Daem a reçu pendant qu'il se trouvait chez lui: «C'est le centième prêtre exactement qui quitte le ministère depuis le début de mon épiscopat», a-t-il confié à Danneels. Il en avait tenu la liste.

Profil d'un évêque pour le temps présent

Les nominations épiscopales sont précédées d'une consultation, à la fois au sein du diocèse et dans le cadre plus global de la conférence épiscopale. Le droit canon prévoit que le nonce

entame ces consultations au nom du pape et sollicite lui-même des avis. La procédure aboutit à la sélection de trois noms que le nonce soumet, soigneusement classés par ordre de préférence, à la Secrétairerie d'État du Vatican ainsi qu'à la Congrégation pour les évêques. C'est effectivement ce qui se passe au printemps 1977, après que Daem – à l'âge limite de 75 ans – ait présenté sa démission à Paul VI. Fin mai, le nonce Cardinale, successeur du nonce Oddi grâce à une intervention personnelle de Suenens, charge Daem de coordonner les consultations à l'intérieur du diocèse. Le 24 mai, l'évêque rédige une note à l'intention du Conseil épiscopal, du chapitre de la cathédrale, du Conseil presbytéral, de l'assemblée des doyens et du Conseil pastoral. Plus important, il établit en toute discrétion un essai de profil dans lequel il énumère cinq qualités que doit avoir, selon lui, l'évêque d'Anvers. Le nouvel évêque doit disposer d'une santé de fer. Il doit également combiner une intelligence aigüe avec le sens des relations humaines. Daem poursuit en exprimant la conviction que le «diocèse a besoin d'un évêque théologien, qui est *all-round* au point de vue théologique. Il lui faut, en outre, le sens pastoral, qui le pousse à la réflexion et à l'action». Mais il insiste plus encore sur le fait que son successeur doit œuvrer à une large acceptation par les croyants et les prêtres de la doctrine ecclésiale conciliaire «et non pas d'autres visions colportées par des contestataires».

En septembre 1977, des rumeurs commencent à circuler à propos de la succession épiscopale. La presse avance le nom de l'évêque auxiliaire malinois Paul Constant Schoenmaeckers, alors âgé de 62 ans. Mais Suenens souhaite davantage de dynamisme dans l'Église belge. Les bonnes relations qu'il entretient avec le nonce, ainsi que le soutien dont Danneels bénéficie de la part de l'évêque De Smedt, vont s'avérer décisifs. Danneels est tout à fait conscient qu'une nomination épiscopale fait partie des scénarios possibles. La plupart des membres de la conférence épiscopale le connaissent déjà grâce au succès de ses bro-

chures et il ne suscite, étant donné sa position centriste dans l'Église et la théologie belge, aucune opposition particulière. Cela fait plusieurs années déjà que les professeurs du séminaire de Bruges s'attendent à ce que Danneels soit promu au rang d'évêque, à tel point qu'en juin 1976, ils sont étonnés d'apprendre qu'Eugeen Laridon, et non leur collègue, est nommé évêque auxiliaire de Mgr De Smedt. Certains, comme Jean-Pierre De Rudder – alors attaché de presse de la conférence épiscopale belge – pensent qu'on le garde «en réserve».

La nomination est rendue publique le 4 novembre 1977. Le lendemain, le jeune Karl Josef Rauber, secrétaire de la nonciature belge, annonce à l'évêque Daem que la confirmation officielle par le cardinal secrétaire d'État Jean-Marie Villot est prévue pour le 16 novembre. Entre-temps, la presse belge s'est déjà emparée de la nouvelle, qui suscite d'ailleurs une attention médiatique sans précédent pour l'Église belge. La tradition veut qu'en pareille situation, le nonce envoie un bref communiqué à la presse, mais un quiproquo s'est produit lors de la nomination d'Eugeen Laridon, à l'occasion de laquelle le quotidien *Het Volk* a publié par erreur une photo de son oncle, le chanoine Valeer Laridon.

L'«incident Laridon» incite De Rudder à plaider pour une meilleure présentation du nouvel évêque, soutenue par la parole et l'image. Danneels va encore en quelque sorte tester la nouvelle procédure: la veille du jour où il doit s'adresser aux médias, De Rudder livre l'information sous embargo aux reporters TV de la BRT et de la RTBF, les chaînes publiques de télévision belges. Le lendemain à 11 heures, les voitures de presse se rassemblent dans la Potterierei. Les images sont diffusées dans les journaux à l'échelle nationale. Aussitôt, les demandes d'interviews affluent. L'un des plus longs entretiens, accompagné d'une photo rare de Danneels en costume cravate, est accordé

au rédacteur de *Kerk & leven*, Mark Van de Voorde. Danneels y livre une vision presque programmatique de son épiscopat.

En tant qu'académique, vous pouvez lancer des hypothèses, mais en tant que pasteur, vous ne pouvez pas engager les gens sur des voies qui n'ont pas été suffisamment testées, vous devez savoir quelle est la direction à prendre. Et pourtant, la véritable théologie et la pastorale ne sont pas si éloignées. Je suis convaincu qu'une bonne théologie, qui se penche sérieusement sur les problèmes, rencontre les problèmes de tous les hommes, les problèmes de l'homme de la rue.

Le sens de l'équilibre

Novembre 1977 amène pour Danneels une foule d'obligations. Il écrit une longue série de lettres: les rendez-vous pris doivent être annulés dans la mesure où la nouvelle tâche exige toute son attention et un autre type d'organisation. Danneels met fin à ses missions courantes, comme sa fonction de rédacteur pour les revues *Questions liturgiques*, *Paroisse et liturgie* et *Collationes*. Il se rend rapidement compte que la vie de professeur était plus facile à gérer. Dorénavant, il dispose d'un secrétaire privé et n'est plus maître de son agenda. Cela nécessite un apprentissage, dont la correspondance de l'évêque conservée à Anvers témoigne. Au début, Danneels a tendance à vouloir répondre lui-même à tous les courriers, jusqu'à ce qu'il réalise que ce n'est ni faisable ni indispensable. Il apprend alors à se reposer sur son premier secrétaire, le prêtre Michel Van Bostraeten, qui a d'ailleurs étudié en même temps que lui à Rome.

Danneels doit en outre quitter Bruges pour aller habiter Anvers. Mgr Daem lui propose sa propre maison, tout près du «Centre théologique et pastoral», mais Danneels refuse, pour ne pas forcer son prédécesseur à quitter cet endroit où il se plaît.

Il s'installe dans une maison de maître située au n° 6 d'une artère animée, la Justitiestraat, à distance de marche de l'évêché, qui est alors établi au 65 de la Mechelsesteenweg. Ce siège est provisoire. À terme, il sera transféré, notamment grâce aux efforts de Danneels, vers son emplacement historique du Schoenmarkt, au centre de la ville, où les évêques d'Anvers siégeaient avant la Révolution française. Le gouverneur de province, Andries Kinsbergen (qui n'est pourtant pas de tendance catholique), appuiera le projet de déménagement dès l'entrée en fonction du nouvel évêque et insistera même plusieurs fois sur ce point dans le courant de 1978. Le gouverneur et l'évêque vont d'emblée s'entendre, si bien que le dossier de la rénovation sera traité sans incident significatif.

Le bâtiment de l'évêché n'est pas le seul à subir une rénovation. À l'arrivée de Danneels, la cathédrale Notre-Dame est également sous les échafaudages. Il commence donc par être un évêque sans cathédrale, qui par la force des choses doit être ordonné dans une autre église. Quelques étapes intermédiaires ont encore eu lieu. La première a coïncidé avec la fête de l'Immaculée Conception, le 8 décembre 1977, date à laquelle Danneels a reçu la bulle romaine notifiant sa nomination en tant qu'évêque d'Anvers. Ce document était nécessaire pour prendre réellement ses fonctions. Sa première action a consisté à écrire au roi et à la reine pour leur signifier son «respect et son admiration pour leurs personnes et l'exemple qu'ils donnent à tout le pays».

À Anvers, Daem a officiellement salué l'arrivée de son successeur par des paroles élogieuses: «... un homme équilibré, ouvert, calme et pieux, qui pense, parle et écrit très bien. C'est un homme d'étude et de prière, habité par la parole de Dieu, profondément épris de pastorale». Les paroles de son mentor en affaires liturgiques, dom Ambroos Verheul, vont dans le même sens. Ce dernier reprend dans *Questions liturgiques* ce que Daem a déjà mis dans son essai de profil personnel.

À croire les rumeurs, la conférence épiscopale était à la recherche d'un évêque-théologien, se situant en son centre. Elle a trouvé bien plus: un évêque-liturgiste-théologien. Et pas seulement un liturgiste féru de l'histoire de sa branche et qui a prouvé son ouverture pastorale, mais surtout un liturgiste subtil, doté d'un grand discernement en matière de signification de l'événement liturgique, quelqu'un qui a le sens du mystère célébré dans les signes et les symboles.

[...] Ce qui nous a toujours tellement passionnés dans la personne de Mgr Danneels, c'est son sens de la synthèse et de l'équilibre. Il n'aime pas les points de vue extrêmes, ni à gauche ni à droite; il est encore bien moins le défenseur d'une politique à deux vitesses. Il sera l'homme du juste milieu, qui se distingue par le souci permanent de naviguer entre Charybde et Scylla. Toute polarisation lui sera étrangère.

Verheul a visé juste: Danneels est aussi à l'aise avec les courants théologiques scolastiques qu'avec les contemporains, a une expérience dans l'accompagnement spirituel et la formation des prêtres, est familier de la réflexion académique. Ces antécédents multiples constituent les bases sur lesquelles il va pouvoir construire en tant qu'évêque. Cet arrière-plan est visible jusque dans l'indispensable choix d'un blason et d'une devise épiscopales. Le blason fait référence aux diocèses de Bruges et Anvers. L'intérêt renouvelé et affiné pour un humanisme chrétien qu'il a développé à Louvain au cours des années précédentes paraît quant à lui dans la devise choisie: *Apparuit humanitas Dei nostri* – «L'humanité de notre Dieu s'est manifestée». Ce texte qui accentue l'incarnation et que l'on utilise couramment dans la période de Noël, Danneels l'a trouvée dans le Nouveau Testament, plus précisément dans l'épître à Tite.

L'ordination épiscopale

Bien que Danneels corresponde à l'essai de profil de Daems, son choix ne fait pas l'unanimité. Parmi les croyants et prêtres anversoïis, certains se plaignent qu'«une fois de plus», le nouvel évêque ne provienne pas d'Anvers. Un collègue professeur de la faculté de théologie de Louvain, Joseph Coppens, fait – poliment, mais avec irritation – savoir à Danneels que la devise épiscopale étant tirée d'une épître «trito-paulinienne», autrement dit, d'une lettre dont il n'est pas certain qu'elle soit vraiment de saint Paul, elle n'a guère de valeur. L'accueil réservé à Danneels est néanmoins ouvert; on attend les premiers actes que l'évêque posera.

Avant cela, Danneels doit d'abord être ordonné. Précédée d'une courte retraite à l'abbaye Sainte-Godelieve de Gistel, où le futur évêque a coutume de chercher le calme et la prière, la cérémonie a lieu le 18 décembre 1977 dans l'église Saint-Jacques d'Anvers. Elle est présidée par le cardinal Suenens, assisté par les évêques Daem et De Smedt, ainsi que par Guillaume-Marie van Zuylen, évêque de Liège, et Jean Huard, évêque de Tournai. Le déroulement suivi est celui de la nouvelle liturgie postconciliaire en néerlandais, à l'élaboration de laquelle Danneels a lui-même participé quelques années auparavant. Ses parents et le nonce sont assis au premier rang de l'église, où des notables comme le gouverneur Kinsbergen sont également présents.

Pendant le rite de consécration, Danneels promet de se mettre au service du troupeau qui lui a été confié et de rester fidèle au magistère. Il doit ensuite se prosterner, front contre sol, tandis que la communauté invoque les saints pour qu'ils veillent sur le nouvel évêque. Danneels devient par ce rituel un évêque postconciliaire: il vit le sacrement dans la conscience de son rôle pastoral et ecclésial. L'épiscopat a été décrit par le concile comme la «plénitude» du sacrement de l'ordre, qui confère à l'évêque la responsabilité du gouvernement de son

église locale et la participation au gouvernement de l'Église catholique universelle. Pour Danneels, c'est un engagement qui lui est confié. Dans la perspective de sa pensée sacramentelle-ontologique, cela signifie aussi que sa nouvelle tâche est par nature fondamentalement différente de celle qui lui incombait auparavant en tant que professeur: l'autonomie propre au travail d'étude et au débat académique cède la place à une mission dont les priorités représentent pour Danneels le service et le sacrifice de soi. Les conséquences pratiques viendront plus tard. Dans un premier temps, il y a les festivités liées à l'ordination, c'est-à-dire une réception organisée pour toute l'assistance dans l'ancienne Bourse du commerce d'Anvers, suivie par un repas pour les invités, lors duquel un des neveux du nouvel évêque récite un petit poème de circonstance.

Aujourd'hui, c'est fête, une grande fête,
 Car, que fêtons-nous, déjà?
 Ton ordination comme évêque,
 Et nous, nous perdons un peu notre oncle!
 Mais nous irons te trouver,
 Quand tu seras caché dans tous tes livres!

Pas de tabula rasa

Du temps pour se consacrer à la lecture, Danneels n'en trouvera plus guère. Sa nouvelle charge comprend en fait un éventail de «fonctions»; il doit bien entendu accorder l'attention nécessaire aux prêtres et aux fidèles, mais aussi s'impliquer dans le contexte anversoïse au sens large et assumer son rôle dans le pouvoir organisateur de son Alma Mater, dont il fait partie *ex officio*, et au sein de la conférence épiscopale belge. Les premiers défis se présentent presque en même temps à Anvers et à Malines. Cette dernière ville accueille la réunion de la conférence épiscopale, dont il est désormais membre. La première réunion à laquelle

il assiste, le 7 décembre 1977, s'apparente à un saut dans l'inconnu. Les évêques entament alors sous la direction du cardinal Suenens une série de débats sur les sujets du moment: la crise du célibat et la désertion dramatique des séminaires, ainsi que la nécessité d'une pastorale active des vocations. L'attention de Danneels est d'emblée attirée sur l'importance du séminaire d'Anvers et le besoin de débat au sujet de la complexité de la vocation presbytérale dans un monde en voie de sécularisation rapide.

Danneels est au début le plus jeune évêque de l'assemblée, où se côtoient la «vieille génération» qui a participé au concile et une plus jeune, nommée dans l'ère postconciliaire. Parmi les premiers, on compte De Smedt, l'évêque auxiliaire Schoenmaeckers et Jozef Maria Heuschen de Hasselt. Cette génération comprend aussi l'évêque de Gand, Léonce-Albert Van Peteghem, qui, lors des réunions, lit régulièrement à voix haute une lettre dans laquelle il exprime son déplaisir de voir la façon dont on traite en Belgique des thèmes comme l'encyclique *Humanae vitae*. L'évêque van Zuylen, de Liège, et le cardinal Suenens complètent ce groupe. Danneels lui-même fait partie des évêques postconciliaires avec Laridon et Paul Schreurs, respectivement évêques auxiliaires de Bruges et de Hasselt, ainsi que les évêques Robert-Joseph Mathen (Namur) et Jean Huard (Tournai).

Vers la fin du mois, Danneels prend les rênes anversoises en main. Sa première décision consiste à conserver l'équipe administrative dont il a hérité de Daem. Cette démarche inhabituelle lui permet de dissiper en partie les réserves des fidèles qui sont dans l'expectative. Le 20 décembre 1977, dans sa première lettre pastorale, Danneels demande aux «vicaires généraux sortants Robert Raes, Cyriel Eykens, Jozef Smits et Emiel Janssen de poursuivre leur travail». Il choisit ainsi de progresser pas à pas: les changements auront lieu en concertation, l'évêque charge

ses vicaires et son Conseil épiscopal de «se pencher sur une éventuelle restructuration de l'équipe de direction et de la répartition des compétences et sur les compléments éventuels». Ce genre d'affaires est discuté, parfois très longuement, lors du Conseil épiscopal du lundi après-midi, où Danneels siège avec ses vicaires généraux et les autres membres. Cette attitude d'écoute crée une atmosphère de confiance au début d'un épiscopat qui ne procédera à de réels changements de nominations que dans le courant de 1979.

Ces changements sont principalement liés à la problématique du ministère, qui constitue dans le diocèse un problème crucial. Danneels est très attentif à ses relations avec les prêtres anversoïis, qui constituent à la fois ses subordonnés et son entourage quotidien. Il est vrai que l'heure est à la contestation et aux tensions, à l'intérieur et à l'extérieur du corps presbytéral. Au sein de celui-ci, le charismatique Albert Peeters, ancien aumônier général du Patro flamand, le «Chiro», exerce une influence déterminante. Peeters a quitté la prêtrise en 1969 pour se marier et s'est fait dans les années 1970 le porte-parole d'un groupe de prêtres contestataires. «Inspraak» (dont le nom signifie «participation») milite inlassablement pour la dissociation de la prêtrise et du célibat, pour une Église réservant une place aux prêtres mariés. Même s'il est devenu de plus en plus manifeste au cours de la décennie que la hiérarchie ecclésiastique ne penchait pas de ce côté et qu'une partie des membres d'Inspraak ne croient plus au changement, Peeters continue, en cet hiver 1978, à plaider sa cause auprès de Danneels.

À Anvers et alentour surtout, mais aussi dans la province, on dénombre 150 à 200 prêtres mariés, appartenant tant au clergé diocésain qu'aux congrégations religieuses. Depuis 1970, nous nous réunissons avec quelques anciens confrères pour discuter de ce que veut toujours dire «être prêtres» pour nous, rendre possible un «accueil» pour

ceux qui ont récemment quitté le ministère et tenter de les accompagner dans l'amertume et la souffrance indicible que cela implique pour beaucoup. [...] Dans un diocèse comme Anvers, qui compte des centaines de paroisses et de fonctions, avec son clergé vieillissant, son séminaire appauvri, des centaines de jeunes hommes mariés de 25 à 30 ans sont en attente d'un nouveau type de prêtrise. Certains qui ont quitté le ministère sont également convaincus qu'ils peuvent remplir une fonction d'intermédiaire, que les prêtres doivent se marier pour rendre acceptable la prêtrise d'hommes mariés et que leur expérience bénéficiera un jour à l'Église.

Si Danneels n'est pas fermé à ce débat, il ne compte pas créer d'ouverture dans ce domaine. Dès l'époque où il faisait partie du Conseil presbytéral de Bruges, puis à l'université de Louvain, il s'est forgé une opinion claire: il ne peut être question de supprimer l'obligation du célibat. Face à toutes les contestations, l'évêque s'en tient, imperturbable, à l'encyclique *Sacerdotalis caelibatus* de 1967.

Pour clarifier sa position à l'intention des prêtres et des fidèles, Danneels rédige une «note informative sur le célibat et l'Évangile», dans laquelle il loue le lien obligatoire entre célibat et ministère presbytéral. Il ne s'appuie guère sur des arguments d'autorité ou sur le principe de la différence essentielle, mais souligne plutôt la dimension de mystère. Le célibat, argumente-t-il, est en fin de compte un mystère de foi que l'on ne pourra jamais prouver entièrement: «Les arguments pour ou contre ont un certain sens, mais sont en réalité des raisons de convenance comme on en rencontre aussi dans les manuels de théologie classique. Ils indiquent une direction, mais n'apportent pas de preuve totale».

Ce qui fait pencher la balance aux yeux de Danneels, c'est le célibat comme «conclusion existentielle du fait de ne pouvoir

s'empêcher d'imiter Jésus». Sur cette base il lit la crise de la prêtrise comme «la crise d'être disciple de Jésus au plus près». Cette lecture s'inscrit dans l'orientation qu'il avait donnée dans ses cours universitaires de la fin des années 1970: d'abord l'angle existentiel et anthropologique, ensuite seulement l'association avec la doctrine traditionnelle. Celle-ci comprend l'argument sacramental-ontologique, selon lequel la différence entre laïcs et prêtres n'est pas uniquement fonctionnelle, raison pour laquelle il ne serait pas opportun de la voir s'estomper au sein de l'Église. Danneels formule les «raisons profondes, souvent inexprimées, d'un maintien de l'obligation du célibat» comme la nécessité d'«empêcher que la prêtrise ne devienne une pure fonction de service».

Danneels s'en tient donc au respect des lois traditionnelles du célibat – et attend la même chose de ses professeurs de séminaire et de ses séminaristes. En août 1979, il nomme à la présidence du séminaire anversoïse une personne de confiance, histoire de faire sentir qu'il veille au respect des limites. C'est Louis De Belder, secrétaire privé de Danneels depuis un an seulement, qui se voit à sa propre surprise placé à la tête du séminaire.

Appel et prédication

Danneels se rend parfaitement compte qu'une communauté de foi locale ne se compose pas que des collaborateurs de l'évêque et des prêtres. Bien que son attitude à l'égard du sacerdoce soit classique et traditionnelle et que, dans le domaine liturgique aussi, il fuie toujours les excès et tout ce qu'il juge trop créatif, son style épiscopal est plus complexe qu'il n'apparaît à première vue. En effet, il faut aussi y inclure la façon, tout aussi déterminante, dont il s'adresse à la communauté ecclésiale anversoïse au sens large. Trois jours après l'imposition des mains, Danneels lance une initiative qui, dans la Flandre catholique – et dans les milieux de la conférence épiscopale – est jugée extrê-

mement novatrice. Il organise auprès de l'ensemble des croyants du diocèse une enquête personnelle présentée ainsi: «Je souhaite offrir un large espace à la participation: chaque fidèle peut transmettre ses suggestions à l'évêque, par écrit et avec la mention 'confidentiel'. Ils seront assurés de recevoir une réponse». L'appel de Danneels, à lequel il précise que le Royaume de Dieu n'est pas fait que de structures bien huilées, mais est aussi une histoire de «transmission de foi, de libération et de don du bonheur à l'homme concret», déclenche un flot de réactions. Des centaines de lettres parviennent vers la fin de 1977 à la Mechelsesteenweg.

Ensemble, ces réactions offrent une vision kaléidoscopique des soucis du diocèse. Elles vont d'exigences très traditionnalistes – retour à la messe latine préconciliaire – à l'ouverture de la prêtrise aux hommes mariés en passant par toutes les opinions intermédiaires. Conjointement à cette consultation écrite, Danneels entame une série de visites. Il fait le tour de son diocèse pour écouter les gens, réfléchir, méditer et débattre avec eux. Il apprend ainsi à mesurer la complexité d'un diocèse qui comprend à la fois l'une des plus grandes métropoles portuaires du monde et la Campine rurale. Le «tour d'Anvers» de Danneels poursuit un autre but: l'évêque s'engage dans la proclamation par le biais de célébrations et d'innombrables conférences.

C'est la série radiophonique «Geloof en geestelijke gezondheid» (Foi et santé spirituelle) qui remporte le plus de succès. Il en avait déjà noté les lignes de force quand il était encore professeur et cela se sent dans le style, qui conjugue de façon éloquente réflexion académique et engagement pastoral. Comme intuition de départ, Danneels expose sa vision du christianisme en tant que forme la plus adulte de l'humanisme et condition de plénitude humaine. Il s'appuie cette fois sur les réflexions concernant les possibilités humaines proposées par Han Fortmann, décédé prématurément, dans son ouvrage *Heel de mens* (L'homme intégral).

L'approche de Danneels est appréciée: dans un contexte de sécularisation rapide, l'évêque tire la religion radicalement «vers la base» en se référant à son aspect profondément humain, mais se garde toujours du risque d'horizontalisation. Dans ses exposés, il regrette la perte de l'image de Dieu qui est Père et s'oppose au développement de chrétiens qui, «après s'être attardés un moment, braves et virils, dans l'aurore de l'époque moderne, ont opté pour le plein soleil de l'athéisme». Son portrait d'une société qui se détache de la transcendance est incisif, presque cynique. Danneels affirme que le «ciel là-haut a été tendu pour de bon comme une toile de tente géante, dont les trous possibles ont été bouchés à temps» et conclut: «depuis lors, il fait bien froid dans notre monde-sans-père moderne». Cette froideur est une impasse. Danneels y oppose le «grand royaume du christianisme et sa pastorale: l'approche de l'homme comme personne, comme individu», non sans en souligner également l'aspect social. «Proclamation, rédemption, plénitude et salut nous ont été promis à tous. [...] Cet aspect social du salut – le fait que nous devenions heureux tous ensemble – est une position à la fois anthropologique et religieuse de l'époque moderne».

Évêque dans les médias

Un an après sa nomination, Danneels accorde une longue interview au prêtre Jean-Pierre Goetghebuer pour l'hebdomadaire *Spectator*. Il y revient sur la signification du ministère et la façon dont sa situation d'évêque a redessiné sa spiritualité. Danneels constate que depuis qu'il a pris cette fonction, «son image de Jésus est devenue très ecclésiale; c'est le Jésus des lettres de captivité de saint Paul, dont le corps est l'Église». Toutefois, ce qui frappe le plus, c'est l'expérience qu'il a engrangée en matière de critique à l'égard de l'Église, notamment de la part de la jeune génération. Danneels attribue ce phénomène à une crise

culturelle et, à nouveau, à la vie dans une «société sans père». Mais cela va plus loin. Il a pris conscience que le vécu de la foi lui-même avait évolué et qu'il n'était plus possible d'inculquer une «conscience religieuse de manière purement cérébrale. Il faut le faire de manière presque physique».

Au cours de sa première année épiscopale, il continue de cultiver cette approche d'une proclamation concrète et centrée sur l'expérience, notamment dans ses lettres pastorales. À l'occasion de l'avent 1978, il en écrit une sur «Marie en décembre». À partir de 1979, il prend l'habitude d'écrire chaque année une lettre pastorale pendant le Carême et la période de Noël. Une nouvelle série est lancée sous le titre: «Un mot de l'évêque.» La première lettre est intitulée «Carême et prière, don et pardon: un régime pour le carême», la lettre de Noël 1979: «Les larmes cachées: le service de l'encouragement». Les lettres sont courtes – conçues pour être lues en guise d'homélie lors d'une célébration eucharistique – et frappent par leur langage imagé. Un langage qui filtre aussi à travers les médias. Si Danneels n'a plus de temps pour les causeries à la radio depuis qu'il est évêque, il reste présent d'une autre façon: il écrit très régulièrement des billets pour la station de radio BRT 3, qui en fait ensuite la lecture. Concrètement, il s'agit d'aphorismes d'inspiration biblique ou littéraire. Quelques exemples tirés de cette collection:

Le riche dit: «Voici ce que je vais faire: j'abattrai mes greniers, j'en construirai de plus grands, j'y recueillerai tout mon blé et mes biens.» (Luc XII, 13-21). À cette parole de Luc, j'associerai une phrase d'Oscar Weiss: «Beaucoup ne savent rien faire d'autre avec leur richesse que de la posséder».

«Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir» est une parole de Jésus qui n'a été conservée que par Paul. On

peut y ajouter ce commentaire lapidaire d'Antoine de Saint-Exupéry: «Notre civilisation chrétienne n'est pas la somme de nos intérêts, mais de nos dons».

De tous temps, tous les partis ont toujours dit: «Dieu est avec nous.» Abraham Lincoln a eu à ce propos cette sage parole: «Ne soyons pas pressés de dire que Dieu est de notre côté. Prions pour être du côté de Dieu».

Ces petits textes s'inscrivent dans une vision plus large où Danneels cherche toujours à relier le christianisme et le monde. Il fait volontiers usage d'illustrations littéraires ou artistiques pour évoquer l'expérience humaine. Dans une conférence donnée pour les journalistes catholiques de la région anversoise, intitulée «Presse et société», il affirme que la presse doit avant tout voir l'humain. Cela implique à ses yeux la «primauté de l'humain dans l'information. Dans les actualités, il n'est pas prioritairement question de fatalités ou de structures. Mais d'abord de: 'Qu'arrive-t-il à l'homme?'

Un réseau charismatique

le 31 janvier 1978, Danneels a remis sa démission de son poste de professeur à Louvain. Peu après, le recteur De Somer lui a fait savoir que la faculté et l'université ressentaient son départ «comme une perte», tout en ajoutant: «Nous sommes heureux à l'idée que vous resterez en étroite relation avec l'université à travers votre désignation comme représentant du pouvoir organisateur dans le conseil d'administration». Le nouveau lien était ainsi clairement défini. Danneels allait rester en tant qu'évêque étroitement impliqué dans l'université.

Le milieu académique est loin d'être le seul avec lequel Danneels entretient des liens dans ses années anversoises. Les contacts se multiplient. Il fréquente à présent des cercles qu'il

connaissait à peine en tant que professeur. Le diocèse entretient des liens avec l'importante communauté juive d'Anvers, à laquelle Mgr Daem l'a présenté. Peu après son ordination, en février 1978, Danneels a rencontré le rabbin Ferstenberg, président de la Communauté israélite d'Anvers. En juin de la même année, il assiste à la réception d'adieu du grand rabbin de Belgique, Robert Dreyfus. Les contacts seront ensuite occasionnels, mais cordiaux.

Outre ces modestes contacts interreligieux, Daem lui a signalé l'importance des relations avec la classe politique. La fin des années 1970 n'a rien à voir dans ce domaine avec ce que nous connaissons aujourd'hui. Les contacts entre mondes politique et ecclésiastique sont très fréquents et, durant la carrière épiscopale de Danneels, ils vont augmenter systématiquement. Au début, le nouvel évêque hérite des habitudes de son prédécesseur, qui entretenait un large réseau social et politique, auquel il l'a d'ailleurs introduit. L'intensité et la nature de ces contacts varient. Dès le début de son épiscopat, en février 1978, Danneels écrit à Rika De Backer. Il engage avec la ministre flamande de la Culture une sorte de joute écrite à propos de la cathédrale d'Anvers. Si les relations restent courtoises, les visions diffèrent du tout au tout. Comme toujours sensible aux symboles, Danneels souligne que la cathédrale est avant tout la maison de Dieu, un lieu de prière pour une communauté de fidèles, et cela, «à tout moment de la journée». Autant dire qu'il est opposé au projet de la ministre, qui estime que l'église doit assumer pour une bonne part une fonction muséale, avec quelques moments seulement réservés à la prière et à la vie sacramentelle. Danneels partage en tant que pasteur le sort parfois triste de ses ouailles dans d'autres contextes encore, ainsi qu'il ressort d'une lettre assez personnelle écrite dans le cadre du «meurtre du château», qui émeut la ville au début de l'année 1978. Le 10 avril, le baron Charles-Victor Bracht, propriétaire du château Calesberg à Schoten, est enlevé et assassiné. Deux

jours plus tard, Danneels fait part à sa veuve de l'impuissance ressentie dans de telles situations, y compris en tant qu'évêque: «Les mots nous viennent difficilement. [...] L'Église d'Anvers lui est reconnaissante et nous ne l'oublierons pas. Je prie également pour vous en ces heures difficiles».

Si les témoignages de sympathie en cas de deuil et les discussions sur la cathédrale appartiennent naturellement aux compétences de l'évêque, cela va nettement moins de soi concernant d'autres affaires. En même temps que la lettre à la baronne Bracht, Danneels envoie au premier ministre Leo Tindemans un courrier d'un tout autre ordre. L'enveloppe contient une chaleureuse «recommandation pour M. Hendrik, de Gand, candidat au poste d'inspecteur principal». Ces recommandations dans lesquelles interviennent le poids de la fonction et les entrées qu'elle implique – par exemple, les lettres envoyées au ministre de la Justice, Renaat Van Elslande en soutien à des gens désireux de s'élever dans la magistrature – sont assez fréquentes à l'époque. Danneels doit une bonne partie de son réseau à Daem, son prédécesseur qui l'a également introduit dans les dîners informels organisés par Lili Bergez, épouse du bourgmestre d'Aalter. Outre le fait qu'elles offrent un environnement instructif, ces rencontres lui permettent de retrouver un ancien compagnon d'étude louvaniste, Jean Van der Veken. Leurs retrouvailles vont avoir des conséquences notables. Depuis 1972, Van der Veken est fasciné par le mouvement du renouveau charismatique, en vogue aux États-Unis. À la fois philosophe critique et prêtre catholique, il a su relier intellectuellement l'enthousiasme des charismatiques à une interprétation croyante de la «seconde naïveté» de Paul Ricœur. C'est aussi un fidèle de Léon-Joseph Suenens et un familier de la cour. Il va à présent nouer des liens étroits avec le nouvel évêque d'Anvers.

Suite à cette rencontre, Danneels et Van der Veken accompagnent le cardinal Suenens lors de l'un de ses voyages aux États-Unis, du 23 mars au 7 avril 1979. C'est la première fois que

Danneels traverse l'Atlantique. Le voyage comprend un déplacement de Toronto au Canada vers New York, puis vers le sud des États-Unis, pour assister à une séance académique à la Duquesne University, où le primat de Belgique est fait doctor honoris causa. Il est aussi l'occasion pour l'évêque d'Anvers d'une série de contacts et d'expériences qu'il mettra ensuite à profit dans son diocèse. Van der Veken et Danneels assistent en toute discrétion à un week-end de l'association *Marriage Encounter*, dirigé par le jésuite new-yorkais Chuck Gallagher. De (futurs) couples y sont introduits au partage d'une spiritualité du mariage, par exemple par le biais de conversations écrites. Danneels fait aussi la connaissance de l'industriel catholique new-yorkais, Peter Grace et de son épouse Margaret – un couple qui soutient fréquemment les projets de Suenens sur le plan financier.

Enfin, Suenens introduit Danneels au renouveau charismatique américain à l'occasion d'une rencontre de masse organisée dans un stade de football. Le jeune évêque est très impressionné par la naïveté et la simplicité authentiques avec lesquelles la foi est vécue par les membres, par cette joie de la foi qui fait souvent défaut dans les églises européennes. Danneels associe ce «mouvement de l'esprit» avec l'expérience des premiers chrétiens. Il va utiliser ce thème lors d'allocutions et de journées de rencontre avec les prêtres anversois et les agents pastoraux, lors desquelles il plaide soudainement pour un «réveil spirituel».

Il s'agit de notre «force venue d'en haut», qui est descendue dans le cénacle et qui, dans la première Église, descendait souvent aussi de façon visible sur la communauté. Cette force n'est pas morte; qui implore l'Esprit et l'attend dans son cœur, qui s'en remet totalement au Ressuscité, reçoit l'Esprit avec la force de la Pentecôte aujourd'hui encore; il se sentira libre, calme, rempli de paix, de joie et de courage.

L'année des trois papes

Le 6 août 1978, Paul VI décède après un pontificat de quinze ans. Les images du sobre cercueil en bois surmonté d'un exemplaire ouvert des Évangiles atteignent Danneels par le biais de la télévision. Le week-end des 12 et 13 août, l'homélie est remplacée dans toutes les églises et chapelles du diocèse d'Anvers par une «Lettre de l'évêque», dans laquelle on lit que toute l'Église pleure ce décès. «Un bon pasteur nous a quittés. L'Église d'Anvers aussi est triste de cette séparation. Nous avons perdu beaucoup, un pape exceptionnel, un père dans la foi, un pasteur guidant vers le cœur de Dieu». Les événements vont ensuite se précipiter.

Le 28 août 1978, le conclave élit comme pape Albino Luciani, patriarche de Venise. Celui-ci adopte un nom composé, Jean-Paul, en référence à ses deux prédécesseurs qui ont dirigé le concile. Le week-end des 9 et 10 septembre, un «chaleureux mot de bienvenue» est lu dans toutes les églises anversoises: «Il s'est passé quelques chose dans l'Église ces derniers jours. Ce pape est en train de devenir un homme aimé», y déclare l'évêque. Il n'aura guère le temps de devenir populaire puisqu'il meurt au bout de trente-trois jours seulement. Luciani a écrit au cours de sa vie plusieurs lettres à des personnages historiques et fictifs, réunies dans un recueil intitulé *Illustrissimi*. Danneels s'inspire de ces écrits, qui trahissent une large connaissance de la littérature, pour compléter la série avec une lettre adressée à titre posthume à Jean-Paul I^{er}.

Vous aimiez écrire des lettres à des personnages célèbres: des *Illustrissimi*, comme vous les avez nommés dans votre livre; des lettres venant du cœur. Ce soir, nous vous en adressons une dernière, à vous l'*illustrissime*. Vous étiez tellement bienvenu, il y a un mois à peine; durant ce mois, vous avez été complètement des nôtres. Nous attendions

beaucoup de vous, mais cela, non, nous ne nous y attendions pas. Nous le savions: vous étiez un homme surprenant, tout différent des autres; mais si surprenant...! Vous êtes un homme pressé; nous n'avons même pas eu le temps de vous remercier. Lorsque nous nous sommes réveillés ce matin, vous étiez déjà parti, tout comme Jésus partait tôt le matin prier pour nous. Vous l'avez imité. Priez pour l'Église: notre cœur sera alors consolé. Car vous nous avez quand même peiné. Mais finalement: vous avez fait bien plus que cela pour nous. Oui, tout ce que vous avez fait est bien fait.

En la personne du cardinal polonais Karol Wojtyła, le conclave d'octobre 1978 élit le premier pape non italien depuis le XVI^e siècle. Le week-end des 21 et 22 octobre, une dernière «lettre pontificale» de l'évêque d'Anvers est lue dans le diocèse d'Anvers. Espoir et humour s'y mêlent: «Oui, à chaque fois que la fenêtre de la basilique Saint-Pierre s'ouvre, il se passe une chose très particulière dans l'Église catholique: Pierre nous est rendu. De la part de Dieu».

Évêque dans une Église universelle

La nomination épiscopale apporte non seulement la conscience intellectuelle d'une «coresponsabilité de l'Église universelle», mais aussi des obligations et des fonctions très concrètes correspondant à cette mission. Pour Danneels, cela se produit en juillet 1978, lorsqu'il est informé par les courriers des cardinaux Franjo Šeper et Jean-Marie Villot d'une nomination à la Congrégation pour la doctrine de la foi, organisme de la curie romaine chargée de tout ce qui a trait à la doctrine dans l'Église. La date de cette nomination n'est pas sans importance: avec l'arrivée du nouveau pape, le contrôle des dissidences par les instances romaines se fait plus sévère encore que sous le vieux pape

Paul VI. Précisément au moment où Danneels devient membre de cette congrégation, elle est en train d'examiner à la loupe le dossier du dominicain belge Edward Schillebeeckx.

L'affaire est délicate et ne peut évidemment pas échapper à l'évêque d'Anvers. Il a plus d'une fois puisé dans l'œuvre de Schillebeeckx pour ses cours à Bruges et à Louvain et le rencontrera encore en mai 1979 à Nimègue, à l'occasion de la remise d'un doctorat honoris causa de l'université à Gustavo Gutiérrez, un compagnon d'études de Danneels à Louvain. La pensée de Schillebeeckx – qui prononcera à cette occasion un discours en l'honneur de Gutiérrez – est examinée par la Congrégation pour la doctrine de la foi en raison d'une vision du Christ jugée trop horizontale, qui, selon Rome, éclipse sa nature divine telle qu'elle a été définie lors des conciles de l'Antiquité chrétienne. La nouvelle de cet examen a été relayée par les médias et on presse Danneels lui-même plusieurs fois et de plusieurs côtés d'intervenir en faveur de Schillebeeckx. Il ne le fera même pas quand on déposera sur son bureau une motion relative à l'«affaire Schillebeeckx» approuvée par le corps professoral de la faculté de théologie de Louvain, le 26 octobre 1979.

Les anciens collègues universitaires de Danneels réclament une réflexion en profondeur sur les procédures en cours, dans lesquelles les théologiens visés par Rome n'ont pratiquement droit à aucune information ni à aucun moyen de défense. Ils plaident pour que de «telles affaires soient avant tout, dans le domaine théologique, l'occasion d'une enquête scientifique menée par des collègues» et expriment leur crainte qu'«un blâme éventuel contre la personne ou l'œuvre du professeur Schillebeeckx ne crée un danger, non seulement pour la liberté académique dans le domaine théologique, mais aussi pour la réflexion croyante de la communauté chrétienne». L'affaire prend de telles proportions qu'en décembre 1979, Schillebeeckx est convoqué à Rome par le cardinal Jeper pour une évaluation de l'orthodoxie de sa christologie. Il n'y aura finalement pas de

condamnation romaine, pas plus qu'il n'y aura d'intervention de la part de Danneels: même s'il a abondamment utilisé le travail du dominicain dans ses cours, Schillebeeckx a atterri dans le camp des contestataires et Danneels ne se prononcera pas ouvertement en sa faveur. Il peut d'ailleurs difficilement le faire dans la mesure où de tels dossiers sont traités en interne dans les bureaux romains. Cela s'applique aussi aux soupçons du Vatican à l'encontre du théologien suisse Hans Küng, dus à son interprétation de l'infaillibilité papale et à ses critiques cinglantes contre le célibat obligatoire des prêtres. Fin 1979, Küng se voit infliger une interdiction d'enseigner à la faculté de théologie catholique de Tübingen. Les deux affaires révèlent, tout comme l'attitude de Danneels à l'égard de la question du célibat dans son diocèse, un évêque d'Anvers extrêmement prudent et d'une grande loyauté vis-à-vis des points de vue romains.

Engagé socialement mais à distance

La fidélité de l'évêque d'Anvers à l'autorité se manifeste aussi à travers son implication dans la politique internationale, domaine dans lequel Jean-Paul II s'engage davantage que ses prédécesseurs. Très tôt, le pape se manifeste en tant que chef de l'Église et adopte des positions tranchées. Par exemple lors du drame qui touche l'Asie du sud-est, où, en mars 1979, la Chine communiste envahit le Vietnam sous la direction de Deng Xiaoping, précipitant sur les routes des flots de fugitifs. En 1979, les Pays-Bas envoient une commission en Malaisie afin de faire une enquête sur la situation et de préparer l'accueil des réfugiés. Cette problématique ne laisse pas non plus l'Église indifférente. Ayant lui-même vécu les dérives du communisme, le nouveau pape proteste ouvertement et encourage ses évêques à soutenir les réfugiés. Le 25 juin 1979, Danneels répond à cet appel en demandant à ses prêtres d'exhorter les fidèles à appuyer toutes les initiatives.

Donnant suite à l'appel du pape Jean-Paul II, nous attirons votre attention sur le problème des réfugiés vietnamiens et autres réfugiés de l'Asie de l'est qui ne trouvent asile nulle part. Nous ne pouvons tolérer, en tant qu'hommes et moins encore en tant que chrétiens, que nos semblables, peu importe leur race ou leur conviction, meurent parce qu'il n'y a pas de place pour eux dans ce monde.

Plus tôt dans l'année, Rome a également manifesté son rejet du communisme dans un contexte tout différent. Du 27 janvier au 12 février 1979, une rencontre de plus de quatre cents représentants de l'Église en Amérique latine a lieu sous la direction du président du Conseil épiscopal latino-américain (le CELAM), l'évêque Alfonso López Trujillo. Elle fait suite à la rencontre de Medellín, organisée en 1968, où les évêques latino-américains ont embrassé dans la foulée du concile l'«option préférentielle pour les pauvres» et exprimé leur soutien aux communautés chrétiennes de base. Ils ont ainsi donné une forte impulsion à la théologie de la libération, qui s'inspire souvent de l'analyse sociale du marxisme et du socialisme, qu'elle tente de relier à l'Évangile. Danneels suit ces développements et connaît bien *Teología de la liberación*, ouvrage fondateur publié par Gustavo Gutiérrez en 1971. Le livre a également été bien accueilli par les fidèles anversoïses, surtout dans les milieux de gauche, comme les «Chrétiens pour le socialisme». Mais en Amérique latine, le vent a tourné.

Il avait été prévu qu'en 1978, dix ans exactement après Medellín, l'assemblée ait lieu à Puebla en présence de Paul VI. Le décès successif de deux papes a empêché la réalisation du projet et l'assemblée a été reportée en 1979. Les circonstances ont changé: c'est désormais un pape issu d'un pays communiste qui doit assister à l'assemblée et le CELAM est présidé par Lopez Trujillo, qui ne cache pas son hostilité à l'égard du mou-

vement de base latino-américain. Dans le courant de 1978, on a nettement écarté de l'assemblée Gutiérrez et les autres théologiens de la libération. Danneels pour sa part n'intervient pas réellement, mais écrit un «Psaume pour Puebla» dans lequel il dénonce la pauvreté: «C'est toujours vendredi saint du Mexique à la Terre de feu. [...] Fais tomber les fiers et élève les petits, mais maintiens-les tous dans l'humilité. Comble de ton abondance ceux qui ont faim et renvoie les riches les mains vides». Danneels ne s'engagera en faveur de la théologie de la libération que plus tard et d'une tout autre manière. Mais, entretemps, il aura quitté Anvers.

Le 19 décembre 1979, deux ans à peine après son arrivée à Anvers, Danneels reçoit un message d'Igino Cardinale, nonce apostolique, celui-là même qui l'a appelé une première fois deux ans plus tôt concernant sa nomination comme évêque. Le scénario se répète. Danneels s'en tient au principe qui lui a été indiqué lors de son élection à l'épiscopat: un refus ne peut se justifier que par des raisons de force majeure. Au fond de lui, il sait depuis l'époque où il enseignait à Bruges: l'Église de Belgique, du moins ses figures dirigeantes, le considèrent comme «un homme qui monte». Le pas en avant dont le nonce parle mène vers le palais archiépiscopal de Malines.

Partie III

LE TEMPS
DES
OBÉISSANCES
(1979-1993)

Introduction

LE SIÈGE DU CARDINAL MERCIER

L'évêque d'Anvers devient archevêque de Malines-Bruxelles à la fin 1979 et le reste jusqu'au début 2010. Ces trois décennies font de lui le troisième sur la liste des archevêques ayant «régné» le plus longtemps depuis la Révolution belge de 1830; seuls les cardinaux Joseph-Ernest Van Roey et Engelbert Sterckx ont fait mieux. Le récit de cet épiscopat ne peut être pleinement compris qu'à la lumière de l'héritage que Danneels accepte en même temps que le siège épiscopal de Malines. Celui-ci se distingue par une série de traditions, de fonctions et de tâches qui existaient bien avant son arrivée, mais qui ont été intégrées à sa gestion quotidienne et l'ont souvent influencé, depuis le titre de grand chancelier de deux universités jusqu'au dialogue avec les anglicans en passant par l'animation de la procession de Hanswijk et la réception de la barrette de cardinal.

Adieux à Anvers

Avant même le coup de téléphone de la nonciature qu'il reçoit à Anvers, le nom de Danneels circulait comme successeur possible du cardinal Suenens. Mais ce n'était pas le seul: on parlait aussi d'Albert Descamps et du prêtre bruxellois Jean Dewulf, même si, aux yeux de beaucoup, le candidat le mieux placé était Marcel Uylenbroeck. Membre du Conseil pontifical pour les laïcs, Uylenbroeck avait été le bras droit, sensible aux questions sociales, de Jozef Cardijn. Entre 1946 et 1948, il avait côtoyé au collège belge un jeune prêtre polonais, Karol Wojtyła, dont il

était devenu l'ami. En 1979, ce même Wojtyla, entretemps devenu pape, lui a effectivement demandé de succéder à Suenens, mais il a dû décliner l'offre pour raisons de santé. Uylenbroeck est décédé le 2 octobre 1979 des suites d'un cancer. Danneels a quant à lui été soutenu à la fois par l'archevêque Suenens et l'évêque De Smedt, qui l'ont préparé à prendre la place autrefois occupée par le cardinal Mercier. Danneels a 47 ans quand il accepte cette lourde tâche. C'est jeune, quand on sait que depuis 1832, année où Sterckx a repris cette fonction à l'âge de 39 ans, personne n'est devenu archevêque à moins de 50 ans.

Après avoir appris le 4 octobre que sa démission avait été acceptée par Rome, Suenens évoque sa succession dans la revue diocésaine *Pastoralia*: «Celui qui reprendra cette tâche devra avoir de robustes épaules, mais aussi une foi et une confiance en l'avenir solides. Il devra aussi être accueilli et soutenu par les chrétiens, car cela lui permettra de travailler avec chacun de vous à la réalisation du projet de salut de Dieu dans notre Église». Bien que la nouvelle n'ait pas encore été rendue publique, certains à Anvers supposent que leur évêque est le candidat élu. Les contacts de plus en plus fréquents entre le cardinal et l'évêque d'Anvers ont également éveillé les soupçons au palais archiépiscopal.

Contrairement à ce qu'il s'est passé deux ans auparavant, lors de son arrivée à Anvers, la nouvelle de la nomination de Danneels comme archevêque filtre dans la presse avant d'être officialisée. Comme toujours à la veille d'une nomination dans l'épiscopat belge, une conférence de presse a été annoncée; le sujet en a également été précisé, mais aucun nom n'a été divulgué. À Anvers, Danneels manque de s'étrangler en buvant son café lorsqu'il découvre dans le quotidien *Het Volk* un article concernant sa nomination. L'intérêt médiatique va se maintenir dans les jours suivants. Le 22 décembre, le journal *De Standaard* titre en manchette: *De bliksemcarrière van Danneels* – «La carrière éclair de Danneels». De fait, le départ précocé de Danneels

inspire à la fois fierté et regret à un grand nombre de prêtres et d'autres fidèles, que la nouvelle attriste. Michel Poschet explique pourquoi dans son éditorial du numéro de février de *Nieuwe Stad*, le mensuel du mouvement catholique des Focolari: «Monseigneur Danneels est un homme de prière et de foi, intelligent, cultivé, un pasteur attentif, quelqu'un qui sait écouter et surtout un homme extrêmement humble; tout cela a fait de lui un homme extrêmement résolu et sachant prendre des décisions».

Dans la cité scaldienne, l'heure est aux adieux. Le 11 janvier 1980, le vicaire général Emiel Janssen, doyen du chapitre de la cathédrale, prend la parole lors de la réception de Nouvel An des responsables et du personnel du diocèse. Il remercie Danneels et fait l'éloge de sa gestion, évoquant «une humeur douce qui inspire l'espoir, mais aussi l'audace de prendre des décisions et de les appliquer». Le témoignage de gratitude du vicaire trouve une réponse dans le discours d'adieu de Danneels à son équipe, dans lequel il se montre plus franc et plus personnel que d'habitude. Il parle presque comme il le ferait en famille: «J'ai perdu un morceau de mon cœur à Anvers et je vais l'y laisser». Pour le grand public, il écrit en février 1980 un dernier *Mot de l'évêque*, long de deux pages: «La douleur de la séparation, que nous partageons, ne restera pas stérile [...] Cela reste un privilège que personne ne peut vous ôter: vous, les Anversoïses, m'avez appris à être évêque».

Le dernier jour de 1979, Danneels prête serment à la nonciature, avenue des Franciscains à Woluwe-Saint-Pierre. Le 4 janvier 1980, il transmet selon un usage ancestral ses lettres de créance au chapitre des chanoines de la cathédrale de Malines lors d'une cérémonie sobre au cours d'une messe. Toujours selon la tradition, le nouvel archevêque reçoit une invitation du roi, qui souhaite faire officiellement sa connaissance. Lors de la rencontre, qui a lieu plus tard, le 6 juin, le ton est immédiatement donné: Baudouin oriente d'emblée la conversation sur les questions de foi. Danneels ne chôme pas pendant ses premiers

mois à Malines: dès janvier, il doit se rendre à Rome pour y assister au synode particulier des évêques des Pays-Bas. Il est officiellement installé sur le siège épiscopal presque en passant, à la cathédrale de Bruxelles le 2 février et dans celle de Malines le lendemain. Le 10 février, une cérémonie analogue a lieu à Wavre. Les trois territoires de l'archevêché, Bruxelles, le Brabant flamand et le Brabant wallon, ont ainsi été pris en compte. Le 17 février, Danneels trouve enfin le temps pour une grande célébration d'adieu à Anvers.

De l'Escaut à la Dyle

La nomination de Danneels implique un déménagement. Il va désormais vivre au palais archiépiscopal de Malines, sur le Wollemarkt, près de la cathédrale Saint-Rombaut. Le palais archiépiscopal, un grand bâtiment de style classique, a été construit au XVIII^e siècle à l'initiative du cardinal Thomas Philippe d'Alsace. Il appartient depuis 1818 à la province d'Anvers et est occupé durant l'épiscopat de Danneels par quatre personnes: l'archevêque, son secrétaire privé Wilfried Brieven et deux sœurs de Berlaar, Marie-Louise Hilven et Germaine Vandersypen. Cette dernière était déjà au service du cardinal Van Roey dans les années 1950 et connaît chaque recoin du bâtiment. Chacun dispose de ses appartements privés, mais on ne peut pas dire que le bâtiment soit un cadre de vie très hospitalier. Le matin, Danneels mange seul après la messe célébrée en présence des sœurs. Pendant ce temps, son secrétaire privé s'occupe du courrier. Midi et soir, il prend ses repas avec Brieven. Ceux-ci sont préparés et servis par les sœurs. À force de vivre sous le même toit, on apprend à veiller les uns sur les autres. Lorsque sœur Germaine aura besoin de soins à domicile, dans ses vieux jours, Danneels mettra tout en œuvre pour qu'elle puisse rester le plus longtemps possible dans son environnement familial et, lors de son décès, en 2009, il célébrera en personne la messe de

funérailles. Lorsqu'il quittera lui-même la résidence archiépiscopale, il demandera à la supérieure de la congrégation que sœur Marie-Louise puisse le suivre dans son déménagement, ce qui lui sera accordé.

Pendant les trente ans de présence de Danneels, le palais reçoit à plusieurs reprises des visites nocturnes indésirables. La nuit du 15 au 16 juillet 1981, Danneels est réveillé par de bruits sourds et tombe, à sa grande surprise, nez à nez avec deux cambrioleurs. Ceux-ci fuient aussitôt en direction de la chapelle, puis du jardin. Danneels alerte les sœurs qui préviennent la police, mais les cambrioleurs ont eu le temps de s'enfuir en emmenant son anneau épiscopal et une clochette de table ancienne. Un examen des empreintes digitales assez sophistiqué pour l'époque permet d'identifier un des coupables après quelques heures seulement. Les objets volés ont été vendus à un cafetier du quartier de la gare. Seul l'anneau sera retrouvé et rendu après l'enquête à Danneels par deux agents... en costume de cérémonie, accompagnés d'un photographe de la presse locale.

La tradition veut qu'à son arrivée à Malines, un nouvel archevêque visite d'abord l'église Notre-Dame de Hanswijk. Église à laquelle est liée une procession annuelle, qui a lieu dans les rues de la ville le dimanche précédant l'Assomption. Danneels, qui voue une grande dévotion à la Vierge, va s'engager sans relâche pour le maintien de cette tradition. Que ce soit pendant ou après son épiscopat, il s'implique dans les préparatifs de la cavalcade de Hanswijk, une variante festive de la procession accompagnée d'un «Ommegang», ou cortège biblique et historique, qui a lieu tous les 25 ans depuis 1768 (un grand moment pour la dévotion mariale à Malines).

En 1988, l'organisation de la procession annuelle traverse une crise suite à la démission du chanoine Edward Gouverneur, qui en était la cheville ouvrière. Danneels veille durant cette

période à ce que la procession ne soit pas transformée en un simple cortège historique. Considérant les processions comme des professions de foi faites en marchant, il est avant tout soucieux, au-delà de sa professionnalisation, de la profondeur spirituelle de l'événement. Ce souci va se traduire par un engagement de trois décennies: de tout son épiscopat, il ne ratera aucune édition de la procession, pas même celle de mai 1996, alors qu'il est pleine convalescence après une grave opération cardiaque.

Quatre ans plus tard, la procession subit un renouvellement partiel de sa dimension biblique; l'accent n'est plus mis exclusivement sur Marie, mais s'élargit à la vocation de chaque homme. Danneels dirige à ce sujet un groupe de réflexion qui va progressivement modifier le scénario de la procession en fonction de cette évolution. En 2009, le cardinal accepte encore la présidence de l'Association sans but lucratif «procession de Hanswijk».

L'unité dans la diversité

L'archidiocèse ne se limite pas à Malines, loin de là. Il est par sa structure bien plus complexe que ce que Danneels a connu à Bruges et à Anvers. Assumer la responsabilité d'un territoire qui inclut Bruxelles, capitale nationale et siège des institutions politiques européennes, donne un poids supplémentaire au rôle d'archevêque. De plus, du point de vue ecclésiastique, la ville de Bruxelles constitue un élément dans un ensemble plus large. Danneels hérite à son arrivée d'un diocèse divisé en trois zones pastorales – le vicariat de Malines et du Brabant flamand, celui du Brabant wallon et celui de la capitale. Il hérite aussi d'un seul évêque auxiliaire, Paul Schoenmaeckers, entré en fonction en 1952 sous le cardinal Van Roey. Lorsqu'au début des années 1960, Suenens a mis le diocèse jusque-là unitaire à l'heure fédérale, il a confié à Schoenmaeckers le vicariat du Brabant fla-

mand et de Malines. Danneels sera donc le troisième évêque successif qu'il «sert». À son arrivée en 1980, le nouvel archevêque décide de s'en tenir à sa stratégie anversoise; il reprend l'équipe administrative telle quelle et garde le même cap. En d'autres termes, Danneels construit sur les fondations posées par Suenens. Il le fait d'ailleurs en concertation avec son prédécesseur, qui a emménagé après son départ dans sa résidence bruxelloise du boulevard De Smet de Naeyer et partira plus tard pour Wemmel. Les deux hommes se rencontrent à Bruxelles chaque semaine pendant une petite heure, le lundi en début de soirée.

Dès son arrivée, le vicaire général malinois, Paul Theeuws, dresse à l'intention de Danneels un état détaillé de la situation, dans lequel il pointe une série de difficultés liées aux structures existantes et aux tensions présentes entre communautés au sein de ce vaste diocèse. Il fait notamment mention de l'insatisfaction des francophones concernant l'emplacement du siège en terre flamande. Après une période de rodage, Danneels prend en 1982 une série de grandes décisions. À la tête de chacun des trois vicariats territoriaux, il place non plus un vicaire général, mais un évêque auxiliaire. Il fait aussi en sorte que la région de Bruxelles-Capitale en reçoive même deux: un pour la pastorale néerlandophone (le jésuite Luk De Hovre) et un pour la pastorale francophone (Paul Lanneau). Rémy Vancottem, un prêtre de l'archidiocèse âgé de 38 ans à peine, devient évêque auxiliaire pour le vicariat du Brabant wallon. En 1987, soit un an après le décès de Schoenmaeckers, le prêtre anversois Jan De Bie est désigné comme évêque auxiliaire pour le Brabant flamand et Malines. Cette répartition des compétences a certaines conséquences; bien qu'il reste toujours impliqué auprès de ses collaborateurs et du corps de 1500 prêtres environ que compte l'archidiocèse à son arrivée, Danneels délègue en bonne partie la gestion quotidienne et le travail de terrain à ses quatre évêques auxiliaires.

Danneels ne modifiera que légèrement ce cadre, durant la dernière décennie de son épiscopat. Lors du départ en mars 2002 de De Hovre et de Lanneau, tous deux arrivés à l'âge de la retraite, la communauté ecclésiastique bruxelloise ne demande à l'archevêque qu'un seul évêque auxiliaire pour la pastorale bruxelloise. La réalité démographique est telle que la capitale n'est plus simplement divisée en deux communautés, une francophone et une néerlandophone, mais qu'elle est devenue une métropole multiculturelle et polyglotte. La tâche consistant à chercher dans ce contexte particulier des voies pour une pastorale contemporaine va désormais incomber au vicaire gantois Jozef De Kesel, qui devient évêque auxiliaire. Finalement, en 2009, Jan De Bie démissionne pour raisons de santé. Sachant qu'il a entamé sa dernière année en tant qu'archevêque et estimant que quelqu'un qui s'apprête à quitter un poste ne doit pas prendre de décisions susceptibles de peser sur les épaules de son successeur, Danneels ne demande pas de nouvel évêque auxiliaire à Rome pour le Brabant flamand : le prochain archevêque verra ce qu'il y a lieu de faire. Étienne Heyse devient vicaire général responsable de ce territoire.

Par le biais de réunions bimensuelles avec ses évêques auxiliaires, Danneels reste informé, tente de garder les rênes en main et surtout d'arrondir les angles afin de maintenir l'unité de son diocèse. La mission n'a rien d'évident ; certaines tensions communautaires se font sentir, notamment parce qu'il existe, dans le Brabant wallon en particulier, des forces centrifuges qui réclament la fondation de diocèses distincts pour les Flamands et les Wallons. Pour Danneels, il ne peut toutefois être question de remettre le modèle de Suenens en cause. Sa gouvernance s'apparente dès le début à un exercice de subsidiarité : d'un côté, il veille à accorder suffisamment d'autonomie aux trois parties, de l'autre, il assure le lien entre elles. Il est aidé dans cette tâche par les vicaires généraux successifs : Paul Theeuws jusqu'en

1982, puis Edward Goffinet et, à partir de 2000, Etienne Van Billoen. Outre l'équipe administrative de Suenens, Danneels adopte aussi son secrétaire privé et plus proche collaborateur, Wilfried Brieven. Brieven exerce cette fonction depuis 1967 et le fera jusqu'en 2001, date à laquelle il sera remplacé par Luc Van Hilst. Le tandem Danneels-Brieven fonctionne bien. Le secrétaire est un homme modeste et discret, aussi compétent dans les affaires diocésaines que doué pour saisir la sensibilité personnelle de l'archevêque. L'arrivée du nouveau secrétaire amènera un changement de style sans pour autant affecter la confiance entre Danneels et son secrétaire privé.

Président de la conférence épiscopale

Le bilinguisme de la Belgique influence non seulement la gestion de l'archidiocèse, mais aussi l'organisation de la conférence épiscopale. Ce n'est pas une règle absolue que la conférence épiscopale soit présidée par un archevêque, mais dans la province ecclésiastique belge, c'est bien le cas. À partir de 1980, Danneels devient *ex officio* le chef de cette assemblée dont il est au début le plus jeune membre. La composition de l'assemblée va changer entièrement au cours de ses trente ans de présidence de la conférence épiscopale. Quand il en prend la tête, elle compte à la fois des évêques qui ont participé au concile et des évêques postconciliaires.

Parmi les «conciliaires», c'est Emiel-Jozef De Smedt, ancien évêque de Danneels, qui part le premier à la retraite. En 1985, Danneels ordonne Roger Vangheluwe, qui a été pendant plusieurs années son collègue au séminaire de Bruges. Dans le diocèse de Gand, Léonce-Albert Van Peteghem atteint en décembre 1991 l'âge de la retraite – 75 ans – et cède la place à Arthur Luysterman (que Van Peteghem a ordonné l'année précédente coadjuteur, c'est-à-dire évêque auxiliaire avec droit de succession). Danneels a avec Luysterman un terrain d'entente

particulier: tous deux aiment la musique classique. Dans le diocèse de Hasselt, Paul Schruers succède en 1989 à Joseph-Marie Heuschen. En 2004, Schruers part lui-même à la retraite et est suivi de son coadjuteur, Patrick Hoogmartens. Dans la génération des évêques postconciliaires, Danneels a été le premier à devoir être remplacé. Il a cédé le siège épiscopal anversois à Paul Van den Berghe, ancien professeur du séminaire de Gand et collègue de Danneels à la rédaction de la revue *Collationes*. Lorsque Van den Berghe part à la retraite en 2008, le prêtre brugeois Johan Bonny – alors actif à Rome au Conseil pontifical pour la promotion de l'unité chrétienne – quitte la curie romaine pour le siège d'Anvers. En 2003, Danneels ordonne Guy Harpigny comme successeur de Jean Huard en tant qu'évêque de Tournai et, à Liège, c'est Aloys Jousten qui succède en 2001 à Albert Houssiau, qui a lui-même remplacé Guillaume Marie van Zuylen en 1986. En 1991, enfin, le cardinal ordonne André Léonard comme successeur de Robert Mathen à Namur.

Grand chancelier de deux universités catholiques

L'archevêque est aussi de droit grand chancelier des deux grandes universités catholiques belges, la Katholieke Universiteit Leuven (KUL) et l'Université catholique de Louvain (UCL). Si cette fonction est encore déterminante pour la politique universitaire lors de l'entrée en fonction de Danneels en 1980, elle va progressivement perdre de l'importance jusqu'à se réduire, trente ans plus tard, à un rôle essentiellement honorifique. Quoi qu'il en soit, Danneels restera jusqu'à la fin de son épiscopat fidèle à toutes les réunions des deux pouvoirs organisateurs, qui ont généralement lieu à Malines. Outre les réunions des autorités académiques, il y a dans la vie universitaire deux événements marquants qui exigent sa présence: le début de l'année académique et la fête patronale. Comme cette der-

nière a lieu dans les deux cas le 2 février, le cardinal doit à chaque fois se montrer à Louvain puis à Louvain-la-Neuve et choisir entre les réceptions organisées en marge de l'événement. Il ne s'y rend donc que rarement, d'autant que les réceptions ne font pas partie de ses activités favorites.

En tant que grand chancelier, Danneels est en contact étroit avec la génération de recteurs qui suit la scission de l'université (du côté flamand, Pieter De Somer, Roger Dillemans, André Oosterlinck, Marc Vervenne et Mark Waer; du côté francophone, Édouard Massaux, Pierre Macq, Marcel Crochet, Bernard Coulie et Bruno Delvaux). Dans le cadre des liens historiques reliant université et Église, Danneels s'intéresse principalement à deux domaines: d'une part les facultés de théologie et de droit canonique, étant donné que dans les deux, la nomination des professeurs dépend de son approbation, de l'autre, la recherche médicale, les questions éthiques gagnant à partir des années 1980 une place de plus en plus importante dans les débats ecclésiaux.

Les universités amènent Danneels à affronter d'autres problèmes encore. Du côté de l'UCL, ils tiennent surtout à la position d'André Léonard qui, après une carrière de professeur, siège à partir de 1991 dans le pouvoir organisateur en qualité d'évêque de Namur. À Louvain, l'épisode le plus pénible se produit fin 2008, lorsque les autorités académiques décident après une procédure d'évaluation statutaire de ne pas prolonger le mandat du recteur Marc Vervenne et que Danneels doit transmettre cette décision à l'intéressé et à toute la communauté universitaire. Danneels se réjouit en revanche de voir l'UCL et la KUL s'engager dans une collaboration de plus en plus étroite, qui va, grâce aux bonnes relations entre les recteurs Coulie et Vervenne, se concrétiser par la remise commune de doctorats *honoris causa*.

La barrette rouge

Si l'archevêque reçoit automatiquement le titre de grand chancelier et de président de la conférence épiscopale, il n'en va pas de même pour le titre de cardinal. Depuis la naissance de la Belgique, il existe pourtant une règle implicite selon laquelle l'archevêque devient cardinal et reçoit tous les droits liés à ce titre, comme la participation aux conclaves et aux consistoires (assemblées des cardinaux convoquées par le pape).

Trois ans après sa nomination comme archevêque, Godfried Danneels est créé cardinal par Jean-Paul II en même temps que dix-sept autres, parmi lesquels des personnalités qui croiseront souvent sa route: Carlo Maria Martini, Alfonso López Trujillo, Jean-Marie Lustiger, Józef Glemp et Joseph Louis Bernardin. Les documents par lesquels la Secrétairerie d'État vaticane informe Danneels de cette promotion sont signés en 1982 à la Saint-Sylvestre. Un mois plus tard, le 31 janvier 1983, une délégation (particulièrement réduite) de parents et de collaborateurs proches fait le voyage à Rome. Si Hendrik, le père de Danneels, très fier, en fait évidemment partie, sa mère est décédée le 10 décembre 1982, deux jours après son 76^e anniversaire. Son absence se fait cruellement ressentir. Les mots qu'elle adresse à son fils sur son image mortuaire – «Sois pour tes fidèles un berger qui les guide vers le cœur de Dieu» – sont encore fraîchement gravés dans sa mémoire lorsqu'il reçoit la barrette rouge le 2 février 1983. Il appartient désormais à ce que l'on nomme traditionnellement le clergé de l'évêque de Rome. On lui a attribué une église titulaire: la basilique Sainte-Anastasie, qui date du début du IV^e siècle. L'édifice est alors en cours de restauration, de sorte que le cardinal n'en prendra officiellement possession que le 13 février 1994, en présence de la reine Fabiola.

En février 1983, le tout nouveau cardinal, qui est rentré du consistoire la veille, assiste à la réception de Nouvel An au palais

royal de Bruxelles. Le 14 février, il participe à Laeken à un lunch donné en l'honneur de sa promotion. Du point de vue protocolaire, Danneels a désormais le droit de serrer la main de Baudouin en premier lieu lors des réceptions royales du Nouvel An. Cette position protocolaire remonte au traité de Vienne signé en 1815, qui assimile le rang de cardinal à celui de prince. En tant que «prince de l'Église», Danneels reçoit aussi une plaque d'immatriculation et un passeport diplomatique du Vatican. Deux privilèges dont il ne fera que très rarement usage.

Entre Rome et Canterbury

Devenu archevêque et, surtout, cardinal, Danneels siège dans un nombre croissant de congrégations et de conseils pontificaux. Au fil des années, il devient ainsi membre de la Congrégation pour les évêques, de la Congrégation pour le clergé, de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, de la Congrégation pour l'éducation catholique, de la Congrégation pour le culte divin et pour la discipline des sacrements, du Conseil pour les affaires publiques de l'Église et du Secrétariat pour les non-croyants. Ces assemblées lui fournissent un réseau de relations qui donnera lieu à des liens d'amitié, mais parfois aussi à des tensions.

Danneels fait l'expérience de ces dernières dès le début de son mandat dans le contexte de l'héritage du cardinal Mercier. Ce «prélat d'avant-garde» s'est en 1921 engagé, à une époque où l'Église catholique avait peu de contacts avec les autres Églises, dans un dialogue avec les anglicans et a organisé avec le soutien de dom Lambert Beauduin les Conversations de Malines, au Wollemarkt. Les fondements théologiques de ce lien lui ont été inspirés par ce bénédictin, auteur d'un manifeste intitulé *L'Église anglicane unie, mais non absorbée*, publié en 1925. Bien que promoteur, le dialogue concret, qui impliquait Hippolyte Hemmer, Fernand Portal, Pierre Battifol et Jozef-Ernest Van Roey

du côté catholique, Charles Lindley Wood, Walter Howard Fere, Charles Gore et Armitage Robinson du côté anglican, s'est enlisé après la mort de Mercier, survenue en 1926, d'autant plus que l'archevêque Van Roey, qui lui a succédé, a jeté l'éponge. Ces premières initiatives œcuméniques ont encore pris du plomb dans l'aile à la fin de la décennie lors de la parution de l'encyclique *Mortalium animos* de Pie XI. Les contacts ont repris sous le cardinal Suenens, qui avait noué une véritable amitié avec l'archevêque anglican de Canterbury Michael Ramsey et a pu compter sur l'engagement de Joseph Dessain, chanoine aristocratique dont l'oncle avait été le secrétaire privé de Mercier.

Danneels s'engage sur les encouragements du chanoine Dessain dans une tradition œcuménique qui s'est depuis Vatican II considérablement renforcée. La promulgation du décret conciliaire *Unitatis redintegratio*, en novembre 1964, a débouché sur la création de plusieurs organes bilatéraux. L'une de ces initiatives – la Commission internationale anglicane-catholique romaine (connue sous l'acronyme anglais ARCIC) – fait suite à une rencontre historique entre Michael Ramsey et Paul VI, en mars 1966. En 1981, l'ARCIC termine sa première phase de dialogue, durant laquelle elle s'est penchée sur trois sujets de désaccord entre Rome et Canterbury depuis Henri VIII : l'interprétation du ministère ecclésial, la célébration de l'eucharistie et la question de l'exercice d'autorité. Vatican II a ouvert la porte au débat sur le rôle de la primauté papale et de l'exercice de l'autorité locale. Les membres de l'ARCIC ont fait de prudentes avancées dans ce domaine et ont convenu qu'après le sommet anglican-catholique de Windsor, qui a lieu en août-septembre 1981, le rapport final serait publié au début de l'année suivante.

Mais à Rome, des personnalités comme le dominicain belge Jérôme Hamer, secrétaire de la Congrégation pour la doctrine de la foi, tentent de retarder la parution de cette publication.

La nouvelle inquiète Canterbury, et Dessain en informe son archevêque. En concertation avec le cardinal néerlandais Johannes Willebrands, Danneels se rend alors à Rome pour aider à déminer le dossier et exercer des pressions afin de débloquent la situation. Avec succès, comme en témoigne les paroles de remerciement que l'archevêque Robert Runcie, successeur de Ramsey à Canterbury, adresse le 15 février 1982 à Danneels, «pour être venu spécialement à Rome afin d'apporter son aide face aux développements malheureux liés à la publication du rapport de la Commission internationale anglicane-catholique romaine. [...] Il semblerait qu'il n'y ait plus d'obstacles à cette publication commune».

Danneels se profile dès avant cette intervention en tant que défenseur du dialogue avec les anglicans. Le 15 mars, il est en effet reçu à Londres, au Lambeth Palace. L'événement ne passe pas inaperçu : l'archevêque malinois va être le premier évêque catholique romain à être autorisé à prêcher dans la cathédrale de Canterbury depuis la réforme du XVI^e siècle. L'estime entre les leaders ecclésiastiques est réciproque. À la Toussaint de la même année, Robert Runcie célèbre à son tour un service anglican dans la cathédrale Saint-Rombaut de Malines, sur la tombe du cardinal Mercier. Cet échange préfigure les bons contacts qu'entretiendront désormais les sièges anglicans de Canterbury, de York avec Malines. En août 1996, cette relation fructueuse est scellée par une grande célébration commémorant les 75 ans des conversations de Malines. Entre-temps, Dessain a passé le flambeau œcuménique au vicaire général Goffinet. Celui-ci organise, avec le soutien de théologiens œcuméniques comme le brugeois Adelbert Denaux et John A. Dick, les festivités, dont une célébration de prière œcuménique en présence du cardinal Edward Idris Cassidy, président du Conseil pontifical pour l'unité, et de l'archevêque anglican George C. Carey.

Chapitre 7

L'ANNÉE DES DEUX SYNODES

Le 6 novembre 1979, le cardinal secrétaire d'État du Vatican, Agostino Casaroli, rédige une lettre importante, visant à informer Danneels de sa nomination comme deuxième président délégué du synode particulier des évêques des Pays-Bas. Il devra s'acquitter de cette tâche délicate avec le cardinal Johannes Willebrands, archevêque d'Utrecht et président du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens. Le synode aura lieu du 14 au 31 janvier 1980. Cela signifie que, dès son premier mois en tant qu'archevêque, Danneels sera à l'étranger. Comme il est de coutume lors des synodes – assemblées destinées à donner une forme concrète au principe de collégialité qui définit le rapport entre le pape et les évêques – les séances sont présidées par le pape. Formellement, Jean-Paul II, pontife jeune et dynamique à l'époque, est le président du synode. Mais dans les faits, il délègue cette tâche afin de pouvoir être au-dessus des débats et confie à Willebrands et à Danneels la direction pratique du synode particulier sur l'Église hollandaise. Alors que Willebrands a déjà à son actif une solide carrière au sein de la curie romaine, c'est un baptême du feu pour Danneels. Contrairement à la plupart des nouveaux évêques, qui font leurs premières expériences synodales en tant qu'auditeurs et commencent par prononcer un premier et prudent discours synodal, le nouvel archevêque se retrouve directement à la barre.

Le fait que le jeune Danneels reçoive cette mission avant même d'être nommé archevêque peut être considéré comme une marque de confiance de la part du pape, mais s'explique

aussi par sa connaissance du néerlandais et des Pays-Bas. Cette compétence fait de lui un observateur extérieur maîtrisant suffisamment bien les finesses et les sensibilités pour jouer un rôle dans le processus de dialogue. En présentant son successeur, le 21 décembre 1979, le cardinal Suenens affirmera que le pape l'a choisi pour «ses connaissances théologiques étendues et sa sagesse». Le nouvel archevêque a beau être sage, avoir à son actif deux années d'épiscopat et être membre de la Congrégation pour la doctrine de la foi, son nom n'est à l'époque guère connu en dehors de la Flandre.

L'héritage de Noordwijkerhout

Le synode particulier de l'Église des Pays-Bas constitue une nouveauté dans l'histoire ecclésiastique postconciliaire; c'est le premier synode de l'histoire récente qui porte sur une seule province ecclésiastique. Sa mission est délicate puisqu'il s'agit d'en finir avec une série de «déséquilibres» qui se sont installés au fil des années dans la communauté catholique néerlandaise, aboutissant à une situation que le futur cardinal Simonis décrit comme «deux Églises dans un seul pays» – deux Églises catholiques romaines, il s'entend. Il existe en effet de fortes tensions entre les fidèles et leurs évêques, entre les fidèles entre eux, et, surtout, entre les évêques entre eux. Cette profonde polarisation représente le thème principal du synode, convoqué notamment à la demande de Willebrands.

La polarisation néerlandaise ne date pas d'hier. Elle est apparue pendant l'épiscopat du prédécesseur de Willebrands, le cardinal Bernard Jan Alfrink, dans la foulée du concile Vatican II. Le Concile pastoral de Noordwijkerhout, institution déjà évoquée dirigée par l'Institut pastoral de la province ecclésiastique néerlandaise et le sociologue franciscain Walter Goddijn, a joué un rôle clé dans le processus. Il s'est engagé avec force en faveur de la démocratisation de l'Église et fait adopter à la majorité

des résolutions très novatrices dans l'attente explicite que les évêques les suivent et les défendent à Rome.

Des tensions sont cependant apparues entre les grandes affirmations conciliaires (collégialité épiscopale, participation au gouvernement ecclésial, rôle des laïcs dans l'Église) et leur interprétation démocratique aux Pays-Bas. Très tôt, un tel enthousiasme et un tel mépris de la hiérarchie ont éveillé la plus grande méfiance à Rome. Le pape Paul VI et les membres des différents bureaux de la curie ont assisté à ces évolutions avec un déplaisir renforcé par un contexte marqué par la sécularisation croissante, l'augmentation du nombre de départs de prêtres et le rôle douteux que semblaient jouer plusieurs théologiens comme Edward Schillebeeckx et Piet Schoonenberg. Ils n'ont pas davantage apprécié les expériences liturgiques mises en œuvres dans la «Studentenekklesia» d'Amsterdam à l'initiative de Huub Oosterhuis.

Après plusieurs malentendus entre les deux parties, Rome a réagi en nommant des évêques affichant des positions tranchées. En décembre 1970, Adrianus Simonis, qui s'était montré particulièrement critique pendant le Concile pastoral et passait aux yeux de beaucoup de catholiques néerlandais progressistes pour réactionnaire, a été nommé évêque de Rotterdam. Treize ans plus tard, il succédera à Willebrands comme archevêque d'Utrecht. Au début 1972, Joannes Gijzen, nommé évêque de Roermond, a été ordonné à Rome par Paul VI lui-même et le cardinal Alfrink a été prié de participer à l'imposition des mains en signe d'unité ecclésiale.

Plutôt que d'adoucir les tensions, ces deux nominations épiscopales ont intensifiés les dissensions au sein même de la conférence épiscopale néerlandaise. En 1975, Paul VI a encore tenté de rétablir l'unité en nommant l'archevêque Johannes Willebrands, œcuméniste et, en tel que tel, doué pour la diplomatie et la conciliation, mais Willebrands s'est retrouvé devant une mission impossible. À la fin des années 1970, estimant que les

choses n'ont que trop duré, l'archevêque d'Utrecht décide en concertation avec le pape d'organiser un synode particulier des évêques des Pays-Bas. L'épiscopat tout entier se rendra donc à Rome pour participer à des pourparlers de conciliation et prendre des mesures visant à remettre l'Église catholique néerlandaise «sur les bons rails».

La division des catholiques hollandais se manifeste sur plusieurs fronts: la théologie moderne, la catéchèse, les expérimentations liturgiques post-conciliaires promues par des gens comme Oosterhuis, mais aussi et surtout la vision du sacerdoce et le rôle des laïcs, qui va occuper une place centrale dans les débats. Comment le ministère sacerdotal peut-il être exercé et quelle est la position des laïcs en tant qu'agents pastoraux? Dans quelle mesure peuvent-ils assumer des tâches traditionnellement réservées au clergé? Et qu'en est-il de la formation au sacerdoce et des prêtres ayant quitté le ministère et qui, souvent, continuent à enseigner dans les facultés de théologie? Dans les années 1960, les Pays-Bas ont supprimé les séminaires et les ont remplacés par cinq centres académiques de formation de théologie. Mais cette décision a très vite été remise en cause. Le nouvel évêque du Limbourg, Joannes Gijzen, par exemple, a toujours refusé de nommer des agents pastoraux et, en 1974, il a fondé avec le soutien de Rome un grand séminaire diocésain, situé à Rolduc, qui s'insurge contre le climat des facultés de théologie.

Un court prologue

En 1980, Danneels connaît relativement bien les Pays-Bas. Il est familiarisé avec l'œuvre de théologiens comme Schillebeeckx, devenu professeur à Nimègue en 1958. Sur le plan liturgique, il a en outre fait la connaissance de bon nombre de spécialistes néerlandais pendant ses années d'enseignement. Ces critères ont joué dans sa nomination comme président-délégué

du synode. Sa mission n'en reste pas moins un défi, d'autant qu'elle coïncide avec son entrée en fonction comme archevêque en Belgique. Cette simultanéité aura une conséquence: la première expérience synodale de Danneels sera fondamentale pour son attitude dans la gestion de la province ecclésiastique belge.

Pour l'heure, Danneels doit se préparer au synode: il prend contact avec Willebrands, qui a contribué depuis Rome à sa désignation. Le 9 novembre 1979, il lui écrit (encore depuis Anvers) pour lui faire savoir qu'il est tout disposé à se rendre à Utrecht pour une concertation. L'entretien a lieu le 23 novembre, alors que le cardinal Willebrands est revenu de Rome le matin même, au palais archiépiscopal. Cette conversation à propos de l'Église néerlandaise et une lettre d'encouragement de Jozef Tomko, le secrétaire général du Synode des évêques, arrivée le même jour, font prendre à Danneels toute la mesure de la mission. La veille, Danneels a annoncé aux prêtres de son diocèse qu'il était nommé président délégué du synode des évêques et leur a demandé de «prier pour que l'Esprit Saint puisse descendre en abondance sur le pape et tous ceux qui seront là».

Toute aide est la bienvenue, car le temps est compté, très minuté même. Dans la première semaine de décembre, les évêques néerlandais se rassemblent à Utrecht autour de Tomko et de Willebrands. En marge de ce rendez-vous destiné à établir l'agenda synodal, Willebrands et Danneels se rencontrent les 4 et 5 décembre pour poursuivre la concertation; l'évêque belge peut ainsi sonder de façon informelle les relations au sein de la conférence épiscopale et se faire dresser un portrait de l'épiscopat néerlandais. La concertation directe va s'arrêter là. Face à l'urgence, tout se fera désormais par courrier ou par téléphone – et au beau milieu du déménagement de Danneels d'Anvers vers Malines. Pendant la période de Noël, celui-ci envoie des lettres de désistement pour une série d'entretiens, de visites et de célébrations. Il termine l'année 1979 par une lettre à celui qui vient de changer le cours de sa vie: Jean-Paul II. Après lui avoir

adressé ses remerciements, il évoque le synode comme une occasion idéale de témoigner sa fidélité à l'Église: «Très Saint Père, j'espère que le prochain synode des évêques hollandais dont votre Sainteté a voulu me nommer second président délégué, me donnera l'occasion de me montrer le fidèle serviteur de l'Église et de votre Sainteté».

Le synode néerlandais

Suivi avec attention par toute l'Église, le synode débute le lundi 14 janvier. Les réunions vont se succéder pendant trois semaines d'affilée, avec une interruption pendant les week-ends, que Danneels passe à Malines. Le synode est divisé en trois phases: une reconnaissance de la situation, l'identification des sujets litigieux et la formulation de pistes de solutions. Le tandem Willebrands-Danneels dirige à tour de rôle les réunions tandis que Joseph Lescrauwaet, missionnaire du Sacré-Cœur et professeur de théologie, est chargé de rédiger les comptes rendus avec le Belge Albert Descamps, ancien (et dernier) recteur de l'université unitaire de Louvain. En tant que secrétaire général des synodes, Tomko n'est responsable que de l'organisation. Cette mission permet à Lescrauwaet d'apporter dans le texte de précieuses nuances théologiques. L'entente entre ces deux secrétaires hautement qualifiés et les deux présidents va largement contribuer au bon déroulement du synode. Jean-Paul II est bien entendu présent aux sessions, écoutant le plus souvent en silence, intervenant parfois. Plus d'une fois le pape prend la parole pour exhorter les évêques au respect mutuel ou leur demander d'exposer avec plus de précision leur vision personnelle du rôle de l'épiscopat, des prêtres et des laïcs. Les décisions du synode doivent cependant émaner du groupe lui-même et non du souverain pontife.

Si les débats ont majoritairement lieu en néerlandais, on passe à l'italien quand la composition de l'assistance l'exige. Il

y a en effet une certaine affluence aux réunions, qui sont suivies par un nombre élevé de cardinaux. En fonction des sujets abordés, tel ou tel représentant de la curie romaine assiste aux sessions. On note ainsi la présence des cardinaux Franjo ?eper (Congrégation pour la doctrine de la foi), Sebastiano Baggio (Congrégation pour les évêques) et James Robert Knox (Congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements). Des cardinaux comme Silvio Oddi (Congrégation pour le clergé), Gabriel-Marie Garrone (ancien préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique) et Eduardo Pironio (Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers) suivent également de près l'avancement des travaux. Jérôme Hamer, secrétaire de la Congrégation de la doctrine de la foi, est régulièrement présent. En raison de la présence de ces sommités, le synode se transforme pour Danneels en un exercice de diplomatie, mais il est aussi l'occasion d'accéder aux hautes sphères de la direction de l'Église catholique. Cette première approche lui donne une impression positive de l'administration centrale romaine. Il estime en effet que les réunions qu'il préside échappent aux chamailleries de la curie romaine et offrent un réel espace de débat aux participants néerlandais.

Avec le pape, Willebrands et Danneels, Tomko, Descamps et Lescrauwaet, six évêques résidentiels néerlandais forment le «noyau fixe» du synode: Johannes Bluysen (Bois-le-Duc), Hubertus Ernst (Breda), Joannes Gijzen (Roermond), Johannes Bernard Möller (Groningue), Adrianus Simonis (Rotterdam) et Theodorus Zwartkruis (Haarlem). Outre les évêques il y a aussi deux représentants des religieux aux Pays-Bas: le prieur bénédictin Petrus van den Biesen et le provincial des salésiens, Adrianus van Luyn.

Étant donné la franchise des débats, les réunions offrent parfois une image peu brillante: celle d'évêques en conflit ouvert, qui constituent grosso modo deux factions opposées. Gijzen se situe à une extrémité du spectre, Zwartkruis et Ernst à l'autre

extrémité. Au milieu de ces relations tendues et polarisées, Danneels assume le rôle de l'«outsider qui reste en dehors du conflit». Il joue consciemment les diplomates; à la recherche de compromis, prêt à tout aborder et à laisser chacun exprimer son point de vue. Son rôle ne se limite toutefois pas à la seule gestion de conflits, il a aussi une dimension théologique. Pour Danneels, l'objectif du synode réside dans la recherche d'«une forme de collégialité plus profonde qu'une rencontre de managers confrontés à des problèmes dans leur entreprise». Danneels ne partage pas pour autant la lecture démocratique de la collégialité épiscopale développée par des Néerlandais comme Goddijn.

Simonis décrit la fonction de Danneels dans le synode comme celle de «trait d'union». Son mérite consiste précisément à faire continuellement référence aux principes fondamentaux de l'Église comme base d'un rétablissement de la communauté. Il s'agit, selon ses dires, d'un «exercice de doigté pouvant être d'une grande importance pour le développement d'une coresponsabilité concrète». Le nouvel archevêque belge insiste aussi sur la quête d'un équilibre entre gouvernement ecclésial universel et local ainsi que sur l'importance d'un sentiment communautaire sous le nom de *communio*. Cette *communio* – une notion largement mise en avant par des théologiens comme Lescrauwaet et reprise par Willebrands et Danneels – signifie pour lui que chacun a, selon sa position, un rôle à jouer dans l'Église locale: évêques, prêtres, diacres et laïcs (dans cet ordre et dans le respect des frontières entre ces catégories).

La redécouverte prometteuse de la *communio*

Ce que Danneels découvre également, pendant ce synode, c'est l'importance des contacts informels en marge de l'événement synodal lui-même. Si, dans la journée, les évêques néerlandais

sont censés trouver des solutions à des questions pratiques et à des problèmes théologiques cruciaux, l'atmosphère est tout autre après les sessions. L'archevêque belge séjourne avec les autres participants au Collège pontifical néerlandais, où des contacts informels ont lieu dans une atmosphère plus légère. Il apprécie les soirées passées avec Willebrands, un cigare et un petit verre à la main, et se plaît à penser que les évêques ont besoin d'entretenir de bonnes relations non seulement avec Rome, mais aussi entre eux.

Dans la journée, le sérieux reprend le dessus. Les pères du synode passent fébrilement en revue les divers thèmes, un à un : liturgie, sacerdoce et formation sacerdotale, œcuménisme, rôle de la conférence épiscopale et unité au sein de celle-ci. Albert Descamps établit un document de travail structuré (les chapitres traitent successivement des évêques, des prêtres, des religieux et des laïcs), qui servira de socle au futur rapport synodal. Si Danneels y adhère sans réserve, certains critiquent immédiatement le fait que l'ordre hiérarchique soit pris comme point de départ plutôt que, comme lors du concile Vatican II, l'Église en tant que peuple de Dieu. Cette modification de l'ordre conciliaire se confirme dans le rapport final (comptant 22 pages) signé le 30 janvier 1980 dans la chapelle Sixtine. Sous les fresques de Michel-Ange, Danneels et les autres pères du synode apposent ainsi leur signature dix ans jour pour jour après la parution du rapport de Noordwijkerhout sur le ministère ecclésial. Le contraste pourrait difficilement être plus frappant.

Le rapport final du synode, décrit par Danneels comme un document qui «s'il ne présente peut-être pas de valeur juridique pour d'autres Églises locales que la néerlandaise, constitue néanmoins une forme de jurisprudence», est dès le début placé sous le signe de la notion d'«unité ecclésiale». Que ce soit pour le pape ou pour Willebrands et Danneels, l'unité ecclésiale représente la clé de voûte. Du point de vue théologique, la version latine du texte traduit celle-ci par la notion de *commu-*

nio. Cette dernière notion, empruntée à la constitution conciliaire sur l'Église *Lumen gentium*, revêt une importance particulière. Elle est à présent élargie dans plusieurs directions: communion entre Églises locales et universelles, communion aussi entre l'institutionnel et le spirituel, communion enfin entre ministres ordonnés et laïcs. Le terme apparaît à l'avant-plan dans chacun des quatre volets du rapport synodal: la première partie – sur les évêques – renferme un encouragement à donner corps à la fois à la communion effective (exercice de l'autorité des évêques en collaboration avec l'évêque de Rome) et à la communion affective (relations entre évêques). Même si la possibilité d'une légitime diversité dans l'Église est affirmée, le lien et la fidélité à Rome sont considérés comme fondamentaux en tant que garanties d'unité. Le texte traite ensuite de la place des prêtres, abordant alors l'idée de *communio hierarchica* au niveau de l'église locale: tous les prêtres diocésains sont en communion avec leurs supérieurs hiérarchiques et doivent manifester l'obéissance appropriée à leur évêque. L'obligation du célibat est rappelée à titre d'évidence et la confusion de fonction avec les agents pastoraux doit, affirme-t-on, être évitée. Dans la volonté d'offrir aux futurs prêtres une formation optimale, le synode décide d'établir une commission post-synodale, composée d'évêques, qui examinera les différents centres de formation théologique.

C'est en raison de ce risque de confusion des fonctions, exprimé à maintes reprises par Danneels dans le passé, que le troisième chapitre, consacré aux religieux, rejette la notion de «tiers-ordre», en d'autres termes l'association de couples à la vie et à la spiritualité d'un ordre religieux, conçu comme une formule intermédiaire entre la vie conjugale et la vie religieuse. Tout risque de confusion entre les différentes fonctions et vocations doit en effet être écarté. Les laïcs et les agents pastoraux laïcs, enfin, constituent le thème du quatrième chapitre. Les laïcs sont tenus en haute estime, Danneels a d'ailleurs souligné

pendant le synode que «laïcité» n'était pas un gros mot. Mais il y un «mais», car le synode a aussi estimé que les groupes contestataires exerçaient parfois une trop forte influence sur la vie ecclésiale aux Pays-Bas. Le phénomène doit être endigué, c'est pourquoi une commission épiscopale fera l'inventaire des tâches concrètes que les laïcs et les agents pastoraux ont la possibilité et l'autorisation d'assurer. La différence ontologique entre ministres ordonnés et laïcs, si essentielle pour Danneels, apparaît à nouveau comme fondamentale: il faut éviter tout risque de créer un «clergé de l'ombre»; pas question, donc, que des prêtres qui ont quitté le ministère n'exécutent encore des tâches sacerdotales.

Alors que chez les fidèles néerlandais, les contrastes entre Noordwijkerhout et le synode de 1980 sont accueillis de façon très critique, Willebrands et Danneels se réjouissent avant tout du choix de la communion comme fil rouge du texte final. Ils posent ainsi inconsciemment un premier pas dans l'auto-perception, en pleine évolution, de l'Église catholique postconciliaire. Alors que dans les premières décennies après Vatican II, l'idée de «peuple de Dieu» était propagée en tant qu'image-clé pour décrire la réalité ecclésiale, le synode pour les Pays-Bas installe avec la *communio* une autre notion centrale. À l'époque, le terme résonne de manière relativement nouvelle. Ses conséquences n'apparaîtront que plus tard dans la décennie, lorsque Danneels, cette fois encore dans un rôle de protagoniste, affirmera que «le concept de *communio* était en 1980 un embryon de ce qu'il allait devenir en 1985». Dans le discours de clôture du synode, prononcé par Willebrands le 31 janvier, le cardinal néerlandais remercie expressément «son excellence l'archevêque de Malines-Bruxelles» pour s'être «généreusement mis à la disposition du synode et, au-delà, de toute l'Église néerlandaise».

Une opportunité manquée

Le synode entraîne avant tout la création de nouvelles structures: les commissions sur les laïcs et sur la formation théologique, ainsi qu'un conseil synodal, dans lequel les cardinaux Garrone et Willebrands siègent avec l'évêque de Bois-le-Duc, Johannes Bluysen. Le conseil se réunit alternativement à Utrecht et à Rome sous la direction de Tomko puis, à partir de 1985, sous celle de son successeur au Secrétariat du synode, Jan Pieter Schotte, un scheutiste originaire de la région natale de Danneels. Les commissions fondées en vertu du synode entament leurs activités au début des années 1980: il est résulte un rapport détaillé sur la situation néerlandaise, que Willebrands envoie à Rome en 1983. C'est l'un de ses derniers actes en tant qu'évêque d'Utrecht, puisque peu après, il est remplacé à Utrecht par Adrianus Simonis et reprend à temps plein la charge du Secrétariat pour l'unité chrétienne. Les problèmes des Pays-Bas sont toutefois loin d'être réglés: beaucoup de catholiques considèrent les résultats du synode comme insuffisants et, souvent aussi, comme un «détricotage romain» de ce qui avait été engagé dans les années 1960. Les tensions persistent, se traduisant notamment par la naissance en 1983 de l'Association de Mariënborg, à laquelle Simonis aura dorénavant affaire. Les tensions concernant les agents pastoraux et les professeurs qui sont d'anciens prêtres, et l'analyse des formations néerlandaises en théologie ne faibliront pas sous le règne du nouvel archevêque et referont à nouveau surface à la fin de la décennie.

De retour en Belgique, Danneels ne vit ces contestations permanentes qu'à distance. Il conserve pour sa part une relation de confiance avec plusieurs évêques, comme Simonis et Ernst. Dans les années qui suivent, il recevra régulièrement certains évêques néerlandais à Malines, souvent en dehors de la concertation annuelle qui les réunit avec leurs homologues flamands. L'archevêque sait que les décisions du synode ont été accueillies

froidement. Un an après l'événement, Willebrands avoue dans la presse que le synode a été, dès le début, perçu négativement, et cela malgré l'attente largement partagée de voir les évêques faire montre d'unité dans leur gouvernement.

À mesure que les mois passaient, cette attente a été anéantie. Nulle part on n'a constaté de vraie communion, de véritable communauté. Les conflits ont ressurgi de manière virulente. Il n'en est ressorti que déception, amertume, opposition ouverte aux évêques et, ce qui est peut-être le plus grave, indifférence croissante vis-à-vis de l'Église.

La division au sein du synode et ses lourdes conséquences pour la polarisation vont être pour le nouvel archevêque une leçon à plusieurs égards. Cela l'incite à réfléchir sur l'attitude à adopter face à la conférence épiscopale belge, aux prêtres et aux laïcs, ou encore aux facultés théologiques universitaires. Sur tous ces terrains, la situation néerlandaise va servir de miroir. Dès 1980, Danneels acquiert la conviction que le gouvernement d'une province ecclésiastique repose sur de bonnes relations avec les bureaux de la curie romaine et le pape.

«Le meilleur discours synodal
que j'aie jamais prononcé!»

Non seulement le synode de janvier 1980 a permis une entrée en force de Danneels dans les milieux romains, mais il l'a aussi laissé enthousiaste à propos de la prise de décision synodale elle-même. Lorsqu'en septembre de la même année, il se rend dans la ville éternelle pour un deuxième synode, il est aussitôt le bienvenu. Cette fois, il s'agit non pas d'un synode particulier, mais du cinquième synode «ordinaire» des évêques (du 26 septembre au 25 octobre). Le système des synodes a été institué par Paul VI dans la foulée du concile et la première grande

assemblée du genre a eu lieu dès 1967. À la différence du synode «particulier» dont il a été question plus haut, le synode «ordinaire» est une assemblée des représentants du collège épiscopal universel traitant d'un thème qui touche toute l'Église. Il existe aussi des «synodes extraordinaires» qui ont trait à l'Église universelle, mais qui sont convoqués dans une certaine urgence, à une occasion particulière.

Un synode ordinaire donc, portant sur le thème de la famille chrétienne. Le sujet est délicat dans la mesure où l'attention du monde extérieur (et celle du monde intra-ecclésial) est principalement dirigée sur ce que les pères synodaux ont à dire sur la régulation des naissances et les moyens de contraception. Plus d'une décennie après sa parution, l'ombre d'*Humanae vitae* plane encore. Le rapporteur général de cette assemblée – appelé officiellement *relator* – est le cardinal Joseph Ratzinger, archevêque de Munich-Freising depuis trois ans. Créé cardinal en 1977, il est rapidement devenu un familier du pape Jean-Paul II. Chaque synode est précédé d'une préparation en profondeur, dans laquelle le *relator* joue, du côté de l'organisation, un rôle capital. Ratzinger est donc l'une des figures-clés qui établissent les grands axes du synode à venir. Par ailleurs, tout synode est également précédé d'une réflexion plus large au niveau des Églises locales et des médias. Cette réflexion implique d'autant plus d'acteurs que le thème choisi est proche des soucis de l'homme contemporain et de la société moderne: la vision de l'Église à propos du mariage, de la vie conjugale et de la morale sexuelle. Durant cette période, le cardinal allemand épiluche les réponses aux questionnaires envoyés aux évêques au préalable.

Dès avant l'annonce du synode, les universités de Louvain et de Louvain-la-Neuve se sont toutes deux engagées dans un débat sur la fertilité. De la fin 1978 à 1982, les thèmes des contraceptifs artificiels, de la stérilisation contraceptive et de l'insémination artificielle (avec donneur étranger ou non) suscitent des

discussions continues au sein des pouvoirs organisateurs des universités catholiques situées des deux côtés de la frontière linguistique belge. En juillet 1982, le professeur Guillaume de Stexhe informe l'assistance sur le thème de l'avortement lors d'une assemblée du pouvoir organisateur de l'Université catholique de Louvain. Du côté flamand, on note surtout la tension persistante qui oppose l'ancien ministre Robert Houben et l'évêque de Gand, Léonce-Albert Van Peteghem. Houben juge problématique l'attitude du magistère ecclésial en matière de «traitement médicaux et de manipulation de l'être humain». Van Peteghem considère quant à lui chacun des thèmes cités comme «immoraux». Il est clair qu'en Belgique, les regards, notamment ceux des médias, sont braqués sur Danneels.

Danneels est le huitième orateur du synode, juste après l'archevêque ukrainien Myroslav Ivan Lubachivsky et avant l'archevêque de Milan, Carlo Maria Martini. Bien qu'il n'ait pas eu à déterminer l'ordre de successions des débats, Danneels aime suivre dans les synodes la voie de la progressivité et de la prudence. Il parle rarement en premier, préférant commencer par écouter le débat, ce qui lui permet d'évaluer la situation et d'adapter son discours si nécessaire. Il met aussi un point d'honneur à apporter à chaque synode quelque chose de neuf par rapport aux orateurs qui le précèdent. C'est précisément cette stratégie qu'il adopte déjà pendant le synode sur la famille, où son intervention porte sur le fait que bien des familles voient l'avenir avec grande inquiétude en ces temps de crises et d'incertitude.

L'allocation de Danneels puise dans les exposés qu'il a donnés en tant qu'évêque d'Anvers sur la perte de transcendance dans le monde occidental. C'est sur cette base qu'il décrit l'inquiétude des familles, «causée par la disparition d'une «antenne les reliant à Dieu»: le synode a vis-à-vis des familles une mission à remplir, qui consiste selon lui à mettre la beauté du mariage chrétien en lumière à une époque de sécularisation. Le sujet est

délicat, d'autant que Danneels s'exprime au début de la vague de divorces qui va atteindre la Belgique dans les années 1980 et 1990 et qu'il souligne à Rome la responsabilité partagée des partenaires l'un à l'égard de l'autre ainsi qu'à l'égard de leurs enfants. Il se montre plus prudent lorsqu'il évoque les interrogations de beaucoup de catholiques face aux principes d'*Humanae vitae*. Dans ce domaine, il faut selon lui regarder les «valeurs qui sont à la base de cette encyclique». Danneels aborde le sujet de manière extrêmement diplomatique, n'excluant pas, lorsqu'il fait référence au discours d'ouverture de Ratzinger, la possibilité de confronter ces principes moraux à la réalité quotidienne.

Nous demandons au synode de se pencher sur l'inspiration profonde de l'encyclique *Humanae vitae* et sur les valeurs humaines et évangéliques qui y sont mises en avant. Il devrait aussi se donner pour objectif d'analyser les raisons pour lesquelles la doctrine de l'Église se heurte à tant d'hésitations et de refus dans ce domaine.

[...] Dans son rapport d'introduction, le cardinal Ratzinger a indiqué que de plus en plus divorcés se remariaient. L'attitude de l'Église vis-à-vis de ces gens représente pour beaucoup de prêtres et de laïcs une source de confusion. Ils ne voient plus comment réconcilier le droit canonique avec la miséricorde de Dieu.

La tension et, surtout, la nécessité de trouver un équilibre entre loi et miséricorde est un sujet crucial pour Danneels. Il l'appliquera dans son pays à la problématique des divorcés remariés, dans laquelle il reprend l'appel à la conscience, invoqué par son prédécesseur à l'époque d'*Humanae vitae*, comme argument décisif. Il souligne: «Dans le débat sur la question de savoir s'il fallait refuser la communion aux divorcés, je me suis laissé inspirer par la règle de base selon laquelle les hommes ne peuvent jamais aller contre leur conscience formée». Par cette «conscience

formée», Danneels entend l'obligation des gens à s'informer avant de prendre une décision. Une fois cette décision prise en âme et conscience, elle doit être pleinement respectée, y compris par les prêtres et les dirigeants de l'Église.

Juste avant la clôture du synode, de nouveaux membres sont choisis pour le conseil du Secrétariat général du synode des évêques, qui assure la permanence des travaux de deux façons: le suivi du synode en cours et la préparation du suivant. À chaque synode, des pères synodaux sont élus pour rejoindre cette équipe, menée par le secrétaire général du synode. Le vote du 24 octobre 1980 reflète le prestige dont Danneels jouit à Rome après un an à peine d'épiscopat à Malines: il obtient d'emblée 124 voix, trois de plus que l'élu suivant, Joseph Ratzinger, et quatorze de plus que Basil Hume, bénédictin anglais et cardinal-archevêque de Westminster.

Chapitre 8

AUTOUR DE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Si Danneels ne s'oppose pas à la théologie de la libération pendant ses années anversoises, son engagement concret dans ce domaine reste limité malgré le militantisme des mouvements de base actifs dans les différents diocèses belges. Son *Psaume pour Puebla*, une exception à cet égard, a été bien accueilli par des groupes comme les Chrétiens pour le socialisme. L'entretien que Danneels a le 10 décembre 1978 avec le charismatique archevêque d'Olinda et Recife, dom Helder Camara, est assez révélateur. Invité au centre culturel *De Singel* d'Anvers par quatre ONG, celui-ci est venu parler de la thématique de l'oppression et des droits d'homme au Brésil sous la dictature militaire qui règne alors sur le pays, une conférence donnée à l'occasion du trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il en a profité pour rendre visite à l'évêque local. Après cette rencontre, le prélat brésilien a confié que son homologue anversois n'était guère au courant de la problématique de la pauvreté et s'imaginait à tort qu'elle était pratiquement inexistante en Belgique. Le fait est que le thème n'est à l'époque pas prioritaire pour Danneels. Cela va changer radicalement dans la première moitié des années 1980.

Mouvements de base en Belgique

L'espoir que Danneels exprimait dans son psaume ne s'est pas vraiment concrétisé : le contraste entre les rencontres de Puebla

et Medellín saute aux yeux. La théologie de la libération n'a peut-être pas été interdite et les communautés de base existent toujours, mais le soutien ecclésiastique officiel s'est effrité et l'élan de Medellín est en partie retombé. Sous le pape polonais, le climat est au refus de tout ce qui tend vers le communisme ou le socialisme. Si Jean XXIII avait formulé dans l'encyclique *Pacem in terris* une prudente distinction entre les systèmes idéologiques d'une part, les actes ou mouvements individuels qui en découlaient de l'autre, ce type de nuance n'est dorénavant plus à l'ordre du jour. Les expériences de Wojtyśa avec le communisme en Europe centrale et de l'Est ont déterminé son attitude et fait naître chez lui un rejet catégorique d'une lecture de la Bible et d'une théologie inspirée d'une analyse sociale marxiste. Au même moment, l'antagonisme entre les dictatures latino-américaines de droite et les mouvements de résistance d'inspiration communiste a créé une situation tendue.

Au cours de ses premières années, très chargées, à la tête de l'archidiocèse, l'intérêt de Danneels pour la problématique latino-américaine augmente. Les mouvements chrétiens progressistes, de gauche, tant flamands que wallons, dénoncent sans relâche la situation intolérable du continent et organisent régulièrement des actions. Danneels n'y est guère impliqué, mais il entretient, depuis le Wollemarkt, des contacts parcimonieux avec des compagnons d'études de ses années louvanistes : les frères Jorge et Oscar Alvarez Calderon, ainsi que Gustavo Gutiérrez. Ce dernier lui donne des informations de première main sur la problématique latino-américaine, notamment au Pérou. Danneels sait aussi que Gutiérrez et d'autres éminents théologiens de la libération ont été écartés des préparatifs de Puebla et que le Colombien Alfonso López Trujillo, président de la CELAM, n'est pas étranger à cette manœuvre.

Outre les mouvements de base qui se sont appropriés l'idéologie de la théologie de la libération, la Belgique compte d'autres foyers de cette tendance. Les universités catholiques,

par exemple. Depuis les années 1970, la situation latino-américaine est suivie de près dans les milieux estudiantins et professoraux de Louvain-la-Neuve, où le prêtre-sociologue François Houtart exerce une forte influence. Du côté flamand, la paroisse universitaire de Louvain ne cache pas non plus sa sympathie pour la théologie de la libération. Le 2 février 1980, peu après la clôture du synode néerlandais, Danneels assiste pour la première fois en qualité de grand chancelier aux séances académiques lors desquelles les universités remettent leur doctorat honorifique. À Louvain, celui-ci est attribué en 1980 à l'archevêque de San Salvador, Oscar Romero – dix ans exactement après que dom Helder Camara s'y soit vu offrir la même distinction. Alors que les insistances permanentes de Romero sur l'importance des droits de l'homme et la défense des plus pauvres avaient auparavant bénéficié du plein soutien du pape Paul VI, elles éveillent à présent la méfiance de certains milieux romains et de la classe politique de droite au Salvador.

L'allocation de Romero sur «La dimension politique de la foi dans la perspective de l'option préférentielle pour les pauvres» est l'un des premiers moments où Danneels se rend pleinement compte de l'existence de «structures de péché» dans un pays où l'Église a beaucoup à dire. Romero défend le droit des pauvres à se révolter contre leur situation, ce qui n'est pas sans lourdes conséquences. La conscience que le choix d'un humanisme chrétien, fondé sur la Bible, peut avoir des implications sociales et politiques grandit suite aux événements dramatiques qui se produisent peu après; six semaines après que Danneels ait parlé avec Romero à Louvain, on apprend que celui-ci a été tué par un escadron de la mort pendant une célébration eucharistique. Cinq jours plus tard, le 29 mars 1980, l'archevêque se rend à la cathédrale de Bruxelles pour y célébrer une sobre cérémonie commémorative. La foule est plus importante que prévu, à tel point que l'édifice ne peut la contenir. La célébration est centrée sur le cinquième commandement de la

Bible, que Romero a cité dans un discours la veille de sa mort: *no matarás*, «tu ne tueras point». Désormais, Danneels va prudemment prendre ses distances par rapport aux critiques de plus en plus vives du Vatican à l'encontre de certaines communautés de base.

Une inquiétude croissante

Prudemment, quand on sait que dans ces premières années d'épiscopat, la pression exercée sur l'archevêque pour qu'il prenne clairement position va en augmentant. Les médias manifestent une sympathie croissante pour les représentants opprimés de la théologie de la libération; sur le continent latino-américain, la tension entre partisans et adversaires augmente également. Dans la petite Belgique, de plus en plus de prêtres et de laïcs engagés critiquent ouvertement l'attitude romaine envers les théologiens de la libération. Dans le diocèse de Bruges, Lieve, la propre sœur de Danneels, est étroitement impliquée dans une communauté de base animée par des prêtres comme Willibrord Denaux. À un niveau plus académique, des revues théologiques comme *Concilium*, qui est portée par Schillebeeckx, s'intéressent à la théologie politique et offrent un forum à des évêques comme Paolo Arns, qui plaide pour une interprétation sociale de la notion de *communio*. Tout cela s'accompagne d'une critique acerbe de la politique étrangère des États-Unis, dont Ronald Reagan devient le président en janvier 1981.

En juillet 1980, Danneels rencontre quatre prêtres du Salvador qui l'éclairent sur l'urgence de la situation et les raisons pour lesquelles les catholiques des communautés de base s'insurgent contre le régime et cherchent à rejoindre la résistance sandiniste de gauche. Les signaux alarmants se multiplient en ce début de décennie. Danneels reçoit régulièrement des échos par le biais du *Collegio pro America Latina* (COPAL), c'est-à-dire

le Collège latino-américain louvaniste, ouvert dans les années 1950 sous Pie XII pour former des prêtres *Fidei donum* pour les missions. Dans ce collège situé près du jardin botanique de Louvain, on entretient d'excellentes relations avec bon nombre de prêtres actifs dans les communautés de base en Amérique latine, comme le Bruxellois José Comblin, qui travaille au Brésil. Certains sont impliqués dans la résistance politique. En tant qu'organisation «cléricale», le COPAL collabore également de près avec la Coopération Amérique Latine, une association laïque. Dès avant la Noël 1983, Danneels visite le collège, alors dirigé par Jan De Bie – un prêtre anversois qui a vécu pendant plusieurs années au Brésil et entretient de bons contacts dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le COPAL, qui collabore fréquemment avec des OGN chrétiennes comme Broederlijk Delen, surveille la situation et propose des cours de formation pour les stagiaires qui s'apprentent à partir pour l'Amérique latine.

Danneels voit aussi l'attention pour le continent latino-américain grandir au sein de l'Institut bruxellois Lumen Vitae, où les jésuites s'occupent de la formation théologique d'étudiants issus des pays du tiers monde. Le mouvement gagne en puissance lorsque l'université de Louvain décide, deux ans après le doctorat honoris causa de Romero – soit le 2 février 1982 – d'attribuer le même titre au cardinal Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, au Brésil. La sympathie belge pour les mouvements de libération n'a pas non plus échappé à Pax Christi International, dont Danneels a reçu le flamboyant président, l'évêque italien Luigi Bettazzi, avant la remise du doctorat honoris causa à Lorscheider. Dans ces années-là, Bettazzi est extrêmement engagé dans le soutien aux mouvements de base et il trouve en Danneels un auditeur réceptif. Si réceptif même que, quelques mois plus tard, une délégation de Pax Christi est à nouveau envoyée au Wollemarkt pour informer l'archevêque sur l'évolution de la situation en Amérique latine.

La mise à l'honneur de Lorscheider acquiert après celle de Romero une valeur symbolique, d'autant plus que, sur les insistantes du vice-recteur louvaniste Guido Maertens et avec l'approbation de Danneels dans le pouvoir organisateur, Lorscheider a été fait docteur honoris causa à la place de l'archevêque de Varsovie, le cardinal Józef Glemp, un éminent adversaire du communisme. Le lendemain de la cérémonie, Lorscheider est reçu à Malines, où il donne une conférence sur le mouvement de base brésilien. Après la conférence, les liens entre Malines et Fortaleza sont encore approfondis lors d'une visite de Lorscheider à Danneels au palais épiscopal.

La Congrégation pour la doctrine de la foi

La visite de Lorscheider se déroule sur fond de tension croissante entre lui-même et le nouveau préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, le cardinal Joseph Ratzinger. Celui-ci soutient le président, de tendance de droite, du CELAM, Alfonso López Trujillo. Sous l'influence de ce tandem, qui agit sous le couvert de la position antimarxiste du pape, de plus en plus de théologiens de la libération sont visés par la Congrégation, notamment Jon Sobrino, Leonardo Boff et... Gustavo Gutiérrez. Bien que Danneels soit également membre de cette congrégation curiale, il n'est pas évident pour lui de faire contrepoids dans cette affaire; il sait par expérience que, même s'ils sont invités annuellement aux séances plénières, les membres de cet organe sont souvent tenus à l'écart des dossiers délicats. Qu'il s'agisse des affaires Schillebeeckx et Küng ou de la théologie de la libération, les vraies décisions sont prises, sans grande communication, dans les bureaux de la Piazza del Sant'Uffizio. Mais dans le dernier cas, l'affaire prend une tournure d'autant plus concrète pour Danneels que Gustavo Gutiérrez, un compagnon d'étude et un ami, fait partie des personnes suspectées.

De plus, la position de Danneels à Rome évolue; il connaît mieux les figures clés que lorsqu'il était évêque d'Anvers et assiste davantage que dans le passé aux séances plénières des Congrégations romaines dont il est membre, que ce soit la Congrégation pour la doctrine de la foi ou la Congrégation pour les évêques. Fin 1982, début 1983, il fait de fréquents séjours à Rome, non seulement lors des séances des Congrégations citées, mais aussi dans un tout autre cadre: le consistoire du 2 février 1983, lors duquel il est lui même intégré dans le collège des cardinaux. Avec ses 49 printemps, Danneels appartient à la plus jeune génération du collège cardinalice. Cette nouvelle promotion est diversifiée: on y trouve aussi bien des prélats à l'esprit ouvert, comme Carlo Maria Martini, que d'autres plus traditionnels. Le consistoire fait d'ailleurs l'objet de critiques; le fait que Lopez Trujillo ait été fait cardinal par le pape est interprété dans bien des cercles comme un énième désaveu de la théologie de la libération.

Une vague de fond se dessine progressivement: le thème de la pauvreté, y compris dans sa dimension politique, apparaît de plus en plus à l'avant-plan pour Danneels. En 1983, le tout jeune cardinal belge apprend que la Congrégation pour la doctrine de la foi a, à son insu, envoyé aux évêques péruviens une lettre renfermant dix *observationes* – remarques critiques – concernant la théologie de son ami Gutiérrez. Ces commentaires ont pour fil rouge la critique de l'interprétation marxiste de l'histoire et d'une lecture trop «sélective» de la Bible. Le lien établi, dans l'œuvre de Gutiérrez, entre le concept biblique de libération et la notion de lutte des classes est considéré par Ratzinger comme une perversion du message de la Bible. Le préfet demande donc aux évêques péruviens de prendre position, mais il se heurte à un corps épiscopal partagé. À ce stade, il n'est pas encore question de condamnation formelle de Gutiérrez.

La mission d'un cardinal

À Malines, les conflits relatifs à la libération et à la pauvreté ont également une résonance: le 9 mars, alors que Danneels est fêté par la ville à l'occasion de son accession au rang de cardinal, il tient en présence du bourgmestre socialiste Jef Ramaekers, du premier ministre Wilfried Martens, du ministre flamand Hugo Schiltz et du conseil communal malinois un discours dans lequel il associe la thématique de la théologie de la libération à une vision presque programmatique du rôle de cardinal. Il y décrit les cardinaux comme des conseillers institutionnels du pape, à la fois ancrés dans leur propre diocèse et soucieux de l'Église universelle. La vision universelle est essentielle pour Danneels.

Cette vision change un homme; elle le dispose à une plus grande gratitude et certains jours aussi à l'inquiétude [...] Ce soir, je voulais vous entretenir de ces valeurs humaines. Ce sont les valeurs que l'Église veut promouvoir. Ce n'est pas son rôle de s'immiscer dans la gestion juridique, politique ou militaire. Mais une Église détentrice d'une tradition vieille de deux millénaires a bien pour tâche de définir, de défendre et de favoriser l'éthique de ces activités humaines. L'Église est aussi là pour l'homme. [...] L'Église est avant tout là pour l'homme «pauvre». [...] Elle soutient et aide les dirigeants qui tendent vers un nouveau style de vie, plus juste et plus sobre. Elle loue le courage qu'une telle politique exige et les risques encourus, en particulier sur le plan électoral. Elle souhaite que les pauvres passent en premier lieu et ne subissent pas de façon disproportionnée les conséquences de la crise. Enfin, elle met en lumière le contexte international dans lequel ils vivent; elle se doit de plaider sans relâche pour de nouvelles structures économiques et une nouvelle paix mondiale. C'est

pourquoi la faim dans le tiers monde est pour elle un thème récurrent [...] Une civilisation dans laquelle l'homme se rend maître de l'homme est inhumaine. L'humanisme n'est possible que là où on accepte que chaque être humain, si petit et si insignifiant soit-il, prenne racine dans un mystère qui le dépasse, lui et tous les hommes.

Danneels songe à la situation belge, où la politique d'austérité du gouvernement cause des dégâts. Il fait en réalité allusion à la lettre sur la crise économique qu'il a écrite à ce sujet en 1981 avec les membres de la conférence épiscopale. Mais son champ de vision s'est depuis lors élargi et les développements qui touchent l'Amérique latine transparaissent également dans ses paroles. Ce discours représente un jalon important: non seulement l'attention de Danneels pour un humanisme chrétien se concrétise, mais elle est également approfondie jusqu'à devenir un principe de base à valeur universelle: les chrétiens doivent s'engager pour l'homme concret, peu importe le lieu et la façon. Cette approche plus concrète gagnera en maturité dans le courant de 1983 et de 1984. L'une des premières impulsions sera fournie en 1983 par une concertation privée avec Ratzinger à Castel Gandolfo, lors de laquelle le cardinal préfet affirme que l'analyse de tendance idéologico-marxiste de la Bible et du contexte politique actuel est intenable et constitue même un danger fondamental pour la foi et l'Église. Aux yeux de Ratzinger, la théologie de la libération modifie toutes les formes de la vie religieuse, de la structure de l'Église, de la liturgie et de la catéchèse. Sa conception de la libération est fondée non pas sur l'Évangile mais sur une idéologie athée: en cela, elle constitue donc une trahison de la tradition et un infidélité à la doctrine catholique. Dirigé contre les écrits de Sobrino et de Gutiérrez, le message de Ratzinger se reflète dans ses *Notes de travail*, publiées partiellement en janvier 1984 dans la revue péruvienne *Oiga* et intégralement deux mois plus tard dans

Trenta Giorni, le mensuel italien très lu du mouvement *Comunione e liberazione*, dirigé par Giulio Andreotti.

Lorsque dom Helder Camara rend visite au cardinal Danneels au début mai 1984 l'ambiance n'est plus la même que cinq ans auparavant. La peur d'une condamnation formelle de la théologie de la libération sous-tend la conversation, au cours de laquelle grandit la conviction partagée qu'il faut éviter cela. C'est clair à présent: la meilleure façon pour Danneels de se faire une idée de la problématique consiste à se rendre lui-même en Amérique latine.

«La pauvreté, il faut la sentir»

Le 23 juillet 1984, Danneels embarque pour l'Amérique latine avec Jan De Bie et le prêtre anversois Paul Pas. Le voyage durera près d'un mois et les mènera dans cinq pays, avec chaque jour une série de rencontres qui ont souvent lieu à plusieurs endroits. Établir le programme n'a d'ailleurs pas été une sinécure. Ce sont principalement De Bie et les dirigeants de l'organisation Coopération Amérique latine, Denise Verschuren et René Thiel, qui s'en sont chargés. Le but du voyage est double. Il s'agit d'une part de rendre une visite pastorale aux nombreux prêtres et laïcs belges, de l'autre, de «prendre le pouls de l'Église latino-américaine et de faire l'expérience concrète de ses étonnantes qualités religieuses».

Après une escale à Madrid, Danneels arrive le lendemain à Bogotá, en Colombie. Il reste une demi-journée à peine dans ce pays, le temps de visiter les bureaux du CELAM. Plusieurs autres visites officielles auront lieu au cours de ce séjour. Sur place, elles sont parfois accueillies avec une certaine inquiétude, car, aux yeux des communautés latino-américaines qui vont le recevoir, le cardinal est avant tout membre de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Cette méfiance se dissipe généralement pendant la visite, dont l'horaire prévoit du temps pour aller à la rencontre de la population locale.

Depuis la Colombie, le groupe se rend au Pérou, pays déchiré entre la guérilla maoïste du «Sentier lumineux» et les projets de réforme néolibéraux de Mario Vargas Llosa. À Lima, c'est l'immersion immédiate pour Danneels, qui rencontre le cardinal Landazurri Ricketts et visite le centre de Gustavo Gutiérrez et de Pedro de Guchteneere, où l'on forme des agents pastoraux pour les communautés de base. Les notes de voyage du cardinal témoignent de l'importance de cet entretien et du soutien dont Gutiérrez jouit à Lima de la part de l'évêque auxiliaire, German Schmitz. Le même Schmitz accompagne le cardinal pour une promenade dans les bidonvilles, une expérience qu'il n'oubliera pas de sitôt.

Des contacts et des célébrations sont également organisés avec les membres et les leaders de ces communautés. Le 27 juillet, nouveau passage de frontière, cette fois en direction de la capitale bolivienne où, l'espace de quelques heures, le cardinal a du mal à s'accoutumer au changement d'altitude. Aussitôt ce malaise surmonté, l'archevêque de Malines part à bord d'une jeep pour le village d'Oruro, où travaille le prêtre André De Roo. Lors de ce genre de rencontres, la misère des conditions de vie sur place submerge le groupe et, avec elle, la conscience que ces gens ne sont pas les guérilleros marxistes que les milieux du Vatican et certains bureaux du CELAM voient en eux. Après le retour à La Paz, un vol emmène Danneels à Santiago du Chili.

Pendant les cinq jours passés dans le Chili de Pinochet, Danneels rencontre différents Belges actifs dans le pays, ainsi que d'éminents théologiens de la libération comme Ronaldo Muñoz. Le groupe se rend ensuite au Brésil, où il loge à Fortaleza, dans la résidence d'Aloisio Lorscheider. Les conversations qu'il a avec ce dernier lui permettent de se faire une image plus précise des tensions qui règnent au sein du CELAM, du rôle de Lopez Trujillo et du soutien dont il bénéficie de la part de lointains bureaux du Vatican. Le contraste entre les représentations théologiques en Europe et la réalité sur le terrain n'en apparaît que

plus criant. Il s'accentue encore lorsque Danneels rend visite aux prêtres de Helder Camara, comme José Comblin, qui s'engagent pour une libération concrète. La concélébration avec ce dernier compte parmi les moments forts du voyage. Le dimanche 19 août au soir, Danneels embarque à bord du vol IB 992, direction Madrid. De là, il rentre en Belgique.

Un événement marquant s'est produit pendant ce séjour. Le 6 août, alors que Danneels rendait visite au cardinal Arns à Sao Paulo, un autre cardinal signait, à Rome, une *Instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération*. Dans ce texte, Joseph Ratzinger critiquait vivement la dite théologie et donnait aux arguments de son précédent document de travail le statut de doctrine ecclésiale officielle.

Danneels est très irrité, d'autant qu'en tant que membre de la Congrégation romaine compétente, il n'a été informé sur aucun point du document à paraître. Tandis que la plupart des cardinaux européens restent sur leurs gardes et que des prélats italiens comme Carlo Maria Martini réagissent même de façon plus laudative que critique à cette instruction, deux personnalités d'envergure expriment leur mécontentement: le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'État et, en tant que tel, numéro deux du Vatican, et Danneels lui-même. Casaroli a jusque-là poursuivi l'*Ostpolitik* de Jean XXIII et Paul VI, qui impliquait une certaine détente vis-à-vis du monde communiste. Il est tout simplement scandalisé de ce changement de cap, imposé sans concertation préalable, et de ses implications politiques. L'autre voix dissonante est celle de Danneels, qui fait savoir dans plusieurs interviews qu'il n'est pas d'accord avec la procédure suivie, mais remet aussi ouvertement en question la qualité intrinsèque de l'instruction. Une telle intervention ne passe pas inaperçue venant d'un homme qui n'appartient que depuis peu au collège des cardinaux. Une philosophe catholique française, Gwendoline Jarczyk, observe dans le quotidien *La Croix* que

Danneels prend, en tant que membre de la Congrégation pour la doctrine de la foi, «une position courageuse par rapport à ces théologiens dans lesquels il reconnaît des spirituels, des intellectuels et des pasteurs. Une conjonction qu'il estime peu banale. Ce qui ne l'empêche pas de souligner vigoureusement les questions que peut poser et pose effectivement ce type de théologie. La pauvreté, il ne faut pas la comprendre, dit-il néanmoins, il faut la sentir... avec son odorat».

Ce point de vue critique est relevé en Amérique latine, où la revue *Paginás*, fondée par Gutiérrez, consacre son numéro de l'automne 1984 à la crise qui entoure la théologie de la libération. Celui-ci contient outre des contributions du jésuite Hans Kolvenbach et d'Aloisio Lorscheider un article sur le voyage en Amérique latine de Danneels, intitulé de manière révélatrice *Apoyar a los pobres y sus teólogos*. Ce périple a en effet changé sa vision de l'Église et l'a rendu plus critique face aux dangers d'un modèle centraliste et uniforme. Danneels juge les initiatives locales cruciales :

Si j'étais en Amérique latine, je ferais sans doute la même chose que ces gens que j'ai vu à la base et qui sont en train de renouveler l'Église. Ce serait une catastrophe si on les décourageait. [...] Au fond, cette instruction romaine présente une théologie de la libération qui n'existe pas sous cette forme. Elle rassemble en une mosaïque différents éléments critiquables des théologies de la libération. Mais tous les points de cette carte correspondent-ils à ce qui se vit en Amérique latine ou dans d'autres régions du monde ? J'attends avec impatience le document annoncé, enfin un traité théologique positif sur la liberté du chrétien.

Danneels exprime un jugement nuancé et n'élude pas les dérives possibles de la théologie de la libération et de sa dimension politique. On sent qu'au fond, il se sent nettement plus proche

de l'œuvre d'un Gutiérrez que de celle d'un Leonardo Boff, qui accorde à son goût trop de crédit scientifique à l'analyse marxiste.

Le trait le plus frappant réside dans le jugement double qu'il porte sur la faiblesse de l'instruction romaine. Danneels souligne que le texte ne représente pas en tant que tel une réelle condamnation et que le résumé fait par les médias populaires – «le pape condamne la théologie de la libération» – ne correspond pas à la réalité. En même temps, il critique la lecture inadéquate – lisez: unilatéralement intellectuelle – faite par Ratzinger de la théologie de la libération et de ses motifs. Ce n'est pas l'analyse conceptuelle de la notion de libération qui doit prévaloir ici, mais plutôt une approche existentielle, qui prend au sérieux la pénible situation de pauvreté et la répression politique et militaire.

La discussion sur Gustavo Gutiérrez

Un peu malgré lui, le cardinal Danneels va grâce à cette intervention être considéré comme le protecteur des théologiens de la libération. Dans la dernière semaine d'octobre 1984, il reçoit sur le Wollemarkt plusieurs évêques chiliens qui sollicitent son avis. Au cours de la même période, José Dammert, évêque de Lima, ami proche et protecteur de Gutiérrez, est également reçu dans le salon de l'archevêque de Malines. Le sujet est brûlant: Dammert lui rapporte en détail l'entretien qui a eu lieu plus tôt dans le mois à Rome, lors d'une réunion de l'épiscopat péruvien avec le cardinal Ratzinger. Tant à Malines qu'à Lima, on se réjouit de ce qu'apparemment, une condamnation formelle des travaux de Gutiérrez soit exclue. Danneels n'y est pas étranger, puisqu'il a effectivement soutenu l'évêque auxiliaire German Schmitz, auquel il a fait, dans une lettre écrite à titre personnel, cette promesse expresse: «Je ferai également tout ce qui est en mon pouvoir pour informer le cardinal Ratzinger de ce que j'ai

vu et expérimenté durant mon voyage en Amérique latine. Il faut veiller, en effet, à ce que certains ne fassent pas un mauvais usage du document de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi».

Un mois plus tard exactement, du 26 au 29 novembre 1984, Danneels est à Rome, où il profite de l'assemblée plénière de la Congrégation pour la doctrine de la foi pour placer une remarque concernant la procédure suivie deux mois plus tôt lors de la parution de l'instruction. Bien que la théologie de la libération ne soit pas officiellement à l'ordre du jour, le cardinal belge soulève le problème. Il s'y est préparé: après une ample correspondance avec les prélats d'Amérique latine, il a demandé à des compatriotes aux opinions divergentes, dans le courant d'octobre, de lui établir un dossier sur la problématique de la libération. Des théologiens comme Michel Schooyans, Ignace Berten et Jan De Bie, lui ont procuré une documentation détaillée.

Les attaques dirigées contre la théologie de la libération ne s'arrêtent pour autant, mais elles se modifient. Dans le courant de 1985, Ratzinger choisit lui aussi de s'exprimer publiquement: dans son livre d'entretiens avec Vittorio Messori, *Entretien sur la foi*, le préfet expose en détail ses objections contre la théologie de la libération. Pendant ce temps, les enquêtes individuelles sur les théologiens se poursuivent et visent notamment l'œuvre de Leonardo Boff. Les sanctions menaçant ce dernier suscitent à nouveau la contestation en Belgique, où un groupement de mouvements de base, encouragé par le jésuite et professeur louvaniste Georges De Schrijver, entreprend des actions sous le slogan «Boff? Tof!». Outre des conférences et des envois de lettres, le groupe organise une pétition dans laquelle plusieurs milliers de signatures font part au cardinal Danneels de leur soutien à Boff et à la théologie de la libération. Le 24 juin 1986, la pétition débouche sur un entretien, organisé à Malines, avec

une délégation de représentants des communautés de base comme Judith Troubleyn, Cécile Verdru et le dominicain gantois et aumônier des étudiants Guus Snijkers, une nouvelle fois en présence de De Schrijver, mais aussi de représentants du mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW), comme Jef Mariën. La revue des mouvements de base en Belgique, *Belhamel*, fait mention d'une rencontre étonnamment sincère et positive avec Danneels. À cette occasion, l'archevêque montre une fois de plus que, même s'il peut comprendre l'inquiétude régnant au Vatican, il n'est pas le simple porte-parole des instances romaines.

L'analyse sociale est effectivement l'une des principales causes du problème. À Rome, ils en ont très peur. Je leur ai déjà dit qu'ils tiraient sur des cibles imaginaires: les théologiens de la libération ne sont pas aussi idéologiquement marqués que Rome ne l'imagine. Néanmoins, les difficultés commencent quand on présente un schéma de lecture comme l'unique qui puisse convenir.

Cet entretien manifeste une fois encore la position nuancée de Danneels, qui est sensible aux préoccupations des membres du groupe. Il s'y déclare également satisfait du fait que Rome, trois mois auparavant, en mars 1986, n'a pas prononcé, à travers l'instruction *Libertatis nuntius*, de condamnation définitive de la théologie de la libération.

Chapitre 9

VISITE DU PAPE ET LIVRE DE LA FOI

Un an environ après sa création comme cardinal, un point supplémentaire s'ajoute à l'agenda de Danneels, à savoir la préparation d'une visite du pape Jean-Paul II en Belgique. Cette visite s'inscrit dans le contexte plus large d'un voyage au Benelux, dont l'initiative émane principalement de la Belgique. Ce genre de visite ne s'improvise évidemment pas. L'invitation est partie de la nonciature bruxelloise et a été précédée d'un lobbying prudent, mais néanmoins déterminé, destiné à éviter un refus éventuel. Même une fois la promesse obtenue, l'organisation d'un tel événement exige encore bien des efforts et des décisions diplomatiques, à commencer par le choix de l'ordre dans lequel les pays seront visités: à l'origine, cela devait être «Pays-Bas-Belgique-Luxembourg», mais le 5 mars 1984, l'évêque luxembourgeois Jean Hengen, l'archevêque Adrianus Simonis et Godfried Danneels – seul cardinal du groupe – conviennent de le modifier en «Pays-Bas-Luxembourg-Belgique». Ce revirement s'explique en partie par la complexité administrative et communautaire de la Belgique, à la fois comme pays et comme province ecclésiastique. Si l'on veut que personne ne soit lésé, le programme doit reposer sur un subtil équilibre entre Flamands, Wallons et Bruxellois, avec comme conséquence une visite plus étendue que dans les autres pays.

Les préparatifs de l'épisode belge sont confiés à un Bureau permanent dirigé par l'ancien premier ministre belge Pierre Harmel et Marcel Thienpont, pour lequel Raymond Cauwe, secrétaire de la conférence épiscopale belge et Benoît Janssens

de Bisthoven fournissent un important travail. Cette organisation où siège également Danneels – et dont l’organigramme paraît à la mi-juin 1984 – supervise l’ensemble des opérations et stimule les autres organismes participants. Le 20 septembre, le Bureau permanent se voit adjoindre un «Comité accueil du pape», qui prend en charge l’organisation concrète, mais fait aussi des choix de contenu s’agissant, par exemple, des prises de contacts avec les autres Églises chrétiennes ou le lien avec l’islam et la communauté juive. Cette dernière a déclaré vouloir rencontrer le pape, mais pas à la caserne Dossin de Malines, lieu trop chargée historiquement puisqu’elle a autrefois servi de plaque tournante pour la déportation des juifs.

Le «Comité accueil du pape» est également assisté par une commission logistique dont, en coulisses, les membres sont surnommés «les colonels». Ce sont en effet des officiers supérieurs de l’armée belge, qui gèrent tout ce qui a trait à la sécurité. Enfin, il y a un comité de presse placé sous la supervision de Jean-Pierre De Rudder pour la partie flamande et de Hubert Pirlot pour la partie francophone. Danneels laisse une grande marge de manœuvre aux organisateurs et se charge des relations avec le nonce Angelo Pedroni, les archevêques de Luxembourg et d’Utrecht et, surtout, Roberto Tucci. Ce jésuite italien, responsable au sein de la curie des voyages du pape, vient à plusieurs reprises en Belgique pour régler les détails de la visite et prendre les accords nécessaires. C’est lui qui bouleverse le programme initial après en avoir pris connaissance et qui, au printemps 1985, fait savoir que si le timing devait ne pas être respecté, lui-même ou Raymond Cauwe «interviendrait de façon impérative». Une visite papale réclame une organisation stricte. Malgré la modification de l’ordre des pays à visiter dans le Benelux, la Belgique ne pourra pas faire tout ce qu’elle aurait souhaité. Les visites de Hasselt et de Tournai sont finalement rayées du programme, au regret de Danneels.

La visite papale aux Pays-Bas

Cinq années après le synode qui devait remettre de l'ordre dans les affaires aux Pays-Bas, le pape Jean-Paul II se rend donc dans la province ecclésiastique néerlandaise. Entre le 11 et le 15 mai 1985, il rend visite à une série d'autorités politiques et ecclésiastiques, passant à plusieurs reprises dans des rues désertes ou devant des gens qui tournent ostensiblement le dos à la papamobile. De quoi parler de «chronique d'un échec annoncé».

Avant même la visite papale, un écrivain-journaliste du nom de Michel van der Plas a fait paraître un recueil intitulé «Du fond de notre cœur» (*Uit de grond van ons hart*), dans lequel des catholiques connus ont formulé leurs griefs à l'égard de Rome, faisant ainsi comprendre qu'ils n'attendaient certainement pas la visite du pape. Deux figures connues de la télévision hollandaise, Henk Spaan et Harry Vermeegen, ont composé une chanson satirique intitulée *Popie Jopie*, qui remporte un large succès. Pour couronner le tout, des affiches d'un goût douteux, figurant le pape avec une moustache à la Hitler et un brassard orné d'un svastika, ont été diffusées à Amsterdam. Elles promettent «15 000 florins à qui liquidera Karol Wojtyla, alias le pape Jean-Paul II, entre le 12 et le 15 mai».

Une contestation d'une autre nature éclate le 8 mai 1985, lorsque, trois jours avant l'arrivée du pape, 10 000 personnes environ manifestent à La Haye pendant une célébration. Cette action constitue le point de départ de ce que l'on va appeler le «Mouvement du 8 mai». À son départ, l'archevêque Willebrands a légué à son successeur, Simonis, une lourde tâche. Danneels épaula son homologue à certains moments de la partie néerlandaise du voyage papal: le 11 mai à Eindhoven, le 13 mai pour un lunch à la nonciature et une visite au Palais de la paix à La Haye et, enfin, le 14 mai, pour la visite du pontife à Amersfoort. Il est en revanche absent lors des étapes d'Utrecht et de Beek, dans

le Limbourg néerlandais. Danneels n'est pas le seul à manquer à l'appel puisqu'il était prévu que la théologienne féministe Catharina Halkes prenne la parole à Utrecht. Lors de la préparation du programme, Simonis a toutefois buté sur ce choix: Halkes a été invitée à s'associer une autre oratrice dont on espérait qu'elle s'inscrirait davantage dans la ligne de Rome. Elle a renoncé à venir et c'est Hedwig Wasser, une théologienne de Groningue encore relativement peu connue à l'époque, qui la remplace. Mais une fois devant le pape, Wasser ne respecte pas le scénario: elle s'écarte du texte qui a été approuvé à l'avance et évoque avec force les problèmes de l'Église néerlandaise, faisant ouvertement référence à l'oppression des homosexuels et des divorcés. Cette nouvelle parvient au cardinal belge, qui, avec son secrétaire privé, se met à craindre qu'un même scénario catastrophe ne se produise dans son pays. En Flandre, des mouvements comme *Maatschappij- en kerkkritische kristenen* mènent effectivement des actions pour protester contre les «tendances restauratrices» prétendument renforcées par la visite papale. Danneels est toutefois rassuré de constater que le 8 mai, les inscriptions pour la «haie de jeunes» qui doit accueillir le pape à la basilique malinoise de Hanswijk sont déjà au nombre de 1500. La visite-éclair à Luxembourg, où le pape célèbre une eucharistie le 16 mai, tient lieu d'intermède et de transition vers une autre réalité.

Melsbroek: un compromis à la belge

Rien ne trahit mieux la complexe réalité belge que cette brûlante question: où Jean-Paul II doit-il baiser le sol lors de son arrivée depuis Luxembourg? Si les Pays-Bas font face à une profonde division interne chez les catholiques, ce sont les questions communautaires qui causent le plus de soucis en Belgique, y compris pour Danneels. Pour éviter les incidents, un compromis est trouvé: le pape atterrira à l'aéroport de Mels-

broek, terrain militaire et, par conséquent, sol fédéral. Il y fera une «escale technique» lors de laquelle il sera accueilli par Danneels, avant d'être transporté avec sa suite dans trois hélicoptères jusqu'au parc du Cinquantenaire de Bruxelles, pour y atterrir officiellement. Là, il baisera le sol, comme le veut l'habitude de Jean-Paul II, et les solennités de cette visite d'État pourront commencer.

Outre le roi Baudouin et la reine Fabiola, les principaux membres du cinquième gouvernement Martens – le premier ministre et les vice-premiers ministres social-chrétiens Charles-Ferdinand Nothomb et Leo Tindemans, les libéraux Jean Gol et Willy De Clercq – sont là pour saluer le pape à son arrivée. Danneels présente au pape les évêques belges, ainsi que le cardinal Suenens. L'accueil est cordial, mais une certaine inquiétude continue à régner: du Cinquantenaire, la papamobile doit se rendre à la Grand-Place en empruntant la longue rue de la Loi. Des barrières métalliques ont été mises en place, mais à quoi serviront-elles? Dans une artère bordée de bureaux et d'institutions officielles, un jour férié – nous sommes à l'Ascension...

Ces craintes vont s'avérer sans fondements: même si quelques actions de protestation ont également lieu en Belgique, elles semblent insignifiantes en comparaison avec l'expérience néerlandaise. La montée de la rue de la Loi prend donc des allures d'entrée triomphale, saluée par une rangée de spectateurs enthousiastes qui font signe de chaque côté. C'est donc un cardinal soulagé qui apparaît à côté du pape au balcon de l'hôtel de ville de Bruxelles, devant une foule nombreuse; Tucci avait à l'origine refusé que cette coutume soit honorée, afin d'éviter que le pape ne prenne par ce biais une position politique, mais Danneels et les membres du comité organisateur lui ont expliqué qu'en Belgique, un hôtel de ville est davantage un endroit appartenant au peuple qu'un lieu politiquement chargé, où une présence équivaut à une approbation de la politique menée

dans le pays. Rome a accepté à une condition: le bourgmestre de Bruxelles ne devait pas se montrer avec le pape sur le balcon.

Danneels va rester aux côtés du pape pendant toute la durée de la visite, sans pour autant avoir le temps de lui parler véritablement. Leurs chemins se séparent le soir, lorsque Jean-Paul se retire pour la nuit à la nonciature tandis que Danneels est reconduit à Malines – c’est l’une des rares périodes où l’archevêque se paie le luxe d’un chauffeur. Le 17 mai, le pape et sa suite s’envolent en hélicoptère pour Anvers, où ils sont accueillis sur le Van Meterenkaai par l’évêque Paul Van den Berghe. Le cortège se dirige vers la cathédrale Notre-Dame et l’hôtel de ville, où a lieu une nouvelle apparition au balcon. La colonne d’hélicoptères repart ensuite pour Ypres, où l’évêque brugeois Roger Vangheluwe reçoit le pape et où, exceptionnellement, le *Last Post* est joué à la porte de Menin dans l’après-midi. Le programme est particulièrement chargé. Après une cérémonie de la paix, il prévoit un passage par Gand, où l’évêque Léonce-Albert Van Peteghem attend le pape. Une foule s’est réunie pour célébrer la messe avec ce dernier sur le champ d’aviation de Sint-Denijs-Westrem. On notera que l’un des rares moments où Danneels s’irrite est celui où des jeunes chahutent à l’arrière pendant cette eucharistie en plein air – on reconnaît bien là le liturgiste.

L’anniversaire du pape

Le lendemain, 18 mai, le pape fête son anniversaire. Ce n’est pas un hasard si cette journée est consacrée à la visite de Malines. Jean-Paul II est conduit en limousine jusqu’à l’église de Hanswijk, où l’attendent le bourgmestre Jef Ramaeckers, le curé de la paroisse, Elie Saye, et le cardinal Danneels. La cérémonie de prière organisée dans ce lieu de pèlerinage marial constitue tant pour l’archevêque que pour le pape polonais une expérience particulière, tout comme la célébration œcuménique tenue plus tard dans la journée dans la cathédrale en présence

de Panteleimon (Église orthodoxe grecque), de Basile Krivocheine (Église orthodoxe russe), de John Lewis (Église anglicane), de Michel Van Parys (prieur du monastère bénédictin de Chevetogne) et de Franz Goldmann (communauté évangélique allemande de Belgique). Danneels est un peu nerveux, puisqu'on lui a rapporté que le 24 avril, lors de l'examen du programme de la visite papale, qui prévoyait qu'aucun politicien éminent ne joue un rôle durant la visite du pape à la cathédrale, le bourgmestre de Malines avait soulevé l'indignation au sein du conseil communal. Pour le pape et le cardinal, la séparation entre Église et État doit être strictement respectée. Le pape n'entre en contact avec les hommes politiques présents – comme, notamment, le ministre d'État Jos De Saeger – que lors d'une rencontre à l'hôtel de ville et lorsqu'il salue la foule massée sur la Grand-Place de Malines. Dans son discours, il affirme: «C'est un heureux hasard, ou plutôt un don de Dieu, de pouvoir aujourd'hui fêter mon anniversaire en votre compagnie. Je vous remercie pour votre cadeau, vos vœux et surtout votre accueil chaleureux: c'est ce qui me touche le plus!».

Le programme comprend ensuite une réunion avec la conférence des évêques belges au palais archiépiscopal. On lit dans le programme officiel que le pape prononcera un discours sur la nouvelle évangélisation. Dans les faits, il remet son texte à Danneels et se lance avec les évêques dans une conversation à bâtons rompus sur l'Église en Belgique. Au début de l'après-midi, les boulangers malinois lui offrent un gâteau confectionné en son honneur. Anniversaire ou pas, Jean-Paul II tient à sa sieste – faite, soit dit en passant, dans le lit de Danneels. Ensuite, le pape et le cardinal s'envolent pour Beauraing, où ils sont attendus par l'évêque de Namur, Robert Mathen. Le pape préside une célébration eucharistique dans le sanctuaire marial, avant de partir pour la citadelle de Namur pour y assister à une fête avec la jeunesse.

Le 19 mai, le pape célèbre dans la basilique de Koekelberg la messe dominicale, retransmise en direct par les chaînes publiques nationales. L'après-midi, Danneels et Jean-Paul II se rendent à l'église de Laeken pour s'y recueillir sur la tombe de Jozef Cardijn, puis partent pour Liège. Là, l'évêque van Zuylen les reçoit pour une rencontre avec les laïcs francophones. Un événement remarquable se produit le soir: le pape est attendu à Woluwe-Saint-Lambert par environ dix mille catholiques... polonais. Les organisateurs belges, Danneels en tête, sont contrariés, car les compatriotes du pape ont obtenu de façon détournée que cette rencontre soit intégrée au programme. Tout a été arrangé un mois plus tôt par Tucci, qui a dû ajouter cette rencontre à l'agenda. En privé, Danneels exprime son mécontentement en faisant remarquer qu'en fin de compte, «le pape n'est pas un évêque polonais». Les services de sécurité sont également mis à l'épreuve quand Wojtyla décide soudain de faire le tour du stade où la rencontre se déroule à bord de la papamobile.

La matinée du lundi 20 mai est consacrée aux cercles politiques: rencontre avec les corps constitués et le corps diplomatique dans les serres royales de Laeken, suivie d'une rencontre avec le roi Baudouin et la reine Fabiola. Le pape rend ensuite visite aux institutions européennes, où il salue Jacques Delors (président de la Commission européenne), Giulio Andreotti (président du Conseil européen) et Pierre Pflimlin (président du Parlement européen). À 19 heures, le pape et le cardinal arrivent à Louvain pour une visite de l'université. Après qu'une étudiante, Els Gryson, et un représentant de la communauté catholique locale, Vic Van Pelt, ont pris la parole au stade de la ville, Pieter De Somer, recteur de la KUL, prononce un discours qui restera gravé dans la mémoire collective louvaniste. Il affirme que l'université de Louvain est loyale, mais aussi critique vis-à-vis de l'Église. La conscience du chercheur a un rôle important à jouer dans ce domaine. Et, souligne De Somer, les universitaires ont, dans leur quête de vérité, le droit à l'erreur.

Puis, vient le jour de la clôture. Le 21 mai 1985, le pape se rend à Louvain-la-Neuve pour y visiter la partie francophone de l'Université catholique. Alors qu'à Louvain, c'est le recteur qui avait joué les trouble-fête, ici, c'est une étudiante, Véronique Oruba, qui endosse ce rôle. Un peu à la manière hollandaise, elle s'écarte du discours contrôlé à l'avance et critique la façon dont les choses se passent à Rome, le centralisme de l'Église et le cléricalisme. Le cardinal est étonné, ravi même de voir qu'après cette allocution, le pape se lève et donne à l'étudiante un baiser sur le front. Après une courte visite au sanctuaire marial de Banneux, le pape est conduit à l'aérodrome de Bier-set, d'où il décolle pour le Vatican. Le roi et le premier ministre Martens sont présents. Après le départ du pape, Baudouin et Martens parleront pendant une grosse heure encore de la personne du pape et du succès de cette visite pour le pays. Danneels est franchement satisfait lui aussi. Dans plusieurs conversations, il décrira cette semaine comme une «grande kermesse pour la Belgique».

Lecture pour une île déserte

Durant les six mois qui suivent la visite papale, Danneels fait de l'exploitation de cette dernière un cheval de bataille. Il soutient dans ce cadre l'initiative de Clem de Ridder, de l'association culturelle Davidsfonds, qui propose d'organiser entre octobre 1985 et mai 1986, une série de conférences, données en vingt-cinq endroits, sur les conséquences de la visite pour l'Église belge. Intitulée «Missions après la visite papale», la série débute à Louvain et se termine le 15 mai 1986 à Ypres. Dans la première de ces villes, Danneels amorce une autoévaluation de sa province ecclésiastique au milieu des années 1980. La grand aula du collège universitaire Marie-Thérèse est pleine à craquer; contre un droit d'entrée de 50 francs belges, la foule s'y est massée pour écouter un cardinal qui se centre entière-

ment sur l'évangélisation de la société contemporaine en insistant sur la persistance de la foi malgré la sécularisation. C'est la leçon que Danneels croit pouvoir tirer de la visite papale et de l'affluence massive qu'elle a générée.

Par ces mots, Danneels répond à la suggestion faite aux évêques par le pape Jean-Paul II, à savoir de s'engager pour une nouvelle évangélisation. En dépit de la visite papale, la pratique et l'implication religieuse ne cessent de diminuer en Belgique. La principale traduction concrète de la nouvelle évangélisation va être le *Livre de la foi*, publié par les évêques belges en 1987. Dans l'avant-propos, ils y font référence à la conversation qu'ils ont eue avec le pape à Malines deux ans auparavant, lors de laquelle le besoin d'une nouvelle évangélisation a été exprimé. Partant de ce constat, l'ouvrage, minutieusement préparé par Kristiaan Depoortere et Frans Lefevre, professeurs au séminaire de Bruges, identifie trois piliers de l'évangélisation : apprendre à connaître, à fêter et à vivre la foi. Concrètement, le thème est développé sous forme d'introduction aux articles de foi du credo, aux sacrements et au triptyque formé par les dix commandements, les vœux de la vie religieuse et la prière. Il se présente comme un catéchisme contemporain, qui fait prudemment ce que le *Nieuwe Katechismus* néerlandais, controversé, de Schoonenberg a tenté dans les années 1960 : exposer la richesse de notre foi d'une manière claire et proche du quotidien. Le *Livre de la foi* se révèle un vrai best-seller. Plus de 200 000 exemplaires sont vendus dès mai 1987.

Dans la première moitié du même mois de mai, le journal *De Standaard* organise, sous la présidence de Manu Ruys et Lode Bostoen, un symposium autour du *Livre de la foi* lors duquel les lecteurs peuvent discuter avec trois évêques : Laridon, Schruers et Danneels. La fierté du dernier vis-à-vis de la publication transparaît dans le compte rendu publié par le journal le 13 mai 1987. Le cardinal dit ne pas voir le *Livre de la foi* comme un manuel pour les cours de religion à l'école, mais pense qu'on

devrait tout de même le rendre obligatoire pour les élèves de la dernière année du secondaire. «Il est très approprié comme synthèse de l'enseignement de la foi. Je conseillerais à tous ceux qui se retrouvent seuls sur une île déserte les livres suivants: la Bible, les psaumes, le missel et le *Livre de la foi*».

L'image de Danneels peut toutefois être comprise d'une autre façon: l'Église menace de devenir une île déserte sans plus de contact avec le monde qui l'entoure. À l'intérieur comme à l'extérieur du diocèse, on critique le *Livre de la foi* et on parle en termes négatifs de «tendance restauratrices» dans le pays autrefois si catholique. Le dominicain flamand Ambroos-Remi Van de Walle fustige l'ouvrage, qui est selon lui tout sauf évangélisateur et ne fait que tout réexpliquer pour les rares convaincus... Pendant le symposium avec Danneels, des points sensibles, comme le refus officiel de l'Église de donner la communion aux divorcés remariés, sont également abordés. La réplique du cardinal fait écho à ce qu'il a déclaré pendant le synode fin 1980. Mais le fait qu'il souligne que les évêques ne peuvent pas changer la loi de l'Église est considéré par les auditeurs critiques comme une façon d'éluder ses responsabilités. Danneels prétend que les évêques sont bien conscients des sentiments de culpabilité ou d'innocence liés à la problématique et explique que certains peuvent être «subjectivement non coupables» quand ils enfreignent les règles officielles à leur insu. Quand on l'interroge sur l'attitude la plus adéquate pour un prêtre, il répond que le «prêtre ne peut pas refuser la communion en public. Si les gens viennent le trouver, qu'il leur parle et leur explique la doctrine de l'Église, mais lorsqu'ils se présentent plus tard à la communion, alors il ne peut pas refuser».

Entre la loi et la vie

La loi est une chose, la situation réelle des gens en est une autre. La confrontation de l'humanisme chrétien de Danneels avec ses

expériences au contact des mouvements de base a donné lieu à une éthique sensible à la fois aux principes fondamentaux et au contexte concret et local dans lequel les croyants vivent. Si le *Livre de la foi* représente selon Danneels un pas dans cette direction, il constitue en même temps un point d'orgue, l'un des derniers sommets de la vie ecclésiale classique en Belgique. Lorsque l'ouvrage est réimprimé et remis sur le marché en 2003, il n'a plus la fraîcheur qu'il avait dans les années 1980 et son succès antérieur est loin d'être égalé. Dans les années qui suivent, la nouvelle évangélisation bénéficie d'un regain d'attention, notamment à travers deux éditions – l'une à Anvers et l'autre à Ypres – des «Journées de l'Église flamande», qui ne décolleront toutefois jamais réellement. Des facteurs divers sont en cause: le climat social changeant, caractérisé par l'individualisation et la détraditionnalisation, mais aussi la tendance croissante des plus hauts responsables de l'Église catholique à mettre les thèmes éthiques de la sexualité et de la procréation dans le centre de l'attention ecclésiale.

Chapitre 10

VINGT ANNÉES POSTCONCILIAIRES

Consilium Conferentiarum Episcoporum Europae (CCEE). C'est sous ce nom que Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, fonda en mars 1971 une organisation visant à empêcher l'Église de succomber au centralisme. L'initiative, née pendant la guerre froide qui divisait le paysage politique et religieux européen en deux blocs, reçut le soutien de Paul VI, s'efforçant d'encourager la collégialité parmi les évêques du continent.

Déjà évoquée dans le contexte du synode des évêques néerlandais, la collégialité épiscopale est une notion-clé dans le développement de l'Église postconciliaire. Elle mérite donc quelques éclaircissements. L'idée de base remonte au concile Vatican II, qui offrait un contrepoids au précédent, Vatican I (1869–1870). Cette dernière assemblée s'est concentrée sur le pape comme détenteur de la plus haute autorité dans l'Église et du pouvoir législatif suprême. Dans la première moitié du XX^e siècle, l'Église et ses structures avaient été décrites de façon de plus en plus juridique, avec le pape à sa tête, nommant les évêques. Au niveau local, le rôle de ceux-ci s'était petit à petit réduit à celui de subalternes, d'exécutants des décisions romaines. Vatican II déplaça le centre de gravité : dans sa constitution dogmatique *Lumen gentium* de novembre 1964, le concile formule l'idée fondamentale que l'Église devait être définie par analogie avec la réalité sacramentelle davantage qu'en termes juridiques. La définition de l'Église comme sacrement devient ainsi la base d'une réflexion sur sa nature même, englobant aussi bien le rôle des laïcs que l'ordre hiérarchique.

Le Concile comme source d'inspiration

L'initiative d'Etchegaray s'appuyait sur deux idées fondamentales développées pendant le concile. Tout d'abord, le troisième chapitre de *Lumen gentium* affirme que pour comprendre le rôle d'un évêque, ce n'est non pas sa nomination qui est cruciale – ainsi qu'on le pensait jusqu'à Pie XII – mais bien son ordination. En vertu de ce sacrement, tout évêque participe au gouvernement universel de l'Église et l'accent n'est donc plus mis unilatéralement sur le souverain pontife comme centre ecclésial. L'autre idée de base, qui découle de la première, est que, dès lors qu'il exerce une responsabilité à la fois locale et universelle, tout évêque est censé agir en communion fraternelle avec les autres membres du collège épiscopal et en communion avec l'évêque de Rome. Cette doctrine de la collégialité implique une décentralisation de l'administration ecclésiastique et une participation des évêques locaux à la prise de décision romaine.

Deux pistes concrètes étaient alors proposées pour la mise en pratique des nouveaux rapports entre Église locale et l'Église universelle: l'organisation de synodes d'évêques et la fondation de conférences épiscopales régionales ou nationales, aptes à faire entendre la voix d'un ensemble plus large. Comme nous l'avons vu, Danneels avait emprunté la piste synodale. L'initiative du CCEE s'engage sur la seconde piste. La conférence épiscopale européenne vise à l'amélioration de la communication et de la coopération entre conférences épiscopales à l'échelle européenne et s'est voulue d'emblée comme un forum de contact et de concertation. Elle se donne également pour but de stimuler l'annonce de l'Évangile sur le vieux continent.

Danneels a découvert le CCEE – dont le siège se trouve dans le Klosterhof de Saint-Gall, en Suisse, après qu'il ait été brièvement question de l'établir en Belgique – alors qu'il était déjà archevêque et que l'organisation était dirigée par le successeur d'Etchegaray, Basil Hume. En 1980, il a répondu à un appel de

ce dernier en vue de créer des contacts entre les évêques par delà des frontières et, dans les années qui ont suivi, il a noué une relation de confiance avec Hume dans le cadre du dialogue avec l'archevêque anglican de Canterbury. Les deux hommes s'entendant à merveille, Danneels reçoit, dans le courant de 1982, une invitation à prendre part au symposium triennal du CCEE. À l'époque, les présidents des conférences épiscopales n'en deviennent pas membres d'office.

Du 3 au 8 octobre 1982, Danneels assiste donc à une rencontre intitulée *La responsabilité collégiale des évêques et des conférences épiscopales d'Europe dans l'évangélisation du continent*. Le thème de l'évangélisation a été soulevé par Jean-Paul II dès 1979 dans son discours devant le CCEE et s'est développé dans les années 1980 jusqu'à devenir l'orientation principale de son pontificat. Basil Hume s'y est rallié avec le CCEE, mais il a insisté pour que l'Église européenne opte pour une approche de l'évangélisation à partir de la base. Or, la conférence de 1982 a pour objectif de combiner les principes du dialogue et de la collégialité. L'approche enthousiasme Danneels, qui écoute attentivement les intervenants et noue quelques contacts qui s'avéreront d'une importance capitale. Il rencontre notamment l'archevêque de Milan, Carlo Maria Martini, l'évêque de Lille, alors président de la conférence épiscopale française, Jean Vilnet, ainsi que l'archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger. Danneels fait aussi la connaissance du Suisse Ivo Fürer, secrétaire général zélé et discret du CCEE.

L'exemple de l'Église primitive

L'ouverture de Danneels à l'égard d'une vision collégiale de l'Église européenne est appréciée par la direction du CCEE. Très vite, Danneels – qui, comme membre du secrétariat du synode des évêques à Rome, aide à préparer un synode qui sera consacré à l'héritage conciliaire – s'implique activement dans

la préparation du symposium européen suivant, devenant ainsi une figure appréciée à Saint-Gall. L'expérience de l'archevêque concernant la problématique de la théologie de la libération l'a conforté dans l'idée que l'Église manque de subsidiarité: à son retour du Brésil, il a affirmé que l'excès de centralisme était néfaste pour le fonctionnement de l'Église catholique et que le modèle de la chrétienté antique, celui de patriarcats dotés d'une identité propre et d'une large autonomie pouvait servir d'exemple. Cela ne valait pas seulement pour l'Amérique latine, mais aussi pour l'Europe.

Dans cette perspective, Danneels est impliqué au printemps 1985 dans la préparation des deux événements majeurs programmés pour la fin de l'année: un synode sur l'héritage et la réception du concile dans un contexte de sécularisation rapide et un symposium des évêques européens sur le thème de l'«évangélisation dans une société sécularisée». Le lien thématique entre les deux assemblées ne doit rien au hasard. Progressivement, la presse va d'ailleurs présenter le symposium européen – qui a lieu du 7 au 11 octobre 1985, soit juste avant le synode – comme un trait d'union entre le concile précédent et le synode à venir. Le 10 octobre, Vilnet tient un discours impressionnant centré sur la question du type d'évangélisation adopté par l'Europe dans lequel il souligne explicitement la fonction de passerelle du symposium du CCEE et l'importance des conférences épiscopales et de leur rôle dans un contexte européen complexe.

Pas de place ici pour l'improvisation: au début mars 1983, un mois après que Danneels soit devenu cardinal, Vilnet passe deux jours à Malines pour préparer le symposium et définir l'orientation du programme. Le CCEE, a-t-on décidé, plaidera résolument pour que les évêques locaux accordent l'attention suffisante à l'évangélisation de l'Europe et s'appuient pour cela sur une analyse suffisamment étayée de la situation réelle, à la

fois ecclésiale, politique et sociale. Dans la période qui suit, les contacts avec Basil Hume, mais surtout avec Ivo Fürer, se sont intensifiés. Fin novembre 1984, les responsables se sont réunis dans un Saint-Gall enneigé, un lieu désormais familier à Danneels. Avec Fürer, Hume et le théologien français Hervé Legrand, ils ont approfondi le programme. L'archevêque est revenu début décembre à Malines, où il a reçu le cardinal Martini en février 1985. Une unanimité relative a ainsi pu être atteinte concernant l'approche du thème de la sécularisation. Deux axes ont été dégagés: d'une part, la crise touchant l'Europe centrale doit être reconnue, de l'autre, il faut éviter le pessimisme culturel et chercher des points d'accroche positifs. S'entretenant plus tard avec le journaliste Guido Van Hoof, Danneels affirmera que l'on prenait peu à peu conscience que le problème de la sécularisation touchait toute l'Europe.

Partout, la pratique et même la religiosité ont subi un net recul. Une sorte de culture païenne est en train d'émerger, qui découle en partie d'une technologie triomphante, en partie aussi d'une philosophie plate ou, plutôt de l'absence de philosophie. Tout baigne dans une atmosphère de positivisme. Cela engendre de gros problèmes, en particulier pour la foi et l'évangélisation. C'est la prise de conscience de ce mouvement de sécularisation qui a fait jaillir l'idée d'une «nouvelle évangélisation» de notre société. Elle a réveillé les évêques européens.

L'engagement européen de Danneels ne cesse de croître et une série de thèmes commencent à s'articuler les uns aux autres: évangélisation, subsidiarité et problématique de la sécularisation. Avec le temps, le lien entre les défis auxquels l'évêque de Malines est confronté dans sa gestion épiscopale et le bagage philosophique qu'il a acquis à l'université de Louvain devient de plus en plus étroit.

Entre humanisme séculier et humanisme chrétien

Alors qu'il était présent comme témoin silencieux à l'assemblée de 1982, Danneels est assis, à l'automne 1985, aux côtés de Basil Hume à la table de présidence du symposium des évêques d'Europe. Les trois orateurs principaux sont le sociologue de la religion autrichien Johannes Schasching, de l'Université grégorienne, le jésuite et philosophe français Paul Valadier et Danneels lui-même. L'exposé de ce dernier étonne l'assistance en raison d'un choix frappant. Sous le titre «Évangéliser l'Europe sécularisée», il présente une analyse détaillée et nuancée de l'athéisme croissant en Europe. Le cardinal distingue quatre formes d'athéisme: l'athéisme scientifique, l'athéisme humaniste, l'athéisme par résistance contre la religion et l'athéisme pragmatique. Le quatrième est celui qui le préoccupe le plus dès lors qu'il n'est pas le «fruit d'une réflexion approfondie, mais une pratique consistant à faire comme si Dieu n'existait pas. Et c'est bien là le plus dangereux».

À travers la conférence qu'il donne à Rome, Danneels se retrouve à la croisée entre réflexion académique, engagement pastoral et spiritualité chrétienne, s'inspirant au passage d'auteurs qui l'orientent vers une approche actuelle de la sécularisation: la lecture du *Ce que je crois* de Maurice Clavel, joue un rôle à l'arrière-plan, mais il découvre aussi une analyse alors très récente de la sécularisation dans *Le désenchantement du monde* du philosophe et historien parisien Marcel Gauchet. Gauchet estime, dans la ligne de Max Weber et d'Émile Durkheim, que les racines de la sécularisation occidentale se situent non pas à l'extérieur, mais à l'intérieur de la tradition chrétienne. Son analyse le mène à la recherche des traces de la religion. Mais celui qui exerce la plus forte influence sur Danneels est le sociologue agnostique belge Léo Moulin, avec lequel il collabore étroitement lors de la préparation de son texte et dont il reprend littéralement la question critique: «Un humanisme décapité,

privé de toute transcendance, pourra-t-il jamais éviter les écueils et les drames de l'existentialisme, de la pensée nietzschéenne, du paganisme moderne? L'histoire ne prouve-t-elle pas suffisamment que la mort de Dieu implique celle de l'homme?» L'humanisme devient ainsi le commun dénominateur sur lequel se bâtit l'amitié intellectuelle de ce remarquable duo: le cardinal Danneels et Léo Moulin. Déjà bien connu de Suenens, Moulin se révèle être dans son œuvre un ardent partisan de la revitalisation d'un humanisme inclusif comme antidote à l'individualisme moderne occidental: «Sans tradition, sans transmission des valeurs de base, la culture s'étiole, les civilisations meurent». Pour Danneels, «inclusif» signifie l'intégration de la transcendance comme base d'un humanisme intégral.

L'auditoire de Danneels est frappé par la référence directe à Moulin, ainsi que par le langage imagé avec lequel il décrit la «fièvre religieuse de notre temps» et signale le danger d'une sécularisation des valeurs chrétiennes. D'après lui, les valeurs européennes secrètent, une fois détachées de la pensée de l'absolu, des toxines qui «empoisonnent lentement le tissu humain» et peuvent pour certaines être mortelles. La recherche d'un processus de guérison s'impose.

Nous avons parlé [...] des grandes valeurs qui forment le patrimoine de l'héritage européen: l'unicité de la personne, sa dignité, sa liberté, l'égalité de tous, le sens démocratique, le respect des droits fondamentaux de l'homme, la justice sociale, la solidarité, la science et le progrès et tant d'autres valeurs personnelles et collectives. Enracinées sans doute au cœur de l'humanité, elles nous sont parvenues, à nous, Européens, par la matrice de la foi chrétienne, purifiées et enrichies par elle; elles ne sont donc pas autre chose que des valeurs chrétiennes «laïcisées, naturalisées, sécularisées». Elles subsistent aujourd'hui sans leur point de référence et d'ancrage dans le transcendant. Seul le

rattachement de ces valeurs à leur source et à leur garant peut guérir l'Europe d'un lent empoisonnement dû aux «toxines» sécrétées par son propre corps de valeurs.

L'Église opposée au monde ?

Le risque d'aboutir à une impasse où foi et monde s'opposent l'une à l'autre est bien réel et de plus en plus souvent évoqué dans le discours des leaders de l'Église. En 1985, Danneels aborde prudemment le sujet par le biais d'un plaidoyer pour un processus de guérison, impliquant concrètement le rétablissement d'un humanisme qui se refuse à opposer l'Église au contexte moderne: l'Église, pense Danneels, doit collaborer avec les autres forces vives de l'Europe actuelle. Elle ne peut pas faire de politique dans le sens d'une action partisane, mais elle a son rôle à jouer en tant que conscience de la politique et véhicule d'une conscience humaine universelle. À l'heure où certains considèrent l'Église comme une force de résistance en Europe occidentale, il veut éviter de verser dans le pessimisme. Dans son discours final au symposium du CCEE, le cardinal Martini reprend les suggestions de Danneels. Plutôt que de voir une rupture entre sécularisation et évangélisation, l'évêque milanais préfère parler d'une tension «entre notre solidarité avec les attentes authentiques des gens et notre résistance polémique à ce qui chez eux pourrait venir du malin».

Le 11 octobre 1985, Jean-Paul II présente à l'assemblée du CCEE une analyse de la situation montrant des parallèles frappants avec le message de la conférence épiscopale européenne: Wojtyla partage le jugement négatif sur le relativisme éthique en Europe, l'individualisme croissant de la société et l'insoumission dans l'Église. De plus, il est clair que le pape refuse lui aussi de s'enfermer dans une pensée de la crise ou dans un pessimisme culturel: à la veille du synode de 1985, la voix du pape et celle du cardinal belge sonnent quasiment à l'unisson

et la presse catholique commente en détail et de façon étonnamment positive la réunion du CCEE. Yves de Gentil-Baichis titre *Rome: l'optimisme des évêques* en première page de *La Croix*, tandis que le mensuel *Trenta Giorni* publie de larges extraits du discours de Danneels. On note que le journal se focalise sur l'espoir que Danneels semble retrouver dans le rôle des communautés de base et les nouveaux mouvements religieux comme source de vocations futures.

Un humaniste au service de Rome

Le discours marquant de Danneels est accueilli de manière positive par le cardinal français Paul Poupard, président du Secrétariat pour les non-croyants, qui gère le dialogue avec l'athéisme. L'intervention de Danneels lui vaudra d'être intégré par la suite dans cet organisme de la curie romaine. C'est à ce titre qu'à la fin septembre 1988, le cardinal prend avec Poupard la tête d'une délégation vaticane (à laquelle Krzysztof Sliwinsky, un ami personnel du pape, est ajouté en toute hâte) chargée de gérer le dialogue entre l'Église catholique romaine et l'*International Humanist and Ethicist Union* (IHEU). C'est dire combien ses positions lui apportent de crédit à Rome. Danneels lui-même considère son rôle dans cette concertation comme une question d'honneur: un de ses maîtres à penser, Albert Dondeyne, était présent à la toute première de ces réunions, organisée à Bruxelles en 1970. Cette fois, le dialogue se déroule dans le cadre prestigieux de l'hôtel Krasnapolsky à Amsterdam. Le chef de délégation de la partie «adverse», le sociologue hollandais Rob Tielman, laissera plus tard entendre au sujet de cette concertation que «Poupard se comportait comme le patron et Danneels comme l'animateur» dans une ambiance non exempte de tensions, notamment parce que la délégation catholique n'avait visiblement pas l'habitude de dialoguer avec un groupe principalement composé de femmes et d'homosexuels.

Si les représentants de l'IHEU mettent les délégués catholiques mal à l'aise, les débats sur le fond sont bien plus délicats encore. Trouver un terrain d'entente s'avère difficile dans la mesure où les innombrables appels de Jean-Paul II à la rechristianisation de l'Europe ont indisposé les représentants de la libre pensée et de l'humanisme séculier. Danneels en tire un double enseignement: il doit, d'une part, constater qu'une nouvelle évangélisation menée de façon unilatérale suscite plus de résistance qu'elle ne remporte de succès; et, d'autre part, il doit mesurer la profondeur du fossé séparant l'Église catholique d'un côté, et les groupes se battant pour les droits des femmes et des homosexuels de l'autre. Dans ses interventions, il cherche à trouver un terrain commun et se réfère aux idées développées trois ans plus tôt à Rome, mais en insistant davantage sur le thème des relations entre Église et État sur la base du document conciliaire *Dignitatis humanae*, relatif à la liberté religieuse. Il emprunte à ce document la double conviction que personne ne peut être soumis à une contrainte dans le domaine religieux et que l'État a l'obligation de créer de bonnes conditions, équitables, pour toutes les traditions idéologiques. Le fait même d'affirmer que l'Église ne peut rien imposer à la société civile et qu'elle doit en toute circonstance respecter le fonctionnement de la démocratie offre une base commune aux échanges.

Cela se reflète également dans l'accueil réservé au discours du CCEE: Ulrich Ruh, du journal *Herder Korrespondenz*, apprécie le fait que Danneels mette l'accent sur la recherche de points communs entre la foi et la culture, sur l'importance du renforcement de la catéchèse et sur la «redécouverte de la piété populaire comme forme de culture concrète». Mais le cardinal essuie aussi des critiques. Dans la revue catholique *De Bazuin* du 26 mars 1986, on lit par contre: «On n'imagine pas l'habileté avec laquelle Danneels et d'autres s'activent à la restauration en Belgique et utilisent toutes sortes de belles paroles pour faire passer la pilule». À l'heure où ces mots sont imprimés, Danneels a déjà rempli une autre mission.

Un débat public

Deux mois avant la visite de Jean-Paul II en Belgique, en mars 1985, Danneels a été officiellement nommé rapporteur du synode programmé pour l'automne. Cela s'est passé peu après l'annonce dudit synode par Jean-Paul II: le 25 janvier, jour anniversaire de l'annonce de Vatican II. Vingt ans après la clôture du concile, le pape formule trois objectifs pour le synode. Tout d'abord, il veut faire revivre le climat conciliaire, avec ses nombreuses rencontres collégiales. Ensuite, il souhaite un échange d'expériences et d'informations sur l'application des décisions de Vatican II, et, enfin, il veut engager le dialogue avec le monde actuel. Le défi est donc de taille.

Alors que les choses sont déjà fort engagées,, Danneels reçoit, pour l'aider dans sa tâche, l'aide d'un collaborateur: une lettre de Schotte, secrétaire du synode, lui annonce au début octobre 1985 qu'il pourra disposer de «la collaboration totale du secrétaire spécial, le professeur Walter Kasper». Kasper, qui enseigne alors la théologie systématique à l'Université de Tübingen, deviendra évêque de Rottenburg-Stuttgart en 1989 et sera appelé à Rome en 1999 pour y prendre la direction du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens. Dès qu'il apprend sa nomination comme secrétaire du synode, Kasper demande un rendez-vous à Danneels. Les deux hommes se rencontrent à Malines pour s'accorder sur quelques points concrets, consignés ensuite dans une note préparatoire intitulée *Gesichtspunkte für die ausserordentliche Bischofssynode 1985*. La note se présente comme une déclaration programmatique interne élaborée par les deux principaux architectes du synode. Le sentiment commun de Kasper et de Danneels est que le synode doit mener à une compréhension intégrale des textes conciliaires, dont il faut se garder d'isoler certains passages ou aspects. Une approche théologique unilatérale ou trop juridique n'est pas souhaitable. Le concile doit aussi être compris à la lumière de

la tradition globale. Cela implique qu'il ne faut ni considérer le catholicisme pré- et postconciliaire comme deux pôles opposés, ni perdre de vue les réformes concrètes introduites par le concile. Les auteurs soulignent que, d'un côté, il importe de reconnaître la réalité d'un catholicisme en proie à une crise identitaire, dans lequel les contours de ce qui est catholique se sont estompés et ont besoin de nouvelles formes d'expression. Mais, de l'autre, le synode ne peut pas se transformer en longue plainte et il faut essayer de mettre en valeur les phénomènes positifs. L'héritage de Vatican II doit devenir source d'espoir, et pour cela, une réception à la fois de la lettre et de l'esprit conciliaire est indispensable.

Le 1^{er} avril 1985, le secrétariat général du synode fait parvenir aux participants le traditionnel questionnaire pré-synodal. Étant donné cette date tardive, seules 75 réponses sont renvoyées avant le lancement effectif de l'événement. Elles constituent une base un peu maigre, qui offre par là-même une grande liberté aux rapporteurs. Par ailleurs, pendant l'été, un livre d'entretiens du cardinal Joseph Ratzinger paraît, à la suite d'un timing bien calculé, juste avant le symposium du CCEE et le synode. Le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi s'y confie à Vittorio Messori sur une série de thèmes qui seront au programme du synode: l'exercice de la collégialité, l'herméneutique du concile, le rôle et le statut des conférences épiscopales locales, les relations entre théologiens et magistère de l'Église, la théologie de la libération, la réforme liturgique... *L'Entretien sur la foi* est le fruit de trois jours de conversations estivales à un moment où, grâce au questionnaire, le programme du synode était déjà en bonne partie connu. L'ouvrage présente au monde la vision personnelle de Ratzinger sur les problèmes contemporains de l'Église. Le préfet y prône une conception de l'Église en tant que mystère, une perspective souvent oubliée selon lui, qui mérite d'être remise en valeur. Il insiste également

sur le fait que le droit de jugement doctrinal est réservé exclusivement à Rome et adopte un regard pessimiste sur les évolutions de la société occidentale.

Pendant l'automne 1985, Walter Kasper travaille dans l'urgence au dépouillement des réponses au questionnaire. Le 22 octobre, Schotte, Danneels et lui-même se réunissent pour passer les résultats en revue. Peu après, dans la dernière ligne droite avant le début du synode, Kasper donne à un journal italien une interview dans laquelle il affirme que l'un des principaux points du débat synodal sera l'exercice de la collégialité et que les discussions vont se centrer en priorité sur le statut des conférences épiscopales. Cela touche au principe de collégialité et à l'idée que les évêques locaux participent, de par leur ordination à la charge de l'Eglise universelle, une des préoccupations majeures du CCEE qui doit à présent être examinée au niveau universel.

Si Kasper plaide en faveur des Églises locales, l'*Entretien sur la foi* de Ratzinger présente une autre orientation et affirme de façon catégorique que les conférences épiscopales n'ont ni fondement ni statut théologique et que les questions doctrinales sont du ressort du gouvernement universel de l'Église. Le débat est donc lancé avant même le début du synode. Toujours en novembre 1985, le cardinal autrichien Franz König accorde au journaliste italien Gianni Licheri une interview qui débouche sur la publication d'un ouvrage de plus de cent pages. König s'y plaint de l'influence excessive de Ratzinger sur la curie romaine. Une bataille s'engage par ouvrages interposés... C'est dans ce contexte que, le 15 novembre, le cardinal Danneels s'entretient avec quelques professeurs de théologie de Louvain sur le synode qui est sur le point de commencer. L'opinion de König est largement partagée: Robrecht Michiels, un prêtre de l'archidiocèse qui enseigne la théologie, a préparé un document sur la diversité des images ecclésiologiques dans *Lumen gentium* et prédit le risque que le synode ne se limite à l'une des pers-

pectives possibles. Michiels ne se gêne pas non plus pour critiquer les positions du cardinal Ratzinger.

Lancement du synode

Le mercredi 20 novembre 1985, Danneels s'envole pour Rome. Quatre jours plus tard, l'ouverture solennelle de ce qui sera l'un des synodes les plus commentés depuis Vatican II – environ 150 évêques sont présents à l'appel – a lieu en présence de Jean-Paul II. Sa présidence repose sur les épaules des cardinaux John Krol (États-Unis), Joseph-Albert Malula (Zaïre) et Johannes Willebrands (Pays-Bas), mais, comme souvent, le cours des débats est en fait déterminé par le rapporteur et son secrétaire, Danneels et Kasper. L'évaluation de deux décennies de mise en oeuvre du concile est donc confiée à deux théologiens qui n'y ont pas joué de rôle majeur.

Au cours de la première journée de travail du synode, Schotte dresse le bilan d'activité du secrétariat du synode depuis 1983, exposé suivi d'une évocation historique de Vatican II, par le cardinal Garrone. En qualité de rapporteur, Danneels présente ensuite le rapport d'ouverture qui donne le coup d'envoi des débats proprement dits. Les pères du synode n'ont reçu ce document que la veille, à leur adresse romaine. Ce timing inhabituel ne leur a guère laissé de temps pour l'étudier en détail. Beaucoup d'évêques n'en prennent connaissance qu'au cours du synode et sont ainsi mis devant le fait accompli. Ce rapport de dix-huit pages (intitulé *Ecclesia sub verbo Dei mysteria Christi celebrans pro salute mundi*) synthétise les réponses reçues au questionnaire, mais ouvre également des perspectives: Danneels affirme qu'un retour à la situation d'avant Vatican II n'est pas envisageable, que l'héritage conciliaire doit être assimilé. Il fait l'inventaire des points positifs et négatifs exprimés dans les réponses au questionnaire tout en s'en tenant fidèlement au texte qui a paru avant le synode, c'est-à-dire avant que les

réponses ne soient connues. Comme point positif, il esquisse en des termes volontairement formels la reconnaissance large et générale de l'importance et de la valeur du concile. Danneels répartit les points négatifs en cinq catégories: les problèmes liés à la morale catholique, la tension entre théologiens et magistère, les abus dans le domaine de la liturgie, la tendance à opposer l'Église comme mystère à l'Église comme institution, et une tendance analogue à la pensée dualiste concernant l'Église peuple de Dieu et l'Église en tant qu'institution hiérarchique.

L'atmosphère est assez pesante. À côté des points énoncés dans le rapport de Danneels, l'influence du livre de Ratzinger et les questions qui persistent au sujet de la théologie de la libération se font sentir. Le rapporteur est confronté au défi consistant à concilier les deux tendances qui semblent se dessiner – résumées de façon un peu simpliste dans la presse comme «conservatrice» et «progressiste». Jean-Paul II a insisté auprès de lui sur l'importance de préserver l'unité au sein de l'Église, mais pour l'instant, le synode tourne autour de l'interprétation légitime du concile et, au-delà, de la question cruciale de la direction que l'Église doit prendre. C'est pourquoi Danneels n'a pas conclu son rapport par une vision négative, mais par des pistes en vue d'une sorte d'équilibre: il présente des suggestions qui correspondent aux réactions reçues mais portent aussi la marque Danneels-Kasper. Celle-ci consiste notamment à combiner une analyse claire et sans concession des problèmes avec une série de propositions de compromis qui offrent une marge à toutes les parties.

Cinq options sont proposées: approfondissement du mystère de l'Église (le thème principal de Ratzinger et la proposition pré-synodale de la Congrégation pour la doctrine de la foi sont ainsi explicitement repris, tandis que d'autres points sont passés sous silence), nécessité de reconnaître la compétence doctrinale des conférences épiscopales (ce qui va à l'encontre des positions de Ratzinger), étude des liens mutuels au sein du triptyque

formé par les Écritures, la tradition et le magistère, meilleure mise en valeur de la libération intégrale de l'homme (conformément aux ambitions de la théologie de la libération) et concrétisation plus solide du combat pour la justice et la paix. Pour rendre ces propositions acceptables par toutes les fractions du synode, Danneels formule aussi une série de remarques sous-jacentes : l'unité de l'Église doit être en équilibre avec sa pluriformité, la collégialité des évêques entre eux et avec le pape doit être respectée, la conférence épiscopale doit être prise au sérieux comme mise en pratique de la collégialité, il faut un dialogue entre le magistère et les théologiens ainsi qu'un approfondissement œcuménique. Après ce discours d'ouverture remarqué, Danneels est invité à déjeuner chez Jean-Paul II, qui se montre satisfait. Le rapport a un double effet : il marque le début du synode et crée un cadre de discussion qui n'a rien à craindre des positions exprimées dans les livres d'entretien. Dans une interview accordée le lendemain au journal *La Cité*, Danneels rappelle que le «synode ne porte pas sur un ouvrage mais sur un concile».

Délimitation d'un terrain de jeu

Du lundi 25 novembre après-midi au vendredi 29 novembre 1985, les participants exposent tour à tour leur vision et leurs propositions en assemblée plénière, dans de courtes interventions. Le rapport de Danneels avait pour intention de ne fermer aucune porte. Il y a implicitement délimité un terrain de jeu que le président du CCEE, Basil Hume, utilise pour expliciter la nécessité d'une gestion de l'Église plus synodale et moins centralisée. Hume prononce un discours enthousiaste dans lequel il s'oppose aux mouvements de restauration et fait explicitement référence au rapport de Danneels et à l'idée de pluriformité. Il exploite en outre une autre notion évoquée dans le rapport Danneels, à savoir le besoin de *communio* parmi les

évêques, entre eux et avec le pape. La réciprocité entre ces deux aspects est importante.

D'autres exposés suivent puis, le 29 novembre, Danneels présente un rapport intermédiaire dont les lignes maîtresses ont été soumises la veille à Jean-Paul II lors d'une audience privée. Ce document, résultat d'un travail ardu, compte treize pages et intègre les quelque 130 interventions de la semaine écoulée. La synthèse définit quatre thèmes principaux: en tête, la notion de *communio*, suivie par la collégialité, la synodalité dans l'Église et les rapports entre la doctrine et les théologiens. Le fait qu'un synode s'arroge le droit de déterminer ce qu'étaient les thèmes saillants d'un concile est très significatif; ce rapport donne d'ailleurs sa direction définitive au synode. Dans *La Libre Belgique*, on lit que Danneels a servi le «plat de résistance» et le rôle du rapporteur n'échappe pas non plus à un journaliste français comme Philippe Denis, qui commente au début décembre l'antagonisme apparu au cours du synode. Il relève le rôle conciliateur de Danneels «qui, est-ce parce qu'il est belge, n'est jamais autant apparu comme l'homme de la conciliation», puis il cite le cardinal, selon lequel «il faut accepter qu'il y ait deux vérités égales. La seule solution, c'est d'essayer de mieux comprendre la tâche du pape et celle des évêques, et de dépasser les conflits».

Une synthèse contestée

Dépasser les conflits: c'est cette priorité qui va dorénavant déterminer l'agenda théologique. Après le week-end, les activités se poursuivent dans les *circuli minores* (groupes de participants répartis par choix d'une langue), et le mercredi 4 décembre 1985, Danneels soumet à l'assemblée une proposition de rapport final qui recueille une assez large adhésion. La clôture du synode approche, même s'il reste une dernière et difficile étape. Dans *De Standaard* du 6 décembre, Guido Van Hoof, un ami de Danneels, écrit de façon un peu prophétique que «deux courtes

nuits l'attendent» avant qu'il ne puisse présenter le rapport final à la presse belge. «Avec le théologien Walter Kasper, de Tübingen, il doit maintenant rédiger le document final dans sa forme définitive. Le mercredi soir, il a présenté à l'assemblée générale un projet qui a été chaudement applaudi et n'a soulevé aucune critique fondamentale».

Le samedi 7 décembre, après un déjeuner pris avec le pape, Danneels et Kasper entreprennent la rédaction d'un rapport final. Il aura une grande importance pour toute l'Église car – contrairement à ce qui s'est passé lors de bien d'autres synodes organisés sous Jean-Paul II – le pape lui-même n'écrira pas d'exhortation post-synodale, ce qui signifie que le rapport Danneels tiendra lieu de document final officiel. Le travail de rédaction a des allures de course contre la montre, disputée dans une petite chambre donnant sur le Campo Santo Teutonico, dans l'enceinte du Vatican. Le dimanche matin vers quatre heures, Danneels et Kasper mettent la dernière main au texte, après quoi, le cardinal retourne au collège belge, au centre de Rome, pour se reposer brièvement. Il doit, pour pouvoir s'«échapper» du Vatican, réveiller un garde suisse assoupi.

Le 8 décembre, vingt ans exactement après la clôture du concile, Danneels donne lecture du rapport final. Comme lors de son tout premier synode en 1980, il propose l'image de l'«Église communion» comme concept clé. Le rapport parle aussi de l'importance de la collégialité et de la coresponsabilité dans l'Église et suggère la création d'un catéchisme universel comme point de référence dans lequel la doctrine catholique devrait être formulée. À la fin du synode, Danneels est félicité par Jean-Paul II pour son rôle de rapporteur: «Vous avez dirigé les travaux du Synode en veillant sur l'activité des membres, comprenant fidèlement l'accord manifeste des opinions et le progrès dans le traitement des questions proposées à cette Assemblée synodale avec le secrétaire spécial, le révérend professeur Walter Kasper. Vous n'avez nullement épargné votre

peine, votre coopération prompte et généreuse pour servir vraiment l'événement du Synode».

L'image positive que le pape retient du synode est aussi celle de Danneels et de Kasper. Ce sentiment est en outre lié pour chacun d'eux à l'accent mis sur la *communio* comme fil rouge de l'auto-compréhension ecclésiale postconciliaire. Pourtant, c'est précisément cette notion qui fera débat dans le futur. En rédigeant leur rapport final, les deux architectes synodaux ont conçu la *communio* comme une notion inclusive, à même d'intégrer une pluralité de lectures de la réalité ecclésiale. Mais cette capacité d'intégration a aussi un revers. Cela apparaît déjà en filigrane dans un article paru dans l'hebdomadaire catholique *The Tablet* du 14 décembre, qui évoque la configuration complexe dans laquelle le synode a débuté, avant d'en examiner les résultats.

La synthèse magistrale réalisée par le cardinal Danneels – pas un document de compromis, mais un essai en vue d'un nouvel équilibre – a permis aux deux parties de rentrer chez elle satisfaites. C'est un peu paradoxal. Un évêque progressiste a fait remarquer qu'au moment de partir, il était très content du synode, jusqu'à ce qu'il rencontre un collègue avec lequel il n'avait rien en commun, également prêt à partir, qui se disait tout aussi content.

En dépit de toutes les louanges dont les qualités diplomatiques de Danneels ont fait l'objet, ce sont les côtés négatifs qui prendront le dessus après le synode: une critique s'amplifie du fait que la conception de l'Église comme «peuple de Dieu», sur laquelle les théologiens de la libération et les communautés de base se fondent, n'a pas été reprise dans le rapport final. Ce que Danneels décrit comme un oubli dû à la pression, au rythme et au travail nocturne, d'autres le voient comme une occultation significative.

Pire encore, dans le monde théologique francophone notamment, on observe que l'orientation ecclésiologique choisie n'est pas de nature à mettre fin à la tendance romaine à la centralisation, qui avait déjà été ressentie pendant les préparatifs du CCEE et se dégageait entre autres de l'*Entretien sur la foi* de Ratzinger. Plus d'un théologien critique, et Danneels lui-même, réaliseront par la suite que le choix de la notion de *communio*, introduite comme concept-clé dans un document du magistère catholique, choix intimement lié dans le rapport final à une vision sacramentelle de l'Église, était lourd de conséquences. Car le rapport-Danneels accentue involontairement la déconnexion entre collégialité effective (participation des évêques à l'administration universelle de l'Église en concertation avec l'évêque de Rome) et ce que l'on nomme l'*affectus collegialis* (collaboration fraternelle entre membres du collège épiscopal). Loin de pouvoir mettre un frein à la centralisation, il donne lieu à un dédoublement que Danneels ne souhaitait pas non plus. Lui-même est convaincu que la collégialité affective est intimement liée à la collégialité effective et revêt donc une importance doctrinale. Enfin, en ne résolvant pas non plus vraiment la question du statut des conférences épiscopales, le synode laisse à Rome le soin de trancher. Danneels se défend en soulignant qu'aucune porte n'a été fermée et qu'il a agi en partant du principe que tous les participants étaient ouverts et de bonne volonté.

Chapitre 11

UN COUVENT À AUSCHWITZ

À l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg en mai 1985, une initiative remarquable est prise par Werenfried Van Straaten, prémontré de l'abbaye de Tongerlo, que Danneels a déjà entendu parler en 1951 au séminaire Léon XIII. Van Straaten est alors président d'une organisation de secours catholique international qu'il a fondée en 1947 sous le nom d'Oostpriesterhulp. En 1969, l'organisation a été rebaptisée Aide à l'Église en détresse et, en 1984, elle est devenue juridiquement une association publique, universelle et dépendant du Saint-Siège.

À l'automne 1985, Van Straaten lance au nom de l'Aide à l'Église en détresse une collecte pour la construction d'un carmel sur le site d'Auschwitz en Pologne. Cette initiative est présentée comme un cadeau pour remercier le pape de sa venue au Benelux. Les carmélites sont déjà implantées à Auschwitz : soutenues par l'évêque local, elles vivent dans un espace qui a servi de salle de théâtre au camp. Werenfried van Straaten veut aider à transformer le complexe en un véritable couvent, à l'endroit même où des millions de personnes ont été éliminés, dont Maximilien Kolbe et Édith Stein.

Si Van Straaten conçoit cette action en faveur de la construction d'un couvent à Auschwitz comme un don offert à Jean-Paul II, Danneels n'est pas enchanté de l'initiative. Il n'entre pas en opposition, mais n'apporte pas non plus son soutien. Le cadeau ne va pas tarder à poser problème, le projet du père Van Straaten se heurtant à une vive résistance. C'est le quotidien belge

Le Soir qui met l'affaire au grand jour en publiant le 14 octobre 1985 un article de Michel Bailly intitulé *La fondation d'un couvent de carmélites dans le dépôt de gaz mortel à Auschwitz*, dans lequel il fait mention d'une collecte d'argent. La nouvelle sème la consternation au sein de la communauté juive de Belgique. Les articles parus à ce sujet dans la revue judéo-belge *Regards* atteignent ensuite la communauté juive de France, et l'affaire finit par atteindre Rome. Pendant le consistoire qui précède le synode des évêques de 1985, les cardinaux français Jean-Marie Lustiger (Paris) et Albert Decourtray (Lyon) interpellent leur confrère polonais, l'archevêque Franciszek Macharski, de Cracovie, au sujet des projets de construction d'un carmel, se disant vivement préoccupés. L'échange se déroule dans une atmosphère tendue. Très vite, la problématique arrive aux oreilles du pape, qui charge les quatre cardinaux impliqués (Danneels, Lustiger, Decourtray et Macharski) de chercher une solution. Danneels s'adresse aussitôt à Werenfried Van Straaten. En janvier 1986, celui-ci réagit par une note confidentielle dans laquelle il se dit étonné. Van Straaten avance le fait que l'initiative de la fondation du carmel n'émane pas de son organisation, mais a été prise en Pologne par les autorités ecclésiastiques et civiles avec le soutien pontifical. Pour lui, il est incompréhensible que « pendant plus de quarante ans, on n'ait pas protesté contre le fait qu'un bâtiment d'Auschwitz soit utilisé comme [...] entrepôt et laissé en ruines, mais que l'on proteste lorsqu'il est question d'assurer sa préservation pour l'avenir et de lui donner une fonction qui, dans la Pologne catholique, est confiée aux sœurs contemplatives, avec au moins autant de raisons qu'à Dachau. »

Les protestations ne cessent de gonfler, même si Jean-Paul II prend l'initiative de se rapprocher de la communauté juive de Rome en visitant la synagogue, le 13 avril 1986. Le geste est très apprécié par la communauté internationale. Le pape, se référant au document conciliaire sur le dialogue interreligieux,

Nostra aetate, décrit les juifs comme nos «frères bien-aimés». La tempête ne se calme pas pour autant.

Conciliateur à Genève

Le projet de construction d'un couvent se transforme en «affaire», surtout quand le dossier est porté sur la scène publique en Pologne et ailleurs. En France, Théo Klein (président du CRIF, le Conseil représentatif des institutions juives de France) lance après une rencontre avec les représentants juifs belges et français un appel empreint d'émotion à la concertation avec les hauts responsables de l'Église catholique. L'affaire agite également les esprits en Belgique. Le 18 avril 1986, le prêtre anversois Omer Hamels diffuse au nom de la Commission nationale catholique belge qui travaille aux relations avec le judaïsme, une déclaration disant qu'une annexion chrétienne de la mémoire de la Shoah devrait à tout prix être évitée.

Deux mois tard, le 23 juin 1986, une nouvelle déclaration est publiée, cette fois par le Cercle œcuménique du diocèse de Namur, qui réunit des catholiques, des protestants et des anglicans. Elle est envoyée aux carmélites d'Auschwitz, au cardinal Macharski, à l'ambassade de Pologne à Bruxelles, au Consistoire central israélite de Belgique, au cardinal Danneels et à plusieurs autres. L'affaire, devenue extrêmement sensible, exige de la diplomatie. Les signataires de la déclaration, dont le père Thaddée Barnas, de l'abbaye bénédictine de Chevetogne, s'expriment comme suit:

L'installation d'un couvent de Carmélites sur le site du camp d'Auschwitz est ressentie par les juifs comme une intrusion injustifiée dans le deuil qui leur est intimement propre. Nous constatons que la présence du couvent sur le site du camp blesse les Juifs et les inquiète.

Nous reconnaissons la volonté des carmélites de contribuer activement à la réconciliation entre les chrétiens et les juifs. Nous applaudissons à cette volonté et la soutenons.

Nous prions les Carmélites, dans un esprit loyal, mais avec insistance, de transférer leur couvent du site du camp d'Auschwitz, afin qu'elles puissent poursuivre leur idéal sans offense au peuple juif.

Pour calmer les esprits en Belgique, en France et en Pologne, Danneels se joint en tant que médiateur au cardinal Lustiger – lui-même juif converti – et au cardinal Decourtray, proche de ce dernier et président de la conférence épiscopale française. Les trois hommes entament avec le cardinal Macharski un dialogue dans lequel les sensibilités historiques de l'Église polonaise et le droit au souvenir des juifs s'avèrent en totale opposition. Un mois après la déclaration du Cercle œcuménique, le 22 juillet 1986, les quatre cardinaux se rencontrent sur les rives du lac Léman, dans une villa du banquier juif Edmond de Rothschild. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, Markus Pardès, président de la communauté juive de Belgique, Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle et l'avocat Théo Klein sont également présents.

La concertation dure une journée (Danneels prend l'avion pour Genève le matin et rentre le soir même); elle débute par une concélébration eucharistique réunissant les quatre cardinaux, avant de se poursuivre par un entretien avec la délégation juive. Decourtray prend la direction du groupe catholique tandis que Théo Klein, pour qui cela va devenir l'une des affaires les plus cruciales de sa carrière, mène la concertation pour la partie juive. Danneels joue également un rôle. Dans une note confidentielle adressée à Lustiger, le dominicain français Bernard Dupuy écrira plus tard que «le cardinal Danneels, directement concerné à cause des articles de la presse belge et de

l'émotion suscitée dans les communautés juives de son pays, apportait une présence discrète mais précieuse». La capacité de Danneels à s'ouvrir aux sensibilités diverses et à trouver une voie médiane – de préférence loin des journalistes – vient bien à point dans ce climat d'extrême tension. Le groupe décide qu'il se reverra avant 1987 et que le cardinal Macharski veillera à ce que les travaux entamés à Auschwitz soient arrêtés. La concertation débouche en outre sur la déclaration suivante, qui porte le titre révélateur de «Zakhor» («souviens-toi!»).

Aux hommes et aux femmes de notre temps, à celles et à ceux des temps futurs. Les sites d'Auschwitz et de Birkenau sont reconnus aujourd'hui comme les lieux symboliques de la solution finale au nom de laquelle les nazis ont procédé à l'extermination (Shoah) de six millions de Juifs dont un million et demi d'enfants, uniquement parce qu'ils étaient juifs. Ils sont morts dans l'abandon et l'indifférence du monde.

Recueillons-nous dans la mémoire de la Shoah et dans le silence de notre cœur. [...]

À nouveau à Genève

Dans le texte l'accord de Genève, la délégation catholique romaine reconnaît Auschwitz comme le symbole de la Shoah et évite toute banalisation ou appropriation du lieu. Cette déclaration procure au cardinal Macharski un cadre permettant de reconnaître au carmel un caractère provisoire et l'engageant à ne pas prendre de décisions unilatérales. L'accord n'apporte toutefois pas de solution définitive. Le 20 février 1987, Józef Glemp, primat de l'Église polonaise, rencontre Danneels à Malines. Nous sommes à la veille de la deuxième rencontre entre délégations juive et catholique à Genève, qui doit cette fois durer deux jours. Le rendez-vous avec Glemp montre que

Danneels est consulté comme conciliateur et médiateur, même si, à en juger par le rôle futur de Glemp, on peut douter que cette médiation convienne à tous.

La nouvelle concertation de Genève réunit dix-huit personnes, dont Danneels. On y décide de la fondation d'un centre d'information, d'éducation, de rencontre et de prière située *en dehors* de l'ancien camp d'Auschwitz. Il devra lutter contre la banalisation de la Shoah et viser l'amélioration du dialogue entre juifs et chrétiens. C'est une avancée concrète et le ton positif de la rencontre se répercute également sur la scène politique: le 17 mai 1987, Leo Tindemans, ministre des Affaires étrangères du sixième gouvernement Martens, rend une visite d'État à la Pologne. Dans son journal, Tindemans mentionne sa visite au cardinal Macharski, qui «fait l'éloge du cardinal Danneels». Mais les problèmes ne semblent pas devoir se dissiper. L'affaire continue à faire du bruit en Pologne; tant les relations entre juifs et chrétiens que les relations au sein de la conférence épiscopale sont mises sous pression. On attend de voir ce que va faire Jean-Paul II.

Regain de tension

Près d'un an plus tard, le 20 avril 1988, la situation se détériore à nouveau. Dans une lettre enflammée aux quatre cardinaux, Théo Klein raconte son récent pèlerinage à Auschwitz. Il écrit que le hall central du théâtre n'est pas resté en l'état, mais que des travaux ont été entamés, d'après ses informations avec le soutien du cardinal de Varsovie, Glemp. Effectivement, la construction avance et, un mois plus tard, une croix de sept mètres est érigée dans la cour du camp. Il faudra ensuite attendre sept mois pour que, le 20 décembre 1988, les quatre cardinaux concernés se réunissent à Paris avec les membres de la délégation juive pour une nouvelle confirmation officielle des deux déclarations genevoises.

Parallèlement, le secrétaire d'État de Jean-Paul II, Agostino Casaroli, et le cardinal Willebrands, responsable à Rome à la fois du dialogue œcuménique et du dialogue judéo-chrétien, interviennent dans le dossier à la demande du pape. Il en ressort un échange de courrier entre Danneels et les deux hommes. Très embarrassé, Willebrands déclare lors d'une rencontre avec le pape le 10 janvier 1989 que les tensions liées au couvent des carmélites compliquent le dialogue, toujours délicat, entre juifs et chrétiens. Deux semaines plus tard, le 25 janvier 1989, jour où l'on fête la conversion de saint Paul (un juif à l'origine), Macharski annonce aux carmélites qu'elles doivent déménager. Bien qu'il réponde ainsi à la principale exigence qui lui a été posée, le problème reste irrésolu. Une semaine plus tard, Danneels est à Rome, où il discute de la situation avec Lustiger, Decourtray et Macharski et se concerta avec le préposé général de l'ordre des carmes, l'espagnol Philippe Sainz de Baranda.

Février devrait être un mois crucial: il a en effet été décidé, avec l'appui du général, que les carmélites déménageraient pour le 22 février. Voyant que cela ne se fera probablement pas, Théo Klein le déplore, le 16 février, pendant une conférence qu'il donne à Bruxelles. Résultat, le 22 février, un groupe de jeunes juifs occupe l'église bruxelloise du Sablon en signe de protestation. La situation est devenue explosive. Au début 1989, une délégation du Parlement européen se rend en Pologne et réclame une concertation, notamment avec les cardinaux Glemp et Macharski. La Belgique et les Pays-Bas sont respectivement représentés par Marijke Van Hemeldonck (social-démocrate) et Elise Boot (démocrate chrétienne), qui souhaitent toutes deux aborder le thème de la présence des religieuses à Auschwitz. L'immobilisme a rendu la situation si critique que même le cardinal Decourtray envisage de se retirer de l'affaire. En Belgique, l'opinion publique s'élève elle aussi. Danneels reçoit des centaines de cartes diffusées par le Comité d'action pour le respect de la parole donnée, établi à Bruxelles, portant un mes-

sage pré-imprimé: «Monsieur le Cardinal, pourquoi l'Église ne respecte-t-elle pas sa signature? Pourquoi les carmélites ne quittent-elles pas Auschwitz?» La question est suffisamment pertinente pour que le 8 mai 1989, Frank Swaelen, président démocrate chrétien du Sénat, téléphone à l'archidiocèse pour demander pourquoi le cardinal ne se prononce pas sur l'affaire. Lorsque le 25 août, le cardinal Glemp déclare aux médias internationaux que les juifs de Pologne ont été un enrichissement, mais aussi une source de problèmes et affirme que les négociations doivent être reprises à zéro, c'en est trop pour Danneels. Au début septembre, il rompt le silence médiatique par le biais d'une interview pour le journal *Het Volk*, dans lequel il souligne la valeur des accords signés à Genève et déclare que le non-respect de ceux-ci entraînerait pour l'Église catholique une énorme perte de crédibilité.

Incognito à Cracovie

Dans la même interview, Danneels explique que le côté spirituel de l'affaire est crucial pour lui. Il pointe la conception différente que les juifs et les chrétiens ont de la prière: «Nous les chrétiens, pouvons très bien prier pour les victimes d'un camp d'extermination à l'emplacement même du camp. Les juifs, en revanche, trouvent que, sur place, on ne peut que se taire. Ils considèrent la présence d'un culte public à cet endroit comme une sorte de christianisation.» Le conciliateur qu'est Danneels a compris depuis longtemps que le problème se situait à plusieurs niveaux, à la fois pour la communauté croyante juive (en tant que partie du peuple juif), la communauté catholique (en tant que communauté croyante non juive) et pour la nation polonaise. Auschwitz est un symbole et le cardinal a avec les symboles et leur valeur une affinité particulière. L'expérience est paradoxale: d'une part, Danneels manifeste une certaine incompréhension devant le fait que la délégation juive ne se soucie pratiquement

pas de la dimension religieuse de l'affaire, de l'autre, il compatit avec la souffrance exprimée par un homme comme Théo Klein au nom de son peuple, qui rappelle la douleur du prophète Isaïe. «C'est tout l'Holocauste qui était sur la table», dira-t-il plus tard.

Si le cardinal Macharski montre également de l'empathie envers la communauté juive, il se trouve, en tant que cardinal polonais désireux de donner aussi une place à la souffrance des catholiques polonais à Auschwitz, dans une position impossible. La disponibilité de Danneels à prendre en compte les différents points de vue fait de lui la personne idéale pour une concertation privée avec Macharski. Mais comment faire? Le rideau de fer se dresse entre eux. Prendre simplement l'avion pour le bloc de l'Est attirerait trop l'attention sur lui. Danneels décide donc de faire le voyage incognito, sur deux jours. Le 18 août, il envoie un télégramme à Lustiger et à Decourtray: «Je vais à l'Est les 28–29 août. À la grâce de Dieu! Priez pour moi!»

Le 28, Danneels doit prendre un premier avion pour London Heathrow, puis un autre pour Varsovie. Lors de l'escale, il frôle la catastrophe en manquant d'embarquer par erreur dans un vol pour Abou Dabi... Finalement, il atterrit tout de même dans la capitale polonaise, puis entame un interminable trajet en voiture pour rejoindre Cracovie. Là, il discute pendant plusieurs heures avec Macharski. Le rapport que Danneels rédige le lendemain de son retour à Malines pour Lustiger et Decourtray renferme des conclusions assez désespérantes:

- 1) Voyage utile: j'ai compris beaucoup de choses.
- 2) Voyage inefficace en ce qui concerne l'avancement de la réalisation des accords.
- 3) Je suis perplexe quant au pas suivant à faire: le problème est vraiment difficile.
- 4) Le dialogue avec François [Macharski] est difficile: c'est brumeux, mystique, allusif. Il perd le fil du raison-

nement. Il ne répond que rarement aux questions. Souvent il pose une autre question. J'ai l'impression d'un homme indécis et difficile à cerner. Mais très poli, fraternel, amical, reconnaissant.

- 5) J'ai fait tout ce que j'ai pu. Je ne désespère pas: je prie. Mais je ne vois pas de solution immédiate. C'est le noir pour le moment. Il n'y a que la foi et l'espérance théologique qui me consolent.

Dernier acte

En réaction aux déclarations de Glemp dans la presse internationale, d'autres voix se mêlent au débat. Dans l'édition du quotidien français *Libération* du week-end des 2 et 3 septembre 1989, Jacques Gaillot, évêque d'Évreux, demande au pape d'intervenir. Il est rejoint dans son appel par le prix Nobel juif-américain Elie Wiesel en personne. Le 3 septembre, Lustiger informe Danneels de ce que Glemp s'est plaint dans une série de revues italiennes (*Il Messaggero*, *La Repubblica*, *L'Avvenire*) du fait que les négociateurs ne comprenaient pas la situation polonaise et ne tenaient pas compte des souffrances endurées par les catholiques polonais sous les nazis. Une réaction s'impose: Jean-Marie Lustiger, Albert Decourtray et Godfried Danneels publient un communiqué de presse dans lequel ils se distancient du cardinal Glemp.

Le communiqué fait sensation et se retrouve le lendemain dans le *New York Times* sous le titre *Three Cardinals Defend Convent Pact against Attack by Polish Primate*. Prudemment, le cardinal Macharski ne s'est pas joint aux signataires, pour ne pas rendre les rapports au sein de la conférence épiscopale polonaise plus difficiles qu'ils ne le sont déjà. Dans son texte, le trio pose quelques questions préliminaires, adressées à Glemp: «Si la délégation juive aux rencontres de Genève, conduite par Maître Théo Klein, alors président du Congrès juif européen, est

incompétente, qui peut l'être? Et si quatre cardinaux, dont l'archevêque de Cracovie, ne sont pas qualifiés pour représenter la partie catholique, qui pourrait l'être?». La réaction de Glemp arrive le 18 septembre. Il rejette les accords de Genève, cette fois sous prétexte qu'ils n'ont pas de valeur juridique, et suscite de nouvelles réactions. Le lendemain, des intellectuels polonais exigent le départ immédiat du carmel d'Auschwitz et appellent le pape à prendre ses responsabilités. À Rome, les prises de position et réactions successives ont fait de l'affaire un dossier brûlant mais délicat étant donné que les choses se déroulent dans le pays natal du pape. Le 19 septembre, la Commission pontificale pour les relations religieuses avec le judaïsme, dirigé par Willebrands, publie à son tour un communiqué. On y lit que le Saint-Siège soutient la construction d'un centre – dont il est fait mention dans la deuxième déclaration de Genève – et fournira les moyens nécessaires. Cette démarche est considérée par tous comme une intervention du pape Jean-Paul II.

À partir de là, l'affaire va échapper progressivement aux quatre cardinaux et Danneels va s'en occuper moins intensément. Bien que le dossier reste sensible et que certains défendent des positions intransigeantes, les choses finiront par s'arranger en 1993. La principale raison de la longueur de cet épilogue réside dans les frais élevés de la construction du centre – à laquelle l'archidiocèse de Malines-Bruxelles va largement contribuer, afin de faire évoluer la situation. À la veille du cinquantième anniversaire du soulèvement du ghetto juif de Varsovie, les carmélites quittent Auschwitz après avoir reçu un courrier du pape en avril de la même année. La croix dressée précédemment est toujours en place aujourd'hui.

UNE UNIVERSITÉ « CONFESSANTE » ?

Par définition, les rapports entre Rome et les universités catholiques sont une affaire complexe. Cela vaut en particulier dans le cas des deux universités belges détenant le label en question. Danneels intervient dans cette relation en tant que président des pouvoirs organisateurs et grand chancelier des deux institutions. Le fait qu'il ait été professeur avant de devenir évêque intervient toujours à l'arrière-plan. Même devenu archevêque, il ne perdra jamais le goût de cette vie faite d'étude et de réflexion.

Danneels agit désormais comme représentant du magistère et assume un tout autre rôle vis-à-vis de l'université. Ce rôle va d'ailleurs évoluer fortement au cours de son épiscopat. Si, à l'origine, le pouvoir organisateur se compose principalement des évêques résidents, assistés par quelques laïcs cooptés, et que les dits évêques doivent donner leur approbation à toute nomination académique ou presque, ce modèle s'affaiblit progressivement. Parallèlement, la fonction de grand chancelier devient de plus en plus protocolaire.

D'une manière générale, les évêques sont structurellement responsables du caractère catholique de l'université. Trois domaines intéressent particulièrement les autorités de l'Église dans ce cadre: les facultés de théologie et de droit canon, la paroisse universitaire et la faculté de médecine. Nous laissons cette dernière provisoirement de côté, car il en sera question plus loin, dans le chapitre consacré aux questions bioéthiques.

Une université « catholique » : en quel sens ?

Le caractère catholique de l'université n'a cessé de faire débat depuis la scission de Louvain, avec ça et là quelques moments d'emballement. Lorsqu'en 1977, Danneels devient évêque d'Anvers, le rôle des évêques à l'université, en particulier à Louvain, est déjà largement remis en question. Raymond Cauwe, secrétaire de la conférence épiscopale, explique dans une note interne : « Les évêques ne souhaitent pas abdiquer devant leurs responsabilités à l'égard de Louvain, mais ils voudraient l'assumer d'une autre façon. Ils veulent prendre leurs distances par rapport à la gestion quotidienne de l'université. » Le processus amorcé par cette note va se déployer pendant la décennie qui suit, c'est-à-dire presque entièrement sous l'administration de Danneels.

Dès le printemps 1978, Danneels s'engage dans ce domaine à la demande de Robert Houben, qui a sollicité son avis pour la rédaction d'un texte intitulé « Enseignement catholique supérieur universitaire et non-universitaire : que faire ? ». Danneels et Houben se mettent au travail en collaboration avec l'évêque de Hasselt, Heuschen. Une idée est lancée avec l'approbation d'Alfred Daelemans, un prêtre originaire de Puurs, et du cardinal Suenens, à savoir la fondation d'un groupe de travail chargé de définir la spécificité catholique de l'enseignement supérieur, tant pour les universités que pour les institutions non universitaires. Le but est de mettre sur pied un organe suffisamment solide pour que les évêques puissent lui transmettre le pouvoir qu'ils exercent au sein du pouvoir organisateur. Le moment est bien choisi ; le débat sur l'identité catholique de l'université vient en effet d'être ravivé à l'occasion de l'élaboration d'un rapport interne du sociologue de la religion Karel Dobbelaere, qui mène des recherches sur les « processus de définition » en lien avec le profil catholique des professeurs. La question apparaît au premier plan dans la revue universitaire *Onze Alma Mater*.

En février 1979, un colloque est organisé à ce sujet. Danneels y prend la parole avec un exposé intitulé « Université et communauté ecclésiale », qui s'appuie sur les idées des théologiens Jan Hendrik Walgrave et Herman Servotte – vice-recteur sous Pieter De Somer depuis 1971. L'évêque d'Anvers affirme que l'université doit être un lieu où la recherche témoigne d'un fondement éthique et où le christianisme tient lieu de source d'inspiration. Il adhère en partie à la pensée de Servotte, qui situe le caractère catholique de l'université au niveau de la communauté universitaire plutôt qu'au niveau institutionnel. Dans une telle configuration, une confrontation critique entre foi et science n'est pas exclue et « un retour pur et simple aux anciennes vérités et valeurs éprouvées de l'orthodoxie est une solution hasardeuse ».

La distinction empruntée à Servotte est centrale : Danneels décrit une université catholique comme une université fiable qui doit, à certains endroits – comme dans les cérémonies académiques – pouvoir évoquer le message chrétien et qui est à même de créer un milieu favorable à l'épanouissement de la religion. Parmi les moyens permettant de concrétiser cette identité de l'université catholique, Danneels fait mention de la paroisse universitaire comme lieu privilégié. La conférence de Danneels est représentative de son attitude en tant qu'archevêque vis-à-vis de l'université comme ensemble – une position qui cherche à rejoindre la position du recteur De Somer. Ce n'est toutefois pas toujours la lecture que les instances romaines font du caractère catholique, car pour elles, c'est plutôt le côté institutionnel qui prime.

Sapientia christiana

Après quelques signes avant-coureurs venant de Rome, avril 1979 voit promulguée la constitution apostolique *Sapientia christiana*, document consacré aux institutions d'enseignement

supérieur reconnues par le Saint-Siège. Cette reconnaissance donne aux universités le droit de porter l'épithète « catholique » et revêt une importance vitale, notamment pour des facultés comme la théologie et le droit canonique. Sans la reconnaissance romaine, elles perdent en effet le droit de conférer, en plus des diplômes d'État, des diplômes canoniques – reconnus par Rome – ce qui réduit fortement leur attractivité au niveau ecclésiastique international. À travers *Sapientia christiana*, le débat sur l'identité catholique des universités est, dès le premier jour, propulsé en tête de l'agenda de Danneels. En 1979, celui-ci prendra encore l'initiative d'organiser dans le cadre du pouvoir organisateur louvaniste un débat interne sur l'identité catholique, un thème qui sera encore approfondi en 1982 lorsque le philosophe Jean Van der Veken et l'archevêque entameront une collaboration à ce sujet. Si Danneels se montre relativement ouvert vis-à-vis du problème au sens large, il se montre plus soucieux en ce qui concerne la faculté de théologie. Un rapport du pouvoir organisateur de 1982 le cite concernant le déficit de prêtres professeurs: « La situation a radicalement changé. Il n'y a plus assez de candidats dans les séminaires diocésains et les couvents, et il y a de sérieuses chances pour que des laïcs avec de meilleures références scientifiques se présentent. » Ces mots reflètent la frilosité de Danneels à l'égard d'une activité théologique totalement laïcisée, une évolution qu'il va bon gré mal gré devoir accepter. S'agissant de la spécificité catholique dans son ensemble, il affirme:

Beaucoup vivent isolés à l'université. Entre eux, les professeurs se taisent généralement sur les questions idéologiques. Il ne faut pas non plus négliger les groupes plus ou moins traditionalistes ou intégristes qui recrutent à l'université. Je pense qu'un appel public des évêques aurait plus d'effet aujourd'hui qu'il y a cinq ans, mais il faut éviter le risque que ce soit vu comme une récupération

de 1968. Un dialogue sur le caractère catholique de l'université peut être poursuivi. Il vaut sans doute mieux l'aborder sous l'angle thématique, étant donné la position connue du recteur: une université catholique est une université qui obtient de bons résultats scientifiques, avec une bonne paroisse universitaire et une faculté de théologie.

Nihil obstat?

Une faculté de théologie. Ce sont précisément ces facultés, tant la néerlandophone de Louvain que la francophone de Louvain-la-Neuve, qui ressentent le plus l'impact de *Sapientia christiana*. Des deux côtés de la frontière linguistique belge, les pouvoirs organisateurs passent dans le courant des années 1980 de longues heures à discuter de l'application du nouveau règlement romain et de l'adaptation des programmes universitaires à ces directives. L'un des points qui déterminent le débat est la question du *nihil obstat* (reconnaissance ecclésiastique du fait «rien ne fait obstacle» à une nomination) pour les professeurs de théologie et de droit canonique. Les facultés concernées étant autorisées à délivrer des diplômes canoniques dans ces spécialités, le magistère ecclésial revendique le droit de juger directement qui est ou non capable de les enseigner. La procédure appropriée prévoit qu'un nouveau professeur, après avoir suivi les règles de sollicitation académique, se soumette également à un examen ecclésiastique, qui porte aussi bien sur son implication religieuse et sa vie privée que sur ses publications. En général, le doyen de la faculté présente le dossier au grand chancelier, qui donne son approbation – nommée *missio canonica* – et demande ensuite un *nihil obstat* à la Congrégation pour l'éducation catholique.

Sur ce point précis, le rôle de Danneels est décisif dès son entrée en fonction. Pendant toute l'année 1980, il échange une correspondance suivie avec les doyens de théologie, Joseph

Ponthot (UCL) et Marc Caudron (KUL) sur l'application de *Sapientia christiana*. Les deux doyens tiennent l'archevêque au courant de la refonte des statuts facultaires et de la façon dont un compromis est recherché entre liberté académique et exigences romaines. Lorsqu'il était professeur, Danneels avait insisté sur l'autonomie de la recherche théologique. En gros, il soutient donc cet exercice d'équilibre une fois devenu archevêque. Il le prouve d'ailleurs le 10 décembre 1980 lors d'un entretien avec le cardinal américain William Wakefield Baum, préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique. Danneels suggère à Baum de remettre la décision de donner le *nihil obstat* dans les mains de la conférence épiscopale belge, autrement dit dans ses mains à lui. La suggestion lui a été faite par les milieux académiques de Louvain-la-Neuve et de Louvain et c'est cette proposition que le cardinal relaie à Rome, où il expose la situation belge au nouveau préfet. Faisant référence au passé de guerre scolaire, il pointe le risque que l'ingérence d'une instance «non belge» dans les nominations universitaires crée de nouvelles dissensions.

Cette procédure révèle en soi une manière de concevoir l'Église: elle implique une décentralisation dans la mesure où ce ne serait plus Rome, mais l'évêque local qui jugerait si les candidats professeurs peuvent être admis dans les facultés reconnues. L'importance internationale de ces deux grandes universités pour l'Église universelle incite cependant Baum à soumettre la proposition au pape et un accord est trouvé. Il prévoit une position de relative liberté pour l'Église belge, dont les théologiens et les canonistes sont moins soumis au contrôle direct de Rome que dans certains pays voisins. Toutefois, le règlement trouvé entre Rome et Danneels a quelque chose de «belge»: il ne s'agit que d'un accord oral, confirmé en janvier 1988 par Baum et Danneels à l'occasion d'une réunion. Plus tard, certaines tensions apparaîtront entre Rome et les univer-

sités belges, comme il ressort d'un texte de la congrégation, revenant sur les épisodes difficiles.

En 1988, vous avez rencontré le cardinal Baum, pour traiter de la question du *nihil obstat* et lui avez expliqué la situation particulière de la KUL et de l'UCL, leur importance vitale dans le pays pour le rayonnement de l'Église catholique, mais aussi la forte pression de différents groupes pour que ces deux universités ne soient plus catholiques. Vous lui avez alors demandé que le Saint-Siège procède à une exception pour que le Grand Chancelier donne lui-même le *nihil obstat* pour les professeurs. Et, du fait de la situation particulière de ces universités, le Card. Baum a répondu «oui», oralement, à votre demande. Fort de cette acceptation, depuis quinze ans, vous accordez donc vous-même votre autorisation aux différents professeurs des facultés ecclésiastiques, sans toutefois recevoir l'aval de notre Congrégation.

L'absence de document écrit va grandement nuire à la fois au cardinal et aux facultés canoniques: en 2003, le cardinal polonais Zénon Grocholewski, qui occupe alors le poste de préfet, remet l'accord en question. Le débat est donc réouvert à un moment où les relations entre Danneels et Rome ne sont plus ce qu'elles étaient dans les années 1980. Les tensions vont durer deux ans, jusqu'à ce qu'une régularisation intervienne en 2005: l'ensemble du corps enseignant des deux facultés de théologie reçoit un *nihil obstat* – assorti de quelques remarques sur l'enseignement de certains professeurs – et les statuts facultaires sont modifiés. Dorénavant, c'est Rome qui donnera et contrôlera les approbations.

Le conseil post-synodal pour les Pays-Bas

La situation en Belgique est encore bien calme comparée à ce qu'elle est dans les facultés de théologie des Pays-Bas. En janvier 1980, une série de décisions ont été prises à la fin du synode néerlandais, dont Danneels était l'un des présidents. Les articles 25 à 28 des décisions synodales – relatifs à la formation au ministère – vont entraîner un conflit à long terme. Une évaluation ayant été prévue, en juin 1983, l'archevêque Johannes Willebrands transmet au cardinal Baum un rapport de la commission épiscopale post-synodale chargée de se pencher sur la formation des prêtres: elle comprend Ernst, Möller et Gijzen (qui, suite à certaines tensions, ne participera finalement pas aux travaux du groupe). C'est l'un des derniers actes posés aux Pays-Bas par Willebrands, qui quitte cette année-là ses fonctions d'archevêque catholique d'Utrecht. Il est remplacé par Adrianus Simonis, un homme que Danneels va apprendre à connaître au fil des années au sein du conseil post-synodal, qui assure le suivi des décisions synodales de 1980. La disparition de Willebrands du paysage néerlandais – lui qui a toujours joué parallèlement un rôle dans la curie romaine – change une fois encore la donne au sein de la conférence épiscopale et ouvre la porte à un renforcement de la surveillance romaine à partir de 1984. Une lettre envoyée par le cardinal Baum à Simonis le 17 mai 1984 donne le coup d'envoi de nouveaux épisodes. La Congrégation pour l'éducation catholique y signale en effet des lacunes et des problèmes dans le rapport remis par Willebrands: Baum relève qu'il ne contient aucune information sur la faculté de théologie de Nimègue et que l'orientation doctrinale des facultés existantes n'a pas été suffisamment évaluée. Il exprime aussi son inquiétude concernant la faible autorité des évêques locaux sur les facultés et leurs professeurs, une remarque qui vise principalement la présence persistante de prêtres mariés parmi les professeurs de théologie. L'application des décisions synodales

et da la constitution *Sapientia christiana*, indique encore le préfet, doit servir de ligne directrice à une évaluation plus approfondie des facultés de théologie néerlandaises. Cet examen va avoir lieu de la fin des années 1980 au début des années 1990.

Après d'autres échanges de courrier entre la commission post-synodale néerlandaise (fondée pour l'évaluation des questions liées au ministère) et la Congrégation pour l'éducation, le conseil post-synodal qui chapeaute la commission est chargé de mener cette enquête sur le terrain. Lequel conseil comprend, outre Jan-Pieter Schotte et l'évêque Ernst, les cardinaux Simonis et Danneels. Ce dernier prend une position dominante au sein du groupe (qui a pour secrétaires Piero Pennachini et le rédemptoriste Ignace Dekkers). En mai 1987, une réunion a lieu à Rome pour discuter des procédures et, au début février 1988, une rencontre cruciale pour la suite des événements est organisée à Amersfoort. Danneels s'est entretenu au préalable avec Simonis et Johannes Ter Schure, évêque de Bois-le-Duc, ce qui lui a permis de mesurer la gravité des tensions relatives aux formations en théologie. À Amersfoort, le conseil décide d'évaluer chacune des facultés de théologie néerlandaises, y compris celle de Nimègue. Tous les évêques néerlandais impliqués sont priés de fonder une commission technique qui évaluera l'enseignement et en examinera le contenu et l'orientation doctrinale, notamment pour juger de leur valeur comme formation à la prêtrise.

Dans un premier temps, on élabore des directives qui serviront à l'évaluation. Sur la proposition de Danneels, la coordination générale de ce processus délicat est confiée au président du Grand Séminaire de Bruges, le chanoine Adelbert Denaux. À partir de mai 1989, ce dernier entame une série d'entretiens avec les évêques néerlandais en vue de la fondation des commissions techniques. Plusieurs Belges font partie de ces commissions: dans la faculté de Heerlen, on note la présence de Sœur Mia Schoenmaeckers tandis que le théologien jésuite

louvaniste et jésuite Jan Lambrecht est appelé dans la commission chargée de se pencher sur la faculté de Nimègue et Stefaan Van Calster siège dans la commission de Tilburg, qui est présidée par le prêtre et philosophe louvaniste André Léonard. D'autres universitaires venus d'ailleurs, comme le jésuite Ignace de la Potterie et le futur cardinal Leo Scheffczyk, sont impliqués dans l'enquête romaine.

Un scénario hollandais en Belgique

André Léonard ne restera pas longtemps impliqué dans l'enquête sur les facultés néerlandaises. La raison même de son départ – sa nomination épiscopale – va être pour Danneels une source d'ennuis. Jusque-là, la conférence épiscopale belge avait une composition relativement homogène. Pour Danneels, qui a pu observer le durcissement de la polarisation survenu aux Pays-Bas suite à des nominations épiscopales allant contre la volonté de la communauté locale, ce problème ne concernait pas jusque-là la Belgique. La situation change lorsqu'au début 1991, André Léonard est nommé évêque du diocèse de Namur sans que les sensibilités et les souhaits de l'Église locale ne soient pris en compte.

La nomination de Léonard s'inscrit dans un contexte plus large. En janvier 1989, quelques centaines de théologiens allemands – dont des professeurs connus comme Hans Küng, Peter Hünemann et Johann Baptist Metz – ont publié leur Déclaration de Cologne, dans laquelle ils protestaient contre la limitation croissante de leur liberté académique. Tout en comprenant certains de leurs griefs, Danneels a observé une extrême réserve, notamment parce qu'il était en quelque sorte assis entre deux chaises: dans son propre pays, il accordait une liberté assez grande aux théologiens académiques, un status quo qu'il ne souhaitait pas voir modifier, alors qu'aux Pays-Bas, il faisait partie d'un conseil post-synodal dont l'intervention était perçue

comme une manifestation du centralisme romain. Excédé par le fait qu'un grand nombre de théologiens belges aient signé le manifeste, Danneels a donc réagi de la même façon que l'évêque allemand Walter Kasper (qui, la même année, reçoit un doctorat honoris causa en sa présence à Louvain-la-Neuve), estimant que le débat doit être mené, mais de façon interne et en dehors des médias. L'archevêque belge a répété ce même message dans une lettre adressée au cardinal Ratzinger le 25 octobre 1989, afin d'indiquer indirectement sa propre position. Implicitement, Danneels craint une dégradation de l'image de l'Église belge dans les cercles romains.

Ses craintes se confirment lorsque quelques mois plus tard, l'évêque de Namur, Robert-Joseph Mathen, démissionne pour raisons de santé et que le nonce Giovanni Moretti entame ses consultations, au début 1990. Cette quête d'un successeur entraîne l'Église belge dans un processus pénible. Parmi les noms qui circulent, il y a les professeurs André Haquin et Léonard. Ce dernier pose problème à de nombreux laïcs et prêtres francophones: le 15 octobre 1990, plusieurs doyens du Namurois envoient à Danneels une lettre dans laquelle on lit: «C'est d'un "pasteur" que nous avons besoin (qui connaît ses brebis et que ses brebis connaissent) et pas d'un parachuté!» La réponse du cardinal, polie bien que formelle, signale que la décision finale ne lui appartient pas. Le 21 novembre, Danneels se trouve à Liège pour une concertation sur la question avec les évêques francophones et, le lendemain, il s'envole pour Rome où il doit s'entretenir avec la Congrégation pour les évêques. Léonard jouit, notamment en tant que membre de la Commission théologique internationale dirigée par le cardinal Ratzinger, d'une image positive de l'autre côté des Alpes. Deux passages supplémentaires du cardinal au siège de la Congrégation compétente ne récolteront aucun succès: en février 1991, le professeur de philosophie est nommé évêque de Namur.

Non contente de porter un coup à l'autorité de l'archevêque, cette décision fait remonter à la surface les conflits présents au sein de la communauté catholique francophone de Belgique. Au début mars 1991, le Conseil général de l'apostolat des laïcs (CGAL) se concerte et aboutit à des conclusions substantiellement négatives sur la politique ecclésiale dont témoigne la nomination namuroise. Un rapport du CGAL est envoyé à l'archidiocèse et est suivi, le 20 avril, par un communiqué public, dans lequel le CGAL réproouve la politique romaine au nom d'une multiplicité d'organisations catholiques. Une large opposition régnant en Belgique francophone est apparue le 23 mars, lorsque pendant une réunion du mouvement critique Solidarité Namur Luxembourg (SoNaLux), sept personnes ont été nommés pour poursuivre le «projet positif» initié selon lui par les précédents évêques de Namur. Un antagonisme ouvert se dessine dans le diocèse entre groupements favorables ou opposés au nouvel évêque, renforçant la volonté de certains de créer un nouveau diocèse pour le Luxembourg, ce que le nouvel évêque refuse. Les tensions augmentent encore quand, après quelques consultations au printemps, Léonard entreprend – à l'inverse de Danneels à son entrée en fonction – de faire table rase dans son diocèse, depuis le conseil épiscopal jusqu'au Grand Séminaire de Namur et à son Centre d'études théologiques (Sénévé), qui font l'objet d'une réorganisation. La polarisation a cessé d'être un problème spécifiquement néerlandais.

Tensions avec Gijzen

Dans ce contexte de protestation européenne contre les tendances centralisatrices, étant donnés le poids de plus en plus marqué de Rome et les tensions croissantes au sein de la conférence épiscopale belge, Danneels est à nouveau confronté aux problématiques du rôle des laïcs dans l'Église et dans la théologie et de l'obéissance des théologiens au magistère. Cette

atmosphère transparait dans les débats du conseil post-synodal pour les Pays-Bas, dont l'un des rapports, de la main d'Adrianus Van Luyn (qui a succédé à Dekkers comme secrétaire), affirme que Danneels pense que :

les interventions disciplinaires de la part des évêques seront encore longtemps nécessaires. L'obscurcissement du rôle du prêtre n'est le fruit d'antagonismes théologiques que dans les communautés critiques; dans les paroisses classiques, il découle souvent de l'encouragement du concile Vatican II à la créativité, sans que l'on se soucie d'une formation liturgique suffisante.

Cette citation illustre d'une part la méfiance vis-à-vis d'une «Église laïque» qui ne cesse d'émerger dans les mouvements contestataires, de l'autre, une ouverture à l'égard des initiatives locales, combinée avec la conscience que les évêques doivent prendre leurs responsabilités en tant que «pasteurs». Les évêques qui ne prennent pas cette tâche au sérieux et portent ainsi atteinte aux droits des théologiens sont fustigés. Pendant les réunions du conseil post-synodal, Danneels se montrera plus d'une fois critique face à l'attitude de l'évêque de Roermond vis-à-vis des facultés de théologie et, dans le courant de 1993, il fait encore remarquer, en visant les évêques hollandais Gijzen et Ter Schure – que «certains ordinaires ont outrepassé leurs droits».

Cette déclaration de Danneels doit être comprise à la lumière de la réunion de septembre à Utrecht, lors de laquelle paraissent les rapports finaux des Commissions techniques relatifs à la Katholieke Theologische Universiteit Utrecht (l'Université de théologie catholique d'Utrecht, KThUU), à la faculté de théologie de Nimègue et à la formation théologique d'Amsterdam. Les rapports sur Tilburg et Heerlen sont dans leur phase de finalisation, mais connaissent quelques complications, certains

des acteurs impliqués menant la vie dure à Denaux, le coordinateur. Danneels considère surtout le refus de collaboration persistant de Gijzen comme choquant et très anti collégial. Malgré d'autres développements qui surviendront jusqu'en 1995, le conseil boucle ses activités à l'occasion d'une réunion tenue à Rome en mars 1993, avec un rapport centré sur l'adéquation des cursus à la formation sacerdotale. Les conclusions de ce rapport, signées par Schotte, Simonis, Ernst et Danneels, soulignent l'attitude d'obéissance désormais souhaitée de la part des théologiens néerlandais, précisant que «les institutions ont collaboré de façon loyale et sont, davantage que dans le passé, disposées et aptes à se conformer entièrement aux normes de *Sapientia christiana* et de la *Ratio fundamentalis*; elles ont également pris conscience de ce que l'exercice de la théologie n'avait de sens que s'il se faisait en solidarité avec l'Église et notamment avec les évêques».

Les efforts de Danneels concernant les Pays-Bas seront finalement honorés en septembre 2002, lorsque la faculté de théologie de Tilburg lui décernera un doctorat honoris causa «pour ses mérites particuliers et très appréciés dans le domaine du pastorat et de la spiritualité: sa capacité à éclairer de diverses façons, par oral et par écrit, de nombreuses personnes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église catholique en formulant le message de l'Évangile avec une grande ouverture vis-à-vis de la culture pluriforme et dans un dialogue critique avec les évolutions de la théologie et des autres sciences». Cette formule est une manière discrète de remercier Danneels pour son soutien à l'activité théologique aux Pays-Bas.

Poste vacant: un recteur catholique pour Louvain

Louvain, 17 juin 1985: Pieter De Somer décède. L'université perd son recteur et surtout, la cheville ouvrière de ce qui est devenu, depuis la scission de 1968, une université «moderne».

Cinq jours plus tard, Danneels célèbre en présence du premier ministre Martens et de politiciens démocrates-chrétiens comme Mark Eyskens et Jean-Luc Dehaene les funérailles de «son» ancien recteur. Moins d'un mois plus tard, le pouvoir organisateur de l'université se réunit à Malines, privé pour la première fois depuis bien longtemps de la personnalité charismatique de De Somer. Le cardinal entame la réunion par une prière pour le repos de l'âme du regretté recteur et un court exposé louant ses réalisations. Aussitôt après, les évêques reviennent toutefois sur un point déjà évoqué un an auparavant. En 1984, De Somer avait modifié le règlement ordinaire de l'université concernant l'élection au rectorat. Frustrant certains membres du pouvoir organisateur, il avait rejeté le souhait que l'on exige des garanties supplémentaires de loyauté catholique de la part des candidats, arguant qu'il s'agissait d'une «preuve de méfiance». Par ailleurs, le ton critique du discours prononcé par De Somer lors de la visite papale est resté dans les mémoires. Venant du recteur d'une université catholique s'adressant à Jean-Paul II, les expressions de «loyauté critique face à l'Église» et de «liberté de la recherche et du droit à l'erreur» sont restées en travers de la gorge de certains. Le pouvoir organisateur commentera encore ce discours au cours de l'été 1990. Le «droit à l'erreur», en particulier, fera alors l'objet de nombreuses discussions. «Selon le cardinal», lit-on dans le rapport, «ce droit ne doit pas être exagéré – le recteur De Somer parlait en scientifique, qui savait que l'on devait à un moment donné abandonner les hypothèses fausses. Il voulait dire "droit de se tromper"».

Le 12 juillet 1985, la question de l'identité universitaire est également à l'agenda et l'on décide, notamment sous l'influence de Danneels, que les candidats au rectorat devront signer un formulaire attestant qu'ils «acceptent de favoriser les objectifs qui sont à la base de l'Université catholique de Louvain». Se mettre d'accord sur cette proposition n'est pas simple dans la mesure où la formule n'implique pas explicitement qu'il faille

être catholique. La tension entre le pouvoir organisateur, d'une part, et le Bureau du conseil académique (Bureau van de Academische Raad, BAR), de profil nettement moins catholique, de l'autre, porte sur la question: «Que faire si un recteur est élu à une grande majorité, contre l'avis du pouvoir organisateur, dans lequel siègent tous les évêques flamands?» Entre-temps, c'est le professeur Roger Dillemans qui s'est imposé comme le candidat le plus approprié, y compris pour Danneels. Dillemans est bien enraciné dans le milieu catholique puisqu'il provient du milieu d'*Universitas* formé autour de Dondeyne dans les années 1950 et partage avec l'archevêque la confiance en des figures-clés comme Servotte. De plus, pour Danneels et les évêques, il se montre bon diplomate en trouvant lui-même une issue à l'impasse: plutôt que de lire explicitement la formule contestée lors de son acceptation, Dillemans propose d'insérer le thème du lien de l'université à l'Église dans son discours inaugural, ne laissant ainsi aucun doute quant au choix d'un profil «catholique». Dillemans est effectivement nommé. Le 26 septembre 1985, alors que Danneels se trouve à Rome pour un colloque sur la mystique allemande Adrienne von Speyr, un télégramme est envoyé au nouveau recteur, bref mais éloquent: «Puisse le Seigneur vous donner de la force dans l'accomplissement de ce service pour la communauté universitaire et pour notre peuple».

Ex corde ecclesiae

Pendant une décennie, le trio Danneels-Dillemans-Servotte jouera un rôle considérable dans le cours des événements universitaires. À plusieurs reprises, Danneels rencontre le recteur en dehors des événements officiels – fête patronale et réunions du pouvoir organisateur. Au sein de ce dernier, l'attitude défensive qui régnait auparavant disparaît pour faire place à un véritable échange d'idées. Le pouvoir de cette assemblée est du

reste progressivement limité, avec l'approbation de Danneels. Le lien entre l'administration universitaire quotidienne et le pouvoir organisateur en tant que représentation de l'Église et de la société se distend notamment en raison de la réforme du programme universitaire introduite par Dillemans en 1992.

La bonne entente de Danneels avec Dillemans et avec le cardinal Baum est féconde. Le cardinal belge soutient la participation de Louvain à la création des accords de Bologne, visant à la standardisation de l'enseignement supérieur dans l'espace européen – un processus dans lequel Dillemans s'engage fortement dans les années 1987 et 1988 et grâce auquel l'université de Louvain renforce sa notoriété à l'échelle internationale. En septembre 1988, Dillemans figure parmi les signataires de la *Magna charta* élaborée pour les universités. La position forte de Louvain n'échappe pas à la Congrégation romaine pour l'éducation catholique. Danneels intercède en outre pour que le recteur fasse partie de la commission de quinze membres qui va, sous la tutelle de la Fédération internationale des universités catholiques (FIUC), s'atteler à la préparation de la constitution apostolique *Ex corde ecclesiae*, portant sur le rôle des universités catholiques. Dillemans ne s'y rend pas sans préparation : la définition louvaniste d'une université catholique a été élaborée en détail en concertation avec le recteur de l'UCL Pierre Macq, ainsi qu'avec Herman Servotte et Danneels. L'accent y est mis sur le lien entre enseignement et recherche et sur la liberté académique.

Dans ce cadre, il faut reconnaître le rôle fondamental du travail effectué par le groupe de travail de Servotte, « Philosophie chrétienne et université », qui sert à présent de base. Dillemans soulignera par la suite la collaboration cordiale entre Malines, Louvain-la-Neuve et Louvain, grâce à laquelle il n'y avait eu, lors de la rédaction de la constitution apostolique *Ex corde ecclesiae* « qu'un seul point de vue louvaniste ». Certains endroits du texte trahissent encore la vision de Servotte, qui

influence également l'énoncé de la mission louvaniste. Néanmoins, les desiderata belges sont loin d'être tous exaucés et la succession du cardinal Baum par Pio Laghi va être porteuse de nouvelles incertitudes. Lors de la réunion du pouvoir organisateur, on note donc :

Le cardinal rappelle des faits de l'an passé. À Rome, un groupe de travail restreint (dont faisait partie le recteur Dillemans) est parvenu à un consensus en septembre 1989. Des amendements y ont été apportés lors des plénières de la Congrégation pour l'enseignement catholique, suivant lesquels tout ce qui est dit dans le droit canon sur l'université serait applicable à ce texte. L'accord de septembre 1989 pourrait donc être remis en question. Dans l'intervalle, Mgr. P[io] Laghi a succédé au cardinal Baum et le document se trouve à présent sur le bureau du pape.

Un nouveau facteur d'incertitude intervient donc. De plus, malgré la satisfaction initiale de Dillemans concernant la participation louvaniste à *Ex corde ecclesiae*, la version définitive ne fait pas l'unanimité en Belgique. Les critiques des universités envers Rome portent sur un point en particulier : *Ex corde ecclesiae* demande à chaque université de rédiger une déclaration dans laquelle elle atteste de son caractère catholique. Danneels et Dillemans, qui sont au courant de la parution de la constitution programmée pour l'été 1990, anticipent. Dès le 16 mars 1990, l'université de Louvain établit une charte renfermant sa propre interprétation du mot «catholique».

À la fin du rectorat de Dillemans, l'influence du pouvoir organisateur sur les nominations académiques est sur le déclin. Danneels n'exige un droit de regard que quand il s'agit de la faculté de théologie et préfère un règlement local à une immixtion

romaine. À la réunion de juillet 1993, Danneels affirme que les facultés rédigent bien entendu leur propre programme, mais que «dans le cas de la faculté de Théologie, il faut la garantie que les programmes sont conformes à la constitution *Sapientia christiana*. Il est préférable que ce soit le pouvoir organisateur et non une congrégation romaine qui s'en porte garante». Dans cette perspective, une proposition de compromis modifiant légèrement le règlement pour la théologie, établie par le juriste Walter Van Gerven, est approuvée. On y lit que, dorénavant, «le pouvoir organisateur décide de l'organisation, du *statut* et de la gestion de la faculté de théologie».

En juin 1994, le pouvoir organisateur louvaniste affirme que le «cardinal est d'avis qu'il n'est pas possible de rédiger les statuts [des facultés de théologie et de droit canonique] comme les instances romaines le demandent». L'accueil réservé à *Ex corde ecclesiae* est d'autant plus froid que ni Dillemans, ni André Oosterlinck, qui lui a succédé en 1995, n'ont signé le texte. Oosterlinck avance un argument pragmatique, à savoir que le texte n'est pas disponible dans la langue administrative de l'Université de Louvain, le néerlandais, si bien que la question est mise de côté.

Chapitre 13

L'ANNÉE DES LAÏCS

En 1987, l'Église catholique se concentre sur la place des laïcs et en particulier sur le rôle, souvent controversé, de la femme dans la vie ecclésiale. Le pape proclame une année mariale, s'étendant de la parution de l'encyclique *Redemptoris mater* en mars 1987 à la publication de la lettre apostolique *Mulieris dignitatem* du 15 août 1988. Le premier des trois synodes consécutifs à celui de 1985, prévus par Jean-Paul II, qui seront consacrés aux laïcs, aux prêtres et aux religieux, doit avoir lieu au milieu de cette période: le 1^{er} octobre 1987, le synode des évêques sur la vocation et la mission des laïcs dans l'Église est officiellement ouvert. Le thème est ainsi mis au premier plan l'année même où paraît le *Livre de la foi* des évêques belges, conçu comme un outil pour l'évangélisation du monde contemporain. Le synode suscite des attentes et un vif intérêt, tant auprès des médias qu'auprès des organisations ecclésiales belges. Divers groupes soumettent à Danneels des avis et des suggestions.

Pour le cardinal, la thématique du laïcat est d'autant plus présente cette année-là qu'en Belgique, un aspect directement lié au rapport avec les laïcs – le réseau d'enseignement catholique – réclame urgemment l'attention. Car si le chapitre précédent a mis en avant son rôle de grand chancelier de deux universités catholiques belges, il est par sa position d'archevêque tout aussi impliqué dans l'organisation du vaste réseau d'enseignement primaire, secondaire et supérieur catholique, qui représente dans la Belgique sécularisée des années 1980 l'un des lieux où l'Église touche les plus larges couches de la popu-

lation. Avant de traiter du synode, nous commencerons donc par dire quelques mots de l'engagement de Danneels dans le domaine de l'enseignement.

Le facteur Daelemans

Le lien du cardinal avec la fédération de l'enseignement catholique belge est à la fois pastoral et formel. Dès son entrée en fonction comme archevêque, Danneels reconnaît et respecte l'autonomie des institutions d'enseignement catholique. Concrètement, il en laisse en grande partie la gestion à des personnes de confiance qualifiées, une formule qui fonctionne en général très bien, même si le secteur subit de profonds changements, surtout pendant la première décennie de son épiscopat.

En 1980, la Belgique ne connaît pas encore les deux fédérations d'enseignement catholique qui existent aujourd'hui: le Secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC), dont la suite du nom précise: «en communautés française et germanophone de Belgique», et le Vlaams Secretariaat van het Katholiek Onderwijs (Secrétariat néerlandophone de l'enseignement catholique, VSKO). Au début des années 1980, le pays dispose encore d'un Secrétariat national de l'enseignement catholique (SNEC) fondé en 1957 après les activités préparatoires de Jules Victor Daem, qui en est devenu le premier directeur général. Cette organisation unitaire est née dans le contexte d'une violente lutte politique qui a débouché sur l'adoption du Pacte scolaire, signé par le premier ministre de l'époque, Gaston Eyskens, le 20 novembre 1958. Après sa nomination en tant qu'évêque d'Anvers en 1962, Daem a été remplacé au SNEC par Alfred Daelemans, qui va tenir les rênes de l'organisation jusqu'en 1990 et collaborera étroitement avec les politiciens belges de tendance catholique. Il est particulièrement proche du ministre de l'Éducation nationale, Daniel Coens (que l'on

surnomme parfois le «ministre de la rue Guimard», d'après l'adresse du siège bruxellois du SNEC), mais s'entend également bien avec des démocrates chrétiens influents comme Frank Swaelen, Herman Van Rompuy et le premier ministre Wilfried Martens.

Daelemans devient l'homme de confiance de Danneels à plusieurs égards. Non seulement il assure la supervision de l'enseignement catholique belge, mais il gère aussi les relations de l'Église avec le vaste réseau des organisations sociales chrétiennes. Avec l'approbation de Danneels, Daelemans dirige aussi la coupole Overleg Particulier Initiatief (OPINI), fondée par lui et qui rassemble ces organisations. Le rôle déterminant assumé par Daelemans évite la plupart du temps à l'archevêque de devoir assumer un rôle de direction et lui permet plus d'une fois de confier de délicates missions de médiation à son collaborateur. Lorsqu'au début des années 1990, de vives tensions internes apparaissent à l'université de Louvain en lien avec la prise de position et le rôle du professeur Karel Pyck dans le procès du notaire X, un Anversois accusé dans les médias d'avoir abusé sexuellement de ses deux fils, Daelemans est impliqué comme médiateur.

Dans ces années 1980 très agitées sur le plan communautaire, la confiance dont Daelemans bénéficie dans les cercles démocrates-chrétiens favorise l'exécution des indispensables réformes touchant le monde de l'enseignement. En avril 1987, il attire dans plusieurs notes et entretiens l'attention de Danneels sur la nécessité de communautariser la coupole de l'enseignement catholique. La régionalisation linguistique introduite par Suenens au niveau administratif de l'archidiocèse trouvera ainsi son prolongement dans l'enseignement. Selon Daelemans, la scission est devenue inévitable: d'une part, de fortes tensions règnent parfois entre membres francophones et néerlandophones au sein du SNEC encore unitaire, de l'autre, le maintien

du caractère national est devenu impossible étant donné la progression des réformes de l'État belge. Du côté francophone, le sentiment est très réservé, car si les acteurs de l'enseignement catholique francophone peuvent facilement affirmer leur identité catholique au sein du SNEC unitaire, ils craignent d'être abandonnés en Wallonie et à Bruxelles à des majorités politiques moins favorables à l'enseignement libre catholique que le monde politique flamand.

Quoi qu'il en soit, la pression politique et sociale est indéniable. Daelemans et Danneels se concertent donc en vue de concrétiser la division de l'ancien SNEC en deux entités, le VSKO et le SeGEC. Soucieux comme toujours de maintenir une bonne collaboration et d'éviter les décisions hâtives, le cardinal insiste pour que l'opération se déroule en plusieurs phases. Cette volonté vient notamment du rôle qu'il joue personnellement dans l'affaire; en effet, il doit obtenir l'accord général des évêques francophones et néerlandophones, ce à quoi il parvient lors d'une réunion de la conférence épiscopale de mai 1987. C'est la fin d'un long processus, comme en témoigne une note diffusée en janvier 1985, qui renfermait déjà des propositions dans ce sens. Danneels va maintenant se livrer à un patient travail de persuasion, jusqu'à ce que tout le monde soit convaincu de la nécessité de prendre une décision.

Deux facteurs ont joué un rôle décisif. D'abord, il y a la «neutralité» communautaire du président de la conférence épiscopale belge. Pour le cardinal, il ne s'agit pas de donner raison aux tendances politiques et nationalistes, mais bien de respecter la réalité sociopolitique du pays tout en préservant l'autorité de l'épiscopat sur le réseau scolaire catholique qui est en Belgique exceptionnellement développé par rapport au reste de l'Europe. Le deuxième facteur, c'est la garantie que le caractère chrétien des écoles catholiques sera préservé, un point qui fera l'objet de toutes les attentions. C'est sous ces conditions que le processus de scission est engagé, en 1988. Il faudra cinq ans

pour que l'indépendance du VSKO et du SeGEC soit totalement acquise, le 9 décembre 1993. L'enseignement catholique sera alors adapté aux nouvelles structures communautaires et les réseaux ressortiront désormais de l'autorité des ministres régionaux de part et d'autre de la frontière linguistique. Dans le courant de 1993, le processus connaît une phase transitoire, pendant laquelle chaque groupe linguistique dispose de deux directeurs adjoints: du côté flamand, Daelemans est assisté à partir de 1988 par André De Wolf, qui passera plus tard le flambeau à Mieke Van Hecke. Du côté francophone, c'est le vicaire liégeois responsable de l'enseignement, Armand Beauduin – originaire de Waremmes et parent de dom Lambert Beauduin, pionnier du mouvement œcuménique et liturgique – qui est nommé en 1990.

«Mieux vaut un prêtre»

En octobre 1989, avant même son entrée en fonction, Armand Beauduin a plaidé auprès de Danneels pour que la gestion du réseau soit confié à un laïc, mais le cardinal estime que pour signifier l'engagement de l'église de Belgique dans ses écoles, «mieux vaut un prêtre» comme intermédiaire entre les évêques et le monde politique et social. Contrairement à son homologue flamand, Beauduin est d'emblée confronté à une mission délicate, consistant à assainir les finances du réseau scolaire. Ce handicap se fera longtemps ressentir. Dans la première moitié des années 1990, Beauduin doit gérer plusieurs vagues de restrictions et d'agitation sociale. Il subit de plein fouet les efforts budgétaires que la ministre de l'Enseignement francophone, la socialiste Laurette Onkelinx veut imposer en 1996 pour équilibrer les comptes de la Communauté française – une nécessité absolue. Son cabinet projette de répercuter entièrement la réduction du financement de l'État sur les réseaux subsidiés, afin d'épargner le réseau officiel. Beauduin parvient à arracher

un compromis en vertu duquel tous les réseaux d'enseignement supporteront le poids des économies. L'accord est mal accueilli dans une série de collèges catholiques prestigieux, où l'on réclame sa démission. Malgré les pressions, Danneels persiste et continue à soutenir – fût-ce à distance – le directeur général du SeGEC.

Dans les mêmes années, le cardinal conclut en revanche une curieuse alliance avec la ministre Onkelinx concernant la position des écoles catholiques francophones vis-à-vis des élèves de confession musulmane. Contrairement à la Flandre, la communauté française permet depuis plusieurs années, avec l'aval des évêques francophones, qu'une partie de ces jeunes suivent un cours de religion islamique. La seule exception à cette règle concerne le territoire francophone de l'archidiocèse, dont les écoles bruxelloises comptent notamment le plus grand nombre de jeunes musulmans. Contrairement aux évêques francophones belges, le cardinal a toujours refusé d'y appliquer ce principe en invoquant le respect de la spécificité catholique des écoles. Lorsqu'en 1997, Laurette Onkelinx dénonce l'attitude de l'enseignement catholique francophone, dont elle considère l'ouverture vis-à-vis des élèves musulmans comme une concurrence déloyale à l'égard du réseau public, elle trouve un allié inattendu en la personne de Danneels, qui la soutient pour de tout autres motifs. Résultat, la ministre obtient gain de cause. Les écoles vont devoir prévoir un processus pour cette disparition.

Les tensions relatives à l'enseignement catholique francophone ressurgissent lors de l'entrée en fonction du gouvernement arc-en-ciel (coalition PS-MR-Ecolo) en 1999, suite à laquelle le SeGEC est mis sous pression par le ministre Ecolo Jean-Marc Nollet. Nollet conteste la représentativité de la coupole catholique pour les pouvoirs organisateurs scolaires. Le SeGEC, qui est à l'origine une création de l'épiscopat, est contraint de revoir ses statuts pour devenir une ASBL qui repré-

sentera davantage les écoles et de trouver un nouvel équilibre entre les responsabilités respectives des pouvoirs organisateurs et des évêques. Danneels n'en est point heureux. Il considère cette réforme comme une *diminutio capitis* du pouvoir épiscopal. Elle est néanmoins adoptée, avec pour résultat de creuser un peu plus le fossé entre les institutions chrétiennes et la hiérarchie catholique.

Concertation avec les laïcs

La régionalisation de l'enseignement catholique intervient tardivement si on la compare par exemple aux deux conseils qui coordonnent les organisations catholiques laïques de Belgique. Dans le chapitre précédent, il a déjà été question du Conseil général pour l'apostolat des laïcs (CGAL), créé en 1965, qui rassemble un large éventail d'organisations laïques dans la partie francophone. Dans les premières années de l'épiscopat de Danneels, le CGAL est dirigé par Ginette Carlier et Jacques Briart. Ses nombreuses activités sont principalement centrées sur des thèmes comme l'exclusion sociale, la pauvreté et la vieillesse. Danneels a appris à connaître cette organisation à l'occasion du synode sur la famille de 1980. Elle lui avait alors fourni un document en lui demandant de ne pas seulement tenir compte des principes, mais aussi de la situation concrète des familles. Elle attirait aussi son attention sur le fait que «toute famille vit dans le cadre de situations personnellement et collectivement imparfaites. Elle ne sera aidée dans sa croissance et son essor que si cette réalité imparfaite est reconnue et respectée en même temps que se manifeste la confiance envers les personnes et la responsabilité qui leur incombe pour tendre vers des situations plus parfaites».

Ce message de 1980 a gardé toute sa pertinence. Il s'est même renforcé en raison du centralisme croissant et de la réception critique de l'«omission» du peuple de Dieu dans le document

final du synode de 1985. La tendance centralisatrice de l'Église étant mal perçue par différentes organisations laïques, Danneels reçoit en octobre 1986 une note du CGAL concernant le futur synode sur les laïcs. Dans une note, intitulée *Laïcs dans l'église et dans le monde, vingt ans après Vatican II*, le CGAL insiste sur la nécessité d'une coresponsabilité entre laïcs et dignitaires ecclésiastiques, d'une plus grande concertation et implication mutuelle. Cette note va inspirer le pendant flamand du conseil.

En Flandre, l'Interdiocesaan Pastoraal Beraad (Conseil pastoral interdiocésain, IPB) a également vu le jour dans l'esprit de Vatican II, en 1970, et connaît sous Danneels pas moins de sept présidents successifs, de Jan Steyaert à Josian Caproens. Dans cet organe aussi, on prépare le synode sur les laïcs. Les 26 mars et 30 avril 1987, un groupe de travail se réunit au Centre théologique et pastoral d'Anvers pour rédiger une série de «Recommandations et avis à l'intention de la conférence épiscopale en lien avec le prochain synode des évêques». Deux axes se dessinent. Primo, l'IPB souhaite que les laïcs soient associés à la réflexion et au processus décisionnel menant à la définition de la doctrine catholique. «Nous songeons par exemple aux discussions sur les droits de la personne humaine, la justice internationale, la lutte contre la famine, la course aux armements et la discrimination, les problèmes du quart-monde, la bioéthique ou la sexualité». Secundo, le groupe souligne l'égalité entre hommes et femmes dans l'Église en vertu du sacrement du baptême. Il espère que, «vu le besoin urgent de pouvoir de nombreuses communautés de croyants, le synode décidera d'élargir le ministère sacerdotal» et réclame, concrètement, que les hommes mariés et les femmes puissent être ordonnés prêtres.

Les femmes dans l'Église

L'IPB est loin d'être le seul cercle où l'on discute du rôle de la femme dans l'Église: au cours des années 1980, la double problématique du ministère et de la femme dans l'Église intéresse vivement les groupes progressistes au nord et au sud du pays. Ceux-ci se livrent à des fréquentes expériences impliquant les femmes dans la liturgie et ne cachent pas leur espoir de voir l'Église catholique ouvrir le sacerdoce aux femmes. Danneels est lui-même interpellé à plusieurs reprises sur ce thème par des groupements locaux et les médias, mais il s'abstient de toute déclaration significative. Pour lui, ce sont les arguments bibliques et sacramentaux qui prévalent. Il n'a jamais envisagé sérieusement l'ouverture de la prêtrise aux femmes. Non seulement Danneels est fermement enraciné dans un cadre de pensée théologique ontologique décrit plus haut, mais son implication permanente dans les problèmes de l'Église des Pays-Bas le conforte encore dans sa conviction; le ministère n'est pas un domaine dans lequel on expérimente, la constitution conciliaire *Lumen gentium* ayant clairement établi qu'il y avait entre le sacerdoce baptismal et le sacerdoce laïcs et les prêtres «une différence essentielle et non seulement de degré». Puisque la différence n'est pas simplement fonctionnelle, y renoncer reviendrait à s'exposer à de sérieux risques. Concernant le rôle des femmes, Danneels se réfère à un document publié par la Congrégation pour la doctrine de la foi en octobre 1976, *Inter insigniores*: on y affirme que l'Église n'a aucunement l'intention de discriminer les femmes et souhaite les encourager à assumer pleinement leur propre mission au sein de l'Église.

La logique de Danneels est parfaitement conforme à la ligne ecclésiale officielle: le sacrement du baptême est la base de l'égalité entre tous les chrétiens, mais cette égalité n'implique pas que tous soient identiques dans l'Église et, à la lumière de la révélation, celle-ci se trouve dans ce domaine face à un *non*

possumus fondamental. Cette «impossibilité prétextée» ne signifie pas que Danneels refuse le dialogue, bien au contraire. Du 9 au 14 juin, une quarantaine de femmes, originaires de vingt pays différents, se réunissent à Bruxelles dans le cadre d'un colloque sur la «Femme dans l'Église et le monde». Cette rencontre est organisée par la Conférence des organisations internationales catholiques (OIC), avec le soutien d'Aldegonde Brenninkmeijer-Werhahn, une laïque catholique et engagée.

En préparation au colloque, la présidente de l'OIC, Geneviève Rivière, a diffusé un questionnaire à partir duquel elle a rédigé une note interne reprenant une série de préoccupations et de points de départ. On y apprend notamment que le groupe cherche des «gens équilibrés» et qu'il souhaite inviter «un évêque important du nord des Alpes» pour un entretien, notamment dans la perspective d'un apport positif lors du synode sur les laïcs. L'idée de base qui sous-tend le colloque est double: il s'agit d'une part de faire dialoguer des théologiennes éminentes, de l'autre, d'éviter que le synode prenne des décisions contraignantes, qui empêche tout débat futur. Le colloque accueille des théologiennes scientifiques renommées comme Catharina Halkes, Rosemary Radford Ruether, Rosemary Goldie et Elisabeth Schüssler-Fiorenza. Les thèmes abordés sont l'Église et la société, la position injuste réservée à la femme dans plusieurs sphères de notre société, la situation de la recherche théologique sur les études féministes, la structure et la vie dans l'Église et les défis posés aux hommes par les Écritures. Ils sont débattus le matin en petits groupes, l'après-midi en séance plénière. À la fin de chaque journée, les principales conclusions des discussions sont soumises à un vote en prévision d'un rapport final.

Le dernier soir, le cardinal Danneels est présent en tant qu'«évêque important du nord des Alpes» pour un débat sur les laïcs et notamment les femmes dans l'Église. L'assistance est

disposée d'une manière un peu particulière; après le diner, les participantes se sont en effet assis à terre autour du siège du cardinal. «Comme dans une scène de l'Évangile où les auditeurs sont assis aux pieds de Jésus», a expliqué l'un d'eux. Mais, ici, les rôles sont inversés: c'est Danneels qui écoute et tire des conclusions qu'il pourra le cas échéant relayer à Rome, étonnant plusieurs théologiennes féministes par sa réceptivité. Le fait qu'il ne se retranche pas a priori dans une attitude défensive, mais engage un dialogue respectueux, tenant compte de tous les points de vues, est significatif en soi.

Outre les actes publiés officiellement, le symposium aura des conséquences informelles. Les conclusions sont réunies en un document de vingt pages divisés en six chapitres: un préambule, un résumé de la situation des femmes dans l'Église, un plaidoyer pour une nouvelle pensée anthropologique dans l'Église et trois chapitres respectivement consacrés au lien entre les Écritures et les femmes, à leur vision de l'Église et à quelques recommandations. Le rapport final est transmis à Danneels. Fin août 1987, Rosemary Goldie en envoie également un exemplaire au secrétaire du synode, Jan Pieter Schotte, avec une lettre d'accompagnement le priant d'attirer l'attention des pères du synode sur ces points. Deux choses interpellent particulièrement Danneels: le plaidoyer pour que l'on adopte une vision plus contemporaine de l'anthropologie dans le discours ecclésial et, conjointement, l'idée que dans les débuts de la chrétienté, les femmes ne devenaient pas prêtres, mais qu'il y avait en revanche des diaconesses. Ces deux points vont de pair avec une critique croissante, émanant des théologiennes, de la présentation stéréotypée de la Vierge comme image idéale de la femme par l'Église.

Un synode sur les laïcs

Le synode des évêques d'octobre 1987 sur les laïcs tombe à un moment difficile pour Danneels. Le 15 septembre, il a enterré son père; celui-ci a été victime d'un malaise lors de la fête de famille annuelle organisée une semaine auparavant dans le jardin de l'archevêché malinois. Transporté à l'hôpital Imelda de Bonheiden, il y est décédé. Avec l'événement qui se prépare, Danneels n'a guère de temps pour faire son deuil.

Il s'agit du premier synode organisé depuis le synode extraordinaire de 1985 et, une fois encore, l'intervention de Danneels ne passe pas inaperçue. C'est aussi pendant cette réunion que le cardinal Martini et lui commencent à former un tandem. En plein synode, le 12 octobre, Danneels et l'archevêque de Milan (qui a succédé en 1987 à Basil Hume à la présidence du CCEE) dînent ensemble et, surtout, discutent du gouvernement de l'Église, du rôle des laïcs et de questions éthiques. Autant les deux cardinaux diffèrent par le style et l'apparence, autant ils partagent les mêmes intuitions sur le plan théologique et pastoral. Le dialogue entre les deux hommes va se transformer au fil des ans en une amitié spirituelle et intellectuelle, qui durera jusqu'aux derniers jours de Martini.

Revenons-en au synode: les deux grands thèmes de débat sont le rapport entre laïcs et ministres ordonnés d'une part, la place et le rôle de la femme dans l'Église, de l'autre. Danneels intervient dans la direction des débats en tant que rapporteur de l'un des *circuli minores*. Sa position de rapporteur pour les participants francophones lui donne l'occasion de tenir un plaidoyer pour une définition positive du laïc. Un double risque est à éviter d'après lui: la cléricatisation des laïcs et la laïcisation du clergé. Danneels navigue entre les deux en continuant d'invoquer la distinction essentielle. Les notes personnelles qu'il prend pendant le synode signalent comme problème crucial «la

définition de la frontière entre ministère de prêtre et communauté des croyants» et comme attente «que le laïc soit pleinement accepté en tant que tel dans l'Église». Par «Église», il pense également au monde des religieux. Cela dit, les mots du cardinal ne sont pas accueillis sans réserve: bien qu'il insiste aussi sur le renforcement de la participation des laïcs dans l'Église, certains voient ses paroles comme une façon d'enterrer le problème plutôt que comme une preuve de réelle ouverture.

L'autre point sensible est la position de la femme dans l'Église catholique. Avec le colloque de Bruxelles à l'esprit, Danneels affirme que la distinction essentielle entre laïcs et les ministres ordonnés ne peut pas donner lieu à une discrimination. Pour éviter cela, le laïc ne peut être défini sur la base de son attitude à l'égard des ministres ordonnés et vice versa, mais la théologie doit partir du baptême comme sacrement fondamental. C'est sur cette base que le synode peut confirmer que les femmes ont accès à n'importe quelle responsabilité au sein de l'Église pour peu que l'on ne touche pas au sacrement de l'ordre réservé aux hommes. Cependant, Danneels n'exclut pas totalement l'idée d'une ordination sacramentelle: il invite le synode à réfléchir sérieusement à la possibilité d'admettre les femmes au diaconat, précisant qu'un tel examen doit être à la fois historique, théologique, pastoral et œcuménique. Il lance toutefois cette invitation avec la plus grande prudence, en se posant une question pratique: «L'institution de ce diaconat est-elle bien la voie la plus apte à assurer une vraie participation, plus grande, à la vie et à la gestion de l'Église?» La discussion est possible, mais il n'est pas question d'envisager un changement à court terme.

Si Danneels se montre un évêque réceptif, qui tient compte des préoccupations de sa communauté, cette attitude relève de la diplomatie et n'a guère d'influence sur ses points de vue personnels. Sa disponibilité à l'écoute va pourtant constituer un catalyseur pour son amitié et sa collaboration avec le couple

catholique Brenninkmeijer-Werhahn. Soutenu par Klaus Demmer, un théologien originaire de Münster, Aldegonde Brenninkmeijer fonde dans la foulée du synode l'International Academy of Marital Spirituality (INTAMS), dont l'objectif explicite est de favoriser la réflexion académique sur la signification et la spiritualité du mariage chrétien. L'institut, qui va rapidement éditer une revue et disposer d'une bibliothèque spécialisée, bénéficie d'entrée de jeu de l'appui des cardinaux Danneels et Martini, qui le défendront plus d'une fois face à la défiance du Conseil pontifical pour la famille. Danneels prononce durant une célébration organisée par l'INTAMS un discours qui illustre bien sa propre vision du laïcat. La conscience de ce que les laïcs ont en vertu du baptême droit à être membres à part entière de l'Église y occupe une place centrale. Selon lui, cette conscience ne doit jamais être mise en balance avec la conscience d'appartenir également à une «Église hiérarchisée, voulue telle par le Christ», mais autorise à faire preuve de «patience et de vigilance critique lorsque l'Église semble vouloir perpétuer les vieux schémas».

De Christifideles laici à Ordinatio sacerdotalis

Contrairement à ce qu'il avait fait en 1985, le pape Jean-Paul II rédige cette fois lui-même le document final du synode, qui paraît fin décembre 1988 sous le titre *Christifideles laici*. Celui-ci est accueilli avec mépris par les groupements progressistes de l'Église européenne, qui lui reprochent dans le meilleur des cas de maintenir le status quo traditionnel et de ne pas remettre en question l'ordre hiérarchique lui-même. De son côté, Danneels tente de faire contrepoids à ces commentaires dans une série d'articles qu'il publie dans le journal diocésain *Pastoralia*, dans lesquels il thématise le service dans l'Église ainsi que le rôle du laïc et du prêtre. Ce travail débouche sur la brochure pascale de 1990, intitulée *Messagers de la joie*. Danneels y affirme la

nature irremplaçable du sacrement de l'ordre et se rallie à la vision de *Christifideles laici*, selon laquelle les laïcs doivent résister à la tentation de se consacrer avec un si vif intérêt aux services et aux tâches d'Église, qu'ils en arrivent parfois à se désengager pratiquement de leurs responsabilités spécifiques au plan professionnel, social, économique, culturel et politique. Sur ce point, la vision de Danneels s'apparente étroitement à celle de Jean-Paul II: la raison d'être de la structure hiérarchique de l'Église réside dans son service de l'Église universelle, mais, d'autre part, les laïcs ne peuvent prétendre au type de service qui est assigné aux ministres ordonnés.

Danneels tente de présenter la distinction classique comme une chance offerte aux laïcs d'occuper pleinement leur place spécifique dans le monde moderne et renvoie ces derniers aux domaines social, sociétal, artistique et politique. Le document conciliaire *Gaudium et spes* incite Danneels à déclarer que «le travail intra-ecclésial ne peut jamais constituer un alibi pour affaiblir ou occulter la mission "séculière"». Cette répartition traditionnelle des compétences est essentielle et explique pourquoi Danneels n'entreprend pratiquement rien en faveur du transfert aux laïcs de tâches assumées par des prêtres. La lettre apostolique *Ordinatio sacerdotalis* de 22 mai 1994, dans laquelle le pape déclare que le débat sur l'ordination des femmes est définitivement clos et rappelle le règlement existant concernant le célibat des prêtres, ne posera jamais réellement problème au cardinal.

Au début des années 1990, Danneels reçoit de la part du monde politique – à l'instigation notamment du président du parti chrétien démocrate flamand, Herman Van Rompuy – plusieurs signaux indiquant qu'à la rue de la Loi, on est disposé à octroyer à des laïcs un salaire de prêtre pour les impliquer davantage dans la pastorale. Le cardinal soutient que les directives de Rome ne l'autorisent pas, alors qu'en dehors des frontières nationales, certains diocèses, comme celui de Strasbourg,

remplacent depuis plus d'une décennie les prêtres et les vicaires sortants par des agents pastoraux, moyennant contrôle de leurs tâches et sans que cela ne cause de réelle confusion des fonctions. Danneels décline l'offre à chaque fois et refuse de placer ce point à l'agenda de la conférence épiscopale. La question des ministres du culte – notamment l'opportunité d'impliquer des laïcs grâce à une rémunération de l'État – restera jusqu'à la dernière décennie un point faible de l'épiscopat de Danneels.

Chapitre 14

AUX FRONTIÈRES DE LA VIE

Dans ses mémoires, l'ancien premier ministre Wilfried Martens affirme que la problématique de l'avortement s'impose réellement dans l'agenda politique belge à partir de 1988. Cela fait évidemment un moment que les questions éthiques liées à la contraception et à la procréation assistée posent problème au parti démocrate-chrétien belge (PSC-CVP). Dès 1972, la journée de parti – dont Robert Houben était alors le dernier président de l'organisation unitaire – a été consacrée à l'avortement. Et en mars de la même année, les démocrates chrétiens flamands ont débattu de la question et donné dans la foulée une conférence de presse remarquée lors de laquelle ils ont affirmé que la «libéralisation» de l'avortement n'était pas à l'ordre du jour. Dans ce contexte, l'évêque de Gand, Van Peteghem, s'est également signalé en soulignant que, dans les situations critiques, l'enfant ne pouvait en aucun cas mourir pour sauver la mère.

Vers 1980, Houben et Van Peteghem ne cessent de se quereller au sein du pouvoir organisateur de l'Université de Louvain sur des sujets comme la contraception artificielle, l'avortement, la stérilisation contraceptive et l'insémination artificielle. Pour Houben, juriste de formation, ce sont là des questions politiques et juridiques, alors qu'aux yeux de Van Peteghem, chacune de ces méthodes, sans exception, représente une violation des principes doctrinaux clairement énoncés dans *Humanae vitae* en 1968. Ce dialogue de sourds se renforce encore après la parution de *Familiaris consortio*, déclaration post-synodale de novembre 1981. À ce stade, Danneels a compris depuis long-

temps que le problème était complexe et pouvait être abordé sous plusieurs angles: celui des progrès de la médecine, celui du processus de décision politique et, enfin, celui de la position de l'Église dans le domaine de la morale sexuelle. Ces trois terrains entretiennent des relations tendues: plus les médecins interprètent de façon large la notion d'avortement thérapeutique – intervention en situation d'urgence – plus celle d'avortement «criminel» perd de son sens. En 1982, une proposition de loi controversée circule au niveau de la politique nationale en vue de dépénaliser l'avortement. Le 19 juillet, l'archevêque se fait informer en profondeur lors d'un long entretien avec le Malinois Jos De Saeger, ministre d'État et, dans une autre vie, sous Tindemans, ministre de la Santé publique, tout comme Houben.

La conversation avec De Saeger, qui dirige alors la fédération flamande d'institutions caritatives, porte exclusivement sur l'avortement. Ce membre éminent du CVP explique à Danneels que la proposition de loi de libéralisation présentée à Bruxelles ne représente pas forcément un gros problème pour les catholiques. En effet, elle renferme plusieurs éléments avec lesquels les hôpitaux catholiques peuvent jouer pour empêcher le passage à l'acte. Tout d'abord, elle mentionne l'importance du temps de réflexion, qui donne l'occasion de se livrer à un essai de dissuasion. L'obligation de faire réaliser l'intervention dans un hôpital et le fait que la liberté de conscience du médecin soit prise en compte offrent également des garanties suffisantes pour que les hôpitaux catholiques ne soient concrètement pas contraints de pratiquer l'avortement. La proposition est finalement rejetée à une courte majorité, au soulagement de Danneels.

L'affaire Brosens

Pendant ce temps, la médecine enregistre de nouvelles avancées. Le 25 novembre 1980, à la suite du synode sur la famille, quelques professeurs louvanistes de différentes disciplines comme Herman Servotte, le théologien Louis Janssens, Jos Ghoois – le premier à enseigner l'éthique médicale à Louvain – et d'autres adressent conjointement aux évêques belges une lettre intitulée «Sur la morale conjugale et les problèmes ecclésiastiques après le synode». Ils y expriment leur inquiétude concernant la perte de crédibilité de l'Église et disent vouloir empêcher l'encyclique *Humanae vitae* de faire davantage de dégâts après l'accueil négatif durable que les croyants lui ont réservé. L'un des quatre points sensibles relevés dans leur texte est la «question fondamentale» de la «différence essentielle entre les moyens dits artificiels et une régulation des naissances plus naturelle, dès lors que, pour être moralement autorisé, "tout acte matrimonial doit rester ouvert à la transmission de la vie". (*Humanae vitae*, n° 11). Que reste-t-il de cette ouverture en cas d'abstinence périodique?».

Quelques années plus tard, Danneels, entre-temps devenu cardinal, est à nouveau confronté à la question de la légitimité des méthodes artificielles, en l'occurrence sous la forme d'un débat sur la fécondation in vitro. L'équipe du professeur Ivo Brosens se livre à des expériences dans ce domaine à l'hôpital universitaire du Gasthuisberg. Elles ont au préalable fait l'objet d'un accord informel avec le recteur De Somer, durant une conversation privée chez le géologue Jos Bouckaert: le recteur, qui est lui-même médecin, a souhaité que l'on ne leur fasse pas de publicité. En juin 1983, Brosens annonce néanmoins avec fierté la naissance du premier bébé éprouvette. Cette réalisation faisant de la Belgique un pays à la pointe dans ce domaine, Brosens a décidé de sortir de l'ombre. Une tribune de l'influent scientifique paraît dans le *Standaard* sous ce titre révélateur: «La

discussion sur le début de la vie humaine doit être reprise». L'effet est immédiat; un débat s'amorce dans les médias et, à l'université, des tensions se font sentir. Le professeur Rik Casteels, doyen de la faculté de médecine, sollicite un entretien avec le cardinal Danneels et lui fait savoir que l'université préférerait résoudre l'affaire en interne. Danneels répond qu'il n'y voit pas d'inconvénient. Casteels publie une brève mise au point dans le *Standaard*, suffisante pour que l'archidiocèse ne se manifeste pas. La position du cardinal, qui n'a pas envie de se prononcer catégoriquement contre la recherche sur la fécondation in vitro, si ce n'est pour en surveiller la régulation, est significative.

Le respect de Danneels pour la liberté scientifique, qualité hautement appréciée par plusieurs recteurs, le retient la plupart du temps de se montrer critique à l'égard des activités de l'université. Sauf si elles en affectent l'identité catholique. C'est le cas durant l'été 1992, lorsqu'il prend connaissance de la charte de mission des hôpitaux universitaires de Louvain. Le cardinal se contente en réalité d'une petite mais subtile remarque: amicalement mais avec fermeté, il insiste pour que l'on ajoute un article défini à l'endroit où la déclaration mentionne l'éthique chrétienne comme source d'inspiration, de manière à préciser qu'elle doit en réalité être l'unique source d'inspiration. En ce qui concerne l'affaire Brosens, les rapports du pouvoir organisateur signalent que Danneels se dit satisfait de l'évolution de la situation. Pour lui, il s'agissait d'une affaire intra-universitaire, pas d'un conflit entre Église et science. L'affaire a cependant d'importantes répercussions au niveau interne: le conseil de gestion refuse d'approuver la promotion de Brosens comme chef de service du département de gynécologie, si bien que le médecin quitte le Gasthuisberg.

Le don de la vie

Le débat sur l'avortement, qui revient à l'agenda politique en 1986 avec une proposition de la libérale flamande Lucienne Herman-Michielsens, va faire beaucoup plus de bruit. Herman-Michielsens milite sans relâche pour la dépénalisation de l'avortement et a su, en 1985, s'accorder avec le socialiste francophone Roger Lallemand. Le 6 mars 1986, ils introduisent ensemble la proposition de loi Lallemand-Herman-Michielsens. Une nouvelle série de débats tendus s'engage sous l'œil attentif des cercles catholiques belges, jusqu'à ce que les partis de la majorité décident d'un moratoire sur la question jusqu'en 1989.

Au début juin 1986, le pouvoir organisateur de l'université de Louvain se réunit en présence du nouveau recteur, Roger Dillemans. L'ordre du jour de cette rencontre, organisée à Malines, comporte dans ses premières lignes le thème de l'interruption de grossesse. L'objectif est de préparer un point de vue officiel à ce sujet après une prise de contact avec le président du CVP, Frank Swaelen: le débat se fonde sur un texte de plusieurs pages rédigé par les professeurs Casteels et Marcel Renaer, portant sur l'«acceptabilité objective» de l'avortement. Renaer y a mis un soin particulier, s'inspirant à la fois de la pensée d'Albert Dondeyne et du personnalisme du théologien moraliste Louis Janssens. En substance, le document dit qu'une législation restrictive à ce sujet offrirait la meilleure garantie de respect des prémices de la vie humaine et que le jugement des faits concrets incombe de préférence à la magistrature. Danneels approuve sans restriction ce document qui est diffusé dans la plupart des journaux flamands. Le succès est tel que lors des négociations gouvernementales du début 1988, Frank Swaelen annonce à l'informateur que les partis démocrates-chrétiens du nord et du sud du pays, le PSC et le CVP, ne soutiendront jamais la proposition Lallemand-Michielsens.

Dès que le moratoire convenu, et avec lui le silence imposé aux politiciens, prend fin, un an plus tard, Lucienne Michielsens décide d'introduire une nouvelle proposition, cette fois sous une forme qui semble acceptable pour la plupart des partis. Dans le sillage du travail parlementaire – les débats sur la nouvelle proposition débutent à la fin février – Wilfried Martens, premier ministre, et Danneels se rencontrent au printemps à Meise, dans la villa d'Alfred Daelemans. La question de l'attitude du roi vis-à-vis de l'avortement est abordée et le cardinal réalise à ce moment qu'un refus de signature d'une éventuelle loi de la part de Baudouin entraînerait une crise constitutionnelle.

Rome et Washington

Tant Laeken que Rome s'inquiètent de la tendance croissante à la libéralisation de l'avortement et aux expériences médicales de fécondation in vitro. Les théologiens moralistes faisant preuve d'un certain libéralisme se heurtent à l'opposition du Vatican. L'un d'eux est le jésuite américain Richard A. McCormick, éminent professeur de l'Institut Kennedy de la Georgetown University et admirateur de la pensée de Louis Janssens. Le 2 février 1986, McCormick a été fait docteur honoris causa à Louvain avec l'assentiment de Danneels. La cérémonie a également été considérée comme l'amorce de la fondation d'un Centre d'éthique biomédicale, dont la direction a été confiée au prêtre-professeur Paul Schotsmans. Un tel centre avait d'ailleurs été créé un an plus tôt à Louvain-la-Neuve sous la direction de Jean-François Malherbe, un laïc. Les éthiciens des deux centres belges se retrouvent rapidement sur la même longueur d'ondes. Dans la seconde moitié des années 1980, tant Schotsmans que le jésuite wallon Édouard Boné vont jouer un rôle important dans l'International Study Group on Bioethics (Groupe international d'études bioéthiques, ISGB). Fondé en

1981 à Milan sous l'inspiration du supérieur général des jésuites Pedro Arrupe et de l'éthicien Paul Ramsey avec le soutien de Carlo Maria Martini et du cardinal Baum, ce groupe offre un forum transatlantique à des théologiens moralistes comme McCormick ou le jésuite écossais Jack Mahoney, ainsi qu'à des médecins catholiques influents comme le gynécologue espagnol Francesco Abel, Edmund Pellegrino et John Collins Harvey, de Washington DC. L'ISGB, qui permet de discuter ouvertement de problèmes cruciaux, se réunit annuellement autour de thèmes bioéthiques.

Le territoire néerlandophone joue un rôle important dans le développement de la bioéthique, ne fût-ce que parce que le médecin néerlandais André Hellegers, professeur à la Georgetown University et mentor de Francesco Abel, a été dans les années 1970 l'un des fondateurs de ce domaine de recherche. Hellegers a été à partir de 1965 membre de la commission pontificale sur la régulation des naissances, qui avait conseillé à Paul VI un point de vue moins radical que ce qui sera finalement exposé dans *Humanae vitae*. Il a ensuite fait école aux États-Unis. La Belgique, de son côté, est le pays qui possède deux des plus importantes universités catholiques, dotées d'une faculté de médecine. Dans ce cadre, Danneels est impliqué en qualité de membre protecteur de l'ISGB. Martini, Baum et lui sont tenus au courant de la teneur des débats par Abel et Harvey. La remise d'un doctorat honoris causa au théologien moraliste américain s'inscrivait dans cette mouvance. Rome n'a toutefois pas apprécié cette marque d'honneur décernée à une figure aussi controversée que McCormick. On se souviendra de la leçon: lorsque le nom du théologien progressiste Hans Küng circulera parmi les propositions de nouveaux doctorats honorifiques en 1994, on optera pour Jürgen Moltmann.

Un autre Américain, Charles E. Curran, subit les foudres de Rome depuis déjà un certain temps. Fin juin 1985, il reçoit de la part du cardinal Ratzinger la demande formelle de revenir

sur ses prises de position concernant l'avortement et la stérilisation, sous peine de se voir privé de sa charge d'enseignant à la Catholic University of America (Washington DC). Curran sait que McCormick a été fait docteur honoris causa à Louvain. Après avoir demandé sa médiation au cardinal Bernardin et son soutien à Bernard Häring, il reporte donc ses espoirs sur Danneels. C'est le canoniste James Coriden qui s'adresse par écrit au cardinal, lui demandant de bloquer les actions engagées contre Curran à la Congrégation pour la doctrine de la foi. Mais, comme dans le cas des dossiers ouverts sur les théologiens de la libération, Danneels ne semble pas être au courant de cette procédure. Dans une lettre du 11 juillet 1986, il promet de s'en occuper lors de la prochaine assemblée plénière de la Congrégation, en décembre. Il est déjà trop tard: dès le 8 mars, Curran a été sommé de se justifier à Rome et, deux semaines exactement après la lettre de Danneels, le préfet signe l'avis stipulant que Curran ne peut plus être désormais considéré comme théologien catholique. Comme Ratzinger l'explique publiquement en mai de la même année, le désaccord n'est pas autorisé, pas même concernant des points de doctrine non infaillibles.

Entretiens à Rome

Au début de 1987, la Congrégation pour la doctrine de la foi se focalise sur les questions morales et décide de mettre les points sur les «i» par le biais de l'instruction *Donum vitae*, signée par le cardinal Ratzinger le 22 février. Du point de vue thématique, *Donum vitae* se rattache directement à *Humanae vitae*. Elle met en avant la vision anthropologique chrétienne et, surtout, l'exigence du respect pour la vie humaine naissante et la dignité de la procréation dans le cadre du mariage chrétien. Sa façon très stricte d'aborder le problème – en utilisant l'expression *intrinsece malum* (mal intrinsèque) pour désigner la fécondation in vitro et l'insémination artificielle – lui vaut un accueil particu-

lièrement négatif dans les milieux scientifiques. Les théologiens moralistes de tous bords vont donc avoir fort à faire pour introduire les distinctions nécessaires. L'un d'eux est Alain Matheeews, professeur à l'Institut d'études théologiques, la faculté jésuite de Bruxelles. Dans un ouvrage publié en 1989 et intitulé *Union et procréation*, il explique en détail la relation entre l'amour conjugal et la procréation, qui représente pour l'Église catholique la finalité classique du mariage chrétien. Danneels estime que si les deux ne peuvent être dissociés, ils doivent bien être distingués. C'est l'opinion qu'il formule en mai 1988 dans sa préface à l'ouvrage de Matheeews.

Au cœur de la morale conjugale telle que l'Église la propose, se trouve le problème de la relation entre les deux dimensions – unitive et procréative – de l'acte conjugal. Cela vaut notamment pour les questions de la contraception et de la fécondation *in vitro*. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les mêmes principes moraux fondamentaux qui sont mis en œuvre, si bien qu'il existe une continuité très claire entre *Humanae vitae* et *Donum vitae*. Ces deux documents se heurtent aux mêmes difficultés et font appel aux mêmes moyens pour les surmonter.

Jusque-là, Danneels reste très réservé sur le sujet. Il estime que, d'un point de vue formel, la continuité de la doctrine ecclésiale se situe dans la défense constante des principes fondamentaux, c'est-à-dire dans la protection de la dignité de la personne humaine. Cette approche «humaniste» plutôt que moraliste va se confirmer: la parution de *Donum vitae* et celle du livre de Matheeews sont en effet séparées par un épisode important qui met en lumière la position concrète de Danneels.

Selon lui, les principes de la morale chrétienne ne doivent jamais être proposés de manière offensive. Il songe concrètement aux récentes déclarations du cardinal Ratzinger, qui a

prétendu après la parution de l'instruction que la fécondation in vitro était un choix égoïste. Danneels insiste bien davantage sur l'amour chrétien ou *agapè*. Peu après *Donum vitae*, nous rencontrons son nom parmi ceux d'autres personnalités éminentes de l'Église, comme l'évêque de Mayence, Karl Lehmann, dans un numéro thématique de la revue *Health Progress*. On y souscrit certes à l'instruction romaine, mais on précise aussi que l'avortement et la «reproduction homologue» ne peuvent être placés sur un même pied. Pour le cardinal, le désir sincère de procréation d'un couple joue un rôle important et il ne voit en principe guère d'objections à ce que la science aide à concrétiser ce désir si des complications médicales se mettent en travers de lui. Ce discours est prudent, mais clairement opposé à la vision de prélats comme le cardinal Bernardin, qui exclut (en vertu de *Donum vitae*) toute forme de fécondation in vitro, sans faire de différence entre la valeur morale de la procréation assistée et celle de l'avortement. Danneels est plus nuancé puisqu'il distingue aussi entre insémination homologue (c'est-à-dire à l'intérieur du couple) et hétérologue, avec donneur externe. S'il émet des réserves dans les deux cas, elles sont moindres dans le premier.

L'approche extrêmement prudente de Danneels, qui ne veut offenser ni ses fidèles ni Rome, alimente la critique: son manque de clarté irrite de plus en plus. En témoigne un passage de l'autobiographie du journaliste Manu Ruys, qui relate un épisode du 11 avril 1987. Ce jour-là, il préside un colloque où le cardinal est confronté aux responsables d'organisations sociales. Les auditeurs ayant avoué qu'ils se fichaient des directives du Vatican, «Danneels répond aux questions et aux interpellations des experts de façon fuyante, presque doucereuse, tout au long de l'entretien. L'hostilité du groupe ne faiblit pas. Le climat de malaise subsiste jusqu'à la fin. Bien que visiblement attristé, il se résigne». Mais il ne faut pas généraliser, car la passivité qui lui est reprochée ne se vérifie certainement pas lorsque les uni-

versités sont la cible de Rome. Le 11 mars 1987, les universités de Louvain et de Nimègue réagissent officiellement par une déclaration qui a obtenu le soutien de Malines:

Les responsables de la KU Leuven et de la KU Nimègue estiment que leurs tentatives d'intégrer la nouvelle technologie de procréation dans un contexte humain ne doivent pas être entravés par cette instruction. Nous pouvons juger ces technologies, comme la fécondation in vitro et le transfert d'embryon, légitimes pour autant qu'elles soient nécessaires et possibles comme «remplacement» de la phase initiale d'une grossesse, c'est-à-dire qu'elles soient appliquées dans le but de faire naître un embryon et de le réimplanter dans l'utérus.

Une exigence s'ajoute aux précédentes, à savoir que le traitement bénéficie à un couple stable. La tension persiste et le front universitaire s'élargit. Le 17 janvier 1988, une délégation de représentants des universités catholiques d'Europe occidentale se rend au Vatican: pour l'université de Louvain, ce sont le prêtre et vice-recteur du campus de Courtrai, Guido Maertens et le recteur Roger Dillemans, qui prennent l'avion. Michel Falise et Bas Van Iersel, respectivement recteurs des universités catholiques de Lille et de Nimègue, sont également du voyage. Les quatre recteurs ou vice-recteurs se présentent dans les bureaux du Vatican devant les cardinaux Baum et Ratzinger. Pour garantir la qualité du dialogue, les académiques sont assistés par leurs grands chanceliers: l'évêque de Lille, Jean Vilnet, ainsi que les cardinaux Simonis et Danneels. Ce dernier est arrivé la veille, histoire de tâter le terrain. Les entretiens ont également été bien préparés: deux jours avant la Noël 1987, la délégation nord-européenne s'est réunie au rectorat de Roger Dillemans pour accorder ses violons. Et, une bonne semaine avant la séance de dialogue officiel entre Rome et les universités,

Danneels s'est encore rendu à Rome pour une rencontre privée avec le cardinal Baum.

La délégation est principalement interrogée par le cardinal Ratzinger sur la pratique de la fécondation in vitro dans les institutions catholiques dont elle est responsable et sa loyauté à l'égard de la position romaine. Le traitement des embryons surnuméraires lors des procédures in vitro (tant homologues qu'hétérologues) constitue une pierre d'achoppement, y compris pour Danneels. Une certaine tension règne, notamment parce que les membres de la délégation belge insistent sur leur propre vision et approche de la fécondation in vitro: pour eux, il y a deux points importants, à savoir que cette procédure doit être entamée dans le cadre d'un couple stable et avec un donneur non étranger. Les (vice-)recteurs, qui ont été soigneusement briefés par leurs équipes médicales et des bio-éthiciens, donnent des explications circonstanciées.

Aux yeux de Danneels, il est essentiel de mettre les choses à plat, non seulement au sujet de la recherche médicale, mais aussi concernant la question de savoir si les instances romaines jugent nécessaire de déterminer elles-mêmes les modalités précises de l'acte de fécondation. La réponse est: «Oui et non»: Rome ne s'écarte pas de ses positions de principe, mais *de facto*, la recherche belge ne sort pas découragée de la rencontre. C'est le journal *Le Monde* qui résume encore le mieux cette situation en parlant, à propos des entretiens romains, de «petit espace de liberté *de facto*, non *de iure*». Pourtant, la marge de manœuvre est étroite, y compris pour le cardinal. Dans un article du *Soir* de la mi-janvier 1989, Danneels se fait publiquement l'avocat de la nuance dans le débat bioéthique. Certains lecteurs catholiques y voient une prise de distance par rapport à *Donum vitae* et le cardinal reçoit aussitôt une demande d'explication de la part de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Sa réponse est lapidaire: il envoie en retour sa brochure pascalle *Famille: ombres et lumière*, estimant que cela devrait suffire.

Une crise constitutionnelle

Il va sans dire que le cardinal Danneels est opposé à l'avortement. Le 10 septembre 1987, à l'occasion des débats politiques relatifs à l'interruption de grossesse, il le fait une fois de plus clairement savoir dans la *Gazet van Antwerpen*. Le point de vue qu'il exprime dans les médias avant la question belge de l'avortement de 1990 est identique à celui qu'il défendra après l'épisode.

Le 20 juin 1989, la nouvelle proposition de loi Michielsens est approuvée à une large majorité par la commission sénatoriale compétente. Toujours en juin – mois au cours duquel la classe politique prend également des positions favorables à la fécondation in vitro – les évêques belges qualifient ni plus ni moins l'avortement d'intolérable et affirment que le droit à la vie humaine doit être protégé dès la conception. Certains sénateurs, comme Paul Pataer, n'apprécient guère ces déclarations. Ce socialiste, qui a autrefois fait partie du mouvement ouvrier chrétien flamand, adresse au cardinal une lettre ouverte pour lui signifier sa totale incompréhension face à cette «ingérence directe dans un débat parlementaire à un stade avancé de la procédure, dans l'intention manifeste d'en influencer le vote final». Les évêques bénéficient toutefois aussi d'appuis politiques. Peu après l'approbation de la nouvelle proposition Michielsens, Danneels et les membres de la conférence épiscopale belge sont publiquement soutenus par le premier ministre Martens, qui affirme toutefois que, si la mesure venait à être soumise au vote, chaque parlementaire démocrate-chrétien serait libre de voter selon sa conscience.

En novembre 1989, le Sénat approuve la proposition de loi. Avant même que Danneels rencontre le roi à Laeken lors de la réception officielle de nouvel an en janvier 1990, le problème est abordé à la conférence épiscopale où la crainte que le projet Herman-Michielsens «quelque peu mitigé» soit voté est bien

réelle. À la mi-février, Danneels se trouve à Rome pour le secrétariat du synode et profite de sa présence pour évoquer avec le pape, le cardinal Ratzinger et le secrétaire de ce dernier le refus éventuel du roi Baudouin lorsqu'il devra signer la loi. Le préfet suit avec attention la situation belge depuis que le roi a parlé dans son discours de nouvel an de la dimension sacrée de la vie. Ratzinger estime que les évêques belges devront prendre leurs responsabilités en publiant une déclaration après le vote de la loi. Il fait montre d'une certaine indulgence vis-à-vis des hommes politiques catholiques qui doivent affronter cette situation complexe.

Le 23 mars 1990, une veillée de prière est encore organisée à la basilique de Koekelberg en faveur du respect de la vie. Le même jour, le pape envoie un télégramme de soutien à Danneels. Quatre jours plus tard, les évêques belges discutent à nouveau de la problématique de l'avortement sous la direction de Danneels, s'inspirant d'une note du prêtre liégeois Albert Prignon. Il est clair que l'on n'évitera pas le vote de cette loi; ce qui compte à présent, c'est d'élaborer une stratégie de réaction. Deux options se présentent: un rejet clair et net, avec le risque que les évêques soient contraints de retirer le label catholique à toutes les institutions qui ne se rendent pas à leur jugement et s'y opposent publiquement. La seconde option paraît plus réaliste: il s'agit d'exprimer un refus de principe de l'avortement dans les hôpitaux catholiques, tout en tolérant quelques exceptions en vertu du principe du «moindre mal».

Le 29 mars, la Chambre vote à son tour la proposition. Le lendemain, les craintes éveillées par le discours du roi se confirment: Baudouin a fait part de son objection de conscience au premier ministre Martens et lui demande de trouver une solution juridique qui garantisse à la fois le droit du souverain de ne pas signer une loi allant contre sa conscience et le fonctionnement de la démocratie parlementaire. Dans les jours qui

suivent, le premier ministre Martens et ses vice-premiers ministres – Philippe Moureaux (Parti Socialiste, PS), Willy Claes (Socialistische Partij, SP), Jean-Luc Dehaene (Christelijke Volkspartij, CVP), Melchior Wathelet (Parti Social Chrétien, PSC) et Hugo Schiltz (Volksumic, VU) – cherchent fébrilement une solution à l'impasse. Le 1^{er} avril 1990, le cabinet restreint se réunit en urgence; on demandera à certaines personnes éminentes, dont Danneels, de jouer les médiateurs – sans résultat du reste. Martens racontera plus tard que le roi s'était accroché à son point de vue, déclarant que «même si on lui envoyait le pape, il ne changerait pas d'avis». Le pape n'est pas sollicité, mais, le 4 avril, le cardinal part à l'aube pour un aller-retour à Rome: au moment où les médias belges inondent le pays d'avis et d'analyses sur le refus du roi de signer la loi sur l'avortement, le cardinal juge bon d'informer personnellement le souverain pontife à propos de la crise constitutionnelle belge. Le lendemain, la Chambre et le Sénat mettent fin à l'impossibilité de régner de Baudouin, qui aura duré deux jours.

Entre loi et attitude morale

C'est dans les travaux de l'historien Jean Stengers que Wilfried Martens a trouvé la solution: le gouvernement a appliqué l'article 82 de la constitution, une clause de guerre, sur «l'impossibilité de régner du roi»: le conseil de ministres réuni a temporairement repris les compétences de ce dernier et signé à sa place la loi contestée, au soulagement, mais aussi à la tristesse du cardinal. L'attitude nuancée de Danneels face à cette question ne s'éclaircira que dans les mois, voire les années qui suivent. Dans l'immédiat, les évêques belges publient un bref communiqué expliquant la distinction faite par Prignon entre ce qui est acceptable légalement et ce qui est souhaité moralement. D'un point de vue éthique, ils se distancient sans ambiguïté de la loi sur l'avortement. Une déclaration plus longue paraît à la fin du

mois d'avril 1990; elle a été rédigée en concertation avec le cardinal Ratzinger, qui y a ajouté quelques corrections avant de la faxer au Wollemarkt le 20 avril. Peu après, ce texte paraît dans la presse. Dans les interviews qui suivent, Danneels insiste sur la distinction, capitale à ses yeux, entre débat moral et débat politique.

C'est la question morale prise comme telle qui s'impose en première instance, pour ensuite être portée sur le plan de la législation. Or l'ordre légal ne coïncide pas toujours avec l'ordre moral, même si, idéalement, les deux ordres devaient pouvoir se rencontrer. Sur le plan moral, les questions autour de l'avortement et de l'euthanasie, celles précisément qui portent sur le respect absolu de la vie, ont valeur de symptôme de la crise que traversent actuellement nos sociétés européennes.

C'est précisément cette distinction qui explique l'ouverture de Danneels au monde politique alors qu'il est opposé à l'avortement. Nonobstant le rôle de Ratzinger dans l'affaire, l'attitude du cardinal en 1990 ne se résume pas à une simple obéissance aux directives ecclésiastiques, de même que les raisons de sa résistance ne se situent pas non plus au niveau de la réalité politique. Elles s'enracinent dans l'humanisme chrétien qui lui est si cher et qui soulève dans ce contexte la question de la dimension humaine de la société. «Une société n'est-elle pas à même d'intégrer ceux qui sont nés dans sa marge et ne connaissent pas le bonheur d'être aimés, se demande-t-il? Une société qui encouragerait l'avortement pour de telles raisons renoncerait à son rôle humanisant et se condamnerait finalement elle-même». Cela explique à la fois la résistance permanente des évêques et le titre que Bénédicte Vaes, journaliste au *Soir*, fait paraître en manchette le 3 mai 1990: *Mgr Danneels met à l'index la détresse de la mère*. Sévère à l'égard du cardinal et des

évêques, Vaes juge que la «hiérarchie catholique a adopté, face à la loiALLEMAND-Michielsens, la plus rigide des positions. Tant doctrinale que pastorale, cette déclaration, qui va être envoyée à tous les prêtres, a été exposée hier au cours d'une conférence de presse. Elle refuse d'admettre le "moindre mal" dans les situations tragiques. [...] Au point de vue éthique, dit Mgr Danneels, la vie de la mère ne vaut pas plus que celle de l'enfant». Après cette critique du cardinal en raison de son point de vue «dur», par lequel il se démarque d'hommes politiques démocrates-chrétiens comme Gérard Deprez, le journal rappelle que les évêques condamnent d'ailleurs également la fécondation in vitro. Cette affirmation n'est pas entièrement correcte dans la mesure où elle fait fi des nuances déjà exprimées par le cardinal – nuances qu'il répétera à Rome au début avril 1991, plus précisément dans le cadre à huis clos d'un consistoire consacré cette année-là à la «menace sur la vie».

Une «guerre contre la vie»

À Rome, les cardinaux réunis sont introduits dans la problématique par un exposé de Ratzinger, qui condamne en des termes sévères le relativisme et l'indifférentisme contemporains. Cette tendance, affirme-t-il, conduit à une véritable guerre contre la vie. Il enchaîne sur une critique de la «diffusion d'une législation et de pratiques qui détruisent délibérément la vie des plus faibles: les bébés à naître». Pour le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, les expériences in vitro ne sont qu'une étape vers l'avortement. Les mots de Ratzinger font écho aux conversations que Danneels a eues peu auparavant avec les recteurs. Selon le préfet, les embryons surnuméraires, inévitable produit de la fécondation in vitro, sont congelés et détruits, à moins qu'ils ne rejoignent leurs petits frères et sœurs avortés changés en animaux de laboratoire pour l'expérimentation médicale ou en matériau brut utilisé dans le traitement de mala-

dies... Les cardinaux sont appelés à résister contre la culture de mort et débattent en petits groupes sur des thèmes liés à cette question. Danneels est modérateur du *circulus minor* francophone: il tente à ce titre de maintenir la nuance selon laquelle l'avortement ne doit pas être mis sur le même pied qu'une fécondation réalisée dans un cadre strictement réglé. Le collègue cardinalice doit notamment se pencher sur la nécessité ou non de faire de la problématique l'objet d'une déclaration autoritaire de Rome, c'est-à-dire d'une encyclique. La réponse se trouve apparemment déjà dans la question.

Il faudra plusieurs années de consultation avant que Rome ne s'exprime clairement. Le 25 mars 1995, Jean-Paul II promulgue l'encyclique *Evangelium vitae*, dont le message moral présente les deux fins du mariage comme indissociables – dans cette perspective, la fécondation in vitro est également inacceptable. Même si l'écrit papal ne modifie aucun des points de vue romains antérieurs, il est accueilli positivement par plusieurs théologiens belges. Ceux-ci craignaient en effet que Jean-Paul II ne fasse usage de sa prérogative de déclarer un point de la doctrine infaillible, ce dont il s'est abstenu. La leçon sera retenue: l'université de Louvain clôt le débat public sur les questions bioéthiques lors de l'entrée en fonction du recteur Oosterlinck. Au nom du pragmatisme, elle poursuivra les recherches, mais en toute discrétion.

Tout comme Rome, le cardinal s'en tient à sa position. La façon dont il commente l'encyclique dans la revue de son diocèse, *Pastoralia*, est frappante. Pour qui sait la lire, l'argumentation qui y est donnée renferme à la fois un soutien à la décision du gouvernement Martens et une critique de la loi sur l'avortement. À travers l'encyclique, affirme Danneels, le pape se montre conscient d'un État moderne dans lequel l'Église doit distinguer entre loi civile et loi morale. La seconde a selon lui une valeur plus fondamentale que la première, qui doit surtout garantir la cohabitation des personnes dans le respect. Elles

doivent donc être distinguées, mais ne peuvent pour autant être opposées. Citant implicitement le paragraphe 73 d'*Evangelium vitae*, le cardinal enchaîne en expliquant qu'un problème de conscience se pose «dans le cas où un parlementaire, opposé à l'avortement, est invité à soutenir une loi "inique" qui voudrait pourtant restreindre les effets d'une législation trop permissive: il peut être légitime d'appuyer cette loi civile même si elle n'est pas encore entièrement conforme à l'ordre moral, afin que cette loi obtienne un suffrage suffisant». Ce texte sonne comme une apologie de sa propre attitude dans la question de l'avortement.

Chapitre 15

UNE EUROPE EN PLEIN EFFRITEMENT

En 1987, Basil Hume cède la direction de la Conférence épiscopale européenne (CCEE) au cardinal milanais Carlo Maria Martini, fervent partisan du renouvellement et de l'actualisation de l'Église catholique, volontiers critique à l'égard du centralisme de la curie romaine. Le choix de Martini à la tête de la conférence s'est en quelque sorte imposé dans la mesure où l'on savait qu'avec lui, la collégialité resterait une priorité.

Au printemps 1988, avant même que Danneels n'entame ses entretiens avec les représentants de l'humanisme athée, un petit noyau de membres du CCEE prend une initiative importante. Le 11 mai 1988, quelques évêques se réunissent à Malines avec le soutien de Martini et de Hume. Le secrétaire général, Ivo Fürer, est également présent. Le groupe comprend Josef Homeyer, évêque d'Hildesheim en Allemagne, le polonais Alfons Nossol, évêque d'Opole et l'évêque auxiliaire de Lille, Jean Deledicque. Dirigée par Danneels, cette petite assemblée choisie se donne pour objectif d'élaborer un cours destiné à initier les nouveaux évêques à leur ministère et à sa signification dans un contexte européen complexe. L'idée d'une formation de base à l'intention des évêques, présente depuis les années 1970 chez des prélats comme Basil Hume, est maintenant sur le point d'être concrétisée.

Très tôt, on décide de créer un cours d'initiation qui ne se focalisera pas sur des questions de détails. Le projet de Danneels et de ses confrères est multiple: tout d'abord, ils souhaitent instaurer un échange d'expériences, afin d'aider les nouveaux

venus à trouver les justes priorités dans la réalité européenne. Cet échange doit correspondre au principe qui sous-tend le CCEE, à savoir la réalisation d'une coopération européenne intensive entre évêques et l'encouragement d'expériences de communion et de collégialité ecclésiales. Concrètement, le groupe travaille sur cinq thèmes: les questions théologiques doivent être abordées, de même que la question plus pratique du gouvernement d'un diocèse. Pour répondre au souhait de décentralisation et de collégialité, un troisième volet doit être centré sur l'attention portée aux problèmes dépassant les frontières du diocèse. La question de la gestion du temps et, enfin, l'importance des moyens de communications sociales et des médias seront également envisagées.

Dans la ligne de l'exposé qu'il a donné au CCEE sur l'humanisme en 1985, Danneels insiste sur une conception du ministère qui ne s'inscrive pas dans le rejet du monde moderne, mais cherche au contraire à se connecter à la réalité d'une Europe en voie de sécularisation rapide. L'initiative progresse à grand pas: après une autre concertation informelle entre les trois leaders, le cardinal Martini envoie à la mi-novembre une invitation à quelque 105 évêques qui sont encore dans leurs cinq premières années de mandat. La réaction est assez faible, mais sur une trentaine d'annoncés, vingt évêques fraîchement émoulus se réunissent tout de même à la villa Sacro Cuore, près de Milan.

Plusieurs mois à l'avance, les participants ont reçu des questionnaires en préparation aux séances. Celles-ci se déroulent pendant les deux premiers jours en présence du cardinal Bernardin Gantin – préfet de la Congrégation des évêques – qui consacre une homélie matinale au thème de l'Europe. Plus importantes que cette marque d'approbation tacite donnée au nom de la curie romaine, les rencontres se déroulent alternativement en petits groupes ou tous ensemble. La première journée est consacrée à la question de l'existence sacerdotale – partant de la conception théologique selon laquelle les évêques

sont dépositaires de la plénitude du sacrement de l'ordre – et elle est dirigée par Alfons Nossol. D'autres thèmes seront abordés, comme les rapports d'un évêque avec les facultés de théologie, l'œcuménisme, la formation continue et la distinction entre compétence professionnelle et autorité. Les après-midi sont toujours animées par le cardinal Martini, qui donne des exposés sur la spiritualité des épîtres de saint Paul, mais introduit aussi les séances consacrées à la direction d'un diocèse, en soulignant bien l'importance pour les évêques de posséder des connaissances de base en management et en dynamique de groupe.

Danneels s'occupe pour sa part des rencontres relatives aux tâches non strictement administratives de l'évêque. Il attire notamment l'attention sur l'intérêt des contacts avec les diocèses voisins et le besoin de coopération par le biais d'échange de collaborateurs. Ces points sont proposés en guise d'impulsion à la «collégialité affective», nom générique donné à la collaboration et aux contacts fraternels entre évêques. Pour Danneels, la collégialité doit être à la fois affective et effective: on ne peut donc parler des rapports entre évêques sans aborder la participation des évêques et des conférences épiscopales au gouvernement de l'Église universelle. Le lien entre les deux visages de la collégialité est crucial et relève des responsabilités fondamentales du ministère. L'archevêque de Malines accorde donc une grande attention à la stimulation des contacts entre évêques pendant les synodes, à la nécessité d'adopter des points de vue communs et de dialoguer avec les bureaux de la curie romaine et du pape. Inspiré par sa propre approche de dossiers comme la théologie de la libération ou les questions éthiques, il considère les contacts personnels au sein des instances romaines comme extrêmement importants. Une autre tâche importante consiste à prendre la peine de retraduire et de recadrer les documents magistériels à l'intention de sa propre communauté de croyants. L'évêque est alors tenu à une double

loyauté, qui n'est pas sans causer certaines tensions. À ce propos, le cardinal belge part toujours du principe qu'une communication directe entre Rome et les évêques est possible: «Si vous avez des problèmes, ne vous plaignez pas par courrier, prenez plutôt l'avion pour Rome».

Basil Hume présente ensuite une séance sur la gestion du temps et l'art de définir les priorités. L'évêque doit pouvoir gérer à la fois ses prêtres, ses paroisses, les entretiens individuels et une énorme correspondance. Tout cela est passé en revue en accentuant la distinction entre un évêque et un «manager séculier». Dans cette perspective, Hume souligne que l'on ne peut survivre spirituellement qu'en «se retirant suffisamment dans le désert» et en ménageant quotidiennement du temps pour la méditation et la prière. Il recommande aussi, avec insistance, de réserver quelques semaines par an à la prière, à la lecture et à la réflexion spirituelle sur l'importance de la croix dans la vie d'un évêque. Sans cela, celui-ci perd sa liberté intérieure, son sens critique. La dernière séance, centrée sur la façon d'aborder les médias, est dirigée par John Patrick Foley, président du Conseil pontifical pour les communications sociales.

Cette initiative inspirée par Danneels, Hume et Martini est importante, originale et déterminante pour la structure ecclésiale à l'échelle internationale. Rome ne met pas longtemps à s'en apercevoir. Lorsque Martini et Danneels organisent une deuxième édition de ce cours, en septembre 1992, la contribution vaticane augmente considérablement. Non seulement le préfet de la Congrégation pour les évêques est présent, mais il est flanqué du cardinal Ratzinger. Les deux préfets parviennent à la conclusion qu'il est préférable que de tels projets soient entre les mains de l'administration centrale de l'Église. Au début des années 1990, la troïka Hume, Martini et Danneels, et, par la même occasion, le milieu du CCEE, sont dépossédés de l'initiative.

La tendance à la centralisation

Du 12 au 17 octobre 1989, le septième symposium des évêques européens se déroule à Rome. Le thème est éthique: il s'agit de l'attitude de l'homme moderne face à la naissance et à la mort. Bien que le sujet soit pleinement d'actualité en Belgique et qu'il figure encore à l'agenda de l'ISGB le mois suivant, Danneels ne participe que de façon modeste à cette rencontre. Il se trouve néanmoins à Rome, où il s'entretient avec Martini. Au-delà de l'événement en cours, la conversation entre les deux prélats porte sur la situation au sein du secrétariat du synode. Tant son secrétaire, Schotte, que le président de la conférence épiscopale italienne, Camillo Ruini, exercent des pressions croissantes dans le but d'amener le CCEE sous l'aile du secrétariat du synode, ce qui reviendrait à en prendre les commandes. Cela engendre des frictions entre Ruini, partisan d'une Église centralisée, et la tendance opposée, représentée par Martini.

Arrive ensuite le 9 novembre 1989, et la chute du mur de Berlin. L'Europe entre dans une nouvelle ère. Si l'événement est important d'un point de vue géopolitique, il touche aussi les Églises. Dans les bureaux suisses du CCEE, les concertations vont bon train. Martini et Hume décident avec Ivo Fűrér que la conférence épiscopale européenne doit inciter à une réflexion en profondeur. Les deux hommes font le projet d'un symposium international où la situation de l'Ouest et de l'Est dans la nouvelle configuration pourrait être abordée ouvertement. En avril 1990, un groupe se réunit à cette fin autour du cardinal Hume à Saint-Gall. Mais les tensions entre le CCEE et Rome ne faiblissent pas et on travaille dans l'urgence: en janvier de la même année, le pape Jean-Paul II a en effet annoncé la tenue d'un synode sur l'Europe. Une initiative parallèle a donc été lancée sans concertation avec la direction du CCEE et à son insu.

À la fin mai 1991, Danneels suggère – en vain – au secrétariat du synode une collaboration étroite avec le CCEE dans la préparation du synode sur l'Europe. Sa conviction selon laquelle la communication directe avec Rome est toujours payante commence à se fissurer. Rome est moins à l'écoute que ce qu'il s'était imaginé : son offre de collaboration est purement et simplement ignorée. Ce scénario se répète en septembre de la même année, juste avant le synode, qui a été organisé à une vitesse étonnante. En décembre 1991, les pères du synode convergent vers la ville éternelle, avec dans leurs rangs deux représentants belges, l'évêque d'Anvers, Paul Van den Berghe et le cardinal Danneels.

Le pessimisme culturel mis en avant

Le cardinal est particulièrement actif en ce début d'hiver romain. Il s'entretient en marge du synode avec des intellectuels comme György Konrad et les responsables des Églises s des Balkans, où la Yougoslavie commence à se démanteler. Nous y reviendrons plus loin, car à ce stade, nous sommes avant tout intéressés par la teneur de l'exposé synodal du cardinal : il s'y oppose à une vision trop schématique de l'Église européenne, selon laquelle l'Europe de l'Est serait uniquement mystique, tournée vers le passé et les traditions, alors que l'Europe occidentale serait totalement permissive, dépourvue de toute inspiration évangélique et déchirée par une théologie qui relativise tout. Un revirement s'amorce dans la pensée de Danneels à la suite de la désintégration des régimes marxistes de l'Est. Pour lui, la faillite de ces régimes illustre plutôt, et de façon frappante, le risque d'une vision de l'homme purement immanente, dans laquelle l'homme se proclame en tant qu'origine et but suprême. Une anthropologie qui devient exclusive et bannit la transcendance laisse l'homme livré à lui-même : l'effondrement du marxisme totalitaire souligne d'autant plus le besoin d'un humanisme chrétien qui ne se ferme pas sur lui-même, mais

réserve également de la place à l'«Autre». Il nous faut un humanisme qui montre du respect et de la compréhension pour la souffrance endurée par les chrétiens d'Europe de l'Est derrière le rideau de fer. Ce que le cardinal ne fait pas, en revanche, c'est de céder en raison de tout ce qui précède au pessimisme culturel, qui consiste à présenter l'Europe occidentale comme perdue et entièrement déchristianisée. Il préfère laisser entendre qu'une «religiosité devenue sauvage» doit être à nouveau orientée vers l'Évangile. Contrairement à des cardinaux influents comme Ruini et Ratzinger, il reconnaît la présence persistante d'une quête religieuse.

Danneels poursuit: l'unification européenne, argumente-t-il, ne peut être réalisée par le hasard ou le cours naturel des événements, ni par une convergence d'intérêts économiques. «Elle ne peut être que le fruit d'un consensus libre entre Européens». Il songe à un consensus éthique, dans lequel l'apport spirituel et moral de l'Église est indispensable. Aucune institution de droit humain n'est à même de «toujours diriger le cœur humain vers le bon». Seule la religion peut y parvenir, dit Danneels, mais la voie qui y mène n'est pas celle d'une stricte uniformité. Le cardinal se fait de plus en plus clairement l'interprète de la pensée de partisans de la décentralisation comme Hume et Martini. Pendant le synode, il trouve clairement un allié en ce dernier. Martini exprime en effet le sentiment que le synode a été imposé et dénonce le fait que le CCEE ait été systématiquement exclu de ses préparatifs. Danneels n'est pas plus tendre pendant son exposé du 13 décembre 1991. Il critique à la fois le moment et la méthode de travail lorsqu'il affirme que le «synode arrive à la fois trop tôt et trop tard. Trop tard s'il se veut une expression de la libération des pays est-européens en 1989. Trop tôt si l'on veut mettre en œuvre une évangélisation bien étayée».

Dans une interview parue le 15 janvier 1992 dans *Il Sabato*, l'hebdomadaire du mouvement ecclésial Communion et Libération, Danneels est présenté comme l'un des cardinaux les plus

influent d'Europe. L'intéressé commente ensuite sa position à l'égard du pessimisme culturel.

Dans les années 1960, j'étais arrivé à la conclusion que nous devons ajuster notre stratégie pastorale à un type humain entièrement sécularisé, quelqu'un qui peut parfaitement vivre sans aucune motivation religieuse, un athée serein. Ce n'était pas seulement mon opinion, nous pensions tous un peu la même chose en Europe et en Amérique du Nord. Trente ans plus tard, nous ne voyons pas ce type autour de nous. On ne peut pas simplement réduire les Européens à des athées ou à des agnostiques. Ils se caractérisent plutôt par un nouvel intérêt pour le religieux.

Le cardinal nourrit l'espoir de voir naître de nouveaux mouvements religieux qui puissent s'inscrire dans la vie des Églises locales et continue à chercher des signes de religiosité chez les Européens contemporains. C'est une quête qu'il a déjà entreprise auparavant, dans sa brochure de 1990, *Le Christ ou le Versseau?*, dans laquelle il met toutefois en garde contre les dérives sectaires susceptibles de se produire dans le courant du New Age en dehors de l'Église.

Ces deux axes (la recherche critique d'un réveil spirituel et la sauvegarde de la collégialité et de la décentralisation dans l'Église européenne) orientent les préparatifs du propre symposium européen du CCEE. La question de la décentralisation s'est posée de façon directe au synode de 1991 et la tension entre la troïka du CCEE et d'autres voix n'est pas restée sans conséquence: pendant son discours de clôture synodal, Jean-Paul II a suggéré la création d'une nouvelle structure européenne, un organisme qui serait chargé de mettre en oeuvre sous la direction de Rome les orientations du synode concernant l'Europe.

Danneels évoque lui-même cette structure dans un article des *Louvain Studies*, pointant le risque que les conférences épiscopales et les structures équivalentes des Églises orientales soient toutes chapeautées par Rome. Cela trahit sa crainte d'une intervention centralisée qui marginaliserait le rôle d'intermédiaire de la conférence des évêques européenne. La presse a remarqué le rôle important joué par l'archevêque belge. Immédiatement après le synode, l'édition du week-end du *Standaard* évoque son rôle sous le titre «Danneels reconnaît l'eurocentrisme du synode». Le symposium des évêques européens entend bien remédier à ce travers: il aura lieu non pas à Rome mais à Prague, de l'autre côté de l'ancien rideau de fer. De plus, ses organisateurs veulent identifier à la fois les aspects positifs et négatifs de l'Europe contemporaine, de manière à envisager non seulement le bien-être de l'Église, mais aussi celui du monde qui l'entoure. Outre les évêques, 50 religieux et 70 laïcs environ sont invités.

Pression sur Saint-Gall

Si la rencontre à Prague, du 7 au 10 septembre 1993, est une bulle d'oxygène pour ceux qui défendent une «autre évangélisation» de l'Europe, elle va avoir pour le CCEE des retombées amères. Dans la foulée du symposium, Rome le presse en effet de mettre à l'agenda la question des statuts et d'une nouvelle direction pour le conseil. L'attitude de Danneels et ses contacts à Rome sont respectés et font de lui le candidat idéal à la succession de Martini comme président de la conférence épiscopale européenne. Dès le 13 mars 1993, le secrétaire général, Ivo Fűrér, rend visite à Danneels à Malines pour lui demander s'il est prêt à succéder à Martini. Rarement enclin à refuser pareille mission, Danneels ne s'y déclare pas opposé. Mais la décision ne lui appartient pas, pas plus qu'elle n'appartient apparemment à Saint-Gall. Peu après cette requête, Danneels reçoit un coup de

téléphone du Vatican. Le message de l'archevêque Schotte est clair: vu la situation actuelle de l'Europe, Danneels ne peut accepter le poste, le mieux serait de laisser la succession de Martini à un candidat d'Europe de l'Est.

À la fin mars 1993, la présidence du CCEE est réorganisée; la conférence sera désormais dirigée par un président, assisté de deux vice-présidents, un d'Europe de l'Est et un d'Europe de l'Ouest. Le 14 avril, Jean-Paul II annonce qu'il considérera désormais le CCEE comme un organe de liaison. L'influence et le rôle qu'il aurait pu assumer dans la nouvelle Europe se voient ainsi définitivement compromis. Le ton a en fait déjà été donné – au déplaisir de cardinaux comme Danneels et Martini – quatre mois plus tôt, lors d'une rencontre vaticane où les présidents des différentes conférences épiscopales européennes ont discuté de la possibilité d'une nouvelle structure et de l'avenir du CCEE.

La solution a été proposée par une *Relazione sugli aspetti strutturali* du cardinal Ruini, mise au point par un groupe de travail qui s'est penché sur la question. Selon Ruini, l'*affectus collegialis* entre évêques est d'importance secondaire dès lors que c'est leur communion hiérarchique avec le souverain pontife qui passe en premier. Toutefois, Ruini plaide contre la fondation d'un nouvel organisme au niveau européen et pour un renouvellement et un renforcement du CCEE. Mais, par renforcement, il faut concrètement comprendre que le pape pourra déléguer les chefs de la curie romaine aux assemblées du CCEE, que le secrétaire de l'organisation devra être un évêque désigné par le pape et que le siège central déménagera pour Rome. Danneels voit cela comme une neutralisation de fait des intentions originaires du CCEE.

La portée du coup de téléphone de Schotte se révèle au printemps 1993. C'est le cardinal de Prague, Miloslav Vlk, qui est finalement nommé à la succession de Martini. À partir de là,

Danneels se désengage progressivement du CCEE, même s'il sera encore régulièrement présent aux assemblées en qualité de président de la conférence épiscopale belge. La tendance à la centralisation ne cesse de gagner du terrain. Fin janvier 1994, les participants d'une rencontre organisée à Simmern sont priés de donner leur avis sur l'emplacement du siège du CCEE. La proposition de Ruini suggérait implicitement un déménagement éventuel vers une grande ville comme... Rome, bien que Prague ait également été évoquée. Au soulagement d'Ivo Fűrér, Danneels s'y oppose en public. Dans le rapport de Simmern, on lit qu'il a avancé les critères suivants pour sauvegarder l'autonomie du CCEE: «Situation géographique, facilités pratiques, le fait que le secrétariat ait toujours bien fonctionné à Saint-Gall, la collaboration œcuménique (en particulier avec la Conférence des Églises européennes, ou CEE), et la qualité de l'infrastructure existante. Le secrétariat ne doit pas se trouver dans une grande ville, à l'ombre d'un siège épiscopal important». Danneels va cette fois remporter la partie puisque la majorité de l'assemblée votera pour le maintien du siège à Saint-Gall.

Chapitre 16

CONTESTATION DANS L'ARCHIDIOCÈSE

Au-delà de son désengagement du conseil des évêques européens, Danneels doit affronter les critiques croissantes dirigées contre l'Église belge et sa gestion. La contestation suscitée par la politique centraliste de Rome et les points de vue officiels exprimés dans le domaine éthique ne cesse d'enfler. Très vite, Danneels est personnellement confronté à un représentant de cette opposition, en l'occurrence Rik Devillé, curé de Buizingen, un village du Brabant flamand. En 1992, Devillé fait ses débuts d'écrivain avec *De laatste dictatuur: Pleidooi voor een parochie zonder paus*. La version française de cet ouvrage controversé, intitulée *La dernière dictature. Plaidoyer pour des paroisses sans pape*, paraîtra en juin 1993. Ce titre renforce une version précédente, qui parlait encore de la «dernière dictature européenne». Le livre a d'ailleurs connu des débuts laborieux. En janvier de la même année, les éditions du Davidsfonds ont refusé de le publier parce qu'il ne satisfaisait pas à leurs critères de qualité. L'éditeur André Van Halewyck s'est en revanche montré intéressé, si bien que les éditions Kritak ont décidé de faire paraître l'ouvrage à l'automne.

Le projet de publication de Devillé est finalement arrivé aux oreilles de l'évêque auxiliaire du Brabant flamand et de Malines, Jan De Bie. Bien que ne disposant que de très peu d'informations, celui-ci écrit le 11 septembre 1992 à Devillé pour lui faire savoir que «si ce livre devait contenir un rejet clair et public du pape et des évêques en tant que successeurs de Pierre et des apôtres à qui le Seigneur a confié son Église, son auteur poserait

un acte incompatible avec l'ordination sacerdotale et le ministère qu'il a reçus». La riposte ne se fait pas attendre; quatre jours plus tard, Devillé répond en expliquant que le livre est né d'une inquiétude et que l'évêque auxiliaire sait bien ce qu'il en est des rumeurs: «Les mouches ne sont pas des éléphants». L'affaire n'en reste pas là: l'évêque auxiliaire mesure le danger de la parution d'un tel ouvrage, mais ne peut en faire part à Danneels, qui se trouve alors en Italie pour la deuxième session de formation destinée aux nouveaux évêques. Il devra donc attendre jusqu'au dimanche soir, moment où tous les évêques belges se réunissent à l'abbaye bénédictine de Bonheiden en vue de la réunion de la conférence épiscopale fixée au lendemain.

Sans se soucier du planning éditorial ni de la réaction possible de Devillé, Danneels agit aussitôt: le 21 septembre au soir, il téléphone à ce dernier depuis Bonheiden avec un message limpide, mais accablant pour son destinataire, à savoir que l'ouvrage ne peut pas paraître. Apprenant de son prêtre que la présentation du livre aura lieu deux jours plus tard et que le canoniste Rik Torfs y participera, le cardinal passe à la vitesse supérieure et compose le numéro de Roger Dillemans. Le recteur de Louvain saisit la gravité de la situation et estime comme Danneels que son ancien assistant à la faculté de droit a tout intérêt à ne pas se montrer lors de la présentation à la presse.

Deux chaises vides

L'incident va marquer les esprits: une décennie plus tard, Torfs racontera dans un livre la conversation téléphonique qu'il a eue avec Dillemans ce dimanche-là, vers 11 heures du soir. Torfs choisira d'ailleurs pour titre de son ouvrage une expression du recteur: *De kardinaal heeft verdriet* («Le cardinal est peiné»). À l'époque, Dillemans lui demande de prendre ses distances vis-à-vis du contenu du livre. Tandis que Torfs s'interroge sur les

conséquences possibles et se demande s'il doit ou non participer à la présentation du livre, Devillé écrit au cardinal. Il l'informe qu'il a prié l'éditeur d'interrompre provisoirement la diffusion, «ce qui n'était plus faisable étant donné que les exemplaires se trouvaient déjà sur les tables des librairies». Il poursuit: «Comme vous m'avez répété plusieurs fois hier que, pour vous, il n'était pas concevable que je présente mon livre en tant que prêtre et que vous m'avez informé que si je décidais de le faire quand même, je devrais en assumer les conséquences, j'ai décidé de ne pas prendre part à la conférence de presse». Tant Devillé que Torfs font contre mauvaise fortune bon cœur, si bien que le lendemain, les éditions Kritak se retrouvent à devoir s'adresser à la presse seules, à côté de deux chaises vides et de deux cartons portant le nom des absents.

Devillé annule d'autres rendez-vous, y compris avec le journal télévisé de la BRT. Mais ce silence médiatique va précisément attirer l'attention: dans l'édition du soir et les journaux du lendemain, la presse s'en donne à cœur joie. Le 23 septembre, Marijke Libert intitule son article du *Morgen* «Le Rushdie flamand habite à Buizingen», en référence aux *Versets sataniques* qui ont valu à Salman Rushdie une fatwa iranienne. Tous les protagonistes sont interrogés. Torfs nie formellement que l'université ait exercé une quelconque pression sur lui: «J'ai décidé seul que je ferais un pas en arrière et que, pour l'instant, je ne me mettrais pas en travers de M. Devillé et de la hiérarchie ecclésiastique». Ce subtil «pour l'instant» doit être compris comme quelques jours, puisqu'un compte rendu signé Rik Torfs et occupant une pleine page paraît dans le supplément littéraire du *Standaard* du samedi 26 septembre. Il reprend en substance ce que son auteur aurait souhaité dire à la présentation du livre. Inspiré par les mouvements de contestation néerlandais, il affirme que, dans l'Église aussi, une place doit être réservée à la liberté d'expression. Torfs situe l'ouvrage de Devillé dans un courant de pensée international qui «prône une Église plus

démocratique et plus authentique, réservant de la place à l'homme et aux droits humains». Si Devillé a déjà été comparé à Rushdie, c'est à présent avec des théologiens comme Leonardo Boff qu'un parallèle est tiré.

Tempête médiatique et dialogue ecclésial

Le 23 septembre, lendemain de la présentation aux chaises vides, une autre conférence de presse est organisée. Elle émane cette fois de la conférence épiscopale belge et a été fixée quelques jours plus tôt dans le but d'introduire la nouvelle année de travail de l'Église belge. Comme toujours, c'est le cardinal qui dirige le jeu des questions et des réponses. Danneels sait très bien que l'ouvrage de Devillé fait l'objet d'un grand remue-ménage médiatique et s'attend à être également questionné à ce sujet, si tant est que les journalistes soient venus dans un autre objectif. Le mercredi matin, il s'est donc plongé dans la lecture de *La Dernière dictature* et a préparé une réaction. Fidèle à la réalité, Danneels explique à l'assistance qu'il n'a été mis au courant de cette publication que très récemment. Il nie avoir exercé des pressions et souligne – de façon frappante – la distinction entre le livre et l'auteur. En ce qui concerne le premier, le cardinal se montre catégorique: sa qualité est selon lui bien en-deçà des écrits de Leonardo Boff et certains passages sont tout bonnement faux du point de vue théologique. Mais Danneels affirme aussi qu'il ne condamne pas l'auteur et que Devillé est et reste un «prêtre de son diocèse».

Danneels n'en reste pas là: le 25 septembre, il fait venir Devillé au Wollemarkt et lui remet une note en cinq points, soigneusement dactylographiée, mais sans aucune mention de l'auteur. Le premier point fait une distinction entre les intentions subjectives de son auteur et le contenu objectif du livre. Ensuite, il est dit que, malgré les intentions de l'auteur, qui souhaitait seulement amorcer le débat, l'ouvrage est agressif et

se présente bien plus comme une attaque qu'il n'offre de pistes de débats constructives. Une troisième objection porte sur les erreurs historiques qu'il contient et différentes affirmations théologiques qui vont à l'encontre de la doctrine ecclésiale. Vient ensuite le passage le plus marquant, où l'archevêque aborde le sujet de la liberté d'expression. Danneels affirme qu'elle est garantie à tous au sein de l'Église, mais que l'on peut attendre des prêtres qu'ils soient en même temps fidèles à l'Église et à leurs supérieurs. Et pour finir, le point le plus délicat : Danneels suggère à Devillé une solution dans laquelle la distinction entre croyant et prêtre est fondamentale.

L'auteur peut donc se distancier du livre en tant que prêtre et expliquer que ces idées n'ont pas d'impact sur son ministère et qu'il veut se montrer dans celui-ci entièrement fidèle à ce que l'Église enseigne et demande, de manière à apparaître clairement comme le représentant officiel de l'Église catholique aux yeux des fidèles qui lui sont confiés. Cette déclaration devra être aussi publique que le livre lui-même. Si l'auteur ne peut donner cette garantie, il pourra difficilement continuer à être le ministre officiel de l'Église dans sa paroisse, à moins qu'il ne renonce lui-même clairement à celle-ci. Il pourra alors remettre lui-même sa démission. Sans quoi, nous nous trouverons dans une situation canonique dans laquelle l'évêque devra décider de la suite des événements.

Ni Devillé ni le cardinal ne veulent en arriver à une telle situation. Rik Devillé assure qu'il répondra au dernier point, mais demande un temps de réflexion un peu plus long que ce qui est prévu dans la note (où le 1^{er} octobre est proposé comme date limite). Danneels accepte et change à la main la date en «10 octobre 1992». Le lendemain, l'article de Rik Torfs paraît dans le supplément littéraire du quotidien *De Standaard*; il com-

prend un passage assez technique qui correspond exactement au cinquième point de Danneels. Torfs renvoie au troisième paragraphe du canon 212 du Code de droit canon, qui stipule le devoir des fidèles à faire connaître leur opinion tant qu'ils le font dans le respect de tous les membres de l'Église. Il termine l'analyse de ce canon par une dénonciation de la censure.

Naissance d'un groupe de travail

Dans le cadre de l'affaire Devillé, un groupe d'action publie le lendemain du compte rendu de Torfs une lettre ouverte de quatre pages adressée aux évêques belges, signée de la main de Remi Verwimp, un prêtre connu pour son engagement social. Verwimp lance un appel remarquable en faveur de la «création d'un point de contact où les gens estimant que leurs droits ont été bafoués dans l'Église pourraient s'adresser pour recevoir une aide appropriée. Nous devons faire en sorte que les situations de détresse puissent être rapidement identifiées et inventoriées». Le jour même, Devillé est à nouveau reçu par un Danneels quelque peu nerveux.

Dans les médias, la voix la plus nuancée de cette période est celle de Rik Van Cauwelaert. Il a lu le livre de Devillé d'un bout à l'autre et manifeste dans l'hebdomadaire *Knack* du 30 septembre de l'empathie pour toutes les parties. Le journaliste dit avoir du mal à se départir de l'impression que l'auteur, «qui a fait sauter pratiquement tous les ponts, est réellement prêt à aller jusqu'au bout». La question clé est: ce prêtre dissident peut-il rester dans l'Église? Le cardinal va-t-il le suspendre? Devillé s'arrêtera-t-il de lui-même? Devillé, qui ne veut en aucun cas donner l'impression qu'il joue cavalier seul, frappe le même mercredi à la porte du bureau du professeur Torfs à la faculté de droit louvaniste. Ensemble, ils préparent un communiqué qui est faxé le soir-même à 19 h 55 depuis la faculté de droit canonique.

Je considère mon livre comme une amorce à la discussion et certainement pas comme un aboutissement, dans le cadre du droit à la libre expression en tant que croyant appartenant à l'Église (canon 212, art 3). Cette discussion et tout dialogue ultérieur à ce sujet avec d'autres croyants et avec la hiérarchie ne m'empêchent en rien de vouloir continuer à accomplir mes tâches de prêtre de façon sincère, entièrement en conformité avec les directives et la politique de mon évêque diocésain et fidèlement à l'Église (canon 519).

Le 5 octobre, Danneels accepte cette proposition à la condition que la dernière phrase soit changée en: «(...) fidèlement à la doctrine et à la pratique de l'Église». Le lendemain, les deux parties s'adressent à la presse. Devillé envoie la lettre citée plus haut avec le complément cardinalice, tandis que l'archidiocèse diffuse un communiqué résumant la note rédigée par Danneels une semaine et demie plus tôt.

Indépendamment des intentions subjectives de l'auteur, dont nous ne jugerons pas ici, l'ouvrage réunit des erreurs historiques, une sélection partielle de la documentation et une série d'affirmations théologiques inacceptables, par exemple sur la primauté du pape, la naissance virginale, le baptême des enfants, la présence réelle du Christ dans l'eucharistie et le caractère sacrificiel de celle-ci.

Après deux conversations approfondies avec son évêque, l'auteur a assuré que les manquements de son livre n'auraient pas d'influence sur l'exercice de son ministère en tant que prêtre. Ainsi qu'il l'a promis lors de son ordination sacerdotale et de son entrée en fonction, il entend dans sa prédication, son ministère sacramentel et sa gestion pastorale être entièrement fidèle à la doctrine et à la pratique de l'Église catholique, en communion avec son évêque.

Le 6 octobre toujours, Devillé écrit avec gratitude à Danneels qui lui permet «de continuer, en dépit des critiques exprimées à l'encontre de son livre, à lui faire confiance en tant que prêtre de paroisse». L'affaire ne s'arrête pas là, car Devillé a déclenché un mouvement. Le même jour, une vingtaine de prêtres de l'archidiocèse se réunissent à Malines. Ils expriment leur indignation, leurs griefs et leur désir partagés dans un «Témoignage de soutien à l'abbé Devillé» portant la signature de vingt-deux prêtres de l'archidiocèse. Tout en se rangeant derrière leur évêque, le groupe partage avec Devillé une série d'inquiétudes.

Nous regrettons que nombre de nos collègues n'en soient pas encore si loin et persévèrent dans des formes de vie ecclésiales dépassées, qui sont fustigées par l'auteur et ne sont plus acceptées par le peuple de l'Église. Nous constatons avec regret que, pour cette raison, de nombreuses personnes motivées rompent avec l'Église, ne renouvellent pas leur engagement, voire perdent la foi. Lors des assemblées décanales, des rencontres de prêtres et des journées d'étude, nous nous heurtons à une idéologie reposant sur des conceptions vieilles du sacerdoce et de la paroisse. Certains responsables ne sont plus capables d'évoluer, d'autres entretiennent délibérément la dernière dictature à travers leurs interventions. Nous sommes comme l'auteur convaincus qu'ils minent la structure de l'Église et en ruinent la crédibilité. Pour rendre supportable cette tension au sein de notre communauté ecclésiale et ne pas perdre une juste vision de l'avenir, nous soutenons également notre évêque, le cardinal Danneels, dans sa décision d'accorder à l'abbé Devillé le droit de s'exprimer librement et de le maintenir dans ses fonctions sacerdotales.

Dans le quotidien *De Morgen*, Devillé confie que c'est à sa connaissance la première fois dans l'histoire qu'un évêque autorise quelqu'un qui publie des «positions erronées» à continuer à les défendre à titre personnel s'il ne les impose pas à l'Église. Devillé réunit une nouvelle fois la presse le 9 octobre; il donne, avec l'approbation de Danneels, lecture de son communiqué et se livre à quelques déclarations prudentes et amicales au sujet du cardinal. Cette détente transparaît aussi dans une déclaration dans laquelle l'équipe paroissiale de Buizingen, reconnaissante du dialogue qui a pu être noué, affirme: «Peut-être cela va-t-il offrir à tous les membres de l'Église de nouvelles chances?». Les journaux du week-end des 10 et 11 octobre 1992 concluent ces semaines agitées par des articles ou des interviews. Christian Laporte publie dans le *Soir* un papier intitulé «La Flandre catholique est remuée», tandis que Danneels éclaire une nouvelle fois l'affaire dans un entretien accordé à Bert Claerhout pour le *Standaard*. Il dit n'avoir aucun problème avec les croyants qui donnent leur avis, mais, selon lui, il y a dans l'Église une différence entre «libre expression des membres et prédication. [...] La prédication est tenue au respect des Écritures et de la tradition».

L'attitude de Danneels dans cette affaire est disséquée de toutes parts et, même en dehors de la Belgique, certains louent son sens de la conciliation. Dans *De Bazuin*, un hebdomadaire catholique néerlandais, le dominicain Jos Smeets parle d'un «précédent porteur d'espoir» à propos de ce dirigeant de l'Église qui a offert un espace de liberté à un prêtre critique, mais engagé. Dans la foulée de l'affaire Devillé, une suite est donnée en décembre 1992 à l'appel de Remi Verwimp concernant la création d'un groupe d'échange. Le 22 décembre, le Groupe de travail sur les droits de l'homme dans l'Église est porté sur les fonts baptismaux en étroite concertation avec des groupes analogues de l'étranger. La fondation est accompagnée d'une

conférence de presse au cours de laquelle Devillé prend la parole. Étonnamment, l'association prend officiellement le nom de «Groupe de travail Théologie de la libération». Finalement, quand paraît la traduction française de l'ouvrage, en 1993, le palais archiépiscopal, très pragmatique, poursuit dans la même ligne et diffuse la version francophone du communiqué de presse paru initialement en néerlandais.

Partie IV

LE TEMPS
DES
ENGAGEMENTS
(1993-2010)

Introduction

À PROPOS D'UN REVIREMENT

Quiconque regarde l'agenda du cardinal le constate: pendant ses treize premières années comme archevêque de Malines-Bruxelles, Danneels ne manque pratiquement jamais une occasion de se rendre à Rome, où il entretient ses contacts de façon très ciblée. À mesure que le temps passe et que les désillusions surviennent, cette période apparaît de plus en plus, vu a posteriori, comme la chronique d'un revirement annoncé. À ses débuts, ses bonnes relations avec le Vatican avaient été confirmées par sa nomination comme deuxième président délégué du synode pour les Pays-Bas, puis soulignées par son rôle de rapporteur pendant le synode de 1985. Ensuite, petit à petit, un fossé s'est creusé, notamment à cause des critiques de Danneels à l'égard de la politique menée par Rome. Le peu d'empathie manifestée à l'égard des théologiens de la libération y a également contribué. Le constat que la Congrégation pour la doctrine de la foi, dont il était membre, prenait des décisions d'envergure sans consultation a été amer et témoignait selon Danneels de problèmes structurels. Sa formation louvaniste et son affinité personnelle avec la vertu de l'espérance l'ont en outre incité à se démarquer du pessimisme culturel qui caractérisait de plus en plus souvent le sommet de l'Église catholique.

Il faut également mentionner les problèmes liés au fonctionnement de l'Église comme institution. La question de l'exercice de la collégialité effective et de la participation réelle des évêques locaux au gouvernement de l'Église universelle a suscité chez

Danneels une frustration croissante; le cardinal a déploré intérieurement, puis en privé et finalement en public des tendances à la centralisation, mais aussi un niveau intellectuel et théologique parfois faible des interventions des évêques pendant les synodes. Cela, alors même qu'il s'occupait personnellement de la formation des nouveaux évêques et mettait l'accent sur l'engagement et la coresponsabilité. Après le synode de 1985, son enthousiasme pour l'appareil administratif centralisateur s'est mis à faiblir. Ses plaidoyers incessants en faveur d'un statut théologique pour les conférences épiscopales ont été ignorés et l'idée de communion que Walter Kasper et lui-même avaient consciemment présentée comme une notion ouverte et inclusive a fait l'objet d'une interprétation réductrice dans la lettre *Communio notio* du 28 mai 1992. La pression croissante exercée par Rome sur le CCEE et le coup de téléphone qui a bloqué son ascension au sein de la conférence épiscopale européenne au printemps 1993 n'ont pas amélioré les choses. Au début des années 1990, les conséquences de la centralisation se font également sentir au niveau de l'Église belge: la nomination de monseigneur Léonard, dont le profil ne correspond ni aux besoins et souhaits de l'Église locale, ni à l'orientation de la conférence épiscopale belge, montre clairement que la décentralisation, l'ouverture et la collégialité ne sont pas près de s'imposer. Le fait que Danneels ait à la même période toléré des dissidents comme Devillé et qu'il n'ait pu empêcher le vote de la loi sur l'avortement de 1990 a joué contre lui au Vatican.

Lorsque Rome amorce un virage à droite, le centre se déplace automatiquement vers la gauche. Danneels, qui se situera lui-même plus tard à «l'extrême centre», est malgré lui de plus en plus souvent perçu comme un tenant de l'aile gauche de l'Église catholique. Dans la première moitié des années 1990, le cardinal s'éloigne lentement mais sûrement des cénacles romains pour élargir son champ d'action. Il reste une personnalité internationale, mais sur d'autres terrains. Concrètement, il devient prési-

dent international de Pax Christi, une organisation non gouvernementale chrétienne. Il continue également à jouer son rôle dans les deux universités louvanistes, même si l'impact des évêques sur le monde universitaire ne cesse de se réduire. Plus il s'émancipe vis-à-vis de Rome, plus Danneels redécouvre son rôle dans l'Église locale, où sa popularité augmente à l'heure où celle de l'institution qu'il représente diminue. Il estime que son leadership dans l'Église belge est utile pour lutter contre l'individualisation, l'amertume et la sécularisation croissantes.

Nombreux sont ceux qui écoutent Danneels, surtout après la mort, survenue en 1993, du roi Baudouin, un souverain que certains considéraient comme plus catholique que le cardinal. Des questions neuves et complexes se posent dans la seconde moitié de son mandat; comment Danneels va-t-il se positionner si l'euthanasie s'impose dans l'actualité politique, ainsi qu'elle est en train de le faire aux Pays-Bas? Plus que les seuls besoins de l'Église, ceux du monde en général deviennent le centre d'intérêt de Danneels. L'un des éléments déterminants de cette évolution est le fait qu'elle semble s'accélérer après 1989. De nouvelles tensions, la menace du nationalisme et la complexité des relations et besoins internationaux réclament une intervention spirituelle urgente.

Chapitre 17

UNE DÉCENNIE D'ENGAGEMENT POUR LA PAIX

Nous sommes à Vienne en mai 1990, à l'assemblée générale internationale de Pax Christi. L'organisation pacifiste a vu le jour en 1945 dans le sud de la France suite à l'expérience douloureuse du régime de Vichy. Ses fondateurs se sont profilés après la guerre comme les avocats de la réconciliation et du pardon. Pax Christi a d'abord mis l'accent sur les relations entre la France et l'Allemagne, puis sur les rapports avec des nations comme la Pologne et la Russie. Dans la décennie qui a suivi, l'organisation a développé un réseau à l'échelle mondiale, jusqu'à devenir l'une des principales ONG de label chrétien. Elle a gardé pendant toute la période de la guerre froide des contacts avec les dissidents des régimes d'Europe centrale et de l'Est, dont beaucoup sont devenus par la suite des acteurs politiques et sociaux.

Même si, avant 1990, il n'a avec elle que des contacts sporadiques, l'archevêque de Malines-Bruxelles connaît les réalisations de l'organisation. Il a notamment eu affaire à elle en lien avec la problématique de la théologie de la libération; Pax Christi entretenait à l'époque une relation conflictuelle avec Alfonso López Trujillo en raison de rapports critiques au sujet de la Colombie à la fin des années 1980. Ces contacts se sont intensifiés au printemps 1990, peu après la chute du mur de Berlin, qui a non seulement causé un séisme dans les relations internationales en Europe et dans le monde, mais touche aussi la sphère religieuse. Dans ce contexte neuf, l'assemblée de

Vienne a entre autres pour but de désigner un nouveau président international, de préférence un évêque ou un cardinal qui soit prêt à une certaine indépendance vis-à-vis des instructions romaines, mais qui défende aussi les intérêts de l'organisation face au milieu ecclésial. Pour Pax Christi, qui n'est pas placé sous une autorité ecclésiale, mais tient néanmoins à rester en bonnes relations avec Rome, il est capital de faire ce choix selon un processus démocratique sur la base d'une liste de noms suggérés par les sections locales. Enfin, pour compléter le profil: l'organisation cherche une personne ayant des affinités avec les attentes de la base, autrement dit qui ne calque pas automatiquement sa position sur celle d'un supérieur hiérarchique. Trouver ce genre de profil dans les rangs du collège cardinalice n'est pas une sinécure.

En vue de cette assemblée, le secrétaire général belge, Etienne De Jonghe, a sondé les évêques et cardinaux proposés par les sections nationales – les cardinaux Carlo Maria Martini, Basil Hume et Godfried Danneels, ainsi que les évêques Hubertus Ernst (Breda) et Thomas Gumbleton (Detroit) – sur leur disponibilité à succéder à l'actuel président, Franz König, cardinal de Vienne. Danneels a donné sa préférence à Martini et à Hume, mais pour des raisons diverses, ceux-ci ont refusé le mandat. Après un premier vote lors duquel Ernst se retire, il reste donc l'unique cardinal en lice. Il l'emporte de manière convaincante lors du second tour, tenu à Vienne. Son élection a été largement soutenue dans tout le mouvement, qui se compose principalement de laïcs. Immédiatement après le vote, auquel Danneels n'était pas présent, le résultat lui est communiqué par téléphone et un télégramme est envoyé pour information au cardinal Angelo Sodano, secrétaire d'État du Vatican.

Cette élection inaugure pour Danneels une période d'engagement intense dans la problématique extrêmement complexe et souvent délicate des relations internationales. La fonction de

président international requiert non seulement de la visibilité, mais aussi la capacité de nouer le contact, patiemment et prudemment, avec des hommes aux visions divergentes, dans des contextes variés. Danneels écrira plus tard au sujet de son travail chez Pax Christi que «l'écoute et l'échange très progressifs d'idées et de sentiments, la neutralisation de préjugés parfois séculaires dans la douce lumière de la croix du Christ sont plus efficaces que ce que l'on peut en percevoir de l'extérieur. Il n'y a simplement pas d'instruments de mesure sociologique suffisamment sensibles pour cela».

Dans les mois qui suivent l'élection, De Jonghe s'efforce d'initier efficacement le nouveau président aux dossiers en cours. Le secrétaire général fait la navette entre le Wollemarkt de Malines et le secrétariat international de Pax Christi (qui se trouve à Anvers, mais s'établira dès 1991 dans la rue du Vieux marché aux grains à Bruxelles). Danneels doit apprendre à connaître en profondeur la structure de l'organisation, avec ses nombreuses sections internationales. Les rendez-vous semestriels du comité directeur de Pax Christi International vont désormais rythmer son emploi du temps, de même que la mise au point de grandes assemblées internationales.

L'héritage de la guerre froide

Danneels ne devra pas attendre longtemps avant que les premiers défis se présentent. La chute du mur de Berlin a radicalement redessiné le paysage politique international. En septembre 1991, la branche néerlandaise, très active, de l'organisation, tient un congrès sur les conséquences de l'événement sur les rapports Est-Ouest et Nord-Sud, en évolution rapide. La rencontre est intitulée *Worlds Apart and Worlds Together*. Le discours que Danneels prononce à cette occasion à Utrecht peut être considéré comme son «maiden speech»: sous l'intitulé de *Global Dialogue to Overcome Domination*, le cardinal

esquisse la situation européenne après la chute du mur. Il loue le travail que ses prédécesseurs, l'évêque Luigi Bettazzi et le cardinal König, ont accompli dans le courant des années 1980 dans le but de jeter des ponts entre Est et Ouest et évoque le passage des pays post-communistes d'une économie d'État à une économie de marché. Le grand danger de cette situation réside dans l'émergence de formes de nationalisme.

Pourtant, ce n'est pas l'économie de marché qui occupe prioritairement l'esprit des millions de personnes concernées par les changements qui touchent l'Europe centrale et de l'Est. Il semble bien plus important à leurs yeux d'affirmer leurs sentiments et aspirations nationaux longtemps opprimés. L'identité nationale est une force positive pour autant qu'elle vise à l'émancipation de peuples dont l'identité a été niée pour des raisons historiques. Dans l'Union soviétique, les républiques baltes ont été les premières à voir se réaliser, de manière pacifique, leur désir d'autodétermination.

Néanmoins, les événements tragiques qui ont lieu pour l'instant en Yougoslavie prouvent de façon très claire qu'un nationalisme ethnique porte en soi le danger de l'intolérance et de la violence et qu'il conduit les individus à se définir en termes exclusivement ethniques.

Danneels exprime aussitôt l'espoir que les liens que Pax Christi entretient depuis de longues années avec les Églises orthodoxes – et notamment avec le patriarcat orthodoxe russe de Moscou – pourront aider le mouvement à soutenir une coexistence pacifique entre et avec les peuples de l'ex-Union soviétique. Cette relation, qui était tout sauf évidente pendant la guerre froide, constitue pour Danneels un point de repère. Car, avant même de prendre la présidence du mouvement, il avait d'assez bons contacts avec les Églises orthodoxes, notamment en raison de

la tradition historique d'œcuménisme qui caractérise la Belgique. Depuis les années 1920, des contacts y ont été noués avec les anglicans, mais aussi avec le monde orthodoxe, liens que l'on doit principalement au monastère de Chevetogne, fondé par Lambert Beauduin et dont le théologien bénédictin Michel Van Parys est à présent le prieur. Durant les années 1980, Charles Deman, de la Commission nationale pour l'œcuménisme de Belgique, et le cardinal ont participé activement au développement de l'Église orthodoxe en Belgique sous la direction du métropolite Panteleimon. Mieux encore, sous Danneels, l'Église catholique belge a payé les salaires des prêtres orthodoxes grecs en attendant un soutien de la part de l'État, en faveur duquel le cardinal est personnellement intervenu auprès du premier ministre Wilfried Martens et du ministre de la Justice, Jean Gol, en 1987. La même année, la conférence épiscopale a également offert un large soutien financier à l'achat de la cathédrale orthodoxe grecque de Bruxelles.

Ces contacts œcuméniques noués par Danneels avant 1990 se sont également tournés vers les orthodoxes russes, un exercice d'équilibre qui a permis à l'archevêque d'apprendre à progresser sur le terrain miné des tensions entre les diverses Églises orthodoxes. Grâce à ses contacts avec l'Église russe en Belgique et avec le patriarcat de Moscou, il a notamment été invité par ce dernier à l'occasion du millénaire de l'Église orthodoxe russe, célébré en 1988: il n'a pas pu s'y rendre, mais son prédécesseur à Pax Christi, König, ainsi que les cardinaux Willebrands et Casaroli, y sont allés. Danneels peut à présent s'appuyer sur cette expérience. Dans son discours de 1991, il parle des rapports entre les églises d'Europe, mais évoque aussi les conséquences d'une Europe en mutation dans le domaine migratoire. Il existe selon lui un réel danger que le vieux continent ne devienne une forteresse.

À mesure que les frontières internes disparaissent, les frontières externes se renforcent. Les réfugiés non issus d'Europe occidentale n'ont plus guère accès à celle-ci. Le degré de justice de notre société peut se mesurer à la façon dont nous traitons les étrangers. Les nombreux appels à la solidarité de la Bible conservent aujourd'hui tout leur sens.

Pour Danneels, un tel plaidoyer biblique pour l'hospitalité ne se conçoit pas sans un activisme pacifique en faveur du respect des droits de l'homme et de la démocratisation comme base d'une société équitable, tant à l'Est que dans le Sud. Selon lui, Pax Christi doit toujours rester critique face à une possible hégémonie occidentale. Ce danger est d'ailleurs éminemment actuel puisque le début de la présidence de Danneels coïncide avec le début de la guerre du golfe.

Le regard tourné vers Bagdad

Le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït. Le conflit s'enracine dans les tensions de la décennie précédente: l'Irak est sorti très endetté de la guerre avec l'Iran, le Koweït a produit plus de pétrole que ce que l'OPEP autorisait et l'Irak l'a accusé d'avoir violé son territoire, précisément pour des raisons de forages pétroliers.

Après avoir envahi l'émirat, le président Hussein annexe celui-ci et en fait une nouvelle province irakienne. Les réactions de la communauté internationale ne se font pas attendre, notamment de la part des États-Unis, qui annoncent une série de sanctions économiques. Le président George Bush (senior) envoie des troupes en Arabie saoudite. La situation s'emballe au début 1991, après que le régime de Hussein ait été accusé de disposer d'armes de destruction massive. Le 17 janvier, l'opération *Tempête du désert* est lancée à l'initiative des États-Unis et de la Grande-Bretagne: une coalition de 34 pays effectue

d'abord une série de bombardements aériens au-dessus du territoire irakien, suivie plus tard d'une offensive terrestre. Ces événements tragiques ne laissent pas Pax Christi indifférent. Dès le début, le mouvement condamne résolument l'annexion du Koweït, sans pour autant soutenir l'initiative américaine. Il souligne l'importance du respect du rôle des Nations Unies, dont les résolutions 660 et 661 ont déclaré l'invasion illégale et exigé le retrait immédiat des troupes.

Danneels suit attentivement la situation, entre autres parce que la branche américaine de Pax Christi a publié, à l'initiative de l'évêque engagé de Detroit, Thomas Gumbleton, une déclaration dans laquelle une trentaine d'évêques catholiques mettent en garde contre une escalade du conflit et s'opposent à l'intervention de l'armée américaine. Fin novembre 1990, Gumbleton a déjà évoqué le risque que les Nations Unies ne deviennent une machine de guerre. Dans ce contexte de tensions croissantes, Danneels a également réagi, le 14 avril, un jour avant qu'un ultimatum ne soit lancé à l'adresse de Hussein. Il a envoyé en urgence un télégramme directement adressé au chef d'État irakien, lui demandant avec insistance de «retirer ses troupes du Koweït et de soumettre ses griefs à la conférence de paix». Il a également envoyé un télégramme à Georges Bush pour le prier de ne pas faire usage des armes en cette période de crise, soulignant qu'il fallait «laisser le temps à l'embargo imposé par les Nations Unies de faire son effet [...]». Aucune guerre n'apportera une solution réelle et permanente aux problèmes qui ont engendré la crise actuelle».

Les télégrammes ne seront qu'un coup d'épée dans l'eau, et malgré l'expression de la profonde inquiétude personnelle de Danneels – «la guerre est toujours un échec, et une défaite pour toutes les parties» – les offensives seront lancées. Pax Christi adapte sa stratégie et envoie au début février 1991 un message aux membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin d'insister une fois de plus sur l'importance d'une approche

diplomatie immédiate et le rétablissement du rôle des Nations Unies. À la fin du même mois, Danneels et les vice-présidents de l'organisation – l'évêque hollandais Ernst et la sœur américaine Kathleen Pruitt – s'adressent au pape Jean-Paul II, auquel ils expriment leur avis sur ses appels à la paix et à la diplomatie. Danneels lance en outre un appel dans les médias en faveur d'une réunion avec les chefs spirituels des différentes traditions religieuses, sur le modèle de la première Journée mondiale de prière, convoquée par le pape à Assise en 1986.

Une réponse amicale mais formelle arrive de Rome le 5 mars, à peu près au moment où le Vatican prend lui aussi des initiatives. Après la chute de Bagdad et l'occupation anglo-américaine, les troupes irakiennes ont envahi les territoires des Chiites au sud et des Kurdes au nord, entraînant un exode de leurs populations. Du 4 au 6 mars 1991, Danneels est invité au Vatican pour un sommet à huis clos avec des représentants des conférences épiscopales du Moyen-Orient. Plusieurs patriarches des Églises catholiques orientales sont présents, ainsi que le cardinal Martini, en qualité de président de la conférence épiscopale européenne. La réunion, centrée sur la promotion de la paix, du dialogue interreligieux et de la solidarité au Moyen-Orient, s'ouvre par une allocution durant laquelle l'archevêque français Jean-Louis Tauran, de la secrétairerie d'État, expose le point de vue du Vatican.

La condamnation de l'invasion irakienne du Koweït comme violation de l'ordre international est centrale dans ce jugement, mais du point de vue romain, la crise crée un nouveau contexte pour les relations diplomatiques dans tout le Moyen-Orient, d'autant que l'ère Reagan est définitivement révolue. Les problèmes structurels de la région sont également abordés : les Palestiniens méritent un territoire propre, le Liban a droit à l'unité, à l'indépendance et à la souveraineté et Israël doit être encouragé à vivre en harmonie avec ses voisins. Certains de ces messages, très fortement axés sur l'importance du dialogue

interreligieux, transparaissent dans la conférence de presse que Danneels donne à son retour à Malines. Pour lui aussi, la situation israélienne constitue un souci permanent. Des années plus tard (le 8 novembre 1995), il adressera avec le secrétaire général De Jonghe des lettres chargées d'émotion au président israélien Ezer Weizman et au leader palestinien Yasser Arafat, exprimant son indignation face à l'assassinat d'Yitzhak Rabin. Le dialogue interreligieux devient un pivot dans l'engagement de Danneels en faveur de la paix et le restera après la fin de son mandat à la tête de Pax Christi.

Le besoin de dialogue interreligieux

Entretiens, la conscience que la population arabe interprète la guerre du golfe comme une nouvelle croisade est devenue déterminante, y compris en Belgique. Danneels ne se contente donc pas de réagir sur la scène internationale. Le lendemain de son retour du sommet du Vatican, une déclaration commune des communautés juive, chrétienne et musulmane de Belgique paraît, signée par le rabbin Albert Guigui, du Consistoire central israélite de Belgique, l'imam Sameer J.A. Radhi, du Centre islamique et culturel de Belgique, le pasteur Martin Beukenhorst pour l'Église protestante unie de Belgique et Danneels au nom de l'Église catholique romaine.

Nous nous exprimons sur la base d'un souci commun de paix véritable. Une solution durable et équitable au Moyen-Orient et dans le golfe Persique ne peut être trouvée que dans un dialogue sincère. Nous soutenons toute démarche en direction de l'établissement d'un lien de confiance et toutes les initiatives menant à un véritable processus de paix, qui garantisse les droits fondamentaux et les frontières de tous les peuples dans le Moyen-Orient.

Fin 1991, Danneels prend part au synode sur l'Europe avec un message et une rhétorique fortement imprégnés par le discours de Pax Christi. Le cardinal n'est d'ailleurs pas le seul représentant du mouvement sur place. Le Gallois Owen Hardwicke, membre du comité directeur, est présent à Rome en tant qu'auteur. Il tient un ardent plaidoyer en faveur du soutien du Vatican à la signature d'un traité contre l'armement nucléaire. Danneels et Hardwicke exploitent conjointement cette thématique dans leurs interventions. Le cardinal demande aux pères du synode si, dans la nouvelle configuration internationale, le point de vue défendu par l'Église pendant la guerre froide ne devrait pas être révisé.

Le point de vue de l'Église sur l'acceptabilité des armes nucléaires et la validité de la dissuasion nucléaire est connu. Il se résume comme suit : en l'absence d'une autorité mondiale effective qui soit capable de garantir la paix, et en tant qu'étape transitoire sur la voie d'un désarmement nucléaire progressif, bilatéral et contrôlé, l'Église reconnaît que la possession d'armes nucléaires est moralement acceptable. Toutefois, puisque l'autorité des Nations Unies s'est renforcée dans les récents conflits internationaux et que les deux superpuissances nucléaires fournissent de sérieux efforts dans le sens d'un désarmement progressif, on peut se demander s'il n'est pas temps pour l'Église de rappeler d'une voix puissante sa position fondamentale, c'est-à-dire que l'existence de telles armes est incompatible avec une paix mondiale stable et garantie.

Ces paroles montrent que l'engagement pacifiste de Danneels prend au début des années 1990 une forme de plus en plus nette. Elles préfigurent aussi les dernières journées de mai 1992, pendant lesquelles il doit pour la première fois présider une assem-

blée internationale de Pax Christi, dans la ville portugaise de Fatima. Bien que son rôle pendant la réunion soit limité, l'événement est important pour lui: il constitue en quelque sorte son examen d'entrée dans le mouvement.

Du Portugal à Saint-Domingue

Assister aux réunions fermées du comité directeur est une chose. Il doit maintenant s'adresser à un large forum et rencontrer en personne les nombreux acteurs mondiaux de Pax Christi. Il en ressortira renforcé en tant que représentant du mouvement pour la paix. Le sommet de Fatima offre aux acteurs principaux de Pax Christi l'occasion de se préparer à l'assemblée du CELAM, qui aura lieu en octobre 1992 dans la capitale de la république dominicaine, Saint-Domingue. Danneels est un familier du CELAM depuis les développements liés à la théologie de la libération au milieu des années 1980. Il va maintenant aider d'une autre façon les mouvements de base latino-américains. Dès janvier, il a examiné avec l'administration générale de Pax Christi la demande de Sergio Torres, de l'Ecumenical Association of Third World Theologians (EATWOT), à savoir de proposer un document de réflexion avant l'assemblée programmée de la conférence épiscopale latino-américaine, dont les préparatifs sont sur le point de commencer. Bien que Danneels n'aille pas lui-même à Saint-Domingue – où Pax Christi sera néanmoins représenté par une solide délégation, comprenant Halina Bortnowska et Mary Dennis – il signe un texte dans lequel Pax Christi se déclare solidaire avec les communautés de base et les mouvements pacifistes d'Amérique latine.

À l'occasion du 500^e anniversaire de la découverte du continent, la déclaration appelle en outre l'Église à reconnaître ses fautes et à demander pardon pour la façon dont elle a traité les peuples indigènes et la population d'origine africaine victime

de l'esclavage. Elle apporte aussi un franc soutien aux processus de démocratisation et aux initiatives de lutte contre les violations des droits de l'homme. L'accueil réservé à ces prises de position à l'assemblée du CELAM est moins évident que prévu. Une fois le texte remis par la délégation de Pax Christi au secrétaire général du conseil épiscopal latino-américain, Raymundo Damasceno Assis, alors évêque auxiliaire de Brasilia, des rumeurs et des bulletins de presse commencent à circuler concernant le texte de Pax Christi et d'autres déclarations analogues.

Sous la pression de cette réception négative, la délégation se voit contrainte d'amender le texte. La signature du cardinal disparaît également de la nouvelle version. L'attention pour l'Amérique latine restera pourtant une composante durable de l'engagement de Danneels. Un an après Saint-Domingue, le cardinal suit attentivement la situation en Haïti; une délégation de Pax Christi fait le déplacement et, à la fin novembre, Danneels rencontre le père spiritain haïtien Antoine Adrien, partisan de la théologie de libération et l'un des piliers du mouvement démocratique de son pays, pour un entretien approfondi sur la transition démocratique. Adrien a joué un rôle clé comme homme de confiance du président exilé, Jean-Bertrand Aristide, tout comme la membre haïtienne du comité directeur de Pax Christi et future secrétaire générale Claudette Werleigh. Au début des années 1990, celle-ci a été ministre des Affaires étrangères et même, pour un temps, premier ministre sous Aristide.

La crise en ex-Yougoslavie

L'une des conséquences tragiques du nouvel ordre mondial qui s'instaure en 1989 est le morcellement des Balkans. Les antécédents du conflit qui se déroule dans les années 1990 sont très anciens. Danneels a appris tout le poids que pouvait avoir l'histoire dans l'évolution des nations et des communautés eth-

niques et religieuses. Les tensions ont augmenté de manière sensible en ex-Yougoslavie depuis que le régime dictatorial du maréchal Tito a pris fin à son décès en 1981. La chute du mur de Berlin a créé un passage à vide du pouvoir qui a permis aux rancœurs serbes de remonter violemment à la surface. Celles-ci remontaient à l'oppression de leur peuple par les Oustachis croates, mouvement inspiré par le nazisme, de 1941 à 1945. À la fin des années 1980, la Yougoslavie est en proie à de fortes poussées nationalistes; le leader serbe Slobodan Milosevic aspire ni plus ni moins à la création d'un État unitaire avec une concentration du pouvoir à Belgrade. En mars 1989, la situation s'embrase: Milosevic met un terme à la relative autonomie des provinces de Kosovo et de Voïvodine, qu'il annexe de façon brutale.

Parallèlement, la Slovénie et la Croatie réclament une plus grande autonomie, puis, face à l'échec de leurs revendications, l'indépendance. Ces revendications nationalistes débouchent en janvier 1990 sur un affrontement ouvert pendant le congrès du parti communiste, où les délégués serbes accusent les Albains de s'être rendus coupables d'un génocide au Kosovo et d'être soutenus par les Croates et des Slovènes dans la voie du séparatisme. En octobre, Croates et Slovènes proposent aux autres républiques yougoslaves un modèle confédéral. Après un ultime refus de la part des Serbes, la Slovénie franchit le pas de l'indépendance et la Yougoslavie entame sa dislocation.

Tenus au courant par les rapports de divers contacts de la région sur les événements politiques et religieux, De Jonghe et Danneels suivent avec une inquiétude croissante le processus d'émiettement qui s'est enclenché dans les Balkans. Le 26 juin 1991, après que 95 % de la population slovène s'est prononcée par référendum en faveur de l'indépendance, la guerre de Dix jours éclate. Les forces slovènes affrontent l'armée fédérale, principalement composée de Serbes. Les combats se terminent le 7 juillet.

La situation ne cesse de se compliquer. Un bref résumé s'impose pour pouvoir comprendre le rôle de Danneels. Le 31 mars 1991, les relations entre Serbes et Croates s'enveniment, aboutissant à une guerre qui va durer jusqu'en 1995 et durant laquelle Danneels s'engagera fortement afin d'inciter les parties à la réconciliation. La Croatie déclare son indépendance en mai 1991 après un référendum. Cette indépendance est refusée par le régime de Belgrade, qui mobilise l'armée populaire yougoslave et les milices serbes. En août, de violents combats éclatent autour de la ville de Vukovar. Ils prendront fin à la signature de l'accord de Sarajevo, qui instaure un armistice, le 2 janvier 1992. Deux semaines plus tard, les Nations Unies reconnaissent le jeune État croate et, en février, elles envoient une force de protection, la FORPRONU, dans les territoires croates occupés par la Serbie. La trêve ne résistera pas : au début 1993, les Croates lancent une contre-offensive.

La tension monte encore d'un cran lorsque, dans la seconde moitié de juin 1992, un autre conflit, opposant Croates et Bosniaques, enflamme la région de Banja Luka et de Sarajevo. Le récent accord de Graz (6 mai) prévoit la division de la Bosnie-Herzégovine : d'un côté, une entité croate dirigée par Mate Boban, de l'autre, une entité serbe avec à sa tête Radovan Karadzic. Alors que cet accord a pour but de faire baisser les tensions entre les deux fractions et d'installer un *modus vivendi*, les parties respectives cherchent appui auprès de la Serbie ou de la Croatie. De plus, les Croates de Bosnie se retournent progressivement contre les Bosniaques, dont ils étaient auparavant les alliés. Ils veulent désormais s'allier à la Croatie, menée par Franjo Tudjman. En octobre 1992, des incidents à caractère ethnico-religieux se produisent, suite auxquels des Croates attaquent la population musulmane de Bosnie. Suit, en mai 1993, le siège de la ville historique de Mostar et un afflux de plus en plus important de combattants musulmans radicaux, qui s'épuisent dans des actions contre la population croate bos-

niaque. Non seulement le conflit a des racines historiques, politiques et ethniques, mais il touche en plein cœur diverses communautés religieuses: la communauté musulmane, l'Église orthodoxe serbe et l'Église catholique croate.

Rencontres en terrain de conflit

En juin 1991, les rapports envoyés à Danneels par les délégués de Pax Christi dans la région déplorent surtout les agissements de l'armée populaire serbe. Le cardinal exprime la crainte que «ces actions ne soient pas uniquement destinées à préserver l'unité de l'État yougoslave, mais qu'elles visent aussi à préserver la position de force de l'armée fédérale dans cet État». Ce deuxième objectif est réprouvé. À la fin de la même année, la problématique est également évoquée pendant le synode sur l'Europe. En marge de ce dernier, Danneels fait connaissance avec les protagonistes catholiques du conflit pendant une série d'audiences de Pax Christi dans l'Église des Frisons à Rome – portée par le fort engagement de Paul Lansu – où une série de thèmes, comme la pauvreté, la problématique des réfugiés ou le désarmement, sont abordés. Le 10 décembre, Danneels assiste ainsi aux exposés de l'évêque croate de Krk, Josip Bozanic, et de l'évêque Srečko Badurina, du diocèse croate de Sibenik. Les paroles de ce dernier sont particulièrement éclairantes au sujet du nationalisme.

Je pourrais me lancer dans une discussion théorique sur les effets négatifs du nationalisme. Mais je préfère réfléchir à ce que je peux faire pour éduquer mon pays à une identité culturelle qui ne soit pas tournée contre un autre. Nous devons faire une distinction entre le nationalisme des opprimés et celui des oppresseurs. [...] Je m'engage aussi pour la protection et la sécurité des Serbes dans ma région. J'espère qu'on ne verra pas là une intervention politique.

Progressivement, Danneels apprend à cerner les enjeux du conflit yougoslave. Après que la Conférence des Églises européennes (CEE) ait organisé un dialogue entre délégations des Églises catholique yougoslave et orthodoxe serbe, du 21 au 23 janvier 1992, les initiatives de Pax Christi vont aller dans le même sens.

Alors que la violence est à son comble, une délégation de Pax Christi se rend du 3 au 11 avril dans la ville serbe de Belgrade et à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Danneels n'y participe pas, mais le Néerlandais Jan ter Laak, le flamand Daniël Van Dael et le spécialiste allemand des Balkans, Thomas Bremer, sont de la partie. Les rencontres se déroulent dans un climat chargé, dans lequel les mots de l'archevêque catholique de Sarajevo, Vinko Pulic, laissent une forte impression. «Criez au monde que nous devons être sauvés – la menace d'un génocide est ici très réelle». Avant de rencontrer Pulic, la délégation s'est entretenue avec Ibrahim Spahic, de la communauté musulmane et à Belgrade elle a rencontré le patriarche Pavle et d'autres représentants de l'Église orthodoxe serbe. Ce périple, qui sera évalué plus tard dans le mois lors de l'assemblée semestrielle du comité directeur, n'est qu'un début. Les contacts noués et l'information engrangée donnent l'impulsion à une action sur plusieurs fronts: d'une part, le cardinal prend contact avec une série de politiciens belges, ensuite, Pax Christi s'oppose au projet de partition territoriale qui doit faire suite aux accords de Graz. En vain.

À l'occasion de l'escalade qui marque le conflit, en mai 1992, deux lettres portant la signature de Danneels sont expédiées depuis Fatima, où il préside l'assemblée générale internationale. La première est adressée à son collègue, le cardinal croate Franjo Kuharic, à Zagreb. Danneels y témoigne de son soutien à la déclaration de la conférence épiscopale croate, qui a publiquement condamné la violence à la fin avril. Dans la foulée, il exhorte au maintien du dialogue.

Nous encourageons à poursuivre le dialogue avec l'Église orthodoxe serbe, engagé au début de cette année par une délégation officielle de la conférence épiscopale. De même, nous pensons que le dialogue avec la communauté musulmane est important pour l'avenir de votre pays.

L'autre courrier, également envoyé le 30 mai, a pour destinataire le patriarche serbe orthodoxe Pavle. Il exprime la déception causée par les initiatives infructueuses de la communauté internationale: «Nous sommes endeuillés par la souffrance, la mort et le déplacement de milliers de personnes». Deux semaines plus tard, une étape supplémentaire est franchie: l'archevêque belge écrit à nouveau à Belgrade en annonçant qu'il est prêt à venir lui-même sur place.

Ce projet fait l'objet d'une préparation minutieuse, à Malines, avec Luigi Bettazzi. Celui-ci se rendra à Belgrade en juillet 1993 pour ouvrir la voie au cardinal. Fin août, il sera rejoint par Danneels, accompagné d'Etienne De Jonghe, et Bremer. Le but consiste à engager un processus de dialogue avec l'Église orthodoxe serbe et à sonder la disponibilité au dialogue des Croates. Bien que difficiles, ces rencontres sont importantes: Danneels et Pavle évoquent la souffrance humaine profonde des différentes communautés et abordent le point sensible d'un éventuel retour en territoire croate des évêques orthodoxes serbes précédemment chassés. Ces deux jours d'entretiens ont une suite pénible, car Danneels subit de fortes pressions de la part des catholiques croates qui exigent qu'il leur rende également visite, à présent qu'il a rencontré les dirigeants ecclésiastiques serbes.

Le 28 octobre 1993, Danneels prend donc l'avion pour Zagreb. En présence d'Etienne De Jonghe et de Jan ter Laak, il informe personnellement Kuharic à propos des entretiens de septembre. Cela a pour effet d'améliorer quelque peu les relations, mais aussi de confronter le cardinal au caractère déses-

péré de la situation, notamment lorsque le groupe visite un camp de réfugiés en territoire croate. Il contacte également l'évêque de Banja Luka, Franjo Komarica, réputé pour appeler en permanence au dialogue. Les perspectives sont pour le moins inquiétantes. Un compte rendu du voyage signale que le «cardinal Danneels a déclaré être rentré à Bruxelles contrarié par la complexité de la situation et que, humainement parlant, il ne voyait pas d'issue à cette guerre. Il est pourtant optimiste sur un point: il est convaincu que l'on ne peut pas prier un même Dieu et continuer à s'entretuer».

Entretiens à Westmalle

Fin 1993, début 1994, le monde découvre les suites des massacres qui ont fait des victimes dans tous les camps: les caméras révèlent à une communauté internationale impuissante la réalité des charniers. Dans ce contexte, Danneels redouble d'efforts dans la voie du dialogue, qu'il veut plus intensif, afin de favoriser la réconciliation. Après s'être concerté juste avant Noël avec le comité directeur de Pax Christi, il part pour Rome le 4 janvier 1994. Il y est attendu à un sommet à huis clos sur la crise des Balkans, présidé par le pape et animé par le cardinal Roger Etchegaray (des conseils pontificaux *Cor unum* et *Iustitia et pax*). Cette rencontre a pour but de chercher des pistes permettant de résoudre la crise. Le cardinal y représente Pax Christi avec Thomas Bremer. Le compte-rendu de leurs contacts et déplacements est pris au sérieux et éveille grand intérêt. L'exposé relatif à la dimension historique du conflit yougoslave est également écouté attentivement. Pour Danneels, le contact avec l'observateur permanent de l'ONU pour les droits de l'homme en ex-Yougoslavie, Tadeusz Mazowiecki, ancien premier ministre de Pologne, se révèle extrêmement instructif.

Une nouvelle initiative intervient dans les premiers mois de 1994, lorsque des sections locales de Pax Christi, notamment

l'italienne et la néerlandaise, prennent des initiatives. Au début du printemps, une nouvelle série de dialogues est entamée à l'abbaye de Westmalle, qui accueille le 5 mars une délégation de l'Église orthodoxe serbe, composée du métropolite de Monténégro, Amfilohije Radovic, de l'évêque serbe de Budapest, Danilo Krstic, et de l'archiprêtre Dragan Terzic, éditeur du magazine *Pravoslavje*. Du côté de Pax Christi, on note la présence de Danneels et de Bettazzi, ainsi que de l'évêque Ernst et de Michel Van Parys. Il y a aussi la Polonaise Halina Bortnowska (du comité directeur), Bremer et ter Laak (qui a encore récemment participé aux entretiens avec les Églises des Balkans à l'assemblée du Conseil œcuménique des Églises, à Genève), Jo Hanssens (Pax Christi Flandre), James Douglas (pour la section américaine) et, enfin, Etienne De Jonghe et Paul Lansu.

Danneels résume les contacts antérieurs et explique qu'il n'a ni pouvoir politique ni pouvoir économique, mais encourage le dialogue et la réconciliation sur la base des valeurs chrétiennes. Trois thèmes de débat sont à l'ordre du jour. Le rôle de l'histoire dans l'ensemble du conflit yougoslave est le premier et le plus fondamental, en raison du problème de l'oppression par les oustachis pendant la Seconde Guerre mondiale. Le souvenir des victimes des fascistes croates, majoritairement catholiques, dans les camps de concentration comme Jasenovac, joue un rôle clé dans l'actuelle inimitié. En octobre de la même année, Danneels réalise à quel point l'interprétation du passé est un point sensible pour toutes les parties après qu'il ait mentionné dans une interview accordée à Radio Vatican que «certainement plus d'un demi-million de personnes ont trouvé la mort» du côté serbe sous la domination des fascistes croates de Ante Pavelic. Il a aussitôt affaire à la réaction critique des Croates qui voient dans ses propos une grossière exagération: une lettre furieuse du cardinal Kuharic et des paquets de vidéos et de livres sur l'histoire des Balkans dans les années 1940 parviennent au Wollemarkt. Danneels est clairement embarrassé.

Il laisse à ses collaborateurs de Pax Christi le soin de calmer les esprits, mais s'abstient désormais de déclarations d'ordre historique. À Westmalle, Danneels demande à ses interlocuteurs serbes si le fait de se revendiquer trop fortement de l'histoire ne mène pas à une paralysie et n'entrave pas le dialogue. Serait-il pensable, poursuit-il, de ne pas accorder la priorité absolue au poids du passé et d'aller de l'avant en partant du sentiment partagé que toute tradition religieuse doit tenir compte du bien-être concret de l'homme? Ce désir d'humanisation, tourné vers l'avenir, ne peut-il pas précisément servir de base à une coexistence pacifique? Pour lui, ce regard vers l'avant implique aussi la disponibilité des deux camps à reconnaître leurs fautes et à chercher la conversion. La citation de l'Évangile de Luc qui trône au-dessus du portail de l'abbaye – «Si vous ne vous convertissez pas, vous périrez tous de même» – s'invite ainsi dans la conversation.

Le deuxième thème abordé est celui du rôle des Églises dans la lutte contre la violence et la haine. Ici, le souci partagé d'humanisation est pris comme critère de base. Les participants sont unanimes à juger inhumain l'embargo récemment imposé par les États-Unis contre la Serbie; il touche une population tout entière et il est immoral. Danneels a déjà critiqué la mesure précédemment: à l'assemblée de la Conférence européenne de Prague, il s'est déclaré opposé à l'intervention américaine dans le conflit, qualifiée de maladroite.

Ensuite, la question du rapport entre Églises orthodoxe serbe et catholique croate est débattue, de même que les craintes de l'Église serbe face à l'islam. Le dialogue est également important dans ce domaine, signale Amfilohije; la tradition des entretiens avec les musulmans libéraux de Bosnie-Herzégovine est en train de se perdre et il faut stopper la tendance croissante au fondamentalisme islamique. Les entretiens de Westmalle constituent un point de départ pour des actions très concrètes en faveur de la réconciliation davantage qu'un aboutissement: le

projet envisage entre autres un soutien réciproque de construction d'une mosquée à Banja Luka et de sanctuaires orthodoxes et catholiques en territoire musulman.

Jusqu'aux accords de Dayton

À la mi-mai 1994, l'administration internationale de Pax Christi se penche une nouvelle fois sur la crise des Balkans. Les entretiens de Westmalle ne peuvent porter leurs fruits que si d'autres contacts ont lieu avec les trois communautés religieuses de la région déchirée. Une délégation menée par Danneels – comprenant cette fois De Jonghe, Jan ter Laak, Heinz-Günther Stobbe et Thomas Bremer – se rend dans la deuxième semaine de juillet 1994 à Zagreb et à Sarajevo. Des relations sont nouées avec l'Église orthodoxe russe à titre de soutien: juste avant son voyage dans les Balkans, Danneels se rend (du 26 au 28 mai) avec Basil Hume, Oliver McTernan, le jésuite Philip Gudgeon et Etienne De Jonghe à Moscou, où ils s'entretiennent avec le patriarche Alexis II et le métropolite Cyrille.

Les réactions épidermiques des Croates ont été une bonne école: une semaine et demie après Moscou, Danneels rejoint d'abord la résidence archiépiscopale de Zagreb pour un dîner avec Kuharic. Le lendemain seulement, le 9 juillet, il se rend à Sarajevo sous escorte des militaires belges de la FORPRONU pour s'y entretenir avec l'archevêque Pulic et l'évêque auxiliaire Sudar. À Sarajevo, principale ville de Bosnie-Herzégovine, des rencontres cruciales ont lieu, comme cet entretien avec le premier ministre bosniaque, ou encore cette conversation – en présence de l'archevêque catholique Pulic – à la résidence du grand mufti de la communauté islamique, Mustafa Cerić. Cette rencontre avec Cerić et le penseur et activiste culturel Ibrahim Spahic rappelle à Danneels les conversations liées à la guerre du golfe: cette fois encore, le conflit est lu par les musulmans comme une guerre de destruction de leur communauté par des

chrétiens. Cela fait naître chez eux un réflexe radicalisant, selon lequel ils doivent survivre sur leurs propres forces et ne pas compter sur l'Union européenne. Cerić exige que les chrétiens fassent leur *mea culpa*, ce qui représente selon lui l'unique voie vers la réconciliation. De plus, la position des communautés de ces régions est très précaire en raison de la forte identification de l'Église orthodoxe serbe avec la cause nationale.

Les contacts ininterrompus avec des représentants de toutes les parties illustrent non seulement la vision de Pax Christi sur le maintien du dialogue, ils soulignent aussi les qualités diplomatiques de Danneels. Celui-ci tient également Rome au courant des développements : le 15 septembre 1994, il rencontre Jean-Paul II. Dans la foulée d'une visite pontificale à Zagreb cinq jours auparavant, le cardinal expose sa vision du conflit et explique pourquoi la visite n'a pas permis d'apaiser les tensions.

À la fin de l'année, des négociations menées à Washington sous l'impulsion de l'ancien président américain Jimmy Carter débouchent sur un fragile compromis. Dès le printemps suivant, la violence renaît entre musulmans et Croates dans l'ouest de la Bosnie-Herzégovine. Elle va culminer en juillet, lors des massacres de musulmans perpétrés par les Serbes bosniaques à Srebrenica. Danneels est attristé : il s'est encore entretenu peu auparavant avec le cardinal Pulic à Malines et, du 10 au 11 juillet (quelques jours à peine avant les épurations ethniques menées par Ratko Mladic), il a pris part à une assemblée de la CEE et du CCEE à Pécs, en Hongrie. Il faudra attendre 1995 pour voir la situation s'apaiser, suite aux négociations qui ont eu lieu fin novembre à Dayton. Une lettre de Danneels à Jimmy Carter sur les développements de Banja Luka témoigne de son inquiétude jusqu'au dernier moment.

Tandis que les négociations de Dayton œuvrent à une solution durable pour le conflit en ex-Yougoslavie, Pax Christi et moi-même en tant que président international

craignons pour le sort de la minorité de citoyens qui se trouvent encore dans le nord-ouest de la république auto-proclamée de Srpska, en Bosnie-Herzégovine. Nous voudrions donc vous signifier notre inquiétude quant à leur situation et vous demander de bien vouloir intervenir en leur faveur auprès du vice-président des Serbes bosniaques, le professeur Koljevic.

Entre Assise et Khartoum

En tant que président de Pax Christi, c'est Danneels qui remet le prix annuel pour la paix décerné par le mouvement. Deux fois ensuivant, celui-ci est attribué à des personnes qui se sont montrées particulièrement méritants dans le conflit des Balkans. En 1995, il s'agit de Janina Ochojska, fondatrice de la Poland Humanitarian Action, organisation qui a mis sur pied des convois d'aide humanitaire pour l'ex-Yougoslavie. Fin novembre 1996, le prix est attribué à quatre personnes (Franjo Komarica, évêque de Banja Luka, Hadzi Halilovic, le mufti de Banja Luka, la Serbe Jelena Santic et la Croate Gordana Stojanovic), qui ont chacune pour leur communauté œuvré durablement en faveur de la réconciliation.

Fin mai 1995, Danneels préside une assemblée mondiale à Assise; on célèbre le cinquantième anniversaire de l'organisation, qui reçoit les honneurs d'une audience papale le 29 mai, une semaine avant que Jean-Paul II ne se rende en Belgique. Le discours pontifical met du baume dans les cœurs.

Des mouvements comme le vôtre sont précieux. Ils contribuent à attirer l'attention des gens sur la violence, destructrice pour l'harmonie entre êtres humains qui se trouve au cœur de la création. Ils contribuent à façonner la conscience, afin que la justice et la quête du bien-être général puissent prospérer dans les rapports entre indivi-

dus et entre peuples. Ce sont les fondements d'une paix durable.

Pour Danneels, l'assemblée est un moment de fête, durant lequel les membres de Pax Christi confirment par vote son mandat, indiquant ainsi que ses efforts sont appréciés. Moins d'un an plus tard, les voyages intensifs lui seront dorénavant interdits puisqu'il devra subir une intervention cardiaque urgente et sera contraint au repos. Dans l'intervalle, il aura vécu une toute autre expérience, celle de la guerre civile au Soudan.

Soudan : l'histoire d'une tension

Comme dans les Balkans, le Soudan apprend bien vite à Danneels que de lointains antécédents historiques peuvent avoir des séquelles longues et douloureuses. Depuis l'époque où le Soudan était une colonie anglaise, le pays a subi les conséquences de la politique à deux vitesses de la Grande-Bretagne, qui privilégiait la partie sud du pays par rapport au nord, où régnait l'ancienne culture mahdiste. Le Sud-Soudan, que Londres considérait comme un rempart contre la culture arabe et islamique, a été ouvert aux missions chrétiennes et a adopté l'anglais comme langue véhiculaire. Le fossé entre nord et sud n'a jamais été réellement comblé après la prise d'indépendance du pays en 1956, suite à laquelle les partis islamistes traditionnels ont pris le pouvoir dans le nord. Le sud et les monts Nouba ont été marginalisés alors que, dès avant l'indépendance, le front de libération Anya-Nya avait livré bataille pour un sud indépendant.

Le début des années 1970 a été marqué par la signature du traité d'Addis Abeba, conclu entre les leaders du sud et le président soudanais Gaafar Nimeiry; il accordait l'autonomie régionale à trois États du sud (Bahr el-Ghazal, Équatoria, Nil Supérieur). Mais une décennie plus tard, cette autonomie et la

relative égalité des religions musulmane, chrétienne et animiste ont été balayées. Nimeiry a introduit la charia, redivisé le sud en trois et régné jusqu'à ce qu'il soit renversé par un coup d'État militaire. Le chaos a grandi à la fin des années 1980, jusqu'à ce qu'en juin 1989, le lieutenant général Omar Hassan Ahmed El-Béchir commette un nouveau putsch.

Cette prise de pouvoir entraîne une cascade d'événements: le Revolutionary Command Council (RCC) d'El-Béchir instaure l'état de guerre, supprime et bannit d'un seul coup tous les partis politiques et redistribue les postes importants aux membres du National Islamic Front (NIF). En 1989, les syndicats sont abolis, les mouvements des droits de l'homme interdits et de nombreux militants politiques – comme Sadiq al-Mahdi, qui appelait parmi d'autres à l'introduction d'un système multipartite – sont emprisonnés et torturés dans des «ghost houses». Le carcan imposé à la population ne cesse de se resserrer: un an après le coup l'État, les autorités créent une organisation paramilitaire qui s'ajoute à l'armée, la Popular Defence Force (PDF), et, en 1992, une People's Police Force (PPF) est également fondée en marge de la police régulière afin de veiller au respect des codes de conduite islamistes. La tendance est claire: l'islamisation devient l'instrument politique servant à imposer une identité nationale uniforme dans une société traditionnellement pluriforme. Les tribus chrétiennes et animistes sont de plus en plus opprimées.

La problématique touche Danneels, dont l'attention se déplace progressivement vers l'Afrique sub-saharienne au début des années 1990. Il entretient avec le Rwanda, le Burundi et le Zaïre des contacts dont nous aurons l'occasion de reparler dans le chapitre suivant et décerne lors d'une assemblée à Lisbonne le prix pour la paix à Joaquim Pinto de Andrade, activiste des droits de l'homme angolais et membre fondateur du Popular Movement for Liberation dans son pays. La visite du pape dans la capitale soudanaise, Khartoum, en février 1993, constitue

quant à elle un moment fort. La foule est nombreuse et le message des chrétiens criant: «Nous, chrétiens soudanais, sommes privés de tous les accès possibles aux secteurs publics et privés. Nous sommes contraints de nous soumettre à des entraînements inutiles de la PPF, lors desquels nous sommes le plus souvent opprimés, niés et islamisés».

La visite de Jean-Paul II étant également une visite d'État et, en tant que telle, partiellement organisée par le régime de Khartoum, son entourage ne peut pas vraiment se rendre compte de la situation des chrétiens dans le sud. Danneels prend la mesure de celle-ci lorsqu'il reçoit le Soudanais Paride Taban à Malines en août 1993: évêque et président du New Sudan Council of Churches (NSCC), il a dû fuir en 1992 son diocèse de Torit, assiégé par les troupes gouvernementales, pour s'installer provisoirement à Nimule, à proximité du camp de réfugiés d'Aswa, majoritairement peuplé des chrétiens soudanais. Il connaît donc la problématique mieux que quiconque.

En visite chez Mgr Taban

En tant qu'organisation non gouvernementale, Pax Christi peut s'engager plus franchement que le pape. En octobre-novembre de cette année, une délégation des sections Flandre, Pays-Bas et Italie – réunissant les journalistes Els De Temmerman et Efrem Tresoldi ainsi que Jan Grueters, un des protagonistes hollandais de Pax Christi – se rend en mission au Kenya, en Ouganda et au Soudan. Bien qu'il n'ait pas accès aux monts Nouba, le groupe dresse un rapport extrêmement critique sur le régime soudanais. Une étude de Mathew Haumann établit que la rumeur suivante court à Nairobi.

Le cardinal Danneels n'est pas le pape, mais il pourrait le devenir un jour. Et comme il n'est pas le pape, le président

de Pax Christi ne dépend pas des contraintes diplomatiques: il est libre de se rendre au Sud-Soudan et d'exprimer la solidarité avec l'Église locale. Il a été suggéré qu'après une halte à Leer, sa délégation pourrait continuer vers Nimule, où Mgr Paride Taban s'est provisoirement installé.

La préparation d'une telle visite repose pour une part sur Haumann, un missionnaire de Mill Hill d'origine néerlandaise actif depuis 1988 au Sud-Soudan, qui collabore étroitement avec Etienne De Jonghe et Jan Grueters. Ils souhaitent garder l'organisation du périple en main, même si l'ambassade belge au Kenya a proposé ses services et que la représentation des Nations Unies aimerait exploiter la venue de Danneels. Mais Pax Christi sait que l'aide humanitaire prodiguée sous les auspices de cette dernière est soumise à l'autorisation de Khartoum et que le régime risque de faire pression sur l'organisation pour éloigner Danneels des lieux où le drame soudanais est le plus visible.

Danneels part le 25 février 1994 pour le Kenya dans l'intention de visiter les régions qui sont contrôlées par la Sudan People's Liberation Army (SPLA), mais qui sont régulièrement bombardées par les avions Antonov soudanais. Rome suit tout cela à distance: plus tôt dans le mois, le cardinal Sodano, secrétaire d'État du Vatican, a envoyé à Malines des dossiers sur l'Église au Soudan. La SPLA garantit la sécurité... sauf en cas de bombardements imprévus par les autorités. Le lendemain à l'aube, deux petits avions décollent de l'aéroport de Nairobi, un avec à son bord la délégation de Pax Christi, sous la direction de Danneels, accompagné par Taban, l'autre pour transporter les journalistes.

La délégation s'est préalablement entretenue avec ces derniers à Lokichokio: il a été convenu que la presse tenterait d'aider la population soudanaise en attirant l'attention sur un conflit oublié. Dès ses entretiens avec Taban en 1993, Danneels

s'est dit préoccupé par la pénible position internationale du Soudan: les rapports du bureau du coordinateur pour le contre-terrorisme américain indiquent que les États-Unis ont placé le pays sur la liste noire de ceux qui soutenaient le terrorisme, tandis que le gouvernement de Khartoum présente le pays comme un modèle d'État islamiste: le régime officiel ne cesse de rechercher des contacts avec l'Iran et la Lybie et offre asile à des figures comme Oussama ben Laden, qui est alors un inconnu. Pendant ce temps, la population est victime d'un conflit à long terme avec le nord. Au moment où Danneels visite le Sud, la SPLA est de surcroît divisée et en proie à des luttes intestines.

Danneels et la délégation visitent d'abord la localité extrêmement isolée de Leer, dans la province du Nil supérieur. En dix ans, seules trois célébrations eucharistiques s'y sont déroulées et la communauté internationale y est totalement absente. Les communautés locales ont appris la nouvelle de la visite du pape à Khartoum avec des sentiments mitigés. À Leer, où tous les protagonistes du conflit – y compris les chrétiens – se rendent coupables de violations des droits de l'homme et où des enfants sont abusés, enlevés, voire vendus, Danneels célèbre une eucharistie. Il prononce devant 5000 personnes environ une homélie dans laquelle il exprime son étonnement face à la vigueur de leur foi en dépit des circonstances difficiles. «Les véritables cathédrales», affirme-t-il, «ne sont pas bâties de briques mais d'hommes et de femmes». La cérémonie, qui réunit des chrétiens de diverses Églises, fait forte impression. Y compris sur Danneels, à qui les croyants soudanais transmettent un message poignant; l'un d'eux affirme: «Il nous arrive de jalouser les Bosniaques. Là-bas les gens meurent, mais ils meurent devant les caméras du monde entier et le monde est au courant [...] Ici au Sud-Soudan, les gens meurent comme en Bosnie, mais personne ne le sait et personne ne semble s'en soucier. C'est comme si ces hommes et ces femmes mouraient pour rien».

L'étape suivante est plus délicate: le programme prévoit une visite au camp de réfugiés proche de Nimule, à la frontière ougandaise. Avant le départ, les pilotes de la délégation reçoivent encore un avertissement de la part du personnel de l'ONU, disant que la sécurité n'est pas garantie dans la zone. L'incertitude règne quant à la véracité de ces informations, qui pourraient bien être manipulées par le régime. On décide finalement, en partie sur le conseil de l'évêque Taban, d'entreprendre le voyage. Danneels et la délégation sont amenés sur place. Avant que la nuit ne tombe, les petits avions quittent le territoire soudanais pour des raisons de sécurité.

Le lendemain matin, la délégation poursuit en voiture jusqu'à Aswa: la vue d'un camp regroupant environ 8000 personnes est une expérience bouleversante pour Danneels. L'accueil de ces gens déplacés, qui appartiennent souvent à la population Dinka, est inoubliable: des chants et des danses se succèdent et lorsqu'un groupe de mutilés de guerre exécute une danse en s'aidant de béquilles, l'assistance a la gorge serrée. Le voyage retour a lieu dans l'après-midi: d'abord vers le territoire kenyan, puis de Nairobi à Bruxelles le 1^{er} mars 1994. En rentrant chez lui, Danneels apprend que le jour qui a suivi sa visite, les troupes gouvernementales ont bombardé le camp, faisant sept morts et plusieurs blessés... Danneels a promis aux chrétiens soudanais de présenter le rapport de sa visite lors d'un futur voyage au Soudan, qui devrait inclure une visite à Khartoum pour plaider en faveur du dialogue. Le 18 avril 1994, une séance est consacrée au Soudan pendant le synode sur l'Afrique à Rome: c'est à nouveau l'occasion de partager des témoignages. Pax Christi insiste énergiquement, dans le suivi de la crise soudanaise, sur la nécessité d'un cessez-le-feu entre toutes les parties, l'urgence extrême de l'aide humanitaire et le besoin fondamental de dialogue entre chrétiens et musulmans dans cette région écartelée.

The French Connection

Le synode sur l'Afrique ne modifie en rien l'intention du cardinal Danneels de se rendre une deuxième fois au Soudan. L'entreprise s'annonce mal: en octobre 1994, un rapport de Pax Christi – rédigé par Grueters – paraît sous le titre *The French Connection*. Le document dénonce la collaboration politique, économique et même militaire entre le régime soudanais et le gouvernement français, qui fournit à ce dernier des images satellites utilisées par l'aviation soudanaise dans le cadre de ses bombardements. Que ce soit à Khartoum ou à Paris, on n'est pas heureux des suites du voyage de Danneels. Cela se ressent lors de la visite que l'évêque Taban rend au cardinal le 5 novembre, à un moment où la crise humanitaire culmine (après la réforme des neuf provinces du Soudan, transformées en 26 États) et où des mensuels comme *New African Magazine* titrent «Sudan Abandons Peace and Resumes War». Le rapport controversé est également abordé pendant un déjeuner de Danneels avec le Français Jacques Delors, qui termine alors son mandat de président de la Commission européenne.

Au début février 1995, tout est prêt; le programme de Danneels a été mis au point avec Jan Grueters et Etienne De Jonghe. Il prévoit notamment une rencontre avec le président soudanais et une visite dans l'une des prisons secrètes du pays, les fameuses ghost houses. Le 6 février, un visa est accordé à Danneels, puis annulé le même jour. Un communiqué de presse fait à Khartoum montre que la «connexion française» dénoncée dans le rapport de Grueters est devenue l'«obstacle français». La raison est géopolitique: le rapport a contribué au vote d'une résolution critique par le Parlement européen, qui a elle-même débouché sur le gel du soutien promis par le Fonds monétaire international. Danneels et Pax Christi sont devenus persona non grata au Soudan et les tentatives diplomatiques n'y peuvent rien. Le lendemain, un fax est envoyé par l'archidiocèse de Malines à

l'ambassadeur de Belgique au Caire, Benoît Cardon de Lichtbuer (qui gère aussi les relations avec le Soudan). Le ministère belge des Affaires étrangères charge son ambassadeur de protester auprès de son collègue soudanais en Égypte. En vain. En guise de compensation, l'évêque Taban est invité à l'assemblée mondiale d'Assise.

À l'automne 1995, il semble pendant un moment que les autorités de Khartoum sont prêtes à autoriser une visite du cardinal, mais un entretien de Jo Hanssens avec l'ambassadeur soudanais à Bruxelles, Abdelrahim Khalil, confirme en revanche que le «non» soudanais est irréversible. Même une intervention du premier ministre Jean-Luc Dehaene reste sans résultat. L'inquiétude suscitée par la situation du pays ne diminue pas, ainsi qu'en témoigne une lettre de Danneels au président El-Béchir au début novembre 1998, dans laquelle le cardinal se dit profondément inquiet des «nouvelles concernant l'emprisonnement et le jugement de Lino Sebt et Hillary Boma. Ces deux religieux sont comme 28 autres personnes accusées de complicité dans les attentats à la bombe qui ont touché Khartoum le 30 juin». Danneels dit espérer que le «gouvernement soudanais assurera un procès honnête et rapide, en conformité avec les standards internationaux reconnus tels que mentionnés dans la déclaration des droits de l'homme».

Les campagnes internationales

La déclaration universelle des droits de l'homme est centrale dans l'engagement du président Danneels. Au-delà des missions de Pax Christi, il est étroitement impliqué dans un autre aspect du mouvement pour la paix: les campagnes internationales en faveur du désarmement. Son rôle dans ce domaine se renforce à partir du printemps 1996, lorsque ses problèmes cardiaques l'obligent à réduire les voyages et à revoir ses priorités. La période qui va de 1997 à 1999 sera de ce fait largement placée

sous le signe des actions pour le désarmement et contre la peine de mort. En ce qui concerne cette dernière, il rejoint l'ambition de Jean-Paul II, qui est de parvenir à un moratoire pour le changement de millénaire.

Les deux thèmes – désarmement et abolition de la peine de mort – se nichent au cœur même de la pensée et de l'action de Danneels. Son humanisme chrétien lui sert d'appui pour une résistance contre toute forme de déshumanisation: c'est précisément sur ce point qu'il insiste lors de son avant-dernière assemblée internationale, qui a lieu en juillet 1997 à Londres. Plus tard dans l'année, Danneels discute avec les membres du comité directeur de l'orientation à donner aux campagnes. Le cardinal est encore sous l'impression de la Conference on Christian Approaches to Defence and Disarmament (CCADD) annuelle à laquelle il a assisté fin août, début septembre à Bellem. L'agenda de l'administration internationale comprend aussi l'exposé que Danneels doit donner le 9 décembre lors d'une réception de Pax Christi au Parlement fédéral belge, événement organisé avec le soutien du président du Sénat, Frank Swaelen et du président de la Chambre, Raymond Langendries, tous deux démocrates chrétiens. Le cardinal met l'accent sur les thèmes de la peine et mort et du désarmement. Bien qu'il ne représente aucune tendance politique et n'exerce pas de fonction politique, il estime qu'un dirigeant de l'Église se doit d'exhorter la classe politique à soutenir le processus de désarmement, que ce soit dans le domaine des armes conventionnelles que dans celui des armes nucléaires.

Le moment le plus marquant dans ce cadre est sans doute la présence de Danneels à Genève le 27 avril 1998. L'événement, qui n'a rien de banal, est suivi avec attention par la presse. En concertation avec son équipe dirigeante et le représentant du Vatican auprès des Nations Unies à New York, l'évêque Renato Martino, le président accepte de signer et de publier une déclaration commune avec Konrad Raiser, secrétaire-général du

Conseil œcuménique des Églises. Ils font cela à l'occasion du renouvellement, après trois décennies, du traité de non-prolifération nucléaire de 1968. La déclaration illustre le sérieux de l'engagement de Danneels dans la mesure où elle va plus loin que la position officielle de l'Église catholique et synthétise le message des différentes traditions chrétiennes.

Le temps est venu de débarrasser définitivement la planète des armes nucléaires – toutes et partout... Les armes nucléaires, qu'elles soient effectivement utilisées ou servent de menace, sont un mal grossier et une faute morale. En tant qu'instrument de destruction massive, elles fauchent des innocents et ravagent l'environnement. On l'a très clairement vu à Hiroshima et à Nagasaki. Le même résultat serait probablement atteint en cas de tout nouvel usage et ce serait peut-être encore pire, étant donné la force de destruction encore supérieure des armes nucléaires modernes.

La fin d'un mandat

Le cardinal continuera à évoquer le thème du désarmement au terme de son mandat à la tête de Pax Christi en 1999. En 2000, il s'opposera énergiquement à la diffusion des armes nucléaires de courte portée. Deux ans plus tôt, fin 1998, la fin de son mandat comme visage et voix de Pax Christi International est en vue. Il prépare avec son comité directeur l'assemblée programmée pour la fin juin à Amman, en Jordanie, et à Jérusalem. Dans la foulée, il entretient des contacts permanents avec Etienne De Jonghe, car il faut dresser une liste de successeurs possibles à partir des avis des sections nationales et établir le bilan d'une décennie d'engagement pour la paix. Tout cela doit être présenté lors d'une assemblée internationale étroitement contrôlée par les services de sécurité jordaniens, qui ont exigé de contrôler

tous les documents de l'assemblée, une obligation prudemment contournée par l'organisation. Les assistants ont convenu que lorsque les représentants des autorités entreraient dans la salle, ils feraient semblant de prier plutôt que se réunir et que les thèmes politiques sensibles ne seraient pas abordés en public.

Danneels présente son bilan et ses perspectives d'avenir à la fin juin 1999, après avoir célébré la veille l'eucharistie à Bethléem. Son discours d'adieu exprime sa profonde inquiétude concernant le violent conflit qui a éclaté au Kosovo. Il loue aussi le nombre croissant d'organisations affiliées à Pax Christi pour leur engagement durable. Le mouvement a pour mission de réaliser le virage «d'une culture de la violence vers une culture de la paix». Dans cette perspective, il relève pour Pax Christi et notamment pour son successeur le patriarche latin de Jérusalem, Michel Sabbah certains problèmes spécifiques, des signes inquiétants qui lui tiennent à cœur à ce moment, y compris dans le contexte belge: les profondes racines culturelles du nationalisme et la façon dont celui-ci est pris comme prétexte pour légitimer le racisme et la discrimination. Le bilan personnel de Danneels montre qu'il a rejoint l'organisation à un moment crucial de l'histoire.

En 1990, à Vienne, j'ai été élu président international de Pax Christi, comme successeur de l'un des plus grands leaders ecclésiastiques de notre temps, le cardinal Franz König. La chute du mur de Berlin et les mutations qui ont marqué le paysage politique en 1989 et au début des années 1990 ont fait espérer une nouvelle ère. Mais cette période faisant suite à la guerre froide, acclamée par beaucoup comme un «nouvel ordre mondial» et comme espoir et promesse d'un monde plus pacifique, s'est avérée n'être rien de tout cela. À peine avons-nous prononcé les mots de «nouvel ordre mondial» que le monde était témoin de tensions et de violences.

Chapitre 18

ENTRE LAEKEN ET KINSHASA

Le 21 juillet 1993, lors de la fête nationale belge, Danneels retrouve, comme chaque année à la même date, le roi Baudouin à l'occasion du *Té Deum*. Cette rencontre ne diffère pas beaucoup des précédentes, même si parmi l'assistance, certains ont trouvé au souverain un air très fatigué. Les suites de l'opération à cœur ouvert qu'il a subie sans doute.... Mais si le cardinal a vu décliner la santé du roi au cours des années précédentes, il est à mille lieues de se douter que le discours du jour – dans lequel il appelle, après la récente signature de l'accord de la Saint-Michel, qui fait de la Belgique un État fédéral, appelle à une paix communautaire durable dans le pays – est le dernier qu'il adresse à la nation. Tandis qu'après la fête nationale, le couple royal se retire dans sa résidence espagnole de Motril, Danneels part lui aussi en voyage, deux jours après le *Té Deum* annuel qu'il célèbre devant le monde politique belge. Sur fonds de vives tensions politiques et ethniques en Afrique centrale, le cardinal se rend au Rwanda. Il doit prêcher une retraite à Kibagayi et, point important de son programme, apporter son soutien à la récente initiative locale en vue de fonder une section rwandaise de Pax Christi.

Depuis sa précédente visite en 1991, l'intérêt de Danneels pour le Rwanda ne s'est jamais démenti. Il a été impliqué dans ce pays bien avant le drame du génocide grâce à ses contacts avec des missionnaires comme Jef Vleugels. Quand la triste prédiction faite par Robert Kaplan dans son célèbre essai *The Coming Anarchy* s'est réalisée, cet engagement s'est maintenu.

Danneels a reçu à plusieurs reprises l'évêque de Butare à Malines et a rencontré en mai 1994 des missionnaires qui avaient fui la région. Ces entretiens l'ont préparé à un autre, qui a eu lieu le 5 décembre avec Paul Kagame, alors ministre rwandais de la Défense. Calmement mais fermement, Danneels a prôné la réconciliation et la reconnaissance de ses fautes par chacune des parties dans un conflit ethnique qui continue à déstabiliser la région des Grands lacs. Ce travail en faveur de la paix n'est pas superflu. C'est pourquoi le 23 juillet 1993, il embarque à bord du vol SN563 pour le cœur de l'Afrique. Le cardinal est attendu le lendemain matin à l'aéroport de Kigali par l'ambassadeur de Belgique.

Danneels n'effectuera pas la totalité du voyage prévu. Le 31 juillet, le roi Baudouin décède en effet sur la terrasse de sa résidence d'été. Le premier ministre Jean-Luc Dehaene dissimule la nouvelle aux médias jusqu'à minuit, mais entre-temps, les instances concernées ont été averties. En l'absence du cardinal, c'est à son secrétaire privé que la nouvelle du décès parvient, dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août. La même nuit, quelques heures après qu'à la rue de la Loi, à Bruxelles, le premier ministre Jean-Luc Dehaene s'est concerté avec le chef de cabinet du roi, Jacques van Ypersele de Strihou, un télégramme urgent est envoyé par l'archidiocèse à l'ambassade belge de Kigali avec un bref message: «Veuillez informer le cardinal Danneels de toute urgence du décès du Roi».

Danneels se trouve alors au foyer de charité de Remera, où il est arrivé la veille au soir. Aussitôt, des dispositions sont prises pour le voyage de retour. Il est prévu que les funérailles soient célébrées le 6 août et que le cardinal en soit l'officiant principal. Alors que Danneels se prépare à rentrer d'Afrique centrale, d'où Wilfried Martens doit également revenir, un communiqué de la conférence épiscopale demandant à toutes les paroisses de prier pour le défunt roi est rédigé à Malines. Le 1^{er} août, les services du Vatican apprennent aussi la nouvelle et un télégramme du

nonce Giovanni Moretti à l'intention du cardinal arrive au Wollemarkt: «Chère Éminence, veuillez téléphoner s'il vous plaît à Mgr. Tauran».

Le matin du 3 août, un jour après le rapatriement de la dépouille de Baudouin à l'aéroport de Melsbroek, Danneels atterrit sur le sol belge. Son secrétaire le met immédiatement au courant des événements et le cardinal est entraîné dans un engrenage logistique qui ne s'arrêtera que quatre jours plus tard, au moment des funérailles. Son premier souci est néanmoins d'ordre pastoral: le jour même, il rend visite à la reine Fabiola, à Laeken.

Dans l'immédiat, il faut organiser la cérémonie funèbre. Le cardinal est dans ce cadre en contact étroit avec le service du protocole du ministère de l'Intérieur, avec lequel on convient que les dix-huit évêques belges seront présents à la concélébration – un moment rare dans l'histoire de l'Église belge. La situation est d'ailleurs hautement inhabituelle: la longue période de règne de Baudouin et le fait qu'il soit le premier souverain régnant à décéder depuis les années 1930 confrontent Jean-Luc Dehaene à une série de difficultés. Les choses sont plus simples pour le cardinal. En ce concerne la préparation de la liturgie, il peut en effet s'en remettre en partie aux funérailles du roi Léopold III, qu'il a célébrées en octobre 1983.

Les journaux du jour regorgent de cahiers et de suppléments consacrés au décès de Baudouin, au deuil impressionnant du peuple belge – illustré par l'interminable file des gens venus saluer la dépouille royale au palais – et aux solennités à venir. Danneels est quant à lui chargé de présider une messe funèbre en présence d'un parterre de têtes couronnées, de chefs d'État et de représentants divers, comme la reine Béatrix des Pays-Bas, le président français François Mitterrand ou le cardinal Sodano en tant que représentant du Vatican. Le 6 août, une répétition générale a lieu à la cathédrale de Bruxelles afin d'ajuster les

différentes étapes du service liturgique. C'est Danneels lui-même qui a suggéré à la cour le programme musical – œuvres de Jean Sébastien Bach, d'Henry Purcell et *Stabat Mater* de Pergolèse – et a rédigé le texte de l'homélie. Il s'est inspiré pour cela de sa conversation avec Fabiola, mais a aussi reçu l'aide du professeur louvaniste André Molitor. Molitor, qui a longtemps été le chef de cabinet du roi, a proposé une série d'idées dont le cardinal a largement fait usage. Tout a été bouclé le 5 août au soir. Le texte en question, traduit dans les trois langues nationales comme il se doit, a été transmis de façon confidentielle aux services d'information et aux membres du corps diplomatique.

Le 7 août, Danneels célèbre les funérailles, qui vont être internationalement suivies à la télévision. En Belgique, les chaînes de télévisions francophones et flamandes, RTBF, BRTN, VTM et RTL, retransmettent conjointement la cérémonie en direct. Très sobrement conçue, celle-ci fait forte impression sur les nombreuses personnes réunies dans la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule et à l'extérieur. L'abondance de blanc dans l'église renforce cet effet: à côté du violet, couleur officielle du deuil dans la liturgie, la reine veuve a insisté pour que la couleur de l'espoir et de la résurrection domine. Fabiola est elle-même entièrement vêtue de blanc.

L'homélie de Danneels compte parmi les moments les plus impressionnants de la célébration; elle témoigne de son charisme pour trouver le juste ton face à une assistance hétéroclite et évoque aussi bien le discours prononcé le 21 juillet par le roi, sur les tensions communautaires en Belgique, que le thème de la souffrance du roi. Dans le prolongement, il dresse un portrait chaleureux de ce dernier comme modèle de vie morale. L'image du souverain profondément croyant est proposée à la population comme un miroir.

Ce roi-berger a surtout été le modèle de son peuple. Il lui a donné l'exemple d'une conscience fine, sensible, délicate, docile aux moindres injonctions morales et spirituelles. Pour lui la conscience était un absolu: c'était la voix de l'homme profond et la voix de Dieu. Il l'a toujours suivie, même au risque de ses intérêts personnels, au risque de mettre en cause la royauté. La vie humaine, pensa-t-il, est à ce prix. On l'a dit trop sensible à la dimension morale. À travers l'intention critique, il y voyait un éloge. Si on appelle trop morale la défense des grandes valeurs de la civilisation occidentale et même universelle, comme la promotion de la famille, la priorité donnée à ceux qui sont sans travail, aux exclus, aux démunis, aux droits de l'homme, à l'ordre international, ne devrions-nous pas être tous «trop moraux», à son exemple?

Ces paroles marquantes seront reprises plus tard par le cardinal Suenens dans un livre sur Baudouin. La conclusion de Danneels, qui s'adresse directement au roi, ne va pas passer inaperçue: «Enfin, nous vous demandons une dernière chose que vous ne nous refuserez pas: priez pour nous!» Ces mots et le fait que le cardinal ait également déclaré qu'avec Baudouin, la Belgique avait reçu un intercesseur entre Dieu et l'homme, vont, bien au-delà des frontières du royaume, être interprétés par les milieux catholiques comme un appel à la béatification. Le jour même, les premières réactions arrivent au palais archiépiscopal; des croyants et non-croyants font part de leur émotion à Danneels et le remercient chaleureusement pour son rôle d'interprète du deuil de la nation. C'est sans doute Leo Moulin, fidèle ami de Danneels et agnostique, qui traduit ses sentiments de la façon la plus simple dans une lettre: «Avec toute la Belgique, je vous ai écouté. Que vous dire? Sinon une fervente admiration. Dois-je ajouter mon total accord avec ce que vous avez si bien dit? Comment pouvait-il en être autrement?»

Mobutu Sese Seko

Au début de ce chapitre, nous parlions du voyage de Danneels en Afrique. Les funérailles du roi ont entraîné un mouvement inverse, à savoir qu'une série de personnalités africaines ont fait le déplacement. Il y avait parmi elles trois évêques zaïrois: le cardinal Frédéric Etsou de Kinshasa, l'évêque Faustin Ngabu de Goma et l'archevêque Laurent Monsengwo de Kisangani. Un homme a en revanche brillé par son absence: Mobutu Sese Seko, le président de l'ancienne colonie. S'il n'est pas venu, c'est parce que les relations entre l'État belge et le régime zaïrois connaissent un sérieux froid. Dès janvier 1993, le souverain belge a marqué la distance en omettant volontairement d'inviter deux ambassadeurs à la réception offerte par la cour au corps diplomatique: l'ambassadeur d'Irak et le Zaïrois Jean-Pierre Kimbulu. Lors du décès du roi, on a également décidé de ne pas placer Mobutu sur la liste des invités. Celui-ci y a vu un geste offensant, d'autant que le gouvernement du premier ministre Faustin Birindwa, avait décrété un deuil national au Zaïre dès le 31 juillet 1993. La présence de Laurent Monsengwo, qui constitue ni plus ni moins une prise de position politique, a renforcé ce sentiment. Danneels est lui aussi très conscient que le soutien public à la fois de l'État belge et de l'Église à Monsengwo représente un jalon important dans un processus entamé depuis plusieurs années.

La chute du mur de Berlin n'a pas seulement redéfini les rapports de pouvoir en Europe, elle les a modifiés au niveau mondial. Pour le Zaïre de Mobutu, cela signifie que la troïka qui intervient traditionnellement en Afrique centrale – États-Unis, France et Belgique – a revu son agenda politique. Mobutu, qui s'est toujours enorgueilli de ses bonnes relations avec le président George Bush père, est soumis à des pressions croissantes pour qu'il engage son pays dans la voie de la démocratisation;

elles sont exercées en concertation par la France et la Belgique, où, depuis l'avènement du gouvernement Dehaene, les socialistes Willy Claes et Erik de Rycke, détiennent respectivement le portefeuille des Affaires étrangères et celui de la Coopération au développement. Si un précédent conflit entre la Belgique et le Zaïre avait été résolu en juillet 1989 par l'accord de Rabat (signé par Mark Eyskens, qui avait exprimé sa satisfaction à propos d'un article sur la volonté de démocratisation de l'administration), les relations se détériorent à nouveau au début des années 1990. Avec le soutien du cardinal Danneels, Monsengwo va jouer entre 1990 et le décès de Baudouin un rôle clé.

Les bons rapports entre Danneels et Monsengwo – qui a été nommé évêque auxiliaire d'Inongo en 1980 et s'est rapidement retrouvé à la tête de la conférence épiscopale zaïroise – remontent au début des années 1980. Dès 1980, l'archevêque de Belgique visite Kinshasa. Sa fascination pour ce gigantesque pays grandit au cours des années suivantes. Monsengwo lui-même est régulièrement reçu chez l'entrepreneur Gaston Leysen à Brasschaat. C'est d'ailleurs dans la villa de Leysen que Monsengwo et Danneels se rencontrent pour la première fois. Dans la seconde moitié de la décennie, les contacts de Danneels avec le Zaïre s'intensifient. En marge du voyage africain du pape Jean-Paul II, en 1985, il collabore plus étroitement avec le cardinal de Kinshasa, Joseph-Albert Malula. Ce dernier – grand défenseur d'une Église africaine fidèle à ses traditions et à son ancrage local – sera l'un des présidents du synode de 1985. L'année suivante, c'est Monsengwo, entre-temps devenu évêque auxiliaire du vaste archidiocèse de Kisangani, qui met au point le programme du séjour de Danneels dans le pays, qui va durer un peu moins d'un mois. Le 23 juin 1986, le cardinal part pour Kinshasa, où il rend visite à l'ambassade de Belgique. De là, il rejoindra diverses localités comme Matadi, Boma, Kananga, Kisangani... Danneels, qui s'étonne dans ses notes de voyages de la présence encore nombreuse de missionnaires blancs,

acquiert au fil de ce séjour une bonne idée du pays, de sa population et de ses coutumes, ainsi que sa situation politique complexe, caractérisée à l'époque par un calme relatif, mais aussi par un mépris total de la démocratie et des droits de l'homme. Après avoir visité le Burundi et le Rwanda en janvier de la même année, il commence à bien connaître la région.

Escalade au Katanga

Fin 1989, le régime de Mobutu, à qui on demande d'introduire un processus de démocratisation, est de plus en plus remis en question. L'activité diplomatique va bon train et Danneels est tenu au courant. Une semaine avant la Noël 1989, Monsengwo lui rend visite au Wollemarkt. Au Zaïre, la tension et la contestation ne cessent de croître. En avril 1990, les étudiants du campus universitaire de Lubumbashi critiquent violemment Mobutu et ses «consultations populaires». De l'autre côté du pays, à Kinshasa, des étudiants qui avaient attaqué des délégués ayant exprimé publiquement leur enthousiasme à l'égard du régime sont arrêtés. Dans la première semaine de mai 1990, un mouvement de protestation éclate dans les deux universités. Le régime répond aux manifestations en faisant couler le sang. Dans la nuit du 11 au 12 mai, plusieurs étudiants sont assassinés à Lubumbashi. La Belgique rompt ses relations diplomatiques avec Mobutu et, au Zaïre même, l'opposition grandit de jour en jour. Les leaders ecclésiiaux, comme Monsengwo, sont également excédés. Les actions de l'armée zaïroise, qui ont de surcroît une coloration ethnique, causent un chaos croissant. L'été 1990, Monsengwo est en visite en Belgique et informe Danneels en tant que témoin privilégié de la situation zaïroise. Lors d'un entretien chez Leysen, à la mi-février 1991, le cardinal comprend qu'au-delà de ses fonctions religieuses, Monsengwo souhaite jouer un rôle politique dans son pays natal. Le fait que Lubumbashi soit cette année-là le théâtre de tensions ethniques croissantes le renforce dans ce projet.

Le 7 août 1991, la Conférence nationale souveraine (CNS) est fondée dans le bâtiment massif du palais du peuple à Kinshasa. La CNS se veut une réponse aux problèmes du pays et a pour objectif d'améliorer le fonctionnement des institutions nationales. Durant l'été, un climat d'insécurité et de violence continue toutefois de régner, y compris dans la capitale. La décision de Mobutu de nommer Étienne Tshisekedi comme premier ministre, le 30 septembre, fait renaître l'espoir. Mais son mandat sera de courte durée: cinq jours après l'intronisation du gouvernement Tshisekedi le 16 octobre, Mobutu déclare le premier ministre dans l'impossibilité de gouverner et nomme à sa place Bernardin Mungul Diaka. Fin novembre, celui-ci est à son tour remplacé Jean Nguza Karl-I-Bond. Les activités de la Conférence nationale souffrent de l'instabilité politique et de l'hostilité ouverte du président.

Monsengwo subit aussi l'opposition du régime. Dans des circonstances confuses, l'agence de presse Belga annonce en 1991 que l'appartement de l'évêque a fait l'objet d'une attaque armée. Pendant ce temps, les combats se poursuivent à Lubumbashi. Le 27 septembre 1991, le cardinal lance un appel clair: «Partageant les souffrances et les inquiétudes de tous ceux qui, Zaïrois et Européens, sont victimes de la situation au Zaïre, nous voudrions exprimer notre sympathie aux familles zaïroises et belges de chez nous qui vivent dans l'inquiétude pour leurs proches qui sont restés là-bas». Le témoignage de sympathie de Danneels aux victimes du régime ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. Le 28 octobre, Eugène Kabanga Songasonga, évêque de Lubumbashi, lance depuis sa situation précaire un appel de détresse à Danneels.

Au cardinal Danneels. S.O.S. En regard aux frères et aux religieuses missionnaires qui ont choisi de demeurer avec nous par solidarité et dont les maisons seront pillées et leurs personnes violentées, je vous prie d'user de votre

influence auprès du Roi et de l'État Belge pour que notre armée déchaînée arrête ses violences.

Le cardinal ne veut pas se résigner. Du côté politique, il prend discrètement contact avec le cabinet des Affaires étrangères et avec Carl Peeters, ambassadeur de Belgique à Kinshasa. De plus, le 30 octobre, l'épiscopat diffuse un communiqué de presse dans lequel l'épiscopat belge dit soutenir pleinement la récente déclaration de son homologue zaïrois. Le 22 octobre, les évêques zaïrois et le cardinal Etsou, successeur de Malula à la tête de l'archidiocèse de Kinshasa, ont appelé à chercher une solution aux problèmes de leur pays, afin que celui-ci s'engage sur une voie pacifique et démocratique qui garantisse la sécurité de la population.

Marche d'espoir

Le 11 décembre 1991, la Conférence nationale souveraine se remet au travail. Pour l'heure, sa principale mission consiste à choisir un président pour son «bureau provisoire». Les représentants du peuple optent pour l'archevêque de Kisangani et président de la conférence épiscopale, Laurent Monsengwo Pasinya. En acceptant ce mandat, celui-ci s'engage dans une fonction politique, qu'il va remplir avec succès: l'ami zaïrois de Danneels fait progresser les activités de la conférence, jusqu'à ce que le 19 janvier 1992, le premier ministre Nguza décide, à l'initiative de Mobutu, de supprimer celle-ci. Deux arguments sont avancés pour justifier cette décision: des problèmes financiers, mais aussi les critiques de la Conférence à l'encontre du régime. Pour la population, tout espoir de démocratisation semble désormais envolé. Jusqu'à ce que les organisations de laïcs et le clergé prennent l'initiative d'une «marche d'espoir» pour exiger la réouverture de la Conférence; à cette occasion,

les critiques contre la politique dictatoriale de Mobutu enflent à nouveau.

La marche pour la paix organisée le 16 février à Kinshasa est cette fois encore réprimée par l'armée et se termine dans un bain de sang, où plusieurs manifestants perdent la vie. La nouvelle choque Danneels. Quelques jours plus tard, il s'adresse à Monsengwo qui, le lendemain, donnera au nom du Bureau de la CNS une conférence de presse retentissante.

Cher ami, dans les circonstances actuelles douloureuses pour l'Église au Zaïre et le peuple Zaïrois, je tiens à vous assurer de mon soutien dans la tâche qui vous incombe. [...] Il est de tradition dans l'Église depuis les apôtres, que les Églises et leurs pasteurs se prennent en charge mutuellement. Par cette lettre je veux m'insérer dans cette sainte tradition.

Ce soutien touche l'archevêque de Kisangani et contribue à faire changer d'avis le cardinal Etsou, de Kinshasa, qui décide finalement d'apporter son aide. Le 28 février, Danneels apparaît au journal télévisé de 19 h 30 sur la RTBF, où il appelle les chrétiens belges à se montrer solidaires avec ceux de Kinshasa le 1^{er} mars. Le lendemain, le cardinal Etsou exprime aussi, après s'être longtemps tu, son soutien à la nouvelle marche pour la paix qui doit avoir lieu dans les rues de la capitale zaïroise le 1^{er} mars. Le 29 février 1992 toujours, Monsengwo s'entretient avec Mobutu et la télévision d'État annonce la réouverture de la Conférence nationale.

La Conférence redémarre avril 1992. Une fois le processus de démocratisation remis sur les rails, Monsengwo assume à nouveau un rôle central dans le débat politique zaïrois. Cela n'est toutefois pas tout à fait du goût de la secrétairerie d'État du Vatican. Au printemps 1992, Danneels apprend par diverses sources (dont un fax du cabinet des Affaires étrangères belge)

que Rome a, en, la personne du Français Jean-Louis Tauran, demandé à Monsengwo de renoncer à sa position. «Le Saint Siège va tenter de faire en sorte que Mgr Monsengwo se désengage peu à peu de son action politique, dans le souci de sauvegarder sa fonction d'évêque», dit ce document. Pour sa part, Danneels continue à le soutenir. En juin, les Danneels et Monsengwo ont un entretien et s'accordent à dire que ce dernier doit garder son poste. Après la visite d'État rendue par Mobutu au pape à la fin mai, Monsengwo se rend également à Rome pour expliquer sa position. Le Vatican se met à espérer qu'une fois la CNS arrivée à son terme, il retournera de lui-même à son siège épiscopal. La tension retombe.

Visite congolaise à Malines

Le soutien de Danneels à Monsengwo n'a pas échappé à la classe politique congolaise. À la fin septembre, une délégation du Parlement zaïrois arrive à Luxembourg: elle comprend Adolphe Kishwe, Lumuna Ndubu, Lumaya Eckwok, Bernard Muyumba Busandu et Zulu Kilo-Abi. Ces parlementaires sont évidemment venus dans le cadre de contacts politiques, mais souhaitent également rencontrer le cardinal, le 17 octobre 1992. L'un des sujets de conversation est l'attitude du Vatican par rapport au leader de la Conférence nationale.

La situation tarde à s'apaiser en raison d'une visite au Vatican effectuée par le ministre belge des Affaires étrangères, Willy Claes, en novembre. Après son audience avec le pape Jean-Paul II et les représentants de la secrétairerie d'État, en novembre, le futur secrétaire général de l'OTAN se laisse aller dans la presse à quelques déclarations insinuant que Rome souhaite que Monsengwo quitte la politique. Si ce n'est pas entièrement faux, c'est tout de même une gaucherie diplomatique, consistant à divulguer une information interne: tant Rome que Malines sont vivement indignés et le service de presse de l'archi-

diocèse fait promptement savoir qu'il se distancie de ces propos. Début décembre 1992, la Conférence nationale se dissout finalement elle-même. Cela se fait notamment sur l'impulsion de Monsengwo, qui souhaite que la CNS installe un nouveau gouvernement. Le Haut Conseil de la République est alors érigé en Parlement de transition. Le rôle crucial de Monsengwo dans ce processus est hautement apprécié en Belgique. Par le cardinal Danneels, évidemment, mais aussi dans les cercles politiques et académiques. En témoigne le doctorat honoris causa que Monsengwo reçoit de la KUL avec le soutien exprès du cardinal. Celui-ci prononce lui-même la *laudatio* académique du nouveau docteur, le 2 février 1993.

Dans la démocratie naissante du Zaïre, Mgr Monsengwo est l'un des principaux acteurs. Non pas comme celui qui se substitue au peuple, mais au contraire, comme celui qui renvoie les affaires de la cité aux citoyens, qui les incite à être les acteurs de leur histoire et les bâtisseurs de leur maison. Avec autant de fermeté que de non-violence il montre ainsi que le chemin de la tolérance et de la réconciliation, de la responsabilité et de la légalité est l'unique chemin possible pour avancer vers une société où la loi de la jungle serait remplacée par la justice, et si possible, par la miséricorde.

Dans les années qui suivent, les rapports de Danneels avec Monsengwo restent au beau fixe. Monsengwo se rend à nouveau en Belgique un mois après la séance académique, sur l'invitation de Danneels. Il y fait une rencontre marquante avec Willy Claes, ainsi qu'avec un roi Baudouin très affaibli. Ce dernier contact laisse à la cour une impression favorable de l'archevêque zaïrois. Cela entrera en jeu quatre mois plus tard, lors du décès du roi, puisque, contrairement à Mobutu, Monsengwo sera invité aux funérailles. Danneels lui-même continuera à

suivre de près et à soutenir la lutte de l'Église zaïroise pour la démocratisation du régime dans les années qui suivent, lorsque Monsengwo s'engagera en tant que leader du Haut Conseil de la République. L'une des formes de ce soutien durable sera la remise du prix de la paix de Pax Christi International, par les mains de Danneels, au Zaïrois José Mpundu E'Bootu, cofondateur du Groupe Amos, engagé dans la lutte contre la corruption.

Chapitre 19

L'ÉTHIQUE CATHOLIQUE SOUS LA PRESSION LIBÉRALE

Le 12 juillet 1999, le gouvernement fédéral belge Verhofstadt I arrive au pouvoir. Non seulement cela signe la fin de plusieurs décennies de présence démocrate-chrétienne à la tête du pays, mais la nouvelle coalition adopte un profil résolument libéral dans le domaine éthique. En soi, l'avènement du gouvernement arc-en-ciel ne modifie en rien l'attitude généralement formelle, voire distante, de Danneels vis-à-vis de la politique nationale. Son respect de la séparation des pouvoirs va être mis à l'épreuve, d'autant que le grand débat qui marque la législature de Guy Verhofstadt a pour thème l'euthanasie. Cette fois, avec Albert II sur le trône à Laeken, il ne se produira pas de crise constitutionnelle comme lors du vote de la loi sur l'avortement. La législation belge sur l'euthanasie sera adoptée le 28 mai 2002. Ses antécédents sont toutefois bien antérieurs à l'avènement du nouveau gouvernement.

Un réseau d'éthiciens

Le débat sur la légalisation de l'euthanasie s'étale sur toute la décennie 1990. Les universités catholiques belges, dont Danneels est le grand chancelier, y sont impliquées, en particulier par le biais des facultés de médecine des deux côtés de la frontière linguistique et des centres de bioéthique liés à celles-ci. Des centres qui, à la fin des années 1980 et dans les années 1990, collaborent de plus en plus étroitement. Le rôle, déjà com-

menté, de professeurs comme Édouard Boné et Paul Schotsmans dans l'International Study Group on Bioethics (ISGB) est un facteur important. Ce groupe entretient notamment d'excellents contacts avec le Kennedy Institute de la Georgetown University, dont le médecin Edmund Pellegrino est le fer de lance. L'initiative périlite toutefois au début des années 1990 lorsque le caractère libre et informel des réunions est mis en péril et que le cardinal Martini décide de se désengager. Les contacts au sein de la triade d'universités catholiques formée par Louvain-la-Neuve, Louvain et Georgetown ne cessent pas pour autant et Danneels continue de compter sur leur expertise en ce qui concerne les questions éthiques. Fin février 2002, un débat a lieu sur l'application d'*Ex corde ecclesiae* au sein du pouvoir organisateur de l'UCL, en présence de membres comme l'évêque André Léonard et l'ancien ministre chrétien-démocrate Joseph Michel. À cette occasion, Danneels dit présumer que les «exigences du document pontifical *Ex corde ecclesiae* ne sont pas applicables aux trois grandes universités catholiques dans le monde qui sont des universités à part entière: Georgetown, la KUL, et l'UCL. Elles sont catholiques, mais d'un autre type que toutes les universités catholiques qui sont plutôt des "collèges" avec seulement quelques facultés». Danneels n'a visiblement pas encore oublié la vision du prêtre-professeur Herman Servotte qui a dominé le discours sur le caractère catholique de l'université tout au long des années 1980 et 1990.

Parallèlement, la collaboration se renforce en dehors de l'ISGB entre éthiciens de Louvain-la-Neuve et de Louvain, cela, à l'initiative de la secrétaire d'État à la Santé publique, Wivina Demeester. Celle-ci a fondé en 1987 un Colloque national de réflexion scientifique. Parmi les résultats des discussions figure l'avis de la Commission d'éthique médicale de la KUL, recommandant d'éviter l'acharnement thérapeutique dans les situations désespérées. Très concrètement, l'expérience montre que cette problématique est la plus fréquente chez les patients

atteints d'un cancer incurable et ceux des départements de soins intensifs. C'est dans les cas où la poursuite d'un traitement médical est jugée inutile et insensée que la question de l'euthanasie se pose de la façon la plus aiguë.

La splendeur de la vérité

Dans les années 1990, la thématique de l'accompagnement des patients en fin de vie gagne en importance dans l'agenda des commissions éthiques. Au début 1994, le débat s'emballe en Belgique en raison de la politique de tolérance menée dans le domaine de l'euthanasie aux Pays-Bas. Un élément important vient exacerber les sensibilités dans le domaine de l'éthique catholique, à savoir la parution en octobre 1993 de l'encyclique *Veritatis splendor*, qui tient lieu de réponse officielle à la « crise de la réflexion en théologie morale ». Le document de Jean-Paul II traite surtout du rapport entre vérité et liberté humaine, mais prend aussi ouvertement ses distances vis-à-vis de l'avortement, de l'euthanasie, de la fécondation in vitro et de la recherche sur les cellules souches. Danneels a reçu l'encyclique dès septembre 1993 et assiste les 15 et 16 septembre à un consistoire de cardinaux à Rome, où Joseph Ratzinger expose la stratégie à appliquer pour obtenir une « réception positive » du texte. Il apparaît que cela ne sera pas évident.

Danneels se retrouve effectivement face à la mission délicate de transmettre un message désagréable à sa communauté ecclésiale, à l'intention de laquelle il élabore un commentaire prudent de l'encyclique. Dans ce cadre, le cardinal parle, non sans un certain sens de la diplomatie, d'une encyclique qui « n'est pas la plus belle ou la plus forte de l'histoire » et cherche surtout à en mettre en valeur les points positifs. Une fois encore, tout l'exercice consiste à ne pas tomber dans le pessimisme culturel, tant il est essentiel, à ses yeux, que la « foi des chrétiens soit neuve et offre une force de discernement particulière pour exer-

cer leur jugement dans le cadre de la culture dominante» et que «les règles morales ne dénigrent pas l'homme: elles sont la garantie de la convivialité humaine, de la vraie démocratie et de l'ordre social». Il importe avant tout, dit Danneels, «que *Veritatis splendor* finisse toujours par indiquer la voie de la miséricorde». Cette miséricorde deviendra pour Danneels un fil rouge dans son approche personnelle de la question de l'euthanasie.

Itinéraire d'une loi prévisible

Les 24 et 25 janvier 1994, les évêques se réunissent pour leur session annuelle à Bonheiden. L'enjeu de la rencontre est de taille: après celle-ci et après concertation entre les cardinaux Danneels et Ratzinger, ainsi qu'avec Caritas catholica et les éthiciens de Louvain-la-Neuve et de Louvain, le cardinal tient, le 31 janvier 1994, une conférence de presse à la rue Guimard, afin de présenter le point de vue des évêques belges sur l'euthanasie. Le message a été scrupuleusement préparé, avec à l'esprit la crise de l'avortement qui a eu lieu quatre ans plus tôt: on sait maintenant qu'un simple «non» ne suffira pas, qu'il faut offrir une alternative valable et exprimer clairement un soutien aux cercles ecclésiaux. Le cardinal est accompagné pour l'occasion de sœur Léontine (née Jozefa de Buysscher), qui anime depuis 1990 l'unité de soins palliatifs de l'hôpital Saint-Jean à Bruxelles. Le principe qui sous-tend le point de vue épiscopal est le même que pendant la crise de l'avortement: il s'agit du respect pour chaque personne et pour la vie de son commencement à son terme. Les évêques privilégient nettement l'option des soins palliatifs et s'insurgent contre un «mode de pensée technique» dans le domaine de la mort et de la souffrance. Le texte n'exprime toutefois pas uniquement le rejet; il cherche aussi à adopter un ton positif, fondé sur l'approche chrétienne du cardinal qui, en matière éthique, cherche toujours un terrain commun.

La législation sur l'euthanasie représente selon lui l'expression d'un humanisme devenu purement horizontal. Coupé de la transcendance, celui-ci ouvre la voie à une humanité qui a de plus en plus de mal à aborder la souffrance et qui, finalement, se tournera contre elle-même. Ce genre d'humanisme se déshumanise et devient indigne de son nom, alors que, pour Danneels, l'humanisme chrétien est à même de donner un sens authentique à la souffrance et à la mort. Cette lecture spécifiquement chrétienne est traduite dans le texte.

Elle [la mort] est l'ultime expérience de vie, qui nous force à tout abandonner et à renoncer à notre besoin de maîtriser les choses. Pourquoi pensons-nous aujourd'hui à l'euthanasie? Peut-être parce que nous perdons, même sur un plan philosophique, la signification humaine authentique de la mort. Nous cédon à la tentation de considérer la mort comme un problème technique que nous devons résoudre.

Le cardinal conseille d'éviter cette approche. Il souligne le simple fait que la pratique d'une euthanasie représente toujours la mise à mort consciente d'un être humain. Pour un chrétien, cet acte doit être confronté au sixième commandement du décalogue: «Tu ne tueras point». Comme dans le cas de l'avortement, l'acceptation de l'euthanasie constitue une régression de la civilisation. L'idée de l'être humain en tant qu'autre qui interpelle chacun de ses semblables, est centrale dans la pensée de Danneels; l'approche des libres penseurs est non seulement trop technique à ses yeux, elle pêche aussi par son étroitesse de vue, car elle néglige deux points. D'abord, le fait que l'homme ne possède pas la vie, mais la reçoit. En d'autres termes, elle est un don. Ensuite, en mettant l'accent sur le droit à l'autodétermination et à l'autonomie, leur vision nie le fait que l'homme n'est pas une île, mais qu'il vit toujours en connexion, avec des

parents, des enfants, des amis, des voisins... Un débat sur l'euthanasie aboutissant au solipsisme, dans lequel le «je» s'érige lui-même en norme suprême, est donc à exclure.

Danneels n'est pas le seul à avoir un avis sur le sujet. Des sénateurs comme le libéral Philippe Monfils, ou Eddy Boutmans, du parti vert Agalev, ont déjà présenté le leur sous le gouvernement Dehaene. Le Comité national de bioéthique belge se penche sur la question de l'euthanasie à partir de 1996, d'abord avec un avis concernant les patients en état d'exprimer leur volonté, ensuite ceux qui ne sont pas en état de le faire. Une fois enclenché, le mouvement ne peut plus être arrêté, malgré les réactions inquiètes d'une série de leaders démocrates-chrétiens. L'été 1998, Mia De Schamphelaere s'adresse encore au premier ministre Dehaene pour l'appeler à tenir compte de certaines considérations. Son plaidoyer, qui parvient aussi à Danneels, insiste sur le fait que «dans le cas de l'avortement, la fiction ou le refoulement éthique consiste à pouvoir prétendre qu'il ne s'agit pas de tuer des gens, mais bien de mettre fin à une vie humaine commençante. L'euthanasie touche en revanche de façon inéluctable, car visible, nos semblables». Danneels et De Schamphelaere se rejoignent dans la conviction que l'euthanasie affecte par ce biais la capacité de solidarité d'une population, et qu'il faut pour cette raison même s'y opposer.

Le débat connaît un faux départ en 1999, au début du mandat du gouvernement Verhofstadt I. La sénatrice libérale Jeannine Leduc lance alors une proposition très osée et controversée, qui fait tiquer même des philosophes moralistes libre-penseurs comme Etienne Vermeersch. Le thème est omniprésent: une pétition du «Groupe de travail Euthanasie» réunissant plus de 3000 signatures dont deux tiers de médecins prie le président de la Chambre, Herman De Croo, de mettre fin au débat. En décembre 1999, les évêques belges se prononcent une nouvelle fois contre l'euthanasie sous la pression de la Congrégation

pour la doctrine de la foi et diffusent une prière pour la vie, exhortant les croyants à se recueillir «pour le respect de toute vie, la vie à naître, la vie qui faiblit, la vie qui s'éteint. Que personne ne brise le roseau fragile».

L'inquiétude monte dans les milieux catholiques. Pendant les premiers mois de l'an 2000, Danneels reçoit des centaines de lettres préoccupées lui demandant de s'exprimer clairement contre la législation en passe d'être adoptée. Les pressions émanant de l'aile droite catholique sont notamment de plus en plus fortes. Son attitude reste inchangée: dans une réponse amicale mais ferme, il renvoie inlassablement aux déclarations successives de l'épiscopat belge. À la même période, le cardinal se fait informer en permanence sur l'avancement des choses. Fin janvier, il reçoit du professeur louvaniste Willy Geysen le point de vue de Caritas catholica à ce sujet. On y lit que «dans des cas extrêmement rares et complexes où les soins terminaux et palliatifs ne peuvent apporter le soulagement souhaité, lorsqu'une situation d'urgence se présente à la fois pour le patient et pour le médecin, la section flamande de Caritas respectera la décision en conscience du médecin de pratiquer une euthanasie, à condition qu'une série de conditions strictes soient remplies».

Danneels est également sollicité sous l'angle politique: le président du parti démocrate-chrétien flamand, Stefaan De Clerck, lui envoie pendant le même mois de janvier des propositions de loi sur le thème, ce qui donne l'occasion de voir que même au sein du parti chrétien, les avis divergent. Alors qu'une série de sénateurs penchent pour une position plutôt libérale, d'autres pensent que la légalisation de l'euthanasie est totalement inacceptable du point de vue moral. Cette dernière tendance comprend surtout Hugo Vandenberghe et, du côté francophone, Clotilde Nyssens, qui compile ses interviews et les envoie au cardinal. Herman Van Rompuy sollicite lui aussi un entretien avec Danneels sur les thèmes éthiques, au printemps 2001. Avec un brin d'autodérision, le futur président du Conseil

européen écrit: «Comme votre agenda est sans doute plus chargé que celui d'un député du peuple dans l'opposition, je vous laisse le choix de la date». Pour l'Église catholique, le débat ressemble à une cause perdue... même si, en cours de route, la radicalité originelle des propositions de loi sera atténuée et que Danneels pourra épingler comme point positif le fait que la loi, à présent inévitable, laisse une ouverture utile à la décision de conscience du médecin. En bref, cela revient à considérer l'euthanasie comme un droit du patient, mais pas comme un devoir du médecin. Le point est crucial à la fois pour les politiciens, pour le personnel soignant et pour la hiérarchie ecclésiastique dans la mesure où il laisse au secteur des soins catholique la liberté de mener sa propre politique et garantit le droit d'exprimer des opinions comme celle du cardinal.

Comme lors de la crise de l'avortement, le Vatican suit les développements belges de très près. En 2002, le cardinal reçoit encore une demande pressante d'information concernant l'un des avis éthiques de la Fédération des institutions hospitalières sur l'application de la sédation palliative, c'est-à-dire de l'arrêt du traitement avec administration de moyens sédatifs pour calmer la souffrance du patient, et de la suspension de la procédure de filtre palliatif en cas de demande répétée d'euthanasie. Cet avis prévoyant la possibilité de suivre en dernier recours la volonté du patient, Rome demande une justification. Les événements entourant le vote de la loi sur l'euthanasie montrent aussi que le besoin se fait à nouveau sentir, dans l'Église, d'un lieu où les professionnels de la recherche médicale, les chercheurs, les éthiciens et les dirigeants ecclésiastiques puissent discuter librement. Cela donne lieu en 2002 à la création de l'International Forum of Catholic Bioethicists (IFCB), qui marche sur les pas de l'ancien groupe animé par Martini. Cette fois encore, l'initiative est soutenue par ce dernier et notamment portée par Aldegondé Brenninkmeijer. Danneels soutient également le forum et assistera souvent en personne à ses réunions.

Lettre au formateur Verhofstadt

Le 28 mai 2003, un an jour pour jour après le vote de la loi sur l'euthanasie, le cardinal signe une lettre de deux pages. Son destinataire est Guy Verhofstadt, qui a été désigné par le roi Albert II comme formateur de ce qui deviendra son deuxième gouvernement. La lettre constitue un passionnant témoignage de l'époque, dans laquelle le cardinal s'exprime de façon positive à propos de l'un des derniers faits d'arme de Verhofstadt I: l'approbation d'un statut juridique pour une relation stable entre partenaires du même sexe, autrement dit le mariage homosexuel.

La situation complexe des homosexuels et des bisexuels s'impose au cardinal dans les années 1990, époque à laquelle il reçoit d'innombrables lettres d'homosexuels se plaignant de l'attitude de l'Église catholique romaine, qui leur attribue des tendances anormales et condamne les actes homosexuels. Danneels a été touché par les blessures que ce discours occasionnait. Il lit quelquefois de douloureux témoignages de prêtres défréqués ou de parents qui se battent avec leur foi quand il s'avère que l'un de leurs enfants n'est pas hétérosexuel. L'attitude du cardinal est toujours pastorale; ses lettres soulignent le fait que l'Église ne rejette personne en tant qu'humain et que les chrétiens n'ont jamais le droit d'exclure les autres. Sur la scène publique, il recommande de respecter nos semblables homosexuels, mais il fait une distinction entre la «forme de vie ordinaire» d'une part, la valeur et la pratique de couples du même sexe, de l'autre. Danneels ne tarde pas à recevoir une invitation de la Fédération des groupes de travail sur l'homosexualité, qui souhaite lui remettre le prix contre l'homophobie 1990.

Il décline l'invitation, mais ne coupe pas pour autant les ponts. Le 11 avril de l'année suivante, une délégation de la fédération se rend discrètement à Malines pour un entretien. Le cardinal étonne positivement les membres, en particulier parce

qu'il semble résolument opposé à toute discrimination entre êtres humains, y compris sur base de leur orientation sexuelle. Mieux encore, Danneels se déclare «en principe d'accord avec une loi qui interdit ces discriminations». Une telle loi sera finalement votée à la fin 2003 et le cardinal n'y verra pas d'objection, à une condition: il ne peut pas y avoir de confusion au sujet du terme de mariage. Il a déjà défendu ce principe dans les années 1990. Pour lui, le mariage possède un fondement biblique et il est d'ordre sacramentel. Il est exclusivement réservé à une relation monogame durable entre homme et femme. Cette attitude va lui valoir des critiques de deux côtés.

En juillet 1992, la Congrégation pour la doctrine de la foi adresse aux évêques nord-américains une lettre fustigeant le fait qu'ils encouragent la suppression d'une série de discriminations dans le domaine juridique. Dans certains cas, argumente le préfet Ratzinger, ce n'est «pas une discrimination injuste de tenir compte de l'orientation sexuelle». Cette vision de l'homosexualité – qui décrit la «tendance de la personne homosexuelle» comme une «inclinaison plus ou moins forte au mal moral intrinsèque» – a été défendue par Rome dès le milieu des années 1980. Bien que la doctrine chrétienne exclue la culpabilisation, c'est bien souvent l'effet que provoque le discours ecclésial, et le cardinal belge en est conscient. Après la conversation franche qu'ils ont eue quelques années plus tôt, la Fédération des groupes de travail sur l'homosexualité, qui a pris connaissance de la lettre romaine, demande à Danneels de se distancer publiquement de cette vision. Ce qu'il ne fait pas. D'autre part, l'attitude de Danneels est pesée et jugée trop légère à l'autre bout du spectre, par des politiciens d'extrême droite comme Alexandra Colen, qui lance une campagne de calomnie à son encontre et diffuse parmi les cardinaux des lettres déplorant le laxisme moral de leur collègue. Cette mandataire du Vlaams Blok voit les homosexuels comme une menace pour les religions monothéistes et n'hésite pas à parler de complot homosexuel contre

l'Église. Sans le dire, elle s'inspire d'une lettre de la Congrégation pour la doctrine de la foi de 1986, dans laquelle il est question de «propagande mensongère» de la part des organisations gays.

L'embryon humain sous la loupe

Bien qu'il reste en public très silencieux à propos de la question de l'homosexualité, le cardinal est devenu une voix très écoutée. Les médias le considèrent comme un intellectuel public et son habileté à expliquer calmement et en termes accessibles des points de vue éthiques parfois complexes et souvent peu populaires est unanimement appréciée. Danneels n'élude pas la discussion. En témoigne par exemple le débat qu'il engage fin novembre 2002 à Gand avec le philosophe moraliste libre-penseur Koen Raes sous l'intitulé: «Le cardinal et l'hérétique». C'est l'un de ces moments où Danneels expose de manière étonnamment personnelle sa vision chrétienne de l'homme et du monde en tant qu'alternative contemporaine et valable. Il est d'ailleurs de plus en plus attaché à la préservation de la position des intellectuels catholiques et de leur rôle social. Le livre d'entretiens que Peter Schmidt publie en 2002 sous le titre *Franc-parler* – entretiens du cardinal avec Jean-Luc Dehaene, Jef Maton, Gabriel Ringlet, Gerard Mortier, Louis Dupré et Jean-Jacques Cassiman – répond exactement à cette préoccupation.

L'entretien avec le généticien Cassiman est illustratif du contexte du début des années 2000, durant lesquelles la recherche génétique fait, après le clonage réussi du mouton Dolly quelques années auparavant, une percée décisive, suscitant des questions et des attentes neuves. Danneels s'y révèle toujours un évêque étonnamment ouvert à l'égard de la recherche scientifique, un cardinal qui laisse de la marge à la compétence académique et médicale. En même temps, les révolutions technologiques ne signifient pas pour lui que les ques-

tions éthiques doivent être contournées. La recherche génétique touche à la nature même de l'homme et fournit un terrain fertile au débat et à la polémique. Ce point est également évoqué dans sa lettre à Verhofstadt de 2003. Dans celle-ci, Danneels signale au formateur que tout être humain a droit au respect absolu de son intégrité depuis la conception jusqu'au décès et que le fait de «développer plus encore les soins palliatifs et de centrer la recherche scientifique sur les cellules souches adultes témoigne d'une attitude plus respectueuse de la dignité humaine que les récentes lois sur l'euthanasie et les expériences sur les embryons humains». Il traduit ainsi le point de vue qui a été mis au point dans la confidentialité par l'IFCB, où la question de la recherche sur les cellules souches est également abordée. Cette thématique, précisément, va agiter les esprits dans la dernière décennie de l'épiscopat de Danneels.

Après avis du Comité national de bioéthique, le Sénat belge accepte le 5 décembre 2002 une proposition de loi du libéral Philippe Monfils et du socialiste Philippe Mahoux, autorisant à effectuer des recherches sur les embryons surnuméraires. Le débat rejoint donc directement les discussions sur la fécondation in vitro qui ont eu lieu dans les années 1980. Le cardinal s'était alors déjà élevé en protecteur des recherches projetées à ce sujet par la KU Leuven et l'UCL. Dans l'intervalle, peu d'informations ont filtré à propos de ces recherches, en particulier dans la première de ces universités, en raison du silence médiatique imposé par le recteur Oosterlinck sur les affaires bioéthiques; une attitude qui rappelle celle de feu De Somer, même si, entre-temps, il est devenu de plus en plus difficile de garantir cette discrétion. On l'a bien vu à Louvain-la-Neuve, où l'attention du public a petit à petit été attirée: inspiré par le professeur Michel Dupuis, Marcel Crochet, recteur de l'UCL, a publié en janvier 2000 un communiqué de presse avec les directeurs des cliniques Saint-Luc et des cliniques universitaires de

Mont-Godinne. À la fin de celui-ci, les auteurs soulignaient le droit des médecins, y compris catholiques, à déterminer en toute conscience leur attitude vis-à-vis de l'euthanasie. Deux ans plus tard, en octobre 2002, c'est l'attitude face aux embryons et la recherche sur les cellules souches qui sont mises sous les projecteurs. D'abord parce du 19 au 20 octobre, Woluwe-Saint-Pierre accueille un congrès international de bioéthique intitulé *L'embryon à la carte?*, ensuite parce qu'une semaine avant l'ouverture de celui-ci, l'UCL a fait une déclaration publique dans laquelle l'université dit autoriser sous certaines conditions la recherche sur les cellules souches à partir d'embryons humains. Danneels, qui suit le débat avec intérêt, a été mis au courant à l'avance par le recteur en personne, qui lui a remis la déclaration le 8 octobre.

Ce moment-clef, en ce mois d'octobre, est d'autant plus délicat qu'à la même période, un débat sur le caractère catholique de l'UCL et sur le rôle du pouvoir organisateur est en cours. Un groupe de travail tente de déterminer la spécificité «catholique» de l'université à la lumière d'*Ex corde ecclesiae*, avec en toile de fond un conflit chronique entre l'évêque Mgr Léonard, membre du pouvoir organisateur, et le vice-recteur et prêtre Gabriel Ringlet, qui représentent deux extrêmes idéologiques. Le cardinal s'inquiète pour la position d'une université qui a des relations de plus en plus tendues avec le préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique, Zénon Grocholewski.

Docteur honoris causa de la Georgetown University

La méfiance du cardinal Grocholewski n'empêche pas Danneels d'être apprécié pour ses opinions de l'autre côté de l'Atlantique. La façon dont il a assuré depuis les années 1980 le patronage de la recherche scientifique et dont il favorise aujourd'hui encore le débat entre médecins catholiques et éthiciens avec un mélange de loyauté pour le magistère ecclésial et d'attention

pour les valeurs humanistes catholiques a été remarquée par la direction de la Georgetown University. Au début mars 2003, le cardinal est l'invité d'honneur lors de l'inauguration de la *John Collins Harvey Lectureship in Health Care Ethics*. Le 3 mars, John G. DeGioia, recteur de Georgetown, lui remet un doctorat honorifique pour ses efforts en faveur de la convergence entre sciences, éthique et foi. Danneels est loué par John Collins Harvey pour son approche de l'éthique chrétienne.

À cette occasion, Danneels s'exprime de façon quelque peu solennelle: «Il semblerait qu'il n'y aura rien d'autre, dans les années à venir, que des tourments – on dirait bien que les scientifiques et les chercheurs catholiques, en particulier, auront bien des craintes à avoir». Ces paroles, prononcées devant un public de 250 personnes à Washington DC, vont se révéler prophétiques puisque qu'au retour de Danneels en Belgique, les problèmes de l'UCL s'aggravent. Danneels déploie tous ses efforts pour maintenir le dialogue entre Louvain-la-Neuve et Rome et assiste encore, en février 2004, à une réunion avec le recteur Crochet, différents éthiciens et médecins de l'UCL ainsi que les évêques belges. Peu après, en avril 2004, Grocholewski émet des réserves concernant la nomination du nouveau recteur, l'orientaliste Bernard Coulie, sur la base, précisément, de questions bioéthiques. L'évêque de Namur, Léonard, jette de l'huile sur le feu alors que la situation est déjà critique: il charge un de ses anciens doctorants de mener en secret une enquête sur les pratiques bioéthiques à l'UCL. Plus tard, l'auteur de cette enquête, Philippe Caspar, intente un procès à l'évêque au tribunal de Namur, si bien qu'au début septembre 2006, l'affaire est largement commentée dans des journaux francophones comme *La Libre Belgique*.

Tension entre la parole et les actes ?

À l'automne 2006, tant le recteur Coulie – « nous existons par et pour le C de l'UCL » – que Danneels sont scandalisés par la démarche de Léonard. Les raisons de leur irritation sont triples. D'abord, ils jugent inconvenant qu'un membre siégeant du pouvoir organisateur, qui a le loisir d'aborder le thème en toute ouverture, choisisse des chemins détournés. Ensuite, l'activisme de Léonard interfère dans les projets du recteur de fusionner l'UCL avec les Facultés universitaires catholiques de Mons (FUCAM), les Facultés universitaires Notre-Dame-de-la-Paix de Namur (FUNDP) et les Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles (FUSL). Cet ambitieux projet, qui n'aboutira pas, a suscité un débat interne sur la raison d'être du pouvoir organisateur, dès lors que ces institutions ne possèdent ou ne souhaitent pas une telle structure. Danneels soutient ce projet, reste soigneusement sur ses réserves, mais rien ne peut apaiser la tension entre Rome et l'UCL, et, par la suite la KU Leuven.

Le ton ne cesse de monter à partir de l'été 2003. À la fin août, Danneels s'entretient à Rome avec l'archevêque Giuseppe Pittau, secrétaire de la Congrégation pour l'éducation catholique, de la recherche belge sur les cellules souches issues d'embryons obtenus par la fécondation in vitro. Son interlocuteur veut savoir si, dans le cadre de la quête scientifique de réponses aux affections génétiques, les deux universités pratiquent la fécondation in vitro et, le cas échéant, si les embryons surnuméraires sont congelés et utilisés pour la recherche sur les cellules souches. Cette question repose sur un soupçon du Vatican, selon lequel il y aurait un *dissensus* entre le label catholique des universités de Louvain-la-Neuve et de Louvain et leurs actes. En clair : l'UCL et la KU Leuven respectent-elles dans leur pratique de recherche les directives de *Donum vitae* et d'*Evangelium vitae* ? En effet, le cardinal Ratzinger a dès le consistoire de 1991

radicalement rejeté le principe de la recherche sur les cellules souches, considérées comme émanation d'une «culture de mort».

Le même refus est formulé en 2002 durant un exposé pour la FIUC, dans lequel Jean-Paul II proclame son point de vue sur la science: «Les centres universitaires qui ne respectent pas les lois ecclésiastiques et l'enseignement du magistère, notamment en matière de bioéthique, ne peuvent pas se prévaloir du caractère d'université catholique». Pittau attire l'attention du cardinal sur ce point. Dans un premier temps, rien ne se passe. Puis, le 19 septembre 2004, une interview parue dans le quotidien italien *Il Giornale* met le feu aux poudres. Le professeur louvaniste Philippe Koninckx y commente les pourparlers de 1987, concernant la déclaration du recteur De Somer de 1985 sur la liberté de se tromper, et le fait que les universités catholiques belges n'ont mis aucun frein à leurs recherches. Selon lui, Rome n'a plus donné de directives claires depuis 1987.

On ne voit pas les choses du même œil dans les bureaux de la Piazza Pio XII. Là, le préfet de la Congrégation pour l'éducation catholique exprime, à la Saint-Valentin 2005, son inquiétude dans une lettre adressée au grand chancelier des deux universités catholiques belges. Danneels s'acquitte-t-il bien de la tâche qui lui incombe? L'article 5.2 d'*Ex corde ecclesiae* stipule en effet que l'évêque a non seulement le droit, mais aussi le devoir de veiller sur le caractère catholique des institutions qui lui ont été confiées. Le cardinal belge est prié de présenter dans les trois mois un rapport sur la pratique biomédicale dans les hôpitaux liés aux universités: Saint-Luc, Mont-Godinne, Gasthuisberg et Pellenberg. Ces trois mois vont toutefois être marqués par l'élection de deux nouveaux recteurs et... d'un nouveau pape.

Il faut attendre le 7 juillet 2005, deux mois après l'élection du pape Benoît XVI, pour que Danneels se rende à Rome en vue de deux entretiens importants, dont un avec le Canadien

John Michael Miller, successeur de Pittau comme secrétaire de la Congrégation pour l'éducation catholique. Peu auparavant, le cardinal a été reçu en audience chez le nouveau souverain pontife. Les deux entretiens ont le même but: discuter de la situation belge. Un sujet délicat dans un contexte dominé par l'idée que les universitaires belges ne sont pas sensibles aux arguments d'autorité, pire, qu'ils y sont allergiques. Le cardinal souligne la position forte de l'enseignement catholique dans son pays et l'importance des universités comme enseignes dans un contexte mondial et pluraliste. Il n'en fait pas un mystère: l'université a besoin de l'Église, mais l'Église universelle a également grand besoin de ces deux universités «complètes» pour explorer les problèmes auxquelles l'humanité est confrontée. La réciprocité et la position unique de «ses» universités conduisent Danneels à plaider pour un aménagement d'*Ex corde ecclesiae* et pour le respect nécessaire des déclarations de mission des deux institutions.

La vision d'ensemble de l'inspiration chrétienne

Deux décennies après les pourparlers qui avaient réuni à Rome le cardinal et une série de recteurs, l'histoire semble se répéter. Il faut cette fois encore éviter que des sanctions soient prises contre l'UCL et la KU Leuven et, pour cela, Danneels pense que la solution réside dans une conversation entre Rome et les recteurs. Le 8 février 2006, deux mois après qu'un colloque sur la bioéthique ait eu lieu à Rhode-Saint-Genèse, il part donc pour Rome avec les deux recteurs, Bernard Coulie et Marc Vervenne.

Le cardinal Grochowski, qui souhaite des informations concernant la recherche sur les cellules souches, n'apprend à vrai dire que ceci: effectivement, sous des conditions et avec des limitations éthiques précises, on pratique bien la fécondation in vitro en Belgique. La question de la recherche sur des cellules

souches embryonnaires reste obscure, même si les recteurs signalent l'ancrage éthique catholique de leurs actes médicaux. Coulie et Vervenne ont été briefés par les responsables des centres éthiques du sud et du nord du pays. Ils expliquent à Grocholewski que leurs universités s'inscrivent dans le système de valeurs chrétiennes. L'important dans ce cadre est de favoriser ce qui est humainement le plus souhaitable dans un esprit évangélique, mais aussi avec le sens des réalités. Inspirés par le philosophe Paul Ricœur, les Belges expliquent que dans la pratique concrète et vu les limites de l'homme, il faut souvent se contenter de faire ce qui est «le plus humain possible». Cette attitude part de l'expérience pastorale et s'enracine dans un humanisme qui a pour contexte au sens large, ou *Gesamtgestalt*, la tradition judéo-chrétienne.

Ce premier entretien est pénible pour le cardinal, qui prend les coups à la place de ses recteurs et s'entend dire qu'aux yeux du Vatican, la Belgique est devenue «terre de mission». De façon laconique, les recteurs déclarent qu'étant donné le système légal belge, Rome ne peut à aucune condition toucher à l'épithète «catholique». L'atmosphère est froide, mais la réunion revêt une grande importance dans la mesure où elle permet de maintenir le contact et de poser les bases d'une future table ronde qui aura lieu dans la ville éternelle, sans les préfets de Congrégations, mais avec des experts désignés par eux. Les experts romains devront discuter avec une délégation de spécialistes de Louvain-la-Neuve et de Leuven. L'événement demande à être préparé: à la mi-mars, Danneels se concerta avec Paul Schotsmans, Herman Nys et Martin Hiele (président de la Commission d'éthique de la KUL). Dans les mois qui suivent, d'autres rencontres permettent à Danneels de s'entretenir avec des médecins sur l'euthanasie, les soins et les technologies de procréation. Le cardinal assiste une fois encore à une séance de l'International Forum for Catholic Bioethicists. Pendant ce temps, la presse s'est emparée de l'affaire: du côté francophone, en septembre,

la fuite concernant le rapport Léonard a alimenté les spéculations; du côté néerlandophone, le recteur a, le même mois, ouvert l'année académique par un discours mettant définitivement fin au silence médiatique officieux d'Oosterlinck, dans lequel il s'est montré critique face au carcan imposé par Rome dans le domaine des questions éthiques. Les intérêts du patient, déclare le recteur, passent avant les exigences du Vatican.

Un espoir de solution

Au printemps 2007, les préparatifs de la table ronde débutent dans un climat agité à l'intérieur comme à l'extérieur des deux universités. Le cardinal entretient des contacts avec Coulie et Vervenne, mais aussi avec le staff médical des deux institutions. Une réunion a encore lieu à la fin mai avec le conseil des médecins du Gasthuisberg. Le 4 juin 2007, alors que Danneels fête ses 74 ans, une large délégation arrive près de la place Saint-Pierre. Pour la partie francophone, elle comprend Jean-François Denef, pro-recteur aux affaires médicales, le doyen de philosophie de l'UCL Michel Dupuis et le gynécologue Jacques Donnez. Du côté flamand, elle réunit le vice-recteur pour les sciences biomédicales Mark Waer, et les professeurs Martin Hiele et Thomas D'Hooghe, chef du département de médecine reproductive de la KU Leuven.

La table ronde donne l'occasion de mettre en lumière la recherche et son encadrement éthique. Les conversations, qui se déroulent à un niveau scientifique élevé, mettent deux éléments en évidence. Premièrement, quel que soit le respect dû à la vie avant la naissance, une distinction entre un embryon et un bébé arrivé à maturité est nécessaire pour pouvoir dialoguer sur des bases réalistes. Deuxièmement, les représentants romains comprennent que des recherches sont effectivement menées sur les cellules souches d'embryons surnuméraires, mais que la communauté de recherche voit cela comme un problème de

nature temporaire. Dans le contexte académique international, on espère en effet pouvoir à terme reprogrammer des cellules humaines pour qu'elles présentent les mêmes qualités de flexibilité que les cellules souches embryonnaires. La table ronde débouche donc sur un dialogue provisoirement inachevé. Quelques mois plus tard, le vice-recteur Mark Waer annonce que la matière du conflit avec Rome disparaîtra d'elle-même à terme grâce aux récentes découvertes de la recherche sur les cellules souches des universités de Kyoto (Japon) et du Wisconsin (États-Unis).

Danneels apprend la nouvelle avec soulagement. Il s'exprime avec enthousiasme sur plusieurs forums à propos des avancées scientifiques. Son fil conducteur dans les rapports tendus avec Rome reste le message qu'il a transmis à Georgetown: la distinction entre possibilités techniques et mission éthique. Il considère comme un «non-sens de croire que la religion doit s'adapter à la science et que l'éthique doit se développer avec la technologie. L'éthique porte sur la façon dont nous devons vivre et agir. La technologie explore de nouvelles voies pour faire de nouvelles choses». Le magistère peut et doit assumer ses responsabilités afin de prévenir le mal. En même temps, le cardinal estime que trop freiner n'est pas toujours sage. La preuve en est qu'à présent, les scientifiques et le magistère se réconcilient grâce à la recherche scientifique. Fin 2007, Rome et Danneels partagent le même enthousiasme. Le Vatican déclare par la bouche d'Elio Sgreccia, président de l'Académie pontificale pour la vie, que l'Église ne s'est jamais opposée à la finalité d'une telle recherche, mais bien à ses moyens. La recherche sur des maladies dégénératives comme Parkinson ne peut en fin de compte qu'être applaudie.

Hugo Claus et les sermons malinois

L'adoption d'une législation belge en matière d'euthanasie ne met pas fin aux débats. Danneels y est une nouvelle fois confronté par le biais de la décision de l'écrivain belge Hugo Claus, qui souffre depuis quelques années de la maladie d'Alzheimer. Claus n'a plus rien de commun avec l'esprit aiguisé que Danneels a un jour rencontré en Provence dans la maison du peintre Jan Vanriet, un ami commun qui réalisera plus tard le portrait du cardinal. Au-delà des différences de vies et de caractères, Danneels apprécie l'œuvre de Claus. Il n'a peut-être pas lu le *Chagrin des Belges* jusqu'à la fin, mais les *Poèmes d'Oostakker* occupent une place de choix dans la liste de ses œuvres préférées. Le printemps 2008 va voir leurs deux noms associés, ou plutôt opposés.

Inspiré par l'ouvrage de John Bailey sur l'écrivaine Iris Murdoch, atteinte de démence, Claus choisit de mettre prématurément fin à ses jours; il décède à l'hôpital anversoïis du Middelheim après avoir reçu une injection mortelle. Étant donné la notoriété de l'écrivain et la mise en scène de l'adieu, mais aussi l'actualité de la thématique de l'euthanasie, les funérailles et l'événement en général sont largement commentés dans les journaux, à la radio et à la télévision. Des connaisseurs de Claus comme Paul Claes parlent de «grand-messe» de la libre pensée.

L'attention soutenue des médias et la mort volontaire n'inspirent pas que la sympathie. Dans les cercles catholiques, on fait mention d'un lavage de cerveau médiatique et les réactions de personnalités ne se font pas attendre. Frère René Stockman demande en public le respect pour une approche chrétienne de la fin de vie. La façon dont le monde journalistique semble réduire la problématique à une question d'autodétermination choque également le cardinal. Danneels veut faire entendre un autre son de cloche, mais il n'a pas recours aux médias. Partant de l'idée que celui qui conduit une Église a le droit de défendre

devant sa propre communauté une vision spécifiquement chrétienne, il choisit d'aborder le thème de la souffrance lors de la veillée pascalle du 22 mars. Comme dans les années 1990, il dénonce le problème d'une société moderne qui ne veut apparemment plus rien avoir à faire avec la mort et la souffrance. Danneels affirme qu'après avoir supprimé tous les tabous possibles, l'homme moderne en a lui-même créé un. Dans un humanisme qui devient exclusif, la souffrance humaine doit devenir une absurdité et l'idée que la mort puisse avoir un sens a été balayée par la disparition de la transcendance. Cela ne cadre pas avec l'humanisme du cardinal, qui intègre dans son homélie les phrases suivantes.

En quittant ainsi la vie, on ne répond pas au problème de la souffrance et de la mort. On décrit un arc autour d'elle et on la contourne. Contourner l'obstacle n'est pas un acte héroïque, une chose qui mérite de faire la une des journaux. [...]

La noblesse humaine, et a fortiori l'héroïsme, doivent être cherchés ailleurs. Chez ceux, si nombreux, qui accompagnent leurs semblables dans la souffrance jusqu'à la fin. Et chez ceux qui, quand le jour est venu, remettent avec reconnaissance leur vie au Créateur, dont ils savent qu'il est aussi un père miséricordieux.

Le message de Danneels n'est pas neuf; ce qui l'est en revanche, c'est le contexte dans lequel il le fait passer. Même s'il ne mentionne pas nommément Claus, le message est très vite capté en dehors de la cathédrale Saint-Rombaut. Le philosophe moraliste gantois Etienne Vermeersch exprime son indignation et lorsque, le samedi 29 mars 2008, une cérémonie d'adieu est organisée pour Claus au théâtre du Bourla à Anvers, dirigée par un des amis du romancier, Piet Piryns, un vibrant hommage est rendu à l'un des principaux écrivains flamands. Des acteurs

comme Jan Declair, Josse de Pauw et Gilda De Bal lisent des fragments de son œuvre riche, des amis comme Cees Nooteboom et Erwin Mortier esquissent son portrait.

Pendant la cérémonie, l'écrivain Mortier tire à boulets rouges non seulement sur le message de Danneels, mais aussi sur l'homme lui-même, en présence d'artistes appréciés par le cardinal, comme Pierre Alechinsky, Walter Van den Broeck et Harry Mulisch, ou encore de l'ancien premier ministre, Guy Verhofstadt. Mortier voit une triste ironie dans le fait que :

l'homme qui nous a décrits comme des êtres qui ne pourront jamais se civiliser entièrement, reçoive encore des leçons à titre posthume de gens pour lesquels il a toujours eu un salutaire manque de respect: les princes de toutes sortes, les princes de l'Église notamment, [...] le genre de personnes qui ont cherché à l'humilier dès ses plus jeunes années. Simplement parce que le choix de sa fin de vie n'est pas le leur, ils ressortent de l'ombre et crachent leur venin. Célébrer sa propre supériorité morale sur le corps d'un défunt aimé n'est pas un acte héroïque. Honte à vous, monsieur le cardinal.

Bien que Danneels se réfugie dans le silence après cette virulente attaque, la querelle ressurgit moins d'un an plus tard, cette fois à Malines, où débutent à l'été 2008 les préparatifs du festival *Stadsvisioenen*. Dans le cadre de ce dernier, la ville, le centre pour la littérature Behoud de Begeerte et l'archidiocèse mettent au point un programme littéraire commun qui prévoit cinq «sermons», le premier étant programmé pour le 30 avril 2009. Chacun doit avoir lieu dans une église différente. En concertation avec les organisateurs, Luc Coorevits, de Behoud de Begeerte, a demandé à quelques auteurs s'ils étaient intéressés. L'un d'eux était Erwin Mortier, à qui l'on a proposé d'exposer l'importance de la connaissance de la Bible pour comprendre les œuvres d'art

historiques qui puisent dans cette tradition narrative. En juillet 2008, Mortier fait amicalement savoir qu'il n'est pas intéressé; il n'y a donc pas encore lieu de s'inquiéter. Jusqu'à ce qu'au début août, une concertation ait lieu à Malines entre le vicaire général Etienne Van Billoen (au nom du diocèse), le porte-parole du cardinal et l'archiviste du diocèse. Pendant cette conversation, les participants se déclarent peu enthousiastes à l'idée de programmer l'écrivain étant donné ses récentes déclarations. Cela se passe à l'insu de Danneels, qui se trouve à l'étranger.

Cependant, des échos de la réunion parviennent à la rédaction du quotidien *De Morgen*. Le 12 mars 2009, le journal diffuse la nouvelle selon laquelle le cardinal applique la censure et fait obstacle à la participation d'Erwin Mortier. Bien que ce ne soit pas exact, la nouvelle est immédiatement reprise par d'autres journaux et sites internet, qui interrogent aussi bien Mortier que le porte-parole du cardinal. Le lendemain, certains parlent d'une «guerre de religion entre Mortier et Danneels». Ironiquement, même Kerknet, site internet de l'Église flamande, relaie cette information. L'effet boule de neige déclenché par *De Morgen* est désormais irrépressible. En réaction à cette présumée censure, des auteurs comme Connie Palmen, Gerrit Komrij et Josse De Pauw renoncent à leur participation. L'impasse est totale. En tout hâte, on tente avec le bourgmestre de Malines, Bart Somers, de mettre une alternative sur pied, mais le programme finit par tomber à l'eau; du côté de Mortier, on entend dire que «cela illustre bien le fait qu'en contredisant des puissants, on remarque tôt ou tard qu'ils n'apprécient pas». Du côté de Danneels, il n'y avait pourtant aucune intention de court-circuiter le droit à la parole d'autrui. Et le cardinal lui-même? Il se réfugie dans le silence.

DES PRÊTRES QUI FONT SCANDALE

Dans les dernières années de son épiscopat, Danneels se retrouve dans une position ambiguë. Alors qu'il gagne en prestige grâce à ses talents de communicateur et à l'aura de sagesse que lui prêtent les médias, ses points de vue sur des questions morales comme l'avortement et l'euthanasie suscitent des critiques croissantes. L'incident lié aux écrivains Claus et Mortier en est une illustration pénible. De plus, les oppositions ne viennent pas seulement de l'extérieur de l'Église, mais aussi de l'intérieur: la médiatisation dont Danneels fait généreusement usage est utilisée par d'autres également, si bien que certains dossiers délicats sont désormais déballés sur la scène publique.

En 1992, un Groupe de travail pour les droits de l'homme dans l'Église a été créé à la suite de l'affaire Devillé. Patronné par l'abbé Devillé lui-même, ce groupe est activement engagé dans l'accompagnement des victimes de prétendu abus de pouvoir au sein de l'Église. Ce groupe, qui se réunit d'abord à Anvers dans les locaux de Pax Christi, entretient avec l'archevêque des relations assez froides. Cette distance n'est pas seulement due à la nature de ses activités. Elle s'explique aussi par la personnalité de ses deux chefs de file, Rik Devillé et Norbert Bethune, un ex-prêtre de Flandre-Occidentale, qui rappellent au cardinal des souvenirs désagréables. De plus, les deux premières années de travail du groupe débouchent sur la publication du nouveau livre de Devillé, intitulé *De katholieke ziekte* (La maladie catholique). Le sous-titre choisi par l'auteur, «Un diagnostic», incite Danneels à une initiative qu'il n'a jamais prise

jusque-là, à savoir une lettre ouverte adressée à un de ses prêtres, publiée le 2 septembre 1992 dans l'hebdomadaire de l'Église catholique de Flandre, *Kerk en Leven*.

Cher Rik, tu m'écris que tu fais paraître un nouveau livre, *La maladie catholique*. J'apprends par ailleurs que tu le présentes à la presse mardi prochain. Je ne connais pas l'ouvrage et je ne peux donc pas en juger. Mais le sous-titre me laisse supposer qu'il va traiter d'une soi-disant pathologie de l'Église. Je le regrette. Les critiques véhémentes de la *Dernière dictature* nous ont blessés, moi-même ainsi qu'un grand nombre de tes collègues et de fidèles, et les plaies n'ont pas encore entièrement cicatrisé. On ne guérit pas avec des remèdes agressifs dans l'Église.

Même si Danneels est manifestement contrarié, comme deux ans auparavant, il laisse à Devillé le bénéfice du doute. Il ajoute cependant qu'à son sens, «toutes les réformes authentiques partent dans l'Église d'un esprit d'humilité, d'indulgence, de prière et de pénitence», et que «tous les autres réformateurs se sont perdus dans l'amertume et la vanité». Cela ne dissuade pas Devillé et le groupe de travail de persévérer entre 1994 et 2001 et de lancer des «journées du souvenir pour les survivants» – entendez: les personnes qui ont été blessées par l'Église – auxquelles ils convient à chaque fois les évêques.

L'affaire Dutroux

L'été 1996, la Belgique subit une onde de choc qui va entraîner un profond changement de mentalité en ce qui concerne la façon d'envisager les abus sexuels. Le 7 août, deux fillettes, Sabine Dardenne et Laetitia Delhez, sont retrouvées enfermées dans l'une des maisons de Marc Dutroux. L'enquête révèle qu'auparavant, ce dernier a abusé de quatre autres jeunes filles,

les Flamandes An Marchal et Eefje Lambrecks et les Wallonnes Julie Lejeune et Melissa Russo, avant de les assassiner. Le pays est bouleversé. Le monde politique ne sait trop comment réagir, la population éprouve quant à elle un sentiment de dégoût. Le 20 octobre, ces émotions se canalisent en une «marche blanche», réunissant plus de 300 000 personnes dans les rues de Bruxelles. Un mouvement blanc voit le jour et diverses initiatives symboliques sont prises pour rendre hommage aux victimes. Sous l'impulsion du père jésuite Luc Versteylen, on aménage un Witte Kinderbos, bois planté sur le terre-plein central de l'auto-route E19 entre Vilvorde et Malines en hommage aux enfants disparus, avec un nombre d'arbres égal à celui des participants de la marche. Le jour de la manifestation, le premier ministre Jean-Luc Dehaene reçoit les parents des enfants assassinés et le roi Albert II organise une table ronde sur le thème des abus et des meurtres d'enfants.

Et le cardinal? Il apprend la nouvelle à son retour du petit village français d'Ars, un haut lieu de foi où a autrefois vécu Jean-Marie Vianney, le célèbre «curé d'Ars». L'affaire Dutroux incite à se demander comment une société a pu être à ce point aveugle. Danneels est conscient qu'après une telle tragédie, l'Église ne peut manquer de prendre le problème des abus d'enfants à bras le corps. L'archevêque ayant placé le sujet à l'agenda de la conférence épiscopale, un point de contact officiel est créé pour les victimes. Fin 2010, alors qu'une commission parlementaire enquête sur les abus sexuels, le cardinal revient sur le sujet et fait le lien avec l'affaire Dutroux.

Dans le cadre de l'enquête Dutroux, les autorités judiciaires ont lancé des appels pour que des témoins se fassent connaître. C'est ainsi qu'un certain nombre d'abus d'enfants ont été révélés, y compris des abus dans le cadre de relations pastorales. Et c'est dans ce contexte que j'ai été invité par le programme de la VRT «Terzake». Au

cours de l'émission en direct du 4 septembre 1996, on m'a montré quelques reportages d'abus tragiques. Cependant, le plus bouleversant pour moi a été les interventions directes de la part de téléspectateurs qui relataient des récits de leur jeunesse. Dans mes réactions, j'ai proposé trois axes. Tout d'abord, au nom de l'Église, j'ai demandé pardon pour la souffrance que prêtres et responsables pastoraux ont causée à leurs victimes. J'ai indiqué que l'abus dans le cadre d'une relation pastorale confidentielle était encore plus grave, non seulement parce que l'Église propose un modèle moral très élevé, mais aussi parce que cela revient à une « trahison spirituelle de la part d'un croyant ». Ensuite j'ai clairement déclaré que les coupables devaient être sanctionnés et que la justice devait faire son œuvre. Enfin, je me suis engagé à examiner comment une initiative ecclésiale pouvait être mise en chantier afin que les victimes puissent s'y adresser plus facilement et de manière à procéder à une gestion structurée de la problématique de l'abus. C'est ainsi que j'ai lancé l'idée d'un point de contact. Cela aiderait les victimes à dépasser le seuil de leur propre crainte.

L'intervention de Danneels montre clairement que l'affaire Dutroux a été pour l'Église belge un moment charnière. À la Noël 1996, le cardinal a consacré son message traditionnel à ce drame et la brochure *Ces gens vêtus de robes blanches, qui sont-ils? La marche blanche. Et maintenant?* a ému beaucoup de monde. Danneels a su traduire sur le juste ton les émotions, incertitudes et soucis ressentis par les gens depuis août. Pour lui, le problème essentiel du moment n'est pas le budget, l'emploi, la sécurité sociale ou le traité de Maastricht. Ce dont l'homme actuel a besoin, c'est de transparence, de vérité et de justice.

L'expression de l'émotion est une étape nécessaire, mais elle ne suffit pas. Il faut ensuite pouvoir réfléchir calmement, puis

passer à l'action. Danneels prône une réforme en profondeur des institutions ainsi qu'un consensus moral qui indique une voie pour l'avenir plutôt qu'une fixation sur le passé. Une telle réforme ne peut aller que dans une direction, à savoir un travail conjoint de conscientisation. Le mal fait par Dutroux n'a laissé personne indifférent et le cardinal s'exprime en termes forts sur le viol d'enfants.

L'être sans défense est brutalisé, la candeur mystifiée, l'agneau massacré. Le viol d'enfant transforme ce qui devrait être beau en horreur. Et cela ne se peut pas. Nous devons tenir les enfants au-dessus de la fange du marais. [...] Mais ce n'est pas la première fois que le cri d'enfants innocents a été entendu. L'Eglise nous le rappellera en ce temps de Noël. A peine Jésus était-il né qu'«une voix dans Rama s'est fait entendre, pleur et longue plainte: c'est Rachel pleurant ses enfants; elle ne veut pas qu'on la console, car ils ne sont plus» (Mt 2,18).

Le message ne se termine pas de façon désespérée, mais il exprime l'espoir de voir naître au milieu de tant d'inhumanité une nouvelle humanité. Pendant ce temps, le point de contact prend progressivement forme. L'évêque de Gand Arthur Luys-terman, responsable du projet au sein de la conférence épiscopale, se charge des travaux préparatoires. En juillet 1997, un point de contact bilingue pour les abus dans l'Église voit effectivement le jour. Il emploie deux dames à qui l'on peut s'adresser par écrit ou par téléphone les mercredis et vendredis soir.

La même année, la problématique s'impose à Danneels, lorsque son évêque auxiliaire pour la pastorale bruxelloise francophone est mis en cause dans le cadre de l'affaire André Vander Lyn. Il s'agit d'un prêtre de l'archidiocèse de Malines-Bruxelles, âgé de 64 ans, accusé de viols sur mineurs – des faits qui se sont produits à partir de 1968. Interrogé par la justice, l'intéressé a

affirmé qu'il avait à plusieurs reprises fait part de son problème à ses supérieurs. La justice s'adresse donc à l'archidiocèse. Bien que la gestion quotidienne en soit confiée à Paul Lanneau en tant qu'évêque auxiliaire, c'est Danneels qui en est responsable en qualité d'archevêque. Le cardinal n'est ni soupçonné, ni accusé, ni même cité comme témoin. Il n'est d'ailleurs pas obligé de répondre à l'invitation du tribunal à exposer sa vision des faits, mais il décide de le faire tout de même. Cette décision éveille l'intérêt des médias: le *Standaard* du 31 décembre 1997 montre en première page le siège où Danneels prendra place ce jour-là au palais de justice de Bruxelles et, à son arrivée dans l'imposant bâtiment, le cardinal doit affronter une haie serrée d'appareils photos et de caméras avant d'être conduit jusqu'à une bibliothèque poussiéreuse où il attendra le début de la séance.

Le juge interroge en premier lieu Danneels sur sa vision de la pédophilie. La réponse est claire: le cardinal explique qu'il s'agit en soi d'un crime grave, mais qu'il est deux fois plus grave quand il est commis par un prêtre. Non seulement un prêtre nuit à autrui, mais en même temps, il pèche vis-à-vis de Dieu. À la deuxième question, qui sonde la disponibilité de l'Église à prévoir un dédommagement en cas d'abus, Danneels s'en tient à son habituel respect de la séparation des pouvoirs et répond que l'Église fera ce que la justice exige d'elle. Sur le fond, la question du juge portait sur la définition du rapport entre un évêque et ses prêtres. Celle-ci est loin d'être simple: les prêtres sont nommés et ordonnés par un évêque, puis chargés d'une mission spécifique, avec ses responsabilités propres. Pour Danneels, ce rapport ne tombe pas sous la catégorie «employeur-employé». Car s'il en était ainsi, l'évêque pourrait être tenu responsable de tous les (mé)faits possibles de tous les prêtres, alors que les délits ne relèvent évidemment pas de leur mission.

La sentence prononcée à l'issue de l'affaire est importante: lors du Jeudi saint de 1998, le tribunal correctionnel de Bruxelles condamne Danneels et son évêque auxiliaire à verser un demi-

million de francs belges de dédommagement aux victimes de Vander Lyn alors que le juge ne les considère pas comme coupables des faits. Contrairement au point de vue qu'il a exprimé, le cardinal est donc tenu civilement responsable du comportement de ses prêtres. Il fait appel de la décision, avec le soutien explicite d'organisations de laïcs belges comme le Conseil pastoral interdiocésain et le Conseil général pour l'apostolat des laïcs. La sentence est alors corrigée et la Cour d'appel juge finalement que ni Danneels ni Lanneau ne sont civilement responsables. Seul Vander Lyn est déclaré responsable de ses actes et condamné à une peine de prison effective.

La commission Halsberghe

Avec l'arrêt Vander Lyn, deux faits s'imposent à la justice, aux médias et à l'Église belge: les prêtres doivent assumer l'entière responsabilité de leurs actes et le cardinal est tout disposé à laisser la justice faire son travail. Cela dessine l'horizon d'un moment nettement plus affligeant qui aura lieu deux ans plus tard. Le mardi 25 janvier 2000, Danneels a accepté de recevoir quelques victimes d'abus sexuels à la demande de Rik Devillé, qui leur a fixé rendez-vous. Cependant, son accord initial se change en consternation quand il apprend qu'une vingtaine de personnes l'attendent. Il craint que le dialogue ne tourne au lynchage. Il décide néanmoins de rencontrer le groupe, avec lequel la conversation s'avère très difficile. Confronté à des récits très divers dont la majorité n'ont pas eu pour cadre son diocèse, le cardinal évite les déclarations généralisantes et, à l'issue de l'entrevue, ces gens qui souhaitaient être reconnus en tant que victimes repartent avec l'impression d'avoir été peu entendus.

En dépit de la maladresse d'un Danneels devant les victimes, la politique de l'Église évolue. Cela se vérifie au lancement, un mois après la rencontre malinoise, d'une Commission pour le traitement des plaintes pour abus sexuels dans une relation

pastorale, créée à l'initiative de la conférence épiscopale. S'inspirant d'initiatives analogues dans d'autres pays, Danneels a lui-même insisté sur l'installation de cette commission et a vu son projet approuvé à l'assemblée de la conférence épiscopale du 4 novembre 1999. Une fois encore, Luysterman est la cheville ouvrière de l'initiative, et celui qui en informe le ministre de la Justice, le libéral Marc Verwilghen. Verwilghen, qui a présidé la commission d'enquête parlementaire Dutroux, y accorde son soutien. Pendant huit ans, l'ex-magistrate Godelieve Halsberghe va diriger le groupe, composé de six membres pour le traitement des dossiers flamands et de six pour les dossiers francophones. Au cours de ces années de présidence, une trentaine de cas d'abus sexuels seront soumis à la commission.

Mais des tensions surgissent. Selon l'épiscopat belge, Halsberghe travaille de manière trop individuelle, sans grande concertation. Quand elle s'avère davantage l'avocate des victimes face aux dirigeants ecclésiastiques que la présidente neutre de la commission, sa position est mise à mal. Et lorsqu'elle lance des propositions de dédommagement – à ses yeux un règlement équitable pour les victimes – ses relations avec Danneels et les autres évêques se crispent plus encore. Ceux-ci ne sont, à l'époque, pas prêts à des règlements financiers. Halsberghe perd progressivement de sa crédibilité à leurs yeux et finit par remettre sa démission à la fin 2008. Son successeur, le professeur Peter Adriaenssens, pédopsychiatre de l'université de Louvain, n'entrera en fonction qu'après le départ à la retraite de Danneels en 2010. Il réussira par son approche à restaurer la confiance des évêques.

Les affaires Borremans

En soi, l'épisode délicat de la commission Halsberghe n'apprend pas encore grand-chose de l'attitude de Danneels vis-à-vis des abus sexuels commis par des prêtres. C'est surtout dans la

dernière décennie de son épiscopat que de tels dossiers parviennent sur son bureau. Là encore, dans la majorité des cas, il n'est pas autorisé par le droit canon à prendre des mesures disciplinaires. Cela provoque parfois l'incompréhension et la frustration des personnes concernées, qui croient qu'en tant que cardinal-archevêque, Danneels dirige effectivement l'Église de Belgique. En réalité, le cardinal n'a de juridiction ni sur les prêtres des autres diocèses ni sur les membres des ordres religieux; il renvoie donc à l'évêque ou au supérieur religieux responsable. Dans les cas qui relèvent de sa compétence, la sentence du procès Vander Lyn détermine la marche à suivre. L'exemple le plus connu est celui de Robert Borremans, un prêtre bruxellois francophone qui a dirigé les chœurs pendant la messe de mariage du prince Philippe et de la princesse Mathilde, le 4 décembre 1999.

Borremans est à l'époque du mariage princier vicaire de la cathédrale de Bruxelles. En raison de cette apparition publique, l'instruction dont il fait l'objet s'est ébruitée dans les journaux deux jours après l'événement. Dans *Le Soir*, le journaliste Marc Metdepenningen titre «L'abbé sous enquête fait chanter les rois et les reines». Très embarrassé, Danneels le décharge en janvier 2000 de ses tâches pastorales et le fait rayer de la liste de salaires du ministère. Borremans, de son côté, entame un long parcours juridique, fait de plusieurs jugements et procédures. Pendant toute cette période, l'attitude du cardinal est strictement formelle: il refuse de confier à Borremans des tâches pastorales ou des fonctions publiques tant que l'enquête et les procédures légales sont en cours.

Même nom de famille, autre histoire. Le 26 janvier 1999, un homme de 31 ans se présente au palais archiépiscopal de Malines, où il a rendez-vous avec son évêque. Rudy Borremans a été ordonné prêtre un an et demi plus tôt; depuis, il est curé à Tirlemont. Le rendez-vous en question fait suite à des frictions

intervenues entre Borremans et l'évêque auxiliaire Jan De Bie, qui a également parlé aux parents du jeune prêtre. Le cardinal reprend à présent le dossier. D'un point de vue catholique, l'affaire est hautement sensible, car Borremans entretient une relation homosexuelle et partage le même toit que son compagnon, ce qui choque à la fois ses parents, qui ont du mal à accepter son orientation sexuelle, et plusieurs fidèles. Le message de Danneels est limpide: la situation ne peut pas durer. Il propose à Borremans quelques solutions possibles (parmi lesquelles, quitter formellement et publiquement son compagnon), que celui-ci ressent toutes comme des sanctions et refuse d'appliquer. Il est donc sommé de quitter sa paroisse le même mois, ce qu'il ne fait qu'en juin, après des semaines de remue-ménage médiatique.

Borremans reçoit du Fonds de solidarité de l'archidiocèse l'assurance que son salaire sera augmenté de 10 000 francs belges, ce qui lui permettra de payer le loyer de son nouveau logement – un appartement. Danneels comme Borremans font donc montre de bonne volonté. Pour apaiser le public, un communiqué est envoyé à la presse le 19 juin 1999: Borremans confirme qu'il respectera sa promesse de célibat et cela, conformément au contenu objectif que l'Église lui donne. Cela signifie qu'il n'entreprendra rien dans sa relation avec son compagnon qui soit en contradiction avec celle-ci. Il quitte la cure de Notre-Dame-au-Lac à Tirlemont et se retire pour un long moment de la sphère publique.

Le communiqué de presse indique que Borremans pourra bénéficier d'une nomination pastorale dans l'avenir et qu'il a été convenu que le silence médiatique serait dorénavant absolu. Le compromis arrive juste à temps car entre-temps Borremans a fait l'objet d'une procédure chez le juge de paix. La fabrique d'église de Tirlemont exigeait qu'il quitte le presbytère. Le Rudy Steuncomité Tienen (Comité de soutien de Tirlemont à Rudy, RST) a appelé en concertation avec différentes organi-

sations homosexuelles à une marche pour l'égalité des droits, à Malines. Malgré le «règlement» du conflit, celle-ci a réuni 300 personnes environ. Et l'affaire ne s'arrête pas là: après l'été, Danneels apprend la parution d'un ouvrage, *De deugd hypocrisie* (La vertu de l'hypocrisie). En publiant un récit biographique dans lequel il remet publiquement en cause le célibat obligatoire, son auteur, Rudy Borremans, viole l'accord du 19 juin. Ces motifs conduisent le cardinal à des mesures sévères: dans un décret canonique du 9 octobre 1999, il annonce que la nomination de Borremans prendra fin le 30 octobre. Le jeune prêtre est relevé de toute charge pastorale et privé de l'autorisation d'administrer les sacrements. Trois jours plus tard, l'archidio-cèse prie le ministère de la Justice de suspendre le salaire de Borremans, qui se retrouve alors au chômage. C'est du jamais vu de la part du cardinal. Les réactions sont rapides: le 14 octobre, trois prêtres bien connus – le père montfortain Phil Bosmans, le jésuite Luc Versteylen et Guy Mennen – déclarent sur la chaîne radio nationale leur volonté de servir de médiateurs entre les parties. Le trio reçoit aussitôt le soutien de la faculté de droit canonique de la KU Leuven, où l'on souligne l'importance du canon 1733, qui invoque la nécessité d'une concertation pour éviter que des différends ne soient réglés par décret ecclésiastique. La suspension reste toutefois d'application et la proposition de médiation de Versteylen est rejetée.

Louez donc un prêtre

L'affaire Rudy Borremans va connaître d'autres rebondissements. En 2001, le prêtre rebelle blesse Danneels en associant son nom à l'organisation Rent-a-Priest, qui propose, contre rémunération, les services sacramentels de prêtres. Cette initiative est également soutenue par les ex-prêtres Norbert Bethune et André Brems, mais la notoriété médiatique de Borremans fait de lui son symbole. Pour Danneels, il s'agit d'une initiative très

problématique, sinon d'une escroquerie, puisque les sacrements accordés le sont hors de la communion de l'Église catholique et qu'il est impensable pour lui de mêler ordre sacramentel et ordre économique. Il se voit à nouveau contraint de réagir: le lundi 9 avril 2001, il transmet le dossier Borremans au tribunal ecclésiastique de l'archidiocèse.

Tout en laissant entendre qu'il espère trouver une solution, Danneels envoie une lettre recommandée à Borremans pour lui demander de ne pas se présenter à la messe chrismale à la cathédrale Saint-Rombaut, le lundi soir. Il est de coutume qu'entre le dimanche des rameaux et le jeudi saint, l'évêque consacre le saint chrême et l'huile destinée à l'onction des malades, et les distribue à ses prêtres. Tous sont invités, sauf Borremans. Mais celui-ci vient quand même. Il se mêle à l'assistance et, au moment de la consécration, revêt une étole et prononce avec ses confrères les paroles rituelles. La presse filme la scène. Une fois encore, Danneels est touché sur le terrain qui lui est le plus cher, celui de la liturgie. Toutefois, Borremans va progressivement changer son fusil d'épaule, entre autres parce qu'il souhaite rétablir la relation avec son évêque: fin août 2001, il prend à la demande de Danneels ses distances par rapport à Rent-a-Priest et accepte finalement les conditions du cardinal. En septembre 2002, le cardinal annule la suspension et le conseil épiscopal décide que Borremans travaillera comme aumônier en maison de retraite

Quand Église et politique se croisent

Enfin, Danneels est également confronté à des tensions qui n'ont rien à voir avec le célibat ou la morale sexuelle, mais bien avec le flamingantisme déclaré dans un diocèse qui comprend à la fois des francophones et des néerlandophones. En tant qu'archevêque, il s'efforce de préserver l'unité d'un diocèse plurilingue, soumis aux tensions communautaires qui ont abouti

à l'échelle nationale à des réformes de l'État successives et à la distanciation progressive des deux grandes communautés linguistiques. Danneels est en outre continuellement la proie des attaques d'Alexandra Colen. Députée du parti d'extrême droite Vlaams Blok, Colen fulmine contre le déclin moral qu'elle estime déceler dans un manuel de religion pour les écoles catholiques flamandes, *Roeach*. Dans celui-ci, la sexualité est selon elle abordée de manière trop explicite, avec des textes et des dessins blâmables. Le 15 octobre 1997, elle organise une manifestation à Malines, mais n'est pas autorisée à entrer dans le palais archiépiscopal. Le scénario se répète le 10 décembre. Frustrée, Colen frappe en vain à la porte de la nonciature à Bruxelles et, en dernier recours, poursuit ses actions au niveau international, transmettant ses griefs à une série de cardinaux, de manière à discréditer Danneels. Suite à l'incident, le quotidien *De Standaard* écrit en février 1998 que tout cette affaire a renforcé à Rome l'impression selon laquelle la Belgique était soumise à un «gouvernement ecclésial faible».

Si l'expérience de Danneels avec la flamingante Colen tourne surtout autour des questions de morale, le débat concernant Jos Verstraeten, un franciscain curé de la paroisse Saint-Paul à Vossem et de la paroisse Saint-Pierre dans la commune à facilité de Wezembeek-Oppeem, est d'ordre communautaire. Dans l'archidiocèse, des rumeurs négatives courent à propos du flamingantisme déclaré de Verstraeten et de l'agitation qu'il crée dans la périphérie flamande complexe qui entoure Bruxelles. L'homme refuse par exemple de célébrer une messe hebdomadaire en français. Certains l'accusent même d'utiliser la prédication à des fins politiques. Pour faire cesser la controverse, l'archevêque le retire de la paroisse de Wezembeek-Oppeem au début 2002, provoquant ainsi le mécontentement de l'intéressé et de diverses organisations néerlandophones. À tel point qu'un comité «Jos Blijft» est fondé et qu'une manifestation est organisée sur le parvis de la cathédrale de Bruxelles pendant que

Danneels y célèbre une messe à l'occasion de ses 25 ans d'épiscopat... Le cardinal invite Verstraeten pour un entretien le jeudi suivant, 23 janvier 2003. Le prêtre en sort satisfait, bien qu'il eût préféré avoir cette conversation avant sa mutation. Pour le reste, cet incident n'aura aucun effet sur la politique linguistique adoptée dans l'archidiocèse bilingue de Danneels.

La série de controverses douloureuses et parfois tragiques à laquelle Danneels est confronté laisseront des traces. Elles sont énergivores, ne fût-ce que parce qu'elles exigent une bonne stratégie de communication. Ces dossiers sont du pain bénit pour les médias en ces temps de sécularisation... Chacun d'eux éveille aussi la méfiance de Rome, d'autant que certains catholiques n'hésitent pas à s'adresser directement au pape et à la curie romaine pour se plaindre dans le dos du cardinal de la «faiblesse» de son comportement. Danneels l'apprend dans les bureaux des dicastères romains et il n'est pas rare que des membres de la curie se fondent sur de tels bruits ou sur des articles de presse pour lui demander des explications.

Le cardinal n'a jamais nié que l'on trouve beaucoup de mal au sein-même de l'Église. Dans les années 2000, on l'entend dire à plusieurs reprises que la «fonction d'évêque est source de bien des misères». Dans ces moments difficiles, il cherche la consolation dans sa propre tradition spirituelle et médite sur les paroles de sainte Catherine de Sienne: «L'Église est devenue toute pâle». La prière lui est nécessaire, écrit encore Danneels en 2004, car «ceux qui prient pour l'Église et le pardon des péchés et du mal qu'elle a commis sont pour elle des thérapeutes, des médecins et des infirmiers qui veillent sur son hygiène et sa santé».

Chapitre 21

CHEF D'ORCHESTRE DE GRANDS MOMENTS DE FÊTE

La succession de dossiers épineux dans la seconde moitié de l'épiscopat de Danneels et son implication moindre dans les faits et gestes du gouvernement central de l'Église l'incitent dans ces mêmes décennies à se replier sur son rôle de pasteur de sa propre communauté chrétienne. Ce n'est pas du luxe pour un archevêque à une époque où la foi devient une affaire de plus en plus privée et où le nombre de prêtres de l'archidio-cèse diminue dramatiquement. Lorsque Danneels est arrivé en 1980, son diocèse comptait encore 1533 prêtres. Au milieu des années 1990, ils ne sont déjà plus que 1062, et lors de ses adieux en tant qu'archevêque, il n'en restera que 600. De plus, ce corps sacerdotal vieillit rapidement et, à partir de la fin des années 1990, il n'y a plus que deux nouvelles ordinations par an. Le contraste par rapport aux années de séminaire de Danneels est énorme. Ce recul entraîne un affaiblissement sensible de l'élan pastoral. Pour le cardinal, les quinze dernières années de son mandat seront davantage qu'auparavant une période de ressourcement spirituel, pendant laquelle il va ménager du temps aux retraites et à la prière. La vie de prière ne pouvant toutefois pas se limiter à la sphère privée, le cardinal répond au besoin d'une présence visible de l'Église en Belgique, à l'importance d'un témoignage public des croyants sur leur cheminement dans la foi. À partir du milieu des années 1990, il crée des occasions en ce sens.

Le Père Damien et Monseigneur Gaillot

Du 13 au 15 mai 1994, Jean-Paul II aurait dû venir en Belgique à l'occasion de la béatification de Jozef De Veuster, alias le Père Damien. Une chute dans sa salle de bains deux semaines plus tôt est venue contrecarrer ce projet, si bien que les préparatifs de la visite papale sont interrompus: à Louvain, Jean-Paul II devait prier sur la tombe du Père Damien et visiter la maison provincial des Pères de Picpus, la congrégation religieuse de ce dernier. La béatification proprement dite devait avoir lieu dans le village natal de Damien, Tremelo, le 15 mai. Même si le pape s'excusera largement à l'occasion de sa visite, plus tard, en 1995, c'est sur Danneels que retombe le poids de la déception, à Tremelo et ailleurs. Les choses ne s'améliorent pas lorsque l'on apprend dans le courant de 1995 que le pape ne s'arrêtera qu'à Bruxelles.

Lors de la préparation de la visite, le cardinal doit faire face à une autre réalité, à savoir que la figure de Jean-Paul II a subi en dix ans une perte considérable de respect parmi les catholiques belges. Le centralisme romain, les points de vue moraux souvent impopulaires et l'impossibilité de renouveler la conception du ministère – la lettre apostolique *Ordinatio sacerdotalis* du 22 mai 1994 a mis fin à tout débat sur l'accès des femmes à la prêtrise et déclenché une tempête de protestations parmi les organisations laïques belges – ont fait que dès 1994, la nouvelle de la visite pontificale a été accueillie de façon assez mitigée. Une fois de plus, Rik Devillé s'est signalé par deux lettres ouvertes intitulées «Lettres du ciel», adressées au pape sous le pseudonyme de Damiaan de Veuster. Le curé de Buizingen demandait au souverain pontife ce qu'au nom du ciel, il venait encore chercher en Belgique. Il opposait aussi la figure de Damien à l'establishment ecclésial, qui voulait à présent l'embrasser mais l'avait jadis rejeté: «L'Église de mon temps m'a reproché [dit le Père Damien] d'être un incorrigible fauteur des

troubles, un égoïste parce que j'insistais pour que l'argent que les gens me donnaient soit réellement réservé aux lépreux». Cette représentation de Damien comme révolutionnaire a de nouveau été brandie le 29 avril 1994, pendant une séance consacrée à la visite papale organisée par le collectif d'artistes Mon œil, où des personnalités comme Northbert Bethune et Jan Hoet ont pris la parole.

Au sud du pays, les critiques augmentent de façon exponentielle quand, en janvier 1995, le Vatican démet Jacques Gaillot, l'évêque progressiste d'Évreux, en Normandie, en raison de ses prises de position innovantes sur l'homosexualité et de ses critiques envers l'approche de cette question par la hiérarchie de l'Église. Au moment où ce conflit éclate, Danneels prêche une retraite pour les évêques de France dans le diocèse de Strasbourg. L'Église catholique francophone de Belgique suit l'affaire de très près. Depuis son siège de la rue Guimard, à Bruxelles, le Conseil général pour l'apostolat des laïcs (CGAL) lance une campagne alliant réunions et pétitions. C'est dans le diocèse de Namur que les catholiques progressistes sont les plus nombreux à se rallier à l'association française «Évreux sans frontières». Cette adhésion a un effet direct sur la boîte aux lettres du Wollemarkt, où Danneels reçoit dans les premiers mois de 1995 des centaines de lettres lui demandant de se prononcer contre cette injustice de la part de Rome. Chacun des expéditeurs reçoit en échange une lettre type exprimant le souhait d'un dialogue ultérieur, mais signalant aussi que la «conférence épiscopale belge n'a pas à prendre position sur les problèmes internes à l'Église de France ni sur les relations de cette Église sœur avec le Vatican».

Pourtant, la réaction formelle de Danneels dissimule une implication dont il ne veut pas faire état publiquement. En coulisses, il œuvre à une solution, qu'il éclaire lors d'une conversation avec quelques représentants du CGAL le 16 mars 1995. Cette organisation laïque a fondé l'année précédente la com-

mission Sur le parvis, qui s'intéresse en particulier à ceux qui sont exclus par l'Église, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'institution. Sous l'impulsion de l'affaire Gaillot, un autre groupe d'action, nommé Pour un autre visage de l'Église et de la société (PAVES) est également fondé. La thématique de l'exclusion est éminemment actuelle. Bien que Danneels en soit conscient, son regard sur l'affaire Gaillot est en partie déterminé par sa connaissance de la cuisine interne. Il y a longtemps que l'évêque de Lille, Jean Vilnet, l'informe sur la position difficile de Gaillot au sein de la conférence épiscopale française, sujet qu'ils ont encore abordé lors d'une audience chez Jean-Paul II le 23 février 1995. Le 6 mars, Danneels évoque encore la question avec les évêques belges francophones qui doivent faire face aux contestations dans leurs diocèses. Pour le cardinal, l'affaire Gaillot à un double visage: il applaudit le message évangélique et l'attention pour les exclus qui caractérisent les actions de l'évêque d'Évreux, mais au cours de son entretien avec le CGAL, il commente aussi «l'autre moitié»:

Ce sont les propos de Gaillot sur l'avortement et sur l'homosexualité qui posent problème, non pas qu'il ait prôné ouvertement l'un ou l'autre mais qu'il n'ait pas pris l'attitude de l'Église. On ne pouvait le démettre sur ses paroles concernant le célibat des prêtres ni sur la contraception. Il ne fut pas non plus condamné sur des problèmes de foi, mais bien sur ces problèmes de morale. Je ne suis ni pour lui ni contre lui. Donc je me suis tu.

La visite pontificale de 1995 se déroule donc dans une ambiance morose, en net contraste avec celle qui a eu lieu dix ans auparavant. En outre, la nature de la visite est différente: si en 1985, il s'agissait d'une visite d'État, cette fois il s'agit avant tout d'une rencontre pastorale, de courte durée. Les préparatifs ne sont donc pas de même nature. Comble de malchance, les deux

journées de visite se déroulent sous une pluie battante. Danneels salue cordialement le pape Jean-Paul II le samedi 3 juin, à son arrivée à l'aéroport de Melsbroek. L'archevêque y est accompagné du couple royal et de la reine Fabiola. Le jour du 62^e anniversaire de Danneels, le lendemain, le pape ajoute Damien à la liste des bienheureux en présence de la famille royale et de «seulement» 30 000 fidèles. Parmi eux se trouve Mère Teresa, religieuse albanaise qui sera elle-même béatifiée en 2003 en raison du travail accompli en Inde et dont les recommandations ont, à la demande de Danneels, favorisé le processus de béatification de Damien. Dans son homélie, le pape fait référence au roi Baudouin, dont il visite (à l'improviste) la tombe après la cérémonie pour y prier en compagnie de la reine Fabiola et du cardinal Danneels.

Malgré l'accueil peu enthousiaste, la béatification du Père Damien représente un sommet dans la carrière de Danneels. Il s'oppose à ce que l'on réduise l'homme à un révolutionnaire ou à un héros. Pour le cardinal, il était bien plus que cela: «Il était évidemment un héros, mais je ne prie pas les héros». Cette vision était déjà clairement exprimée dans la brochure pascalle de l'année précédente, qui a malheureusement paru avant l'annulation de la visite papale. Dans cette lettre pastorale, Danneels profite de la béatification pour dresser le portrait de Damien en insistant sur son parcours, mais aussi sur son intériorité. À la fin du texte, il rapproche les deux aspects: «La dernière étape de Damien consiste à croire que c'est possible: devenir saint, peu importe le tempérament dont on est doté».

Une année jubilaire

L'année 1994 voit paraître, outre la brochure de Danneels sur Damien, la lettre apostolique *Tertio millennio adveniente*, dans laquelle Jean-Paul II déclare l'an 2000 année jubilaire. Le Saint Père veut offrir à la chrétienté une année festive, afin de célébrer

la venue du Christ, 2000 ans auparavant. Au cours de cette année, on demandera aussi pardon pour les péchés commis dans l'Église, y compris ceux des religieux et des dirigeants ecclésiastiques.

Danneels doit donc préparer une année jubilaire dans un pays où l'Église, comme dans tout le vieux continent, occupe une place de plus en plus marginale. Prenant le problème à bras-le-corps, il charge en tant que président de la conférence épiscopale trois professeurs du Grand Séminaire de Bruges d'écrire, chacun séparément, un livre sur un des thèmes proposés par Rome en vue de l'année du jubilé. C'est ainsi qu'est publié en vue de l'année du Fils (1997) le livre *Wie is die Jezus?* de Kristiaan Depoortere, édité en français la même année sous le titre *Qui es-tu, Jésus?* Pendant l'année du Père (1998) Marc Steen fait paraître *Abba, Vader*. Enfin, pendant l'année de l'Esprit (1999), *De kracht van God*, de la main d'Eric Vanden Berghe, président du Grand Séminaire, rejoint les rayons des librairies.

Toujours en vue de l'année du millénaire, le cardinal se met lui-même à écrire, d'abord en qualité de président de la conférence épiscopale. En septembre 1999, il publie avec les autres évêques belges une déclaration intitulée *L'année jubilaire 2000*. Les auteurs y expliquent le sens du logo de l'année (une croix avec en son centre cinq colombes, symboles des cinq continents, et un texte tiré de la Lettre aux hébreux («Le Christ hier, aujourd'hui, à jamais»)) et, surtout, abordent le thème de la personne de Jésus-Christ et de sa signification pour les croyants d'aujourd'hui. Partant de quelques réflexions sur le thème de la réconciliation, ils approfondissent l'idée de rencontre avec le Christ vivant et la mission de tous les croyants, consistant à témoigner avec courage, humilité, sincérité et entrain.

À l'approche de l'année du jubilé, Danneels s'adresse également au grand public en qualité d'archevêque, en abordant dans ses brochures de Noël successives les thèmes préparatoires de l'année. En 1997, il en publie une sur le Saint-Esprit. Un an

plus tard, sa brochure est consacrée au Père et, à la Noël 1999, à la veille du changement de millénaire, il clôt le cycle avec un *Passeport pour un nouveau millénaire*. Ce texte s'apparente à la brochure sur Damien: Danneels y insiste fortement sur le rôle public de l'Église dans le monde et son engagement en faveur d'autrui. Mais cet engagement reste vide s'il ne reçoit pas de fondations profondes dans la prière. Le cardinal écrit donc que l'Église ne peut être résumée à une simple institution caritative: «Or, un Centre public d'action sociale (CPAS), on a de l'estime pour lui, on ne l'aime».

Cette analyse fait partie d'un état de l'union plus large présenté par Danneels au sujet d'une Église évoluant dans une Europe sécularisée et post-communiste, à des années-lumière de l'Église populaire dans laquelle il a grandi à Kanegem. Le cardinal n'hésite pas à nommer les problèmes contemporains: individualisme, diminution du nombre de prêtres et athéisme rampant, presque évident. Face à cela, l'Église est en proie à une lassitude missionnaire. Danneels plaide pour une Église qui retrouve à travers son engagement intérieur et spirituel, un nouveau feu: «une étincelle dans un champ de chaume». La vertu d'espérance joue un rôle central dans un «passeport» qui se termine par l'image suivante.

Oui, çà et là, des plantes vénéneuses poussent dans notre jardin en cette fin de siècle. Mais il nous offre aussi bien des nourritures comestibles et succulentes. À nous de sarcler et de jardiner. «Les temps sont mauvais», disaient les pessimistes au temps d'Augustin. Il répondait: «Nous sommes les temps».

La brochure pascale de l'an 2000 constitue le point d'orgue de la série et relie les trois thèmes centraux préalables à l'année du jubilé. Dans *Trois à table*, Danneels commente la Trinité et l'eucharistie. Il aborde aussi la spiritualité d'Élisabeth de la Trinité,

une carmélite française du XIX^e siècle dont la sobriété et la vie de prière parlent tant au cardinal qu'à sa compagne spirituelle Iny Driessen. Le lien entre Trinité et eucharistie est une fois encore traduit en des termes vibrants lors d'une célébration eucharistique avec l'épiscopat belge le 18 juin 2000, dimanche de la Trinité, et, le dimanche 7 janvier, le cardinal clôture l'année jubilaire par une autre célébration eucharistique à la cathédrale de Bruxelles, suivie le lendemain d'une conférence de presse. Sa satisfaction à propos d'une année ponctuée de conférences, de rencontres, de publications, de prières et de célébrations l'encourage à organiser d'autres événements publics centrés sur la prière et le témoignage chrétien.

Bruxelles-Toussaint

Dans la foulée de l'année jubilaire, cinq archevêques européens prennent l'initiative d'organiser un congrès d'évangélisation dans leurs métropoles respectives. Danneels – qui est en fin de compte l'archevêque de la capitale de l'Europe – est conquis et se dit aussitôt prêt à participer. Comme il est, malgré tout, un peu hésitant, il choisit d'observer d'abord comment cela se passe ailleurs. C'est le cardinal autrichien Christoph Schönborn qui inaugure en 2003 la série à Vienne. L'année qui suit, Jean-Marie Lustiger, fidèle ami de Danneels, organise le congrès parisien. Vient ensuite Lisbonne, en 2005, avec le cardinal José da Cruz Policarpo en tant que cheville ouvrière. La capitale de l'Europe est l'avant-dernière de la série. En 2007, enfin, le cardinal Péter Erdö fermera la marche à Budapest.

Le congrès ecclésial bruxellois est baptisé Bruxelles-Toussaint, en référence à la période à laquelle il se tient: du 28 octobre au 5 novembre 2006. Il est placé sous le signe du slogan «Venez et voyez», déployé sous forme de banderoles dans toutes les églises bruxelloises, qui doit refléter l'attitude accueillante de l'Église à l'égard du monde bigarré d'aujourd'hui. Depuis long-

temps déjà, Danneels est conscient de cette pluriformité. Il sait aussi que Bruxelles est, en tant que capitale belge et européenne, un terrain en friche qui réclame beaucoup d'attention et où on est à la recherche de nouvelles manières de croire, tournées vers le futur. Le slogan de l'initiative est expliqué dans le journal *Brussel Deze Week*.

L'une des raisons qui nous motive à organiser le congrès Bruxelles-Toussaint, c'est que nous voulons tenir une réunion de famille pour ceux qui sont chrétiens et pratiquants. [...] L'intention du congrès est de donner une espace à toutes les tendances: la petite échelle, le local, le charismatique, le classique, le mouvement de la nouvelle gauche et celui de la nouvelle droite. Chacun peut venir montrer qui il est au sein d'une seule et unique Église. Le fil rouge est ceci: venez et voyez qui nous sommes et d'où nous tirons notre inspiration.

Les trois grands emplacements de l'événement sont la basilique de Koekelberg, la cathédrale et la place Sainte-Catherine, mais la gamme d'activités ne tarde pas à s'élargir et à investir bien d'autres lieux de la capitale: deux mille manifestations environ sont mises sur pied, avec, outre des célébrations eucharistiques, des conférences, de la musique, du théâtre, des concerts, des entretiens, des rencontres et des débats. De nombreux sujets brûlants sont abordés et des orateurs renommés sont invités. Parmi eux, plusieurs jouent un rôle spirituel et social important dans le catholicisme du début du XXI^e siècle, comme Enzo Bianchi, le prieur du monastère de Bose, le dominicain britannique Timothy Radcliffe et Andrea Riccardi, fondateur de la communauté de Sant'Egidio. Comme toujours, Danneels prend soin d'éviter le pessimisme culturel. Davantage que d'une identité ecclésiale qui s'oppose au reste du monde, l'Eglise a, selon Danneels, besoin de dialogue. Mieux encore, la réciprocité

entre Église et société contemporaine est fondamentale pour l'évangélisation dans un monde séculier: c'est un aspect sur lequel il veille en tant qu'organisateur. Ce souci se traduit par la présence d'un grand nombre de participants et d'orateurs sans fonctions ecclésiastiques, comme le ministre président du gouvernement flamand de l'époque, Yves Leterme, et son collègue de la région Bruxelles-Capitale, Charles Picqué.

Si Danneels gère les questions de fond, il confie l'organisation pratique des événements à un homme issu du monde des affaires, Patrick du Bois. Celui-ci entame en septembre 2005 les préparatifs de Bruxelles-Toussaint avec à l'esprit la directive générale que lui a donnée le cardinal: «Faites les choses en grand». Cela tient au départ du pari, car on ignore comment une initiative d'une telle ampleur va «prendre» en Belgique. Cependant, les expériences de Vienne, de Paris et de Lisbonne sont encourageantes. Du Bois aborde les choses de façon professionnelle, avec l'aide de Moniek Delvou, ancienne porte-parole du premier ministre Dehaene, comme responsable de communication. L'initiative est également soutenue par des sites internet attractifs et une impressionnante levée de fonds organisée à l'occasion d'une série de lunchs dans les bureaux du holding bruxellois Bois Sauvage, où le cardinal rencontre des chefs d'entreprise comme Charles de Liedekerke, Marc Meurant et Albert Frère. L'équipe de coordination qui prépare et met en œuvre Bruxelles-Toussaint se compose du cardinal lui-même, de Patrick du Bois, de Jean-Luc Blanpain (adjoint de l'évêque auxiliaire Jozef De Kesel), de Dominique Zeegers et de Hans Demoen. Une autre façon de rencontrer les aspirations de Danneels au dialogue avec la société moderne consiste à créer un comité d'accompagnement dirigé par De Kesel et par lui-même. Comme il n'est pas question de rester «entre membres de l'Église», on compose en quelque sorte deux équipes de football: onze représentants du champ ecclésial (les évêques Hoogmartens, Joustien, Vancottem et De Bie, ainsi que Wilfried

Brieven, Luc Van Hilst,...) et un nombre équivalent d'acteurs du monde politique, social et académique – Clotilde Nyssens (CdH), Steven Vanackere (CD&V), Mieke Van Hecke (VSKO), Jean-François Denef (UCL)...

Grâce notamment à ces choix et au large soutien reçu, Bruxelles-Toussaint remporte un succès inespéré, pour le plus grand plaisir de Danneels. Le slogan «Venez et voyez», qui véhicule l'idée que l'Église catholique peut en ce début du XXI^e siècle s'exprimer sans complexes ni arrogance, y est pour beaucoup. La plupart des activités rassemblent de nombreux participants et les solennités d'ouverture sont honorées de la présence du roi Albert et de la reine Paola. La reine Fabiola prend en outre part à l'une des trois grandes tables rondes organisées, consacrée à la santé et aux problèmes éthiques. L'attention pour le rapport entre mission spirituelle et sociale de l'Église dans la région bruxelloise débouche à la suite de Bruxelles-Toussaint sur des initiatives concrètes: d'un côté, un projet d'habitat social baptisé Bethléem est fondé à Bruxelles tandis que Danneels met également l'accent sur les lieux de prière: davantage d'occasions doivent être créées pour permettre aux gens de prier. Les deux initiatives continuent à se développer aujourd'hui.

Taizé à Bruxelles

L'expérience de Bruxelles-Toussaint sert de catalyseur au lancement d'une autre initiative, plus internationale, de témoignage de la foi. Danneels admire depuis plusieurs décennies la communauté fraternelle œcuménique de Taizé, qui doit son nom à la localité française où elle est établie, près de Mâcon. Depuis le début de son mandat d'archevêque, Danneels s'est arrêté presque chaque année, à l'aller ou au retour de ses vacances dans la localité suisse du Pâquier, dans ce lieu qui attire des jeunes de différentes confessions chrétiennes venus d'Europe

entière. Ses visites se sont un peu espacées depuis son opération au cœur, mais sa prédilection pour Taizé est restée intacte. Elle va de pair avec son amitié pour le fondateur de la communauté, Roger Schutz. Lorsque Danneels a visité la communauté pour la première fois, à la fin 1981, il a écrit le mois suivant au frère Roger qu'il était particulièrement heureux de leur conversation. «Je suis sûr que l'esprit du Christ était là et que Dieu a arrangé dans son immense bonté cette simple rencontre», ajoutait-il.

Les assemblées de prière inter-confessionnelles ont toujours inspiré Danneels. La force d'attraction que la communauté des frères exerce sur de nombreux jeunes dans l'«église de la réconciliation» l'interpelle également. Cela nourrit chez lui la conviction profonde que la prière et la spiritualité donnent un supplément d'âme à la vie quotidienne et forment un liant essentiel pour l'Église. Cette conviction partagée imprègne ses nombreuses discussions avec frère Roger et fait de lui un hôte familier de la communauté. Danneels lui-même donnera plusieurs conférences à Taizé; l'été 1993, il présentera par exemple un long témoignage sur la vie et la foi du roi Baudouin, récemment décédé. Il se fera aussi le porte-parole de la communauté à Rome. En 1985, Danneels intervient auprès de Jean-Paul II pour qu'il inclue un passage par Taizé lors de la visite en France d'octobre 1986. La décision est communiquée à frère Roger à Rome le 8 décembre 1985, jour de clôture du synode, et Danneels sera présent lors de la visite pontificale à Taizé.

Les contacts entre Malines et Taizé sont et restent chaleureux. En 1990, le frère Roger reçoit un doctorat honoris causa à Louvain et est invité par le roi Baudouin en marge de la cérémonie. Quand ils en ont l'occasion, le frère et le cardinal se rencontrent pour bavarder ou déjeuner. Ils se retrouvent aussi dans l'appartement que la communauté loue à Rome. Cette longue amitié explique le choc de Danneels quand il apprend que frère Roger a été assassiné le 16 août 2005. Le télégramme de condoléances qu'il envoie en son nom propre témoigne de

cette perte personnelle. Des prières sont dites à Malines pour Roger Schutz.

Le choc incite également Danneels à réaliser un projet qu'il caresse depuis de nombreuses années en dépit de l'avis plutôt réservé du conseil épiscopal, à savoir d'organiser un rassemblement international de plusieurs jours de Taizé à Bruxelles. Les oppositions internes s'expliquent surtout par les doutes: la communauté ecclésiale belge est-elle à même de porter un tel événement? L'expérience de Bruxelles-Toussaint a renforcé la confiance et Danneels tranche: les frères viendront à Bruxelles et l'événement aura lieu fin 2008, début 2009. Aux arguments qui ont dissuadé jusque-là l'entreprise (nécessité de trouver un nombre suffisant de places de logement, problèmes de la mobilité, des points de contact...), le cardinal répond invariablement: «Monsieur du Bois résoudra vos problèmes». Patrick du Bois, organisateur de Bruxelles-Toussaint et entre-temps devenu délégué épiscopal pour l'administration du temporel, reçoit ainsi la charge d'un deuxième grand événement. Le cardinal s'engage aussi personnellement dans la préparation: au printemps 2008, des réunions sont programmées à cette fin. Le projet bénéficie de plusieurs appuis, y compris de la part des autorités; Charles Picqué offre par exemple un financement dans le cadre de la coopération internationale de la région Bruxelles-Capitale.

Du 29 décembre 2008 au 2 janvier 2009, les 31^e rencontres de Taizé ont donc lieu à Bruxelles. Après la lecture de la «Lettre du Kenya» dans laquelle frère Aloïs s'adresse en tant que successeur de Roger Schutz aux 40 000 jeunes rassemblés dans la capitale, Danneels lit une prière.

Bénis notre ville et transforme-la en un lieu de paix et de réconciliation, de rencontre et de communion dans la prière. Que les anges chantent au-dessus d'elle: «Gloire à Dieu au plus haut des cieux et paix sur la terre aux hommes

qu'Il aime» Permetts à tous ceux qui rejoindront cette ville de reprendre ce refrain des anges et de chanter la paix et la réconciliation. Alors elle deviendra une étape dans notre pèlerinage à tous vers la cité nouvelle, la Jérusalem d'en-haut [...].

Le 30 décembre, le frère Aloïs souligne que ces journées de rencontre à Bruxelles n'auraient pas été possibles sans l'amitié qui liait Danneels et frère Roger. Deux jours plus tard, le premier jour de l'an, le cardinal prononce des mots de remerciement, réjoui par ce que ces journées ont apporté aux nombreux jeunes et à leurs familles d'accueil à Bruxelles et aux alentours. Il s'agit après Bruxelles-Toussaint d'un deuxième succès, qui montre en outre que la collaboration étroite entre Danneels et son évêque auxiliaire bruxellois Jozef De Kesel amène dynamisme et rayonnement dans l'Église de la capitale. À l'époque de l'événement Taizé, l'épiscopat de Danneels arrive tout doucement à son terme. Mais les moments de fête ne sont pas encore finis: 2009 va en effet être marquée par une autre célébration.

450 ans d'archidiocèse

«En 1559, par la bulle *Super universas*, Paul IV a érigé l'archidiocèse de Malines ainsi qu'une série d'autres diocèses sur le territoire actuel de la Belgique, des Pays-Bas et du nord de la France». C'est par ces mots que Danneels entame la préface de l'ouvrage qui synthétise les 450 ans d'histoire de l'archidiocèse de Malines-Bruxelles. Fruit d'une collaboration entre historiens, la publication compte deux volumes et est présentée dans un robuste boîtier. Les éditions Halewijn proposent là une édition solide et prestigieuse, qui fixe sur papier le souvenir de l'année de fête. Dans sa préface, Danneels met toutefois le lecteur en garde contre la tentation de réduire l'histoire de l'archi-

diocèse à une succession d'archevêques. «Ils ont été les bergers, mais un berger n'est rien sans ses brebis».

La présentation de l'ouvrage – dont la parution correspond à la fin de l'épiscopat – a lieu le 19 février 2010 au palais archiepiscopal, une semaine avant que Danneels prenne officiellement sa retraite. Lors des festivités, le cardinal fait en quelque sorte des heures supplémentaires. Il a en effet atteint l'âge de la retraite, 75 ans, le 4 juin 2008. Il a alors présenté comme il se doit sa démission au pape. Bien que l'aile droite de l'Église belge aurait clairement préféré le voir partir tout de suite, le cardinal a, notamment grâce à l'intervention du nonce Karl Josef Rauber, reçu du pape Benoît XVI l'autorisation de rester plus longtemps, afin d'assister à la fois au 450^e anniversaire de l'archidiocèse et à la canonisation du Père Damien. La présentation de février 2010 fait donc partie d'un diptyque dont l'autre moitié avait lieu le 11 octobre 2009 à Rome. Cette fois, le pape ne vient pas en Belgique, c'est le cardinal qui fait le déplacement pour une eucharistie solennelle dans la basilique Saint-Pierre. Une délégation politique fait également le voyage: outre le roi Albert et la reine Paola, le premier ministre Herman Van Rompuy est présent, ainsi que les vice-premiers ministres et les présidents de la Chambre et du Sénat belge. Cette partie officielle a été précédée, le 4 octobre, d'une célébration à laquelle assistait une large délégation d'Hawaïens. Une semaine après la canonisation du Père Damien, Danneels célèbre une messe dans la basilique de Koekelberg et, à la Toussaint 2009, il se rend à Honolulu pour y offrir une relique de Damien à Hawaï. Vingt ans exactement après la canonisation de frère Mutien-Marie Wiaux, l'Église belge reçoit ainsi un nouveau saint.

Chapitre 22

LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX À L'ÉCHELLE MONDIALE

L'importance du dialogue et du témoignage, que Danneels met en avant pendant sa dernière décennie en tant qu'archevêque, ne se limite pas aux frontières de l'archidiocèse, ni même à celle du pays. Bien qu'il passe beaucoup moins de temps au Vatican, le cardinal reste très actif sur le plan international, y compris après avoir cédé le flambeau de la présidence de Pax Christi International au patriarche Michel Sabbah, en 1999. C'est précisément son engagement en faveur du dialogue et de la réconciliation au sein de cette ONG qui éveille la même année l'intérêt de William F. Vendley, alors secrétaire général de la World Conference on Religion and Peace (WCRP), une organisation établie à New York.

Le 28 juin 1999, à la veille de son discours d'adieu en tant que président de Pax Christi, Danneels rencontre Vendley au Region Hotel à Amman, Jordanie. Celui-ci suit le parcours du cardinal depuis quelques temps et est impressionné par sa disponibilité au dialogue, combinée à un leadership spirituel à la fois socialement engagé et spirituellement ancré dans la tradition catholique. La conjugaison de ces ingrédients correspond exactement au profil souhaité par la WCRP pour les membres de son conseil international. Cette impression se renforce encore à travers les échos que Vendley reçoit d'un message lu par le cardinal pendant une séance à Aix, consacré au thème «Art et paix», et dans laquelle il souligne en amateur d'art les points suivants.

Un véritable renouveau spirituel et une religion institutionnalisée constituent des instruments essentiels pour parvenir à la paix. [...] Précisément dans cette mission, l'art joue un rôle irremplaçable. Il s'agit en effet, selon le mot du théologien conciliaire bien connu, Marie-Dominique Chenu, d'un *locus theologicus*. Avec raison, ce dominicain français a plaidé avec insistance pour une présence plus grande de l'art – et en particulier de la littérature – dans le travail d'étude théologique et protesté contre l'oubli de l'art dans la théologie. Les croyants qui s'engagent dans le combat pour la paix ont besoin d'encouragements: le génocide, l'épuration ethnique et la menace nucléaire appartiennent tragiquement à la réalité. [...] «Ce monde, dans lequel nous vivons a besoin du Beau pour ne pas verser dans le désespoir» (*Gaudium et spes*).

L'ouverture d'esprit, la culture et l'aisance qui se dégagent de ce texte font de Danneels un excellent candidat pour la WCRP. À l'automne 1999, les contacts avec Vendley s'intensifient. Ce dernier demande à Danneels si un poste dans le conseil international de l'organisation le tente. Dès avril suivant, Vendley soumet la proposition au Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux. Au Vatican, la proposition est accueillie positivement et Danneels accepte. Le défi est passionnant: après une décennie de travail pour la paix dans une ONG d'inspiration chrétienne, il s'engage à présent dans une association interreligieuse, centrée sur le dialogue et la collaboration entre les religions d'échelle mondiale.

Fondée en 1970, la WCRP réunit des personnalités d'une quinzaine de grandes traditions religieuses en un forum de concertation. Elle s'efforce de soutenir les communautés religieuses à l'échelle mondiale et reçoit à cette fin un financement de l'ONU, de la Commission européenne, d'une série de gouvernements nationaux et de fondations influentes (comme la

Rockefeller Foundation et la William Hewlett Foundation). Sa gestion se veut aussi ouverte que possible, afin d'instaurer un climat propice au dialogue, fondé sur deux principes de base: la représentativité – les membres doivent être des porte-parole reconnus de leur communauté – et la subsidiarité. L'association souligne en effet l'importance d'un processus de décision tenant compte du niveau local. Le plaidoyer continu de Danneels pour plus de collégialité au sein de sa propre Église constitue donc un atout supplémentaire dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.

Le World Trade Center en ligne de mire

Lorsque Danneels rejoint le conseil international de la WCRP, celui-ci prépare sa septième assemblée mondiale, qui aura lieu à Amman. Du 25 au 29 novembre 1999, le cardinal se rend donc à nouveau dans la capitale jordanienne, cette fois pour une conférence à laquelle le roi Abdallah II est invité en tant qu'hôte d'honneur. Danneels est avant tout spectateur dans une réunion qui débouchera sur la Déclaration d'Amman. Cependant, il se rallie sans hésitation à ce texte dans lequel le tournant du millénaire est présenté comme une chance de coopération future entre les grandes traditions religieuses. Avec son attention pour une *common humanity*, la déclaration rejoint directement la grande préoccupation de Danneels.

La WCRP postule une communauté humaine dans laquelle les hommes et les femmes sont avant tout reconnus en tant qu'êtres humains possédant une dignité et une intégrité, des droits et des responsabilités, que ceux-ci soient perçus comme don de Dieu, reflet d'une nature divine, dérivé de lois cosmiques, sacralité inhérente ou unité avec l'univers.

Partant de ces fondements qui lient les hommes au-delà des frontières des traditions, la déclaration insiste, avec le soutien des leaders religieux, sur l'importance du désarmement. Cette aspiration à construire un avenir plus pacifique enthousiasme le cardinal à tel point qu'il participe à une session plénière sur «la forme du futur comme défi pour la religion». Il fait ainsi des débuts remarquables, qui lui valent dans le courant de l'an 2000 les remerciements appuyés de Vendley et du président international de la World Conference, le prince El Hassan ben Tallal, ardent défenseur du dialogue avec le monde musulman.

Le nouveau millénaire débute toutefois de façon moins paisible qu'espéré et se caractérise précisément par une précarisation de la position du monde musulman dans les relations internationales. Alors que la WCRP projette d'impliquer ses membres dans la problématique douloureuse de l'épidémie de SIDA en Afrique, qui touche notamment les enfants, l'impensable se produit: le 11 septembre 2001, deux avions se jettent sur les tours du World Trade Center à New York. D'autres attentats ont lieu ailleurs aux États-Unis. Le climat de haine et de représailles qui s'installe aussitôt génère des tensions entre religions. Comme les autres membres du conseil international, Danneels reçoit aussitôt une exhortation de Vendley à condamner toute forme de violence. Deux jours après les attentats, la WCRP diffuse un communiqué de presse dans lequel elle dénonce tout usage de la violence au nom de la religion. Parallèlement, elle formule le projet de rassembler en octobre 2001 les dirigeants religieux mondiaux pour une réaction contre le terrorisme et en faveur de la solidarité interreligieuse.

Cette résistance et le plaidoyer pour le dialogue colorent aussi l'attitude du cardinal Danneels, qui célèbre le lendemain des attentats un temps de prière avec la Commission des évêques de la Communauté européenne (COMECE) dans la chapelle de la Résurrection, au centre du quartier européen de Bruxelles. Le cardinal appelle de manière pressante à prier pour

ceux qui ont été touchés par le drame. Plus tard, dans la foulée des événements et en réaction aux attaques américaines en Irak, Hassan ben Tallal se joint ouvertement à l'appel pontifical pour une «alliance morale des religions mondiales». Le sommet de la WCRP prend cet appel à la lettre et programme une rencontre à huis clos à Amman, du 27 au 28 mai 2003. Au début mai, ben Tallal invite Danneels à participer à ce sommet interreligieux intitulé *Rejecting Violence and Promoting Peace with Justice*. Dans sa lettre au cardinal, le président affirme que le but est de soutenir les communautés religieuses irakiennes dans leur aspiration à la coopération multi-religieuse en Irak. La réunion est confidentielle et doit se dérouler selon les règles de Chatham House (c'est-à-dire que dans la communication avec la presse, on ne dévoilera ni l'identité, ni l'appartenance des participants ou orateurs). Le cardinal déclare qu'il soutient pleinement l'initiative, mais décline l'invitation.

La participation active à la WCRP est exigeante pour un homme qui a à présent dépassé les 70 ans. Avec le temps, Danneels constate aussi qu'il ne peut pas toujours s'engager comme il le voudrait et que son agenda l'empêche de prendre part aux réunions de façon régulière. En 2004, il mettra donc fin à son mandat au niveau mondial. Son engagement interreligieux ne s'arrêtera toutefois pas là. À partir de 2002, il joue en effet un rôle majeur dans un nouveau projet, chapeauté par la WCRP. Les tensions religieuses apparues après les attentats de New York servent ici aussi de toile de fond. En étroite concertation avec Vendley, Danneels est en effet impliqué dans la fondation d'un European Council of Religious Leaders (ECRL). Le but est de réunir des leaders religieux européens à l'occasion d'une première assemblée, à Oslo, en novembre 2002.

Le premier pas est franchi pendant une rencontre à l'hôtel parisien Luxembourg Parc, où les représentants européens de la WCRP se retrouvent dans les derniers jours de février 2002.

Le projet à discuter est ambitieux; il s'agit ni plus ni moins de lancer un premier conseil pan-européen de leaders religieux. Du côté juif, on sollicite le soutien d'une connaissance de Danneels, le rabbin René Samuel Sirat. Du côté musulman, un autre visage connu a répondu à l'invitation, à savoir le grand mufti de Bosnie-Herzégovine, Mustafa Ceric. À leurs côtés, le métropolitain Cyrille de Smolensk et Gunnar Stålsett représenteront respectivement l'Église russe orthodoxe et l'Église de Norvège. Danneels est la voix catholique romaine du groupe et, avec Stålsett, le principal initiateur de l'événement. En compagnie de ces leaders religieux, le cardinal belge insiste sur l'importance du leadership «symbolique» à l'échelle pan-européenne, mais aussi sur les profondes valeurs spirituelles qui doivent continuer à porter la société européenne au XXI^e siècle, parmi lesquelles le respect durable de la liberté religieuse. À Paris, Danneels se présente comme un dirigeant qui est non seulement capable de penser au-delà des frontières, mais qui part aussi du principe – dans un tel cadre de collaboration interreligieuse et sur la base du document conciliaire *Dignitatis humanae* de 1965 – de l'égalité de principe de toutes les traditions religieuses, quel qu'en soit le nombre de fidèles. Il résout du même coup une question délicate, celle de la clé de répartition à adopter pour les futurs membres du conseil. En d'autres termes: les «grandes» religions y auront-elles plus de représentants que les petites? Suivant la logique de Danneels, la réponse est évidente: chaque tradition a droit à une représentation égale.

Pour la représentation catholique au sein du nouveau conseil, c'est le cardinal qui fournit à Vendley une liste de personnes qu'il connaît à présent très bien: les cardinaux Walter Kasper, Karl Lehmann, Christoph Schönborn, Jean-Marie Lustiger et Cormac Murphy-O'Connor, successeur de Basil Hume à Westminster. Danneels se propose de les inviter au sommet d'Oslo. La liste est partiellement modifiée en cours de route après que Vendley ait subtilement suggéré d'y intégrer une femme. Il a

proposé sœur Rita Burley, supérieure générale des servantes du Sacré-Cœur. Et lorsqu'il s'avère que Lustiger et Murphy-O'Connor ne sont pas disponibles, Danneels recrute à leur place l'archevêque de Strasbourg, Joseph Doré, et l'évêque hollandais Adrianus Van Luyn.

D'Oslo à Birmingham

Danneels assume donc la co-direction de la rencontre d'Oslo, où l'on recherche explicitement des voix susceptibles de répondre au souci d'une collaboration accrue entre religions mondiales sur le vieux continent. Lors des séances plénières, on aborde – inspiré par la matière apportée par des orateurs comme le président de la Commission européenne, Romano Prodi – des sujets comme le rôle de la religion dans la cohabitation en Europe. Le 12 novembre 2002, Danneels tient dans le cadre d'une session consacrée au rôle de la religion dans la relation de l'Europe avec le monde un exposé apprécié : il plaide pour la force d'humanisation qui peut naître des religions et qui est déterminante pour la mise en œuvre d'une nouvelle Europe, fidèle à ses principes et à ses valeurs. Une Europe humaine doit être une Europe où les religions s'intègrent dans leur diversité au système civil et dialoguent entre elles.

Ces paroles montrent une fois de plus que l'engagement européen de Danneels n'a pas faibli depuis son rôle dans la CCEE à la fin des années 1980, mais aussi qu'il s'élargit à présent aux autres communautés religieuses. Si l'expérience décevante qu'il a connue avec la Conférence épiscopale européenne en 1993 l'a amené à prendre ses distances vis-à-vis de l'organisation, Danneels reste convaincu de la nécessité de la coopération européenne et le fait entendre. À l'assemblée de l'ECRL d'Oslo, il fait référence au travail de la Commission des Églises européennes (KEK) et au rôle de la Commission des épiscopats de la Communauté européenne (COMECE), dans laquelle il s'est

impliqué plus étroitement dans la seconde moitié des années 1990. Il a, par exemple, assisté avec des gens comme Jacques Delors et Wilfried Martens, ancien premier belge et à l'époque président du Parti populaire européen, à la première Semaine sociale européenne au printemps 1997. Et c'est loin d'être un cas unique: deux ans auparavant, le cardinal avait déjà manifesté son intérêt pour les évolutions européennes en écrivant, fin décembre 1995, à Silvio Marcus-Helmons, directeur du Centre des droits de l'homme de l'UCL, à l'occasion de la conférence intergouvernementale chargée de revoir le traité de l'Union européenne en 1996. La lettre, signée par Danneels, avait été envoyée à une série d'hommes politiques démocrates-chrétiens belges (Jean-Luc Dehaene, Philippe Maystadt, Stefaan De Clerck et Herman Van Rompuy) auxquels elle demandait de mentionner les Églises et les communautés religieuses dans un protocole complémentaire qui garantirait leur statut dans le contexte européen et stipulerait que les traditions européennes font partie du patrimoine commun.

L'engagement de Danneels dans l'ECRL va être de longue durée. Pendant plusieurs années, il fera partie du comité directeur de l'organisation, établi en Norvège. Il entretiendra ainsi toujours des liens avec la WCRP et restera dans la première décennie du XXI^e siècle un leader ecclésiastique majeur dans le contexte européen. Sous son aile en tant que co-modérateur, l'ECRL va progressivement se transformer en un réseau de dialogue interreligieux transfrontalier. Le cardinal insiste sur les principes de base de la WCRP, mais il ajoute une mise en garde: bien que les religions puissent devenir une force du bien si elles se renouvellent dans un dialogue avec leur source et leur origine propres, elles peuvent également constituer une force du mal si elles se perdent et se referment sur elles-mêmes.. Dans la deuxième moitié de novembre 2004, l'ECRL réunit une nouvelle fois une série de leaders religieux, cette fois dans la ville de Louvain – Samuel Sirat, le métropolite Cyrille, le professeur

d'études islamiques Tariq Ramadan... – pour une concertation avec des représentants de la Commission européenne et de l'OTAN. Une attention particulière est accordée à la situation religieuse au Kosovo. Fort de son expérience et de ses contacts auprès de Pax Christi, Danneels parvient à impliquer les leaders de Serbie, du Kosovo et du Monténégro dans les entretiens relatifs aux processus de stabilisation et de démocratisation dans les Balkans.

L'islam européen

Le thème de la montée de l'islam en Europe tient particulièrement à cœur au cardinal: il est présent depuis le début de son engagement en 2001 et forme un fil rouge au cours des rencontres. Dès 2004, Danneels suit avec attention une séance de l'ECRL sur l'antisémitisme et l'islamophobie en Europe. Ce thème très actuel est encore débattu par le comité directeur à Oslo, sous la direction de Gunnar Stålsett. Enfin, il constitue le thème principal d'une assemblée organisée à Birmingham en février 2007. Lors de cette rencontre intitulée *Muslims in Great Britain*, le cardinal parle du poids de la religion dans la sphère publique, un domaine dans lequel il joue personnellement un rôle précurseur. Il a déjà exposé sa position vis-à-vis de l'islam en Europe l'année précédente, dans *La Dernière Heure* du 9 mars 2006. L'interview avait pour prétexte les réactions furieuses du monde islamiste à une série de caricatures du prophète Mahomet parues dans le quotidien danois *Jyllands-Posten*, en septembre 2005.

L'islam est en effet une religion où tout est monolithique: on parle arabe, la religion est la même, les habitudes de vie, les mariages... Au fond, c'est tout ou rien. Chez nous, il y a plutôt rupture de ce monolithisme: je peux parler français, être catholique, ne pas être capitaliste et aimer

Dostoïevski. Ce patchwork n'existe pas dans l'islam. Ce monolithisme peut-il être un danger? Oui, comme dans le christianisme il y a plusieurs siècles. Mais nous avons appris la séparation de l'Église et de l'État. Ce qui n'est pas le cas pour l'islam: la vie sociale est entièrement contrôlée. Du moins pour les sectaristes. Cet islam-là va vers le fondamentalisme, si on ne fait pas attention. Mais un autre islam, dans des milieux plus intellectuels, a déjà fait la séparation entre religion et vie sociale, religion et état. Moi j'appelle cela un islam qui a fait sa Révolution française. J'espère que l'islam européen va le faire.

Chapitre 23

DANNEELS EN CHINE

Sans exagération, le cardinal Danneels peut être décrit comme un véritable leader religieux dans une Europe post-conciliaire et post-communiste. Toutefois, le communisme n'a pas disparu de la face du monde avec la chute du mur, et l'Église catholique de Chine est un lieu où l'on s'en rend particulièrement compte. Un bref rappel sur les années 1980 s'impose avant d'aborder la participation du cardinal au destin tourmenté de celle-ci. En 1985, le scheutiste belge Jeroom Heyndrickx réussit à faire venir en Europe une première délégation de la Catholic Chinese Friendship. Cela n'a pas été une sinécure, ni du point de vue ecclésiastique, ni du point de vue politique. Le monde est encore en pleine guerre froide et inviter des leaders ecclésiastiques de pays qui se trouvent de l'autre côté du rideau de fer n'a rien d'évident. La République populaire de Chine, qui est alors en train de s'ouvrir de façon très timide, a placé et continue de placer l'Église catholique devant un problème complexe dans le domaine de la liberté religieuse. En bref, les autorités chinoises revendiquent le droit de choisir les dirigeants de l'Église catholique chinoise. Pour cela, elles désignent elles-mêmes les évêques. L'attitude du Saint-Siège est diamétralement opposée puisqu'il ne tolère aucune ingérence dans les nominations épiscopales. Cela conduit dans l'Église catholique chinoise en une profonde fracture, avec une partie dirigée par des évêques «clandestins» nommés par Rome et une autre par des évêques patriotiques ou officiels, approuvés par le gouvernement.

Du 1^{er} au 13 novembre 1985, un groupe d'évêques chinois officiels visite la Belgique. Ils ont été invités par feu le recteur de l'université de Louvain, Pieter De Somer, qui soutenait ainsi formellement le travail de la Fondation Ferdinand Verbiest et encourageait son directeur, le père Heyndrickx. La Fondation se consacre depuis 1981 à la recherche scientifique sur la Chine et s'est engagée dans un dialogue culturel et religieux entre les communautés chinoises et la Belgique. C'est précisément l'origine académique de l'invitation qui a rendu possible le voyage de la délégation, composée des évêques patriotiques Antonius Tu Shih Tua, Franciscus Wang Xue Ming, Michael Fu Tie Shan, accompagnés d'Anthony Liu Bai Nian et de Gao Fei Lin. Bien qu'elle ait officiellement pour but d'engager une collaboration de l'université avec la Chine, la visite est aussi une occasion unique de nouer un dialogue religieux.

Dès l'origine, les cardinaux Danneels et Casaroli sont officiellement impliqués, ce dernier par l'intermédiaire du jeune prêtre italien Claudio Celli, *minutante* à la secrétairerie d'État du Vatican. Casaroli a fait savoir à l'archevêque belge que la visite pouvait aussi être une opportunité de rappeler aux évêques chinois la doctrine catholique au sujet de la primauté pontificale et de la relation entre les évêques et le successeur de Pierre. Le 9 novembre, les évêques chinois (dont deux sont mariés) sont invités au Wollemarkt de Malines pour un déjeuner. Parmi les participants, il y a Anthony Liu, un laïc catholique qui joue un rôle déterminant en qualité de secrétaire de l'Association catholique patriotique de Chine, contrôlée par Pékin. L'entretien avec le cardinal est un moment de test mutuel et de prudente prise de contact. Heureusement, l'ouverture de leur interlocuteur impressionne et rassure en partie les Chinois. Une question – qui préoccupe aussi Casaroli – les tracasse en particulier: elle porte sur les rapports des évêques catholiques occidentaux avec Rome, l'importance du rôle du nonce comme ambassadeur et la liberté dont jouit l'Église locale vis-à-vis de

Rome. Le fait d'apprendre de la bouche du cardinal que la nonciature ne se mêle pas de chaque détail de la vie ecclésiastique les soulage visiblement.

Entre méfiance et confiance

Bien qu'informels, les contacts entre les évêques chinois et Danneels auront un écho. De retour en Chine, la délégation fait un compte-rendu optimiste à l'instance officielle chargée des questions religieuses, le Bureau des affaires religieuses (BAR). L'écho est positif à Rome également: tant le pape Jean-Paul II que le cardinal Tomko, depuis 1985 préfet de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, se réjouissent de l'étape franchie. Dans la période qui suit, une chose remarquable pour la fin des années 1980 – avant la chute du mur – se produit: la communauté catholique patriotique chinoise propose d'inviter le cardinal Danneels en Chine.

Les contacts vont donc se développer. En mai 1987, le cardinal reçoit l'évêque Aloysius Jin Luxian à Malines et la relation est approfondie. Jin Luxian notera plus tard dans ses mémoires qu'il a revu Danneels à Louvain en 1990, lors du congrès des vingt-ans du périodique *Concilium* – où l'évêque chinois se trouvait à la table des orateurs avec des théologiens renommés comme Leonardo Boff, Hans Küng et Edward Schillebeeckx. La rencontre a été brève, car le cardinal, après délibération avec la Congrégation pour la doctrine de la foi, s'est montré inquiet face au caractère résolument progressiste des orateurs. Optant pour la prudence, il a accepté l'invitation, mais a volontairement limité sa présence à la séance d'ouverture.

Dans les années 1980, Tomko tient en permanence les membres de sa congrégation, dont fait partie Danneels, au courant de la position du Vatican vis-à-vis de la Chine. En témoigne une lettre du 3 septembre 1988, dans laquelle on lit que l'organisation de contacts avec la communauté patriotique doit se dérouler dans

la cordialité. Cependant, cela exige «la clarté nécessaire sur les aspects ecclésiaux des visites et sur l'attitude qui en découle». Il faudra en tout cas renoncer aux célébrations liturgiques communes. Tomko le résume de façon très brève: toute *communicatio in sacris* doit être évitée. Dans ces circonstances, la mise au point de la visite de Danneels en Chine va être un travail de longue haleine ponctué de sondages prudents et de démarches diplomatiques, principalement effectués par le Père Heyndrickx, qui bénéficie de la confiance totale du cardinal. Le principal problème réside toujours dans le double visage de l'Église chinoise. Bien que Danneels soit tenté de répondre à l'invitation, il ne le fera que s'il a l'assurance de ne pas rencontrer exclusivement l'Église officielle, mais de pouvoir également nouer des relations avec les membres de l'Église catholique clandestine. Il craint que, dans le cas contraire, le parti communiste chinois ne s'empresse de présenter la rencontre comme une victoire à son actif.

Le dossier connaît une accélération au début des années 1990, sous la surveillance étroite et permanente de la Secrétairerie d'État du Vatican. Au printemps 1993, Danneels reçoit par l'intermédiaire du nonce en Belgique, Giovanni Moretti, un message concernant une possible visite de Jin Luxian en Belgique. Ce dernier a entrepris de traduire le missel et le bréviaire romains en chinois. Ce message indique la disponibilité croissante de Rome au contact. Il est vrai que, même si Luxian reste un évêque illégitime pour Rome, ainsi que cela est signalé au cardinal Danneels, l'initiative de cet évêque chinois s'avère précieuse. Non seulement la traduction est soutenue par le cardinal Wu Cheng-Chung, de Hong-Kong, mais elle pourrait permettre qu'un texte non manipulé du point de vue doctrinal soit diffusé dans l'Église chinoise patriotique. Une opportunité à ne pas rater, donc, même si le bannissement du cardinal de Shanghai, Ignatius Gong Pin-Mei, qui vit en exil aux États-Unis, montre toute la précarité de la position de la communauté catholique clandestine, dont plusieurs prêtres et évêques sont en prison.

Après les visites des cardinaux Etchegaray et Wu en République populaire, le projet d'une visite officielle, organisée par le gouvernement chinois, du cardinal Danneels est à nouveau mis en chantier. En janvier 1995, le Père Heyndrickx discute de l'affaire avec Liu Shu Xiang, alors vice-directeur du BAR. Shu Xiang est extrêmement positif; le cardinal sera officiellement invité pour une visite d'État en collaboration avec le comité Chinese Religions for Peace. L'espoir grandit, y compris au sein d'une délégation de prêtres chinois qui étudient pour le moment à Louvain et ont, à la faveur de la visite pontificale de 1995, brièvement rencontré Jean-Paul II.

La journée du 5 juin 1995, lendemain de la canonisation du père Damien, est décisive: après avoir célébré l'eucharistie en présence de Mère Teresa le matin, Danneels rencontre une délégation de quatre personnes. Le groupe est dirigé par Liu Shu Xiang lui-même, qui remet au cardinal une invitation à se rendre en Chine. Il est demandé au cardinal de désigner les cinq membres de la délégation qui l'accompagnera. Danneels choisit son secrétaire Wilfried Brieven, son évêque auxiliaire Luk de Hovre, le supérieur général des Pères de Scheut, Jacques Thomas, et le provincial scheutiste de la province chinoise, le Père Willy Ollevier. Sans oublier, bien sûr, Jeroom Heyndrickx, directeur de la Fondation Verbiest. À la mi-juillet, Danneels et Heyndrickx partent pour des contrées lointaines. Tandis que le premier assiste aux cérémonies organisées en hommage au Père Damien sur l'île hawaïenne de Molokai, le second se trouve à Pékin, où il est censé régler les derniers détails du voyage.

Le programme prévoit que Danneels reçoive un accueil officiel dans le Grand Palais du Peuple, sur la place Tien'An Men. La délégation qu'il dirige a dû payer de sa poche le voyage en avion, mais tous les autres frais seront couverts par le gouvernement chinois. Un imprévu se présente toutefois: le candidat favori à la direction du Bureau des affaires religieuses, Liu Shu

Xiang, a été désavoué et remplacé à la tête de l'organisation par un fonctionnaire plus fidèle au parti communiste, Ye Xiaowen, qui ne tardera pas à se signaler par son attitude peu amicale vis-à-vis de l'Église catholique chinoise. Xiaowen, qui est un inconnu pour Heyndrickx, traite avec la plus grande méfiance. Pire encore, le nouveau directeur du BAR est extrêmement contrarié que Liu Shu Xiang, qui n'était «que vice-directeur», ait pris l'initiative d'inviter personnellement une délégation sous la direction de Danneels. Les conséquences ne se font pas attendre: Liu Shu Xiang est licencié et Ye Xiaowen fait de l'obstruction. Le 16 juillet 1995, il charge un subalterne du BAR de faire connaître sa décision: la visite de la délégation belge pourra avoir lieu, mais uniquement si Jeroom Heyndrickx n'en fait plus partie. Son visa d'entrée lui a en effet été retiré. Il apparaîtra par la suite que précisément la personne qui joue les intermédiaires pour le cardinal a été privée d'accès au pays pendant trois ans. Le cardinal doit choisir: soit effectuer le voyage sans Heyndrickx, soit tout abandonner. Danneels envoie une lettre personnelle à Liu Shu Xiang en lui demandant de démêler l'affaire, mais en vain. Le 24 juillet, il téléphone au Vatican. Le substitut Claudio Celli – qui recevra sous peu le titre d'archevêque – conseille, tout bien considéré, de ne pas céder à la pression des autorités chinoises. Le lendemain, veille du jour où Danneels devait prendre l'avion pour Pékin, un communiqué de presse est envoyé. Le message est clair.

Le Père Heyndrickx, qui a préparé tout le voyage, a appris de la Chine qu'il ne pouvait pas recevoir de visa. Des contacts avec les autorités chinoises concernant la composition de la délégation, le 25 juillet, ont échoué. Le cardinal a donc décidé qu'il était préférable de reporter la visite en Chine «jusqu'à ce qu'une meilleure occasion se présente».

Le communiqué est aussitôt repris par les médias, et pas seulement en Belgique. Celli réagit de façon positive. Depuis les Missions étrangères de Paris, Jean Charbonneau commente: «Très bonne décision – les autorités chinoises doivent apprendre qu’elles ne doivent plus se moquer des représentants de l’Église».

Une meilleure occasion

L’occasion dont il est question dans le communiqué mettra un certain temps à venir. Bien qu’après le fiasco de l’été 1995, Liu Shu Xiang ait lui-même proposé de l’organiser en 1996, l’opération au cœur de Danneels et la longue convalescence qui s’en suit contrecarrent ce projet. Les contacts et les initiatives ne s’interrompent pas pour autant. Le Père Heyndrickx ne peut pas se rendre en Chine, mais avec le soutien du cardinal, on travaille à la création d’un Collège chinois dans la ville de Louvain, où, à la demande de l’épiscopat chinois, tous les prêtres et les diacres chinois pourraient vivre en communauté et pratiquer la prière ainsi qu’une eucharistie quotidienne. Le projet est mené à bien et la communauté sera établie dans l’ancien collège latino-américain, que Danneels connaît depuis les remous liés à la théologie de la libération dans les années 1980. Aux yeux de Danneels, la réunion spirituelle des prêtres chinois représente une étape cruciale dans la lente quête d’unité de l’Église chinoise. Non seulement le cardinal offre son soutien, mais la reine Fabiola s’intéresse à l’initiative et visite en 1997 le collège, où vivent déjà douze prêtres, trois séminaristes et trois laïcs. La reine participe avec eux à une eucharistie et assiste à une discussion de plusieurs heures sur la spiritualité du prêtre diocésain, introduite par le professeur Jean Van der Veken.

Peu après, le 9 août 1997, le cardinal est reçu avec les évêques des diocèses de Bameng, de Tianjin et de Nanjing au château royal de Laeken. De telles étapes sont également appréciées par les autorités chinoises et Anthony Liu, entre autres, se réjouit

de ces bonnes relations. Cette année-là, la situation chinoise n'est toutefois pas propice à une visite. L'évêque Joseph Zong Huaide, président de la conférence épiscopale chinoise patriotique décède au cours de l'été et il faudra attendre le mois de novembre pour que son successeur soit désigné. Entre-temps, le suspens règne. De plus en plus d'évêques officiels sont «légitimés» par Rome, dont certains sont des candidats possibles pour ce poste. Des noms comme Anthony Li Du-An (du diocèse de Xi-An) et Pius Jin (l'évêque de Shenyang) circulent. Le tout est de savoir si les autorités chinoises vont permettre qu'un évêque reconnu par Rome prenne la tête d'une conférence épiscopale qui n'est, en revanche, pas reconnue par le Saint-Siège. À plusieurs reprises, la visite de Danneels est donc reportée, d'autant qu'aux environs de l'an 2000, les tensions entre Rome et Pékin augmentent sensiblement. De part et d'autre, on pose des actes lourds de conséquences politiques et symboliques, qui causent un clash. Le jour de l'Épiphanie, l'Église patriotique de Chine ordonne en effet six nouveaux évêques, entraînant ainsi une détérioration des relations diplomatiques. Cela empire quand, la même année, Rome canonise 120 martyrs de la révolte des Boxers (1899-1901), un épisode noir de l'histoire de la Chine, lors duquel de nombreux étrangers et des centaines de chrétiens chinois ont été assassinés. Les chances de la visite de Danneels fluctuent toujours. Une éclaircie survient le 24 octobre 2002, lorsque Jean-Paul II reconnaît publiquement que des erreurs ont été commises pendant les premières campagnes d'évangélisation de la Chine.

L'attitude de l'évêque Joseph Han Zhihai est également porteuse d'espoir. Ce jeune évêque, qui dirige le diocèse de Lanzhou, appartient à la communauté catholique «clandestine», mais il a dans une lettre de juillet 2003 exhorté les évêques officiels et leurs homologues clandestins à surmonter leur division. La lettre est restée largement inconnue en Occident jusqu'à ce que Jerom Heyndrickx la présente en septembre lors du

quatrième Colloque catholique chinois européen, tenu à Louvain. Deux cardinaux applaudissent volontiers cette initiative: Roger Etchegaray, qui souligne qu'il n'y a «qu'une seule Église catholique romaine en Chine», et Godfried Danneels, qui relève deux éléments dans le discours de Han. D'une part, il y a l'appel à considérer le baptême comme le fondement de l'Église et à voir en la liturgie un ciment d'unité et de réconciliation – une idée à laquelle, en tant que liturgiste, il se rallie avec un vif enthousiasme. Dans une interview accordée à Gianni Valente, journaliste à *Trenta Giorni*, Danneels revient en octobre 2003 sur la question chinoise. Il plaide avec Han pour un rapprochement réciproque progressif, ce qui implique aussi la suppression de certains obstacles posés par le Vatican, comme l'interdiction de la *communicatio in sacris*, ou la célébration commune des sacrements.

L'autre point est également un cheval de bataille du cardinal à cette époque – il réapparaîtra de manière forte dans d'autres contextes comme dans le groupe de Saint-Gall, dont il sera question dans le chapitre suivant: il s'agit du plaidoyer pour que l'Église se garde d'un centralisme excessif. En songeant à l'Église chinoise, où l'ingérence du Vatican dans l'Église locale reste un point sensible, Danneels prêche sur la base de *Lumen gentium* pour qu'on laisse une marge de manœuvre suffisante à l'Église locale et qu'on démocratise dans une certaine mesure l'administration romaine.

L'Église est un corps. Ce corps a bien entendu une tête. Nous avons besoin du successeur de Pierre comme centre de l'unité. Nous ne pouvons pas faire sans. Mais ce centre n'est pas un bureau principal d'où tous les ordres partent vers les branches et les ramifications. C'est plutôt un champ magnétique dans lequel l'unité résulte d'une force d'attraction au lieu d'être imposée par des règles juridiques. Au cours de la dernière décennie, par exemple,

l'affection pour le successeur de Pierre a été ressentie de façon touchante par les catholiques chinois comme un fait incontestable de leur foi, même lorsque la relation légale était rompue. Depuis le Moyen Âge, les dominicains se sont tenus à une sorte de critère démocratique lors de l'élection de leur supérieur. Peut-être les évêques pourraient-ils faire de même. On devrait chercher un moyen de concrétiser cela. [...] Mais la contribution effective des Églises locales dans le choix de leur évêque devrait être d'une manière ou l'autre rétablie. Ne fût-ce que parce que c'est ainsi que cela se passait à l'origine.

Retour précipité de Chine

Finalement, les temps sont mûrs pour une visite en Chine. Cette fois encore, la préparation promet d'être compliquée et le cardinal s'en remet entièrement à Jeroom Heyndrickx, qui entretient des contacts avec toutes les parties impliquées: le Bureau pour les affaires religieuses à Pékin, les autorités religieuses patriotiques en Chine, la secrétairerie d'État du Vatican et la Congrégation pour l'évangélisation des peuples. Cette fois, c'est le soutien du préfet de la Congrégation qui s'avère particulièrement difficile à obtenir, ce qui entraîne un nouveau report. Après un autre contact avec un groupe d'évêques et de prêtres chinois invités au Wollemarkt au début novembre 2004, Danneels décolle le 28 mars 2005 de Bruxelles en direction de Pékin – non sans avoir le matin même fêté le 70^e anniversaire de sa gouvernante, sœur Marie-Louise. Cette fois, tous les membres de la délégation ont reçu un visa: outre Danneels, celle-ci comprend Jeroom Heyndrickx, le prêtre brugeois Jan Dumon, directeur national de Missio, et le provincial belge des scheutistes, Willy van Halewijn.

L'accueil à Pékin est littéralement royal. Le cardinal et quelques membres de la délégation sont salués par le vice-pre-

mier ministre chinois, Hui Lang-yu, à l'endroit où Mao Zedong avait coutume de recevoir ses hôtes autrefois. L'hébergement est à l'avenant: il s'agit de l'hôtel Jiao-Yu-Tai-Guo-Guan, un établissement où les autorités chinoises logent leurs invités lors des visites d'État. Cela n'enlève évidemment rien à la méfiance que suscite la communauté patriotique et au problème de ses relations avec le Saint-Siège. Si luxueux soit le logement du cardinal, la rencontre avec le directeur du BAR, Ye Xiaowen, ne laisse planer aucun malentendu: Ye Xiaowen réserve à Danneels le même accueil que celui auquel le cardinal Roger Etchegaray a eu droit quelques années auparavant et que l'on peut résumer par le mot «savon».

Ye Xiaowen reçoit la délégation dans l'un des anciens palais de la capitale, salue les membres et se lance dans une diatribe contre l'Église catholique romaine. Toutes les fautes commises par les missionnaires chrétiens sont passées en revue et les martyrs canonisés par Rome, accusés de tous les péchés d'Israël. Danneels écoute, apparemment calme. À la fin de la rencontre, les deux parties ne peuvent éviter la question de leurs relations futures. Du côté chinois, on évoque l'image d'une rivière, avec la Chine sur une rive, le Vatican sur l'autre. Le cardinal, fervent adepte des métaphores, réplique simplement: «Alors, il faudra nager, chacun la moitié de la distance». L'idée même que tant Rome que la Chine doivent y mettre du leur aide à détendre l'atmosphère. L'ouverture au dialogue qui s'en dégage pourrait constituer une bonne amorce pour des entretiens futurs. Mais c'est alors que survient le décès de Jean-Paul II.

Tandis que Dumon, Van Halewijn et Heyndrickx restent sur place, le cardinal rentre immédiatement en Europe. Il profite d'un court passage en Belgique pour donner une conférence de presse à propos de sa visite en Chine, puis repart aussitôt pour la ville éternelle, où il doit être présent le 5 avril 2005 aux funérailles de Jean-Paul II. Peu avant le conclave, il a encore l'occasion de parler avec Jeroom Heyndrickx, qui lui apprend com-

ment la visite s'est terminée. Au moment de quitter, la délégation a heureusement constaté qu'elles n'étaient pas venues pour rien. Les autorités ont en effet indiqué qu'elles seraient heureuses de revoir Danneels à une autre occasion, comme cardinal ou... comme pape. Cette dernière charge ne revient toutefois pas à Danneels. Peu après l'élection pontificale, c'est à Benoît XVI qu'il rend compte de son voyage en Chine. Dans l'intervalle, une certaine détente est intervenue dans les relations avec les autorités chinoises. Le lendemain du décès du pape, un communiqué officiel positif a été publié concernant la disponibilité de Jean-Paul II à reconnaître les erreurs de l'Église catholique. Un pas a été franchi.

Une visite pastorale

Après avoir entendu le compte rendu de Danneels, début juillet 2005, le pape Benoît XVI l'a également encouragé à poursuivre son travail en faveur de l'Église en Chine. Cela va déboucher sur l'un des derniers grands moments internationaux de l'épiscopat de Danneels: son second voyage dans l'empire du Milieu. La diplomatie et les contacts exigent cette fois encore un temps de préparation. Mais Rome n'émet plus d'objections. Au contraire, le projet bénéficie du franc soutien du cardinal Ivan Dias, devenu en 2006 préfet de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples. Les relations de la Belgique avec la Chine ont également le vent en poupe: Jeroom Heyndrickx jouit désormais de la confiance de la sûreté de l'État chinoise, ce qui facilite l'aspect organisationnel. Cette nouvelle visite aura d'ailleurs un tout autre caractère que celle de 2005: elle sera avant tout pastorale, et non plus centrée exclusivement sur la concertation avec les institutions officielles.

En mars 2008, Danneels part pour Pékin, accompagné de trois évêques belges: Guy Harpigny, Remy Vancottem et Roger Vangheluwe. La mission poursuit un double objectif: le cardi-

nal doit donner une conférence à l'Académie chinoise des sciences sociales – en fait une répétition du discours qu'il a prononcé à Georgetown en 2003 – et, surtout, la priorité doit être accordée au caractère pastoral, partant de l'idée que la véritable Église chinoise est faite de communautés locales. Cela exige un autre type d'organisation. Alors que la fois précédente, les autorités avaient pour une bonne part décidé de l'agenda, les propositions concrètes viennent cette fois du camp des visiteurs.

En concertation avec la Fondation Ferdinand Verbiest, il a été proposé au BAR et aux services de sécurité de visiter la campagne chinoise plutôt que les grandes villes chinoises. La délégation belge pourra ainsi entrer en contact avec les chrétiens locaux et leurs évêques. La demande ne va pas de soi. Deux suggestions sont faites. D'abord, Danneels et les évêques souhaitent rendre visite à l'une des anciennes missions des pères scheutistes. Cette étape doit les amener dans la vallée du Tigre, au diocèse de Chengde, où Theofiel Verbiest, fondateur de la congrégation, est décédé en 1868. Le lieu est d'autant plus chargé historiquement que trente ans plus tard, le Père Jozef Segers y a été torturé, puis enterré vivant pendant la révolte des Boxers. La demande est acceptée, ce qui étonne quelque peu la délégation.

Le deuxième endroit que les Belges souhaitent visiter est le diocèse de Liaoning, dans le nord-est rural de la Chine. Le lieu est connu sous le nom de Songshuzuizi, c'est-à-dire «Mission des pins». Le poids de l'histoire y est également sensible pour les chrétiens chinois. Il s'agit d'une enclave chrétienne jadis conquise et détruite par les révolutionnaires communistes après de violents combats. La rencontre de Danneels avec l'évêque local et les fidèles de cette contrée reculée constitue un sommet dans le lent rapprochement du cardinal avec l'Église chinoise. De crainte que des tensions ne se produisent, les autorités ont fait savoir la veille au soir qu'elles interdisaient les célébrations

eucharistiques. Le moment où Danneels et ses compagnons sont accueillis par plus d'un millier de chrétiens n'en est pas moins émouvant. Des fleurs leur sont offertes et la foule les accompagne vers le village en une procession rythmée de musique et de chants, qui progresse sur un chemin boueux. L'accueil est à la fois simple et festif. Après les salutations d'usage entre l'évêque Paul Pei et Danneels, le «Notre Père» est récité en latin et en chinois. Aucune messe n'est dite, mais en guise de symbole, la délégation belge offre à l'évêque local un calice ayant appartenu à un missionnaire. La visite se clôture par un feu d'artifice.

Chapitre 24

LE GROUPE DE SAINT-GALL

Dans la première moitié des années 2000, le cardinal Danneels fait partie d'un petit groupe réunissant des personnalités marquantes de l'Église catholique en Europe. Ils partagent les mêmes idées et se rencontrent annuellement en toute discrétion pour discuter librement de la situation de l'Église, de problèmes délicats et des perspectives d'avenir. Ces réunions ont été instaurées en 1995 par le cardinal Martini et Ivo Fűrér, évêque de Saint-Gall. Son expérience de deux décennies environ comme secrétaire général de la conférence épiscopale européenne (CCEE) et les divers contacts noués dans ce cadre l'ont sensibilisé aux difficultés croissantes des leaders ecclésiastiques européens à parler ouvertement des problèmes de gouvernement ecclésial. Depuis la réforme de la CCEE en 1993, l'institution a petit à petit cessé d'être un forum de conversation franche et libre. Trois ans plus tard, Fűrér et Martini ont donc décidé de rassembler autour d'eux un groupe de prélats. Modeste à ses débuts, ce cénacle va devenir ce que certains participants nomment dans leur agenda le «groupe de Saint-Gall».

Un nouveau visage dans le groupe

À partir de 1996, le groupe se réunit une fois par an au début janvier. Toujours à Saint-Gall ou à proximité, toujours avec Ivo Fűrér comme hôte et, les premières années, avec le cardinal Martini comme force motrice et inspirateur. L'histoire de ce groupe amène à aborder plusieurs des thèmes importants de

l'épiscopat de Danneels, ce qui en fait un sujet idéal pour ce chapitre de conclusion sur ses années de mandat, d'autant que le cardinal sera, en dehors de l'évêque Fürer, le membre ayant le plus d'ancienneté. Depuis le début, les participants respectent une règle simple: tout peut être dit, on n'établit pas de rapport écrit et on respecte la discrétion. Les nouveaux arrivants ont toujours un profil bien précis et ne viennent que sur invitation. Enfin, chaque rencontre commence par un exposé sur un thème actuel.

Le cardinal Danneels n'est pas là lors des débuts, en 1996. Cet hiver, cinq figures se joignent au duo Martini-Fürer dans le pittoresque Heiligenkreuz: Paul Verschuren (évêque d'Helsinki d'origine néerlandaise), Jean Vilnet (Lille), Johann Weber (Graz-Seckau) et deux Allemands: Walter Kasper (Rottenburg-Stuttgart) et Karl Lehmann (Mayence). Les deux derniers confèrent un poids particulier au groupe dans la mesure où ils sont connus comme d'excellents théologiens, mais d'une autre tendance que le troisième grand théologien et responsable ecclésiastique d'origine allemande, Joseph Ratzinger. Sans le savoir ni le vouloir, ce dernier joue un rôle de liant. Si le groupe comprend des personnalités de sensibilités théologiques différentes, son commun dénominateur est la conviction que le poids de Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, dans le gouvernement de l'Église universelle, favorise dans les dernières années du pontificat de Wojtyła les forces centralisatrices et restauratrices. Cela laisse deviner le type de sujets abordés: centralisme ecclésial, rôle des conférences épiscopales, développement du ministère sacerdotal, morale sexuelle, politique de nomination des évêques, mise en pratique de la collégialité... À la fin des années 1990, chacun de ses thèmes fait l'objet de documents romains qui suscitent l'émoi, voire la controverse et chacun des membres porte en mémoire ses relations avec les divers organismes de la curie romaine. C'est aussi le cas de Danneels, dont le nom apparaît presque

naturellement sur la liste des invités après quelques années. Le 3 janvier 1999, le cardinal se présente au monastère bénédictin de Fischingen, à une quarantaine de kilomètres de Saint-Gall. Il fait son entrée en même temps que l'évêque de Rotterdam, Adrianus Van Luyn, qui sera peu après actif comme vice-président de la Commission des épiscopats de la Communauté européenne (COMECE).

Un nouveau concile ?

En janvier 1999, l'exposé annuel est donné par Martini, qui plaide pour la convocation d'un nouveau concile. Le cardinal milanais, qui pense concrètement à un concile au programme limité, trouve en Danneels un sympathisant critique. L'idée ne déplaît pas totalement au cardinal belge, mais celui-ci entrevoit aussitôt les problèmes logistiques et pratiques (le fait que l'on doive maintenant réunir une assemblée de 5000 évêques, les problèmes linguistiques, la question financière...). Son pragmatisme le rend sceptique et il le restera. Si Martini soulève la nécessité d'un nouveau concile, c'est en vue de remédier au fonctionnement pyramidal descendant qui règne dans l'Église catholique. Le fait que la vitalité autonome des Églises locales soit sapée et, surtout, la limitation du rôle des conférences épiscopales locales sont un sujet d'irritation constant. L'expérience du court-circuitage du CCEE n'est pas la seule à intervenir dans les conversations. Récemment, en mai 1998, Jean-Paul II a publié le motu proprio *Apostolos suos*, qui décrit le rôle des évêques dans l'Église universelle et développe l'argument selon lequel le collège épiscopal ne peut déléguer son magistère doctrinal à une fraction du collège, fût-ce une conférence épiscopale. De cette façon, Rome place tout le poids magistériel du côté de l'Église universelle et le lie très étroitement au rôle du pape. De fait, cela revient à maintenir les conférences épiscopales dans une position de faiblesse. Pire encore, le document

se réclame de l'image de l'Église comme *communio*, que Danneels a contribué à promouvoir en 1985, mais qui, selon lui, est depuis 1991 interprétée de manière réductrice.

Cela n'est du goût ni de Danneels, ni de Martini. L'entretien du groupe à ce sujet ne reste pas sans suite car, après avoir lancé ses idées dans l'intimité de Saint-Gall, Martini emmène avec lui l'écho de ses confrères et soumet sa proposition au deuxième synode des évêques sur l'Europe à la fin de l'année 1999, où elle reçoit un accueil mitigé. Ce *modus operandi* – une discussion interne approfondie et ouverte, suivie par l'action individuelle des membres sur la scène publique – illustre d'emblée le rôle et le fonctionnement du groupe de Saint-Gall. Danneels procède également de la sorte et tient pendant le même synode un discours dans lequel il s'oppose plus que jamais au pessimisme culturel qu'il voit dominer chez une série de prélats romains. La tendance à voir l'Europe occidentale comme un «continent d'apostats» ou presque lui paraît illégitime. Il utilise comme mantra cette petite phrase: «Tout est-il vraiment si négatif?». Non seulement le discours marque de nombreux pères du synode, il attire également l'attention de Jean-Paul II, qui fait signe qu'exceptionnellement, le cardinal belge peut dépasser le temps de parole de huit minutes qui lui est imparti.

L'appel à la conscience

Pour Danneels, les journées passées à Saint-Gall ont un peu un air de vacances: la liberté de parole et l'absence de formalisme lui permettent de reprendre souffle. Le fait de rencontrer des pairs de manière ouverte et dans un cadre détendu l'encourage, même si le fait même que ces discussions doivent se tenir à huis clos en dit long sur l'état de l'Église. À la réunion de janvier 2000, qui a lieu quelques mois après le synode sur l'Europe, l'évêque Verschuren est absent. L'homme est gravement malade

et décédera en février. Karl Lehmann quitte également le groupe cette année-là. Danneels est présent, ainsi que Martini, Fürer, Vilnet, Weber, Kasper et Van Luyn. C'est au tour de Van Luyn de préparer la conférence d'ouverture, qui traite du catholicisme aux Pays-Bas vingt ans après le synode particulier où Danneels a joué son rôle conciliateur. Le salésien expose en détail les conséquences néfastes d'une politique de nomination consistant à choisir des évêques qui ne représentent qu'une petite partie des fidèles et les tensions que cela entraîne dans les communautés locales comme dans la conférence épiscopale. Le thème du rôle des évêques reste d'ailleurs un fil rouge dans les conversations du groupe, même si cette rencontre est avant tout centrée sur la relation entre Église et société et les conséquences pénibles d'une politique qui donne la préférence à un purisme ecclésial, qui détache l'Église de son contexte et s'oppose à la société moderne.

Cette tendance à une identité ecclésiale stricte et exclusive s'est manifestée pendant le dernier synode des évêques – qui est à présent évalué à Saint-Gall – et détermine de plus en plus le traitement des thèmes éthiques. Les difficultés de l'Église vis-à-vis de l'homosexualité et des couples divorcés et remariés deviennent un sujet de débat dans le groupe. Dans les dernières années de son épiscopat, Danneels s'exprime plus souvent et plus clairement sur le sujet: au début avril 2007, il répète une conviction qu'il avait déjà formulée à l'époque du *Livre de la foi*, à savoir que les couples remariés doivent eux-mêmes décider en âme et conscience s'ils peuvent recevoir la communion. Dans ce domaine, il se distancie ouvertement du point de vue de principe que le pape Benoît XVI a formulé deux semaines plus tôt dans l'exhortation apostolique *Sacramentum caritatis*: les chrétiens qui se marient pour la deuxième fois n'ont pas le droit de communier. Danneels ne voit pas là un problème fondamental. Il fait une distinction entre l'attachement, légitime, de l'Église à l'indissolubilité du mariage d'une part, et la vie

humaine réelle de l'autre. Dans ce dilemme, la primauté de la conscience joue un rôle.

En ce qui concerne l'attitude à avoir à l'égard de l'homosexualité, la position de Danneels est également connue, même si dans ce domaine, il s'exprimera avec plus de force après sa retraite, notamment dans une interview donnée aux quotidiens financiers *De Tijd* et *L'Écho*. À la différence de plusieurs de ses confrères du collège cardinalice, pour lui, ce n'est pas une question de sacramentalité, mais de liberté religieuse et de respect pour la séparation entre Église et État: ce qu'il a écrit en 2003 à Guy Verhofstadt, il le dira oralement et en public plus tard, affirmant dans les médias qu'il considère comme «une évolution positive le fait que les États soient libres de rendre le mariage civil accessible aux homosexuels qui le souhaitent». Comme par le passé, il pense en revanche qu'un tel contrat social ne peut porter l'étiquette de mariage. Danneels trouve à Saint-Gall des prélats qui partagent ses pensées sur ce point.

À propos des laïcs et du communisme

Au début 2001, Danneels et ses compagnons habituels – Fürer, Martini, Vilnet, Weber, Kasper et Van Luyn, cette fois réunis au palais épiscopal de Saint-Gall – accueillent deux nouveaux membres: Cormac Murphy-O'Connor, l'archevêque de Westminster qui deviendra peu après cardinal, et Joseph Doré, archevêque de Strasbourg. L'agenda du jour prévoit une discussion sur les laïcs. Après un exposé préliminaire de Jean Vilnet, le groupe se penche sur les besoins pastoraux, qui n'ont pas diminué pendant la décennie et demie qui a suivi le synode consacré à ce thème. Le déclin des vocations et la réduction d'échelle des communautés chrétiennes locales en Europe exigent une nouvelle réflexion sur le statut et le rôle des laïcs, tant sur le plan théologique que sur le plan ecclésiastique.

L'autre grand thème du jour est le développement de l'Église en Europe suite à l'implosion du bloc communiste. Après la chute du mur de Berlin, l'instabilité règne dans cette partie du monde, avec des régimes qui s'écroulent et des démocraties fragiles. Parallèlement, l'Union européenne s'élargit à de nouveaux États et à de nouveaux candidats membres. Ce processus d'intégration entraîne des tensions interreligieuses que Danneels ne connaît que trop bien. D'ailleurs, pour Danneels le groupe de Saint-Gall représente un réseau bien utile dans le cadre de son engagement interreligieux et plusieurs de ses membres sont sollicités par le cardinal en vue d'une participation aux réunions du European Council for Religious Leaders, qui visent à promouvoir le dialogue interreligieux en Europe.

Au rendez-vous de janvier 2002, un autre nom s'ajoute à la liste des membres: Alois Kothgasser, salésien et évêque d'Innsbruck, en Autriche. Le groupe commence par évaluer le synode des évêques de 2001, événement de grande importance, car, du 30 septembre au 27 octobre, les pères du synode ont débattu de leur propre rôle, celui d'évêque. Ce synode a bénéficié d'un temps de préparation particulièrement long puisque deux ans à l'avance, tous les évêques avaient déjà répondu personnellement à vingt-trois questions. Sur cette base, un rapport préparatoire très circonstancié a été rédigé par le rapporteur. Celui-ci, confrère jésuite de Martini et cardinal-archevêque de Buenos Aires, porte le nom de Jorge Mario Bergoglio. Il se chargera en compagnie du cardinal de New York, Edward Egan, d'un rapport final, intitulé *L'évêque, serviteur de l'Évangile de Jésus Christ pour l'espérance du monde*. Bergoglio gagne par son attitude et par ce biais la confiance d'un grand nombre de participants du groupe de Saint-Gall, y compris Danneels. La reconnaissance est réciproque, dès lors qu'au synode, le cardinal belge plaide ouvertement pour une gestion plus collégiale et subsidiaire de l'Église et se montre très critique à l'égard de la direction prise

avec *Apostolos suos*: Danneels revendique pour les conférences épiscopales une plus grande force de frappe, en premier lieu dans le domaine pastoral. Elles doivent regagner la liberté de prendre des décisions sans attendre à chaque fois les instructions détaillées de Rome. Tout en affirmant que les compétences des conférences épiscopales régionales ou continentales peuvent être reconnues et établies par un synode, il dénonce le profond dysfonctionnement de la synodalité même, estimant que les synodes des évêques sont devenus de simples moments de ratification de ce qui a déjà été décidé à Rome, un forum disposant de trop peu de vie et d'impact: «Seuls les morts sont conservés dans une chambre froide», déclare, sombre, le cardinal.

Ce verdict fait écho aux critiques déjà exprimées au consistoire extraordinaire de mai 2001, lors duquel Danneels avait déjà fustigé le centralisme romain et signalé le besoin d'une réforme de l'Église allant dans le sens d'une véritable synodalité. Au début des années 2000, le cardinal se montre de plus en plus en plus sévère à l'égard du gouvernement central de son Église et est soutenu dans son plaidoyer pour une véritable collégialité par des compagnons d'esprit comme Murphy-O'Connor et le cardinal italien, Achille Silvestrini. En proposant la création d'une commission chargée de réfléchir à une réforme et en affirmant que l'Église devait moins parler en termes de pouvoir, pour davantage privilégier le principe de la collégialité, Danneels traduit donc, au synode de 2001, le sentiment du groupe de Saint-Gall.

Ses pairs se montrent enthousiastes à propos de ses interventions, en janvier 2002. La rencontre qui a lieu à Saint-Gall à ce moment est aussi la première qui suit les attentats terroristes du 11 septembre. Les réactions de Danneels au lendemain du drame reflètent un double point de vue: d'une part, une mise en garde critique contre les risques de fondamentalisme et de radicalisation, de l'autre, le désir persistant d'identification avec une tradition religieuse étroitement liée au christianisme. En 1998, il

avait déjà mis l'accent sur le lien parfois difficile, mais nécessaire entre islam et chrétienté dans une lettre à l'évêque d'Alger, Henri Teissier, à la suite de l'assassinat de moines du couvent de Tibhirine, dans les montagnes de l'Atlas. Dans ce courrier daté du 14 janvier, il écrivait :

Nous avons récemment entendu en Belgique le témoignage du Père Jean-Pierre, l'un des moines qui a survécu à l'attaque contre la communauté de Notre-Dame de l'Atlas. Il a insisté sur le fait qu'il lui était impossible de penser à ses confrères martyrs sans penser aussi à toutes les victimes chrétiennes et musulmanes de la tragédie qui a si durement frappé l'Algérie et à tous ceux qui vivent aujourd'hui encore dans la douleur et la peur. [...] Vous vivez dès à présent dans le Ribat-es-Salam, l'alliance de paix. Nous espérons avec vous qu'avec l'aide de Dieu, tous les Algériens redécouvriront rapidement ce Ribat-es-Salam et se sauront soutenus par leur engagement courageux, fondé sur les Saintes Écritures.

Après le 11 septembre 2001, cette pensée est progressivement associée à la nécessité d'une Renaissance pour l'islam européen, une notion que Danneels développe aussi au sein de l'ECRL. Le 24 septembre 2004, il donne dans le cadre du colloque *Solidarité en Europe*, à Anvers, une conférence dans laquelle il évoque la nécessité de «Lumières» pour l'islam : «Un islam qui soit ouvert au monde, reconnaisse la séparation entre Église et État et religion et politique, et qui accepte en outre des valeurs comme la tolérance, la solidarité et la dignité humaine».

Ensuite, le groupe de Saint-Gall aborde le sujet du diaconat féminin. La question est cruciale, car elle peut représenter une étape vers une plus grande ouverture à l'ordination des femmes. Mais le sujet n'est pas neuf pour qui se souvient du rôle de Danneels au synode de 1987. Pour lui, le principe d'une telle

ordination est envisageable d'un point de vue biblique et historique et il se rend compte que, du reste, même les écrits de Joseph Ratzinger ne l'excluent pas complètement. Mais à Rome, la crainte d'ouvrir la boîte de Pandore domine. Danneels sera à nouveau confronté au thème plus tard, pendant la visite *ad limina*, ou visite quinquennale obligatoire, des évêques belges aux dicastères romains en 2003. Il aura alors droit à des critiques vaticanes concernant la suggestion de deux évêques compatriotes, Arthur Luysterman et Roger Vangheluwe, qui proposent d'autoriser aux femmes l'accès à l'ordination diaconale. Étant donné les tensions, Danneels ne prend pas position publiquement. Il déclarera plus tard que le diaconat pourrait être rendu accessible aux femmes sans que cela ait d'implications pour la prêtrise – rejoignant par là le point de vue exprimé par le cardinal Martini dans le journal *Il Tempo* en avril 2004.

Le chemin du conclave

L'année 2003 représente pour le groupe de Saint-Gall un virage. La faible santé de Carlo Maria Martini ne lui permet plus d'être présent. Il est «remplacé» par Achille Silvestrini, ancien préfet de la Congrégation pour les Églises orientales, qui a clôturé en 2000 une carrière de plusieurs décennies au sein de la curie. Outre Silvestrini, le groupe accueille un autre nouveau venu : le cardinal Lubomyr Husar, métropolitain de Lviv, en Ukraine.

Le remplacement de Martini par Silvestrini entraîne un changement de style et de vision. Mais cela va plus loin : cette arrivée introduit à l'agenda un nouveau thème, qui va s'y maintenir au cours des années suivantes. À partir de 2003, toutes les rencontres portent en effet sur la préparation de la période qui suivra Jean-Paul II, dont la santé, au sujet de laquelle Silvestrini apporte des informations de première main, s'est fortement dégradée. Les membres du groupe sont unanimes à dire que le choix du prochain pape sera déterminant pour l'avenir de

l'Église. Les journées de janvier de 2003, 2004 et 2005 sont donc centrées sur un programme similaire: bilan de la situation de l'Église mondiale, primauté du pape, lien entre primauté et collégialité des évêques et succession de Jean-Paul II. Le groupe acquiert ainsi une importance stratégique en perspective d'un éventuel conclave. L'entrée en janvier 2004 de José da Cruz Policarpo, patriarche de Lisbonne et président de la conférence épiscopale portugaise, n'est pas anodine. Le groupe compte dorénavant parmi ses membres et anciens membres une série de cardinaux renommés qui seraient sur la même longueur d'ondes pendant un éventuel conclave: Martini, Danneels, Murphy-O'Connor, Silvestrini, Policarpo, Husar, Kasper et Lehmann. Si chacun d'eux parvient à exploiter son réseau, le groupe risque d'avoir un poids considérable.

Dans les années qui précèdent le conclave, en décembre 2003, Danneels accorde au mensuel *Trenta Giorni* une interview remarquée, qui peut être lue comme une conversation à cœur ouvert sur les soucis, les attentes et les espoirs d'un cardinal européen. Pour les initiés, elle synthétise aussi, en quelque sorte, les rencontres du groupe de Saint-Gall. Danneels évoque par exemple l'importance de concevoir les «évêques comme des successeurs des apôtres, et non comme les représentants d'une multinationale». Il se plaint aussi d'un flux continu de papier: «Nous sommes quotidiennement confrontés à de longs documents, à des instructions, etc.». Concernant la collégialité, il affirme qu'elle appartient à l'essence de l'Église et n'implique donc pas de concurrence entre le pape et le collège épiscopal. Cependant, ajoute-t-il avec pessimisme, «Je pense que le problème de la collégialité ne sera résolu qu'après le retour du Christ sur terre». Danneels se fait une fois encore le défenseur de la synodalité réelle, d'un forum de débat véritable, «où la discussion libre serait possible, dans le respect des prérogatives du pape certes, mais décomplexée».

Le décès de Jean-Paul II signe la fin d'une époque. Pendant un moment, l'intense intérêt pour la personne du pape éclipse tout le reste. La dernière fois que Danneels a vu Jean-Paul II, c'est à Lourdes, le 15 août 2004: l'image de cet homme, malade et solitaire, en prière à la grotte de la Vierge, l'a ému. Six mois plus tard, les principales déclarations venant de Rome portent sur l'état de santé du pape. À Pâques 2005, il n'est même plus capable de parler. Il décède finalement le 2 avril, à 21 h 37. Danneels, qui se trouve alors en Chine, doit rentrer en catastrophe, sachant très bien que dans les médias internationaux, il figure sur la liste des *papabili*. Le 4 avril 2005, sa photo figure en première page du *Washington Post*...

Le pré-conclave donne déjà une idée de la direction que va prendre l'élection. Même si les cardinaux du groupe de Saint-Gall présents à Rome envoient à Ivo Fűrér une carte postale portant le message: «Nous sommes ensemble ici dans l'esprit de Saint-Gall», c'est le cardinal Ratzinger que le conclave va choisir comme successeur presque évident du pape polonais, cela, bien que pendant le pré-conclave, le cardinal jésuite Jorge Mario Bergoglio ait représenté une alternative réaliste. À la veille du conclave qui élira le 19 avril le cardinal Ratzinger qui prendra le nom de Benoît XVI, Danneels envoie un SMS à Toon Osaer, son ancien porte-parole qui l'accompagne à Rome. Osaer a promis à la presse qu'après le conclave, le cardinal s'exprimerait. Danneels tient parole. Pendant qu'une partie de ses confrères participent à un dîner en compagnie du nouveau pape, il apparaît devant les caméras avec un visage où se lit la déception. Les spectateurs devinent qu'il est loin d'être enthousiaste. Danneels tentera plus tard de s'amender en prononçant dans la cathédrale des Saints-Michel-et-Gudule une chaleureuse homélie, dont il enverra amicalement le texte au pape.

Le conclave représente le début de la fin du groupe de Saint-Gall: le but semble subitement moins clair. Comme Ivo Fűrér

part à la retraite la même année, les rencontres ne pourront désormais plus se tenir dans le beau bâtiment du palais épiscopal. Le groupe s'y réunit pour la dernière fois en janvier 2006, en cercle beaucoup plus restreint. Outre l'hôte, seuls Danneels, Kothgasser et Van Luyn sont présents. Le déclin est amorcé et l'atmosphère n'est plus celle des grands jours du groupe. En janvier de l'année qui suit, le groupe, une nouvelle fois réduit à quatre personnes, se réunit dans la maison parentale de Fürer, dans la localité proche de Gossau. La flamme s'éteint doucement.

Les effets de l'interview télévisée donnée par Danneels après le conclave ne vont pas se dissiper immédiatement. Le 7 juillet 2005, Danneels et Benoît XVI se rencontrent pour la première fois depuis le conclave. L'audience se centre, comme mentionné dans un chapitre précédent, sur les questions bioéthiques, la recherche sur les cellules souches dans les universités catholiques belges et, brièvement, sur le rôle de Danneels auprès de l'Église chinoise. Ces thèmes sont assez délicats en soi et l'entretien ne contribue pas à effacer l'image négative dont le cardinal fait l'objet. Le problème sera aplani à une autre occasion. Le 19 août, en marge de la visite papale à Cologne, Danneels évoque le sujet avec le pape. Cela permet manifestement de clarifier la situation puisque, le jour-même, le cardinal déclare à un journaliste d'une chaîne de télévision belge, VTM, que l'affaire est réglée: «Le pape m'a dit qu'il avait lu mon homélie, qu'il était temps de tirer un trait sur cette affaire et qu'il n'y avait plus de problème». Si les relations personnelles entre le pape et le cardinal se sont réellement pacifiées, les médias donnent toujours leur propre version des faits. Il suffit de mentionner que Georg Ratzinger, le frère du pape, fait quant à lui souffler un fort vent contraire. Le lendemain de la conversation entre Danneels et le souverain pontife, il s'exprime en termes durs sur le cardinal belge dans une interview pour l'hebdomadaire berlinois *Junge Freiheit*. Tandis que Georg Ratzinger se montre

prudent concernant des cardinaux allemands comme Walter Kasper, il décrit Danneels comme un cardinal dont les déclarations ne sont «plus guère compatibles avec la foi catholique». Il ne précise pas à quelles déclarations il pense.

Conclusion

LA FIN D'UN ÉPISCOPAT

En dépit de son mécontentement face à l'évolution centralisatrice et théologique de Rome, c'est un regard satisfait que Danneels jettera fin 2009, début 2010 sur le riche palmarès de trois décennies de travail assidu. Lorsqu'à son 75^e anniversaire, en 2008, il est prolongé dans ses fonctions plutôt que d'être immédiatement remplacé, beaucoup de catholiques belges accueillent la nouvelle avec soulagement. Danneels est devenu le visage de l'Église belge, mais aussi un homme très apprécié en dehors de celle-ci. La faculté de théologie de Louvain organise, à l'initiative de son doyen Mathijs Lamberigts, une journée d'étude en son honneur et les médias se penchent également sur «Le mystère du sphinx» (*De Standaard*, 31 mai 2008), sur la personne qu'il est réellement. Après trente ans de présence dans l'espace public, cet homme à la fois communicatif et secret reste pour beaucoup un inconnu, cela, malgré ses nombreuses interviews, sa disponibilité à exposer sa vision quand on le lui demande et le succès de ses publications.

La recette de Godfried Danneels semble se cacher dans un mélange de paix intérieure, de bagage intellectuel, de respect fondamental et de volonté de dialogue. Mais aussi dans la capacité de traduire des problèmes complexes dans un langage accessible et imagé. Il est vrai qu'il choisit soigneusement ses interlocuteurs, avec une propension à se protéger lui-même; malgré de nombreuses sollicitations, il n'a par exemple jamais voulu débattre avec Etienne Vermeersch ou avec Rik Torfs. À partir du début des années 1990, il prend davantage de risques

dans les médias; la longue interview télévisée qu'il donne à Edmond Blattchen pour la RTBF le 1^{er} décembre 1993 est très bien accueillie et révèle un cardinal à la fois accessible et d'un niveau intellectuel élevé. Lorsque Mark Uytterhoeven et Wouter Vandenhaute sollicitent sa participation au programme télévisé satirique *Het huis van wantrouwen* («La maison de la méfiance») Danneels accepte de surmonter sa réticence à l'égard du «genre plus léger» à condition de ne pas être tourné en dérision. L'émission, diffusée le 9 janvier 1992, s'avère une réussite, à la fois pour les réalisateurs et pour le cardinal, qui montre qu'il sait combiner son sérieux de leader religieux avec le sens de l'humour. En 2001, il en donne une nouvelle démonstration à la RTBF en conversant avec Malvira, une marionnette bien connue du petit écran dans le sud du pays. L'émission en direct lors de laquelle il reçoit le trophée Castar, le samedi 20 décembre 2003, illustre le succès de sa confrontation avec les médias. La chaîne de télévision Canvas, le quotidien *De Standaard* et Radio 1 honorent par ce prix «un homme ou une femme qui s'est exprimé de façon positive sur le plan culturel, social, politique et socioéconomique au cours de l'année».

Le vaste engagement social de Danneels ne fait aucun doute au début de sa retraite. S'il ne s'agit pas ici de l'engagement spectaculaire d'un provocateur, le grand public sait apprécier le rôle d'un penseur qui œuvre loin des caméras pour l'humanité et le rapprochement. Pendant la première partie de son épiscopat, le centre de gravité de cet engagement se trouve principalement dans l'Église locale, mais aussi, à la demande de Rome, dans l'Église internationale. Durant les années qui suivent, il se déplace davantage vers l'international; Danneels milite au-delà des frontières pour l'amélioration de l'humanité. En tant que président international de Pax Christi, il étonne par sa diplomatie tranquille, mais tenace dans les conflits affectant le monde post-communiste, que ce soit dans les Balkans, en Afrique ou

en Chine. La faculté du cardinal à écouter tous les points de vue offre des chances à la concertation et permet de dégager des pistes de solution.

Au sein d'une Église européenne qui ne sait quelle attitude adopter face à la sécularisation, Danneels emprunte des voies personnelles. Il trouve des alliés dans des leaders ecclésiaux européens d'une grande force spirituelle et intellectuelle, comme Walter Kasper, Basil Hume et Carlo Maria Martini. Mais le choix d'une voie implique d'en abandonner d'autres. Si Danneels respecte les soucis de Joseph Ratzinger et de Karol Wojtyła concernant l'Église, il ne partage pas toujours leurs analyses ou solutions. Le fait que le conclave de 2005 n'entraîne pas la réorientation souhaitée est, certes, une désillusion. Le cardinal exprime ouvertement sa déception et perd une nouvelle fois du crédit à Rome. En revanche, il gagne en estime comme leader qui s'engage sur le terrain du dialogue interreligieux conçu comme moyen de parvenir à une société plus humaine en Europe et dans le monde.

Les efforts de Danneels dans les médias, son engagement pour la paix et le dialogue interreligieux révèlent un pasteur désireux de voir s'imposer une Église plus communicante. Il le fait aussi dans son propre archidiocèse et dans la province ecclésiastique belge, où son implication dans la catéchèse et la liturgie, l'enseignement et la vie religieuse est souvent bien réelle à défaut d'être frappante. Il encourage les gens par de nombreuses visites et met un point d'honneur à trouver une place dans son agenda pour les prêtres et les diacres qui ont besoin d'un entretien. À partir de la Noël 1981, l'engagement social et spirituel de Danneels se traduit aussi par des brochures qu'il écrit et diffuse chaque année à Pâques et à Noël – la dernière de la série, en 2009, s'intitule *La petite fille espérance*. Ces brochures en format de poche éditées par le service de presse de l'archidiocèse sont toujours illustrées par des œuvres d'art contemporaines et sont vendues à 35 000 exemplaires mini-

mum, souvent même à 60 000 à 70 000 exemplaires. Dans certains cas, comme celui de la brochure *Jeunesse: courants et contre-courants*, le tirage dépasse même les 100 000 exemplaires. Ces chiffres font du cardinal l'un des principaux auteurs belges, tant en néerlandais qu'en français. Il ne s'en tient d'ailleurs pas à des brochures. Il dialogue très concrètement avec sa communauté de fidèles. En guise de variante parlée, il propose chaque année les soirées «Ten huize van...», à l'archevêché, lors desquelles il donne une conférence devant un public de jeunes, de parents et d'intéressés, avant de s'entretenir personnellement avec son auditoire.

Après trente ans, Danneels est également devenu un personnage emblématique de la ville de Malines. Des figures de familles politiques et d'idéologies diverses assistent avec plaisir à la réception de Nouvel An de l'archevêché. Lors de la réception d'adieu donnée en septembre 2009, des personnalités comme le premier ministre Yves Leterme répondent à l'invitation. Le 18 juin 2010, le cardinal est fait citoyen d'honneur de la ville par le bourgmestre libéral Bart Somers. La ville lui tient à cœur. Après sa démission, Danneels ne retourne pas vers sa Flandre-Occidentale natale, préférant rester dans la ville des «éteigneurs de lune», comme l'on surnomme les Malinois. Il y occupe une belle habitation avec la religieuse qui continue à tenir son ménage. Danneels s'y consacre à la prière et à l'art. Il continue à prêcher des retraites et, à la faveur de l'éméritat, consacre aussi plus de temps à ses trois «B» favoris: Bach, Beethoven et les Beatles. Sa maison est décorée avec goût et rehaussée d'art religieux contemporain, de sculptures et de peintures d'artistes comme Michel Ciry, Wim Van Rompu et Arcabas.

Partie V

**CRISE
ET
ESPOIR**

(2010-2013)

Chapitre 25

ANNUS HORRIBILIS

L'adieu en beauté et la retraite sereine que beaucoup souhaitaient à Danneels vont être contrariés par trois événements: la nomination de Monseigneur André-Joseph Léonard comme successeur sur le siège de Malines-Bruxelles, la démission dramatique de l'évêque brugeois Roger Vangheluwe et l'«opération Calice». Si le départ de Danneels et la question de sa succession ont été retardés pour lui permettre d'assister à la canonisation du Père Damien et de célébrer les 450 ans de son archidiocèse en tant qu'archevêque siégeant, au début 2010, tout cela appartient au passé.

L'acceptation de la démission de Danneels est suivie de la nomination d'André Léonard, évêque de Namur, comme huitième archevêque belge depuis 1831. La nouvelle est annoncée le 18 janvier 2010. Le 27 février de la même année, pendant la cérémonie durant laquelle Léonard est installé comme archevêque à la cathédrale Saint-Rombaut de Malines, Danneels donne lecture de la lettre de nomination du pape Benoît XVI. Après avoir remercié Dieu et le pape, Léonard exprime sa gratitude à son prédécesseur pour «le modèle qu'il lui a donné par sa modestie et son souci de la paix». Sous les paroles courtoises se cache une tension. Après la célébration eucharistique, Danneels donne une poignée de main formelle à son successeur et quitte rapidement la réception pour rejoindre l'appartement malinois où il séjourne provisoirement.

Le cardinal n'est pas le seul à qui cette nomination laisse un goût amer. Karl Josef Rauber, nonce en Belgique jusqu'au mois

de juin 2009, habituellement d'une discrétion extrême, est si désappointé qu'il rompt le silence diplomatique et fait dans la revue italienne *Il Regno* le récit des consultations qui ont précédé le choix du successeur de Danneels. Rauber laisse entendre que le nom de Léonard n'a jamais été mentionné dans la «terna» qu'il a envoyée à Rome et qu'un consensus s'était dessiné pour un autre candidat. Le nonce ne nomme personne, mais songe à l'évêque auxiliaire Jozef De Kesel. Les souhaits de l'Église locale ont été niés.

La démission de Vangheluwe

Deux mois à peine après la nomination du nouvel archevêque, en avril 2010, une bombe éclate dans l'Église belge. Dans la nuit du lundi 19 au mardi 20, le cardinal et tous les évêques belges reçoivent un e-mail faisant état de l'abus sexuel d'un mineur par Roger Vangheluwe, évêque de Bruges. L'après-midi même du lundi, Vangheluwe a donné une conférence pour les étudiants de la faculté de théologie de Louvain. Interrogé sur sa position concernant la pédophilie, question brûlante dans la société belge, il a répondu que cela se produisait effectivement aussi dans la famille de l'Église, mais que c'était «scandaleux».

Le vendredi qui suit, l'archevêque Léonard fait savoir lors d'une conférence de presse à la rue Guimard de Bruxelles que Vangheluwe a été démis de son poste d'évêque par Rome pour abus sexuel. Le matin même, le journal *De Standaard* a publié la nouvelle en première page, sans toutefois en faire sa une. En page 13 de cette édition, on lit qu'à ce stade, on ignore si l'accusation concerne Vangheluwe lui-même ou un de ses subalternes. L'archevêque, Monseigneur Léonard, est accompagné lors de la conférence de Peter Adriaenssens (qui dirige depuis février la Commission pour le traitement des plaintes pour abus sexuel), de l'évêque de Tournai Guy Harpigny (responsable de la problématique au sein de la conférence épiscopale) et du

porte-parole de Vangheluwe, qui lit un communiqué de ce dernier dans lequel l'évêque reconnaît avoir abusé d'un jeune de son entourage proche, tant avant son ordination épiscopale qu'après. Il apparaîtra plus tard que la dénomination d'entourage proche est un euphémisme: l'homme a abusé pendant treize ans, de 1973 à 1986, un neveu. Lui-même décrira cela comme une «petite relation» dans une interview pour la chaîne de télévision commerciale VT4, l'année suivante. Durant la conférence de presse du 23 avril, quelques minutes après qu'il ait été question d'excuses envers la victime et la famille et de demande de pardon de leur part, le nom de Danneels tombe dans la partie néerlandophone de la déclaration lue par l'évêque Harpigny.

Je précise qu'aucun membre de la Conférence n'était au courant de cette situation épiscopale. J'ai seulement appris qu'au début du mois, Monseigneur Danneels, déjà émérite, avait rencontré la famille de la victime en présence de Mgr Vangheluwe. Il a écouté et constaté que la situation n'était pas apaisée et ne pourrait en rester là. En même temps, la victime a pris contact avec la Commission pour le traitement des abus sexuels dans le cadre d'une relation pastorale.

Ce court message a une conséquence imprévue: en un éclair, l'intérêt des journalistes pour l'indéniable forfait de Vangheluwe se détourne, à travers la réaction énergique de Léonard, vers le rôle présumé douteux de Danneels dans l'affaire. Que s'est-il précisément passé pendant cette rencontre avec la famille? Quelle suite le cardinal y a-t-il donné?

L'entourage de Danneels décide de réagir promptement, mais les communiqués de presse de son porte-parole, Hans Geybels, ne parviennent pas à calmer les rafales de questions venant des

journalistes. De plus, le nom de Rik Devillé refait surface. Devant les micros, le curé Devillé prétend qu'au milieu des années 1990, il a évoqué à Danneels l'abus sexuel de Vangheluwe. Sa parole est opposée à celle du cardinal lorsque Geybels affirme que ce dernier ne s'en souvient pas. Le lendemain de la conférence de presse de Monseigneur Léonard, le cardinal en organise une à son tour. En route pour Bruxelles avec Danneels sur la banquette arrière de la voiture, le porte-parole du cardinal reçoit un coup de téléphone du neveu de Vangheluwe, qui annonce qu'il a enregistré la conversation à laquelle Harpigny a fait référence et qu'il la rendra publique si la conférence de presse a lieu. Il exige de parler au cardinal. Sur quoi, les deux hommes discutent une demi-heure, si bien que la conférence de presse débute en retard. Elle se déroule néanmoins comme prévu: le cardinal déclare qu'il a effectivement été en contact avec la famille de Vangheluwe au début avril.

Préalablement à cette rencontre, Danneels a également eu une brève communication téléphonique avec Vangheluwe. L'évêque de Bruges a annoncé au cardinal, profondément choqué, qu'il avait eu une relation avec un mineur. Avant que l'affaire n'éclate, le 8 avril 2010, Danneels s'est rendu à Bruges pour y être fait membre d'honneur de l'association de seniors OKRA à l'occasion de sa récente retraite. L'évêque de Bruges était également présent. Pendant la réception, il a pris Danneels à part et l'a invité à manger avec lui à la résidence épiscopale. Lorsqu'il lui a proposé pendant le repas de rencontrer sa famille, le cardinal a répondu qu'il préférerait le faire à un autre moment, mais Vangheluwe l'a mis sous pression: la famille de la victime était déjà en route pour l'abbaye de Steenbrugge. Danneels a donc cédé et tous deux sont partis à Steenbrugge. Sur place, Vangheluwe a appris que la famille arriverait un peu en retard. De plus, à leur arrivée, la victime et sa famille étaient étonnées de voir le cardinal. Ils pensaient rencontrer l'archevêque, André-Joseph Léonard, mais Vangheluwe avait modifié le projet. Au moment

de sa propre conférence de presse sur l'affaire Vangheluwe, Danneels, profondément blessé et avec le sentiment d'avoir été trahi par un collègue, reste discret comme toujours et passe sous silence le fait que la victime s'attendait à rencontrer son successeur. Il se limite à une déclaration dans laquelle il éclaire ses intentions.

Il [Vangheluwe] me demanda au nom de la famille de la victime, que je le rencontre avec celle-ci en toute confidentialité et que je les écoute. C'est ce que je fis. J'ai pensé qu'à ce stade confidentiel, je n'avais pas le droit de communiquer quelque chose de cet abus à des tiers, que ce soient les évêques, les instances judiciaires ou la commission. Le but de cette rencontre était d'écouter et éventuellement d'arriver à une conclusion qui recueille l'assentiment de tous.

Avant que le ton de la déclaration ne se fasse plus personnel, Danneels ajoute qu'en ce qui le concerne, la conversation n'était pas terminée et qu'elle devait avoir une suite. Exceptionnellement, il laisse transparaître ses émotions.

Je n'ai jamais entrepris quoi que ce soit pour étouffer l'affaire ou la couvrir du manteau du secret. Cela me blesse d'entendre les reproches et soupçons exprimés à mon encontre, comme si j'aurais voulu cacher ou camoufler l'affaire. J'ai simplement – par une démarche peut-être trop spontanée – d'aide, voulu rendre service à l'évêque et à sa famille. Peut-être que j'aurais dû refuser et immédiatement renvoyer vers la commission. Mais la famille avait demandé de me voir et de me parler. Cependant, je pense, maintenant encore, que rendre service à des personnes qui sont en détresse et vous demandent de l'aide,

ne peut être considéré comme une faute ou une tentative de cacher la vérité.

La situation m'attriste. J'assure la victime et sa famille que je partage profondément leurs souffrances. Je n'oublie pas non plus Mgr Vangheluwe, même si je ne puis que fortement réprouver ses actes. Je suis attristé par les blessures infligées à l'Église et aux nombreux fidèles. Il est enfin très douloureux que ma volonté d'aider – peut-être de façon par trop généreuse, spontanée et quelque peu irréflectie – risque de m'être désormais imputée comme faute.

Une telle conférence de presse ne soulève-t-elle pas davantage de questions qu'elle n'en résout? Le fait est que Danneels va payer les pots cassés dans les journaux du lundi, et ailleurs. L'écrivain Geert Van Istendael ajoute dans la 17^e édition revue de son *Labyrinthe belge* quelques lignes à propos du cardinal. Le ton positif qui dominait auparavant fait place à ce commentaire: «L'intelligence phénoménale de Danneels ne l'a pas préservé de l'un des sept péchés capitaux, l'«acédie», ou paresse morale. Ce terme signifie notamment que l'on tarde à faire ce que l'on doit faire».

Ce remaniement incite à se demander si, plutôt que la paresse, ce n'est pas surtout le poids de l'habitude qui a joué contre le cardinal. Dans ce cas, la méthode éprouvée de Danneels se retourne contre lui comme un boomerang. Lui qui doit sa carrière à une savante alchimie de recherche patiente de compromis, de tentative de réconciliation, le tout de préférence accompli dans une discrétion totale, se heurte ici aux limites de sa méthode. Alors que le public attend avant tout une intervention catégorique, il a recours à son attitude familière: attendre que l'interlocuteur prenne une décision et chercher prudemment des solutions. Cela a fonctionné auparavant, mais dans le cas de la victime de Vangheluwe, de sa famille et de Roger Vanghe-

luwe lui-même, c'est un échec. Face aux affaires de pédophilie, la force de Danneels devient son point faible. Une intervention dure lui est d'autant plus difficile qu'il n'a jamais pu être objectif et détaché dans cette situation: le coupable a été pendant des décennies un collègue proche et familial.

L'opération Calice et les enregistrements de Danneels

Dans les semaines qui suivent la démission de Vangheluwe, un nombre exceptionnel de cas d'abus sexuels sont signalés à la commission Adriaenssens, comme on la nomme à présent. Le 24 juin 2010, le compteur est déjà à 475. Et c'est précisément à ce chiffre qu'il s'arrête, car ce jeudi-là est aussi celui où survient le troisième épisode que Danneels doit endurer: l'opération Calice. Celle-ci comprend notamment une perquisition dans divers lieux, dont la cathédrale Saint-Rombaut, le palais archiepiscopal, l'appartement du cardinal Danneels et le centre pédo-psychiatrique de Louvain où est établie la commission Adriaenssens. Le professeur Adriaenssens se trouve alors à Amsterdam.

À Malines, le timing de la justice belge ne pourrait être mieux choisi: tous les évêques de Belgique sont réunis au palais épiscopal pour la dernière réunion de travail de l'année, lors de laquelle il est de tradition que le nonce et les évêques se rencontrent avant le déjeuner. Comme toujours, la réunion se tient dans la salle du Conseil de l'archevêché. Elle n'a pas commencé depuis longtemps – on n'en est pas encore arrivé au point cinq, celui des abus sexuels – lorsque le juge d'instruction Wim De Troy entre dans la salle et déclare que personne ne peut quitter le bâtiment: c'est le début d'une longue journée d'attente. Au même moment, Danneels reçoit la visite de la police fédérale. Deux agents l'accompagnent à pied depuis son appartement jusqu'au palais épiscopal. Là, il reste brièvement dans la salle du trône, avant d'être accompagné à la cathédrale Saint-Rombaut. La justice a reçu l'information selon laquelle les dossiers

relatifs aux abus sexuels seraient cachés dans les tombes des archevêques précédents: des sondages sont donc effectués dans la tombe du cardinal Mercier, qui se trouve dans une chapelle latérale, ainsi que dans le tombeau du cardinal Suenens, dans la crypte. Le lendemain, *De Standaard* titre *De Danneels Code* en référence au titre du best-seller de Dan Brown. Dans l'éditorial du rédacteur en chef, Bart Sturtewagen, on lit pourtant que la fin ne justifie pas tous les moyens.

Sturtewagen n'est pas le seul à critiquer les modalités de la perquisition. Le politicien socialiste Johan Vande Lanotte, qui est loin d'être un clérical, dira plus tard qu'il s'agissait d'une opération de façade qui lui inspirait de sérieux soupçons. Cette indignation est partagée à Malines: le lendemain de l'opération, deux hommes de confiance du cardinal, le vicaire général malinois Etienne Van Billoen et le délégué épiscopal Patrick du Bois demandent à l'avocat bruxellois Fernand Keuleneer d'assurer à la fois la défense de l'archidiocèse et celle de Danneels. Keuleneer accuse aussitôt le juge d'instruction De Troy d'avoir dirigé une *fishing expedition*, lors de laquelle on jette un large filet dans l'espoir d'attraper au moins un poisson. Cette pratique est légalement interdite et l'avocat énumère soigneusement toutes les fautes commises pendant la perquisition. Que ce soit séparément ou combinées, elles sont intolérables, estime-t-il. Une bataille juridique s'engage alors. Le mardi 6 juillet, Danneels est interrogé pendant une journée entière dans les bâtiments de la police judiciaire bruxelloise, confrontation avec Peter Adriaenssens incluse. Un médecin est appelé en cours d'interrogatoire pour vérifier que Danneels peut continuer à répondre aux questions.

Début août, l'ancien porte-parole de Vangheluwe, Peter Ros-sel, laisse entendre dans les médias que l'évêque brugeois aurait donné de l'argent à la victime. Pour acheter son silence? Peter Adriaenssens est furieux de cette communication malheureuse,

et Danneels, de son côté, ne comprend pas non plus le sens de ce message. L'un de leurs soucis est d'éviter que le tapage médiatique suscité par l'affaire Vangheluwe ne mette la victime au pied du mur... De fait, le neveu de Vangheluwe – assisté par les avocats Walter Van Steenbrugge et Christine Mussche – va mettre sa menace d'avril à exécution et faire publier dans *De Standaard* les enregistrements secrets de sa conversation avec Danneels du 28 août 2010. La rédaction du quotidien place une grande partie du texte – mais non pas le texte intégral – dans le journal et y joint une explication jugée extrêmement tendancieuse par l'avocat de Danneels.

Le rendu de la bande-son montre un cardinal qui tente comme de coutume de parvenir à une conciliation. Il demande à la victime si elle pourrait pardonner et cherche une issue dans laquelle les deux parties pourraient se retrouver. La victime le ressent comme une énième preuve d'incompréhension et les bandes témoignent des doutes croissants de la famille, qui se demande si Danneels est bien la personne à qui parler de tout cela. La conversation se transforme en un dialogue de sourds, dont la publication déclenche une tempête médiatique. Danneels est critiqué dans la plupart des médias. Et, notamment, les premiers mots de l'interview («Zeg ne keer», une formule familière que l'on pourrait traduire par «Alors, raconte») sont analysés, disséqués et raillés. Les débats médiatiques omettent l'hypothèse suivante, pourtant évidente: se pourrait-il que pour le Oest-Flandrien qu'est Danneels, cette tournure inappropriée représente simplement l'une des façons les plus neutres et les plus habituelles d'entamer une conversation, qu'elle soit triviale ou fondamentale?

Alors que l'archevêque Mgr Léonard, à qui l'on a demandé sa réaction, réplique que le texte parle de lui-même, l'avocat Keuleneer crie à la calomnie; il exige et obtient un droit de réponse, par lequel *De Standaard* ouvre son édition du mercredi 1^{er} septembre. Le quatrième pouvoir joue son rôle: le journal accorde un droit de réponse, mais la rédaction laissera pendant

une longue période le lien menant aux enregistrements sur la page d'accueil de son édition en ligne.

«From hero to zero»

L'opinion publique dresse de Danneels un portrait à gros traits, qui trouve sans doute sa meilleure synthèse dans le titre qui figure au-dessus d'une tribune du professeur de droit canonique Rik Torfs: *From hero to zero*. Les enregistrements, le tapage médiatique et les attaques continues abattent profondément le cardinal, qui voit l'appréciation dont il faisait l'objet se changer en rejet massif. L'un des rares à le défendre est l'un de ses compagnons intellectuels, le philosophe louvaniste Herman De Dijn. Dans le *Standaard* du 4 septembre 2010, celui-ci critique la culture d'entreprise moderne dans laquelle la transparence est érigée en valeur suprême et revendique le droit du cardinal à «défendre avec obstination son honneur et sa réputation, chose qui dans cette culture, est devenue quasiment incompréhensible». Le raisonnement de De Dijn rejoint ce que Danneels a écrit quelques mois auparavant dans sa brochure *La petite fille espérance*: «Nous ne voyons plus des instituts, mais bien des personnes. Une faute ou un scandale est conjuré par la démission du ministre ou du responsable. La perception actuelle des choses stigmatise».

Le cardinal découvre à présent la portée de ses propres paroles. Il est certes soutenu par un cercle d'intimes. Des collaborateurs et des amis fidèles, appartenant ou non au diocèse, l'entourent. Toutefois, Danneels est finalement contraint de réagir. Dans ce moment de crise, il fait appel à son ancien porte-parole, Toon Osaer, et s'adresse à trois journalistes: Luc Van der Kelen du journal *Het Laatste Nieuws*, Christian Laporte de la *Libre Belgique* et Rik Van Cauwelaert de l'hebdomadaire *Knack*. Dans les trois interviews qui paraissent le mercredi 8 septembre, il exprime sa profonde amertume de ce que Vangheluwe se soit

laissé ordonner évêque. Par ailleurs, il reconnaît qu'il n'aurait pas dû accéder à la demande de la famille, mais ces mots reflètent aussi le sentiment d'un sacrifice personnel. C'est justement cette attitude, le fait de dire qu'il a fait preuve de naïveté en acceptant l'invitation, qui provoque la colère du philosophe gantois Etienne Vermeersch. Vermeersch estime que Danneels «n'aurait pas dû dire qu'il avait été naïf, mais, tout simplement, qu'il s'était trompé».

Les ennuis ne sont pas encore terminés pour Danneels. L'effet de sa triple interview a tôt fait d'être balayé: le 10 septembre 2010, le professeur Adriaenssens présente son rapport, basé sur les 475 dossiers de la commission. Même s'ils n'étaient pas tous vérifiés, les témoignages tragiques, rendus anonymes, qui paraissent dans les journaux du week-end scandalisent à nouveau le pays. Ils donnent l'image d'une institution avec des exigences morales élevées, qui a préféré pendant des décennies se protéger elle-même. Le même week-end, on apprend que Roger Vangheluwe a quitté son lieu de résidence provisoire, l'abbaye de Westvleteren, pour se retirer «dans un endroit reculé», en dehors du diocèse de Bruges.

Bien que son image soit durement affectée, l'Église belge ne reste pas inactive. Le 13 septembre, l'archevêque André-Joseph Léonard et les évêques Johan Bonny et Guy Harpigny annoncent la création d'un «centre de reconnaissance, de réconciliation et de guérison». Le monde politique s'agite également. Une Commission spéciale relative au traitement des abus sexuels dans les relations de pouvoir est créée au sein du Parlement belge, et confiée à la présidence de la socialiste francophone Karine Lalieux. Outre les évêques, les supérieurs religieux et différents professeurs et avocats, Lalieux invite le cardinal à se justifier devant la commission parlementaire. Les séances débutent le 22 novembre – Danneels est entendu le 21 décembre.

Devant la commission, le cardinal parle avec calme. Il remercie les parlementaires pour l'invitation, affirme qu'en tant qu'évêque, il se sent comme un père qui s'excuse pour ce qui s'est passé dans la famille mais qui n'est pas coupable lui-même. Ensuite, il explique quand et comment il a été mis au courant de cette problématique pendant son mandat d'archevêque, comment l'affaire Dutroux lui a ouvert les yeux et a contribué à ce qu'il soit à l'origine de l'ancienne commission Halsberghe. Il signale sa disponibilité à écouter les victimes et à dialoguer, y compris lors de la funeste conversation avec la victime de Vangheluwe. Les réflexions que le cardinal présente à la commission parlementaire à la fin de son intervention sont également importantes. Danneels déclare sans détour qu'il n'y a pas eu de «politique consciente de dissimulation ou de dénégaration, moins encore de tolérance», et répète ce qu'il a dit plusieurs années auparavant lors de l'affaire Vander Lyn: que les abus sexuels ne pouvaient pas rester impunis, que la justice devait faire son travail et que l'Église devait coopérer. Pour conclure, il s'interroge sur ce qui a favorisé pendant toutes ces années le silence entourant les abus sexuels au sein de l'Église. Sa réponse s'articule en quatre points.

- 1 La pensée en «classes» et le fait que l'Église a trop souvent pensé d'abord à elle-même et à ses prêtres et religieux et non aux victimes.
- 2 Plusieurs prêtres ont vécu trop seuls et d'une façon individuelle. Il y a un besoin de proximité [...] Jadis, l'Église était considérée comme une institution avec beaucoup de pouvoir, d'argent et de prestige. Elle contrôlait de grands secteurs de l'enseignement, des soins médicaux et de la charité. Les prêtres et les religieux avaient du pouvoir. Et celui qui a du pouvoir, peut très vite en abuser. Les coupables d'abus pouvaient s'appuyer sur un statut d'intouchables; ils pou-

vaient imposer le silence. Il était impensable qu'un enfant abusé dise que le coupable était un prêtre. Une certaine conscience poussait les parents à protéger le prêtre, ce qui mettait hors-jeu un réflexe qui aurait dû être la protection normale de la part des parents. Aujourd'hui, l'Église est fortement décléricalisée et, par la force des choses, elle est devenue plus humble. Mais il y a toujours un risque d'orgueil et de soif de pouvoir.

- 3 Dans la société et dans l'Église reposait pendant longtemps un trop grand tabou sur tout ce qui avait attiré à la sexualité. Cela a conduit à une taciturnité et une attitude de cacher les choses en ce qui concerne la morale sexuelle. L'Église proposait un grand idéal. Cet idéal doit rester. Il élève l'être humain. Mais cette approche peut aussi conduire à l'hypocrisie et à la crispation. Alors l'idéal perd de sa beauté et peut devenir une accusation permanente pour ceux et celles qui ne parviennent pas à le réaliser. C'est pourquoi une culture d'ouverture et de transparence est indispensable. Heureusement, nous y avons déjà parcouru un bout de chemin.
- 4 L'Église ne doit pas regretter de perdre sa considération, son influence et son pouvoir. L'Église ne peut devenir pleinement elle-même que lorsqu'elle gagne en humilité et en esprit de service et lorsqu'elle se laisse guider par l'évangile que Jésus Christ a enseigné et vécu.

Les excuses ne satisfont pas entièrement les parlementaires et ne règlent pas non plus l'affaire. L'enquête légale qui suivra l'opération Calice est un processus de longue haleine. Finalement, les perquisitions chez le cardinal, au palais archiépiscopal et dans les bureaux du siège de la Commission Adriaenssens

seront déclarées nulles. Les centaines de boîtes d'archives privées de Danneels retourneront donc à leur place initiale, dans les bâtiments du palais archiépiscopal, le 8 mai 2014.

NOUVEL ESPOIR

2010, l'*annus horribilis*, est suivie pour Danneels de deux années silencieuses et difficiles: les procédures juridiques de l'opération Calice, qui traînent en longueur, dévorent une bonne partie de son énergie. Le silence, dans lequel une grande place est accordée à la prière, n'aura pourtant pas le mot de la fin dans cette biographie. Ce sont les événements romains qui vont, de façon inattendue, l'aider à remonter la pente. Le 11 février 2013, un lundi apparemment comme un autre, Benoît XVI annonce sa démission pour la fin du mois. Il pose par là un geste historique. Lorsqu'il apprend la nouvelle par un collaborateur de l'archidiocèse, Danneels est abasourdi. Il a encore été reçu chez le pape le 6 septembre. Celui-ci a paru exténué, mais n'a pas parlé de démission. La rencontre a d'ailleurs eu lieu à l'initiative du pape. Apparemment, l'idée lui avait été soufflée par le cardinal Martini, décédé une semaine avant la rencontre avec le cardinal belge.

Dans un premier temps, Danneels se montre incrédule. L'usage veut que le ministère d'un pape dure jusqu'à son décès. Les doutes font bien vite place à de l'admiration pour le courage dont fait preuve Ratzinger à un moment où l'Église est plongée dans les scandales d'abus sexuels et où, à Rome, les affaires financières ternissent l'image du Vatican. Tout cela accable aussi le pape, comme Danneels a pu le constater au cours de leur rencontre, à Castel Gandolfo. La conversation que les deux hommes ont eue à cette occasion, eux qui se connaissent à présent depuis trente ans, reste aux yeux du cardinal la meilleure depuis toujours. Malgré les tensions du passé, il n'a jamais cessé

de respecter le théologien Ratzinger. À présent que ce dernier se retire, l'inquiétude grandit à propos de la lutte pour la succession qui risque de se dérouler. Soudain, tous les cardinaux du monde voient leur agenda modifié. Y compris Danneels.

Une conférence de presse prophétique

Le mercredi 27 février 2013, deux bonnes semaines après l'annonce de la démission pontificale et juste avant son départ pour Rome, Danneels se présente devant la presse pour la première fois depuis août 2010. Se doutant qu'on va lui poser des questions concernant les abus sexuels, il a prévenu à l'avance les journalistes qu'il n'y répondrait pas. Cette conférence de presse porte sur les événements romains, pas sur ceux des tribunaux belges. Le lendemain, les médias rapportent que le cardinal est apparu assez joyeux et qu'il semblait bien préparé au conclave. Cela ressort effectivement de la liste de desiderata qu'il a présentée à la presse: l'Église a besoin d'unité dans la diversité, les synodes doivent davantage cultiver le débat libre et il faut instituer autour du pape un conseil de la couronne; la curie a besoin d'une réforme et il doit être mis fin au carriérisme dont font preuve certains de ses membres. «Nous avons besoin d'un François», déclare-t-il, de façon presque prophétique, pour conclure.

Le lendemain, Danneels assiste à Rome aux adieux de Benoît XVI à son collège cardinalice. Après un discours dans lequel le pape promet sa loyauté inconditionnelle à son successeur, les cardinaux sont invités à dire adieu individuellement. Les images montrant Danneels qui serre chaleureusement la main du pape, lui murmure quelques mots et baise son anneau font la une des médias belges. Interrogé sur ce qu'il a dit au Saint-Père, Danneels déclare qu'il l'a remercié et lui a exprimé son estime. «Plus que de l'estime, même». La démission de Benoît XVI, le

28 février à 20 heures, ouvre une période de *sede vacante*: le Siège de saint Pierre est vacant et, selon les règles fixées par Jean-Paul II dans la constitution apostolique de 1996, *Universi dominici gregis*, tous les cardinaux âgés de moins de 80 ans ont droit de vote. Comme son contemporain Walter Kasper, Danneels appartient tout juste à ce groupe (il aura 80 ans le 4 juin). Il peut donc, pour la deuxième fois de sa carrière, prendre part à un conclave.

Le 8 mars 2013, le collège cardinalice décide d'entamer le conclave quatre jours plus tard. La période du 4 au 11 mars est consacrée aux *congregationes*, assemblées générales où l'on fait le bilan des problèmes et des besoins de l'Église. Même si la discrétion est de mise, des informations sur le contenu des débats filtrent. Pour le monde extérieur, il est clair que ce pré-conclave contraste avec celui qui a eu lieu huit ans plus tôt. C'est bien ainsi que Danneels le ressent lui aussi. Il dira plus tard qu'il a assisté aux «réunions les plus intéressantes de toute sa vie de cardinal». Cela s'explique par l'ouverture et le ton de liberté qui dominent, ainsi que par le sentiment de responsabilité ressenti à cette occasion: deux éléments dont le groupe de Saint-Gall devait, à huis clos, déplorer l'absence. Quelque chose a changé entre-temps. Alors que le précédent pré-conclave était centré sur la désignation d'une personne bien précise et que le collège cardinalice avait choisi le cardinal Ratzinger presque comme si cela allait de soi, la question qui se pose maintenant est la suivante: comment diriger l'Église aujourd'hui?

Rompant avec sa vieille habitude qui consiste à attendre la fin des interventions pour prendre la parole, Danneels s'exprime dès le deuxième jour. Inutile de tergiverser, son message est prêt et il n'a pas grand-chose à perdre. Le cardinal aborde tous les thèmes qu'il a énumérés à la presse belge et qui correspondent de façon frappante aux préoccupations de l'ancien

groupe de Saint-Gall. La proposition d'une sorte de conseil de la couronne éveille un large intérêt et certains cardinaux le contactent à ce sujet en dehors des rencontres officielles. Les sujets litigieux – indispensable réforme de la curie, rétablissement de la synodalité, et réhabilitation du rôle des évêques et des conférences épiscopales, gestion de l'atmosphère de scandale dans laquelle le Vatican est plongé – ne sont pas éludés.

Danneels conclut sur le nécessaire rétablissement des responsabilités et des missions de l'évêque local. Parallèlement, l'héritage doctrinal de Vatican II doit être relu de manière à donner à nouveau davantage de responsabilités au collège des évêques. En contrepartie, cela implique que ces derniers prennent leur responsabilité plutôt que d'attendre les instructions, comme cela fut autrefois l'habitude sous Pie XII – pape de 1939 à 1958. Danneels réalise combien cela est difficile: dans un de ses rares exposés récents, donné en août 2012, il s'est publiquement plaint, à l'université de Louvain, du niveau intellectuel parfois déficient des évêques. Cela fait des années qu'il est convaincu que le souci de feu le cardinal français Daniélou, était légitime: l'intellect serait l'un des principaux défis pour l'avenir de l'Église.

Au-dessus du pré-conclave plane l'ombre des scandales qui ont si lourdement pesé sur le règne de Benoît XVI: les questions d'abus sexuel, mais aussi le scandale des documents secrets des appartements pontificaux, qui ont été divulgués dans la presse. Les participants sont au courant qu'il y a quelque temps, Ratzinger a chargé les cardinaux Julian Herranz, Jozef Tomko et Salvatore Di Giorgi d'évaluer les services du Vatican et d'en rendre compte à lui seul. Le 17 décembre 2012, Benoît a reçu un volumineux rapport, qu'il ne transmettra à son successeur qu'après le conclave.

Du conclave au conseil de la Couronne

Dans la matinée du 12 mars 2013, au seuil du conclave, une eucharistie est célébrée par le doyen du collège cardinalice, Angelo Sodano, âgé de 85 ans. Godfried Danneels fait partie des concélébrants, un honneur qu'il doit à son statut de cardinal protoprêtre. Le collège des cardinaux est composé de trois ordres: les cardinaux-évêques, les cardinaux-prêtres et les cardinaux-diacres. Danneels étant le doyen d'ancienneté des cardinaux-prêtres électeurs, il détient quelques privilèges. Non seulement il est mis à l'honneur au pré-conclave, mais il l'est aussi dès le début du conclave proprement dit.

Dans l'après-midi, les 115 cardinaux électeurs se rendent en procession à la chapelle Sixtine, ornée des célèbres fresques de Michel-Ange. Là, Danneels prend place à l'avant gauche de la salle, entre les patriarches orientaux, à sa gauche, et le cardinal Joachim Meisner à sa droite. Sans jamais trahir le secret du conclave, Danneels affirmera par la suite que l'atmosphère était différente de ce qu'elle avait été sept ans plus tôt. Pendant le quatrième et dernier tour de scrutin du mercredi 13 mars – qui est aussi le cinquième du conclave – la majorité des deux tiers (77 voix) est obtenue et les applaudissements fusent: le jésuite Jorge Mario Bergoglio a été élu. Danneels est aux premières loges lorsque l'intéressé, qui se trouve sur le côté derrière lui, est interpellé par le cardinal Giovanni Battista Re – préfet de la Congrégation des évêques – qui souhaite savoir s'il accepte la fonction et quel nom il choisit. Ce sera François, en référence à saint François d'Assise.

Tandis que les images de fumée blanche font le tour du monde, que les télévisions interrompent le cours habituel de leurs émissions et que les caméras zooment sur le balcon de la basilique Saint-Pierre, Danneels prononce dans la chapelle Sixtine une prière en qualité de doyen des cardinaux-prêtres. Après avoir

chanté le *Te Deum*, les cardinaux se dirigent ensuite vers la loggia. Il est environ 8 heures du soir quand le cardinal protodiacre, Jean-Louis Tauran, prononce l'*Habemus papam* et que le pape François apparaît pour la première fois devant la foule massée sur la place Saint-Pierre. Comme il a invité les trois cardinaux-doyens à l'accompagner sur le balcon, Danneels apparaît également à la loggia, profondément ému.

Le nouveau pape fait immédiatement impression: son style spontané et le fait qu'il obtienne sans difficulté que la foule se taise et prie, illustrent dès le début la simplicité de son langage. Danneels est touché. L'homme qui est à ses côtés se présente comme «évêque de Rome»: ces mots correspondent à ses propres aspirations théologiques et pastorales depuis nombreuses années. Le printemps 2013 représente pour Danneels une bouffée d'oxygène. Lorsque le nouveau pape est intronisé, le 19 mars 2013 – en présence notamment du couple royal belge, du premier ministre Elio Di Rupo et de ses vice-premiers ministres – le cardinal intervient au cours de la liturgie: il prononce une prière, au centre d'une place Saint-Pierre noire de monde. C'est un de ces moments qui le font revivre. Danneels en connaît un autre le 13 avril, lorsque François annonce qu'il va installer un conseil de la Couronne composé de huit membres pour l'assister dans le gouvernement de l'Église universelle et, en particulier, dans la préparation d'une réforme de la curie. L'un de ces conseillers est le cardinal Monsengwo.

Nous en arrivons ainsi à la date avec laquelle cette biographie avait commencé: le 4 juin. Quatre-vingt ans séparent la Pentecôte de 1933 et la renaissance de Godfried Danneels en 2013. Après les années noires qui ont précédé, il peut à nouveau profiter de son anniversaire: les péripéties juridiques évoluent dans la bonne direction et l'arrivée de François a fait renaître ses rêves envolés. Dans la période qui précède et suit cet anniversaire, plusieurs interviews de lui paraissent dans les médias. Le grand

communicateur qui aborde les questions complexes avec des images simples semble revenir de loin. Dans un entretien avec *Kerk & Leven*, le journal paroissial flamand, il parle ni plus ni moins d'une résurrection personnelle à propos de l'élection papale.

Le vendredi 7 juin, Godfried Danneels fête son anniversaire à l'archevêché de Malines-Bruxelles, en présence de plusieurs évêques et personnalités – dont, contrairement aux habitudes protocolaires, la reine Fabiola fait partie –, de collaborateurs et du personnel de la maison. Mais, surtout il est entouré de «simples croyants». Dans une cathédrale Saint-Rombaut pleine à craquer, il prononce une homélie dans laquelle il revient sous forme de prière sur les 80 années écoulées.

Je Te remercie, mon Dieu, du fond du cœur. Je te remercie pour cette vie reçue de Ta main. Tu m'as permis de naître au matin d'un jour de Pentecôte, à l'heure où dans toutes les églises sont célébrées les langues de feu et la descente de l'Esprit saint. Merci Seigneur pour ce clin d'œil venu du ciel.

Je te remercie, Seigneur, pour mon village natal, ce petit jardin d'Eden, mon paradis, là où j'ai pu jouer sous ton regard. Tout comme, écrit dans la Bible, la Sagesse joue et danse alors que Dieu crée. Tu y ajoutas les champs et les prairies afin d'y jouer, tu m'accordas tous les bruits de la nature, du bétail dans les pâtures, des brumes matinales au soleil couchant, merci pour les petits poissons dans les ruisseaux, pour les oiseaux qui nichaient dans les haies, pour les fruits des arbres et les noix en automne, merci pour ces personnes qui matin et soir s'en allaient et revenaient de leur travail.

Tu m'as donné un papa et une maman. Mon père me donna la passion de connaître, de lire et d'écrire. Et de

parler. Maman me donna la chaleur. Tous deux me donnèrent trois frères et deux sœurs.

Je Te remercie pour l'église de mon village, C'est là que tout s'est passé: mes parents s'y sont mariés, j'y fus baptisé. C'est là que j'ai reçu les sacrements. J'y fus même ordonné prêtre, le jour des noces d'argent de mes parents. À nouveau un clin d'œil venu du ciel.

Tout s'est déroulé dans cette église du village. Je Te remercie également pour les religieuses de l'école maternelle et par la suite pour les enseignants. Mais je me dois de te remercier pour ce prêtre, Daniel Billiet, un concitoyen. Prisonnier, revenu malade de la guerre. Il a semé en moi l'appel de Dieu. Durant des années j'ai eu l'occasion de servir sa messe. Il n'était plus en mesure de faire seul les gestes: Parkinson... Mais il pouvait encore s'exprimer. Je faisais les gestes: prendre l'hostie, la présenter et la briser, mais lui prononçait les paroles: «Ceci est mon Corps». De même pour le calice. Nous avons une fois eu l'occasion de le faire dans la grotte de Lourdes. J'utilise encore ce calice tous les jours. Merci Seigneur pour ce saint prêtre. Depuis longtemps il m'a devancé auprès du Père et c'est là qu'il m'attend. Dieu, je Te remercie.

Merci Seigneur de m'avoir donné un cœur qui est ému chaque fois qu'il entend une parole de l'évangile. Pourquoi ai-je cela? Ne dit-on pas: celui qui est une fois atteint avec amour par Jésus, ne guérit plus jamais de cette blessure. Tu m'as donné un cœur tendre et je t'en remercie. Pourquoi m'as-tu choisi, et non pas les autres, différents et meilleurs? Mais je T'entends me répondre, tout comme à Pierre qui, à propos de Jean disait: «Et celui-là? Qu'advient-il de lui?» C'est alors que Tu as regardé Pierre et lui a dit: «Toi, suis-moi!» Cela, tu me l'as également dit!

Merci, Seigneur, à tous ceux qui m'ont formé et instruit à l'école fondamentale et au collège. Également à l'univer-

sité de Louvain. C'est là que mon esprit s'est ouvert: chaque jour apportait de nouvelles connaissances. Ils ont fait de moi une personne assoiffée de connaissance, pleine d'admiration pour les penseurs et les scientifiques. Je te remercie également pour le temps d'étude à Rome. Durant cinq années j'ai pu fouler le sol sur lequel se sont déplacés Pierre et Paul et qui est imbibé du sang des martyrs: une terre sainte. Celui qui l'a foulée une fois dans sa vie en revient avec l'esprit des catacombes et des premiers chrétiens, celui-là connaît également l'enthousiasme sur la place Saint-Pierre; il connaît également le mystère des vieilles églises et de leurs mosaïques. Rome fut pour moi un second Eden, comme la nature. Mais cette fois, surnaturel. Je Te remercie pour ces nombreuses années comme professeur et directeur spirituel au séminaire de Bruges. Merci pour le temps reçu afin de former des jeunes et écouter le récit de leur vocation, chaque jour à nouveau. Je Te remercie, Ô Seigneur, pour le don de la charge épiscopale et pour les quelques années passées à Anvers. Lors de la première étape, encore sur la rive gauche, surgit soudain devant moi la frêle tour Notre-Dame. Je ne connaissais presque personne à Anvers, je T'ai dit, Seigneur: Par quoi vais-je commencer? Mais tout comme Paul, j'obtins la réponse: «Va, dans cette ville, nombreux sont ceux qui m'écoutent». Et ce fut ainsi.

Le murmure de la brise sur l'Escaut m'ouvrit les oreilles aux sons que je ne connaissais pas comme s'ils accompagnaient les bateaux venant de lointains pays. Mais deux années plus tard Tu me demandais d'aller à Malines et Bruxelles. C'est là que se trouvait ma place pour trente années. Je Te remercie, Seigneur.

Il n'est pas nécessaire d'énumérer ce que j'ai pu faire à l'archevêché, et il est également impossible de citer ce que j'aurais aimé réaliser. Bruxelles est une Babel quotidienne:

on y parle toutes les langues du monde, c'est là aussi que doit se répéter le miracle de la Pentecôte: que tous parlent leur propre langue mais se comprennent les uns les autres. Seigneur, je pense à tant de choses: une simple liturgie du dimanche avec les gens dans les paroisses, à des milliers de rencontres par la suite, à mes chers collaborateurs, aux synodes à Rome, à la visite du pape en 1985, à Damien: bienheureux et saint, aux 450 ans de l'archevêché, à Tous-saint 2006 à Bruxelles, à la venue des frères de Taizé, à des milliers d'autres choses.

Il y eut également la souffrance dans l'Église. Mais malgré toute cette peine, j'ai encore, avec le temps, aimé davantage l'Église. J'ai connu des dimanches des rameaux avec des palmes et des chants d'Hosanna. Mais également un Vendredi Saint avec le cri de Jésus sur mes lèvres: «Mon Dieu, m'as-tu donc abandonné?» Mais Pâques arriva quand même: alors vint le pape François.

Tout s'est bien passé, mon Seigneur et mon Dieu. Sauf mes fautes et mes péchés. Mais tu m'offres cette célébration qui se déroule le jour de la fête du Sacré-Cœur de Jésus. De son côté blessé s'écoule un fleuve de miséricorde et de pardon. C'est également un clin d'œil du ciel. Le troisième déjà.

Seigneur Jésus, le jour viendra – que Tu fixeras – où je me tiendrai devant Toi sur le seuil de l'éternité. Pourrais-je alors être cette brebis blessée comme le dit l'évangile de ce jour? Prends-moi sur tes épaules, porte-moi et fais-moi entrer au ciel. Permits-moi d'être la petite brebis à la patte cassée et ayant encore quelques épines dans sa toison, et du sang au museau.

Sainte Trinité, Père, Fils et Saint Esprit, tout ce qui s'est passé était bon, les joies comme les peines, car c'était Ta volonté. Comme l'écrit Bernanos en conclusion de son *Journal d'un curé de campagne*: tout est grâce.

Épilogue

UN HUMANISTE CHRÉTIEN

Au milieu du XIX^e siècle, Dostoïevski écrivait dans l'*Adolescent* que si l'homme se détournait de Dieu, le monde serait plongé dans le froid. Au début, les gens chercheraient encore la chaleur les uns auprès des autres, puis, finalement, ils la chercheraient dans le cosmos et auraient de la compassion pour le moindre brin d'herbe. Dans sa longue carrière, Danneels a souvent fait référence à cette histoire pour souligner l'importance durable du lien entre Dieu et l'homme. Quand, à la fin de cet ouvrage, nous nous demandons comment décrire Godfried Danneels, la notion d'«humaniste chrétien» nous vient spontanément à l'esprit. Danneels étudie la théologie, enseigne et fait une carrière épiscopale à une époque où des changements radicaux interviennent pour le christianisme. Affirmer cela revient à enfoncer une porte ouverte. Mais qui oserait nier que les portes ouvertes offrent une meilleure vue que les portes fermées? Danneels s'est choisi une devise dans laquelle l'*humanitas Dei* est centrale. Penser ensemble Dieu et l'humanité: ni Dieu seul, ni l'homme seul.

En regardant le parcours du cardinal, on constate que la réunion des deux offre une bonne clé pour comprendre son évolution intellectuelle et spirituelle. Enraciné dans un catholicisme populaire et évident, Danneels est progressivement confronté à un phénomène auquel le foyer familial et ses années d'étude ne l'avaient pas préparé. Une Europe en voie de sécularisation rapide force à des choix et à des jugements. Formé par la philosophie louvaniste, Danneels choisit d'engager un dialogue intellectuel avec son temps. Il affine au fil des ans sa

conviction que la religion est une affaire humaine et qu'un humanisme véritable ne peut pas s'enfermer en lui-même, tant le sens de la transcendance lui est indispensable. Il considère à la fois l'homme comme un être autonome et comme un être relationnel et dépendant, qui ne trouve pas le fondement de ses choix existentiels uniquement en lui-même. Un humanisme aussi inclusif cadre avec la personne de Jésus de Nazareth. Il fait espérer ce qui a été promis dans la tradition biblique et offre des chances à la foi chrétienne dans le monde moderne. Il évite aussi le piège d'un pessimisme culturel chrétien qui cesse de voir et de chercher ce qu'il y a de valable dans les hommes d'aujourd'hui. Cela devient une conviction fondamentale sur la base de laquelle Danneels converse avec des éthiciens, des philosophes et des théologiens, un dialogue dans lequel il ne restreint pas la liberté et l'espace de ses interlocuteurs. Cette référence caractérise un homme qui se garde la plupart du temps de juger et qui, tel un funambule, cherche l'équilibre. Un équilibre devant sans arrêt être redéfini, y compris à l'intérieur de l'Église.

Outre le fait d'être un intellectuel reconnu, Danneels est aussi un pasteur dans une institution mise sous pression. Selon lui, l'intérêt pour la personne humaine concrète ne va pas sans attention pour son intégration dans un tissu plus large. Ce tissu est offert par l'Église, habitat naturel dans lequel le cardinal vit depuis l'enfance. Dans ce domaine aussi, il évolue. À l'origine imprégné des anciens modèles de vie ecclésiale, il s'oriente vers une conception de l'Église qui n'exclut personne. Ce changement représente à ses yeux l'essence même de l'héritage de Vatican II, sur lequel il continue à construire. L'héritage conciliaire l'influence de deux façons. D'une part, il forme un cadre aux contours stricts: sur le plan de la conception du ministère sacerdotal, Danneels s'en tient aux frontières tracées au début des années 1960, provoquant plus d'une fois la frustration de laïcs et de prêtres qui souhaitent davantage de progrès. D'autre part,

il intègre à cet héritage une marge de manœuvre pour une approche miséricordieuse des nombreuses imperfections de l'homme et de l'institution. Danneels pratique le dialogue et l'écoute comme moyens de réconciliation. Ceux-ci deviennent des notions clés dans son aspiration à réformer l'Église à divers niveaux: dialogue au sein de l'Église locale, entre Églises locales et entre l'Église locale et Rome. La brochure qu'il rédige sur le sujet en 2002, dans laquelle il lie les notions de *communio* et de *communicatio*, est révélatrice: il n'est point de communauté ecclésiale sans communication avec Dieu et avec les autres. Les épisodes sombres de son parcours sont souvent ceux où la communication s'est rompue et où la déshumanisation menace.

Humaniste chrétien – voilà le fondement à partir duquel Danneels fournit un engagement social de plus en plus large: en tant que catholique, Européen et citoyen du monde. En termes théologiques, philosophiques et spirituels, le cardinal est profondément lié à une culture européenne chrétienne pour laquelle il s'engage pleinement. Avec les années, son humanisme s'élargit à une pensée décentrée, qui inclut «l'autre» et les «autres» au-delà des frontières de son diocèse, de sa nation, de sa religion et de sa culture. La suite du Christ exige un engagement pour l'humanité, une quête continuelle de réconciliation. Danneels dialogue inlassablement avec les représentants d'autres Églises et religions. La conviction et l'espoir que la religion est, dans sa dimension la plus positive, un facteur rendant le monde plus humain forment la trame de cet engagement.

Toutefois, l'humanisme chrétien serait pour Danneels une maison vide sans ces deux choses qui sont pour lui une source d'espérance et de consolation: la prière et l'art. La vie spirituelle du cardinal constitue une basse continue difficile à saisir et à décrire pour les biographes, mais fondamentale pour ses faits et gestes. Danneels a toujours été et reste avant tout un homme profondément religieux, un prêtre et un évêque qui s'inspire en

permanence de la tradition spirituelle du christianisme. Ses 57 brochures de Pâques et de Noël rayonnent de cette richesse. Le deuxième poumon qui lui permet de respirer, c'est la beauté et l'art. La musique, la littérature et les arts plastiques sont pour lui bien plus que ce qu'il nomme «information esthétique»: ils donnent accès à Dieu. Régulièrement, il visite des ateliers d'artistes et des expositions, ou assiste à des opéras et à des concerts. Le cardinal s'inscrit ainsi dans une ancienne tradition qui voit le bon, le beau et le vrai comme des chemins pour trouver Dieu. Pour lui, l'art ouvre une fenêtre, sur l'autre et sur l'Autre.

CHRONOLOGIE

1933	4 juin:	• naissance à Kanegem
1938	septembre:	• entrée à l'école primaire de Kanegem
1939	mai:	• première communion
1940	mai:	• arrivée de l'armée allemande à Kanegem et à Tielt
1944	septembre:	• libération de la Flandre-Occidentale par les blindés polonais
1945	mai:	• confirmation
	septembre:	• entrée à l'internat du collège Saint-Joseph de Tielt
1949	septembre:	• entrée dans la KSA
1951	juillet:	• termine ses études comme primus au collège de Tielt
	août:	• admis dans le corps des chevaliers de la KSA
	septembre:	• séminaire Léon XIII – début des études de philosophie, Louvain
1954	octobre:	• début des études de théologie à la Grégorienne, Rome
1956	juin:	• baccalauréat en théologie, Rome
1957	17 août:	• ordination Kanegem
1958	juin:	• licence en théologie, Rome
	été:	• voyage au Moyen-Orient
	octobre:	• décès de Pie XII, élection de Jean XXIII
1959	jusqu'à	• directeur spirituel du Grand Séminaire de Bruges
	juin-juillet 1967:	• professeur de liturgie
	jusqu'à	
	novembre 1977:	

1960	jusqu'en 1969:	<ul style="list-style-type: none"> • membre de différents groupes de travail liturgiques
1961	5 juin:	<ul style="list-style-type: none"> • docteur en théologie, Rome
1962	11 octobre:	<ul style="list-style-type: none"> • ouverture du concile Vatican II
1963	3 juin:	<ul style="list-style-type: none"> • décès de Jean XXIII et élection de Paul VI
1965	mars:	<ul style="list-style-type: none"> • affaire Thierry Maertens
	8 décembre:	<ul style="list-style-type: none"> • clôture du concile Vatican II
1967	juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • responsable de la formation permanente des prêtres à Bruges
1968	printemps:	<ul style="list-style-type: none"> • scission de l'université de Louvain
	25 juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Humanae vitae</i>
1969	juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • nomination comme professeur à la KUL • membre de l'Institut liturgique, Mont-César • secrétaire de rédaction des <i>Collationes</i> • membre de la Société flamande d'études liturgiques
1973		<ul style="list-style-type: none"> • brochures au nom de la conférence épiscopale
1977	4 novembre:	<ul style="list-style-type: none"> • nomination comme évêque d'Anvers
	18 décembre:	<ul style="list-style-type: none"> • ordination épiscopale
1978	juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • membre de la Congrégation pour la doctrine de la foi
	août:	<ul style="list-style-type: none"> • décès de Paul VI et élection de Jean-Paul I^{er}
	septembre-octobre:	<ul style="list-style-type: none"> • décès de Jean-Paul I^{er} et élection de Jean-Paul II
1979	mars-avril:	<ul style="list-style-type: none"> • voyage aux États-Unis avec le cardinal Suenens
	4 octobre:	<ul style="list-style-type: none"> • nomination comme archevêque de Malines-Bruxelles
1980	14-31 janvier:	<ul style="list-style-type: none"> • Synode particulier des évêques des Pays-Bas

- | | | |
|------|--------------------|---|
| | 2 février: | • installation comme archevêque |
| | septembre-octobre: | • synode sur la famille |
| | | • membre du secrétariat du synode |
| | | • adaptation des statuts des facultés théologiques belges |
| 1981 | 15 juillet: | • cambriolage au palais archiépiscopal |
| 1982 | octobre: | • assemblée de la CCEE sur la collégialité |
| | 10 décembre: | • décès de la mère de Danneels |
| 1983 | 2 février: | • création comme cardinal |
| | | • affaire Ivo Brosens |
| | | • tensions autour de la théologie de la libération |
| 1984 | juillet-août: | • voyage en Amérique latine |
| 1985 | mai: | • Jean-Paul II visite la Belgique |
| | septembre: | • Roger Dillemans succède à Pieter De Somer en tant que recteur de Louvain |
| | octobre: | • symposium de la CCEE sur la sécularisation |
| | octobre: | • début de l'affaire du carmel d'Auschwitz |
| | novembre-décembre: | • rapporteur au synode extraordinaire |
| 1986 | 22 juillet: | • carmel d'Auschwitz: accord Genève I – <i>Zakhor</i> |
| 1987 | 22 février: | • carmel d'Auschwitz: accord Genève II |
| | | • <i>Livre de la foi</i> des évêques belges |
| | | • octobre: synode sur les laïcs |
| | | • jusqu'en 1993: communautarisation progressive de l'enseignement catholique belge |
| | | • jusqu'en 1995: scrutin des facultés de théologie aux Pays-Bas |
| 1988 | janvier: | • entretiens sur la bioéthique avec les recteurs de Louvain, Louvain-la-Neuve, Nimègue et Lille |

	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • création d'un cours pour les nouveaux évêques avec Martini et Hume
	octobre:	<ul style="list-style-type: none"> • dialogue avec les humanistes séculiers
1989	août:	<ul style="list-style-type: none"> • concertation avec le cardinal Macharski à Cracovie
	novembre:	<ul style="list-style-type: none"> • chute du mur de Berlin
1990	mars-avril:	<ul style="list-style-type: none"> • crise constitutionnelle autour de la loi sur l'avortement
	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • élu président international de Pax Christi
1991		<ul style="list-style-type: none"> • nomination de Mgr Léonard comme évêque de Namur
	mars:	<ul style="list-style-type: none"> • sommet du Vatican sur le Moyen-Orient et la crise du Golfe
	décembre:	<ul style="list-style-type: none"> • synode sur l'Europe et dialogue Pax Christi à Rome
1992	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • assemblée internationale de Pax Christi à Fatima • affaire Rik Devillé
1993	janvier:	<ul style="list-style-type: none"> • sommet du Vatican sur l'avenir de la CCEE
	mars:	<ul style="list-style-type: none"> • la présidence de la CCEE échappe à Danneels • les carmélites quittent Auschwitz
	7 août:	<ul style="list-style-type: none"> • funérailles du roi Baudouin
	octobre:	<ul style="list-style-type: none"> • voyage à Zagreb
1994	février:	<ul style="list-style-type: none"> • voyage au Sud-Soudan
	mars:	<ul style="list-style-type: none"> • entretiens avec l'Église orthodoxe serbe
	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • rencontre avec le patriarche orthodoxe de Moscou
	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • visite papale reportée
	juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • voyage à Zagreb et à Sarajevo
	décembre:	<ul style="list-style-type: none"> • entretien avec Paul Kagame
1995	février:	<ul style="list-style-type: none"> • accès au Soudan refusé • affaire Jacques Gaillot

	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • assemblée des 50 ans de Pax Christi, Assise
	juin:	<ul style="list-style-type: none"> • béatification du père Damien
1996	4 mars:	<ul style="list-style-type: none"> • intervention cardiaque de Danneels
	août:	<ul style="list-style-type: none"> • 75 ans des conversations de Malines
1997	juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • assemblée internationale de Pax Christi, Londres
	juillet:	<ul style="list-style-type: none"> • fondation du point de contact pour les abus sexuels dans l'Église
1998	avril:	<ul style="list-style-type: none"> • message en faveur du désarmement avec Konrad Raiser
	décembre:	<ul style="list-style-type: none"> • jugement de l'affaire Vander Lyn
1999	janvier:	<ul style="list-style-type: none"> • entrée dans le groupe de Saint-Gall • affaire Rudy Borremans • juin: adieux à Pax Christi, Amman • membre du conseil de la World Conference on Religion and Peace
2000		<ul style="list-style-type: none"> • année jubilaire
2001	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • prise de parole au consistoire
	octobre:	<ul style="list-style-type: none"> • synode sur les évêques
2002	mai:	<ul style="list-style-type: none"> • vote de la loi belge sur l'euthanasie • co-fondateur du European Council of Religious Leaders
	2 septembre:	<ul style="list-style-type: none"> • docteur honoris causa de l'université de Tilbourg
2003	3 mars:	<ul style="list-style-type: none"> • docteur honoris causa de la Georgetown University
2005		<ul style="list-style-type: none"> • voyage en Chine
	avril:	<ul style="list-style-type: none"> • décès de Jean-Paul II et élection de Benoît XVI
2006	février:	<ul style="list-style-type: none"> • concertation avec les recteurs de la KUL et de l'UCL à Rome
	octobre-novembre:	<ul style="list-style-type: none"> • Bruxelles-Toussaint

- | | | |
|------|---------------|--|
| 2008 | | <ul style="list-style-type: none"> • voyage en Chine • controverse autour de l'écrivain Hugo Claus |
| | 4 juin: | <ul style="list-style-type: none"> • 75 ans, remet sa démission au pape |
| 2009 | janvier: | <ul style="list-style-type: none"> • Taizé à Bruxelles • 450 ans de l'archidiocèse |
| | octobre: | <ul style="list-style-type: none"> • canonisation du père Damien |
| 2010 | janvier: | <ul style="list-style-type: none"> • départ en retraite, succession par Mgr Léonard |
| | avril: | <ul style="list-style-type: none"> • affaire Vangheluwe |
| | 18 juin: | <ul style="list-style-type: none"> • citoyen d'honneur de Malines |
| | 24 juin: | <ul style="list-style-type: none"> • opération Calice |
| | décembre: | <ul style="list-style-type: none"> • audience parlementaire au sujet des abus sexuels |
| 2013 | février-mars: | <ul style="list-style-type: none"> • démission de Benoît XVI et élection de François |
| | 4 juin: | <ul style="list-style-type: none"> • célébration de son 80^e anniversaire |

GLOSSAIRE

COADJUTEUR

Évêque désigné pour assister un collègue plus âgé dans son gouvernement. Cette nomination implique le droit de succéder à l'évêque résident.

CONCÉLÉBRATION EUCHARISTIQUE

Célébration de l'eucharistie présidée par plusieurs prêtres. Cette pratique a été réintroduite par le concile Vatican II. Auparavant, les prêtres présidaient seuls l'eucharistie.

CONCILE ŒCUMÉNIQUE

Un concile œcuménique est une assemblée de l'Église universelle, lors de laquelle le collège épiscopal se rassemble autour du pape pour une concertation sur des thèmes fondamentaux touchant l'Église universelle. Le plus récent est le concile Vatican II, qui s'est tenu de 1962 à 1965.

CONCLAVE

Assemblée à huis clos lors de laquelle les cardinaux qui n'ont pas encore atteint l'âge de 80 ans choisissent ensemble un nouveau pape.

CONFÉRENCE ÉPISCOPALE

Assemblée d'évêques d'une même région ou d'un même pays, qui prend des décisions sur les questions dépassant les diocèses individuels. Elle est généralement placée sous la direction d'un président choisi. En Belgique, l'archevêque de Malines-Bruxelles est *ex officio* président de la conférence épiscopale.

CONGRÉGATION ROMAINE

Composante de la curie romaine, dirigée par un cardinal préfet, qui assiste le pape dans le gouvernement universel de l'Église. Les différentes congrégations romaines ont chacune leurs compétences: Congrégation pour la doctrine de la foi, pour

l'éducation catholique, pour le clergé, pour les évêques, etc.

CONSEIL PONTIFICAL

Composante de la curie romaine, qui assiste le pape dans le gouvernement de l'Église universelle, dotée d'une compétence spécifique. Les conseils pontificaux pour la promotion de l'unité des chrétiens et pour les laïcs représentent deux exemples importants.

CONSISTOIRE

Réunion des cardinaux convoquée et présidée par le pape. C'est à l'occasion des consistoires que le pape crée les nouveaux cardinaux.

CONSTITUTION APOSTOLIQUE

Acte pontifical portant sur des thèmes disciplinaires, juridiquement contraignant du point de vue du droit canonique.

DIACONAT PERMANENT

Le diaconat est l'un des trois degrés du ministère sacramentel de l'Église catholique (avec le presbytérat et l'épiscopat). Alors qu'il ne représentait auparavant qu'une étape sur le chemin vers la prêtrise, il a été réinstauré par le concile Vatican II comme degré permanent du

sacrement de l'ordre. Le diaconat est accessible aux hommes s'engageant au célibat ou déjà mariés.

DROIT CANONIQUE

Ensemble des lois et règles de l'Église catholique qui sont compilés dans le *Codex iuris canonici*, ou code de droit canonique. Il existe une codification distincte pour les Églises orientales qui reconnaissent le pape comme chef.

ENCYCLIQUE

Lettre circulaire pontificale généralement adressée à la communauté mondiale des fidèles, qui traite de thèmes actuels liés aux affaires dogmatiques ou disciplinaires.

EXHORTATION POST-SYNODALE

Document du pape écrit à la suite d'un synode des évêques.

LETTRÉ APOSTOLIQUE

Écrit pontifical adressé aux évêques, dans lequel le pape explicite des points dogmatiques ou disciplinaires de la doctrine catholique.

MOTU PROPRIO

Écrit que le pape promulgue de sa propre initiative, généralement sur un sujet très concret.

NONCE

Ambassadeur pontifical et représentant diplomatique du Saint-Siège.

SYNODE DES ÉVÊQUES

Assemblée ecclésiale réunissant les évêques d'une région déterminée ou traitant d'un thème spécifique. Le synode des évêques est une forme d'exercice de collégialité, à travers lequel les membres du collège épiscopal participent au gouvernement universel de l'Église en tant qu'organe consultatif ou, si le pape le décide, délibératif.

TE DEUM

Hymne liturgique d'action de grâce qui commence par les mots *Tē Deum laudamus* (Dieu, Nous Te louons). En Belgique, l'archevêque de Malines-Bruxelles célèbre deux fois par an un office liturgique devant la cour royale et les autorités politiques, nommée «Te Deum»: lors de la fête de la dynastie (15 novembre) et de la fête nationale (21 juillet).

VÊPRES

Prière du soir faisant partie du cycle quotidien de la liturgie des heures.

VICAIRE

Au sens général, représentant d'un supérieur hiérarchique. Dans le contexte d'un diocèse, un évêque nomme des vicaires généraux qui s'occupent à l'échelle d'un vicariat de certains aspects de la gestion quotidienne du diocèse, comme le clergé, l'enseignement, les paroisses, etc.

SIGLES

AAM : Archives de l'archidiocèse Malines-Bruxelles	CDH : Centre démocrate humaniste
ADB : Archives du diocèse de Bruges	CEE : Conférence des Églises européennes
ACW : Algemeen Christelijk Werknemersverbond / Mouvement ouvrier chrétien flamand	CELAM : Consejo Episcopal LatinoAmericano
ADA : Archives du diocèse d'Anvers	CGAL : Conseil général de l'apostolat des laïcs
ARCA : Archives du monde catholique	CIPL : Commission interdiocésaine de pastorale liturgique
ARCIC : Anglican-Roman Catholic International Commission	CKS : Centrum voor Kerkelijke Studies / Centre d'études ecclésiales
AWL : Affligemse Werkgroep Liturgie / Groupe de travail sur la liturgie d'Affligem	CNS : Conseil national souverain
BAR : Bureau des affaires religieuses	COE : Conseil œcuménique des Églises
BRT : Belgische Radio- en Televisieomroep / Radio Télévision belge néerlandophone	COMECE : Commission of the Bishops Conferences of the European Community
CCEE : Consilium Conferentiarum Episcoporum Europae	COPAL : Collegio Pro America Latina
CD&V : Christendemocratisch en Vlaams / Parti démocrate chrétien & flamand	CPAS : Centre public d'aide sociale
CDF : Congregatio de Doctrina Fidei	CRIF : Conseil représentatif des institutions juives de France
	CSVII : Centre for the Study of Vatican II
	CUA : Catholic University of America

CVP : Christelijke Volkspartij / Parti populaire chrétien	ISP : Institut supérieur de philosophie
EATWOT : Ecumenical Association of Third World Theologians	KADOC : Katholiek Documentatie Centrum / Centre de documentation catholique – KU Leuven
ECRL : European Council of Religious Leaders	KDC : Katholiek Documentatie Centrum / Centre de docu- mentation catholique – Radboud Universiteit, Nimègue
FIAT : Fraternity International Apostolic Team	KSA : Katholieke Studentenactie / Action catholique des étudiants
FIUC : Fédération internationale des universités catholiques	KUL : Katholieke Universiteit Leuven
FORPRONU : Force de protection des Nations Unies	MR : Mouvement réformateur
FUCAM : Facultés universitaires catholiques de Mons	NCL : Nederlandse Commissie voor Liturgie / Commission néerlandaise pour la liturgie
FUNDP : Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix	NIF : National Islamic Front
FUSL : Facultés universitaires Saint-Louis	NPT : Nuclear Non-Proliferation Treaty
HCR : Haut conseil de la république	OIC : Organisations internationales catholiques
IET : Institut des études théologiques	ONU : Organisation des nations unies
IFCB : International Forum of Catholic Bioethicists	OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
IHEU : International Humanist and Ethicist Union	PAVÉS : Pour un autre visage de l'Église et de la société
INTAMS : International Academy for Marital Spirituality	PDF : Popular Defence Force
IPB : Interdiocesaan Pastoraal Beraad / Conseil pastoral interdiocésain	PINK : Pastoraal Instituut van de Nederlandse Kerkprovincie
ISGB : International Study Group on Bioethics	

PPF : People's Police Force	VSKO : Vlaams Secretariaat voor
PRL : Parti réformateur libéral	Katholiek Onderwijs /
PS : Parti socialiste	Secrétariat néerlandophone
RCC : Revolutionary Command	de l'enseignement catholique
Council	VU : Volksunie / Union populaire
RST : Rudy Steuncomité Tienen /	flamande
Comité de soutien de	WCRP : World Conference on
Tirlemont à Rudy	Religion and Peace
RTBF : Radio Télévision belge	
francophone	
SEGEC : Secrétariat général de	
l'enseignement catholique	
SNEC : Secrétariat national de	
l'enseignement catholique	
SONALUX : Solidarité Namur	
Luxembourg	
SP : Socialistische Partij / Parti	
socialiste flamand	
SPLA : Sudan People's Liberation	
Army	
UCL : Université catholique	
de Louvain	
Verdinaso : Verbond van Dietsche	
Nationaal-Solidaristen /	
Union des national-solidaristes	
thiois	
VLD : Vlaamse Liberalen en	
Democraten / Parti libéral	
flamand	
VNV : Vlaams Nationaal Verbond	
/ Ligue nationale flamande	
VRT : Vlaamse Radio- en	
Televisiecomroep / Radio	
Télévision flamande	

AVERTISSEMENT ET SOURCES

I. Avertissement

Cet ouvrage s'appuie sur trois types de sources: des archives, des publications et des interviews. Après avoir collecté le matériel disponible, nous avons tenté, dans les chapitres qui précèdent, d'exploiter à la fois chronologiquement et thématiquement les informations les plus pertinentes sur la vie, l'œuvre et l'importance du cardinal Daneels. Dans ce cadre, il était évidemment capital de croiser nos sources, avant d'en offrir une synthèse cohérente et fidèle. Tout cela n'a été possible que grâce au large spectre de la documentation étudiée: outre la consultation d'un éventail de publications et de milliers de pages d'archives dans plus de quarante fonds, nous nous sommes entretenus avec une cinquantaine de personnes qui connaissaient le cardinal plus ou moins personnellement. Sur la base de la documentation rassemblée,

nous avons également recueilli des interviews du cardinal, une vingtaine de séances d'une heure et demie, de septembre 2012 à décembre 2014, à chaque fois chez lui, à Malines. À cette occasion, il a pu formuler ses propres impressions et souvenirs.

Nous avons choisi de ne pas ajouter de notes, ni en bas de page ni en fin d'ouvrage, et cela pour deux raisons. D'abord, cette biographie vise un large public de lecteurs et une telle annotation aurait considérablement alourdi le manuscrit. La principale raison tient toutefois à la documentation elle-même. Pour ce projet, nous avons exceptionnellement eu accès à des fonds d'archives qui ne sont pas encore ouverts aux chercheurs et dont la consultation ne nous a été autorisée qu'à certaines conditions de discrétion. Il en va de même pour les différents témoins, qui n'ont accepté de nous parler librement que si ils n'étaient pas cités explicitement.

Cela ne signifie pas que nous nous soyons soustraits à l'obligation de citer nos sources: tous les documents utilisés sont énumérés dans les listes qui suivent et nous assurons au lecteur que cette documentation a toujours été utilisée dans le respect des règles académiques en vigueur. Un comité de lecture composé d'experts a en outre relu les textes de façon critique. Étant donné la diversité et la complexité des thèmes abordés dans ce livre, certains chapitres ont également été soumis séparément à des spécialistes.

Nous sommes conscients que la présente biographie s'écarte sur un certain nombre de points des récits parus antérieurement dans les livres d'entretiens réalisés avec le cardinal. Nous avons soigneusement vérifié ces informations, afin de donner la version qui correspondait le mieux aux sources. De ce fait, il nous arrive de contredire ces ouvrages. Le cardinal a insisté à plusieurs reprises pour que ses souvenirs et impressions soient situés, datés et vérifiés.

Précisons enfin que la version francophone diffère légèrement de la néerlandophone. Certains détails concernant les protagonistes et les

institutions ont en effet été introduits pour le confort du lecteur. Les textes en français ont dans la mesure du possible été cités dans leur version originale. Dans le cas contraire, ils ont été traduits par nos soins.

2. Archives

ARCHIVES

PERSONNELLES

Archives Jozef-Ernest Van Roey,
Malines (AAM)

Archives Léon-Joseph Suenens,
Malines (AAM)

Archives Godfried Danneels,
Malines (AAM)

Archives Jules-Victor Daem, Anvers
(ADA)

Archives Emiel-Jozef De Smedt,
Bruges / Louvain (ADB;
CSVII)

Archives Jan Grootaers, Louvain
(CSVII)

Archives Henricus Lamiroy, Bruges
(ADB)

Archives Honoré Van Waeyenbergh, Louvain (KUL)

Archives Edward Schillebeeckx,
Nimègue (KDC)

Archives Bernard D. Dupuy, Paris
(Archives Centre Istina)

Archives Vaast (Gaston) Leysen,
Louvain (KADOC)
Archives Jos De Saeger, Louvain
(KADOC)
Archives Arthur Van der Taelen,
Louvain (KADOC)
Archives Jo Cornille, Louvain
(KADOC)
Archives Leo Tindemans, Louvain
(KADOC)
Archives Fons D'Hoogh, Louvain
(KADOC)
Archives Luc Versteyleen, Louvain
(KADOC)
Archives Alfred Daelemans, Lou-
vain (KADOC)
Archives Jean-Pierre De Rudder,
Bruges (privé)
Archives Louis De Belder, Anvers
(privé)
Archives Aldegonde Brenninkmeijer,
Rhode-Saint-Genèse (privé)
Archives Adelbert Denaux, Louvain
(privé)
Archives Rik Devillé, Buizingen
(privé)
Archives Jean-Pierre Delville,
Louvain-la-Neuve (ARCA)

**ARCHIVES
D'ORGANISATIONS
ET D'INSTITUTIONS**

Archives du diocèse d'Anvers,
Anvers
Archives de l'archidiocèse
de Malines-Bruxelles, Malines
Archives du Davidsfonds, Louvain
Archives du Grand Séminaire
de Bruges, Bruges
Archives du diocèse de Bruges,
Bruges
Archives de la Faculté de théologie
et de sciences religieuses,
Louvain
Archives de la commune
de Kanegem, Tielt
Archives de l'Heemkundige Kring
De Roede van Tielt, Tielt
Archives de l'Institut supérieur de
philosophie, Louvain-la-Neuve
Archives de la KUL, Louvain
Archives International Forum o
f Catholic Bioethicists,
Rhode-Saint-Genèse
Archives International Humanist
and Ethicist Union, Utrecht
Archives du séminaire Léon XIII,
Louvain
Archives de l'Université catholique
de Louvain, Louvain-la-Neuve
Archives de l'Université
grégorienne, Rome

Archives de Pax Christi, Nimègue
 Archives de la Coopération
 Amérique Latine, Louvain
 (KADOC)
 Archives du Collège pontifical
 belge, Rome
 Archives de la communauté
 de Taizé, Taizé
 Archives du Conseil général
 de l'apostolat des laïcs,
 Louvain-la-Neuve (ARCA)
 Archives du Centre interdiocésain
 des laïcs, Louvain-la-Neuve
 (ARCA)

3. Publications

LIVRES D'ENTRETIENS AVEC LE CARDINAL DANNEELS

Van Hoof G., *La foi d'un cardinal:
 entretiens avec Godfried Danneels*,
 Paris: Duculot, 1988.
 Danneels G., *L'humanité de Dieu:
 entretiens avec Gwendoline Jarczyk*,
 Paris: Desclée De Brouwer,
 1994.
 Schmidt P., *Vrijuit: zes gesprekken
 met de kardinaal*, Averbode:
 Altiora, 2000 // *Franc parler:
 Six entretiens avec le cardinal
 Danneels*, Paris: Desclée de
 Brouwer, 2002.

Becauss J. & Chr. Laporte,
Confidences d'un cardinal,
 Namur: Fidélité, 2009.

OUVRAGES DE GODFRIED DANNEELS

*Is een oude honger terug? Schoonheid
 als bron van spiritualiteit*,
 Nimègue: Titus Brandsma
 Instituut / Valkhof, 2000.
 [avec I. Driessen], *Is God een
 alleskunner? Kardinaal Godfried
 Danneels in gesprek met tieners
 over leven en geloof*, Tielt:
 Lannoo, 2001.
 [avec I. Driessen], *Ken je ze alle
 zeven? Een geloofsboek voor
 kinderen*, Tielt: Lannoo, 2003.
*Vertrouwen: een dagboek van wijsheid
 en geloof*, Tielt: Lannoo / Baarn:
 Ten Have, 2003.
 [avec I. Driessen, S. Vanfleteren],
*Hopen en bidden: gedachten bij
 het Onzevader*, Tielt: Lannoo,
 2006.
 [avec M. Eneman, B. Standaert,
 H. Van Rompuy, J. Verstraeten],
*In-gebed / Leven met God in de
 wereld vandaag*, Gand, 2006.
 [avec Iny Driessen], *Richt ons weer
 op: als leven pijn doet*, Tielt:
 Lannoo, 2008.

Uit de kunst: de keuze van de kardi-naal, Anvers: Halewijn, 2009.

At the Crossroads of Faith and Culture: Challenges Facing the Catholic Church Today, Tilburg: Tilburg University, 2012.

[avec I. Driessen], *Over de drempel: bidden in de ochtend en de avond*, Anvers: Halewijn, 2013.

**BROCHURES DE NOËL
ET DE PÂQUES,
1981-2009**

Éditées par le service de presse
de l'archevêché, dans la série:
«Paroles de Vie»

Accepter l'autre – Noël 1981

La joie de Saint-François – Pâques
1982

Son œil habite notre cœur – Noël
1982

*L'arbre de vie: prières autour de
la croix* – Pâques 1983

Dieu est plus grand que notre cœur –
Noël 1983

La vérité vous rendra libres – Pâques
1984

Notre Père qui es aux cieux – Noël
1984

La nuit qu'Il fut livré – Pâques 1985
Réjouis-toi Marie – Noël 1985

Heureux êtes-vous – Pâques 1986

Un enfant nous est né – Noël 1986

Le feu de l'esprit – Pentecôte 1987

Une année avec Marie – Noël 1987

Vivre l'année avec Marie – Pâques
1988

L'enfant – Noël 1988

Familles: ombres et lumière – Pâques
1989

Jeunesse: courants et contre-courants
– Noël 1989

Messagers de la joie – Pâques 1990

Le Christ ou le Verseau – Noël 1990

Au-delà de la mort – Pâques 1991

Suivre l'étoile – Noël 1991

Pas de dimanche sans vendredi –
Pâques 1992

*Le Paradis: vraie espérance et fausses
attentes* – Noël 1992

À dimanche? Rendez-vous à l'église! –
Pâques 1993

*Le jardin des sept sources: à propos
des sacrements* – Noël 1993

Damien: un portrait – Pâques 1994

Homme aimable: Dieu adorable –
Noël 1994

Dire adieu: vivre dans la fragilité –
Pâques 1995

Espérer? La société dépressive – Noël
1995

*Thérèse: ah! Je le sais bien, tout le
monde m'aimera* – Pâques 1996

*Ces gens vêtus de robes blanches,
qui sont-ils? La marche blanche.*

Et maintenant? – Noël 1996

- Maître, que dois-je faire?* – Pâques 1997
- Le Consolateur: à propos de l'Esprit Saint* – Noël 1997
- Pardonner: effort de l'homme, don de Dieu* – Pâques 1998
- Le Père* – Noël 1998
- Me voici, Seigneur: à propos des vocations* – Pâques 1999
- Passeport pour un nouveau millénaire* – Noël 1999
- Trois à table: à propos de la trinité et de l'eucharistie* – Pâques 2000
- Reste avec nous car le soir vient: à propos du troisième et du quatrième âge* – Noël 2000
- Il y a un temps pour chaque chose* – Pâques 2001
- Chrétiens, meilleurs ou différents?* – Noël 2001
- Le stress du bonheur: Il devait être heureux et se tua au travail* – Pâques 2002
- La mal-aimée: Pauvrette Église* – Noël 2002
- «N'ayez pas peur...»* – Pâques 2003
- La solitude habitée* – Noël 2003
- Émerveillement: l'autre regard* – Pâques 2004
- La joie* – Noël 2004
- «Veillez et priez»: à propos de la prière* – Pâques 2005
- Prières pour les saisons* – Noël 2005
- Les sept paroles de Jésus en croix* – Pâques 2006
- Une bonne nouvelle: de l'annonce à l'enseignement* – Noël 2006
- La joie de croire: le credo* – Pâques 2007
- Le stress: incontournable?* – Noël 2007
- La religion populaire* – Pâques 2008
- L'homme et son jardin: écologie et création* – Noël 2008
- Paul de Tarse: un autoportrait* – Pâques 2009
- La petite fille «espérance»* – Noël 2009
- LITTÉRATURE
SECONDAIRE**
- , *Centenaire de la fondation de l'Institut supérieur de philosophie, Numéro spécial de la Revue philosophique de Louvain* 88 (1990).
- , *Geschichte des Husserl-Archivs*, Dordrecht: Springer, 2007.
- , *Le Concile Vatican II: Edition intégrale définitive*, Paris: Cerf, 2003.
- , «Monsignore... Ma non troppo»: *Hommage à – Hulde aan Monseigneur Joseph Devroede (1915–1989)*, Louvain: Peeters, 1991.
- , *Voor Kanegem wil ik mijn harpe snaren*, s.l.: s.n., 1967.

- , *Zaire 1992–1996: chronique d’une transition inachevée*, tome 1, Paris: L’Harmattan, 2000.
- Allen J., *Conclave: the Politics, Personalities and Process of the Next Papal Election*, New York: Doubleday, 2002.
- Aubert R., *Le cardinal Mercier (1851–1926): un prélat d’avant-garde*, Louvain-la-Neuve: Academia, 1994.
- Aubert R., *La théologie catholique au milieu du XXe siècle*, Paris: Casterman, 1954.
- Auwerda R., *De kromstaf als wapen: bisschopsbenoemingen in Nederland*, Baarn: Ambo, 1988.
- Beauduin L., *L’Église anglicane unie non absorbée*, Malines: Archidiocèse, 1977.
- Bernanos G., *Journal d’un curé de campagne*, Paris: Plon, 1934.
- Bernstein C. & Politi M., *Zijne Heiligheid: Johannes Paulus II en de verborgen geschiedenis van onze tijd*, Amsterdam: Jan Mets – Louvain: Van Halewyck, 1996.
- Évêques de Belgique, *Livre de la foi*, Tournai-Paris: Desclée, 1987.
- Bluyssen J., *Gebroken wit: vrijmoedige herinneringen*, Baarn: Ten Have, 1995.
- Bogaert P.-J., *Kardinaal Godfried Danneels: van Kanegem tot Rome – Een biografie van a tot z in 36 hoofdstukken*, Louvain: Van Halewyck, 2001.
- Borgman E., *Edward Schillebeeckx: een theoloog in zijn geschiedenis*, vol. 1 *Een katholieke cultuurtheologie (1914–1965)*, Baarn: Ten Have, 1999.
- Borremans R., *De deugd hypocrisie: kerk en celibaat in beweging?*, Anvers/Baarn: Houtekiet, 1999.
- Boudens R., *De kerk in Vlaanderen: momentopnamen*, Averbode: Altiora, 1994.
- Bremer T., *Kreuz und Kreml: kleine Geschichte der orthodoxen Kirche in Russland*, Fribourg-en-Brisgau: Herder, 2007.
- Brenninkmeijer-Wehrhahn A. & Demmer K. (éd.), *Das Herz spricht zum Herzen: reflexionen über die Ehe*, Fribourg-en-Brisgau: Herder, 2012.
- Brosens I. (éd.), *The Challenge of Reproductive Medicine at Catholic Universities: Time to Leave the Catacombs*, Louvain: Peeters, 2006.
- Casaroli A., *Il martirio della pazienza: la Santa Sede e i paesi comunisti, 1963–1989*, Turin: Einaudi, 2000.

- Charles W. (éd.), *Basil Hume Ten Years On*, Londres: Burns & Oates, 2009.
- Clavel M., *Ce que je crois*, Paris: Grasset, 1975.
- Cloet M. (éd.), *Het bisdom Brugge 1559–1984: bisschoppen, priesters, gelovigen*, Bruges: West-Vlaams Verbond voor Heemkunde, 1984.
- Comblin J., *Called for Freedom: the Changing Context of Liberation Theology*, Maryknoll NY: Orbis, 1998.
- Corens K., *Inventaris van het archief van rector Honoré van Waeyenbergh, 1891–1971*, Louvain: Acco, 2009.
- Courtois L. et al. (éd.), *Écrire l'histoire du catholicisme des 19e et 20e siècles: bilan, tendances récentes et perspectives (1975–2004)*, Louvain-la-Neuve, Arca, 2004.
- Creyf R., Dobbelaere K. & Vanhoutvinck J., *Professoren en het «katholiek karakter» van hun universiteit: een sociologisch onderzoek naar definiëringsprocessen terzake aan de K.U. Leuven*, Louvain: Sociologisch Onderzoeksinstituut, 1977.
- Crijnen T., *Kardinaal Ad Simonis, kerkleider in de branding: een biografie*, Nimègue: Valkhof, 2014.
- Crochet M., *L'agenda d'un recteur, 1995–2004*, Louvain-la-Neuve: L'Harmattan, 2011.
- Curran C.E., *Loyal Dissent: Memoir of a Catholic Theologian*, Washington DC: Georgetown University Press, 2006.
- D'Costa G. & Harris, E. (éd.), *The Second Vatican Council: Celebrating its Achievements and the Future*, New York: Bloomsbury, 2014.
- de Broucker J., *Le dossier Suenens: diagnostic d'une crise*, Paris: Éditions universitaires, 1970.
- De Maeyer J. et al. (éd.), *L'archidiocèse de Malines: 450 ans d'histoire*, 2 tomes, Anvers: Halewijn, 2009.
- De Raeymaecker L., *Le séminaire Léon XIII de 1892 à 1942*, Louvain, 1942.
- De Wever B., *Greep naar de macht: Vlaams-Nationalisme en de Nieuwe Orde*, Tiel: Lannoo, 1994.
- Deckers D., *Der Kardinal: Karl Lehmann, eine Biographie*, Munich: Pattloch, 2002.

- Deckers D., *Walter Kasper: wo das Herz des Gläubens schlägt. Die Erfahrung eines Lebens*, Fribourg-en-Brisgau: Herder, 2008.
- De Jonghe E. & Heirman M., *Het oog van de naald: de katholieke vredesbeweging in een stroomversnelling*, Tielt: Lannoo, 1995.
- Dehaene J.-L., *Memoires*, Louvain: Van Halewyck, 2012.
- De Maeyer J., Leplae S. & Schmiedl J. (éd.), *Religious Institutes in Western Europe in the 19th and 20th Centuries: Historiography, Research and Legal Position*, Louvain: Universitaire Pers, 2004.
- Demyttenaere B., *Mannen van God: de vele gezichten van de kerk*, Louvain: Van Halewyck, 2008.
- Denaux A. & Vanden Bergh E., *De Duinenabdij en het Grootseminarie te Brugge*, Tielt: Lannoo, 1984.
- Denaux A. & Dick J.A. (éd.), *From Malines to ARCIC: The Malines Conversations Commemorated*, Louvain: Peeters, 1997.
- Descamps A. (red.), *Le prêtre: foi et contestation*, Gembloux: Duculot, 1970.
- De Schrijver R., De Wever Br. et al. (éd.), *Nieuwe encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, 3 tomes, Tielt: Lannoo, 1998.
- Deville R., *La dernière dictature: plaidoyer pour des paroisses sans pape*, Anvers: Coda, 1993.
- Deville R., *La maladie catholique: un diagnostic*, Bruxelles: EPO, 1995.
- de Villers G., *De Mobutu à Mobutu: trente ans de relations Belgique-Zaïre*, Bruxelles: De Boeck, 1995.
- Devloo L., «Zoals een hert verlangt naar stromend water...»: zo leefde, schreef en leed priester Daniël Billiet (Kanegem 1916 – Tielt 1954), Maarkedal: Ceres, 1982.
- Dewachter W. et al. (éd.), *Un parti dans l'histoire, 1945–1995: 50 ans d'action du Parti Social Chrétien*, Gembloux: Duculot, 1995.
- De Waelhens A., *La philosophie de Martin Heidegger*, Louvain: Institut supérieur de philosophie, 1946.
- De Waelhens A., *Existence et signification*, Louvain: Nauwelaerts, 1958.
- Dhondt U., *1889–1989. The Institute of Philosophy*, Louvain, 1989.
- Dillemans R., *Op de vleugelen der inspiratie: uit 1000 toespraken*

- van rector Roger Dillemans,
Louvain: Universitaire Pers,
1996.
- Dondeyne A., *Foi chrétienne et
pensée contemporaine: les
problèmes philosophiques soulevés
dans l'encyclique Humani generis*,
Louvain: Publications
universitaires de Louvain, 1951.
- Donnelly D. et al (éd.), *The Belgian
Contribution to the Second
Vatican Council*, Louvain:
Peeters, 2008.
- D'Onorio J.-B. (éd.), *La diplomatie
de Jean-Paul II*, Paris: Cerf,
2000.
- Dubost M. (éd.), *Le grand tournant:
l'an I de la révolution du pape
François*, Paris: Cerf, 2014.
- Ernesti J., *Paul VI: der vergessene
Papst*, Fribourg-en-Brisgau:
Herder, 2012.
- Eyskens M., *Mijn levens: een reis in
de tijd*, Tielt: Lannoo, 2008.
- Fortmann H., *Heel de mens: reflecties
over de menselijke mogelijkheden*,
Bilthoven: Ambo, 1972.
- Garrett J.R., F. Jotterand & C.
Ralston (red.), *The Development
of Bioethics in the United States*,
Dordrecht: Springer, 2013.
- Gauchet M., *Le désenchantement du
monde: une histoire politique de la
religion*, Paris: Gallimard, 1985.
- Gerard E. & Wynants P. (éd.),
*Histoire du mouvement ouvrier
chrétien en Belgique*, 2 tomes.,
Louvain: Universitaire Pers,
1991.
- Gevers L., *Kerk in de kering: de
katholieke gemeenschap in
Vlaanderen, 1940-1980*,
Kalmthout: Pelckmans, 2014.
- Gielis M. et al. (éd.), *In de stroom
van de tijd: (4)50 jaar bisdom
Antwerpen*, Louvain:
Davidsfonds, 2012.
- Goddijn W. (éd.), *Pastoraal Concilie
van de Nederlandse Kerkprovincie*,
7 vol., Amersfoort, 1968-1970.
- Goddijn W., Jacobs J., Van Tillo J.,
*Tot vrijheid geroepen: katholieken
in Nederland 1945-2000*, Baarn:
Ten Have, 1999.
- Grootaers J., *De Vatican II à Jean-
Paul II: le grand tournant de
l'Église catholique*, Paris:
Centurion, 1981.
- Grootaers J., *Heurs et malheurs de la
collégialité: pontificats et synodes
face à la réception de Vatican II*,
Louvain: Peeters, 2012.
- Guardini R., *Vom Geist der Liturgie*,
Fribourg-en-Brisgau: Herder,
1918.
- Gutierrez G., *Teología de la
liberación: perspectivas*, Lima:
CEP, 1971.

- Haumann M., *Sud-Soudan: la longue route vers la paix*, Paris: Karthala, 2002.
- Haumann M., *Travelling with Soldiers and Bishops: Stories of Struggling People in Sudan*, Nairobi: Paulines Publications, 2004.
- Hebbelinck T., *L'affaire du carmel d'Auschwitz (1985-1993): implications des Églises belge et française dans la résolution du conflit*, Louvain-la-Neuve: Presses universitaires de Louvain, 2012.
- Ickx J., *De alumni van het Belgisch Pauselijk College te Rome 1844-1994 / Les anciens étudiants du Collège Pontifical Belge à Rome 1844-1994*, Rome, 1994.
- Ivereigh A., *The Great Reformer: Francis and the Making of a Radical Pope*, Sydney: Allen & Unwin, 2014.
- Iwele G., *Mgr. Monsengwo: acteur et témoin de l'histoire*, Louvain-la-Neuve: Duculot, 1995.
- Jadoulle J.L., *Chrétiens modernes? L'engagement des intellectuels catholiques «progressistes» Belges de 1954 à 1958 à travers La Revue Nouvelle, La Relève et l'édition belge de Témoignage Chrétien*, Louvain-la-Neuve: Presses universitaires de Louvain, 2003.
- Jeannière A., *Anthropologie sexuelle*, Paris: Aubier Montaigne, 1964.
- Kaplan R.D., *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War*, New York NY: Random House, 2000.
- Kasper W., *Katholische Kirche: Wesen, Wirklichkeit, Sendung*, Fribourg-en-Brigau: Herder, 2011.
- Kasper W., *Zukunft aus der Kraft des Konzils: die Ausserordentliche Bischofssynode 1985. Die Dokumente mit einem Kommentar vom Walter Kasper*, Fribourg-en-Brigau: Herder, 1986.
- Lamberigts M. & Kenis L. (éd.), *Quo vadis theologia? Theologie en religiewetenschap in Leuven*, Anvers: Halewijn, 2008.
- Laporte C., *L'affaire de Louvain 1960-1968*, Bruxelles: De Boeck & Larcier, 1999.
- Latré B., *Strijd & inkeer: de kerk- en maatschappijkritische beweging in Vlaanderen, 1958-1990*, Louvain: Leuven University Press, 2011.
- Lebreton J., *La vie et l'enseignement de Jésus Christ notre Seigneur*, 2 tomes, Paris: Beauchesne, 6e édition, 1931.

- Leesen T., *Tussen hamer en aambeeld: de theologische faculteit Tilburg op het snijvlak van wetenschap, kerk en samenleving*, Nimègue: Valkhof, 2014.
- Légrand H. (éd.), *Les évêques de l'Europe et la nouvelle évangélisation* (Documents des Églises), Paris: Cerf, 1991.
- Lerouge J. (éd.), *300 jaar College te Tiel: van Schola Latina tot Sint-Jozefscollege*, Tiel: Lannoo, 1986.
- Loonbeek R. & Mortiau J., *Un pionnier: dom Lambert Beauduin (1873-1960). Liturgie et unité des chrétiens*, 2 tomes, Louvain-la-Neuve & Chevetogne, 2001.
- Lu Yan R. et al. (éd.), *The Catholic Church in China: Today and Tomorrow. In celebration of the Golden Jubilee of the Priesthood and the 75th Birthday of Fr. Jeroom Heyndrickx cism*, KU Leuven: Louvain, 2006.
- Luxian J., *The Memoirs of Jin Luxian*, 2 tomes, Hong Kong: HKU Press, 2012.
- Mangiagalli M., *Alphonse de Waelhens, fenomenologo*, Milan: FrancoAngeli, 2003.
- Martens W., *De memoires: luctor et emergo*, Tiel: Lannoo, 2006.
- Martimort A.-G., *L'Église en prière: introduction à la liturgie*, Paris: Desclée, 1961.
- Martini C.M., *Le ragioni del credere: scritti e interventi*, Milan: Mondadori, 2011.
- Mattheeuws A., *Union et procréation: développement de la doctrine des fins du mariage*, Paris: Cerf, 1989.
- Mayeur J.M. et al. (éd.), *Histoire du christianisme. Tome 13 Crises et renouveau, de 1958 à nos jours*, Paris: Desclée de Brouwer, 2000.
- McAfee Brown R., *Gustavo Gutiérrez: An Introduction to Liberation Theology*, Maryknoll NY: Orbis, 1990.
- Mettepenningen J., *Nouvelle Théologie – New Theology: Inheritor of Modernism, Precursor of Vatican II*, New York: T&T Clark, 2010.
- Miccoli G., *Le pontificat de Jean-Paul II: un gouvernement contrasté*, Bruxelles: Lessius, 2007.
- Mirguet F. & Hiraux F., *L'institut supérieur de philosophie de Louvain, 1889-1968: inventaire des archives et introduction historique* (Publications des archives de l'Université

- catholique de Louvain, 21),
Louvain-la-Neuve: Bruylant-
Academia, 2008.
- Moeller Ch., *Littérature du XXe siècle
et christianisme*, 6 tomes,
Tournai: Casterman / Paris:
Beauchesne, 1953–1993.
- Molitor A., *La fonction royale en
Belgique*, Bruxelles: Crisp, 1994.
- Nuzzi G., *Sua Santità: le carte
segrete di Benedetto XVI*, Milan:
Chiarelettere, 2012.
- Oosterwaal J., *Johan Vande Lanotte:
dagboek van een politieke crisis*,
Anvers: De Bezige Bij, 2011.
- Osterwalder J., *Dem Volk Gottes
dienen: Ivo Fürer, Bischof und
Weggefährte*, Saint-Gall: Verlag
am Klosterhof, 2005.
- Pannet R., *Le catholicisme populaire:
30 ans après «La France: Pays de
mission?»*, Paris: Centurion,
3^e édition, 1974.
- Pirotte J. & Zélis G. (éd.), *Pour une
histoire du monde catholique au
20e siècle, Wallonie-Bruxelles:
guide du chercheur*, Louvain-la-
Neuve: ARCA, 2003.
- Priem K. (éd.), *Het grootseminarie te
Brugge, de voormalige
Duinenabdij*, Bruges, 2009.
- Pyck K., *Kindermisbruik & macht*,
Berchem: EPO, 2013.
- Quisinsky M. & Walter P. (éd.),
*Personenlexikon zum Zweiten
Vatikanischen Konzil*, Fribourg-
en-Brisgau: Herder, 2012.
- Radano J.A. (éd.), *Celebrating a
Century of Ecumenism: Exploring
the Achievement of International
Dialogue*, Grand Rapids:
Eerdmans, 2012.
- Ratzinger J. & Messori V., *Entretien
sur la foi*, Paris: Fayard, 1985.
- Ravyts K. & Struyve P., *Het Tieltsse
1940–1945: bedreigd, bezet,
bevrijd*, Tielt: Heemkundige
kring Roede van Tielt, s.d.
- Reynebeau M., *Katholiek
Vlaanderen: een beeldverhaal*,
Anvers: Lido, 2012.
- Riccardi A., *Jean-Paul II: la
biographie*, Paris: Parole et
silence, 2014.
- Roegiers J. & Vandevivere I. (éd.),
*Leuven / Louvain-la-Neuve:
kennis maken / aller retour*,
Louvain: KU Leuven, 2001.
- Ruys M., *Een levensverhaal*, Tielt:
Lannoo, 1999.
- Saranyana J.I. (éd.), *Teología en
América Latina*, tome 3 *El siglo
de las teologías
latinoamericanistas (1899–2001)*,
Madrid: Iberoamericana, 2002.
- Schelkens K., *Catholic Theology of
Revelation on the Eve of Vatican*

- II: A Redaction History of the Schema 'De fontibus revelationis' (1960–1962)*, Leyde – Boston: Brill, 2010.
- Schelkens K. (éd.), *Herinnering en belofte: 50 jaar Vaticanum II*, Louvain: Acco, 2013.
- Schelkens K., Dick J.A., Mettepenningen J., *Aggiornamento? Catholicism from Gregory XVI to Benedict XVI*, Leyde & Boston: Brill, 2013.
- Schillebeeckx E., *L'économie sacramentelle du salut: réflexion théologique sur la doctrine sacramentaire de saint Thomas, à la lumière de la tradition et de la problématique sacramentelle contemporaine*. Traduit du néerlandais par Y. van der Have, Fribourg: Presses académiques de Fribourg, 2004.
- Schoof T.M., *De zaak-Schillebeeckx: officiële stukken*, Bloemendaal: Nelissen, 1980.
- Soetens C. (éd.), *Vatican II et la Belgique*, Louvain-la-Neuve: Quorum, 1996.
- Stanford P., *Cardinal Hume and the Changing Face of English Catholicism*, Londres: Geoffrey Chapman, 1993.
- Struyker Boudier C.E.M., *Wijsgerig leven in Nederland en België 1880–1980*. tomes 5–6: *De filosofie van Leuven*, Baarn: Ambo, 1989.
- Suenens L.J., *Le roi Baudouin: une vie qui nous parle*, Ertvelde: F.I.A.T., 1995.
- Thérèse de Lisieux, *Histoire d'une âme: manuscrits autobiographiques*, Paris: Cerf, 1987.
- Tieleman D., *Operatie Kelk: hoe het pedofilieschandaal in de Belgische kerk losbarstte*, Louvain: Van Halewyck, 2011.
- Tincq H., *Jean-Marie Lustiger: le cardinal prophète*, Paris: Grasset, 2012.
- Tindemans L., *De memoires: gedreven door een overtuiging*, Tielt: Lannoo, 2002.
- Tindemans L., *Een politiek testament: mijn plaats in de tijd, dagboek van een minister*, Tielt: Lannoo, 2009.
- Todts H. & Jonckheere W., *Leuven Vlaams: splitsingsgeschiedenis van de katholieke universiteit Leuven*, Louvain: Davidsfonds, 1979.
- Tollebeek J. & Nys L. (éd.), *De stad op de berg: een geschiedenis van de Leuvense universiteit sinds*

- 1968, Louvain: Universitaire
Pers Leuven, 2005.
- Torfs R., *De kardinaal heeft verdriet*,
Louvain: Van Halewyck, 2002.
- Uit de kunst: de keuze van de
kardinaal*, Anvers: Halewijn,
2009.
- Vaccaro L., *Storia Religiosa di Belgio*,
Olanda e Lussemburgo, tome 2,
Milan: Fondazione
Ambrosiana, 2000.
- Van den Berghe J., *God in Laken:
het Belgisch koningshuis en het
katholicisme*, Anvers: Manteau,
2009.
- Van den Bos M., *Verlangen naar
vernieuwing: Nederlands
katholicisme 1953–2003*,
Amsterdam: Wereldbibliotheek,
2012.
- Van den Bosch T., *Paus Wojtyla: een
man zonder grenzen*, Louvain:
Davidsfonds, 1981.
- Van der Plas M. (éd.), *Uit de grond
van ons hart: open brieven aan
paus Johannes Paulus II*, Weesp:
Agathon, 1985.
- Van de Voorde A., *Mark Eyskens:
politicus-professor tussen woord en
daad: een biografie*, Tielt:
Lannoo, 2003.
- Van de Voorde M., *Mgr. De Smedt,
een hartelijke bisschop*, Tielt:
Lannoo, 1984.
- Van der Kelen L., *Koning Albert II en
zijn vijf premiers: een leven in de
Wetstraat, memoires van een
commentator*, Anvers: Manteau,
2013.
- Van Dijk M., *De paus van
Amsterdam: biografie van Huub
Oosterhuis*, Amsterdam: Atlas,
2013.
- Van Istendael G., *Het Belgisch
labyrint: een wegwijzer
(overschilderd natuurlijk)*,
Amsterdam / Anvers: Atlas,
17^e édition entièrement revue,
2011.
- Van Reybrouck D., *Congo: une
histoire*, Arles: Actes Sud, 2012.
- Van Schaik T.H.M., *Alfrink: een
biografie*, Amsterdam: Anthos,
1997.
- Van Schaik T.H.M., *Bedankt voor de
bloemen: Johannes Paulus II en
Nederland*, Tielt: Lannoo, 2005.
- Venuto F.X., *La recezione del
Concilio Vaticano II nel dibattito
storiografico dal 1965 al 1985:
riforma o discontinuità?*, Turin:
Effata, 2011.
- Verhofstadt D., *In gesprek met
Etienne Vermeersch: een zoektocht
naar waarheid*, Anvers /
Utrecht: Houtekiet, 2011.
- Verleyen M. & P. Martens, *Mieke
Van Hecke*, Tielt: Lannoo, 2014.

- Vermeylen J. & P. Schotsmans (éd.), *Ethiek in de kliniek: 25 jaar adviezen van de commissie voor medische ethiek, faculteit geneeskunde, KU Leuven*, Louvain: Universitaire Pers, 2000.
- Viaene V., Van Reybrouck D. et B. Ceuppens (red.), *Congo in België: koloniale cultuur in de metropool*, Louvain: Universitaire Pers, 2009.
- Voillaume R., *Au coeur des masses: la vie religieuse des petits frères du père de Foucauld*, Paris: Cerf, 1950.
- Von der Dunk H.W., *De verdwijnende hemel: over de cultuur van Europa in de twintigste eeuw*, 2 tomes, Amsterdam: Meulenhoff, 2000.
- Vos L., *Idealisme en engagement: de roeping van de katholieke studerende jeugd in Vlaanderen (1920–1990)*, Louvain: Acco, 2011.
- Weigel G., *Jean-Paul II: témoin de l'espérance*, Paris: JC Lattès, 1999.
- Zizola G., *Le successeur*, Paris: Desclée De Brouwer, 1995.
- Les revues des diocèses auxquelles Danneels a contribué –
- Pastoralia* (archidiocèse de Malines-Bruxelles), *Daco* (Anvers) et *Ministrando* (Bruges) – ont été une précieuse source d'information. La consultation des revues ecclésiastiques *Kerk & leven*, *Dimanche* et *Tertio* a également été bien utile. En ce qui concerne les documents ecclésiastiques officiels, nous nous sommes basés sur les éditions des *Acta Apostolicae Sedis* et de *L'Osservatore Romano*. Nous avons également fait un large usage des collections de journaux anciens de la KU Leuven.
4. ENTRETIENS
- Armand Beauduin, Liège, 18 novembre 2014
- John Borelli, Washington DC, 22 octobre 2014
- Aldegonde Brenninkmeijer-Werhahn, Rhode-Saint-Genèse, 24 janvier et 11 septembre 2014
- Wilfried Brieven, Malines, 16 janvier, 24 janvier, 14 février, 25 mars 2014
- Jo Cornille, Bruges, 22 février 2013
- Herman Cosijns, Bruxelles, 10 juin 2014

- Bernard Coulie, Louvain-la-Neuve,
16 octobre 2014
- Marcel Crochet, Louvain-la-Neuve,
3 décembre 2014
- Godelieve Danneels, Bruges,
10 janvier 2014
- Louis De Belder, Anvers,
6 novembre 2013
- Mgr Jan De Bie, Montaigu, 27 mai
et 16 septembre 2014
- Leo Declerck, Bruges, 29 avril,
19 août et 9 octobre 2014
- Etienne de Jonghe, Berchem,
25 février et 4 avril 2014
- Adelbert Denaux, Louvain, 20 juin
2013
- Jean-Pierre De Rudder, Bruges,
13 février 2014
- Rik Devillé, Malines, 27 janvier
2014
- Iny Driessen, Vilvorde, 26 mars
2014
- Patrick du Bois, Malines, 5 juin
2014
- Roger Dillemans, Louvain,
31 octobre 2013
- Mgr Hubertus Ernst, Breda, 4 juin
2014
- Mark Eyskens, Heverlee, 11 juin
2013
- Kevin T. Fitzgerald, Washington
DC, 25 octobre 2014
- Mgr Ivo Fürer, Saint-Gall, 6 février
2014
- Hans Geybels, Malines, 6 mai 2014
- Jan Goyvaerts, Vilvorde, 18 février
2014
- Els Gryson, Louvain, 3 avril 2014
- John Collins Harvey, Washington
DC, 23 octobre 2014
- Jeroom Heyndrickx, Louvain,
8 août 2014
- Cardinal Walter Kasper, Rome,
18 décembre 2013
- Fernand Keuleneer, Bruxelles,
18 septembre 2014
- Gaston (Vaast) Leysen, Brasschaat,
13 novembre 2013 et 26 mars
2014
- Wilfried Martens, Bruxelles, 11 juin
2013
- André Oosterlinck, Louvain,
7 novembre 2013
- Toon Osaer, Malines, 6 mai 2014
- Paul Schotsmans, Louvain, 19 mai
2014
- Cardinal Adrianus Simonis,
Nieuwkuijk, 9 décembre 2013
- Leo Tindemans, Edegem, 4 avril
2013
- Rik Torfs, Louvain, 11 décembre
2013
- Etienne Van Billoen, Malines,
3 janvier et 12 février 2014
- Michel Van Bostraeten, Anvers,
10 octobre 2013
- Jean Van der Veken, Louvain,
7 janvier 2014

Mieke Van Hecke, Bruxelles,
10 juin 2014
Luc Van Hilst, Montaigu, 27 mai
2014
Mgr Adrianus Van Luyn, Bonn,
1^{er} avril 2014
Herman Van Rompuy, Bruxelles,
1^{er} juillet 2014
Frieda Van Vaeck, Malines, 3 janvier
et 12 février 2014
Etienne Vermeersch, Wetteren,
29 avril 2014
Hildegard Warnink, Louvain,
11 décembre 2014
Benjamin Willaert, Louvain,
7 janvier 2014

5. CORRESPONDANCE

Rudy Borremans, 31 octobre 2014
Frère Charles-Eugène de Taizé,
25 septembre 2014
Luc Coorevits, 2 septembre 2014
Gustavo Gutierrez, 8 janvier 2014
Hans Küng, 18 mars 2013
Hervé Legrand, 19 mai 2014 et
17 janvier 2015
Cardinal Laurent Monsengwo,
1^{er} septembre 2014
Cardinal Karl Josef Rauber, 3 juin
2015
Dirk Smet, 26 janvier 2014
Rob Tielman, 4 mai 2014
Eric Van de Casteele, 6 juin 2014

REMERCIEMENTS

Nous remercions chaleureusement
les membres du comité de lecture:

Dr.h.c. Leo Declerck

Prof. dr. Lieve Gevers

Christophe Monsieur O.Praem.

Prof. dr. Olivier Riaudel O.P.

Prof. dr. Louis Vos

Gerrit Vanden Bosch

Un grand merci à Wilfried Brieven,
qui nous a donné accès à l'agenda
du cardinal pour la période de son
épiscopat à Malines-Bruxelles, ainsi
qu'à Éric Mahieu pour la relecture
minutieuse du manuscrit franco-
phone de notre livre. Nous sommes
également reconnaissants à tous les
témoins pour les entretiens qu'ils
nous ont accordés. Nous remer-
cions en outre les personnes et
organisations suivantes, qui ont,
chacune à leur façon, offert leur
collaboration ou leur soutien à ce
projet:

Archevêché de Malines-Bruxelles,
Abbaye de Westmalle, Sandra Are-
nas Perez, Lieven Boeve, Willy
Bombeek, Mgr Johan Bonny, John

Borelli, Jules Brabers, Aldegonde
Brenninkmeijer, Thomas Bremer,
Helga Buelens, Bert Claerhout, Jan
Coghe, Luc Coorevits, Isabel
Coreigh, Jo Cornille, Ton Crijnen,
Christa Damen, Karel Danneels,
Lieve Danneels, Louis De Belder,
Mgr Jan De Bie, Pieter-Jan De
Grieck, Pedro De Guchteneere,
Etienne de Jonghe, Mgr Jozef De
Kesel, Ingrid De leus, Katrien De
Loose, Jan De Maeyer, Stijn
Demaré, Adelbert Denaux, Hugo
De Ridder, Rik Devillé, Bruno De
Wever, Etienne D'hondt, Karl
Drabbe, Iny Driessen, Patrick du
Bois, Faculté de théologie et de
sciences religieuses de la KU Leu-
ven, Brenda Furniere, Fonds
Wetenschappelijk Onderzoek
Vlaanderen, Johan Goossens, Jan
Gruiters, Jacques Haers, Heemkun-
dige kring «De Roede van Tielt»,
Heemkundige kring de la com-
mune de Dudzele, Marina Heivers,
Jeroom Heyndrickx, Sœur Marie-
Louise Hilven, Stichting Kardinaal
Willebrands Archief, Koen Jacobs,

Benoît Janssens de Bisthoven, Fernand Keuleneer, Godfried Kwanten, Mathijs Lamberigts, Paul Lansu, Geert Lesage, Vaast Leysen, Eddy Louchez, Michel Mallèvre, Roger Matthys, Oliver McTernan, Hans Medart, Michèle Meermans, Jeroen Moens, Christophe Monsieur, Marina Ooghe, Marc Nelissen, Marti Patchell, Maria Peeters, Thom Pelckmans, Harold Polis, Didier Pollefeyt, Kurt Priem, Patricia Quaghebuer, Jan Roegiers, Françoise Rosart, Cecile Ryckaert, Marcel Sarot, Silvia Scatena, Ben Schennink, Paul Schotsmans, Dirk Smet, An Stalpaert, Marina Stas, Maria ter Steeg, Tilburg University, Rik Torfs, Fons Uytterhoeven, Doenja Van Belleghem, Goedelevan Broekhoven, Etienne Van Billoen, Veerle Vandenbroeck, Herman Van de Wiele, Els Van Mulders, Berenice Van Renterghem, Frieda Van Vaeck, Johan Verstraeten, Anne-Laure Vignaux, Hildegard Warnink, Lodewijk Winkeler, Henk Witte, Guy Zélis

Enfin, nous voudrions remercier tout particulièrement nos épouses et enfants:

Veerle Van den Eynde, et Miro, Matteo et Nore Schelkens
Els Vermeiren, et Gloria, Julie et Mauro Mettepenningen

INDEX

A

Abdullah II bin al-Hussein (roi)
Abel, Francesco
Adriaenssens, Peter
Adrien, Antoine
Adrienne von Speyr
Albert II (roi)
Alechinsky, Pierre
Alexis II (patriarche)
Alfaro, Juan
Alfrink, Bernard Jan
Al-Mahdi, Sadiq
Aloïs (frère)
Alsace, Thomas Philippe D'
Alszeghy, Zoltán
Alvarez Calderon, Jorge
Alvarez Calderon, Oscar
Andreotti, Giulio
Arafat, Yasser
Arcabas
Arickx, Achiel
Arns, Paolo
Arrupe, Pedro
Astrid (princesse)
Aubert, Roger
Augustin d'Hippone (saint)
Avenue, Etienne Vanden

B

Bach, Jean Sébastien
Backer, Rika De
Badurina, Srecko
Baggio, Sebastiano
Bailey, John
Bailly, Michel
Bal, Gilda De
Barnas, Thaddée
Battifol, Pierre
Baum, William Wakefield
Bea, Augustin
Beatrix (reine)
Beauduin, Armand
Beauduin, Lambert
Beauvoir, Simone de
Becaus, Jan
Beethoven, Ludwig von
Belder, Louis De
Ben Laden, Oussama
Benoît XVI (pape)
Bergez, Lili
Berghe, Paul Van den
Berghe, Eric Vanden
Bergoglio, Jorge Mario *voir*
François I^{er} (pape)
Bernanos, Georges

Bernardin, Joseph Louis
 Berten, Ignace
 Bertone, Tarcisio
 Bethune, Norbert
 Bettazzi, Luigi
 Beukelaer, Eric De
 Beukenhorst, Martin
 Bianchi, Enzo
 Bic, Jan De
 Biesen, Petrus Van den
 Billiet, Daniel
 Billoen, Etienne Van
 Birindwa, Faustin
 Blanpain, Jean-Luc
 Blattchen, Edmond
 Bluysen, Johannes
 Boban, Mate
 Bock, Walter De
 Boff, Leonardo
 Bogaert, Leopold
 Bois, Patrick du
 Boma, Hillary
 Boné, Édouard
 Bonny, Johan
 Boot, Elise
 Borremans, Robert
 Borremans, Rudy
 Bortnowska, Halina
 Bosmans, Phil
 Bostoen, Lode
 Bostraeten, Michel Van
 Bouckaert, Jos
 Baudouin I (roi)
 Bouillon, Godefroid de

Boutmans, Eddy
 Bozanic, Josip
 Bracht, Charles-Victor
 Breda, Herman Leo Van
 Bremer, Thomas
 Brems, André
 Brenninkmeijer-Werhahn, Alde-
 gonde
 Brenninkmeijer, Hubert
 Briart, Jacques
 Brieven, Wilfried
 Broeck, Walter Van den
 Brosens, Ivo
 Brown, Dan
 Bugnini, Annibale
 Bulckens, Jozef
 Burley, Rita
 Bush, George (sr)
 Buysscher, Jozefa R. De *voir*
 Leontine (soeur)

C

Calderon, *voir* Alvarez Calderon
 Calewaert, Karel-Justinus
 Callewaert, André
 Camara, Helder
 Caproens, Josian
 Cardijn, Jozef
 Cardinale, Igino
 Cardon de Lichtbuer, Benoît
 Carey, George C.
 Carlier, Ginette
 Carter, Jimmy
 Casaroli, Agostino

Casel, Odo
 Caspar, Philippe
 Cassidy, Edward Idris
 Cassiman, Jean-Jacques
 Casteels, Rik
 Cathérine de Sienne
 Caudron, Marc
 Cauwe, Raymond
 Cauwelaert, Rik Van
 Celli, Claudio
 Ceric, Mustafa
 Charbonneau, Jean
 Charue, André-Marie
 Cheng-Chung, Wu
 Chenu, Marie-Dominique
 Ciry, Michel
 Claes, Paul
 Claes, Willy
 Claeys, Frans
 Claeys, Hector
 Claeys, Manu
 Claeys, Robert
 Claus, Hugo
 Clavel, Maurice
 Clerck, Stefaan De
 Clercq, Willy De
 Coen, Martha
 Coens, Daniël
 Colen, Alexandra
 Collins Harvey, John
 Comblin, José
 Coninckx, Stijn
 Conscience, Hendrik
 Coorevits, Luc

Coppens, Joseph
 Coriden, James A.
 Cornille, Jo
 Coucke, Aegidius
 Coulie, Bernard
 Crochet, Marcel
 Croo, Herman De
 Curran, Charles E.
 Cyrille de Smolensk (métropolitte)

D

Dael, Daniël Van
 Daelemans, Alfred
 Daem, Jules-Victor
 Daens, Adolf
 Damien (père)
 Dammert, José
 Damme, Christine Van
 Daniélou, Jean
 Danneels, Eric
 Danneels, Godelieve/Lieve
 Danneels, Henri/Hendrik (père de
 Godfried Danneels)
 Danneels, Hendrik (frère de God-
 fried Danneels)
 Danneels, Herman
 Danneels, Jules
 Danneels, Leopold
 Danneels, Lutgard
 Dardenne, Sabine
 Deckers, Eligius
 Declair, Jan
 Declerck, Leo
 Declerck, Paul

Decoene, Alberic
 Decourtray, Albert
 DeGioia, John G.
 Dehaene, Jean-Luc
 Dekkers, Ignace
 Dekkers, Kees
 Delaetere, Constant
 Deledicque, Jean
 Delhez, Laetitia
 Delors, Jacques
 Delvaux, Bruno
 Delville, Jean-Pierre
 Delvou, Moniek
 Demeester, Wivina
 Deman, Charles
 Demmer, Klaus
 Demoen, Hans
 Denaux, Adelbert
 Denaux, Willibrord
 Denef, Jean-François
 Denis, Philippe
 Dennis, Mary
 Depoortere, Kristiaan
 Deprez, Gérard
 Descamps, Albert
 Descartes, René
 Deschamphelaere, Mia
 Dessain, Joseph
 Deveaux, Sophia
 Devillé, Rik
 Devloo, Leo
 Devroede, Jozef
 Dhanis, Édouard
 Dias, Ivan

Dick, John A.
 Dijn, Herman De
 Dillemans, Roger
 Dobbelaere, Karel
 Doise, Willem
 Donck, Egidius Van der
 Dondeyne, Albert
 Donneux, Jacques
 Doré, Joseph
 Dostoïevski, Fedor
 Douglas, James
 Dreyfus, Robert
 Driessen, Iny
 Drijvers, Pius
 Dubois, Karel
 Duforret, Karel
 Dumon, Jan
 Dumon, Wilfried
 Dupré, Louis
 Dupuis, Michel
 Dupuy, Bernard
 Durkheim, Émile
 Dutroux, Marc

E

Eckwok, Lumaya
 Eeghem, Joris Van
 Egan, Edward
 El-Béchir, Omar Hassan Ahmed
 El Hassan ben Tallal (prince)
 Elslande, Renaat Van
 Erdő, Péter
 Ernst, Hubertus
 Etchegaray, Roger

Etsou, Frédéric
 Eykens, Cyriel
 Eyskens, Gaston
 Eyskens, Mark

F

Fabiola (reine)
 Falise, Michel
 Fei Lin, Gao
 Ferstenberg (rabbin)
 Feuerbach, Ludwig
 Foley, John Patrick
 Fortmann, Han
 Fournier, Alain
 François (pape)
 François d'Assise
 Fransen, Piet
 Frère, Albert
 Frisque, Jean
 Fürer, Ivo
 Fu Tie Shan, Michael

G

Gabriele
 Gaillot, Jacques
 Gallagher, Chuck
 Gantin, Bernardin
 Garrone, Gabriel-Marie
 Gauchet, Marcel
 Gentil, Yves De
 Gerven, Walter Van
 Geybels, Hans
 Geysen, Willy
 Ghoos, Jos

Giblet, Jean
 Gijssen, Joannes
 Gilson, Etienne
 Giorgi, Salvatore Di
 Glemp, Józef
 Goddijn, Walter
 Goetghebuer, Jean-Pierre
 Goethals, Jozef
 Goffinet, Edward
 Gol, Jean
 Goldie, Rosemary
 Goldmann, Franz
 Gong Pin-Mei, Ignatius
 Goossens, Paul
 Gore, Charles
 Gouverneur, Edward
 Grace-Fennelly, Margareth
 Grace, Peter
 Gregoire XIII (pape)
 Grocholewski, Zénon
 Grootaers, Jan
 Grueters, Jan
 Gryson, Els
 Guardini, Romano
 Guchteneere, Pedro De
 Gudgeon, Philip
 Guigui, Albert
 Gumbleton, Thomas
 Gutiérrez, Gustavo

H

Haesaert, Werner
 Haese, Peter D'
 Halckes, Catharina

Halewijn, Willy Van
 Halewyck, André Van
 Halilovic, Hadzi
 Halsberghe, Godelieve
 Hamels, Omer
 Hamer, Jérôme
 Hanssens, Jo
 Han Zhihai, Joseph
 Haquin, André
 Hardwicke, Owen
 Häring, Bernard
 Harmel, Pierre
 Harpigny, Guy
 Haumann, Mathew
 Hecke, Mieke Van
 Hegel, Georg Wilhelm Friedrich
 Heidegger, Martin
 Hellegers, André
 Hemeldonck, Marijke Van
 Hemmer, Hyppolyte
 Hengen, Jean
 Henri VIII (roi)
 Henri de Gand
 Herman-Michielsens, Lucienne
 Herranz, Julian
 Heuschen, Jozef-Maria
 Heylen, Victor
 Heyndrickx, Jeroom
 Heyse, Etienne
 Hiele, Martin
 Hilst, Luc Van
 Hilven, Marie-Louise
 Hitler, Adolf
 Hoet, Jan

Hoof, Guido Van
 Hooghe, Thomas D'
 Hoogmartens, Patrick
 Homeyer, Josef
 Houben, Robert
 Houtart, François
 Hovre, Luk De
 Howard Fere, Walter
 Huard, Jean
 Hume, Basil
 Hünermann, Peter
 Husar, Lubomyr
 Hussein, Saddam
 Husserl, Edmund

I

Iersel, Bas van
 Ignace de Loyola (saint)
 IJsseling, Samuel
 Istendael, Geert Van

J

Janssen, Arthur
 Janssen, Emiel
 Janssens, Jean-Baptiste
 Janssens, Louis
 Janssens de Bisthoven, Benoît
 Janssens de Bisthoven, Boudewijn
 Jarczyck, Gwendoline
 Jean XXIII (pape)
 Jean-Paul I (pape)
 Jean-Paul II (pape)
 Jeannière, Abel
 Jérôme (saint)

Jin, Pius
 Jin Luxian, Aloysius
 Jonghe, Etienne De
 Jonghe, Jozef De
 Jousten, Aloïs
 Jungmann, Andreas-Joseph

K

Kabanga Songasonga, Eugène
 Kagame, Paul
 Kant, Immanuel
 Kaplan, Robert
 Karadzic, Radovan
 Karl-I-Bond, Jean Nguza
 Kasper, Walter
 Keet, Joseph
 Kesel, Jozef De
 Kesel, Leo De
 Keuleneer, Fernand
 Keyzer, Maurits De
 Khalil, Abdelrahim
 Kilo-Abi, Zulu
 Kilsdonk, Jan van
 Kimbulu, Jean-Pierre
 Kinsbergen, Andries
 Kishwe, Adolphe
 Klein, Théo
 Knox, James Robert
 Kolbe, Maximilian
 Koljevic, Nikola
 Kolvenbach, Hans
 Komarica, Franjo
 Komrij, Gerrit
 König, Franz

Koninckx, Philippe
 Konrád, György
 Kothgasser, Alois
 Krivocheine, Basile
 Krol, John
 Krstic, Danilo
 Kuharic, Franjo
 Küng, Hans

L

Laak, Jan Ter
 Lacan, Jacques
 Laghi, Pio
 Lagrange, Marie-Joseph
 Lalieux, Karine
 Lallemand, Roger
 Lamberigts, Mathijs
 Lambrecht, Jan
 Lambrecks, Eefje
 Lamiroy, Henricus
 Landuyt, Frans
 Langendries, Raymond
 Lanneau, Paul
 Lanotte, Johan Vande
 Lansu, Paul
 Laporte, Christian
 Laridon, Eugene
 Laridon, Valeer
 Lebreton, Jules
 Leduc, Jeanine
 Lefevre, Frans
 Lefèvre, Theo
 Legrand, Hervé
 Lehmann, Karl

Lejeune, Julie
 Leleu, Renaat
 Lemaître, Gustave
 Léon XIII
 Léonard, André/André-Mutien/
 André-Jozef
 Leontine (soeur)
 Léopold III (roi)
 Lercaro, Giacomo
 Lesage, Roger
 Lescrauwaet, Joseph
 Leterme, Yves
 Leupe, Oscar
 Lévinas, Emmanuel
 Lewis, John
 Leysen, Gaston
 Libert, Marijke
 Licheri, Gianni
 Li Du-An, Anthony
 Liedekerke, Charles De
 Lindley Wood, Charles
 Lippens, Omer
 Lippens, Polidoor
 Liu Bai Nian, Anthony
 Loisy, Alfred
 Lonergan, Bernard
 López Trujillo, Alfonso
 Lorscheider, Aloisio
 Lubac, Henri de
 Lubachivsky, Myroslav Ivan
 Luciani, Albino *voir* Jean-Paul I
 Lustiger, Jean-Marie
 Luyn, Adrianus Van
 Luysterman, Arthur

Lyn, André Vander
 Lyonnet, Stanislas

M

Macharski, Franciszek
 Macq, Pierre
 Maczek, Stanisław
 Maeckelbergh, Maria
 Maertens, Guido
 Maertens, Thierry
 Mahomet (prophète)
 Mahoney, Jack
 Mahoux, Philippe
 Malherbe, Jean-François
 Malula, Joseph-Albert
 Manders, Henk
 Marchal, An
 Marcus-Helmons, Silvio
 Mariën, Jef
 Maritain, Jacques
 Marmion, Columba
 Martens, Ludo
 Martens, Wilfried
 Martimort, Aimé-Georges
 Martini, Carlo Maria
 Martino, Renato
 Marx, Karl
 Massaux, Édouard
 Matheeuws, Alain
 Mathen, Robert-Joseph
 Mathilde (reine)
 Maton, Joseph
 Maystadt, Philippe
 Mazowiecki, Tadeusz

McCormick, Richard A.
 McTernan, Oliver
 Meisner, Joachim
 Mennen, Guy
 Mercier, Désiré Joseph
 Merleau-Ponty, Maurice
 Mertens de Wilmars, Josse
 Mervillie (famille)
 Messori, Vittorio
 Metdepenningen, Marc
 Metz, Johann Baptist
 Meurant, Marc
 Michel, Joseph
 Michel-Ange
 Michiels, Robrecht
 Miller, John Michael
 Milosevic, Slobodan
 Mitterrand, François
 Mladic, Ratko
 Moeller, Charles
 Moerman, Jozef
 Molitor, André
 Möller, Johannes Bernard
 Moltmann, Jürgen
 Monfils, Philippe
 Monsengwo, Laurent
 Moretti, Giovanni
 Mortier, Erwin
 Mortier, Gerard
 Moulin, Leo
 Moureaux, Philippe
 Mpundu E'Boot, José
 Mulisch, Harry
 Mungul Diaka, Bernardin

Muñoz, Ronaldo
 Murdoch, Iris
 Murphy-O'Connor, Cormac
 Mussche, Christine
 Muyumba Busandu, Bernard

N

Ndubu, Lumuna
 Neirynck, Frans
 Ngabu, Faustin
 Nicolas, Adolfo
 Nimeiry, Gaafar
 Nollet, Jean-Marc
 Nooteboom, Cees
 Nossol, Alfons
 Nothomb, Charles-Ferdinand
 Nuttin, Jozef Remi
 Nuzzi, Gianluigi
 Nys, Herman
 Nyssens, Clotilde

O

O'Brien, Veronica
 Ochojska, Janina
 Oddi, Silvio
 Ollevier, Willy
 Onckelinckx, Laurette
 Oost, Jean Van
 Oost, Maurice Van
 Oosterhuis, Huub
 Oosterlinck, André
 Oruba, Véronique
 Osaer, Toon
 Ottaviani, Alfredo

P

Palmen, Connie
 Pannet, Robert
 Panteleimon (métropolitain)
 Paola (reine)
 Pardès, Markus
 Parsch, Pius
 Parys, Michel Van
 Pas, Paul
 Pataer, Paul
 Paul VI (pape)
 Pauw, Josse De
 Pavelic, Ante
 Pavle (patriarche)
 Pedroni, Angelo
 Peere, Philomena
 Peeters, Albert
 Peeters, Carl
 Péguy, Charles
 Pei, Paul
 Pellegrino, Edmund
 Pelt, Vic Van
 Pennachini, Piero
 Pergolesi, Giovanni Battista
 Peteghem, Leonce-Albert Van
 Pflimlin, Pierre
 Philippe (prince/roi)
 Philips, Gerard
 Pie X (pape)
 Pie XII (pape)
 Pinckers, Ghislain
 Pinochet, Augusto
 Pinto de Andrade, Joaquim
 Piqué, Charles

Pirlot, Hubert
 Pironio, Eduardo
 Piryns, Piet
 Pittau, Giuseppe
 Plas, Michel Van der
 Policarpo, José da Cruz
 Ponthot, Joseph
 Poschet, Michel
 Poppe, Edward
 Portal, Fernand
 Potterie, Ignace De la
 Poupard, Paul
 Prignon, Albert
 Prodi, Romano
 Pruitt, Kathleen
 Psichari, Ernst
 Pulic, Vinko
 Purcell, Henry
 Pyck, Karel

Q

Quartier, Daniel
 Quintens, Werner

R

Rabin, Yitzhak
 Radcliffe, Timothy
 Radford Ruether, Rosemary
 Radhi, Sameer J.A.
 Radovic, Amfilohije
 Raes, Koen
 Raes, Robert
 Rahner, Karl
 Raiser, Konrad

Ramadan, Tariq
 Ramaekers, Jef
 Ramsey, Michael
 Ramsey, Paul
 Ratzinger, Georg
 Ratzinger, Joseph *voir* Benoît XVI
 Rauber, Karl Joseph
 Re, Giovanni Battista
 Reagan, Ronald
 Renaer, Marcel
 Renan, Ernest
 Riccardi, Andrea
 Ricketts, Laudazurri
 Ricoeur, Paul
 Ridder, Clem De
 Riet, Georges Van
 Ringlet, Gabriel
 Rivière, Geneviève
 Robeyns, Anselm
 Robinson, Armitage
 Rodenbach, Albrecht
 Roey, Jozef-Ernest Van
 Romeo, Antonino
 Romero, Oscar
 Rompuy, Herman Van
 Rompuy, Wim Van
 Roncalli, Angelo Giuseppe *voir*
 Jean XXIII
 Roo, André De
 Roos, Jef
 Rossel, Peter
 Rothschild, Edmond de
 Rouault, Georges
 Ruh, Ulrich

Rudin, Leo
 Rudder, Jean-Pierre De
 Ruffini, Ernesto
 Ruh, Ulrich
 Ruini, Camillo
 Runcie, Robert
 Rupo, Elio Di
 Rushdie, Salman
 Russo, Melissa
 Ruys, Manu
 Rycke, Eric De

S

Sabbah, Michel
 Sabbe, Maurits
 Saeger, Jos De
 Saint-Exupéry, Antoine de
 Sainz de Baranda, Philippe
 Santic, Jelena
 Sartre, Jean-Paul
 Saye, Elie
 Schasching, Johannes
 Scheffczyk, Leo
 Schillebeeckx, Edward/Henricus
 Schiltz, Hugo
 Schmidt, Peter
 Schmitz, German
 Schoenmaeckers, Mia
 Schoenmaeckers, Paul Constant
 Schönborn, Christoph
 Schoonenberg, Piet
 Schoor, Laurent Van de
 Schooyans, Michel
 Schotsmans, Paul

Schotte, Jan Pieter
 Schrijver, Georges De
 Schruers, Paul
 Schure, Johannes ter
 Schüssler-Fiorenza, Elisabeth
 Schutz, Roger
 Sebt, Lino
 Segers, Jozef
 ?eper, Franjo
 Servotte, Herman
 Sese Seko, Mobutu
 Severen, Joris Van
 Sgreccia, Elio
 Shu Xiang, Liu
 Silvestrini, Achille
 Simonis, Adrianus
 Sirat, René-Samuel
 ?liwi?sky, Krzysztof
 Smedt, Emiel-Jozef De
 Smeets, Jos
 Smet, Sylveer De
 Smits, Jozef
 Snijkers, Guus
 Sobrino, Jon
 Sodano, Angelo
 Soenens, Daniël
 Somer, Pieter De
 Somers, Bart
 Spaak, Paul-Henri
 Spaan, Henk
 Spadafora, Francesco
 Spahic, Ibrahim
 Stålsett, Gunnar
 Steen, Marc

Steenbrugge, Walter Van
 Steg, Ady
 Stein, Edith
 Stengers, Jean
 Sterckx, Engelbert
 Stexhe, Guillaume De
 Steyaert, Jan
 Stillemans, Antoon
 Stobbe, Heinz-Günther
 Stockman, René
 Stofferis, Adiel
 Stofferis, Madeleine
 Stojanovic, Gordana
 Straaten, Werenfried Van
 Sturtewagen, Bart
 Sudar, Pero
 Suenens, Léon-Joseph
 Sutter, Ignace De
 Swaelen, Frank

T

Taban, Paride
 Tauran, Jean-Louis
 Teissier, Henri
 Temmerman, Els De
 Teresa (Mère)
 Terzic, Dragan
 Theeuws, Paul
 Thérèse de Lisieux (sainte)
 Thiel, René
 Thienpont, Marcel
 Thils, Gustave
 Thomas d'Aquin (saint)
 Thomas, Jacques

Tielman, Rob
 Tillard, Jean-Marie
 Tindemans, Leo
 Tito, Josip
 Tomko, Jozef
 Torfs, Rik
 Torres, Sergio
 Tresoldi, Efrem
 Tromp, Sebastiaan
 Troubleyn, Judith
 Troy, Wim De
 Tshisekedi, Etienne
 Tucci, Roberto
 Tu?jman, Franjo
 Tu Shih Tua, Antonius

U

Uylenbroeck, Marcel
 Uytterhoeven, Mark

V

Vaeck, Frieda Van
 Vaes, Bénédict
 Valadier, Paul
 Valente, Gianni
 Vanackere, Steven
 Vancottem, Rémy
 Vandemoortele, Jozef
 Vandenbergh, Hugo
 Vandenbunder, Armand
 Vandenhaute, Wouter
 Vanderkelen, Luc
 Vandersypen, Germaine
 Vandevoorde, André

Vandevoorde, Maurice
 Vangheluwe, Roger
 Vanhoutte, André
 Vanriet, Jan
 Vargas Llosa, Mario
 Veken, Jean Van der
 Vendley, William F.
 Verbeke, Gerard
 Verbiest, Theofiel
 Vercruysse, Roger
 Verdru, Cécile
 Vergote, Antoine
 Verheul, Ambroos
 Verhofstadt, Guy
 Verkest, Gillis
 Vermeegen, Harry
 Vermeersch, Etienne
 Vermeren, August
 Verriest, Hugo
 Verschaeve, Cyriel
 Verschuren, Denise
 Verschuren, Paul
 Versteyle, Luc
 Verstraeten, Jos
 Vervenne, Marc
 Verwilghen, Marc
 Verwimp, Remi
 Veuster, Jozef De *voir* Damiaen
 (père)
 Vianney, Jean-Marie
 Villot, Jean-Marie
 Vilnet, Jean
 Vleugels, Jef
 Vlk, Miloslav

Voillaume, René

Voorde, Mark Van de

Vyncke, Amaat

W

Waelhens, Alphonse De

Waer, Mark

Waejenbergh, Honoré Van

Walgrave, Jan Hendrik

Walle, Ambroos-Remi Van de

Walschap, Gerard

Wang Xue Ming, Franciscus

Wanseele, Augusta Van

Wasser, Hedwige

Wathelet, Melchior

Weber, Johann

Weber, Max

Weemaes, Marcel

Weiss, Oscar

Weizman, Ezer

Werleigh, Claudette

Wiaux, Mutien-Marie

Wiesel, Elie

Willaert, Benjamin

Willebrands, Johannes

Wittouck, Frans

Wojty?a, Karol *voir* Jean-Paul II

Wolf, André De

Wright, John Joseph

X

Xiaoping, Deng

Xiaowen, Ye

Y

Yperman, Seppe

Ypersele de Strihou, Jacques Van

Z

Zeegers, Dominique

Zerwick, Maximilian

Zong Huaide, Joseph

Zuylen, Guillaume-Marie Van

Zwartkruis, Theodorus

© 2015

Karim Schelkens, Jürgen Mettepenningen
et Editions Polis

Editions Polis
Maarschalk Gérardstraat 4a
2000 Anvers
info@polis.be

Graphisme: Stijn Dams
Mise en page: Karakters, Gand
Image de couverture: Christophe Ketels
Photo des auteurs: Koen Broos

Traduction: Anne-Laure Vignaux

ISBN 978 90 6310 023 6
D/2015/13631/29
NUR 681

Tous droits réservés. Rien de cette édition ne peut être reproduit ni publié d'aucune façon, ni enregistré dans une base de données automatisée, sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

All rights reserved. No part of this book may be reproduced, stored or made public by any means whatsoever, whether electronic or mechanical, without prior permission in writing from the publisher.

